

PERSPECTIVES AFRICAINES

sur la pandémie de COVID-19

*Retour sur la construction médiatique
et discursive d'un événement*



Sous la direction de
**Esther Olembe, Thomas Hervé Mboa Nkoudou,
Gilbert Willy Tio Babena et Lydiane Tsayem**

Perspectives africaines sur la pandémie de COVID-19

*Retour sur la construction médiatique
et discursive d'un événement*

Sous la direction de Esther Olembe, Thomas
Hervé Mboa Nkoudou, Gilbert Willy Tio
Babena et Lydiane Tsayem



Perspectives africaines sur la pandémie de COVID-19 Droit d'auteur © par Esther Olembe, Thomas Hervé Mboa Nkoudou, Gilbert Willy Tio Babena et Lydiane Tsayem est sous licence License Creative Commons Attribution – Partage dans les mêmes conditions 4.0 International, sauf indication contraire.

Titre : Perspectives africaines sur la pandémie de COVID-19 : retour sur la construction médiatique et discursive d'un événement

Sous la direction de Esther Olembe, Thomas Hervé Mboa Nkoudou, Gilbert Willy Tio Babena et Lydiane Tsayem

Design de la couverture : Kate McDonnell

Édition et révision linguistique : Gilbert Willy Tio Babena, Érika Nimis

Cet ouvrage a été publié avec le soutien de la Faculté des Arts de l'Université d'Ottawa.

Ce livre est publié sous licence Creative Commons CC BY-SA 4.0 et disponible en libre accès à <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/covidiscours/>

ISBN pour l'impression : 978-2-925128-50-2

ISBN pour le PDF : 978-2-925128-51-9

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec 2026

Éditions science et bien commun
<http://editionscienceetbiencommun.org>
3-855 avenue Moncton
Québec (Québec) G1S 2Y4

Diffusion : info@editionscienceetbiencommun.org.

Table des matières

Comité scientifique	ix
In memoriam	x
Préface	xi
<i>Alice NGA MINKALA, ancienne Directrice de l'ESSTIC - Université de Yaoundé II</i>	
Remerciements	xiii
Introduction	1
<i>Esther OLEMBE, Thomas Hervé MBOA NKOUDOU, Gilbert Willy TIO BABENA et Lydiane TSAYEM</i>	
Reconfiguration des cadres et des savoirs en temps de crise	
Quand le terrain devient impossible : les dilemmes méthodologiques en temps de pandémie	11
<i>Thomas Hervé MBOA NKOUDOU</i>	
Bruit, silence et médiation documentaire. Une relecture critique à l'ère post-pandémique	40
<i>Esther OLEMBE</i>	
Essai d'archéologie de crise à partir de l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards »	65
<i>Gilbert Willy TIO BABENA</i>	
L'Afrique après la COVID-19 : Nkolo Foé et la construction des laboratoires scientifiques	99
<i>Hervé Toussaint ONDOUA</i>	
Le manuel scolaire à l'épreuve de la virtualisation des enseignements en temps de COVID-19 au Cameroun : mutation des usages et résilience des pratiques éditoriales	113
<i>Alice NGA MINKALA et Martin Galland BEYALA</i>	

L'éducation en « live » : enseigner à l'ère de la COVID-19 au Cameroun	139
<i>Clément Honoré ANGONI ANGONI</i>	
The Impact of the COVID-19 Pandemic on the Functioning of Public Libraries in Cameroon: A Case Study	154
<i>Roseline BAWACK et Louise Lutéine NGO KOBHIO BALOCK</i>	
Mises en discours de la pandémie	
La communication des entreprises en contexte de crise sanitaire : une réorientation du paradigme discursif chez MTN Cameroun, Biopharma S.A. et CCA Bank	171
<i>Alain ASSOMO</i>	
COVID-19 et résonances médiatiques dans la presse camerounaise. Éléments de construction d'une crise sanitaire	186
<i>Dorothée Béatrice NDOUMBÉ</i>	
COVID-19 entre blâme et éloge : une relecture épictétique des discours autour de la pandémie	209
<i>Yanick Hypolitte ZAMBO</i>	
Photographie dans la presse quotidienne nationale et mise en récit de la pandémie de COVID-19 au Cameroun : analyse du cas spécifique de <i>Cameroon Tribune</i>	228
<i>Joséphine Nicole ABOMO ESSOMBA</i>	
Une affiche sur la COVID-19 en <i>fulfulde</i> : enjeux orthographiques et communication pour le développement	254
<i>MOHAMADOU OUSMANOU</i>	
La sécuritisation de la COVID-19 au Cameroun : construction d'une menace existentielle	272
<i>Priscylle Manuela MEPOUI ABANDA</i>	

Acteurs et gouvernance de la COVID-19

De la « communication centralisée » de l'État vers une « communication de proximité » sur la COVID-19 : une réflexion à partir de la région de l'Extrême-Nord (Cameroun) <i>Adrien BITOND</i>	293
Gestion communicationnelle de la crise de la COVID-19 au Cameroun et enjeux de dominance dans l'action publique économique <i>Lydiane TSAYEM et Marie Christelle KOA OTTO</i>	306
Leaders religieux et gestion de la COVID-19 au Cameroun : analyse des stratégies de communication <i>Richard Bertrand ETABA ONANA et Alain ASSOMO</i>	335
Discordance des discours entre les parties prenantes dans la réponse à la COVID-19 comme facteurs de résistance des populations camerounaises aux vaccins anti-COVID-19 <i>Colette DJADEU NGUEMEDYAM et Marie Christelle KOA OTTO</i>	350
Le Cameroun à l'épreuve de la COVID-19 : analyse sociologique des rationalités de ripostes locales des acteurs <i>Georges MBANG NSANGOU, Robert Marie MBA et Yves Bertrand DJOUDA FEUDJIO</i>	366
Perceptions sociales des centres de prélèvement et de dépistage COVID-19 à Abidjan <i>Gaston KONE TIÈGBE</i>	385
Postface <i>Armand LEKA ESSOMBA, Chef de département de sociologie - Université de Yaoundé I</i>	405
Résumés – Abstracts	409
Notices biographiques	437
Collection Linguistique et communication	444
À propos des Éditions science et bien commun	445

Comité scientifique

- Ahou Rachel Koumi, Centre de recherches océanologiques (CRO), Côte d'Ivoire
- Alice Nga Minkala, Université de Yaoundé II, Cameroun
- Armand Leka Essomba, Université de Yaoundé I, Cameroun
- Clément Aboudi Nola, Université Catholique d'Afrique Centrale, Cameroun
- Emile Salomon Zambo Assembe, Université de Montréal, Canada
- Eugène Sobngwi, Université de Yaoundé I, Cameroun
- Eunice Pauline BALOGOG, Université de Bertoua, Cameroun
- Jean Christian Mbog Bisseni, Université de Yaoundé II, Cameroun
- Jean Louis Fendji, Université de Ngaoundéré, Cameroun
- Marthe Francine Nkolo Ateba, Université de Douala, Cameroun
- Paul Abouna, Université de Yaoundé I, Cameroun
- Remy Mbanga, Université de Sherbrooke, Canada
- Salomon Essaga Eteme, Université de Yaoundé I, Cameroun
- Sylvie Ambomo, École des sciences de santé, Université Catholique d'Afrique Centrale, Cameroun
- Yves Valéry Obame, Université de Maroua, Cameroun
- Yvonne Ndelle Nyake, Université d'Ottawa, Canada

In memoriam

Au moment où ce livre paraît, j'ai une pensée émue pour deux personnalités qui ont marqué, chacune à leur manière, cette aventure intellectuelle et humaine.

Je rends d'abord hommage à **Louise Lutéine NGO KHOBIO épouse BALÔK**, Professeure, qui nous a quittés le **31 juillet 2025**. Appelée à me succéder à la tête du Département de l'information documentaire de l'ESSTIC, elle avait entrepris cette responsabilité avec sérieux, enthousiasme et un profond attachement à la formation des futurs professionnels de l'information documentaire. Elle n'aura malheureusement pas connu la publication de cet ouvrage, auquel elle avait apporté sa contribution intellectuelle. Son souvenir demeure vivant au sein de notre communauté universitaire.

Je souhaite également honorer la mémoire de **WERIWOH Godfrey TEM-BENG**, Colonel Médecin, disparu le **23 avril 2025**, avant la publication de cet ouvrage. Bien qu'il ne soit pas l'auteur d'un chapitre dans ce volume, sa participation au colloque scientifique dont il est issu a constitué un moment marquant de nos échanges. En portant la voix de la médecine traditionnelle dans le débat académique, il a contribué à enrichir la réflexion collective et à rappeler la nécessité du dialogue entre les savoirs scientifiques, professionnels et endogènes. Son engagement en faveur de la reconnaissance et de la valorisation des savoirs médicaux africains mérite d'être salué.

Que leur mémoire demeure une source d'inspiration pour les générations présentes et futures.

Esther OLEMBE

Ancienne Cheffe de département de l'information documentaire, ESSTIC

Préface

ALICE NGA MINKALA, ANCIENNE DIRECTRICE DE L'ESSTIC - UNIVERSITÉ DE YAOUNDE II

C'est avec un réel plaisir que je présente cet ouvrage collectif, issu d'un travail de réflexion et de maturation engagé autour de la pandémie de COVID-19, dans le prolongement du colloque intitulé « La pandémie de COVID-19 : construction d'un événement », tenu à l'École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ESSTIC) de l'Université de Yaoundé II en juin 2023. Ce fut un intense moment scientifique, mais également un moment chargé d'émotion, car organisé dans un contexte encore proche de la crise; un moment qui a permis de réunir des chercheuses et des chercheurs ayant chacun un vécu particulier de la pandémie, soit en tant que victimes de la COVID-19, soit comme témoins apeurés ou meurtris par la concentration de drames vécus dans leur environnement immédiat, en un laps de temps aussi court. Avec le recul du temps, ces chercheuses et chercheurs ont interrogé, à partir de terrains africains et plus particulièrement camerounais, les multiples significations de la pandémie dans les espaces publics, médiatiques et institutionnels.

La publication de ce livre trois années après ce colloque ne doit pas être comprise comme un simple effet du temps éditorial. Elle témoigne au contraire d'une exigence essentielle de la recherche : celle de la maturation. Certaines crises imposent l'urgence de la réaction; elles exigent aussi, pour être véritablement comprises, le temps du recul, de la reprise analytique, de la confrontation des points de vue et de l'approfondissement théorique. En cela, cet ouvrage fait le choix d'une lecture distanciée, attentive non seulement à l'irruption de la pandémie, mais aussi aux reconfigurations durables qu'elle a produites dans les domaines de la communication, du savoir, de l'action publique, de l'éducation, des médiations documentaires et de la vie sociale.

L'un des mérites de ce collectif est précisément de ne pas réduire la COVID-19 à un fait exclusivement sanitaire. Les textes réunis ici montrent avec clarté que la pandémie doit également être pensée comme un événement construit dans les discours, les médias, les institutions et les pratiques. Elle a été nommée, racontée, interprétée, négociée, contestée; elle a donné

lieu à des formes diverses de publicisation, de médiatisation et d'appropriation. À travers cette perspective, l'ouvrage apporte une contribution importante à la compréhension des dynamiques par lesquelles un fait devient un événement public, puis un objet de savoir.

Cette réflexion est d'autant plus précieuse qu'elle s'inscrit dans un ancrage africain assumé. En portant une attention particulière au Cameroun, tout en dialoguant avec des enjeux plus largement africains, les contributions réunies dans ce volume rappellent que les crises globales ne s'imposent jamais de manière uniforme. Elles se déploient dans des contextes situés, traversés par des histoires, des institutions, des rapports de pouvoir, des pratiques de communication et des ressources locales spécifiques. L'intérêt de cet ouvrage tient justement à cette capacité à penser ensemble l'ampleur mondiale de la pandémie et la singularité des expériences africaines.

La richesse du livre tient également à sa diversité disciplinaire et méthodologique. Les chapitres qu'il rassemble abordent successivement les cadres et les conditions de production du savoir en contexte pandémique, les formes de mise en discours et de médiatisation de la crise, ainsi que les dispositifs institutionnels, les médiations de proximité, les conflits d'interprétation et les réponses sociales qui ont accompagné sa gestion. Ce pluralisme ne disperse pas le propos; il en renforce au contraire la portée, en permettant d'appréhender la pandémie dans sa complexité et dans la pluralité de ses effets.

En tant que directrice de l'ESSTIC au moment du colloque, je me réjouis, trois années après, de voir aboutir un projet scientifique dont l'ancrage institutionnel, l'ouverture intellectuelle et la portée collective reflètent pleinement l'esprit dans lequel cet événement avait été accueilli et soutenu. Cet ouvrage témoigne de la vitalité des recherches menées dans nos espaces universitaires sur les transformations contemporaines de la communication et sur les grandes crises qui traversent nos sociétés. Il constitue, à ce titre, une contribution importante non seulement à la mémoire critique de la pandémie, mais aussi à une réflexion plus durable sur les conditions de la vie collective, de la circulation des savoirs et de la construction des événements dans les sociétés africaines contemporaines.

Je forme le vœu que ce livre trouve toute sa place auprès des chercheuses et des chercheurs, des étudiantes et des étudiants, ainsi qu'auprès de toutes celles et de tous ceux qui s'intéressent aux manières dont se construisent, dans le temps, les crises et les mondes sociaux qu'elles révèlent.

Remerciements

Nous adressons notre profonde gratitude aux évaluateurs et évaluatrices anonymes qui ont accepté de relire les textes avec rigueur, générosité et exigence scientifique. Leurs observations ont contribué de manière décisive à l'amélioration de la qualité des contributions réunies dans ce volume.

Nous remercions également la Faculté des arts de l'Université d'Ottawa pour son soutien financier, qui a permis l'aboutissement de ce projet éditorial.

Que l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC) de l'Université de Yaoundé II, qui a accueilli dans ses locaux le colloque « La pandémie à COVID-19 : construction d'un événement » (15-16 juin 2023), trouve ici l'expression de notre sincère gratitude.

Les coordonnatrices et coordonnateurs,

Esther Olembe, Lydiane Tsayem,

Thomas Hervé Mboa Nkoudou et Gilbert Willy Tio Babena

Introduction

ESTHER OLEMBE, THOMAS HERVÉ MBOA NKOUDOU, GILBERT WILLY TIO
BABENA ET LYDIANE TSAYEM

La pandémie de COVID-19 a constitué l'un des événements les plus marquants du début du XXI^e siècle. Si elle s'est d'abord imposée comme une crise sanitaire d'ampleur mondiale, ses effets ont très rapidement débordé le seul champ biomédical pour investir l'ensemble des sphères de la vie sociale. La circulation des discours, les formes de médiatisation, les modalités de l'action publique, les régimes de légitimité des savoirs, les pratiques religieuses, les institutions éducatives, les services documentaires et les conditions mêmes de production de la recherche se sont trouvés durablement affectés par cette séquence historique. En Afrique comme ailleurs, la pandémie a ainsi agi tout à la fois comme révélateur de vulnérabilités anciennes, accélérateur de transformations déjà à l'œuvre et opérateur de recomposition des rapports entre communication, pouvoir, savoir et société.

Six ans après : retour sur l'événement COVID-19

Le présent ouvrage ne prétend pas investir un espace de recherche vide, que l'on pourrait assimiler à une *tabula rasa*. Il s'inscrit au contraire dans un champ de recherche déjà nourri sur la COVID-19 en Afrique. Plusieurs travaux ont montré que la pandémie ne pouvait être réduite à une seule crise sanitaire, mais devait aussi être pensée comme un phénomène de publicisation, de médiatisation, de communication publique et de gouvernance. C'est notamment ce que soulignent Cabedoche et Ngono (2023) lorsqu'ils analysent la pandémie en Afrique comme un « fait social total » pris dans les mécanismes de communication et de médiatisation, tandis que le collectif qu'ils dirigent met en évidence la pluralité des productions discursives suscitées par la COVID-19 dans les espaces publics africains. Dans une perspective complémentaire, Adebisi *et al.* (2021) montrent, à partir de treize pays africains, combien les stratégies de communication du risque et d'engagement communautaire ont joué un rôle décisif dans la gestion de la crise, tan-

dis que Talisuna *et al.* (2022) soulignent, à l'échelle continentale, l'importance des dispositifs de gouvernance, de coordination, de communication, de laboratoire et de logistique dans la réponse à la pandémie. De leur côté, Seytre *et al.* (2021) rappellent que l'efficacité des messages sanitaires dépend aussi des conditions locales de littératie en santé et des perceptions sociales de la maladie, invitant ainsi à penser la communication sur la COVID-19 à partir des contextes africains eux-mêmes.

Dans le même mouvement, d'autres recherches éclairent plus spécifiquement les dimensions discursives, médiatiques, éducatives et cognitives qui traversent notre volume. L'étude de Ndlovu et Nikabs (2023), consacrée aux constructions de l'Afrique dans les médias africains pendant la COVID-19, montre que les récits médiatiques ont contribué à produire certaines représentations du continent et confirme ainsi que la pandémie doit aussi être appréhendée comme un événement discursivement et médiatiquement construit. À cette littérature académique s'ajoutent des productions éditoriales africaines francophones particulièrement proches de notre terrain. Ainsi, l'ouvrage collectif *Covid 19 au Cameroun : savoirs, imaginaires collectifs et complexification des habitus en post-pandémie* (Ongolo Zogo *et al.*, 2021) met en avant les transformations sociales, symboliques et cognitives induites par la crise dans le contexte camerounais, tandis qu'Edongo Ntede (2022), dans *COVID-19 et numérique éducatif*, éclaire les reconfigurations pédagogiques, numériques et culturelles provoquées par la pandémie dans les espaces éducatifs camerounais. C'est dans le dialogue avec cet ensemble de travaux (portant à la fois sur la communication, la gouvernance, les médiatisations, les imaginaires et les reconfigurations du savoir) que s'inscrit le présent ouvrage.

La notion de construction d'un événement

Parler dans ce volume de la construction d'un événement ne revient nullement à nier la matérialité de la pandémie de COVID-19 ni la réalité de ses effets sanitaires, sociaux et politiques. Il s'agit plutôt de souligner qu'un événement n'accède à une existence pleinement publique qu'à travers les opérations discursives, médiatiques, institutionnelles et sociales qui le nomment, le cadrent, le mettent en récit, le rendent visible et en orientent les interprétations collectives. En ce sens, la pandémie n'est pas seulement appré-

hendée ici comme un fait sanitaire, mais aussi comme un objet de discours, de médiation, de gouvernance et d'appropriation sociale. Les contributions réunies ici montrent alors comment médias, institutions, organisations, acteurs religieux, dispositifs documentaires, controverses numériques et pratiques locales participent, chacun à leur manière, à façonner l'intelligibilité publique de la crise et à en déterminer les significations, les usages et les effets.

La COVID-19 constitue également un événement au regard de ses régimes variables de visibilité médiatique. D'abord hypermédiatisée et omniprésente dans les espaces publics mondiaux, elle a progressivement vu sa centralité concurrencée par d'autres crises majeures, notamment la guerre en Ukraine, révélant ainsi que l'événement ne se définit pas seulement par son irruption, mais aussi par les logiques de hiérarchisation, de compétition et de réagencement de l'attention collective qui en modulent la présence dans l'espace médiatique mondial. Les travaux sur les dynamiques d'attention médiatique montrent, de ce point de vue, que le déclin de la visibilité de la COVID-19 peut être lié à la fatigue informationnelle autant qu'à l'émergence d'autres enjeux dominants sur l'agenda des médias (Harjuniemi, 2023; Pearman *et al.*, 2021). L'attention massive portée, à partir de février 2022, à la guerre en Ukraine constitue à cet égard un exemple éclairant de la manière dont une crise géopolitique peut reconfigurer l'agenda informationnel international et reléguer d'autres enjeux pourtant toujours actifs au second plan (Eddy & Fletcher, 2022).

C'est à partir de cet ensemble de considérations (historiques, communicationnelles, médiatiques, épistémologiques et institutionnelles) que le présent volume déploie sa propre architecture analytique. L'ambition n'est pas d'ajouter des études de cas juxtaposées, mais de proposer une lecture cohérente de la pandémie à partir de trois entrées complémentaires : les reconfigurations des cadres et des savoirs que la pandémie a révélés, les mises en discours par lesquelles elle a été construite comme événement public, les acteurs et les dispositifs de gouvernance à travers lesquels elle a été négociée, appropriée et contestée. C'est cette progression, allant des conditions d'intelligibilité de la crise à ses formes de médiatisation, puis à ses modalités de gestion sociale et institutionnelle, qui structure l'ensemble de l'ouvrage.

Architecture de l'ouvrage

La première partie de l'ouvrage propose sur une assise explicitement méthodologique, documentaire, épistémologique et institutionnelle. Le chapitre d'ouverture de **Thomas Hervé Mboa Nkoudou** revient sur l'impossibilité d'accéder physiquement au terrain dans le cadre d'une recherche qualitative menée auprès de femmes engagées dans des makerspaces d'Afrique subsaharienne. Il montre de manière particulièrement éclairante que la pandémie n'a pas seulement transformé les objets de recherche, mais aussi les conditions mêmes de production du savoir. À cette première réflexion répond celle d'**Esther Olembé** qui invite à penser la crise à partir des régimes de visibilité, des circulations documentaires et des zones d'ombre qui structurent l'espace informationnel. Le chapitre de **Gilbert Willy Tio Babena** complète ce tableau par une proposition théorique forte : l'« archéologie de crise », entendue comme cadre d'analyse des crises numériques, des régimes de vérité concurrents et des circulations virales d'artefacts discursifs dans l'espace public.

D'autres textes de la première partie s'intéressent, par ailleurs, aux institutions et infrastructures du savoir. **Hervé Toussaint Ondoua** interroge, pour sa part, les tensions entre la reconnaissance des savoirs endogènes africains et les exigences de validation scientifique, tout en plaidant pour une consolidation des laboratoires et des infrastructures de recherche capables d'évaluer, de systématiser et de légitimer ces connaissances. **Alice Nga Minkala** et **Martin Galland Beyala** montrent ensuite, dans leur étude sur le manuel scolaire au Cameroun, que la virtualisation des enseignements a profondément reconfiguré les pratiques éditoriales, les usages pédagogiques et les rapports entre éditeurs et éditrices, enseignant-es et apprenant-es. **Clément Honoré Angoni Angoni**, en s'intéressant à l'enseignement en « live », met en lumière les possibilités ouvertes par les dispositifs numériques pour assurer la continuité pédagogique, tout en soulignant les fortes inégalités d'accès qu'ils révèlent. Enfin, l'étude de **Roseline Bawack** et **Louise Lutéine Ngo Kobhio Balock** sur les bibliothèques publiques de Yaoundé révèlent que la pandémie a mis en relief la fragilité des politiques documentaires et la nécessité de repenser les services numériques et les coopérations institutionnelles. Dans son ensemble, cette première partie donne donc au volume une entrée particulièrement forte : la pandémie y apparaît comme une épreuve pour les

cadres de recherche, les médiations documentaires, les institutions éducatives et les infrastructures du savoir.

La deuxième partie, quant à elle, déplace le regard vers les formes de nomination, de représentation, de mise en récit et de médiatisation de la crise. Elle montre que la COVID-19 n'a jamais été un simple fait épidémiologique, mais qu'elle a toujours été également un fait discursif, symbolique et médiatique. Le texte d'**Alain Assomo** analyse ainsi la réorientation des discours publicitaires de plusieurs entreprises commerciales camerounaises – MTN Cameroun, Biopharma S.A. et le Crédit Communautaire d'Afrique – sous l'effet de la crise sanitaire. Son étude met en évidence le passage d'une communication centrée exclusivement sur la marque et sur une finalité commerciale à des messages associant désormais promotion du produit et participation à la lutte contre la pandémie. **Dorothée Béatrice Ndoumbé** étudie comment la presse camerounaise a contribué, dès les premiers épisodes de la crise, à construire la pandémie comme événement public, entre alerte sanitaire, discours de résilience africaine et circulation d'hypothèses complotistes. **Yanick Hypolitte Zambo** propose une relecture épistémologique des discours produits autour de la COVID-19, révélant l'ambivalence d'un événement présenté à la fois comme menace et comme occasion de valoriser certains effets jugés positifs. **Joséphine Nicole Abomo Essomba**, à partir du cas de *Cameroon Tribune*, montre comment la photographie de presse participe à la mise en récit de la pandémie à travers des acteurs, des scènes et des significations spécifiques. Dans une perspective strictement linguistique, **Mohamadou Ousmanou** interroge les enjeux orthographiques et communicationnels d'une affiche de sensibilisation en *fulfulde*, rappelant que l'usage des langues camerounaises dans la communication de proximité ne garantit pas en lui-même l'efficacité des messages. Enfin, **Priscylle Manuela Mepoui Abanda** analyse la sécuritisation de la COVID-19 au Cameroun et montre comment le virus a été progressivement construit comme une menace existentielle pour la sécurité nationale. Ensemble, ces contributions donnent à voir la pandémie comme objet de discours, de représentation, de médiation et de cadrage, autrement dit comme événement publiquement construit.

La troisième et dernière partie du collectif traite, quant à elle, des dispositifs institutionnels, des médiations de proximité, des conflits d'interprétation et des pratiques sociales de gestion de la crise. Elle montre que la pandémie n'a pas seulement été racontée : elle a aussi été gouvernée, négociée, contestée et appropriée par une pluralité d'acteurs aux intérêts, aux ressources et aux registres de légitimité parfois divergents. **Adrien Bitond**

examine ainsi les limites d'une communication gouvernementale centralisée dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun et plaide pour une communication de proximité fondée sur la participation communautaire. **Lydiane Tsayem** et **Marie Christelle Koa Otto** analysent les stratégies de communication de crise déployées dans le champ économique et mettent en évidence les enjeux de dominance qui traversent l'action publique économique en contexte pandémique. Le chapitre de **Richard Bertrand Etaba Onana** et **Alain Assomo** s'intéresse aux leaders religieux et à leurs stratégies de communication de crise pour maintenir le lien avec les fidèles et assurer la continuité de l'accompagnement spirituel malgré la fermeture des lieux de culte.

D'autres études proposées dans cette même partie approfondissent la question des réponses sociales, des résistances et des appropriations locales. **Colette Djadeu Nguemedyam** et **Marie Christelle Koa Otto** arrivent à la conclusion que les résistances à la vaccination anti-COVID-19 au Cameroun ne relèvent pas d'une simple défiance irrationnelle, mais doivent être comprises à partir de la discordance discursive entre organisations sanitaires, leaders d'opinion et espaces médiatiques concurrents. **Georges Mbang Nsangou**, **Robert Marie Mba** et **Yves Bertrand Djouda Feudjio** s'intéressent, de leur côté, aux rationalités locales de riposte et au rôle des savoirs endogènes dans les pratiques de prévention et de prise en charge. Enfin, **Gaston Kone Tiègbe**, à partir du cas d'Abidjan, souligne que les perceptions sociales des centres de dépistage ont été façonnées par l'infodémie, la politisation de la crise et la défiance envers les autorités. Dans son ensemble, cette troisième partie fait apparaître la gouvernance de la COVID-19 comme un processus relationnel, conflictuel et distribué, où se redéfinissent les frontières entre expertise, décision publique, confiance sociale et légitimité des acteurs.

Que retenir?

En substance, le livre analyse la centralisation des dispositifs de gestion qu'il oppose à la nécessité de médiations de proximité mieux ajustées aux réalités locales. Il propose ensuite une lecture des rapports complexes entre savoirs institués, expertises scientifiques, croyances ordinaires et savoirs endogènes. En fin de compte, il revient sur la question de la transformation des espaces publics sous l'effet des circulations numériques, de l'infodémie,

des controverses médiatiques et des régimes de vérité concurrents. Il tient son intérêt de son pluralisme théorique et méthodologique dans la mesure où les contributions mobilisent l'analyse du discours, les sciences de l'information et de la communication, la sociologie, l'ethnométhodologie, la sociologie visuelle, l'analyse narratologique, la réflexion méthodologique et la théorie de la sécuritisation. Loin de disperser le propos, cette diversité disciplinaire renforce au contraire la portée du volume en permettant de saisir la pandémie dans sa multidimensionnalité.

L'ouvrage entend ainsi contribuer à une mémoire critique de la pandémie, mais aussi, et plus largement, à une réflexion sur les conditions contemporaines de la vie collective en Afrique. Il s'adresse aux chercheuses et chercheurs, aux étudiantes et étudiants, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui souhaitent comprendre comment une crise globale, loin d'effacer les contextes, en révèle au contraire les tensions, les ressources, les inégalités et les singularités. Les contributions réunies ici présentent la COVID-19 non comme une parenthèse close, mais comme un événement critique dont les effets continuent d'éclairer les manières de communiquer, de documenter, de gouverner, d'enseigner, de croire et de produire du savoir dans les sociétés africaines contemporaines.

Références bibliographiques

- Adebisi, Y. A., Rabe, A., & Lucero-Prisno III, D. E. (2021). Risk communication and community engagement strategies for COVID-19 in 13 African countries. *Health Promotion Perspectives*, 11(2), 137-147.
<https://doi.org/10.34172/hpp.2021.18>
- Cabedoche, B., & Ngono, S. (Dirs.). (2023). *Communication et Covid-19 en Afrique : Action publique, médiatisation, croyances populaires*. L'Harmattan.
- Eddy, K., & Fletcher, R. (2022, 15 juin). Perceptions of media coverage of the war in Ukraine. Reuters Institute for the Study of Journalism.
<https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2022/perceptions-media-coverage-war-Ukraine>
- Edongo Ntede, P. F. (2022). *COVID-19 et numérique éducatif : La mise à jour de la culture*. Les Éditions Monange.
- Harjuniemi, T. (2023). A topic among others-Examining the attention dyna-

- mics of the COVID-19 pandemic through interviews with Finnish journalists. *Journalism*, 24(12), 2723-2740.
<https://doi.org/10.1177/14648849221138431>
- Ndlovu, M., & Nikabs, M. (2023). COVID-19 and the constructions of Africa in African news media. *Journal of African Media Studies*, 15(2).
https://doi.org/10.1386/jams_00099_1
- Ongolo Zogo, P., Zoung-Kanyi Bissek, A.-C., Nsangou, M. M., Batibonak, S., Bonono-Momnougoui, C. R., & Bitouga, B. A. (2021). *Covid 19 au Cameroun : savoirs, imaginaires collectifs et complexification des habitats en post-pandémie*. Les Éditions Monange.
- Pearman, O., Boykoff, M., Osborne-Gowey, J., Aoyagi, M., & Ballantyne, A. G. (2021). COVID-19 media coverage decreasing despite deepening crisis. *The Lancet Planetary Health*, 5(1), e6-e7.
[https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(20\)30303-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(20)30303-X/fulltext)
- Seytre, B., Barros, C., Bona, P., Fall, B., Konaté, B., Rodrigues, A., Varela, O., & Yoro, M. B. (2021). Revisiting COVID-19 communication in Western Africa: A health literacy-based approach to health communication. *American Journal of Tropical Medicine and Hygiene*, 105(3), 708-712.
<https://doi.org/10.4269/ajtmh.21-0013>
- Talisuna, A., Iwu, C., Okeibunor, J., Stephen, M., Musa, E. O., Herring, B. L., Ramadan, O. P. C., Yota, D., Nanyunja, M., Mpairwe, A., Banza, F. M., Diallo, A. B., Wango, R. K., Massidi, C., Njenge, H. K., Traore, M., Oke, A., Bonkougou, B., Mayigane, L. N., ... Gueye, A. S. (2022). Assessment of COVID-19 pandemic responses in African countries: Thematic synthesis of WHO intra-action review reports. *BMJ Open*, 12(5), e056896.
<https://doi.org/10.1136/bmjopen-2021-056896>
- École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC). (2023). La pandémie à COVID-19 : construction d'un événement [Colloque, 15-16 juin 2023].
<https://www.esstic.cm/index.php/34-colloque>

RECONFIGURATION DES CADRES ET DES SAVOIRS EN TEMPS DE CRISE

Quand le terrain devient impossible : les dilemmes méthodologiques en temps de pandémie

THOMAS HERVÉ MBOA NKOUDOU

La pandémie de COVID-19 a profondément bouleversé les conditions de réalisation de la recherche en sciences humaines et sociales. Les restrictions de déplacement, la fermeture des frontières et les mesures de distanciation sanitaire ont particulièrement fragilisé les enquêtes fondées sur l'accès au terrain, l'observation *in situ* et les interactions en présence. Dans ce contexte, plusieurs chercheurs et chercheuses ont été confronté-es à une question méthodologique centrale : comment produire des connaissances lorsque l'accès au terrain devient impossible? Cette interrogation ne relève pas uniquement d'un problème logistique ou organisationnel; elle engage plus fondamentalement les conditions mêmes de production du savoir dans les recherches qualitatives, en particulier lorsque celles-ci reposent sur l'immersion, la coprésence et l'attention portée aux pratiques situées. Ce chapitre propose une réflexion à partir d'une expérience vécue pendant la pandémie. Cette réflexion s'inscrit dans une conception de la production des savoirs attentive aux relations, aux contextes et aux expériences situées, plutôt que dans une épistémologie strictement séparatrice (Piron et al., 2016; Piron, 2017).

Alors que je préparais une enquête de terrain dans plusieurs espaces d'innovation ouverts (communément appelés makerspaces) d'Afrique subsaharienne, la pandémie a interrompu brutalement le dispositif de recherche initialement prévu, fondé sur la combinaison d'entretiens semi-dirigés et d'observations de terrain. L'impossibilité de me rendre sur les sites d'enquête n'a pas seulement suspendu un calendrier de recherche, mais a également mis en évidence la dépendance implicite de certaines démarches qualitatives à la présence physique du chercheur ou de la chercheuse sur le terrain. En ce sens, la pandémie a révélé des infrastructures méthodologiques souvent

tenues pour acquises dans la pratique ordinaire de la recherche, mais qui ne deviennent pleinement visibles qu'au moment où elles se dérobent (Star, 1999).

Face à cette situation, les méthodes de recherche en ligne sont apparues comme une solution possible. Les entretiens à distance, les plateformes de visioconférence, les questionnaires en ligne et, plus largement, l'ensemble des outils numériques de collecte et de traitement des données semblaient offrir une voie de continuité dans un moment d'arrêt forcé. Toutefois, envisager ces outils comme de simples substituts techniques aux méthodes de terrain traditionnelles soulève plusieurs difficultés. Comme le montrent les travaux d'ethnographie sur Internet, les environnements numériques ne constituent pas un simple prolongement dématérialisé du terrain : ils reconfigurent les formes de présence, les modalités d'interaction, les conditions d'accès au contexte et, par conséquent, les types de connaissances qui peuvent être produits (Hine, 2000, 2015; Pink et al., 2016). Le passage au numérique doit ainsi être compris moins comme une adaptation instrumentale que comme une transformation du dispositif d'enquête lui-même.

Afin d'évaluer la pertinence de cette option pour mon propre projet, j'ai entrepris une recension exploratoire des écrits consacrés aux méthodes de recherche en ligne, en m'appuyant notamment sur *The SAGE Handbook of Online Research Methods* (Fielding et al., 2017). Cette démarche visait non seulement à repérer les possibilités offertes par les outils numériques en contexte de pandémie, mais aussi à identifier les difficultés méthodologiques, pratiques et éthiques qu'ils introduisent. En effet, la recherche en ligne soulève des enjeux bien documentés relatifs au recrutement des participants, à la représentativité, à la qualité des interactions médiatisées, à la protection des données, au consentement et aux asymétries d'accès aux infrastructures numériques (Fielding et al., 2017; Markham & Buchanan, 2012; Franzke et al., 2020). Pour un projet situé en Afrique subsaharienne, ces questions revêtaient une importance particulière, compte tenu des inégalités persistantes d'accès à Internet et des effets potentiellement exclusifs de certaines modalités de collecte à distance.

À travers cette expérience, ce chapitre s'intéresse moins à la pandémie en tant qu'événement sanitaire qu'aux dilemmes méthodologiques qu'elle a rendus visibles. Il défend l'idée que, lorsque le terrain devient impossible, le problème ne consiste pas simplement à remplacer une méthode par une autre, mais à interroger ce que l'on perd, ce que l'on transforme et ce que l'on rend à nouveau visible dans le processus même de production des connais-

sances. Dans cette perspective, le chapitre adopte une posture explicitement réflexive, attentive aux liens entre choix méthodologiques, contraintes empiriques et formes de savoir produites (Alvesson & Sköldbberg, 2018). Il montre ainsi que l'impossibilité d'accéder au terrain ne suspend pas seulement l'enquête : elle oblige à repenser les rapports entre présence, observation, médiation numérique et validité des connaissances dans les sciences humaines et sociales.

La reconfiguration d'un projet de recherche en temps de pandémie

Je vais examiner dans cette partie comment la pandémie de COVID-19 m'a amené à reconfigurer mon projet de recherche initialement fondé sur l'observation de terrain dans plusieurs makerspaces d'Afrique subsaharienne. L'impossibilité d'accéder physiquement aux sites d'enquête n'a pas seulement posé un problème logistique, mais a aussi transformé les conditions mêmes de production des connaissances et les choix méthodologiques qui les soutiennent.

Le projet de recherche interrompu

Au début de l'année 2020, j'ai eu l'opportunité de bénéficier d'une bourse du programme Queen Elizabeth II (QES) du réseau Open African Innovation Research Network (OpenAIR) afin de mener une recherche intitulée *Barriers and Strategies for Women's Resilience in Makers Communities in Sub-Saharan Africa*. Ce projet s'inscrivait dans un intérêt plus large pour les dynamiques d'innovation ouverte, les communautés de fabrication numérique et les stratégies développées par les femmes pour faire face aux obstacles rencontrés dans les écosystèmes technologiques africains. Il visait plus précisément à comprendre comment des femmes engagées dans des makerspaces d'Afrique subsaharienne construisent et maintiennent des formes de résilience dans des environnements souvent traversés par des contraintes sociales, culturelles, économiques et institutionnelles.

Les makerspaces sont des espaces collaboratifs où des individus issus

d'horizons variés se réunissent pour concevoir, fabriquer, tester et partager des solutions techniques (Mboa, 2020). En Afrique subsaharienne, les makerspaces jouent un rôle croissant dans l'entrepreneuriat, l'apprentissage technologique et l'innovation locale orientés vers le bien commun (Piron et al., 2016 ; Chan et al., 2020). Ce rôle s'est particulièrement manifesté pendant la pandémie de COVID-19, lorsque plusieurs initiatives maker ont contribué à la riposte par la fabrication locale d'équipements de protection, de dispositifs de lavage des mains et, dans certains cas, par l'exploration de solutions diagnostiques ouvertes adaptées aux réalités locales. Ces expériences ont mis en évidence l'intérêt de formes de production distribuée, ouvertes et collaboratives, tout en soulignant les défis liés aux chaînes d'approvisionnement et à la validation réglementaire des dispositifs produits localement (Bellinger & Owoyele, 2020 ; Kieslinger et al., 2021 ; Africa CDC, 2020 ; Mowoh, Fadanka & Mboa Nkoudou, 2020). Toutefois, leur importance ne peut être comprise uniquement à partir des discours produits sur eux : elle se déploie aussi dans des pratiques situées, des interactions quotidiennes, des arrangements matériels et des formes d'organisation qui donnent concrètement sens à l'activité collective. Dans cette perspective, étudier les makerspaces supposait d'accorder une attention soutenue à leur dimension relationnelle, matérielle et infrastructurelle, c'est-à-dire à ce qui rend possibles les pratiques observées tout en demeurant souvent en arrière-plan de l'analyse (Star, 1999; Pink et al., 2016).

Pour répondre à l'objectif de mon projet de recherche, une enquête qualitative avait été planifiée dans quatre makerspaces situés dans différents pays d'Afrique subsaharienne : EcotecLab au Togo, Digital Innovation Zone (DIZ) Makerspace en Afrique du Sud, Kumasi Hive au Ghana et Gearbox au Kenya. Le choix de ces espaces visait à documenter des expériences diversifiées tout en tenant compte de la pluralité des contextes sociaux, culturels et organisationnels dans lesquels évoluent les communautés makers africaines. Il s'agissait ainsi de saisir la résilience non comme une propriété abstraite des actrices étudiées, mais comme un processus situé, façonné par des environnements spécifiques, des ressources inégalement distribuées et des formes locales d'interaction.

Le dispositif méthodologique reposait sur la combinaison de deux méthodes complémentaires. D'une part, des entretiens semi-dirigés devaient être réalisés auprès des femmes fréquentant ces espaces afin de recueillir les récits, les expériences et les stratégies qu'elles mobilisaient pour maintenir leur participation. D'autre part, une démarche d'observation

de terrain devait permettre de documenter les pratiques quotidiennes, les interactions entre les membres, l'organisation concrète des espaces et les formes de participation qui ne sont pas toujours entièrement accessibles à travers le seul discours des participantes. Cette articulation entre entretiens et observation répondait à une exigence classique des approches qualitatives : croiser les récits, les pratiques et les environnements d'action afin de mieux comprendre comment les significations se construisent dans et par les situations observées (Hine, 2015; Pink *et al.*, 2016).

L'observation occupait, dans ce projet, une place centrale. Elle ne constituait pas un simple complément illustratif aux entretiens, mais une condition essentielle pour appréhender les pratiques dans leur contexte naturel, observer les dynamiques relationnelles au sein des espaces d'innovation et comprendre comment les stratégies de résilience se construisent dans l'action ordinaire. Cette immersion devait permettre de prêter attention à des dimensions difficilement verbalisables : les interactions spontanées, les usages différenciés des équipements, les formes de coopération, les hiérarchies implicites, les manières d'occuper l'espace ou encore les modalités par lesquelles certaines participantes gagnent en légitimité au sein de la communauté. Autrement dit, le terrain devait donner accès non seulement à ce que les participantes disent de leur expérience, mais aussi à ce que leurs pratiques, leurs relations et leur environnement rendent observable (Star, 1999; Hine, 2015).

Le début des enquêtes était prévu pour le mois d'avril 2020. À ce moment-là, rien ne laissait présager que ce travail de terrain serait bientôt confronté à l'une des plus importantes ruptures méthodologiques de l'histoire récente de la recherche en sciences sociales. Ce projet avait été conçu dans un contexte où la mobilité internationale, l'accès aux sites d'enquête et la présence physique du chercheur ou de la chercheuse sur le terrain étaient encore largement tenus pour acquis. C'est précisément cette évidence méthodologique, rarement interrogée tant qu'elle demeure disponible, que la pandémie allait brutalement remettre en cause.

La pandémie comme rupture méthodologique

Au moment où je préparais les différentes étapes de mon terrain de recherche, la pandémie de COVID-19 a progressivement transformé le

contexte mondial dans lequel ce projet devait se déployer. Ce qui apparaissait d'abord comme une crise sanitaire circonscrite s'est rapidement imposé comme une rupture d'ampleur internationale, affectant simultanément la mobilité, les institutions universitaires et les conditions ordinaires de la recherche. Dans plusieurs pays, les déplacements ont été restreints, les frontières fermées et les activités nécessitant une présence physique suspendues ou réorganisées. Dans ce contexte, les enquêtes de terrain que j'avais prévues en Afrique subsaharienne à partir du mois d'avril 2020 sont devenues irréalisables.

À court terme, cette situation a d'abord pu être interprétée comme un simple report de calendrier. Comme plusieurs chercheurs et chercheuses, j'espérais alors que les restrictions seraient temporaires et que les activités pourraient reprendre après quelques semaines. Or, au fil des mois, l'incertitude sanitaire s'est installée durablement, rendant toute planification particulièrement fragile. Ce déplacement progressif d'une attente provisoire vers une suspension indéterminée a fait apparaître une question plus profonde : combien de temps un projet de recherche peut-il demeurer en suspens sans que son avancement, sa cohérence ou même sa faisabilité n'en soient affectés ?

Cependant, la pandémie n'a pas seulement perturbé le calendrier du projet, mais elle en a déplacé les fondements méthodologiques. Dans mon cas, l'accès aux données reposait largement sur la possibilité de rencontrer les participantes, d'observer leurs activités quotidiennes et de comprendre leurs pratiques dans leur environnement ordinaire. Lorsque cette possibilité a disparu, ce n'est pas uniquement une séquence logistique du projet qui s'est effondrée, mais une condition essentielle de production des connaissances. La pandémie a ainsi révélé des infrastructures méthodologiques généralement invisibles (mobilité internationale, accès aux sites, coprésence, immersion, temporalité du terrain) qui soutiennent de nombreuses recherches qualitatives sans toujours être explicitement problématisées. Comme l'a montré Star (1999), les infrastructures deviennent souvent pleinement visibles au moment de leur défaillance; elles apparaissent alors non comme un simple arrière-plan technique, mais comme des conditions constitutives de l'action et de la connaissance.

Cette expérience m'a conduit à comprendre que la crise sanitaire transformait un problème apparemment pratique en une véritable question méthodologique. Il ne s'agissait plus seulement de savoir quand le terrain pourrait reprendre, mais de déterminer ce que devenait une enquête qualitative

lorsque la présence physique du chercheur ou de la chercheuse n'était plus possible. Dans les approches fondées sur l'observation, l'immersion et l'attention aux contextes situés, la présence ne constitue pas un simple support matériel de l'enquête : elle participe de la construction même des données et des interprétations. Les travaux sur l'ethnographie numérique montrent d'ailleurs que tout déplacement d'un terrain vers des environnements numériques ne saurait être pensé comme une simple translation technique; il engage une recomposition des formes de présence, des cadres d'interaction et des modes d'accès au contexte (Hine, 2015; Pink *et al.*, 2016).

Dans le cas d'un projet situé en Afrique subsaharienne, cette rupture méthodologique se doublait d'une autre interrogation, liée aux conditions inégales d'accès aux infrastructures numériques. Envisager une adaptation du terrain par des outils en ligne supposait en effet de prendre au sérieux la question de la connectivité, de l'équipement et de la distribution différenciée des ressources numériques entre les contextes et les groupes sociaux. Les travaux récents sur les entretiens en ligne en Afrique montrent que, si ces approches peuvent offrir une solution utile dans certaines situations, elles soulèvent aussi des difficultés concrètes liées à la qualité des connexions, à l'impossibilité d'utiliser la vidéo, ainsi qu'au risque d'exclure des participant·es à faibles ressources ou faiblement connectés (Akyirem *et al.*, 2024). De manière plus large, les données récentes sur l'Afrique subsaharienne confirment l'existence d'écarts importants d'accès à Internet selon les revenus, la localisation et les ressources disponibles, ce qui limite la portée inclusive des dispositifs numériques considérés comme allant de soi dans d'autres contextes (World Bank, 2023).

C'est dans cet entre-deux (entre attente, incertitude et impossibilité de maintenir intact le dispositif initial) qu'a émergé le véritable dilemme méthodologique qui structure ce chapitre. Fallait-il attendre la réouverture des frontières et le retour de conditions plus favorables à une enquête en présentiel? Ou fallait-il adapter le projet afin de poursuivre la collecte des données malgré l'impossibilité d'accéder physiquement au terrain? Derrière cette alternative se profilait une interrogation plus fondamentale : dans quelle mesure les méthodes numériques pouvaient-elles remplacer, compléter ou transformer un dispositif initialement conçu autour de l'observation *in situ*? La pandémie m'a ainsi conduit à déplacer mon regard : ce n'était plus seulement la faisabilité du terrain qui était en jeu, mais la relation entre méthode, objet et conditions de production des connaissances.

L'option des méthodes en ligne : une réponse à la contrainte pandémique

Après plusieurs mois d'attente, il devenait de plus en plus difficile d'espérer un retour rapide à des conditions permettant la réalisation du terrain tel qu'il avait été initialement conçu. Face à cette incertitude, la question de l'adaptation méthodologique s'est progressivement imposée. À l'instar de l'ensemble des chercheurs et chercheuses confronté-es aux restrictions sanitaires, j'ai commencé à envisager les méthodes de recherche en ligne comme une alternative susceptible de permettre la poursuite de la collecte de données malgré l'impossibilité des déplacements internationaux. Cette option ne relevait pas d'un simple intérêt pour l'innovation méthodologique : elle répondait à une contrainte concrète, à savoir la nécessité de maintenir un projet en mouvement dans un contexte où l'accès physique au terrain demeurait suspendu pour une durée indéterminée.

À première vue, cette solution semblait particulièrement prometteuse. Le développement des technologies numériques et la diffusion des outils de communication à distance permettent aujourd'hui de réaliser des entretiens, d'organiser des groupes de discussion, de diffuser des questionnaires et de collecter certaines traces numériques sans présence physique du chercheur ou de la chercheuse. La littérature sur les entretiens en ligne montre d'ailleurs que les outils de visioconférence peuvent constituer des solutions efficaces pour rejoindre des participant-es géographiquement dispersé-es, réduire les coûts associés à la mobilité et maintenir des formes d'interaction synchrones jugées satisfaisantes dans plusieurs configurations de recherche qualitative (Lo Iacono *et al.*, 2016; Seitz, 2016). Dans un contexte marqué par la fermeture des frontières et l'incertitude sanitaire, ces outils apparaissaient donc comme une réponse méthodologiquement plausible à l'impossibilité d'accéder au terrain.

Cette première impression positive s'appuyait également sur des arguments bien établis dans la littérature consacrée aux méthodes numériques. Comparativement aux approches traditionnelles, les enquêtes en ligne permettent souvent de réduire les coûts liés aux déplacements, de rejoindre plus rapidement certaines populations dispersées et d'accélérer le traitement des données. Le *SAGE Handbook of Online Research Methods* insiste sur la diversité croissante des environnements numériques mobilisables dans la recherche sociale, qu'il s'agisse des entretiens à distance, des forums en

ligne, des réseaux sociaux, des questionnaires numériques ou encore des données issues d'usages ordinaires des plateformes (Fielding *et al.*, 2017). Dans ce cadre, les méthodes en ligne peuvent apparaître non seulement comme une solution de remplacement en temps de crise, mais aussi comme un élargissement des possibilités de recherche offertes aux sciences sociales contemporaines.

Toutefois, avant de modifier mon protocole de recherche, j'ai ressenti le besoin de mieux comprendre ce qu'impliquait réellement un tel déplacement méthodologique. Les méthodes en ligne pouvaient-elles véritablement remplacer les méthodes initialement prévues? Les données recueillies à distance seraient-elles comparables à celles obtenues dans le cadre d'un terrain en présence ? Plus fondamentalement encore, l'usage d'outils numériques permettait-il de maintenir le même objet de recherche, ou impliquait-il une transformation du phénomène étudié à travers la modification de ses conditions d'observation? Ces interrogations m'ont conduit à suspendre tout enthousiasme immédiat pour engager une réflexion plus approfondie sur les implications de ce basculement. Passer à une enquête en ligne ne signifie pas seulement changer d'outils; cela implique souvent un déplacement plus profond des formes d'engagement empirique, des types de données accessibles et des cadres interprétatifs à partir desquels ces données prennent sens (Hine, 2000, 2015; Pink *et al.*, 2016). L'enjeu n'était donc plus simplement de savoir comment poursuivre le projet malgré la pandémie, mais de comprendre ce que le passage au numérique ferait au projet lui-même.

Mes premières lectures ont ainsi rapidement fait apparaître une tension entre les promesses de flexibilité des outils numériques et les limites inhérentes à leur usage. D'un côté, les entretiens à distance semblaient pouvoir prolonger une partie du travail empirique en donnant accès aux récits des participantes. De l'autre, la littérature rappelait que les entretiens vidéo ou audio à distance modifient la dynamique de l'échange, la qualité de la coprésence, l'accès aux indices non verbaux et les conditions de construction du rapport d'enquête (Lo Iacono *et al.*, 2016; Seitz, 2016). Ces méthodes peuvent être robustes et pertinentes, mais elles ne reproduisent pas à l'identique les formes de relation et d'observation propres à la rencontre en présence.

Dans le contexte de mon projet en Afrique subsaharienne, cette réflexion se heurtait également à la question de l'accès inégal aux infrastructures numériques. Le recours à des méthodes en ligne supposait que les participantes disposent d'une connexion suffisante, d'équipements adaptés et d'une disponibilité technique compatible avec leur participation. Dès lors,

l'enjeu n'était pas seulement technique : il concernait aussi la représentativité des personnes effectivement atteignables et la possibilité de documenter des expériences situées sans renforcer certaines lignes d'exclusion déjà présentes dans l'environnement numérique.

Au fur et à mesure de cette exploration, l'enthousiasme initial suscité par les méthodes en ligne a laissé place à une réflexion plus nuancée. Ce qui apparaissait d'abord comme une solution pragmatique à une contrainte pandémique révélait en réalité une série de déplacements méthodologiques, techniques et éthiques qui touchaient au cœur même du dispositif initial de recherche. La question n'était plus seulement de savoir si les outils numériques permettaient de continuer l'enquête, mais de comprendre ce que l'on gagne, ce que l'on perd et ce que l'on transforme lorsqu'une recherche conçue autour de l'observation *in situ* est déplacée, même partiellement, vers des environnements numériques. C'est précisément cette interrogation qui a orienté la suite de ma réflexion.

Enjeux pratiques, méthodologiques et éthiques de l'enquête à distance

Afin d'évaluer la pertinence des méthodes de recherche en ligne pour mon projet, j'ai entrepris une recension exploratoire des écrits consacrés aux principales approches mobilisées dans les recherches numériques, en m'appuyant notamment sur *The SAGE Handbook of Online Research Methods* (Fielding *et al.*, 2017). Cette démarche ne visait pas à produire une revue systématique de l'ensemble du champ, mais à éclairer une décision méthodologique concrète dans un contexte de suspension du terrain. Il s'agissait, d'une part, de déterminer dans quelle mesure les outils numériques pouvaient constituer une alternative crédible au dispositif initialement prévu et, d'autre part, d'identifier les difficultés susceptibles d'affecter la qualité scientifique, la faisabilité pratique et l'intégrité éthique d'une recherche menée à distance. Très rapidement, il est apparu que le recours aux méthodes en ligne ne pouvait être compris comme une simple adaptation technique de l'enquête : il impliquait une transformation plus profonde des conditions de production des données et des formes de savoir susceptibles d'en émerger.

Les enjeux méthodologiques

Le premier ensemble de difficultés concerne la qualité scientifique des données collectées en ligne. Dans les recherches numériques, le recrutement des participant·es constitue l'un des défis méthodologiques les plus fréquemment soulignés. Contrairement aux enquêtes réalisées en présentiel, le chercheur ou la chercheuse ne maîtrise pas toujours les conditions concrètes dans lesquelles les participant·es accèdent à l'étude, reçoivent l'invitation ou choisissent d'y répondre. Il en résulte des biais potentiels de sélection, qui affectent non seulement la composition de l'échantillon, mais aussi les formes de participation observables. Dans cette perspective, la question n'est pas simplement de savoir si des participant·es peuvent être atteint·es, mais de comprendre comment les dispositifs numériques reconfigurent l'accès aux personnes, les modalités de leur engagement et, par conséquent, les contours empiriques du phénomène étudié (Fielding *et al.*, 2017; Boyd & Crawford, 2012).

La question de la représentativité apparaît ici particulièrement importante. Les personnes qui acceptent de participer à une enquête en ligne ne sont pas nécessairement comparables à celles qui auraient participé à une enquête réalisée sur le terrain. Les individus disposant d'un meilleur accès aux technologies numériques, d'une connexion plus stable ou de compétences numériques plus développées sont souvent surreprésentés, tandis que d'autres groupes demeurent partiellement ou totalement exclus. Cette difficulté est d'autant plus significative lorsque la recherche porte sur des populations déjà traversées par des inégalités sociales, économiques ou géographiques. Dans ces conditions, les méthodes numériques peuvent non seulement documenter certaines réalités, mais aussi contribuer à en invisibiliser d'autres, en fonction des seuils d'accès qu'elles imposent implicitement à la participation (Akyirem *et al.*, 2024; World Bank, 2023).

Un autre enjeu méthodologique tient à la difficulté de vérifier l'identité des participant·es et certaines caractéristiques sociodémographiques jugées pertinentes pour l'analyse. Dans les environnements numériques, le chercheur ou la chercheuse dispose généralement de moins d'indices pour confirmer qui participe effectivement à l'enquête, dans quelles conditions, et avec quel degré d'autonomie dans la réponse. Cette limitation ne discrédite pas en soi les méthodes en ligne, mais elle oblige à reconnaître que la production des données repose sur des formes différentes de confiance,

de vérification et d'interprétation que dans les enquêtes menées en présentiel. Elle invite également à repenser les conditions de validité des données recueillies à distance, non pas à partir d'un idéal de transparence absolue, mais à partir des médiations spécifiques introduites par les plateformes et les dispositifs d'enquête (Fielding *et al.*, 2017; Hine, 2015).

La littérature insiste également sur le problème du faible taux de réponse et sur les risques d'abandon en cours d'enquête. Les invitations peuvent être ignorées, ne pas atteindre les destinataires visés, ou être reçues dans des conditions peu propices à l'engagement. Même lorsque la participation est amorcée, les contraintes de connexion, la fatigue numérique, les interruptions domestiques ou professionnelles, ainsi que le caractère parfois fragile de la relation d'enquête à distance, peuvent limiter la continuité de l'échange. Les travaux sur les entretiens vidéo montrent d'ailleurs que les modalités techniques de la communication (latence, qualité sonore, instabilité de la connexion, impossibilité d'utiliser la caméra) influencent directement la dynamique interactionnelle, la fluidité du dialogue et la construction du rapport entre chercheur·e et participant·e (Lo Iacono *et al.*, 2016; Seitz, 2016).

Enfin, plusieurs auteur·es attirent l'attention sur l'influence de la présence numérique du chercheur·e lui-même ou elle-même. Les plateformes utilisées, le degré de familiarité des participant·es avec les dispositifs, la médiation écranique, ou encore les règles implicites d'interaction associées à la communication en ligne modifient la nature des échanges et, par conséquent, le statut des données produites. Comme le rappellent les travaux sur l'ethnographie numérique, les environnements numériques ne reproduisent pas simplement à distance les conditions habituelles du terrain; ils réorganisent les formes de présence, la temporalité des interactions et les modalités d'accès au contexte (Hine, 2000, 2015; Pink *et al.*, 2016). Dans cette perspective, les enjeux méthodologiques de l'enquête à distance ne concernent pas seulement les outils employés, mais la manière dont ces outils redéfinissent les conditions mêmes de l'observation, de l'interaction et de l'interprétation.

Les enjeux pratiques et techniques

Au-delà des considérations méthodologiques, la recherche en ligne repose

sur un ensemble de conditions pratiques et techniques qui ne sont pas toujours réunies. La maîtrise des outils numériques constitue d'abord une exigence supplémentaire, tant pour le chercheur ou la chercheuse que pour les participant·es. La conduite d'entretiens à distance, l'usage de plateformes de visioconférence, la diffusion de questionnaires en ligne ou la gestion de fichiers numériques supposent des compétences parfois inégalement distribuées. Ce déplacement du travail empirique vers des environnements techniques implique donc un investissement particulier dans l'apprentissage, l'organisation et l'anticipation des aléas technologiques. Ce qui semblait d'abord relever d'une simple solution de continuité peut ainsi se transformer en une nouvelle source de complexité méthodologique et opérationnelle (Fielding *et al.*, 2017; Lo Iacono *et al.*, 2016).

La gestion des données constitue également un enjeu important. Les méthodes numériques permettent souvent de générer un volume considérable d'informations provenant de sources multiples : enregistrements audio et vidéo, messages écrits, captures d'écran, notes d'entretien, formulaires en ligne, données secondaires issues de plateformes. Cette abondance peut représenter un avantage analytique, mais elle impose aussi des exigences accrues en matière d'organisation, de stockage, de sécurisation et d'interprétation. Comme l'ont montré les travaux critiques sur les environnements numériques, la multiplication des données disponibles ne garantit ni leur neutralité, ni leur pertinence, ni leur représentativité; elle peut au contraire renforcer l'illusion que la quantité compenserait les limites inhérentes aux médiations techniques qui président à leur production (Boyd & Crawford, 2012; Fielding *et al.*, 2017).

La littérature souligne par ailleurs l'existence de biais technologiques et linguistiques. Certains outils numériques sont conçus à partir de normes implicites liées à des contextes linguistiques, culturels ou infrastructureux particuliers, ce qui peut introduire des formes d'exclusion ou de friction lorsqu'ils sont mobilisés dans d'autres environnements. Ces biais ne concernent pas seulement l'interface technique; ils affectent aussi les usages possibles, le degré d'aisance des participant·es et les conditions pratiques d'appropriation de l'outil. Dans les recherches menées à distance, ces dimensions sont d'autant plus importantes que le dispositif technique devient lui-même un médiateur central de l'enquête. En ce sens, les conditions pratiques de participation ne sont jamais indépendantes des enjeux de pouvoir incorporés dans les infrastructures numériques mobilisées (Nissenbaum, 2009; Couldry & Mejias, 2019).

Dans le contexte africain, l'accès à Internet demeure fortement variable selon les régions, les contextes urbains ou ruraux, les ressources économiques et les conditions matérielles de vie. Les données récentes de la Banque mondiale indiquent que, dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, l'accès à Internet reste très inférieur à l'accès au téléphone mobile, avec de fortes inégalités selon le revenu et la localisation; ces écarts limitent directement les possibilités de participation à des enquêtes synchrones en ligne (World Bank, 2023). Les travaux portant spécifiquement sur les entretiens en ligne en Afrique confirment que les difficultés de connexion, l'usage contraint de l'audio seul et le risque d'exclure les personnes les moins équipées constituent des obstacles méthodologiques concrets, et non de simples limites théoriques (Akyirem *et al.*, 2024).

Dans ces conditions, le passage aux méthodes numériques ne peut être pensé comme un simple changement de support. Il implique une reconfiguration des seuils d'entrée dans l'enquête, des profils susceptibles d'y participer et des formes de données effectivement accessibles. Ce déplacement pose ainsi une question importante de justice méthodologique : à qui les dispositifs numériques donnent-ils accès, et qui rendent-ils plus difficilement visibles? Pour mon projet sur les pratiques de résilience de femmes actives dans des makerspaces africains, cette interrogation était fondamentale, car elle touchait directement à la possibilité de documenter des expériences situées sans reproduire, par le choix même des outils de recherche, certaines lignes d'exclusion déjà présentes dans l'environnement numérique.

Les enjeux éthiques

Les questions éthiques occupent également une place centrale dans les débats sur les méthodes de recherche en ligne. Dans les environnements numériques, l'obtention d'un consentement libre et éclairé ne va pas de soi. La distance, la médiation technique et l'absence de coprésence rendent parfois plus difficile l'évaluation par le chercheur ou la chercheuse du degré de compréhension réel des participant·es quant aux objectifs de l'étude, aux modalités de leur participation et aux usages futurs des données recueillies. Les recommandations de l'Association of Internet Researchers insistent d'ailleurs sur le fait que l'éthique de la recherche en ligne ne peut être ramenée à l'application mécanique de règles générales; elle repose sur des

jugements situés, attentifs aux contextes, aux vulnérabilités et aux formes concrètes de circulation des données (Markham & Buchanan, 2012; Franzke et al., 2020).

La protection de la vie privée et la confidentialité des informations représentent un second enjeu majeur. Dans les recherches en ligne, les données transitent souvent par des plateformes de communication, de stockage ou d'enregistrement dont les modalités de fonctionnement échappent en partie au contrôle du chercheur ou de la chercheuse. Il ne s'agit donc pas seulement de sécuriser les fichiers ou d'anonymiser les participant·es après coup, mais aussi de réfléchir aux conditions dans lesquelles l'information est collectée, transmise et potentiellement réutilisée. À cet égard, l'approche de l'intégrité contextuelle proposée par Nissenbaum permet de rappeler que les violations de la vie privée ne résultent pas uniquement d'une exposition publique des données, mais aussi du déplacement de celles-ci en dehors des contextes normatifs qui régulent leur circulation appropriée (Nissenbaum, 2009).

La littérature attire également l'attention sur la commercialisation croissante des environnements numériques. Plusieurs des plateformes utilisées pour communiquer avec les participant·es, enregistrer les échanges ou stocker les données sont contrôlées par des entreprises privées dont les intérêts économiques ne coïncident pas nécessairement avec ceux de la recherche scientifique. Dans cette perspective, les outils mobilisés ne sont pas de simples canaux neutres; ils s'inscrivent dans des infrastructures de capture, d'analyse et de valorisation des données. Les travaux sur le colonialisme des données et la technocolonialité (Mboa, 2020) permettent d'approfondir cette critique en montrant que la datafication contemporaine s'accompagne de rapports asymétriques d'extraction, de dépendance et de pouvoir, particulièrement visibles dans les contextes marqués par des inégalités géopolitiques ou des dépendances infrastructurelles fortes (Couldry & Mejias, 2019; Madianou, 2019).

Cette réflexion est particulièrement importante dans le cadre d'un projet situé en Afrique subsaharienne. Le recours à des plateformes globales pour conduire ou organiser la recherche pose des questions qui dépassent la seule relation bilatérale entre chercheur·e et participant·e. Il faut également tenir compte des cadres techniques, économiques et politiques dans lesquels s'inscrivent ces outils, ainsi que des asymétries qu'ils peuvent reconduire. Dans un tel contexte, l'éthique de la recherche à distance ne se limite pas à la protection individuelle des participant·es; elle implique aussi une atten-

tion aux rapports de pouvoir incorporés dans les dispositifs numériques eux-mêmes, aux formes de dépendance qu'ils produisent et à la manière dont ils peuvent redoubler certaines inégalités déjà présentes dans les environnements de recherche (Madianou, 2019; Couldry & Mejias, 2019).

Enfin, les débats éthiques portent aussi sur les outils d'analyse eux-mêmes, en particulier lorsqu'ils reposent sur des traitements automatisés ou sur l'exploitation de grandes quantités de données. Les algorithmes, les dispositifs de visualisation et les procédures de classement ne sont jamais totalement neutres; ils reposent sur des choix techniques et conceptuels susceptibles d'orienter la manière dont les phénomènes sociaux sont découverts, hiérarchisés et interprétés. Les travaux de Bowker et Star sur les classifications, tout comme ceux de Star sur l'infrastructure, rappellent que les systèmes d'information incorporent des points de vue, rendent certaines réalités visibles et en marginalisent d'autres (Bowker & Star, 1999; Star, 1999). En ce sens, l'éthique de la recherche numérique ne concerne pas seulement la collecte des données, mais aussi les formes de rationalité technique à travers lesquelles ces données sont rendues interprétables.

Le dilemme méthodologique : entre observation abandonnée et terrain suspendu

La recension d'écrits m'a permis de mieux comprendre les possibilités offertes par les méthodes numériques ainsi que les nombreux défis associés à leur utilisation. Toutefois, malgré les éclairages apportés par la littérature, une question fondamentale demeurerait irrésolue : les méthodes en ligne pouvaient-elles réellement remplacer le terrain que j'avais initialement prévu?

Pour certaines dimensions de la recherche, la réponse semblait relativement claire. Les entretiens individuels pouvaient être réalisés à distance grâce aux plateformes de visioconférence ou à d'autres outils de communication en ligne. La littérature montre d'ailleurs que ces formes d'entretien peuvent produire des données riches et pertinentes lorsqu'elles sont soigneusement planifiées, tout en présentant des limites spécifiques liées à la médiation technique et à la construction du rapport d'enquête (Lo Iacono *et al.*, 2016; Seitz, 2016).

Cependant, mon projet ne reposait pas uniquement sur des entretiens. Dès sa conception, il accordait une place centrale à l'observation des pratiques

quotidiennes au sein des makerspaces. L'objectif n'était pas seulement de recueillir les récits des participantes, mais également de comprendre comment les stratégies de résilience se manifestaient concrètement dans leurs activités, leurs interactions, leur rapport aux espaces et les formes ordinaires de participation aux communautés makers. Cette dimension observationnelle apparaissait essentielle pour saisir certains aspects de l'expérience vécue qui échappent parfois au discours, ou qui demeurent difficiles à verbaliser en dehors de la situation dans laquelle ils prennent forme. C'est à ce niveau que les limites des méthodes en ligne devenaient les plus visibles. Les technologies numériques permettaient de maintenir une communication avec les participantes, mais elles ne donnaient pas un accès équivalent à leur environnement quotidien. Le problème n'était donc pas simplement de remplacer une méthode par une autre, mais d'évaluer si l'objet même de la recherche demeurerait identique après cette transformation méthodologique (Hine, 2015; Lo Iacono *et al.*, 2016).

Plus ma réflexion avançait, plus il me semblait que le véritable enjeu résidait dans la non-substituabilité partielle de certaines méthodes. Dans les recherches qualitatives fondées sur l'observation, la présence sur le terrain ne constitue pas seulement une technique de collecte des données; elle participe à la production même du savoir, en permettant au chercheur et à la chercheuse de construire des interprétations à partir des relations, des rythmes, des matérialités et des pratiques situées qu'il observe. Renoncer à cette dimension revenait donc potentiellement à transformer le phénomène étudié lui-même. En d'autres termes, les connaissances que j'aurais pu produire à partir d'entretiens en ligne n'auraient pas été nécessairement moins valides, mais elles auraient sans doute été d'une autre nature que celles que j'espérais construire à partir d'une immersion de terrain.

À partir de là, deux scénarios principaux se sont imposés. La première option consistait à adapter le protocole en supprimant la composante observationnelle et en recentrant la collecte sur des entretiens à distance, éventuellement complétés par d'autres formes de données numériques. Cette solution présentait l'avantage de permettre la poursuite relativement rapide du projet malgré les restrictions sanitaires et de répondre aux contraintes temporelles propres au programme QES.

La seconde option consistait à maintenir le dispositif méthodologique initial et à attendre que les conditions sanitaires permettent à nouveau la réalisation du terrain en présentiel. Cette stratégie préservait la cohérence du projet tel qu'il avait été conçu au départ, mais reposait sur une inconnue

majeure : nul ne pouvait alors prévoir la durée de la pandémie ni le moment où les déplacements internationaux redeviendraient possibles.

Avec le recul, je constate que ce dilemme aurait aussi pu inclure des solutions intermédiaires ou hybrides : collaboration avec des relais locaux, usage de matériaux visuels ou collaboratifs, ou reconfiguration partielle de certaines séquences d'observation. Néanmoins, au moment où cette décision devait être prise, l'incertitude généralisée, la difficulté d'anticiper les conditions d'accès au terrain et ma volonté de préserver la place centrale de l'observation dans le projet m'ont conduit à maintenir la recherche en suspens plutôt qu'à renoncer à sa composante la plus structurante.

Cette décision reposait sur la conviction que, dans ce cas précis, les observations de terrain n'étaient pas simplement un complément aux entretiens, mais une condition essentielle à la compréhension des pratiques de résilience au sein des makerspaces étudiés. La pandémie m'a ainsi appris que certaines adaptations, même techniquement possibles, peuvent transformer profondément la nature des connaissances produites.

Le terrain comme condition de production des connaissances

L'expérience présentée dans ce chapitre dépasse le cadre d'un projet de recherche particulier ou d'une situation exceptionnelle liée à la pandémie de COVID-19. Elle soulève des questions plus générales concernant les conditions de production des connaissances en sciences sociales lorsque l'accès au terrain est limité, interrompu ou profondément transformé. À cet égard, la pandémie a révélé des dépendances méthodologiques qui caractérisent de nombreuses recherches fondées sur le travail de terrain, en particulier lorsque celles-ci reposent sur l'observation, l'immersion et la coprésence avec les acteurs étudiés. Elle invite ainsi à interroger non seulement la faisabilité des enquêtes, mais aussi les liens entre terrain, méthode et production du savoir dans les démarches qualitatives.

La pandémie comme révélateur de la dépendance au terrain

Avant la pandémie, la présence du chercheur ou de la chercheuse sur le terrain allait souvent de soi dans de nombreuses approches qualitatives. Les déplacements, les rencontres en face à face, l'accès aux lieux d'enquête et l'observation des pratiques constituaient des dimensions ordinaires de la recherche, rarement interrogées tant qu'elles demeuraient disponibles. Or, la fermeture brutale de ces possibilités a montré que le terrain n'est pas seulement un espace où l'on collecte des données : il constitue une infrastructure de recherche à part entière. Les infrastructures se caractérisent par leur tendance à rester invisibles tant qu'elles fonctionnent et à apparaître au moment de leur défaillance; la pandémie a précisément eu cet effet sur les conditions ordinaires du travail de terrain (Star, 1999). En ce sens, elle a rendu perceptibles des éléments souvent laissés en arrière-plan (mobilité, accès institutionnel, temporalité du séjour, coprésence, disponibilité des sites) qui participent pourtant directement à la possibilité même de l'enquête.

Dans mon cas, l'impossibilité de voyager vers les makerspaces africains a révélé à quel point l'accès au terrain était au cœur de la stratégie de production des données. Lorsque cet accès a disparu, ce n'est pas seulement une méthode qui est devenue difficile à appliquer, mais une part essentielle du dispositif de recherche lui-même. L'enquête avait été pensée à partir d'une articulation entre récits, pratiques et contextes, articulation rendue possible par l'immersion dans les espaces étudiés. La pandémie a donc mis en lumière la vulnérabilité de certaines approches qualitatives face à des événements extérieurs (sanitaires, politiques, environnementaux ou sécuritaires) capables d'affecter les conditions matérielles de l'enquête.

Les méthodes numériques : substitut ou transformation du terrain?

L'une des principales leçons tirées de cette expérience concerne la place des méthodes numériques dans les recherches de terrain. Au début de ma réflexion, ces méthodes apparaissaient comme un substitut possible aux

approches traditionnelles : il semblait envisageable de remplacer les déplacements par des entretiens à distance et de maintenir ainsi une forme de continuité empirique malgré la suspension du terrain. Toutefois, la recension d'écrits entreprise à partir du *SAGE Handbook of Online Research Methods* a progressivement montré que cette vision était trop simplificatrice. Les méthodes numériques ne se contentent pas de reproduire à distance les pratiques habituelles de recherche; elles reconfigurent les modalités de recrutement, les formes d'interaction, les types de données accessibles et les conditions d'interprétation de ces données (Fielding et al., 2017; Hine, 2015; Pink et al., 2016).

Dans cette perspective, le passage au numérique doit être compris non comme une simple substitution méthodologique, mais comme une transformation du dispositif d'enquête lui-même. Les environnements numériques ne donnent pas accès aux mêmes formes de présence, aux mêmes temporalités relationnelles, ni aux mêmes indices contextuels que l'immersion physique sur le terrain. Ils produisent d'autres régimes de visibilité : certaines dimensions deviennent plus accessibles, d'autres sont atténuées, d'autres encore changent de forme. Les travaux sur l'ethnographie pour Internet insistent précisément sur le fait que les frontières entre en ligne et hors ligne sont imbriquées, mais non équivalentes; étudier un phénomène à travers des médiations numériques implique de redéfinir les lieux de l'enquête, la nature des connexions observées et les formes d'engagement empirique du chercheur ou de la chercheuse (Hine, 2000, 2015). Autrement dit, le numérique n'est pas un simple canal : il contribue à produire ce qu'il permet d'observer.

Cette transformation concerne aussi le statut des données elles-mêmes. Comme l'ont montré Boyd et Crawford (2012), les données numériques ne sauraient être considérées comme naturellement exhaustives, neutres ou transparentes; elles sont toujours produites dans des environnements techniques, sociaux et économiques qui orientent leur forme et leurs usages. Cette remarque vaut non seulement pour les grandes masses de données issues des plateformes, mais aussi pour les données qualitatives recueillies à distance. Les entretiens en ligne, les échanges médiatisés et les traces numériques produisent des informations riches, mais ces informations sont façonnées par des dispositifs techniques qui influencent la temporalité de la relation, la construction du rapport d'enquête et les conditions d'accès au contexte. Reconnaître cette médiation ne revient pas à invalider les méthodes numériques; cela revient à admettre que les connaissances

qu'elles permettent de produire ne sont pas nécessairement de même nature que celles issues d'un terrain en présence.

Dans le cadre de mon projet, cette distinction était décisive. Le problème n'était pas simplement de poursuivre la collecte de données malgré la pandémie, mais de déterminer si le phénomène étudié (les stratégies de résilience déployées par des femmes dans des makerspaces africains) demeurerait identique lorsque les conditions d'observation étaient reconfigurées par le numérique. Cette question invite à déplacer la discussion du niveau des outils vers celui des conditions de production du savoir. Elle conduit à considérer que le recours aux méthodes numériques ne pose pas seulement un problème de faisabilité, mais aussi une question épistémologique : que devient l'objet de recherche lorsque le dispositif méthodologique qui le rendait initialement observable est profondément transformé?

Les limites de la recherche à distance pour les études fondées sur l'observation

L'expérience relatée dans ce chapitre met en évidence certaines limites spécifiques de la recherche à distance lorsque l'observation constitue une composante essentielle du dispositif méthodologique. Les entretiens permettent d'accéder aux récits, aux perceptions et aux interprétations des acteurs; ils sont particulièrement précieux pour saisir la manière dont les participantes se représentent leur trajectoire, leurs obstacles et leurs stratégies. En revanche, ils donnent un accès plus limité aux pratiques observées dans leur contexte ordinaire, aux interactions informelles, aux usages différenciés des espaces, ou encore aux manières dont certaines dynamiques collectives prennent forme en dehors de la verbalisation réflexive. Dans les recherches portant sur les interactions sociales, les dynamiques organisationnelles ou les pratiques collectives, l'observation contribue précisément à documenter ce qui demeure difficile à saisir uniquement à travers le discours (Hine, 2015; Pink *et al.*, 2016).

Les travaux sur les entretiens vidéo à distance montrent que ces dispositifs peuvent constituer des alternatives méthodologiquement robustes dans certaines configurations. Ils permettent de maintenir une interaction synchrone, d'atteindre des participant·es géographiquement éloigné·es et de produire des données qualitatives de qualité lorsque les conditions tech-

niques sont réunies. Toutefois, ils modifient également la relation d'enquête, limitent parfois l'accès aux indices non verbaux, et ne restituent pas automatiquement l'épaisseur contextuelle et situationnelle permise par la présence *in situ* (Lo Iacono *et al.*, 2016; Seitz, 2016). En ce sens, la recherche à distance ne doit pas être disqualifiée, mais située : elle permet certaines formes de connaissance tout en contraignant d'autres, particulièrement lorsque l'objet étudié repose sur des pratiques incorporées, distribuées dans l'espace et façonnées par l'environnement matériel.

Dans le cadre de mon projet, cette limite était particulièrement marquée. L'objectif n'était pas seulement de comprendre ce que les participantes disaient de leurs stratégies de résilience, mais aussi d'observer comment ces stratégies se manifestaient dans les activités quotidiennes, les relations entre membres, la circulation dans les espaces, les usages des équipements, les formes de coopération ou d'exclusion, et les multiples dimensions ordinaires de la vie des makerspaces. L'impossibilité d'observer directement ces éléments constituait donc une perte méthodologique importante. La recherche à distance pouvait permettre d'accéder à une partie du phénomène, mais non à la totalité de ce que l'observation de terrain avait pour fonction de rendre visible. Cette réflexion invite ainsi à reconnaître que toutes les méthodes ne sont pas également substituables : certaines activités de recherche peuvent être déplacées avec succès vers des dispositifs numériques, tandis que d'autres demeurent fortement dépendantes de la présence du chercheur ou de la chercheuse sur le terrain.

Enseignements pour les chercheurs et chercheuses en début de carrière

Enfin, cette expérience offre plusieurs enseignements pour les chercheurs et chercheuses en début de carrière. La pandémie a montré que les projets de recherche évoluent rarement exactement comme ils ont été imaginés. Les contraintes institutionnelles, les imprévus logistiques, les crises sanitaires ou les transformations du contexte peuvent obliger les chercheurs ou les chercheuses à revoir leurs choix méthodologiques, parfois de manière brutale. Dans de telles situations, la flexibilité apparaît comme une compétence essentielle. Toutefois, cette flexibilité ne doit pas être comprise comme une adaptation opportuniste ou comme un relâchement des exi-

gences scientifiques. Elle suppose au contraire une interrogation explicite sur les conséquences méthodologiques, théoriques et éthiques des changements envisagés.

Cette expérience souligne également l'importance de documenter les ajustements méthodologiques réalisés au cours de la recherche. Trop souvent, les publications scientifiques mettent l'accent sur les résultats obtenus sans rendre visibles les hésitations, les contraintes, les décisions provisoires et les arbitrages qui façonnent concrètement le processus d'enquête. Or, ces éléments constituent eux aussi une source importante de connaissance pour la communauté scientifique, notamment en ce qu'ils rendent perceptibles les conditions réelles de la recherche. Dans cette perspective, la réflexivité n'est pas un supplément narratif ajouté après coup; elle est une dimension constitutive de la démarche méthodologique elle-même. Comme le rappellent Alvesson et Sköldbërg, toute recherche qualitative implique une attention à la manière dont les dispositifs, les interprétations et les positions du chercheur ou de la chercheuse participent à la production du savoir (Alvesson & Sköldbërg, 2018).

La pandémie a également révélé que la rigueur scientifique ne réside pas uniquement dans l'application fidèle d'un protocole initialement défini. Elle réside aussi dans la capacité à reconnaître les limites d'un dispositif, à interroger les effets de son éventuelle reconfiguration et à assumer les décisions prises en fonction des objectifs de la recherche. Pour les chercheurs et chercheuses en début de carrière, cette leçon est particulièrement importante : les imprévus ne constituent pas nécessairement des défaillances individuelles, mais peuvent être l'occasion d'une reformulation plus explicite des liens entre méthodes, terrain et production des connaissances. En ce sens, les moments de crise peuvent devenir des moments d'apprentissage méthodologique, à condition d'être analysés et documentés avec rigueur.

Les prémices d'une réflexion sur l'intelligence artificielle dans la recherche

Lorsque j'ai entrepris cette recension d'écrits en 2020, mon objectif principal était d'identifier des solutions méthodologiques susceptibles de compenser l'impossibilité de réaliser mon terrain de recherche. Les débats portaient alors principalement sur les méthodes de recherche en ligne, les entretiens

à distance, l'ethnographie numérique ou l'exploitation des données issues des réseaux sociaux. L'intelligence artificielle n'occupait pas encore la place centrale qu'elle occupe aujourd'hui dans les pratiques de recherche, mais elle apparaissait déjà en filigrane dans plusieurs des approches discutées, notamment à travers l'automatisation de certaines tâches de traitement, de classification ou d'analyse des données (Fielding *et al.*, 2017; Boyd & Crawford, 2012).

À cette époque, ces perspectives pouvaient sembler prometteuses. Dans un contexte où l'accès au terrain devenait difficile, les technologies numériques apparaissaient comme un moyen de maintenir les activités de recherche malgré la contrainte pandémique. Toutefois, la littérature signalait déjà plusieurs limites importantes associées à ces outils : qualité et provenance des données, biais algorithmiques, représentativité des populations étudiées, opacité des traitements automatisés, et dépendance croissante envers des plateformes techniques échappant en grande partie au contrôle des chercheurs et chercheuses. Avec le recul, il est possible de voir dans ces préoccupations les prémices de plusieurs des débats qui structurent aujourd'hui les discussions sur l'intelligence artificielle, la gouvernance des données et les transformations contemporaines du travail scientifique (Nissenbaum, 2009; Couldry & Mejias, 2019; Madianou, 2019).

Cette expérience constitue ainsi, rétrospectivement, l'une de mes premières confrontations aux enjeux sociotechniques associés au numérique. Bien que ma démarche initiale visait avant tout à trouver une solution à l'impossibilité de réaliser un terrain en temps de pandémie, elle m'a progressivement amené à réfléchir aux transformations plus larges des pratiques scientifiques induites par la datafication, les environnements de plateforme et l'automatisation croissante des opérations intellectuelles. Les notions de colonialisme des données et de technocolonialité (Mboa, 2020) permettent ici d'approfondir l'analyse en montrant que les technologies numériques ne sont pas seulement des instruments; elles participent à des rapports de pouvoir fondés sur l'extraction, la dépendance et l'asymétrie des infrastructures, particulièrement dans des contextes marqués par des hiérarchies géopolitiques persistantes (Couldry & Mejias, 2019; Madianou, 2019). Dans le cas d'un projet de recherche situé en Afrique subsaharienne, ces enjeux prennent une résonance particulière.

La pandémie de COVID-19 peut ainsi être comprise non seulement comme une crise sanitaire ayant perturbé les activités de recherche, mais également comme un moment d'accélération de la réflexion sur la place croissante des

technologies numériques dans la production des savoirs. Dans cette perspective, les dilemmes méthodologiques rencontrés en 2020 apparaissent rétrospectivement comme les prémices de débats plus larges qui continuent aujourd'hui de façonner les pratiques scientifiques contemporaines : comment gouverner des outils de plus en plus opaques? Comment préserver l'intégrité contextuelle des données dans des environnements de plateforme? Et comment penser une recherche responsable dans un contexte de dépendance croissante à l'égard d'infrastructures numériques globales? La crise du terrain aura ainsi ouvert, au-delà d'elle-même, une réflexion durable sur les rapports entre savoir, technique et pouvoir.

Conclusion

La pandémie de COVID-19 a profondément reconfiguré les conditions de réalisation de nombreuses recherches en sciences humaines et sociales, en particulier celles qui reposaient sur des enquêtes de terrain, l'observation *in situ* et l'immersion prolongée dans les contextes étudiés. À travers l'expérience examinée dans ce chapitre, il apparaît que cette rupture n'a pas seulement perturbé un calendrier de recherche ou imposé une adaptation temporaire des outils mobilisés, mais elle a également soulevé des questions plus fondamentales concernant les conditions mêmes de production des connaissances lorsque l'accès au terrain devient impossible. En ce sens, la pandémie a révélé des dépendances méthodologiques souvent implicites qui traversent les recherches qualitatives fondées sur la présence, l'observation et la coprésence avec les acteurs étudiés.

Le projet de recherche qui constitue le point de départ de cette réflexion reposait sur une articulation entre entretiens semi-dirigés et observation des pratiques quotidiennes dans plusieurs makerspaces d'Afrique subsaharienne. L'impossibilité de réaliser ce terrain a conduit à envisager les méthodes de recherche en ligne comme une solution de remplacement. Toutefois, la recension exploratoire des écrits consacrés aux méthodes numériques a montré que le passage au numérique ne peut être réduit à une simple adaptation technique. Derrière les avantages associés à la flexibilité, à la réduction des coûts ou à la continuité possible des échanges, se trouvent des enjeux méthodologiques, pratiques et éthiques qui affectent la qualité des données, les conditions d'inclusion des participant·es, la protec-

tion des informations et, plus largement, la nature des connaissances susceptibles d'être produites.

L'un des principaux enseignements tirés de cette expérience concerne la place particulière qu'occupe l'observation dans les recherches qualitatives de terrain. Si les technologies numériques permettent de maintenir certaines formes d'interaction avec les participant·es et de recueillir des récits riches à distance, elles ne donnent pas nécessairement accès aux dimensions contextuelles, matérielles, relationnelles et interactionnelles qui constituent souvent la richesse des enquêtes réalisées en présence. Dans certaines configurations, l'enjeu ne consiste donc pas seulement à remplacer une méthode par une autre, mais à reconnaître que certaines méthodes ne sont pas pleinement substituables sans transformation de l'objet étudié lui-même. Le terrain apparaît ainsi non comme un simple lieu de collecte de données, mais comme une condition de production du savoir, au sens où il structure ce qui peut être observé, interprété et rendu intelligible.

Cette expérience met également en évidence l'importance de la réflexivité méthodologique dans la pratique scientifique. Les crises, les imprévus et les contraintes externes obligent parfois les chercheurs et les chercheuses à revoir leurs choix initiaux et à arbitrer entre continuité de la recherche et fidélité à leurs orientations méthodologiques de départ. Dans de telles situations, la rigueur scientifique ne réside pas uniquement dans l'application fidèle d'un protocole préétabli, mais aussi dans la capacité à interroger les conséquences des adaptations envisagées, à reconnaître les limites des dispositifs mobilisés et à documenter les conditions concrètes dans lesquelles les données sont produites.

Dans le cas d'un projet situé en Afrique subsaharienne, cette réflexion conduit également à prendre au sérieux les asymétries infrastructurelles qui traversent le recours aux méthodes numériques. Le passage à la recherche à distance ne constitue pas une solution universelle et neutre : il dépend de conditions inégalement distribuées d'accès à Internet, d'équipement et d'intégration dans des environnements numériques. À ce titre, les dilemmes méthodologiques rencontrés pendant la pandémie résonnent aujourd'hui avec des débats plus larges portant sur la datafication, la gouvernance des données et les rapports de dépendance inscrits dans les infrastructures numériques contemporaines.

Lorsque le terrain devient impossible, le défi ne consiste donc pas uniquement à trouver de nouvelles façons de collecter des données. Il consiste plus fondamentalement à repenser les conditions dans lesquelles les connais-

sances sont produites, validées et interprétées. En ce sens, les dilemmes présentés dans ce chapitre concernent plus largement les recherches en sciences humaines et sociales fondées sur l'enquête de terrain : ils invitent à reconnaître que toute reconfiguration méthodologique redéfinit aussi les formes de visibilité du phénomène étudié. C'est peut-être là l'une des principales leçons léguées par cette période exceptionnelle : rappeler à toute une génération de chercheurs et chercheuses que la méthode n'est jamais indépendante du monde dans lequel elle s'exerce, et que penser les limites du terrain, c'est aussi penser les conditions mêmes du savoir scientifique.

Références bibliographiques

- Abbassi, W., Harmel, A., Belkahla, W., & Ben Rejeb, H. (2022). Maker movement contribution to fighting COVID-19 pandemic: Insights from Tunisian FabLabs. *R&D Management*, 52(2), 343–355.
<https://doi.org/10.1111/radm.12503>
- Africa Centres for Disease Control and Prevention. (2020). *Medical PPE production in Africa: Promoting local manufacturers to support the COVID-19 response* (rapport d'atelier).
<https://africacdc.org/download/medical-ppe-production-in-africa-promoting-local-manufacturers-to-support-the-covid-19-response-workshop-report/>
- Akyirem, S., Ekpore, E., Aidoo-Frimpong, G. A., Salifu, Y., & Nelson, L. E. (2024). Online interviews for qualitative health research in Africa: A scoping review. *International Health*, 16(1), 4–13.
<https://doi.org/10.1093/inthealth/ihad010>
- Alvesson, M., & Skoldberg, K. (2018). *Reflexive methodology: New vistas for qualitative research* (3rd ed.). SAGE.
- Bellinger, K., & Owoyele, R. (2020). *African Makers Against COVID-19: Exploring open source responses to a global crisis*. Zenodo.
<https://doi.org/10.5281/zenodo.3973724>
- Bowker, G. C., & Star, S. L. (1999). *Sorting things out: Classification and its consequences*. MIT Press.
- Boyd, d., & Crawford, K. (2012). Critical questions for big data: Provocations for a cultural, technological, and scholarly phenomenon. *Information*,

- Communication & Society*, 15(5), 662-679.
- <https://doi.org/10.1080/1369118X.2012.678878>
- Couldry, N., & Mejias, U. A. (2019). Data colonialism: Rethinking big data's relation to the contemporary subject. *Television & New Media*, 20(4), 336-349. <https://doi.org/10.1177/1527476418796632>
- Fielding, N. G., Lee, R. M., & Blank, G. (Eds.). (2017). *The SAGE handbook of online research methods* (2nd ed.). SAGE.
- Franzke, a. s., Bechmann, A., Zimmer, M., Ess, C., & the Association of Internet Researchers. (2020). Internet research: Ethical guidelines 3.0. Association of Internet Researchers. <https://aoir.org/reports/ethics3.pdf>
- Hine, C. (2000). *Virtual ethnography*. SAGE.
- Hine, C. (2015). *Ethnography for the Internet: Embedded, embodied and everyday*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003085348>
- Kieslinger, B., Schaefer, T., Fabian, C. M., Biasin, E., Bassi, E., Ruiz Freire, R., Mowoh, N., Arif, N., & Melis, P. (2021). Covid-19 response from global makers: The Careables cases of global design and local production. *Frontiers in Sociology*, 6, Article 629587. <https://doi.org/10.3389/fsoc.2021.629587>
- Lo Iacono, V., Symonds, P., & Brown, D. H. K. (2016). Skype as a tool for qualitative research interviews. *Sociological Research Online*, 21(2), Article 12. <https://doi.org/10.5153/sro.3952>
- Madianou, M. (2019). Technocolonialism: Digital innovation and data practices in the humanitarian response to refugee crises. *Social Media + Society*, 5(3), 1-13. <https://doi.org/10.1177/2056305119863146>
- Markham, A., & Buchanan, E. (2012). Ethical decision-making and Internet research: Recommendations from the AoIR ethics working committee (Version 2.0). Association of Internet Researchers. <https://aoir.org/reports/ethics2.pdf>
- Mboa Nkoudou, T.H. "Les makerspaces en Afrique francophone, entre développement local durable et technocolonialité: Trois études de cas au Burkina Faso, au Cameroun et au Sénégal." Doctorat, Université Laval, 2020.
- Mowoh, N., Fadanka, S., & Mboa Nkoudou, T. H. (2020, 4 juin). *Community biology lab's response to COVID-19 in Africa: The case of the Mboalab in Cameroon*. Open AIR. <https://openair.africa/community-biology-labs-response-to-covid-19-in-africa-the-case-of-the-mboalab-in-cameroon/>

- Nissenbaum, H. (2009). *Privacy in context: Technology, policy, and the integrity of social life*. Stanford University Press.
- Pink, S., Horst, H., Postill, J., Hjorth, L., Lewis, T., & Tacchi, J. (2016). *Digital ethnography: Principles and practice*. SAGE.
- Piron, F. (2017). Méditation haïtienne. Répondre à la violence séparatrice de l'épistémologie positiviste par l'épistémologie du lien. *Sociologie et sociétés*, 49(1), 33–60.
- Piron, F., Regulus, S., & Dibounje Madiba, M. S. (dirs.). (2016). *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux : Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*. Éditions science et bien commun.
- Seitz, S. (2016). Pixilated partnerships, overcoming obstacles in qualitative interviews via Skype: A research note. *Qualitative Research*, 16(2), 229–235. <https://doi.org/10.1177/1468794115577011>
- Star, S. L. (1999). The ethnography of infrastructure. *American Behavioral Scientist*, 43(3), 377–391.
- World Bank. (2023). The size and distribution of digital connectivity gaps in Sub-Saharan Africa. World Bank.

Bruit, silence et médiation documentaire. Une relecture critique à l'ère post-pandémique

ESTHER OLEMBE

Jamais un virus n'avait autant bouleversé les régimes de vérité, les systèmes de savoir et les espaces de médiation documentaire. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence une contradiction structurelle : une humanité simultanément hyper-connectée et profondément désorientée face à l'explosion des flux informationnels. Si le virus a circulé dans les corps, l'info-démie – terme consacré par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dès janvier 2020 – a envahi les esprits. Une surabondance de discours contradictoires a saturé l'espace public, effaçant les frontières entre savoir et croyance, entre preuve et spéculation. Un tel désordre informationnel ne semble pas accidentel. Il invite à interroger les fragilités structurelles des dispositifs de médiation documentaire. Le bruit, conçu comme excès technique, et le silence, perçu comme carence, apparaissent désormais comme des stratégies actives au cœur de la fabrique contemporaine du savoir (Eysenbach, 2002, 2020; Roozenbeek et al., 2020).

À la suite de Lyotard (1979), on peut se demander si la médiation documentaire peut encore prétendre organiser un savoir unifié. La coexistence de récits concurrents et la politisation des dispositifs d'accès au savoir semblent désormais imposer une révision de ses fondements. Notre analyse s'articule autour de quatre axes : une révision des fondements théoriques classiques et postmodernistes; une lecture de la pandémie comme événement documentaire mondial; une reconfiguration des notions de bruit et de silence; une proposition de médiation critique, illustrée par l'expérimentation camerounaise.

Fondements théoriques : des systèmes documentaires classiques à l'épistémologie postmoderniste

La réflexion sur le bruit et le silence en documentation suppose d'abord de revenir sur les fondements théoriques qui ont longtemps structuré la discipline. Dans un premier temps, nous examinons les limites des modèles classiques de l'information documentaire, dont l'ambition positiviste s'est révélée insuffisante face à la complexité des environnements informationnels contemporains. Dans un second temps, nous proposons un cadre postmoderniste qui permet de repenser ces notions dans toute leur dimension sociale et politique.

Les modèles classiques et leurs limites

Les systèmes d'information documentaire se sont construits autour d'une ambition positiviste : garantir un accès rapide, fiable et pertinent à l'information. La qualité d'un dispositif se mesure à sa capacité à réduire le bruit (les documents non pertinents) et le silence – les pertinents non récupérés. Bruit et silence ont été formalisés par Gerard Salton (1971), pionnier de la recherche d'information automatisée. Le modèle de Salton repose sur une double hypothèse : une pertinence stable et une représentation exhaustive du savoir. Ce cadre postule un univers documentaire fermé, homogène, évalué par des métriques statistiques indépendantes du contexte social de production des savoirs.

Dans la suite de ce texte, les termes « bruit » et « silence » sont employés dans leur acception analytique, telle que définie ci-dessus, distincte de leur sens ordinaire. Ils désignent des configurations épistémiques, sociales et politiques de la production et de la circulation des savoirs, et non des phénomènes acoustiques ou des états de privation sonore. Un tel modèle atteint cependant une limite profonde, qui n'est pas d'ordre technique mais épistémologique. Comme le rappelle Foucault dans *L'ordre du discours* (1971, p. 12) : « Chaque société a son régime de vérité, ses politiques générales de la vérité. » La pertinence documentaire n'est pas un donné naturel : elle est construite socialement, historiquement située et traversée de rapports de pouvoir. Gardiès et Fabre (2012) prolongent cette critique en montrant que la

médiation documentaire est fondamentalement un acte social engagé dans les rapports de force.

L'approche postmoderniste appliquée aux systèmes documentaires : pluralité discursive et épistémologie critique

Lyotard (1979) remet en cause l'idée d'une vérité unique que l'on pourrait organiser de manière stable. La connaissance moderne est hétérogène, fragmentaire, marquée par l'incrédulité envers les méta-récits. Appliquée à la documentation, cette perspective conduit à comprendre le bruit comme l'expression normale de la coexistence de régimes de vérité concurrents, et le silence comme le révélateur de rapports de pouvoir dans la constitution des corpus.

Le cadre postmoderniste appliqué aux systèmes documentaires repose sur trois piliers complémentaires. Le premier est la pluralité discursive selon Lyotard (1979) : légitimité de récits multiples et hétérogènes, sans prétention à une synthèse unifiante. Le second est la critique des processus d'invisibilisation selon Foucault (1971) : attention aux mécanismes par lesquels certains savoirs sont effacés. Le troisième est la sociologie des controverses selon Callon (1986) : la vérité est l'enjeu d'une négociation entre acteurs.

Sur le plan méthodologique, notre démarche mobilise trois postures : l'observation critique des corpus, la cartographie des écosystèmes documentaires et l'interprétation socio-discursive des récits. La démarche analytique tente de se dégager de l'illusion de la neutralité et suppose une réflexivité permanente.

L'infodémie comme outil analytique

La notion d'infodémie – contraction d'information et d'épidémie – a été conceptualisée dès 2002 par Eysenbach comme « l'épidémiologie de la désinformation », avant d'être mobilisée par l'OMS en janvier 2020. Elle désigne la surabondance d'informations, exactes ou non, qui rend difficile l'accès aux sources fiables en période de crise (OMS, 2020b). Dans notre cadre, l'info-

démie n'est pas seulement un fait à documenter : elle révèle les dynamiques de bruit et de silence. Le bruit pandémique ne semble pas aléatoire : les observations disponibles suggèrent qu'il obéit à des logiques sociales, politiques et épistémiques qu'il reste à mieux documenter. L'OMS a proposé quatre piliers de gestion de l'infodémie : surveillance, communication sur les risques, recherche et alphabétisation numérique (Eysenbach, 2020). Des questions structurelles surgissent : qui surveille ? Depuis quelle position épistémique ? Avec quels outils linguistiques ? Les réponses varient selon les contextes, et elles sont particulièrement saillantes en Afrique où la fracture numérique redouble les inégalités d'accès à l'information sanitaire.

Les injustices cognitives documentaires en contexte africain

La dimension africaine de notre analyse exige d'ancrer le cadre théorique dans les travaux sur les inégalités épistémiques du Sud. Mboa Nkoudou (2016) définit les injustices cognitives en Afrique subsaharienne comme l'ensemble des mécanismes structurels qui empêchent les chercheurs et les chercheuses africain·e·s de produire et diffuser leurs savoirs selon leurs propres normes épistémiques. Les injustices cognitives prennent la forme d'une double dépendance : aux infrastructures documentaires du Nord et aux normes de validation qui marginalisent les savoirs locaux. Piron (2017) montre que le système-monde de la publication scientifique produit une périphérisation structurelle des universités africaines francophones, dont la production se trouve surtout dans les thèses et rapports – péjorativement qualifiés de « littérature grise ». Hountondji (2001) avait anticipé cette critique en dénonçant les déséquilibres d'un savoir mondialisé qui contraint les chercheurs et chercheuses africain·e·s à s'adresser d'abord au lectorat du Nord. Les trois perspectives convergent pour fonder analytiquement ce que nous nommons le silence externe structurel : non pas un vide, mais le produit d'un système de validation construit depuis des centres géographiques éloignés des réalités africaines. Ces considérations théoriques trouvent une illustration concrète dans la pandémie de COVID-19, qui a constitué un terrain d'observation particulièrement révélateur des dynamiques de bruit et de silence à l'échelle mondiale et africaine, comme nous allons l'examiner dans la partie suivante.

La pandémie de COVID-19 comme événement documentaire global

La pandémie de COVID-19 peut être appréhendée bien plus qu'une crise biologique : elle a également fonctionné comme un événement documentaire global, affectant profondément les infrastructures et les pratiques informationnelles. Dans la perspective de Callon (1986), un événement naît non d'un phénomène brut, mais de la manière dont il est documenté, problématisé et mis en récit par des acteurs multiples. La pandémie a recomposé les régimes de visibilité et les hiérarchies de crédibilité à l'échelle mondiale.

Construction discursive de la pandémie : un fait à géométrie variable

La mise en récit médiatique a donné lieu à des narrations profondément divergentes selon les contextes géopolitiques et culturels – d'où le qualificatif de géométrie variable retenu dans le titre de ce point. Aux États-Unis, certains responsables politiques ont recouru à des formulations telles que « virus chinois », inscrivant la pandémie dans une stratégie de confrontation géopolitique (Gao et al., 2021). En Chine, la communication officielle a mis en avant la maîtrise rapide de l'épidémie, présentant le pays comme modèle de gestion sanitaire. En Afrique subsaharienne, les récits ont oscillé entre relativisation initiale du risque et mobilisation tardive face à l'ampleur des contaminations. L'OMS a tenté d'imposer un récit de solidarité mondiale et de coopération scientifique, que les tensions géopolitiques ont constamment fragilisé. La concurrence des récits illustre que l'événement pandémique est un champ de luttes documentaires où la narration est elle-même un enjeu de pouvoir. Cinelli et al. (2020) ont montré que la propagation des infox a suivi des dynamiques similaires à celles des informations vérifiées, rendant le discernement documentaire particulièrement difficile.

Une écologie documentaire conflictuelle

L'observation des corpus pandémiques révèle une explosion des sources d'information. Les plateformes medRxiv et bioRxiv ont enregistré plus de 30 000 prépublications liées au COVID-19 entre janvier 2020 et décembre 2021 (Fraser et al., 2021). Mis à disposition avant évaluation par les pairs, les prépublications ont été massivement relayées par les médias généralistes. Le circuit habituel – recherche, évaluation, publication, validation – a été court-circuité par l'urgence et la pression médiatique. C'est précisément cette désorganisation des circuits de validation que l'OMS nomme infodémie – non pas une simple surabondance d'informations, mais une saturation qui paralyse le discernement collectif et fragilise les dispositifs institutionnels de production du savoir fiable.

La multiplicité des sources a produit trois effets structurants : une hybridation des savoirs, une fragmentation de l'autorité épistémique et une instabilité cognitive des publics dont la perception de la pandémie est devenue fluctuante et dépendante des récits auxquels ils ont été exposés.

Afrique subsaharienne : résiliences locales et marginalisation documentaire

En Afrique, et particulièrement au Cameroun, la pandémie a révélé des dynamiques documentaires spécifiques. Des médecins ont utilisé WhatsApp pour échanger des protocoles thérapeutiques et partager des mises à jour locales (Ekwueme et al., 2021). Les radios communautaires ont diffusé des informations sanitaires en langues nationales. Les espaces informels ont permis une documentarisation empirique et réactive.

La résilience locale est restée largement absente des narrations scientifiques mondiales. Les traitements traditionnels ont été très peu publiés dans les revues biomédicales indexées. L'invisibilisation tient à des facteurs exogènes (les essais cliniques internationaux se concentrent en Europe et en Amérique du Nord) et endogènes (faiblesse des capacités de publication locales, barrières linguistiques, manque de financement de la recherche africaine).

La pandémie au Cameroun : observation empirique du corpus

Notre démarche empirique n'est pas positiviste. Elle ne traite pas les données comme des reflets neutres d'une réalité préexistante, mais comme des traces documentaires socialement construites – au sens de Bowker et Star (1999). Les statistiques descriptives produites à partir de la plateforme COVID-19 des Archives Nationales du Cameroun – notamment la répartition des documents selon leur origine institutionnelle, médiatique, scientifique ou citoyenne, leur thématique dominante et leur période de production – décrivent moins une réalité objective de la pandémie qu'elles ne reflètent le résultat d'opérations de collecte, de sélection, de classification et d'indexation réalisées par des acteurs institutionnels situés, porteurs de leurs propres hiérarchies cognitives et épistémiques. De même, les chronologies des cas Kléda, Ngul Be Tara et Survie-Cameroon-Survival Initiative (SCSI) – sur lesquels nous reviendrons – ne sont pas des récits factuels : elles sont des reconstructions à partir de sources hétérogènes, chacune positionnée dans le champ documentaire et portant une version de l'événement. Analyser ces données, c'est analyser des constructions – non des faits bruts. C'est précisément ce que Santos (2014) nomme la sociologie des absences : rendre visible non seulement ce qui est documenté, mais les mécanismes qui ont produit la visibilité de certains récits et l'invisibilité d'autres. Notre corpus est à la fois notre objet d'étude et notre terrain d'observation réflexive. Pour rendre compte empiriquement des dynamiques de bruit et de silence, nous mobilisons un corpus composite : la plateforme COVID-19 des Archives nationales du Cameroun, trois études de cas et des sources médiatiques de *fact-checking*.

Il convient de préciser que le corpus de cette étude mobilise trois types de sources dont les statuts épistémiques sont distincts. Les sources académiques – articles de revues, ouvrages théoriques, rapports de recherche – fondent l'argumentation théorique et comparatiste. Elles sont soumises à évaluation par les pairs et citées selon les normes habituelles. Les sources institutionnelles primaires – communiqués officiels du Minsanté, arrêtés ministériels, documents versés sur la plateforme ANC, rapports de l'OMS et de Human Rights Watch – sont traitées comme des documents d'archive. Leur valeur n'est pas celle d'une vérité objective, mais d'une trace de la position institutionnelle de leur producteur dans l'espace documentaire pan-

démique. Les sources journalistiques et militantes – presse en ligne camerounaise (actucameroun.com, 237online, *Cameroon Tribune*), sites de fact-checking (Data-Check), communiqués de partis politiques (MRC Party) et plateformes de veille citoyenne (Icicemac) – sont mobilisées exclusivement pour reconstituer les séquences informationnelles des études de cas. Elles ne fondent pas les arguments théoriques. Leur hétérogénéité est elle-même analytiquement significative : elle reflète la pluralité des acteurs documentaires dans l'espace camerounais pendant la pandémie. Cette distinction ne hiérarchise pas les sources selon leur valeur de vérité. Elle précise leur rôle dans le dispositif analytique, conformément à la posture réflexive postmoderniste adoptée.

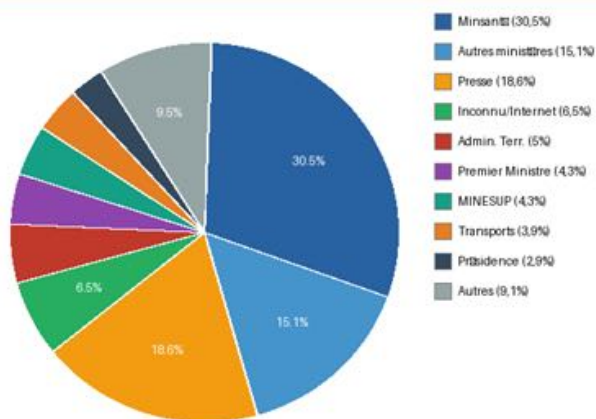
La plateforme ANC : entre ambition inclusive et réalité structurelle

La plateforme COVID-19 des Archives nationales du Cameroun (www.archivesnationales.cm/portail) représente, à notre connaissance, l'une des premières tentatives d'archivage systématique d'une crise sanitaire en Afrique subsaharienne francophone. Lancée en juin 2020, elle vise à collecter l'ensemble des discours produits autour de la pandémie, quelle qu'en soit la source. Le prototype recense 350 documents, 57 sources, 21 thématiques, sur la période 2020-2022. L'analyse quantitative révèle une tension fondamentale entre l'ambition affichée et la réalité de la collecte.

Domination institutionnelle

Les sources étatiques représentent 68 % du corpus. Le ministère de la santé (Minsanté) domine avec 85 documents (30,5 % du total). La société civile ne compte qu'un producteur nominalelement identifié – SURVIE CAMEROON avec 4 documents, soit 1,4 %. Les médias représentent 18,6 %. Une catégorie « Général (Internet) » ne recense que 18 documents classés « Inconnu », révélant la difficulté à capturer les espaces informationnels informels.

Graphique 1 ■ Répartition des producteurs documentaires (n=350)



Graphique 1. Répartition des producteurs documentaires dans la plateforme ANC (n=350)

Prédominance des images-scans

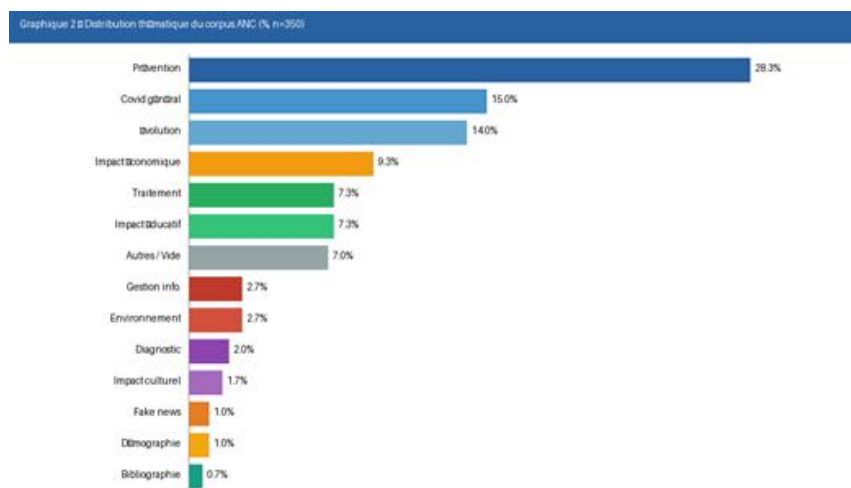
Sur le plan formel, 57,8 % des documents sont des images JPEG ou PNG (scans de documents papier), contre 35,9 % en PDF ou texte et 3,8 % en vidéo. Les documents versés sous forme d'images numérisées sont conservés, mais demeurent inaccessibles à la recherche en texte intégral et aux outils d'assistance à la lecture. La plateforme remplit sa mission de conservation; elle n'accomplit pas encore pleinement sa fonction de diffusion. Or conserver et rendre accessible sont deux actes documentaires distincts, dont le second conditionne seul l'utilité sociale de l'archive.

Le paradoxe documentaire

La plateforme archive simultanément les communiqués de l'association SURVIE CAMEROON et les arrêtés ministériels du Ministre de l'Administration Territoriale ordonnant la fermeture des comptes bancaires de cette association. Elle enregistre ainsi, dans un même espace mémoriel, une initiative citoyenne et les actes administratifs qui l'ont juridiquement encadrée.

Il convient de préciser la nature de ce que nous qualifions de paradoxe.

La plateforme ANC et le Ministère de l'Administration Territoriale sont deux entités étatiques distinctes, aux fonctions et aux logiques institutionnelles différentes : l'une remplit une mission documentaire et patrimoniale, l'autre une mission de régulation politico-administrative. La plateforme n'a ni l'autorité ni la vocation d'ordonner la fermeture de comptes. Le paradoxe n'est donc pas institutionnel – il est documentaire. Il tient à ce que la même infrastructure d'archivage rende visibles, à égale dignité mémorielle, la parole d'un acteur et les actes qui l'ont contrainte. La plateforme documente non seulement l'événement pandémique, mais les rapports de force qui ont structuré sa gestion informationnelle. C'est en ce sens précis que nous parlons de paradoxe documentaire.



Graphique 2. Distribution thématique du corpus ANC (n=350, en %)

Trois études de cas : anatomie du bruit et du silence

Le corpus révèle trois séquences documentaires qui illustrent les dynamiques théorisées dans la partie précédente : le silence diplomatique face à Mgr Kléda, le silence national révélé par la reconnaissance étrangère du Ngul Be Tara, et le silence d'exclusion administrative autour de la SCSI. L'analyse documentaire ne tranche pas sur la valeur médicale de ces traitements et ne prend pas position dans les débats politiques camerounais. Elle examine

des séquences documentaires et informationnelles précises, étayées par des sources vérifiables. Conformément à Santos (2014), nous assumons la tension inhérente à toute démarche réflexive : décrire des faits documentaires, c'est produire soi-même un récit situé.

Dans la théorie de la traduction développée par Callon (1986), la traduction désigne le processus par lequel un acteur-réseau parvient à intéresser d'autres acteurs à son projet, à les enrôler dans son réseau et à les amener à accepter sa définition du problème – opération que Callon nomme problématisation. Dans les trois cas analysés, c'est précisément ce processus qui est mis en échec ou contourné : Kléda n'a pas complètement réussi à intéresser les autorités sanitaires à son remède; Peyou Ndi Samba a dû passer par le réseau nigérian pour se faire enrôler dans les circuits de légitimation scientifique; la SCSi a été exclue du périmètre de légitimité défini par l'État. Les trois cas documentent ainsi trois formes d'échec de la traduction dans un contexte pandémique africain, sous réserve des limites inhérentes à chaque cas.

Le cas Kléda : le silence diplomatique

En mars 2020, Mgr Samuel Kléda, archevêque métropolitain de Douala et phytothérapeute depuis trente ans, annonce un remède à base de plantes contre le coronavirus. Le produit est distribué gratuitement dans trois formations sanitaires catholiques de Douala.

- Le bruit primaire (mars-mai 2020)

La VOA Afrique couvre l'initiative en juin 2020¹. Des centaines de personnes y auraient eu recours selon les déclarations de l'archevêque². Mais un bruit parasite surgit rapidement : le site Data-Check révèle en mai 2020 la circulation de faux flacons KLEDAVID attribués à l'archevêque. Le vrai remède,

1. VOA Afrique (2020). Cameroun : Mgr Kléda dit avoir trouvé un remède contre le Covid-19. voaafrique.com [en ligne].

2. Actu Cameroun (2020). Mgr Kléda et son remède anti-Covid. actucameroun.com [en ligne].

distribué dans des flacons vierges, disparaît sous les contrefaçons informationnelles³.

- Le silence institutionnel (mai 2020-juillet 2021)

Le Minsanté n'évoque pas l'initiative dans ses communiqués. L'Ordre des médecins exige des preuves scientifiques sans engager de procédure d'évaluation. Les hôpitaux publics n'administrent pas le traitement. Le silence diplomatique joue un rôle précis : ne pas heurter une population favorable aux solutions locales tout en maintenant la hiérarchie des savoirs biomédicaux officiels.

- La validation ambiguë (juillet 2021)

Quatorze mois plus tard, le Minsanté accorde une autorisation pour Adsak Covid et Élixir Covid, non comme médicaments curatifs mais comme adjuvants au traitement, pour trois ans. Des experts les qualifient de « compléments alimentaires qui soulagent »⁴. L'autorisation règle administrativement une question épistémologique sans la résoudre. Le statut scientifique demeure indéterminé; la circulation est désormais encadrée. Telle est la fonction du silence diplomatique : différer sans trancher.

Le cas Ngul Be Tara : la reconnaissance étrangère avant nationale

Le Ngul Be Tara – « la force des ancêtres » en ewondo⁵ – est développé par le Dr Marlyse Peyou Ndi Samba, biochimiste, PhD de la Washington State University, Master en santé publique de l'Université de Lorraine, enseignante à la Faculté de Médecine de l'Université de Yaoundé I. Un tel profil est analytiquement décisif : il ne s'agit pas d'une figure religieuse mais d'une scientifique africaine formée dans les circuits académiques reconnus. Le kit

3. Data-Check (2020, mai). Non, le remède de Mgr Kléda ne s'appelle pas KLEDAVID. data-check.cm [en ligne].

4. Journal Chrétien (2021). Mgr Kléda obtient l'autorisation de mise sur le marché pour ses produits anti-Covid. lejournalphretien.net [en ligne].

5. Langue vernaculaire parlée dans une partie de la région du Centre-Cameroun

comprend quatre produits élaborés à partir de plantes identifiées botaniquement et de savoirs de tradipraticiens (Voundi Voundi et al., 2022).

- Le paradoxe de la validation externe

Le 25 mai 2021, la National Agency for Food and Drug Administration and Control nigériane (NAFDAC) homologue le Ngul Be Tara pour quatre ans. Cameroon Tribune titre : “Indigenous Coronavirus Treatment: Nigeria Approves, Registers Cameroon’s Ngul Be Tara” (août 2021). Ce n’est que le 30 septembre 2021 – quatre mois plus tard – que le Minsanté camerounais accorde son autorisation, faisant du produit le septième traitement naturel anti-COVID homologué au plan national. La reconnaissance étrangère a fonctionné comme déclencheur tardif de la validation nationale. Le silence camerounais est devenu visible par contraste avec la décision nigériane.

- Le bruit de déstabilisation et la dimension intersectionnelle

Le Dr Peyou Ndi Samba dénonce en novembre 2021 des tentatives de blocage de ses dossiers et de ses droits de propriété intellectuelle. Un faux Ngul Be Tara circule à Bafoussam. La dynamique est systémique : les innovations thérapeutiques locales génèrent non seulement un bruit de popularité, mais aussi un bruit parasite qui mine leur crédibilité⁶. Dans ses déclarations publiques, le Dr Peyou Ndi Samba cite explicitement les dimensions de sa marginalisation : africaine, femme, noire, camerounaise. La formulation ouvre une piste sur les dimensions intersectionnelles de l’invisibilisation documentaire (Santos, 2014; Harding, 1991).

Le cas SCSI : bruit politique et silence documentaire

Le troisième cas est le plus complexe. L’opération Survie-Cameroon-Survival Initiative est lancée au printemps 2020 par Maurice Kamto, professeur de droit international et président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), principal parti d’opposition. Gérée par Christian Penda

6. Echosante.info (2021, novembre). Dr Peyou Ndi Samba dénonce les tentatives de blocage du Ngul Be Tara. echosante.info [en ligne]. Consulté le 15 mars 2022.

Ekoka, économiste, elle vise la distribution gratuite de masques, gel désinfectant et tests de dépistage aux populations vulnérables.

- Un succès populaire inédit

En quelques semaines, plus d'un million d'euros sont collectés, principalement auprès de la diaspora camerounaise – un record pour une initiative de solidarité en ligne au Cameroun. Des communiqués réguliers documentent l'usage des fonds. En janvier 2024, le tableau des micro-projets réalisés avec le reliquat de 48 031 euros dans les dix régions du pays est publié⁷.

- La fermeture administrative

Le 7 avril 2020, le Ministre de l'Administration Territoriale déclare illégale toute collecte de fonds concurrente du « Fonds spécial de solidarité nationale » présidentiel. Le 9 avril, les comptes bancaires de la SCSi sont fermés, les fonds gelés, une enquête ouverte, les comptes mobile money MTN et Orange clôturés. Le Minsanté rejette un don de 16 800 masques et 950 tests PCR, invoquant l'absence de base juridique de l'initiative. Human Rights Watch documente ces faits dans un communiqué du 14 mai 2020. Manhouli Yorsam & Nouazi Kemkeng (2024) ont montré que ces mesures, prises sans cadre juridique d'exception formellement déclaré, constituaient une atteinte aux libertés fondamentales.

- La controverse interne sur la gestion des fonds

L'analyse documentaire du cas SCSi ne peut ignorer une autre dimension : au-delà de la répression administrative, une controverse interne majeure a secoué l'opération. Des écarts entre la jauge en ligne et les montants communiqués par le gestionnaire technique de la plateforme ont été rendus publics par Penda Ekoka lui-même en novembre 2020. Le gestionnaire a été suspendu et un audit interne commandé⁸. Les rapports entre Kamto et Penda

7. MRC Party (2024, 23 janvier). Le Président Maurice Kamto présente les microprojets réalisés avec le reliquat des fonds SCSi. mrcparty.net [en ligne]. Consulté le 15 février 2024.

8. Icimac (2020, novembre). Survie Cameroun : audit interne commandé après constat d'écarts. icimac.com [en ligne]. Consulté le 15 mars 2022.

Ekoka se sont ensuite détériorés, alimentant une guerre de communiqués au sein du MRC. Certaines sources évoquent des accusations mutuelles sur la transparence et l'affectation des fonds. L'audit final a établi un reliquat de 48 031 euros, mais n'a pas mis fin aux polémiques internes⁹. Le cas SCSi illustre une double dynamique : le silence d'exclusion produit de l'extérieur par l'État, et le bruit produit de l'intérieur par les contradictions propres au champ politique. Les deux se sont alimentés mutuellement, ce qui complexifie la lecture documentaire de l'événement.

- Le paradoxe de la plateforme ANC

La plateforme archive simultanément les communiqués de SURVIE CAMEROON, les arrêtés du Ministre de l'Administration Territoriale ordonnant la fermeture des comptes bancaires de cette association, et les correspondances relatives au gel des fonds. Elle enregistre ainsi, dans un même espace mémoriel, une initiative citoyenne et les actes administratifs qui l'ont juridiquement contrainte.

Il convient d'abord de préciser ce que nous entendons par paradoxe, tant la notion mérite d'être étayée plutôt que simplement affirmée. La plateforme ANC et le Ministère de l'Administration Territoriale sont deux entités étatiques distinctes, aux fonctions et aux logiques institutionnelles différentes : l'une remplit une mission documentaire et patrimoniale, l'autre une mission de régulation politico-administrative. Confondre les deux reviendrait à postuler une homogénéité de l'État camerounais que rien ne justifie analytiquement. Ce n'est donc pas l'État qui se contredit lui-même – c'est une infrastructure documentaire qui, en obéissant à sa vocation propre d'exhaustivité, capte des documents produits par des acteurs étatiques aux intérêts et aux fonctions divergents.

Le paradoxe est documentaire, non institutionnel. Il tient à la logique même de l'archive inclusive : en refusant la hiérarchie a priori des sources, la plateforme rend visibles, à égale dignité mémorielle, la parole d'un acteur citoyen et les actes administratifs qui l'ont réduit au silence. Ce faisant, elle produit involontairement une cartographie des rapports de force qui ont structuré la gestion informationnelle de la pandémie. L'archivage ne résout

9. Actucameroun.com (2022, 26 octobre). MRC : où sont passés les fonds de l'opération Survie Cameroun? actucameroun.com [en ligne]. Consulté le 15 février 2024.

pas le conflit – il le documente, le fixe, le rend analysable. C'est en ce sens précis que la séquence est analytiquement intéressante : non parce qu'elle révèle une contradiction interne à l'État, mais parce qu'elle illustre comment une plateforme documentaire peut, par sa seule logique d'accumulation, devenir un outil de mémoire critique des tensions qui traversent l'espace public.

Double peine informationnelle : bilan analytique

L'examen croisé des trois cas et de la plateforme ANC permet de dégager une dynamique structurelle commune, dont les effets concernent principalement les acteurs porteurs de savoirs alternatifs – innovateurs thérapeutiques, organisations citoyennes, chercheurs africains opérant en marge des circuits institutionnels dominants. Nous proposons de désigner ces effets par la notion de double peine informationnelle, définie provisoirement comme la configuration dans laquelle un acteur ou un savoir se trouve simultanément exposé à un excès de bruit dans son espace documentaire local et à un silence dans les circuits institutionnels ou internationaux de référence – une définition qui appelle à être testée sur d'autres terrains.

Cartographie des formes observées

Du côté du bruit, trois formes distinctes ont été identifiées. Le bruit primaire de popularité correspond à la diffusion virale massive d'un discours alternatif – cas Kléda et Ngul Be Tara. Le bruit parasite désigne la production de contenus frauduleux qui brouillent le discours original – faux KLEDAVID et faux Ngul Be Tara. Le bruit de diversion institutionnel correspond à la saturation de l'espace documentaire par les discours officiels – 68 % de sources étatiques contre 1,4 % de société civile dans la plateforme ANC.

Du côté du silence, cinq formes ont été observées. Le silence diplomatique opère par évitement calculé (Kléda, quatorze mois). Le silence d'ignorance externe se manifeste par l'absence des travaux du Dr Peyou Ndi Samba dans les grandes revues biomédicales indexées au plan international – c'est-à-dire référencées dans des bases de données académiques telles que PubMed ou Web of Science. À cette forme s'ajoute ce que l'on pourrait nommer

un silence d'ignorance interne : l'absence de relais documentaire dans les circuits nationaux ou régionaux de diffusion scientifique, faute de revues accessibles et de réseaux de validation locaux. Les deux dimensions (externe et interne) illustrent la profondeur structurelle des injustices cognitives décrites par Mboa Nkoudou (2016). Le silence national révélé par la validation étrangère désigne ensuite la situation où la NAFDAC nigériane valide avant le Minsanté camerounais. Le silence d'exclusion active recouvre enfin les actes administratifs qui retirent une voix de l'espace public (comptes SCSi fermés).

Tableau 1. Présentation synthétique de la double peine informationnelle

Cas	Bruit interne	Silence externe
Kléda / Élixir Covid	Diffusion virale, faux KLEDAVID	Absence protocoles officiels pendant 14 mois
Ngul Be Tara	Réseaux sociaux, faux produit à Bafoussam	Absent des revues indexées; validation nigériane avant camerounaise
SCSi	Succès diaspora controversée interne sur la gestion	Fermeture administrative des comptes
Sources non étatiques (ANC)	32 % du corpus	Sous-représentation dans l'espace archivistique officiel

Le schéma de la double peine n'est pas propre au Cameroun. Il s'inscrit dans les dynamiques géopolitiques de la production des savoirs décrites par Santos (2014) et Harding (1991). Ce qui est spécifique au contexte pandémique camerounais, c'est la coexistence de régimes de savoir multiples, la fragilité des infrastructures documentaires nationales et l'usage de l'urgence sanitaire comme révélateur et amplificateur de tensions épistémiques préexistantes.

La plateforme ANC comme espace de dépassement partiel

Face à ce schéma, la plateforme ANC représente une tentative imparfaite mais pionnière de dépassement. Elle archive des sources religieuses, médiatiques, citoyennes et même des documents explicitement étiquetés « fake news ». Elle refuse la hiérarchie *a priori* des savoirs.

Elle n'échappe cependant pas à la logique de la double peine. La surreprésentation des sources étatiques (68 %), la quasi-absence de la société

civile (1,4 %), la prédominance des images-scans non accessibles à l'indexation plein texte par les moteurs de recherche – autant de limites qui révèlent une initiative encore tributaire des réflexes institutionnels qu'elle cherche à dépasser. La tension non résolue en fait précisément un laboratoire documentaire scientifiquement fécond.

Bruit et silence reconfigurés : des anomalies techniques aux technologies politiques du savoir

La pandémie a profondément transformé la signification du bruit et du silence dans l'univers documentaire. Bruit et silence ne semblent plus pouvoir être réduits à de simples anomalies techniques : les observations réunies suggèrent qu'ils peuvent fonctionner comme des configurations actives de pouvoir.

Le bruit : de l'erreur accidentelle à la stratégie

Les formes de bruit identifiées empiriquement dans le corpus camerounais – bruit primaire de popularité, bruit parasite et bruit de diversion institutionnel – s'inscrivent dans une dynamique plus large que la pandémie a rendue particulièrement visible. Sur le plan analytique, trois configurations stratégiques peuvent être distinguées.

Dans les modèles classiques, le bruit est une pollution involontaire du signal pertinent. La pandémie révèle sa mutation : le bruit est souvent produit délibérément, à des fins politiques, économiques ou idéologiques. Entre 2020 et 2022, les campagnes de désinformation sur les vaccins ont été instrumentalisées pour des gains géopolitiques (Roozenbeek et al., 2020; Vraga et Bode, 2020).

L'analyse distingue trois formes de bruit stratégique : un bruit de saturation qui noie la parole institutionnelle sous un flux de récits contradictoires; un bruit de diversion qui déplace l'attention des enjeux sanitaires vers des controverses fabriquées; un bruit de déstabilisation qui installe le doute sur les sources officielles et fragilise les dispositifs de prévention collective. Le bruit de diversion et le bruit de déstabilisation sont, au sens strict, des composantes de l'infodémie telle que l'OMS l'a définie – non pas un simple excès quantitatif, mais une guerre de récits aux effets politiques calculés (Eysenbach, 2020).

Le silence : de la carence technique à l’effacement structurel

Le silence documentaire peut résulter, au moins partiellement, des processus actifs d’exclusion. Les savoirs locaux africains en matière de prévention et de traitement n’ont pas été intégrés dans les grandes bases de données médicales internationales. Les expériences communautaires sont restées absentes des narrations officielles. Peu de financements ont permis d’évaluer ces approches selon les standards biomédicaux.

Tableau 2. Typologie et manifestations des silences

Type de silence	Manifestation observée
Silence d’ignorance	Refus de documenter certaines pratiques pour des raisons épistémiques
Silence d’effacement	Marginalisation dans les circuits de publication scientifique internationale
Silence d’invisibilisation	Absence de relais médiatiques pour les innovations sanitaires africaines
Silence diplomatique	Évitement institutionnel de la confrontation avec les savoirs alternatifs

Bruit et silence sont les deux faces d’une même dynamique de contrôle documentaire : produire du bruit pour désorienter, organiser le silence pour maintenir une hiérarchie informationnelle. La pandémie offre en tout cas un terrain d’observation particulièrement révélateur des enjeux politiques de la gestion des savoirs à l’ère numérique.

Médiation documentaire critique et réflexive : principes et conditions de possibilité

La critique des dynamiques de bruit et de silence documentaires n’a de sens scientifique que si elle débouche sur une réflexion sur les conditions d’une médiation documentaire renouvelée. C’est l’objet de cette section, qui constitue le moment le plus prospectif de notre analyse. Nous nous effor-

çons de passer de la description à l'orientation, sans tomber dans la prescription normative.

Repenser la médiation documentaire : au-delà du modèle de la pertinence

La médiation documentaire, telle qu'elle a été pensée dans le cadre positiviste hérité de Salton, repose sur une logique de filtrage : éliminer le bruit, combler le silence, optimiser la pertinence. Face aux réalités observées dans le corpus camerounais, cette logique montre ses limites. Elle présuppose un espace documentaire neutre, un usager homogène et un savoir stabilisé – trois conditions qui ne sont pas réunies dans des contextes marqués par la pluralité des régimes de savoir, la fragilité des infrastructures et la conflictualité des récits.

Repenser la médiation documentaire suppose d'accepter que celle-ci est toujours un acte politique au sens large : elle sélectionne, hiérarchise, rend visible ou invisible. La question n'est pas d'éliminer cette dimension politique – ce serait une illusion – mais de l'assumer explicitement et de la soumettre à des principes délibérément réflexifs. Plusieurs auteurs plaident en ce sens (Gardiès et Fabre, 2012; Chapron, 2013; Piron, 2017). Un modèle renouvelé pourrait s'articuler autour de cinq orientations complémentaires, que les défis de la pandémie permettent de dégager à titre programmatique.

L'inclusivité documentaire supposerait de valoriser l'ensemble des formes de savoirs – institutionnels, scientifiques, populaires, traditionnels, numériques – sans hiérarchie préétablie, ce qui implique une révision profonde des critères de sélection et d'indexation. La réflexivité épistémique inviterait à rendre explicites les processus d'inclusion et d'exclusion qui structurent tout corpus, plutôt que de les laisser à l'état de présupposés tacites. L'acceptation de la conflictualité conduirait à traiter la coexistence de discours contradictoires non comme un dysfonctionnement à corriger, mais comme une réalité documentaire à archiver et à interpréter. L'équité d'accès supposerait une réduction active des fractures numériques, linguistiques et institutionnelles qui fragmentent l'espace documentaire mondial. Enfin, l'accompagnement critique des publics orienterait la médiation vers la formation des capacités de discernement des usagers et usagères face à des écosystèmes informationnels de plus en plus complexes (Chapron, 2013;

Serres, 2012). Aucun de ces principes n'est pleinement réalisé dans les dispositifs existants. Leur articulation constitue davantage un horizon de travail qu'un programme achevé.

Les conditions institutionnelles d'une médiation documentaire réflexive

La refondation de la médiation documentaire ne peut se limiter à des principes théoriques. Elle suppose des conditions institutionnelles et infrastructurelles sans lesquelles les orientations décrites resteraient lettre morte, en particulier dans les contextes africains.

La première condition est la disponibilité de ressources humaines formées. Une médiation documentaire réflexive exige des professionnel·les capables non seulement de manier les outils de classification et d'indexation, mais de les questionner, de problématiser les biais de collecte et d'accompagner les usagers dans leur rapport critique à l'information. En Afrique subsaharienne francophone, les formations en sciences de l'information – dont l'École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ESSTIC) au Cameroun – constituent des ressources à consolider et à orienter vers ces nouvelles exigences.

La deuxième condition est la viabilité des infrastructures numériques. L'accessibilité effective des ressources documentaires suppose un accès à l'électricité, à l'internet et à des équipements adaptés – conditions loin d'être universellement réunies en Afrique subsaharienne. Sans investissement dans ces infrastructures, l'inclusivité documentaire restera un horizon formel (Piron, 2017).

La troisième condition est la durabilité institutionnelle des initiatives. La plateforme ANC illustre ce défi : un prototype innovant peut rester fragile faute de financement pérenne et d'intégration dans des politiques documentaires nationales. La médiation documentaire réflexive n'est pas un projet ponctuel – c'est une orientation de long terme qui demande des engagements durables.

La plateforme ANC comme terrain d'expérimentation

La plateforme COVID-19 des Archives Nationales du Cameroun représente, à notre connaissance, l'une des premières tentatives systématiques en Afrique subsaharienne francophone de constituer une archive inclusive d'un événement sanitaire majeur. Elle rassemble communiqués officiels, témoignages de soignants, messages de prévention en langues nationales, publications religieuses et documents relatifs à la pharmacopée traditionnelle.

Sa logique articule trois orientations cohérentes avec les principes décrits plus haut : refus de la hiérarchie a priori des discours, acceptation de la conflictualité documentaire comme richesse mémorielle, et réflexivité sur les critères de collecte. En ce sens, elle constitue un terrain d'expérimentation de la médiation documentaire réflexive — non un modèle achevé, mais un prototype dont les enseignements méritent d'être documentés, analysés et diffusés.

Les défis rencontrés sont réels : validation des contenus non institutionnels, indexation des matériaux hétérogènes, gestion de la pluralité des vérités sans validation artificielle. Loin d'invalider l'initiative, ces défis en soulignent la radicalité et la pertinence comme objet de recherche pour les sciences de l'information documentaire.

Conclusion : repenser la médiation documentaire à l'ère des crises informationnelles

La pandémie de COVID-19 n'a pas seulement été une crise sanitaire mondiale. Elle a fonctionné comme un révélateur des fragilités des systèmes de médiation documentaire contemporains, mettant en lumière des tensions qui préexistaient à 2020 et que l'urgence sanitaire a simplement rendues plus visibles. L'analyse conduite dans ce chapitre suggère que les notions de bruit et de silence méritent d'être relues au-delà de leur acception technique traditionnelle. Sans prétendre épuiser la question, les éléments rassemblés invitent à les appréhender comme des phénomènes pluriels, socialement situés et traversés de rapports de pouvoir. Le bruit ne serait plus seulement un excès à corriger; le silence, une carence à combler. L'un et l'autre participeraient de dynamiques actives de régulation et de gouvernance des savoirs

– une hypothèse que le corpus camerounais permet d'étayer, sans toutefois prétendre à la généralisation.

Les trois études de cas apportent des éléments convergents en ce sens. Le cas Kléda éclaire le rôle du silence diplomatique dans la gestion institutionnelle des savoirs alternatifs. Le cas Ngul Be Tara pointe le paradoxe d'une validation étrangère qui rend visible un silence national. Le cas SCSi illustre l'imbrication possible entre exclusion administrative et contradictions internes au champ politique. La notion de double peine informationnelle – bruit interne non maîtrisé et silence externe structurel – est proposée comme outil de lecture de ces configurations, à titre d'hypothèse de travail ouverte à discussion et à vérification sur d'autres terrains.

Ces constats suggèrent plusieurs pistes pour la réflexion sur la médiation documentaire : vers davantage d'inclusivité, de réflexivité épistémique, d'équité d'accès et d'accompagnement critique des publics. La plateforme ANC, avec ses limites et ses tensions non résolues, offre un exemple de ce que pourrait être une telle orientation – non un modèle achevé, mais un terrain d'expérimentation dont les enseignements restent à consolider.

Les défis qui se profilent – crise climatique, révolution de l'intelligence artificielle, prochaines crises sanitaires – produiront vraisemblablement de nouvelles configurations de bruit et de silence. La question de savoir comment la médiation documentaire peut contribuer à en atténuer les effets les plus désorganisateur reste ouverte. Elle mérite, à notre sens, d'être posée avec la même rigueur critique que celle que nous avons tenté d'appliquer ici.

Références bibliographiques

- Bowker, G. C. & Star, S. L. (1999). *Sorting Things Out: Classification and Its Consequences*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Callon, M. (1986). Some elements of a sociology of translation. In J. Law (Ed.), *Power, Action and Belief: A New Sociology of Knowledge* (pp. 196–223). London: Routledge & Kegan Paul.
- Chapron, E. (2013). *Médiations et médiateurs de l'information*. Villeurbanne : Presses de l'ENSSIB.
- Cinelli, M., Quattrocioni, W., Galeazzi, A., et al. (2020). The COVID-19 social media infodemic. *Scientific Reports*, 10(1), 16598.
- Ekwueme, D. U., Dénommée-Welch, S., & Nkrumah, M. (2021). Information

- management during COVID-19 in Sub-Saharan Africa. *Health Information & Libraries Journal*, 38(2), 89-102.
- Eysenbach, G. (2002). Infodemiology: The epidemiology of (mis)information. *The American Journal of Medicine*, 113(9), 763-765.
- Eysenbach, G. (2020). How to fight an infodemic: The four pillars of infodemic management. *Journal of Medical Internet Research*, 22(6), e21820.
- Foucault, M. (1971). *L'ordre du discours*. Paris : Gallimard.
- Fraser, N., Brierley, L., Dey, G., et al. (2021). The evolving role of preprints in the dissemination of COVID-19 research. *eLife*, 10, e64056.
- Gao, Z., Zhang, Z., Liu, X., & Cao, Y. (2021). The framing of COVID-19 by American and Chinese media. *International Journal of Communication*, 15, 1-22.
- Gardiès, C. & Fabre, I. (2012). *La médiation documentaire : éléments théoriques et enjeux contemporains*. Villeurbanne : Presses de l'ENSSIB.
- Harding, S. (1991). *Whose Science? Whose Knowledge?* Ithaca: Cornell University Press.
- Hountondji, P. J. (2001). Le savoir mondialisé : déséquilibres et enjeux actuels. Dans *La mondialisation vue d'Afrique*. Université de Nantes / MSH Guépin.
- Human Rights Watch (2020, 14 mai). Au Cameroun, le COVID-19 expose la face sombre du gouvernement. <https://www.hrw.org/fr/news/2020/05/14/>
- Liotard, J.-F. (1979). *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*. Paris : Minuit.
- Manhouli Yorsam, F. & Nouazi Kemkeng, C. V. (2024). Covid-19 et État de droit au Cameroun. *ADILAAKU*, 3(1). <https://doi.org/10.46711/adi-laaku.2024.3.1.3>
- Mboa Nkoudou, T. H. (2016). Les injustices cognitives en Afrique subsaharienne. Dans F. Piron et al. (dir.), *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux*. Québec : Éditions science et bien commun.
- OMS (2020a). *COVID-19 Strategic Preparedness and Response Plan*. Genève : OMS.
- OMS (2020b). *Infodemic management: A key component of the COVID-19 Global Response*. Genève : OMS.
- Ouattara, S. & Amalaman, D. M. (2021). Croyances, perceptions et attitudes des populations face au COVID-19 en Afrique de l'Ouest. *Revue Africaine des Sciences Sociales et de la Santé Publique*, 3(2), 117-132.

- Piron, F. (2017). Le libre accès vu d'Afrique francophone subsaharienne. RFSIC, 11. <https://doi.org/10.4000/rfsic.3292>
- Roozenbeek, J., Schneider, C. R., Dryhurst, S., et al. (2020). Susceptibility to misinformation about COVID-19 across 26 countries. *Royal Society Open Science*, 7(10), 201199.
- Salton, G. (1971). *The SMART Retrieval System*. Englewood Cliffs: Prentice-Hall.
- Santos, B. de S. (2014). *Epistemologies of the South: Justice Against Epistemicide*. Boulder: Paradigm Publishers.
- Serres, A. (2012). *Dans le labyrinthe : évaluer l'information sur Internet*. Caen : C&F Éditions.
- Tchoubou Foba, H. (2020). Comparaison de l'évolution du COVID-19 dans six pays dont le Cameroun. *Pré-publication HAL*. Hal-02554785.
- Voundi Voundi, E. et al. (2022). Étude ethnobotanique des plantes anti-COVID-19 dans le département du Mfoundi, Cameroun. *ResearchGate*. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.29786.82885>
- Vraga, E. K. & Bode, L. (2020). Defining misinformation and understanding its bounded nature. *Political Communication*, 37(1), 136-144.

Essai d'archéologie de crise à partir de l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards »

GILBERT WILLY TIO BABENA

Ce texte est une transcription, revue et augmentée, d'une conférence publique prononcée le 29 novembre 2022 au campus Ouro-Tchédé de l'Université de Maroua alors que le monde sortait progressivement de la phase chronique de la pandémie de COVID-19¹ (Tio Babena, 2022). À cette époque, une pléthore de travaux avait d'ores et déjà été publiée dans la quasi-totalité des domaines. L'urgence inédite de la pandémie a placé la communauté scientifique dans une logique de *fast science*, rendant disponibles immédiatement les principaux résultats de recherche avec toutes les approximations et erreurs que cela implique. L'étude de Malekpour et al. (2021), qui couvre la période allant du 1er novembre 2019 au 15 avril 2021, indique que 159 132 publications liées à la COVID-19 étaient indexées dans PubMed et Scopus. Même s'il a connu un net ralentissement, ce nombre continue à croître et les travaux consacrés à la COVID-19 ou au SARS-CoV-2 continuent d'alimenter les indicateurs bibliométriques des communautés de recherche, aussi bien au niveau international que national². À titre d'illustration, le répertoire Web of Science enregistre 4 720 articles des auteur-es roumain-es entre janvier 2019 et février 2025 (Puia et al., 2025). De nombreux travaux, ceux du Sud global notamment et d'Afrique en particulier, continuent à être publiés sur la question bien qu'une part importante échappe toujours à la jauge biblio-

1. Débutée à la fin d'année 2019 avec la découverte du virus à Wuhan selon la plupart des sources, on peut estimer que les phases aiguë et chronique de la crise sanitaire de la COVID-19 s'étalent sur la période 2019-2021 avec un prolongement sur l'année 2022 puisqu'elle a officiellement cessé d'être, pour l'Organisation mondiale de la santé, une urgence de santé publique de portée internationale le 5 mai 2023. Cette date marque explicitement le début de la phase de cicatrisation ou de retour au calme.

2. En date du 14/04/2026, PubMed propose 508 767 résultats pour la requête « covid-19 », «covid-19 – Search Results – PubMed», <https://share.google/9ZgeE-QbzhCjMG1NNu>.

métrique. Outre quelques documents institutionnels, le portail de veille des Archives nationales du Cameroun, dont l'ambition était de documenter les savoirs sur la COVID-19 à une échelle nationale, ne saurait par exemple estimer la contribution effective des auteur·es camerounais·es (Olembe, dans ce volume). La présente contribution – amorcée à la phase chronique de la pandémie de COVID-19 et rafraîchie à la faveur de la publication de ce collectif – s'inscrit à la fois dans ces deux registres : l'effort réflexif collectif poussé par l'urgence de la pandémie et l'invisibilité systémique et bibliométrique dont souffre la recherche des Suds.

Au Cameroun, la pandémie de COVID-19 n'a pas épargné le milieu politique. Lorsque Manaouda Malachie, alors ministre de la Santé publique, annonçait le 5 mars 2020, par voie de communiqué de presse, le premier cas de COVID-19, il était loin d'imaginer qu'il ouvrirait ainsi un nouveau chapitre d'attaques politiques contre sa gestion. Accusé d'avoir détourné une partie des « 7 milliards de francs CFA » en achetant « 25 ambulances »³ – dans le cadre de la riposte sanitaire –, le ministre de la Santé publique a dû se jeter dans une bataille médiatique pour justifier l'utilisation de ces fonds et tenter de restaurer, subséquemment, son image écornée. En postulant, dans ma conférence, que des officines politiques ont contribué à la délégitimation de Manaouda Malachie, je me suis proposé d'analyser les effets de la crise de la COVID-19 sur la scène politique camerounaise. Les éléments observés lors de cette séquence ne permettent guère de conclure à une stratégie de diversion, car rien n'indique que cette crise ait été provoquée par le gouvernement, pourtant en charge de la gestion des fonds COVID. L'hypothèse d'un effet domino ou d'amplification de la crise de COVID-19 est alors à écarter puisque les erreurs de communication n'étaient pas nécessairement le point de départ de ces attaques politiques.

Il convient alors d'approcher l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards » sous le prisme de la crise comme opportunité puisqu'elle a été déclenchée par les soutiens de l'opposition comme on le verra *infra*. C'est un événement secondaire intimement lié à l'événement COVID-19. Le projet de description

3. Le 23 juillet 2020, un montant de 27,4 millions de dollars avait conjointement été mobilisé pour la lutte contre la COVID-19 par le gouvernement camerounais, la Banque islamique de développement et le Programme des Nations unies pour le développement dans le cadre de la lutte contre la pandémie. Voir <https://www.undp.org/fr/africa/communiqués/un-partenariat-avec-la-banque-islamique-de-developpement-renforce-le-systeme-de-sante-camerounais>; date de la dernière consultation 27/04/2026.

dans lequel je me suis engagé pour ma conférence m'a amené à constater l'insuffisance des cadres théoriques établis dans les sciences du langage et de la communication pour le décrire (Denton, 2006; Georgakopoulou & Spilioti, 2020; Ilbury, 2025; Tagg et al., 2026). Il devenait évident que l'interprétation de l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards » ne se ferait qu'à condition de surmonter cet obstacle épistémologique au sens de Bachelard ([1947] 2011, chap. 1), c'est-à-dire réaménager minimalement l'existant épistémique ou proposer une piste théorique qui permettrait d'examiner avec efficacité le problème soulevé par cette affaire. Il est question de comprendre comment des contenus plurisémiotiques s'agencent entre eux, d'une part, et articulent une historicité interne et externe, d'autre part, pour produire des récits alternatifs dans le but d'alimenter une crise. Cela revient concrètement à se demander comment le contenu médiatique généré dans cette guerre communicationnelle révèle les mécanismes discursifs et stratégiques utilisés pour instrumentaliser la crise sanitaire de la COVID-19 à des fins politiques, et comment l'archéologie de crise – une proposition théorique à l'intersection des sciences du langage, de l'information et de la communication – permet d'en rendre compte.

La notion d'historicité est capitale pour l'archéologie de crise. Trois ans après la conférence, j'ai tenu à conserver autant que possible le style du texte original de la conférence – initialement destiné à une communication orale – pour rendre lisible le processus de l'effort théorique de la proposition en construction⁴. J'y ai néanmoins opéré, pour situer l'obstacle épistémologique qui a motivé ce travail, quelques réaménagements rendus obligatoires par le format de publication. L'affaire dite des « 25 ambulances à 7 milliards » sera étudiée comme une crise enchâssée, alimentée par une mémoire discursive antérieure (l'histoire rattachée au poste de ministre de la Santé publique, les tensions politiques et l'élection présidentielle de 2018 au Cameroun). L'archéologie de crise vient mettre au jour les logiques de manipulation à partir de l'analyse d'artéfacts multimodaux (voir *infra*) et des biais inférentiels. Elle permet d'interroger, en dehors des débats juridiques, la dimension légale – au sens de la linguistique légale (Lagorgette, 2010), implicite au

4. La transcription de cette conférence et la publication prochaine d'un texte en chantier intitulé « Éléments théoriques pour une archéologie de crise » constitueront, on peut l'espérer, un corpus de base pour l'étude du travail d'affûtage conceptuel et la critique épistémologique (Métangmo-Tatou & Mohamadou Ousmanou, 2023).

sous-titre initial de ma conférence – et communicationnelle des narratifs construits dans le cadre de cette crise enchâssée afin d'en dégager les enjeux politiques et médiatiques.

De l'archéologie de crise : idéation, méthode et corpus

L'examen de l'affaire dite des « 25 ambulances à 7 milliards » avec l'archéologie de crise impose, en amont de toute analyse empirique, un détour par les fondements théoriques et méthodologiques qui structurent la présente démarche. En effet, l'insuffisance relative des cadres analytiques classiques pour saisir la complexité des crises contemporaines, notamment dans leurs dimensions numériques et discursives, conduit à proposer une approche alternative : l'archéologie de crise. Celle-ci ne se limite pas à une simple description des faits, mais ambitionne de reconstituer les dynamiques profondes de production, de circulation et d'interprétation des énoncés en situation de tension. Cette partie vise ainsi à expliciter les conditions d'émergence de ce cadre, à en préciser les principes opératoires et à présenter le corpus mobilisé, envisagé comme un ensemble d'artéfacts multimodaux (désormais AM) dont l'agencement éclaire les logiques de la crise.

L'idée d'une archéologie de crise

Les *crisis studies* reposent sur l'idée de base que toute crise constitue une opportunité en dépit de la forte émotion qui accompagne son déclenchement. La crise offre aux acteurs impliqués la possibilité d'imposer leur narratif, d'ajuster leurs stratégies dans un environnement concurrentiel, et de se (re)positionner sur l'échiquier (géo)politique, économique ou stratégique. Le principe lorenzien, qui dispose que tout facteur crisogène comporte virtuellement une capacité d'amplification susceptible de propager l'onde de choc à des lieux distants de l'épicentre, a une fois de plus été vérifié durant la crise sanitaire de la COVID-19. De Wuhan à Maroua, de Niamey à Ottawa, les conséquences de cette crise perdurent encore aujourd'hui. Elles ont été accentuées, deux ans plus tard, par la guerre en Ukraine (débutée le 24 février 2022) et connaissent une nouvelle amplification avec la guerre

qu'Israël et les États-Unis d'Amérique mènent à l'Iran depuis le 28 février 2026. Il apparaît que ces conflits sont responsables, d'une part, de l'inflation ambiante qui empêche la classe paysanne de se nourrir convenablement et appauvrit une partie de la classe moyenne, et d'autre part, de la diminution des ressources fiscales au niveau des États à cause de la perturbation des trafics maritime et aérien essentiels aux activités commerciales au niveau mondial (Alassani *et al.*, 2025; Fonds Monétaire International, 2020; Houmid-Bennani, 2021; Kasongo & Mukubaganyi, 2025).

Chaque crise, aussi minime ou lointaine soit-elle, rappelle à sa manière l'axiome selon lequel les structures du monde sont complexes et intriquées. Un phénomène anodin qui prend naissance au Nord a donc potentiellement la capacité d'affecter, dans le sillage de l'effet « papillon » de la théorie du chaos⁵, le Sud, l'Est et l'Ouest comme on a pu l'observer avec la pandémie de COVID-19. Au Cameroun par exemple, la gestion des fonds alloués à la lutte contre celle-ci a donné lieu au *covidgate* pointé dans un rapport de la cour des comptes (Dougueli, 2022; RFI, 2021). C'est dans ce contexte que s'inscrit l'affaire dite des « 25 ambulances à 7 milliards » qui a particulièrement visé Manaouda Malachie, ministre de la Santé publique au moment des faits jusqu'à nos jours. Pour rappel, elle a été amenée sur la place publique par l'activiste N'zui Manto qui portait des accusations de corruption sur l'achat en urgence du matériel médical dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. L'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards » se veut ainsi une crise dans la crise et, plus important encore, une opportunité pour l'opposition d'attaquer la gestion d'un ministre du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) qui gouverne le Cameroun depuis plus de quarante ans. Sur l'axe du temps, elle est précédée par la crise post-électorale de 2018 marquée par la contestation des résultats par les militant·es et sympathisant·es du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) dirigé par Maurice Kamto.

L'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards » a donné lieu à la production

5. Les linéaments de cette théorie furent exposés par Edward Lorenz dans sa célèbre conférence de 72 intitulé "Predictability: Does the Flap of a Butterfly's Wings in Brazil Set off a Tornado in Texas?" (traduction : « Le battement d'ailes d'un papillon au Brésil peut-il provoquer une tornade au Texas? », Lorenz, 1972). La formulation poétique « effet papillon » est due à son collègue Philipp Merilees qui a choisi ce titre parce qu'Edward Lorenz n'avait pas trouvé de titre à temps pour le 139e congrès de l'American Association for the Advancement of Science (AAAS) qui s'est tenu à Washington D.C. le 29 décembre de cette année.

par les parties prenantes d'une importante collection de technodiscours et constitue désormais un cas d'étude particulièrement éclairant. C'est en réalité un cas relativement rare qu'un ministre en fonction s'implique ostensiblement, en exploitant l'immédiateté des réseaux sociaux numériques, dans la communication de crise pour répondre aux accusations de détournement de deniers publics. La notion de technodiscours est désormais bien ancrée dans le champ des sciences du langage depuis la publication en 2017 de l'*Analyse du discours numérique* de Marie-Anne Paveau. Elle désigne l'ensemble de discours numériques natifs produits à l'interface de l'interaction entre l'humain et les systèmes informatiques. Les technodiscours sont généralement plurisémiotiques ou multimodaux en ceci qu'ils combinent textes, images, sons et technomots (hashtag, tag, URL), et ont principalement pour vocation de circuler sur le web 2.0 (Paveau, 2017, p. 13). « On appelle natives, précise Paveau, les productions élaborées en ligne, dans les espaces d'écriture et avec les outils proposés par internet, et non portées après numérisation d'espaces scripturaux et éditoriaux prénériques aux espaces numériques connectés » (*ibid.*, p. 28).

Le critère de *nativité*, qui sert à caractériser le matériau numérique en analyse du discours numérique (désormais ADN), n'est pas nécessairement pertinent pour les *crisis studies*. Un document numérisé, comme c'est bien souvent le cas avec la divulgation des documents confidentiels sur la toile, peut alimenter une crise et motiver la production de discours numériques natifs. L'intelligence artificielle permet aujourd'hui de démultiplier les possibilités et devrait, dans une certaine mesure, inviter les spécialistes à réinterroger la valeur épistémique de certaines notions et concepts de l'ADN; un travail qui pourrait déboucher, à terme, sur une version 2.0 de ce cadre. Si l'ADN se montre, à certains égards, incapable de proposer des outils pour analyser l'affaire « des 25 ambulances à 7 milliards », c'est justement parce qu'elle n'a pas pour objet l'étude des crises. Il ne peut donc lui être reproché de ne s'occuper, conformément à la stricte tradition linguistique, que de la description et du fonctionnement du matériau langagier natif. Si les théories antérieures à l'ADN et qui s'intéressent tout aussi aux ressources numériques et sémiotiques – telles que les sémiotiques textuelles et sociales (Bertrand, 1984; Bourdon, 1998), les études gestuelles (Calbris, 1985; Calbris & Porcher, 2002), les grammaires de l'image et du visuel (Kress & Leeuwen, 2008; van Leeuwen, 2005) ou les différentes approches multimodales des données naturelles ou fictionnelles (Bateman & Schmidt, 2012; Kerbrat-Orecchioni, 2010; Wildfeuer, 2012) – n'échappent pas à cette critique, elles

bénéficient néanmoins, au même titre que l'ADN, d'un non-lieu dans le procès absurde que j'ai tenté de leur intenter. Au contraire, certains aspects de leurs méthodes, de même que leur métalangage, peuvent être utilisés, moyennant quelques aménagements, pour l'analyse des usages et objets numériques mobilisés pour provoquer, alimenter ou désamorcer les crises 3.0.

Par crises 3.0, j'entends des formes contemporaines de crises informationnelles, politiques ou sociales qui émergent, se déploient ou mobilisent les potentialités du web 3.0⁶, notamment la décentralisation des réseaux de stockage, le développement des technologies avancées de cryptage (blockchain) et l'intelligence artificielle générative (IAG). Elles peuvent apparaître au sein des réseaux sociaux numériques (RSN), mais également naître dans des communautés ou groupes sociaux traditionnels avant de connaître une diffusion rapide dans l'espace numérique, où elles sont amplifiées par les mécanismes du partage multimédiatique et de la viralité. Elles sont susceptibles de reconfigurer les systèmes politiques, économiques, culturels et idéologiques existants. Au niveau structurel, elles se caractérisent par une décentralisation des sources de production (des discours) de crise, une production et une circulation algorithmiquement amplifiées des contenus, une diversification des possibilités d'interprétation et de réappropriation de l'information, ainsi qu'une fragmentation accrue des instances de validation par rapport au web 2.0. Les crises 3.0 apparaissent ainsi plus complexes, plus diffuses et plus difficiles à localiser ou à réguler, dans la mesure où il n'existe plus nécessairement de pôle unique d'influence capable de maîtriser leur propagation, de contrôler leur perception ou d'en arrêter les effets.

L'approche archéologique des crises 3.0

L'archéologie de crise, proposée pour examiner la nouvelle architecture des crises, résonne avec le projet archéologique de Michel Foucault (1992). Pour lui, l'archéologie consiste à mettre au jour les conditions historiques de l'apparition des discours, les régularités qui les traversent et les systèmes

6. Dans cette contribution, le web 3.0 est considéré comme l'espace numérique où s'observent les effets de ces évolutions technologiques.

d'énonçabilité qui rendent certains énoncés possibles à une époque donnée. L'archéologie de crise procède d'un geste analogue lorsqu'elle s'attache à fouiller les couches discursives, numériques et sémiotiques d'une crise afin d'en dégager les règles de circulation du sens, les rapports de force et les mécanismes de légitimation. Comme l'archéologie foucaldienne, elle refuse de considérer les énoncés comme des unités isolées ou transparentes; elle les envisage au contraire comme des traces inscrites dans une mémoire, prises dans des dispositifs et liées à des formations discursives plus vastes. Toutefois, elle se distingue de l'entreprise foucaldienne par son inscription dans l'immédiateté des crises numériques contemporaines et par l'importance qu'elle accorde aux dynamiques de connectivité. Là où l'archéologie du savoir analysait principalement les formations discursives stabilisées dans les archives institutionnelles, l'archéologie de crise travaille sur des artefacts multimodaux instables, liés à l'économie de l'attention caractéristique du web social.

L'archéologie de crise déplace ainsi l'archive vers le terrain mouvant des réseaux socionumériques, où les énoncés sont constamment reconfigurés par la viralité, les logiques algorithmiques et les stratégies d'influence. En ce sens, elle peut être comprise comme une extension opératoire de l'intuition foucaldienne : elle conserve l'idée selon laquelle tout énoncé possède une historicité et dépend de conditions de possibilité (historiques, sociales, politiques, techniques et institutionnelles), mais elle l'adapte à un espace communicationnel marqué par l'accélération, la manipulation informationnelle et la prolifération des traces numériques. L'archéologue de crise devient alors moins un exégète des archives du passé qu'un analyste des stratifications discursives des crises, chargé de reconstruire, dans l'urgence de l'événement ou après un temps de recul, les chaînes de sens qui structurent les narratifs qui y sont associés. Pour ce faire, il adopte une approche qualitative et interprétative, située à la croisée des sciences du langage, des sciences de l'information, de la communication et des *crisis studies*. Celle-ci vise à reconstituer, à partir d'un matériau composite, les dynamiques discursives, médiatiques et stratégiques qui construisent le sens et influencent la perception dans une situation de crise. Il s'agit, dans un premier temps, d'effectuer une fouille numérique qui vise à repérer, collecter, archiver les données afin de constituer un corpus sélectif d'artefacts multimodaux (images, textes, commentaires, vidéos, audios) produits ou recyclés pour envenimer ou orienter les narratifs et influencer l'opinion dans les crises 3.0.

L'approche archéologique des crises 3.0 s'adosse à l'idée que les contenus

numériques ou numérisés – produits ou non à l'aide d'une intelligence artificielle générative – dans une crise constituent des artéfacts multimodaux dont la disposition (*layout*) cache un faisceau de significations. L'artéfact multimodal (AM) est, par conséquent, tout objet pensé et fabriqué par l'être numérique (*homo numericus* ou *homo digitalis*) et qui pourrait être utilisé dans le but de provoquer ou d'influencer matériellement et/ou cognitivement une situation de crise. Une affiche, un discours écrit, un contenu audio, une vidéo, un montage visuel ou un tweet qui circule ou est mobilisé dans une situation de crise afin d'en influencer la perception ou l'interprétation constitue un artéfact multimodal. Leur utilisation potentielle en situation de crise n'est pas suffisante pour caractériser un AM. La qualité d'artéfact multimodal est conférée par la prise en compte de ce matériau dans le travail archéologique des chercheur·es, des journalistes, des consultant·es ou des expert·es en communication de crise. Autrement dit, c'est le diptyque *fouille-archivage* qui transforme effectivement les objets langagiers en artéfacts multimodaux. Ces traces sémio-numériques construisent et orientent le sens par appariement, rapprochement ou opposition des signifiés. Leur collecte, selon la logique de fouille numérique, consiste à les repérer, les archiver et les organiser en fonction de leur circulation, de leur rôle dans la crise ou des objectifs analytiques.

Les AM peuvent avoir été produits dans un contexte neutre et coupé de toute situation de crise. En situation de crise, leurs propriétés neutralisantes ou crisogènes sont métaphoriquement catalysées pour servir de combustibles ou d'extincteurs dans une crise. Dans le travail archéologique, ils constituent, en somme, la totalité du matériau récolté pour l'étude épistémique ou stratégique des situations de crise en vue de leur intelligibilité, d'une part, et dans l'optique de générer, d'autre part, un savoir empirique et/ou décisionnel susceptible d'alimenter, en bout de chaîne, les activités pratiques d'enseignement/apprentissage de gestion de crise, d'analyses stratégiques, les investigations et les consultations diverses. Le positionnement des parties prenantes et des acteurs, l'évolution de la crise et ses phases peuvent être dégagés de leur analyse. Au-delà de ces entrées classiques, l'analyste – professionnel·le ou chercheur·e – cherche surtout à comprendre comment les modalités incendiaires alimentent la crise et infléchissent la courbe interprétative des événements.

L'analyse interprétative vise à étudier la mise en relation des différents artéfacts et leur articulation dans la production d'inférences discursives, communicationnelles et stratégiques. Il est question d'analyser, en d'autres

termes, comment le sens se construit, à partir des enchaînements linguistiques (lexique, syntaxe, implicite, cohérence du texte ou du discours multimodal), dans la totalité ou une partie du matériau collecté (inférences discursives). Il est ainsi possible de s'interroger sur les relations entre ce sens et le contexte extra et intra-crise, les normes sociales, les acteurs impliqués dans la crise et les intentions supposées des énonciateurs (inférences communicationnelles). Les inférences stratégiques, quant à elles, permettent d'expliquer les finalités et les logiques d'action, d'une part, et de dégager les enjeux de pouvoir, d'influence et de positionnement, d'autre part. En substance, l'analyse articule trois niveaux complémentaires (énonciation, contenu et connectivité). Si le niveau énonciatif vise, pour sa part, l'identification des participants-énonciateurs (PE), de leurs postures (offensive, défensive, pro-active, neutre ou passive) et de leurs stratégies discursives, celui du contenu consiste en l'examen des unités de sens contenues dans les artéfacts multimodaux dans l'optique de dégager les thèmes, les récurrences, les nœuds dramatiques majeurs (NDM) ou mineurs (NDm) (Louveau, 2024) et les logiques argumentatives. La posture énonciative des PE peut changer d'un artéfact à un autre, en fonction de son positionnement ou du déroulement de la crise. La passivité est une option à considérer avec le plus grand sérieux, car elle pourrait signifier que la partie prenante ciblée ou citée dans la crise a opté par exemple pour la stratégie de l'abonné absent et a, par conséquent, refusé de produire des AM réactifs. Avec le niveau de la connectivité, l'analyse entend mettre en réseau les artéfacts afin d'identifier les relations (cohérence, contradiction, amplification) qui structurent la dynamique de crise.

La méthode archéologique des crises 3.0 se heurte toutefois à certaines limites qu'il convient d'intégrer à l'analyse en tant que paramètres constitutifs des crises numériques contemporaines. La première limite est la difficulté d'authentification de certains contenus numériques. Celle-ci est désormais accrue avec le développement de l'IAG. La deuxième limite que j'identifie est l'instabilité des données en ligne. Elle se manifeste notamment par la volatilité des contenus numériques : liens morts ou changement d'adresse signalés par l'erreur 404, mises à jour rendant obsolètes ou introuvables les versions précédentes, instabilité du réseau internet et vol des données, etc. La troisième et dernière limite est le risque croissant de manipulation susceptible d'influencer l'interprétation des artéfacts. L'IAG accroît le risque de sortir d'une opération de fouille numérique avec davantage de *deepfakes* et d'infox que de données authentiques, mais elle a multiplié la

capacité de l'*homo numericus* à produire des artefacts multimodaux essentiels au travail archéologique.

La distinction *authentique* vs *faux/manipulés* pour caractériser les artefacts est pertinente d'un point de vue éthique et légal, mais les données appartenant à ces deux catégories sont tout aussi importantes. La prise en compte concomitante des artefacts authentiques, manipulés ou faux participe à l'heuristique de la crise et éclaire, à des fins strictement épistémiques ou stratégiques, l'inflexion interprétative et le jeu de manipulation auquel se livrent les acteurs. L'activité de fouille, d'analyse et de reconstitution des narratifs constitue même la substance de l'idée d'une archéologie de crise. Le cadre proposé refuse l'étiquette passéiste qu'on accole aux sciences archéologiques et patrimoniales puisque les formes de crise qui l'intéressent s'accommodent de l'économie de l'attention : buzz, mêmes, viralité, *doomscrolling* ou défilement morbide, *clickbait* ou pièges à clics, *fear of missing out* (FOMO) ou anxiété de rater quelque chose. Il postule que chaque énoncé – qu'il soit numérique ou non – est historiquement situé et que cette historicité conditionne à la fois ses modalités d'analyse et son intelligibilité. Ce faisant, l'archéologie de crise explore dans le temps de l'événement les racines de la crise en la liant au passé dans l'optique de préparer diverses projections (sémantique, stratégique, analytique, etc.). Elle peut ainsi se lire comme un cadre d'analyse utile et complémentaire des approches classiques de la communication de crise (Combalbert & Delbecq, 2012; Jouas & Doussot, 2020; Libaert, 2001; Pagès, 1991; Pieter, 1991; Revéret & Moreau, 1997; Sartre, 2003), mais qui revendique surtout la rigueur descriptive des théories sémiolinguistiques appliquées au numérique.

Une lecture sommaire de l'affaire dite des « 25 ambulances à 7 milliards » révèle un enchevêtrement du politique dans le sanitaire, le niveau politique pouvant lui-même révéler d'autres histoires politiques. Les énoncés de crise se nourrissent plus ou moins implicitement de la mémoire du passé. Traitée comme une mémoire discursive en analyse du discours, elle renvoie à l'« ensemble des énoncés qu'un sujet reprend, répète, reformule, etc. [...] qui, probablement pour de nombreuses raisons, fonctionnent comme une des conditions de production de tel énoncé déterminé ou comme élément à prendre en compte pour l'interpréter » (Possenti, 2011, paragr. 17). Je tâcherai d'en montrer le fonctionnement avec mon corpus.

Le corpus de l'affaire dite des « 25 ambulances à 7 milliards »

J'ai retenu dix-sept documents, après la fouille, pour constituer le corpus de l'affaire dite des « 25 ambulances à 7 milliards ». Il s'agit d'un corpus qualitatif et raisonné qui donne à voir, à partir de la mise en réseau des artéfacts multimodaux, l'épicentre de la crise, les parties prenantes, la construction des narratifs d'accusation et de justification de Manaouda Malachie, mis en cause, et les stratégies sous-jacentes. Le corpus « 25 ambulances » est antérieur à l'intelligence artificielle générative et aurait pu comporter bien plus de documents. L'artéfact multimodal central est un photomontage (AM-21-0) qui a circulé en 2021, précisément dans les espaces de discussion WhatsApp, et dont l'histoire numérique ne peut malheureusement pas être retracée à l'aide des outils de recherche d'image inversée (TinEye, Google Lens/Images, Bing Visual Search, Yandex Images, etc.). Sur l'axe du temps, l'artéfact a été produit après l'annonce du premier cas de COVID-19 au Cameroun (5 mars 2020) et est fortement lié à la signature de l'accord pour le renforcement du système de santé dans la lutte contre la COVID-19 (23 juillet 2020). Le photomontage est composé de deux images, de ce qui ressemble à un titre (Manaouda MALABANDIT) et d'un texte informatif écrit dans un style télégraphique : « 25 ambulances = 7 milliards Fcfa / 1 ambulance coûte / 280,000,000 fcfa !!! ». L'image du haut du photomontage montre Manaouda Malachie assis, masque accroché aux oreilles, au volant d'une Toyota. Sur l'image du bas, on peut voir des ambulances de marque Toyota alignées les unes à côté des autres.

L'artéfact multimodal central permet de positionner et d'organiser les autres documents du corpus sur la matrice temporelle en trois groupes. On a tout d'abord les documents produits au temps de l'événement fixé (2021) par l'artéfact multimodal central (AM-21-0) :

- une capture d'écran d'un tweet sur les mesures barrières, publié à 23h30 le 26 février 2021 (AM-21-1);
- une capture d'écran d'un tweet de justification, sans métadonnées temporelles, sur l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards » d'un compte visiblement vérifié de Manaouda Malachie (AM-21-2);
- une note d'information sur l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards » signée du chef de la cellule de communication du ministère de la com-

munication (AM-21-3 et AM-21-3');

- une capture d'écran d'une page Facebook, attribuée au MRC mais dépourvue de badge de vérification, accusant le 30 mai 2021 à 14h30 le fils (Bidzogo Ndonga Bienvenue) du président du groupe parlementaire RDPC d'avoir géré un milliard huit cent quatre-vingt-dix-sept millions sept cent dix-neuf mille cinquante francs CFA des fonds COVID; le message est signé de l'activiste N'zui Manto, pour les services secrets de la résistance (SSR), un mouvement apparu sur la scène publique lors de l'élection présidentielle de 2018.

On citera ensuite les événements antérieurs à l'artéfact multimodal central. J'ai exclusivement sélectionné ici quatre interpellations directes des internautes adressées au ministre Manaouda Malachie sur Twitter (actuellement X) au plus fort de la pandémie de COVID-19 (AM-20-1, AM-20-2, AM-20-3, AM-20-4).

Trois documents sont postérieurs à la production de l'artéfact multimodal central. Il s'agit des artéfacts multimodaux :

- AM-22-1 qui dénonce le 20 août 2022 sur une page Facebook attribuée à la chaîne de télévision Équinoxe TV la poursuite des actes répressifs envers les militant·es du MRC dans la ville de Bafoussam;
- l'AM-22-avril22 qui est une couverture du roman *Damba Na Sense. Une Idylle au cœur du Covidgate* publié en 2022 et dont l'auteur est N'zui Manto;
- l'AM-22-après22avril qui montre N'zui Manto feuilletant son roman.

Le troisième et dernier groupe est celui des artéfacts multimodaux non datés (AM-ND) dont certains peuvent implicitement être considérés, au regard des indices internes, comme étant antérieurs (AM-ND-0, AM-ND-4) à l'artéfact multimodal central ou produits pendant la période COVID (AM-ND-3) :

- une self-image du lanceur d'alerte N'zui Manto (AM-ND-0), en lunettes de soleil et en veste au motif de panthère, qui s'est fait connaître en 2017 pour ses dénonciations des conditions de vie des migrant·es au Maghreb⁷;

7. Josiane Kouagheu, 6 février 2024, « Cameroun : N'Zui Manto, lanceur d'alerte à l'ori-

- une image non datée d'une autre variante du logo des SSR (AM-ND-1) avec le slogan « God's eyes »;
- une vidéo non datée de Manaouda Malachie et son épouse faisant la fête avec des invité-es (AM-ND-2);
- une self-vidéo non datée, visiblement enregistrée pendant la période COVID, de Manaouda Malachie avec un masque et son épouse, les deux reprenant une chanson religieuse dont les premières paroles sont « Je laisse tout à Dieu oooh » (AM-ND-3);
- une photo scannée et non datée de Manaouda Malachie et son épouse avec un logo sur lequel on peut lire : « NDAMBA NA SENSE / God's eyes / SSR » (AM-ND-4).

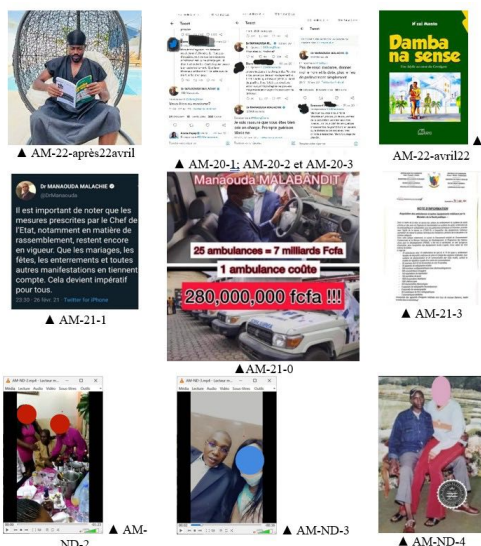


Planche 1. Mosaïque sélective des documents du corpus « 25 ambulances »

Le corpus « 25 ambulances » (Tio Babena, 2026) – dont la mosaïque sélective des données est présentée sur la planche 1 – peut être consulté à partir

gine de l'affaire Bopda et justicier de la Toile », https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/02/06/cameroun-n-zui-manto-lanceur-d-alerte-a-l-origine-de-l-affaire-bopda-et-justicier-de-la-toile_6215077_3212.html. Dernière consultation 27/04/2026.

de l'identifiant pérenne <https://doi.org/10.5281/zenodo.19822626>. Avant de procéder à une lecture croisée des documents qui le constituent, il faut relever que le poste de ministre de la Santé publique au Cameroun s'adosse à un héritage historique crisogène, de telle sorte que sa seule évocation réactive la mémoire de quelques scandales et luttes politiques notoires relatifs à ce ministère.

Analyse archéologique de la crise des « 25 ambulances à 7 milliards »

Je peux à présent m'atteler à analyser l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards » avec les outils théorico-méthodologiques présentés dans la partie précédente. Il est question d'effectuer une lecture stratifiée de cette crise, en mettant au jour les différentes couches discursives, historiques et politiques qui en conditionnent l'intelligibilité. L'analyse de cette affaire révèle sa configuration complexe, nourrie par une mémoire crisogène, des tensions politiques antérieures et des pratiques communicationnelles spécifiques. Elle ne peut donc être considérée comme un événement isolé. L'objectif de l'analyse est de reconstituer, à partir du corpus constitué, les mécanismes d'attaque, de riposte et de mise en récit qui structurent cette crise enchâssée, tout en mettant en évidence les inférences qui visent à orienter la perception de l'opinion.

Le passif crisogène du poste de ministre de la Santé au Cameroun

L'histoire des scandales sanitaires (Raoult, 2020; Schaller et Razanamahay-Schaller, 2009; Simon, 2006) explique, d'une manière générale, la méfiance affichée d'une partie de l'opinion à l'égard de l'institution sanitaire. L'institution rassure et inquiète en même temps. Elle peut certes fournir des résultats (pénicilline, vaccins, anesthésie, imagerie médicale, structures de l'ADN, etc.) qui changent radicalement le quotidien des populations, tout comme elle peut être responsable de controverses. Pour exemplifier le dernier cas,

je mentionnerai au passage de l'affaire du VIH inoculée à des prostituées à Douala, une affaire passée sous silence par la communication officielle de l'État et sur laquelle il n'existe pas, à ma connaissance, des archives officielles ouvertes (Lescot, 2020; Siewe, 2005). Le ministère de la Santé publique au Cameroun, bon gré mal gré, hérite de ce triste patrimoine qui fait désormais partie de son histoire – une histoire non assumée certes, mais qui reste néanmoins un combustible qui pourrait alimenter les théories complotistes ou tout autre projet de décrédibilisation. Les rumeurs sur les détournements des fonds alloués à la lutte contre le SIDA⁸ s'inscrivent dans le même paradigme. Je veux ici faire remarquer que l'héritage historique de l'institution de santé – dans le monde en général et au Cameroun en particulier – fait du poste de ministre de la Santé (Minsanté) un poste en tension dans la mesure où les décisions prises par ce dernier affectent le bien-être collectif, mais aussi, et surtout, parce que les questions sanitaires impliquent des enjeux économiques et/ou géostratégiques importants (Boniface, 2020; Borrell, 2021; Cambon, 2020; Ngoie Mbayo, 2021).

Une brève histoire des deux successions antérieures à Manaouda Malachie corrobore l'idée que le poste de Minsanté est en tension au Cameroun. L'incarcération d'Urbain Olangoua Awono pour des faits de détournement de fonds après son passage à la tête de ce ministère de 2001 à 2006 suffit à le montrer. Bien que n'ayant pas été inquiété, des rumeurs similaires ont circulé sur son successeur André Mama Fouda (2006-2019) à la fin de son magistère. Manaouda Malachie arrive donc dans un contexte où l'image du ministre de la Santé est plus ou moins celle d'un (potentiel) détournement de l'argent destiné à la gestion des crises sanitaires. Il doit de surcroît faire face à la crise de la qualité informationnelle, devenue chronique avec la prolifération des *infix* et *deepfakes* dans les réseaux sociaux. C'est ce qui explique probablement l'image d'hypercommunicant qu'il a arborée dès sa prise de fonction. J'y reviendrai plus loin. Pour l'heure, retenons que Manaouda Malachie prend les rênes du ministère de la Santé dans un contexte où il est inscrit dans la mémoire collective que les responsables qui en assurent la gestion sont souvent perçus comme des prévaricateurs.

Par ailleurs, j'aimerais enjamber le pont qui unit les sciences humaines et sociales pour proposer une lecture de sociologie politique à partir de l'idée de poste en tension. En fait, les observateurs et observatrices de la scène

8. Lire Akono (2006) et l'article Anonyme (2015) du journal *The New Humanitarian*.

publique divisent le Cameroun en cinq zones d'influence politique : (1) le Grand Nord qui couvre les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua; (2) le Grand Sud qui va de l'Est au Sud en passant par le Centre; (3) la zone anglophone constituée de deux régions, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest en l'occurrence; (4) la région de l'Ouest et (5) la région du Littoral. Après le règne de Laurent Esso (2000-2001) – originaire du Littoral –, le poste de ministre de la Santé a été conservé par le Grand Sud sur deux mandats (Olanguena Awono et Mama Fouda)⁹. En affinant l'analyse, il ressort que le magistère de la santé publique a été tenu huit fois sur dix-sept depuis les indépendances par le Grand Sud (André Mama Fouda, Urbain Olanguena Awono, Charles Etoundi, Titus Edzoa, Joseph Owona, Joseph Mbede, Hubert Nkoulou, Athanase Etene Oloa) contre une seule fois pour le Grand Nord actuellement représenté par la figure de Manaouda Malachie. La prise en compte des données antérieures à l'indépendance révèle que le Grand Nord n'a eu que deux ministres (Manaouda Malachie et Adama Haman), ce qui demeure très inférieur au poids du Grand Sud et ne remet pas en cause sa position dominante.

Si on peut être tenté de considérer ce recours à la sociologie des équilibres politiques sur fond ethnique comme étant une approche raciste et discriminante, on ne perdra pas de vue que cette lecture reflète le fonctionnement réel du paysage politique camerounais¹⁰; lequel est marqué par la prise en compte des entités ethniques et sociologiques dans la gestion et la répartition des postes et responsabilités tant au niveau politique qu'administratif. Les remaniements ministériels sont généralement du poste pour poste et donnent l'impression que chaque ministère est géré par une entité ethnique ou sociopolitique. Eu égard à cette politique, l'on peut avancer que le Grand Sud semble avoir perdu son influence traditionnelle, un constat qui met virtuellement en tension le poste de ministre de la Santé publique. Le modèle politique de l'équilibre repose, par conséquent, sur un équilibre instable maintenu par les alliances et les compromis sociopolitiques. L'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards » a trouvé dans ce passif crisogène, associé

9. Les données utilisées dans ce paragraphe sont tirées du site officiel du Ministère de la Santé : <https://www.minsante.cm/site/?q=fr/content/historique>

10. Voir le n° 2163 du jeudi 24 juillet 2025 et le n° 2294 du 16 février 2026 du journal *L'œil du Sahel* qui ont respectivement pour une « Préfectoral/gâteau national. La carte des préfets par région » et « Gâteau national. La répartition des positions de pouvoir par département ».

au poste de ministre de la Santé, un terreau fertile pour remettre en question la gestion de Manaouda Malachie. En outre, l'espace public camerounais avait déjà été secoué par la contestation des résultats de la présidentielle d'octobre 2018, une crise qui a précédé la pandémie de COVID-19.

L'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards » dans le sillage des tensions post-électorales d'octobre 2018

Les tensions post-électorales de la présidentielle d'octobre 2018 s'inscrivent en partie dans le sillage de la politique de l'équilibre sociologique que j'ai évoquée en amont. L'ethnie s'est invitée dans la conquête du pouvoir au plus haut niveau avec les joutes verbales opposant les Bamilékés de l'Ouest au groupe Fang-Beti du Grand Sud. Au-delà de la haine tribale (Tio Babena, 2021) – dont les soubresauts secouent l'espace politique de façon intermittente –, ce qui m'importe dans cet événement politique c'est le rôle des officines durant cette élection.

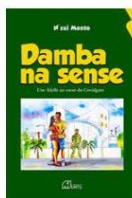
L'expression *officine politique*, au sens où je l'emploie, apparaît dans les pratiques et le lexique politiques entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle. Elle n'est pas pour autant nouvelle dans le champ politique, dans la mesure où l'exercice du pouvoir a, de tout temps, été confronté à la préparation clandestine de projets de déstabilisation et à diverses machinations politiques. Le développement des médias socionumériques a rendu le phénomène plus visible à travers les fuites de documents confidentiels, la production d'infos, la délation et la « lapidation » du personnel politique sur la place publique numérique et médiatique. On a vu à l'œuvre les officines politiques dans le duel qui opposait le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti au pouvoir, et le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), principal parti d'opposition, pendant et après l'élection présidentielle d'octobre 2018.

L'action des « services secrets de la résistance » a été particulièrement virulente dans ce jeu de cyberharcèlement politique, notamment dans l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards ». Les archives numériques rap-

prochent explicitement cette officine du MRC (voir l'artéfact AM-21-4)¹¹, mais il importe de souligner à grands traits que ce parti politique n'a jamais officiellement reconnu cette organisation bien que celle-ci revendique sans ambages sa proximité idéologique avec lui. Précisons toutefois que les outils que j'utilise ne me permettent pas d'affirmer ou d'infirmer une quelconque collaboration entre le MRC et les SSR. Par ailleurs, sur le rapport entre les deux organes, je ne suis pas en mesure d'aller plus loin puisque cette analyse n'est pas une note de renseignement et l'archéologie de crise, au demeurant, ne saurait se substituer à l'arsenal analytique des services de renseignement. Quoi qu'il en soit, la première organisation (MRC) dispose d'une existence légale alors que la seconde (SSR), qui se serait mise elle-même au service de la première, fonctionne comme un instrument de propagande qui n'a pas d'existence légale et dont le terrain d'action est l'espace numérique.



AM-ND-4. Logo des SSR avec la mention « Ndamba na sense »



AM-22-avril22. Livre *Damba na sense* de N'zui Manto



AM-22-après22avril. N'zui Manto lisant son livre



AM-ND-0. N'zui Manto en costume de panthère

Planche 2. Mise en réseau des modalités construisant la figure de l'officine SSR

Les documents du corpus que j'ai constitué pour l'archéologie de la crise des « 25 ambulances à 7 milliards » indiquent que Manaouda Malachie a été la cible des SSR dans la guerre communicationnelle du « Covidgate ». C'est à ce titre que les SSR retiennent ici l'attention. En résumé, l'affaire que je passe au crible, avec entre autres les méthodes de la linguistique légale, concerne un responsable politique toujours en fonction et une officine politique sur laquelle on peut coller un visage. La mise en réseau des artéfacts AM-ND-4, AM-22-avril22, AM-22-après22avril et AM-ND-0 du dossier établit sans l'ombre d'un doute que le web-activiste N'zui Manto dit la panthère¹²

11. Capture d'écran d'une fausse page MRC.

12. Voir le vêtement du document AM-ND-0.

est la figure de proue des SSR. Pour autant, la déduction selon laquelle la crise met aux prises Manaouda Malachie *versus* N'zui Manto n'est pas fondée. Un autre faisceau relationnel relie toutefois, une fois de plus, le second protagoniste au MRC (voir l'artéfact AM-21-4). Rappelons que le premier protagoniste est membre du RDPC; l'on retrouve à nouveau les deux partis politiques en compétition derrière ces deux figures. Cette toile met déjà en relief quelques inférences susceptibles d'être consignées dans une note politique d'archéologie de crise. Il serait difficile de développer cet aspect dans le cadre restreint de la présente proposition.

L'hypercommunication de Manaouda Malachie ou le ventre mou de la riposte ministérielle

Le troisième et dernier constituant de la mémoire discursive de l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards » est l'hypercommunication (Bockaert, 2017) du ministre de la Santé publique qui a marqué le début de son magistère. Elle est comprise comme la présence prononcée de ce dernier dans les réseaux sociaux numériques – notamment sur Twitter devenu X –, des interventions réactives caractérisées par l'immédiateté et un grand nombre d'échanges informationnels en direction du grand public au détriment des canaux traditionnels. L'hypercommunication de Manaouda Malachie marquait ainsi une rupture avec la tradition consistant à centraliser la communication gouvernementale au niveau du ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement. Habituellement, chaque département ministériel confie ses éléments de langage à ce dernier ou l'associe aux événements de communication à l'instar des conférences et autres points de presse. Manaouda Malachie a rompu ce schéma et a été aidé en cela par l'urgence de la COVID-19 survenue un an après sa prise de fonction. Il fallait informer en temps réel pour éduquer, mais surtout rassurer les populations qui étaient en quête de réponses. Dans les artéfacts AM-20-1, AM-20-2, AM-20-3 et AM-20-4 du corpus « 25 ambulances », on peut par exemple le voir répondre à des twittos inquiet-es. Le Minsanté s'est donc forgé l'éthos d'un ministre proche des populations. Sa maîtrise des outils numériques et son âge relativement jeune dans un gouvernement vieillissant en ont quasiment fait une figure populaire auprès des internautes (artéfacts AM-20-3 et AM-20-4) qui n'ont pas manqué

d'y voir une figure montante du parti au pouvoir à l'heure où la succession du président Biya occupe les esprits (Tio Babena, à paraître).

L'hypercommunication ministérielle, dans un contexte où le silence est une forme de communication de pouvoir (Modzom, 2019), a constitué, comme je l'ai suggéré, le talon d'Achille de Manaouda Malachie lors des attaques des SSR. En période de crise, cette présence excessive peut potentiellement augmenter la vulnérabilité de l'*homo numericus* comme le montrent Hétier et Blocquaux (2021) avec leur étude des effets des différents confinements sur la population estudiantine. Dans l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards », cette vulnérabilité émerge avec l'appariement de certaines modalités des artéfacts du corpus. La pièce AM-ND-2 indique qu'il s'agit d'une fête privée, élément de signification qui la rapproche de la pièce AM-ND-3 – qui est elle-même, visiblement, un document privé. Et dans les pièces AM-ND-2, AM-ND-3 et AM-ND-4, l'on note la présence de la même femme (son épouse) aux côtés de la cible des attaques à une époque où il n'était visiblement pas encore ministre (AM-ND-4), mais également pendant son magistère (cf. « Monsieur le ministre » entendu dans la pièce AM-ND-2). La musique jouée dans cette vidéo peut davantage affiner l'interprétation si l'on veut approfondir l'analyse.

Par ailleurs, l'appariement amène à remarquer que la pièce AM-21-1 – produite probablement au début de la crise pour sensibiliser les populations au respect des mesures barrières – a été intégrée au dispositif d'attaque des SSR afin de mettre en évidence, ou de faire croire à, une contradiction avec la pièce AM-ND-2. La contradiction et la manipulation sont donc les stratégies induites de l'appariement de ces artéfacts dans la mesure où les verbes « montrer » (a) et « faire croire » (b) impliquent deux procès différents et donc, deux types d'attitudes résultatives. En (a), l'analyse – après avoir établi l'authenticité de la pièce AM-21-1 et sa réalisation pendant la période de confinement – aboutit à la conclusion qu'il y a effectivement contradiction et violation de l'interdiction d'organiser tout événement festif émise par Manaouda Malachie lui-même. En (b), une confirmation de ce que la pièce AM-ND-2 (fête privée) est antérieure au premier cas de COVID-19 détecté au Cameroun (5 mars 2020) amènera à conclure à une manipulation. Le factitif « faire croire » s'impose alors comme l'hypothèse la plus plausible. Dans l'incapacité de situer la pièce AM-ND-2 dans les bornes temporelles des phases aiguë et chronique de la pandémie COVID-19 – c'est effectivement le cas au stade actuel de ce travail archéologique –, l'analyse ne saurait donc exclure l'une des deux conclusions.

Discussion

Cette dernière partie propose une critique des apports du cadre proposé, notamment en ce qui concerne la compréhension des dynamiques de connectivité entre artefacts multimodaux et la production d'inférences en contexte de crise. Elle entend également interroger les fragilités inhérentes à ce type d'approche, en particulier face aux enjeux contemporains liés à la manipulation de l'information, à l'instabilité des ressources numériques et à la montée en puissance des technologies de falsification.

Apports et limites de la connectivité dans l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards »

L'analyse des modalités d'AM implique automatiquement celle de la connectivité. Le sens de cette dernière, dans le cadre théorique qui est en cours d'échafaudage, commande aussi bien une mise en réseau des pièces du dossier que la mise en relief des éléments de signification. Les lignes tracées par cette mise en liaison constituent des pistes interprétatives susceptibles d'être réinvesties dans la phase d'exploitation opérationnelle des résultats de l'analyse. Il n'est pas aisé de proposer, dans cet espace, de fines analyses de contenu sur l'affaire qui m'intéresse. Tout dépend en réalité des objectifs archéologiques de départ, de la qualité des données, du réseau de significations, mais aussi de l'analyse proprement dite. L'archéologie de crise ne perdra pas de vue que l'inflexion interprétative pourrait avoir été manipulée en amont par une officine comme c'est très souvent le cas des infodémies. Par inflexion interprétative, il faut entendre la courbe dessinée par les liaisons du réseau des artefacts multimodaux et dont le but est d'inférer une intention communicative, des effets de sens ou faire croire à une interprétation particulière par les participants-énonciateurs impliqués dans la crise. Il n'est donc pas étonnant qu'une analyse de contenu produise des résultats lacunaires ou erronés à l'heure où les *deepfakes* gagnent du terrain dans l'espace numérique grâce aux progrès de l'intelligence artificielle. En tous les cas, la prudence vaut mieux qu'une prétention orgueilleuse à mener une enquête de type holmésien. Il s'agit d'alerter les praticien·nes de l'archéologie de crise sur la marge d'erreur interprétative dans la pratique de l'activité. La mani-

pulation de Colin Powell le 5 février 2003 devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies pour justifier la guerre en Irak est un cas illustratif de tromperie bâtie sur un faux artéfact. Le FBI et ses partenaires occidentaux n'étaient pas à l'abri d'une erreur d'appréciation dans l'incident diplomatique causé par l'immobilisation de l'avion du président bolivien et orchestré par Wikileaks dans la cavale d'Edward Snowden, l'ex-agent de la CIA devenu lanceur d'alerte¹³.

La stratégie des services secrets de la résistance consiste globalement à attaquer le ministre de la Santé publique sur le détournement d'une partie des 7 milliards destinés à la lutte contre la COVID-19 (voir la pièce AM-21-0). Pour ce faire, le participant-énonciateur SSR pointe d'abord du doigt la contradiction des artéfacts multimodaux AM-21-1 et AM-ND-2. Le projet énonciatif latent, construit sur la pièce AM-ND-2 qui a fuité dans les réseaux sociaux, était alors de faire porter à la cible le costume du mauvais pasteur qui demande à ses ouailles de faire ce qu'il dit et non ce qu'il fait.

Même si le cadrage en selfie pourrait nourrir le soupçon que le ministre est responsable de diffusion de la pièce AM-ND-3 dans la médiasphère, il n'existe pas à ma connaissance une trace numérique qui corrobore cette hypothèse. Selon qu'on se positionne du côté de ses soutiens ou de celui de ses détracteurs, l'appréciation de cette pièce peut varier. Pour les premiers, le ministre revêt l'éthos d'un croyant vilipendé, qui se remet à Dieu (cf. les paroles de la chanson) et qui peut toujours bénéficier du soutien de son épouse dans les moments difficiles. C'est, en somme, un homme à qui « les forces tapies dans l'ombre¹⁴ » en veulent, selon une lecture favorable au ministre. Le cache-nez, que les deux protagonistes de la vidéo portent, situe l'artéfact dans l'année COVID. On peut, dès lors, se demander si cette vidéo n'a pas été réalisée avec l'intention de sensibiliser indirectement contre la COVID-19. Quand bien même cela serait le cas, la vidéo reste questionnable. Les fouilles ne permettent pas d'y trancher en tout cas. En revanche, il est certain que la vidéo a été réalisée dans un cadre privé, un fait qui crédite l'hypothèse d'un vol de données ou d'un piratage dans l'hypothèse où le participant-énonciateur SSR est responsable de sa diffusion. Les SSR peuvent

13. Il s'agit de la mobilisation de l'avion d'Evo Morales en juillet 2013, soupçonné d'avoir voulu aider Edward Snowden. Lire un résumé de l'affaire ici : <https://www.monde-diplomatique.fr/2013/08/MORALES/49552>.

14. C'est une rhétorique très souvent utilisée dans la communication gouvernementale au Cameroun pour se défendre des attaques.

ainsi s'en servir pour tracer une courbe communicative qui crédibilise leur compétence. La diffusion de la pièce AM-ND-4, avec l'emblème des SSR, renforce cette idée, car l'artéfact multimodal ressemble fort à une photographie scannée. La connexion de cette pièce avec les pièces AM-22-après22avril et AM-22-avril22 apporte la confirmation, comme nous l'avons dit en amont, que N'zui Manto, auteur de la fiction *Damba Na Sense. Une Idylle au cœur du Covidgate* écrite en camfranglais, est le maître d'orchestre de la campagne « 25 ambulances à 7 milliards ». Qu'il en soit à la manœuvre ne démontre pas, pour autant, la véracité du contenu informationnel de cette pièce.

Retour sur la question légale de l'affaire

Je voudrais, avant que d'interroger la question légale de l'affaire qui m'intéresse, rappeler rapidement que je me suis donné pour objectif d'examiner, à l'aide d'outils développés dans le cadre de l'archéologie de crise, comment les officines ont participé à la délégitimation de Manaouda Malachie dans l'affaire dite des « 25 ambulances à 7 milliards ». Ce faisant, j'interpelaï ainsi indirectement la linguistique légale non pas pour prononcer une décision de justice sur cette affaire, mais simplement parce que cette dernière pose une question légale d'ordre communicationnel que j'ai reprise dans le sous-titre de la conférence¹⁵ dont est issu ce texte. Les artéfacts multimodaux du dossier révèlent un problème langagier qui fait écho au judiciaire. La question légale n'est pas la question de droit encore appelée problème juridique. Elle désigne, en effet, la manière dont les faits langagiers soulèvent des problèmes aux conséquences juridiques, mais également l'objet forensique sur lequel travaille le ou la linguiste dans l'optique de formuler, au besoin, un avis d'expert-e.

L'accusation de Manaouda Malachie est sous-tendue par les modalités de l'artéfact central AM-21-0. Le participant-énonciateur SSR a forgé un patronyme-valise¹⁶ (MALABANDIT) à partir du nom du mis en cause (Malachie) et du mot « bandit ». L'intention affichée, dans le titre de cette affiche,

15. « Comment les officines ont-elles participé à la délégitimation de Manaouda Malachie ? »

16. Un mot-valise est mot formé des morceaux de deux ou plusieurs mots.

est d'amener les cyberparticipant·es à inférer que Manaouda Malachie est un bandit à col blanc. L'objet de l'accusation y est même clairement mentionné. D'un point de vue juridique, cet acte de communication pose, d'une part, une affaire présumée de détournement de deniers publics portée sur la place publique par le participant-énonciateur SSR. Pour la défense, l'on peut envisager un procès en diffamation. Je note subrepticement que ces deux problèmes juridiques sont traités dans la loi n° 2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code pénal, notamment en ses articles 184, 152, 154, 305 et 306.

Le choix d'accuser Malachie sur la place publique, plutôt que dans les tribunaux, peut être discuté sous diverses coutures. Il faut retenir cependant qu'il est stratégique dans la mesure où il érige symboliquement l'opinion publique en juge. Puisqu'il est probable que l'opinion s'en trouvera divisée dans un tel projet, on s'imaginera alors que les détracteurs du ministre endosseront la robe d'avocat de l'accusation tandis que ses soutiens adopteront la posture de la défense. La communication, en tant qu'acte d'accusation, crée une demande sociale susceptible de justifier une expertise relevant de la linguistique judiciaire¹⁷. À cet effet, l'affaire amène à se demander comment le participant-énonciateur entend SSR prouver ses accusations. Quel effet cette accusation a-t-elle eu sur la riposte communicationnelle de Malachie? Que peut-on enfin déduire de la posture énonciative de celui-ci?

Les artéfacts multimodaux diffusés dans le cyberspace par les SSR n'apportent pas la preuve qu'une ambulance a effectivement coûté 280 000 000 de francs CFA comme le présume la pièce AM-21-0. Aucune facture, ni de bon de commande allant dans ce sens n'ont été découverts lors des fouilles numériques : une pièce de cette nature aurait très certainement pu constituer le joker dans la communication stratégique des SSR. La publication d'un pareil document aurait toutefois nécessité une authentification. En l'absence d'une pièce de cette nature, la stratégie des SSR a consisté à publier des documents relevant de la sphère privée (vidéo de fête, self-vidéo, photo) de la cible. Le slogan « God's Eyes » – inscrit sous les logos de l'officine SSR (AM-ND-1 et AM-ND-4) – prend alors toute son importance. Toutes choses considérées, il s'agit d'une stratégie de manipulation de l'opinion qui consiste à faire croire que si les SSR ont la capacité d'« observer » Manaouda

17. Voir le numéro 132 de la revue *Langage et société* sur le thème « Linguistique légale et demande sociale : les linguistes au tribunal » : <https://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2010-2.htm>

Malachie dans son cadre intime, alors ils disposent probablement des éléments de preuve de son présumé détournement d'une partie des 7 milliards dépensés dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. L'officine a bénéficié, dans son entreprise, du partage compulsif des internautes pour diffuser largement ce qui n'a jusqu'ici valeur d'infox.

Le participant-énonciateur SSR introduit subtilement des biais cognitifs dans le processus inférentiel par lequel « l'auditoire infère les intentions du communicateur à partir des indices que celui-ci lui fournit précisément à cette fin » (Sperber et Wilson, 1989, p. 42). Le *modus ponendo ponens* « Si P alors Q » procède par une suite de propositions d'apparence logique qui s'intriquent et débouchent fallacieusement à la conclusion de la culpabilité de Manaouda Malachie. Le schéma manipulateur pose d'abord une proposition (a) qui énonce implicitement les compétences des services secrets de la résistance. Il introduit ensuite un premier biais cognitif (b) en profitant de la vraisemblance de la proposition (a). La compétence ne saurait se réduire ici à la publication de quelques documents privés. Le procédé manipulateur est achevé par l'usage d'un second biais cognitif dans lequel le participant-énonciateur SSR fait passer l'accusation de détournement comme allant de soi à partir de la prétendue validité des propositions (a) et (b) de telle sorte que si (a) est « vraie », (b) l'est aussi même s'il n'a pas de lien logique avec la proposition précédente et la vérité de la proposition (c) n'aura donc pas besoin d'être établie puisque sa condition de vérité est tributaire de la validité de (b) qui est elle-même validée par (a).

- (a) **Si P** « les SSR publient les documents privés (voir les pièces AM-ND-2, AM-ND-3 et AM-ND-4) de Malachie » **alors Q** « les SSR sont alors compétents »;
- (b) **Si P** « les SSR accusent Manaouda Malachie de détournement d'une partie des 7 milliards (voir la pièce AM-21-0) » **alors Q** « les SSR ont forcément les preuves en raison de (a) »;
- (c) **Si P** « Malachie a détourné une partie des 7 milliards (aucune pièce pour soutenir cette proposition) » **alors Q** « c'est vrai parce que (b) est établie et validée elle-même par (a) ».

Comme on peut le voir, il n'y a en effet aucune relation logique fondée entre les termes des raisonnements (a) et (b) qui renforcent et soutiennent la conclusion (c), car les documents dont on parle en (a) n'ont aucun lien avec ceux qui pourraient valider le raisonnement (b). À ce stade de l'analyse, il

peut être soutenu, à ce stade de l'analyse, que l'acte de communication (c) présente plusieurs caractéristiques associées à un discours potentiellement diffamatoire. Ce dernier vise à « faire croire » à l'opinion que l'artéfact central AM-21-0 apporte une information alors que celle-ci n'est pas, en réalité, appuyée de preuves.

Par ailleurs, en réagissant à ces accusations par les pièces AM-21-2, AM-21-3 et AM-21-3', Manaouda Malachie s'engage dans un processus de justification de l'utilisation des 7 milliards. Il affirme ainsi que la communication des SSR est une campagne de sabotage et d'infox et amène l'opinion à inférer, par conséquent, qu'il est diffamé. Si les choses étaient si simples, sa stratégie aurait stoppé net les attaques des SSR. Cette stratégie apparaît peu adaptée, car la justification seule ne suffit pas à enrayer une dynamique accusatoire déjà installée dans l'espace public, notamment en l'absence d'un dispositif structuré de restauration d'image. Il ne s'agit pas de dire qu'elle fut inutile puisque cette dernière répond aux attentes du jeu démocratique. Mais elle aurait dû être couplée, si tant est que le ministre soit sincère et qu'il possède les preuves qui valident le contenu des pièces AM-21-2, AM-21-3 et AM-21-3', à une stratégie de réparation d'image, une lacune que la théorie de la restauration d'image de William L. Benoit (1995) aurait permis de combler.

Conclusion

La conférence dont est issu ce texte a servi de prétexte pour poser les bases de l'archéologie de crise, un essai théorique qui apporte une perspective nouvelle dans l'analyse des crises 3.0. La démarche archéologique met l'accent sur la collecte et la mise en réseau d'artéfacts multimodaux comme condition d'intelligibilité des dynamiques de crise. Elle montre que le sens ne réside pas dans les énoncés pris isolément, mais dans leur agencement, leur circulation et les inférences qu'ils autorisent. L'idée n'est pas nouvelle en soi, mais l'approche entend se démarquer par les outils qu'elle propose, et par son potentiel analytique et opérationnel. Ce positionnement épistémologique amène à envisager la crise comme un espace de production discursive situé, structuré par une mémoire et orienté par des logiques d'acteurs, où l'analyse doit nécessairement composer avec l'instabilité des ressources numériques et les risques de manipulation.

Appliquée à l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards », cette grille de lec-

ture en construction a permis de mettre au jour une crise enchâssée, alimentée par un passif crisogène institutionnel, des tensions politiques héritées et des stratégies communicationnelles concurrentes. L'analyse a révélé comment les artéfacts du corpus, par leur mise en relation, construisent des narratifs d'accusation et de défense, tout en orientant les inférences. Elle a également mis en évidence le rôle structurant des officines dans la fabrication et la diffusion de contenus visant à infléchir l'interprétation des faits, ainsi que la vulnérabilité induite par certaines pratiques communicationnelles, notamment l'hyperprésence numérique de Manaouda Malachie. Ce faisant, l'étude confirme que la compréhension d'une crise ne peut faire l'économie d'une lecture fine des dispositifs sémiotiques et stratégiques qui organisent sa mise en récit.

Il ressort de l'analyse de la question légale qu'en dépit des effets délétères des infox, les fausses informations ont néanmoins la capacité d'alimenter le débat public en posant au minimum la question de l'éthique. Elles désacralisent la parole politique et contribuent à fragiliser la circulation de l'information vérifiée. A *minima*, c'est un enjeu qu'on pourrait retenir. Au niveau politique, les attaques de la guerre communicationnelle qui a nourri cet essai d'archéologie de crise visent une figure importante du parti au pouvoir. Elles sont dirigées, pour rappel, par une officine qui se revendique proche de l'opposition. À travers Manaouda Malachie, c'est donc symboliquement le RDPC et sa gouvernance qui sont ciblés. Dans le sillage de la politique des équilibres sociologiques, l'affaire des 7 milliards a accru la tension sur le poste de ministre occupé au moment de la crise et jusqu'alors, par un ressortissant du Grand Nord.

D'un point de vue communicationnel, l'analyse des artéfacts a mis en exergue le rôle des infox dans la reconfiguration des circuits de production et de circulation de l'information au sein de l'espace public africain. La propagation des fausses informations force les gouvernements à s'expliquer sur la gestion de la fortune publique. En amont, l'on a pu voir que l'hypercommunication de Manaouda Malachie a été son talon d'Achille. Poussé dans ses retranchements, il a visiblement opté pour la justification, en lieu et place d'une stratégie de restauration de l'image offensive. Cette dernière aurait par exemple consisté à porter plainte contre X pour diffamation. En tout état de cause, l'affaire a néanmoins laissé sur la place publique des documents intéressants (cf. les pièces AM-21-2, AM-21-3 et AM-21-3') qui pourraient constituer des matériaux utiles à un éventuel audit des fonds alloués à la lutte contre la COVID-19.

L'architecture conceptuelle de l'archéologie de crise, sur le plan épistémologique, appelle un approfondissement systématique de ses outils et notions structurantes. Parmi ceux-ci figurent notamment la notion d'artéfact multimodal (comme unité d'analyse), la stratigraphie discursive (pour penser l'empilement et la temporalité des énoncés), les chaînes de connectivité sémiotique (qui rendent compte de la circulation et des reconfigurations du sens), ou encore le concept d'inférence située, dont la validité reste exposée à l'annulabilité en contexte d'instabilité numérique. À cela s'ajoutent des instruments opératoires à formaliser davantage, tels que les protocoles de constitution du corpus, les critères de traçabilité des données, ou les modalités d'identification des officines discursives. Si l'analyse débouche sur une forte densité d'interprétations potentiellement réversibles, elle révèle en même temps la nécessité de penser la crise non plus comme un événement isolé, mais comme un agencement dynamique, à la fois ancré dans une mémoire, mis en mouvement par des acteurs, amplifié par des dispositifs et, dans certains cas, manipulé à des fins stratégiques.

Dans cette perspective, l'archéologie de crise constitue une avancée significative pour les *crisis studies* en général et pour la communication de crise en particulier, en ce qu'elle déplace le regard des seules logiques de gestion vers une analyse en profondeur des conditions de possibilité des crises. Elle permet de dépasser les approches réactives ou normatives pour proposer une lecture processuelle, attentive aux régimes de discursivité, aux jeux d'acteurs et aux infrastructures numériques qui configurent les crises contemporaines. Toutefois, plusieurs chantiers restent ouverts : la stabilisation des catégories analytiques, l'opérationnalisation méthodologique de l'approche, l'intégration des outils computationnels pour le traitement de corpus massifs, ainsi que l'évaluation empirique de sa transférabilité à d'autres contextes sociopolitiques. En l'état, ce cadre constitue moins un modèle achevé qu'un programme de recherche, dont les développements futurs devront préciser les conditions de robustesse, les limites d'application et les articulations possibles avec d'autres paradigmes, notamment ceux de l'analyse du discours, des humanités numériques et de la sociologie des crises.

Références bibliographiques

- Akono, J. B. (2006, décembre 13). Détournements au Cameroun : Le sida nourrit son homme. *Mutations*. <http://lemegalodon.net/a7482-detournements-au-cameroun-le-sida-nourrit-s.html>
- Alassani, A., Zahonogo, W. A., & Semedo, G. (2025). Conflits armés internes et ressources fiscales au Sahel : Une approche empirique: *Revue française d'économie*, XXXIX(2), 41-80. <https://doi.org/10.3917/rfe.252.0041>
- Anonyme. (2015, novembre 3). Des personnalités inculpées pour détournement de fonds. *The New Humanitarian*. <https://www.thenewhumanitarian.org/fr/actualités/2008/04/11/des-personnalités-inculpées-pour-détournement-de-fonds>
- Bachelard, G. (2011). *La Formation de l'esprit scientifique* ((1938, pour la 1ère édition)). J. VRIN.
- Bateman, J. A., & Schmidt, K. -H. (2012). *Multimodal Film Analysis. How Films Mean*. Routledge.
- Benoit, W. L. (1995). *Accounts, excuses, and apologies : A theory of image restoration strategies*. State University of New York Press.
- Bertrand, D. (1984). Sémiotique du discours et lecture des textes. *Langue française*, 61(1), 9-26. <https://doi.org/10.3406/lfr.1984.5180>
- Bockaert, J. (2017). Chapitre 7. L'hypercommunication. In *La Communication du vivant* (p. 171-182). Odile Jacob. Cairn.info. <https://stm.cairn.info/la-communication-du-vivant-9782738136381-page-171?lang=fr>
- Boniface, P. (2020). *Géopolitique du Covid-19 : Ce que nous révèle la crise du coronavirus*. Éditions Eyrolles.
- Borrell, J. (2021, avril 18). Géoéconomie et géopolitique de la crise de la COVID-19. *European Union External Action*. https://www.eeas.europa.eu/eeas/géoéconomie-et-géopolitique-de-la-crise-de-la-covid-19_fr#:~:text=18/04/2021 – Blog, même si des incertitudes demeurent.
- Bourdon, J. (1998). Propositions pour une sémiologie des genres audiovisuels. *Quaderni*, 4, 19-36.
- Calbris, G. (1985). Geste et parole. *Langue française*, 68, 66-84. <https://doi.org/10.3406/lfr.1985.6355>
- Calbris, G., & Porcher, L. (2002). *Geste et communication*. Hatier.
- Cambon, C. (2020). La Covid-19, un virus géopolitique. Ou comment la crise

- sanitaire a achevé de déconstruire le monde « d'avant ». *Revue Défense Nationale*, 833(8), 23-30. <https://doi.org/10.3917/rdna.833.0023>
- Combalbert, L., & Delbecq, É. (2012). *La Gestion de crise*. PUF.
- Denton, R. E. J. (2006). *Language, Symbols, and the Media: Communication in the Aftermath of the World Trade Center Attack*. Taylor and Francis.
- Dougueli, G. (2022, novembre 23). « Covidgate » au Cameroun : Un scandale toujours sans coupables. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/1395086/politique/covidgate-au-cameroun-un-scandale-toujours-sans-coupables/>
- Fonds Monétaire International. (2020). *Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne. COVID-19: Une menace sans précédent pour le développement*. International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9781513538501.086>
- Foucault, M. (1992). *L'archéologie du savoir*. Gallimard.
- Georgakopoulou, A., & Spilioti, T. (Éds.). (2020). *The Routledge handbook of language and digital communication* (First published in paperback). Routledge, Taylor & Francis Group.
- Hétier, R., & Blocquaux, S. (2021). Vulnérabilité et éthique de la présence à l'ère numérique. *Éthique en éducation et en formation: Les Dossiers du GREE*, (11), 8. <https://doi.org/10.7202/1084194ar>
- Houmid-Bennani, A. (2021). Impact de la guerre sur la croissance économique : Revue de littérature économique. *African Scientific Journal*, 3(7), 220-242. <https://doi.org/10.5281/ZENODO.5651897>
- Ilbury, C. (2025). *Researching language and digital communication: A student guide*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003391838>
- Jouas, M., & Doussot, O. (2020). *Communiquer en situation de crise: Gérer l'urgence et l'émotion avec la process com* (3e éd). Gereso.
- Kasongo, M. C., & Mukubaganyi, D. (2025). Chocs de conflit et dynamique des prix : Évidences micro-marchés en RDC (Bukavu-Goma). *Revue internationale du chercheur*, 6(3), 1169-1201.
- Kerbrat-Orecchioni, C. (2010). Pour une analyse multimodale des interactions orales : L'expression des émotions dans les débats politiques télévisuels. *Cadernos de Letras da UFF – Dossiê: Letras, linguística e suas interfaces*, 40, 17-45.
- Kress, G. R., & Leeuwen, T. van. (2008). *Reading images: The grammar of visual design* (2. ed., repr). Routledge.

- Lagorgette, D. (2010). *Langage et société*, 132. *Linguistique légale et demande sociale: Les linguistes au tribunal*. Maison des sciences de l'homme.
- Lescot, V. (2020, août 17). Pour de l'argent, le Cameroun accepte l'inoculation du VIH à ses fils (Retro). *Camerounweb*. <https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Pour-de-l-argent-le-Cameroun-accepte-l-inoculation-du-VIH-ses-fils-Retro-535249>
- Libaert, T. (2001). *La Communication de crise*. Dunod.
- Lorenz, E. N. (1972, décembre 29). *Predictability: Does the Flap of a Butterfly's Wings in Brazil Set off a Tornado in Texas?* 139e Meeting of American Association for the Advancement of Science (AAAS), Washington, D.C. https://static.gymportalen.dk/sites/lru.dk/files/lru/132_kap6_lorenz_artikel_the_butterfly_effect.pdf
- Louveau, M.-O. (2024). Chapitre 5. Les nœuds dramatiques. In *Le petit manuel du scénariste: 2e éd.* (p. 72-80). Armand Colin. Cairn.info. <https://shs.cairn.info/le-petit-manuel-du-scenariste-2e-ed-9782200639310-page-72?lang=fr>
- Malekpour, M.-R., Abbasi-Kangevari, M., Azadnajafabad, S., Ghamari, S.-H., Rezaei, N., Rezazadeh-Khadem, S., Rezaei, N., Aminorroaya, A., Abdolhamidi, E., Mohammadi Fateh, S., Haghshenas, R., Roshani, S., Ahmadi, N., Jamshidi, K., Naderimagham, S., & Farzadfar, F. (2021). How the scientific community responded to the COVID-19 pandemic: A subject-level time-trend bibliometric analysis. *PLOS ONE*, 16(9), e0258064. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0258064>
- Métangmo-Tatou, L., & Mohamadou Ousmanou. (2023). Du dire vrai au dire juste. *Libres propos sur l'« affûtage conceptuel » dans le discours scientifique*. In G. W. Tio Babena (Éd.), *Dire le vrai. Perspectives situées* (p. 59-72). Éditions science et bien commun.
- Modzom, F. M. (2019). *Les silences de Paul Biya: Analyse d'une communication de pouvoir*. Connaissances et savoirs.
- Ngoie Mbayo, É. (2021). *Géopolitique de la Covid-19: Crise sanitaire et lutte pour l'influence du monde*. L'Harmattan.
- Olembe, E. (à paraître). Bruit, silence et médiation documentaire. Une relecture critique à l'ère post-pandémique. In E. Olembe, T. H. Mboa Nkoudou, G. W. Tio Babena, & L. Tsayem (Éds.), *Perspectives africaines sur la pandémie de COVID-19. Retour sur la construction médiatique et discursive d'un événement*. Éditions science et bien commun.
- Pagès, J.-P. (1991). Comprendre l'opinion en période de crise: La prise en

- compte des représentations. In *La Communication de crise. Enjeux et stratégies* (Maud Tixier, dir., p. 203-231). McGraw-Hill.
- Paveau, M.-A. (2017). *L'analyse du discours numérique. Dictionnaire des formes et des pratiques*. Hermann.
- Pioter, J.-P. (1991). Communication de crise : Quelles stratégies ? In T. Maud (Éd.), *La communication de crise* (p. 117-144). McGraw-Hill.
- Possenti, S. (2011). Réflexions sur la mémoire discursive. *Argumentation et analyse du discours*, 7. <http://aad.revues.org/1200>
- Puia, D., Ivanuta, M., & Pricop, C. (2025). A Bibliometric Analysis of COVID-19 Publications Between January 2019 and February 2025 by Romanian Authors. *Cureus*. <https://doi.org/10.7759/cureus.82339>
- Raoult, D. (2020). *Épidémies : Vrais dangers et fausses alertes. De la grippe aivaire au Covid-19*. Michel Lafon.
- Revéret, R., & Moreau, J.-N. (1997). *Les Médias et la communication de crise*. Economica.
- RFI. (2021, juillet 27). *Cameroun : Le «Covidgate» continue d'agiter la classe politique*. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210701-cameroun-le-covid-gate-continue-d-agiter-la-classe-politique>
- Sartre, V. (2003). *La Communication de crise. Anticiper et communiquer en situation de crise*. Demos.
- Schaller, C. T., & Razanamahay-Schaller, J. (2009). *Vaccins, un génocide planétaire ? Testez : M. Pietteur*.
- Siewe, A. (2005, février 7). *Sida, cobayes et polémique. Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/127941/archives-thematique/sida-cobayes-et-pol-mique/>
- Simon, S. (2006). *La nouvelle dictature médico-scientifique : L'emprise des lobbies sur notre santé* (Nouvelle éd.). Dangles éd.
- Sperber, D., & Wilson, D. (1989). *La Pertinence. Communication et cognition* (A. Gerschenfeld & D. Sperber, Trad.; 1986 pour l'édition originale). Minuit.
- Tagg, C., Giaxoglou, K., & Lexander, K. V. (Éds.). (2026). *The Routledge handbook of language and social media around the world*. Routledge, Taylor and Francis Group.
- Tio Babena, G. W. (2021). Réflexions sur le discours haineux : La loi face à la praxis langagière. *Jeynitaare. Revue panafricaine de linguistique pour le développement*, 1(1), 75-100. <https://doi.org/10.46711/jeynitaare.2021.1.1.4>
- Tio Babena, G. W. (2022, novembre 29). *De la crise sanitaire aux attaques politiques : Comment les officines ont-elles participé à la délégation de*

- Manaouda Malachie ? [Conférence]. Série de conférences « Communication médiatique et intox dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun », Campus d'Ouro-Tchédé, Université de Maroua.
- Tio Babena, G. W. (2026). *Corpus « 25 ambulances » : Quelques artefacts multimodaux liés à la COVID-19 et collectés dans l'espace public numérique camerounais* [Jeu de données]. Zenodo. <https://doi.org/10.5281/ZENODO.19822626>
- Tio Babena, G. W. (à paraître). Essai sur la transhumance judassique à l'ère post-Biya. In A. Tcheuyap (Éd.), *Judas et le politique. Trahison et pouvoir au Cameroun*. Karthala.
- van Leeuwen, T. (2005). *Introducing Social Semiotics*. Routledge.
- Wildfeuer, J. (2012). Intersemiosis in film : Towards a new organization of semiotic resources in multimodal filmic text. *Multimodal communication*, 1(3), 277-304.

L'Afrique après la COVID-19 : Nkolo Foé et la construction des laboratoires scientifiques

HERVÉ TOUSSAINT ONDOUA

La sémantique modale a profondément transformé la notion de monde possible, c'est-à-dire l'idée de possibilité comme consistance d'un ensemble de propositions et celle de possibilité comme accessibilité d'un monde à partir d'un autre monde. Cette problématique de la relation d'accessibilité et de ces propriétés structurelles (réflexivité, transitivité) renouvelle ainsi le débat sur la question de possibilité. Il convient alors de considérer, au sens de Goodman, que « tous les mondes possibles sont des mondes réels » (Goodman, 1985, p. 74). Ce qu'offrent les mondes possibles, ce sont des modes d'exploration de nos habitudes mentales, de nos jeux de langage capables d'enrichir notre compréhension du monde. C'est ici que la logique modale s'inscrit dans la politique postcoloniale des « récits alternatifs » entendus comme savoirs hétérodoxes, indigènes, autochtones. Ces savoirs constituent autant d'alternatives à la science positiviste. Au nom d'une rationalité ouverte et plurielle, Feyerabend, parlant de sorcellerie, de magie, d'astrologie et de divination, se demande pourquoi l'Amérique, libérale en matière de liberté de culte, prive en même temps les citoyen·ne·s du droit « d'exiger que [s]es enfants apprennent la magie à l'école plutôt que la science » (Feyerabend, 1979, p. 337). Comme solution à cette situation, écrit Feyerabend, « libérons la société du pouvoir d'étranglement d'une science idéologiquement pétrifiée, exactement comme nos ancêtres nous ont libérés du pouvoir d'étranglement de la vraie-et-unique-religion ! » (*ibid.*, p. 348). Dès lors, on considérera que la science n'est pas plus le seul moyen raisonnable pour démystifier le réel. Les humains devront prendre en compte d'autres domaines comme les contes de fées tels que les mythes des sociétés « primitives » pour avoir les renseignements nécessaires à une libre décision (*ibid.*, p. 349). C'est dans ce sens que « la rationalité de nos croyances en sera sans doute considérablement augmentée » (*ibid.*, p. 350). Une telle perspective permet de reconnaître d'autres logiques autres que celle occidentale.

Pour Deprez, « Notre approche impose de dissocier la raison de la logique. Lévy-Bruhl reconnaît que les a-modernes se comportent logiquement en maintes occasions » (Deprez, 2010, p. 242). Aussi, « il est erroné de faire de la mentalité primitive une pensée illogique » (*ibid.*) et « il faut abandonner le terme de prélogique, qui prête à confusion, laissant entendre que cette forme de pensée est antérieure à la pensée logique » (*ibid.*). Reprise et développée par la vision postcoloniale et postmoderne, une telle logique milite en faveur des savoirs hétérodoxes au sein de nos universités. Dès lors, la solution est vite trouvée lorsqu'apparaît une épidémie comme c'est le cas de la COVID-19. L'on a ainsi assisté à une véritable « insurrection des savoirs assujettis » (Foucault, 1997, p. 8-9). Ce type de savoir est neutralisé par la science officielle, par l'État et les institutions. L'insurrection évoque l'idée de remise en question des savoirs dominés contre les discours officiels. Cette insurrection ne nie pas la science, mais elle conteste sa position de domination. D'une manière générale, les savoirs assujettis sont généralement perçus comme en-dessous de la connaissance ou de la scientificité requise. Selon Michel Foucault, il s'agit « des blocs de savoirs historiques [...] présents et masqués à l'intérieur des ensembles fonctionnels et systématiques, et que la critique a pu réapparaître par les moyens [...] de l'érudition » (*ibid.*, p. 8). Il s'agit d'une série de savoirs insuffisamment élaborés : « savoirs naïfs, savoirs hiérarchiquement inférieurs, savoirs en dessous du niveau de la connaissance ou de la scientificité requise » (*ibid.*, p. 9). Les exemples de ce type de savoirs sont légion. On peut citer le « Covid-Organics » (Madagascar) et le breuvage anti-Covid de Mgr Kléda (Cameroun), etc. La pandémie de COVID-19 a donné lieu à une production de discours scientifiques. Dans ce sens, l'expression foucauldienne d'« insurrection des savoirs assujettis » apparaît comme un outil conceptuel pour comprendre les tensions entre savoirs légitimes et savoirs marginalisés. La crise de la COVID-19 a eu l'avantage de mettre sur scène les savoirs subalternes et locaux. Elle a révélé un nouveau rapport savoir-pouvoir. Ces savoirs ont été disqualifiés par le discours biomédical dominant. La crise de la COVID-19 a permis une certaine résurgence des savoirs locaux. Leur réapparition peut être comprise comme une résistance à l'universalisation du modèle scientifique. Toutefois, la question que l'on se pose, à partir de l'exemple de la COVID-19, reste de savoir si ce type de connaissance peut aider l'Afrique à faire face aux pandémies. Quels sont les enjeux de ce type de connaissance? Dans une approche propre au structuralisme génétique, nous essayerons de répondre à ces questions.

Présupposé philosophique et méthodologique des savoirs locaux

Comme présupposé épistémologique et méthodologique de base des ethnoscience ou des savoirs locaux, il y a l'idée que la science est avant tout une construction sociale. Le constructivisme est un courant qui envisage la réalité sociale et le phénomène comme étant construits, c'est-à-dire créés et institutionnalisés. De ce point de vue, la science apparaît comme un ensemble de conventions hautement élaboré, produit par une culture particulière et dans des circonstances historiques particulières. À cet égard, la vérité est autoréférentielle, car elle peut être seulement soutenue en faisant appel aux normes qui définissent une communauté scientifique. On peut, à partir de là, constater que le constructivisme est associé à l'idée selon laquelle il n'y a ni essence, ni centre, ni fondement, ni méthode universelle. Paul Boghossian (2006, p. 49) expose quelques affirmations de la thèse constructiviste selon le modèle suivant :

- puisque nous avons construit le fait que p alors p;
- puisqu'il est possible qu'une autre société ait construit le fait que non-p, alors il est possible que non-p;
- alors il est possible qu'à la fois p et non-p.

On peut déduire de cette logique que le relativisme est au centre du constructivisme, car la connaissance est rapportée à un contexte institutionnel, historique particulier et n'a aucune valeur absolue. Prise dans ce cadre, la connaissance rompt avec le principe de non-contradiction. Ce principe met en relief l'idée selon laquelle « un même concept ne peut être défini à la fois et au même point de vue, comme A et non-A » (Virieux-Raymond, 1962, p. 25). Paul Boghossian affirme dans ce sens : « pour que le principe de non-contradiction soit violé, il suffit qu'il soit possible qu'une communauté ait construit le fait P et qu'une autre ait construit le fait P et qu'une autre ait construit ou bien le fait non-P, ou bien un fait Q qui implique non-p » (Boghossian, 2006, p. 50). Dans cette perspective, « les constructions sont considérées comme contingentes » (*ibid.*). Précisons que le constructivisme est fondé sur l'idée selon laquelle l'origine sociale, culturelle et raciale de l'observateur ou de l'observatrice affecte son travail. L'accent est mis ici sur le discours. Ce dernier se présente comme véhicule autour duquel s'articulent

le Soi et le monde. Dès lors, l'enjeu du constructivisme est de « ramener le monde social à un construit et réduire les logiques économiques et sociales à des textes ou à de simples jeux de discours » (Nkolo Foé, 2011, p. 185). Cette perspective suggère que la finalité n'est plus la maîtrise ou la modification de la réalité, mais uniquement son décodage. Cette recherche de signification traduit une aspiration spirituelle profonde, ouverte à la diversité des sagesses mondiales. C'est sur ce terrain que convergent l'herméneutique et le constructivisme social. Selon Nkolo Foé (*ibid.*), l'herméneutique ne cherche pas à rompre avec l'héritage culturel, mais plutôt à restaurer les modes de pensée ancestraux. Elle explore ainsi les moyens de coexister avec les récits fondateurs, les symboles et les valeurs qui forgent l'identité d'une communauté et justifient son devenir. On appellera donc « savoir endogène dans une configuration culturelle donnée, une connaissance vécue par la société comme partie intégrante de son héritage, par opposition aux savoirs exogènes qui sont perçus, à ce stade au moins comme des éléments d'un autre système de valeurs » (Hountondji, 1994, p. 15).

Les savoirs endogènes ou locaux, appartiennent au fonds culturel matériel et immatériel propre à une société donnée. Précisons avec Nkolo Foé que la lutte en faveur des savoirs hétérodoxes a été engagée au nom de la rationalité ouverte. Cette dernière suppose, d'un point de vue anthropologique, le droit absolu des cultures à la différence. Contre l'« impérialisme » de la science occidentale, chaque peuple a le droit de préférer d'autres histoires et d'autres mythes. Pour l'illustrer, Nkolo Foé prend l'exemple de Hebga. En reconnaissant dans l'énergie, l'étoffe unique de l'univers, ce penseur invalide l'idée de corps en tant que matière quantifiée, située dans un espace à trois dimensions (Hebga, 1979, p. 166). Hebga (*ibid.*) disserte longuement sur la théorie énergétique, la théorie électromagnétique, la théorie du champ et la théorie relationnelle de la matière, etc. Nkolo Foé (*ibid.*) pense que ces théories ont un objectif : donner une assise « rationnelle » à l'immatérialisme et confiner les « pressentiments africains » à l'« approche triadique du composé humain ». Hebga présente cette dernière comme un « outil précieux pour l'interprétation des phénomènes paranormaux » (Hebga, 1979, p. 156). Notons que sont de la plus grande importance, les considérations de l'auteur sur le corps-« épiphanie de la personne », « énergie condensée au sens de la théorie einsteinienne » (*ibid.*, p. 188); le souffle-énergie, champ, « état excité du champ », « champ en état d'excitation », l'« ombre-personne comme agile et maîtresse de l'espace et du temps » (*ibid.*), etc.

Nkolo Foé conclut en affirmant que l'anthropologie postcoloniale force la

pensée africaine à reconnaître à l'humain la capacité d'abolir les barrières imposées par les lois physiques et de se mouvoir librement à travers l'espace et le temps. L'enjeu d'une telle approche est de détruire la science. Les sciences sont « coupables de leur désir d'unité, d'intelligibilité et de praxis » (Nkolo Foé, 2011, p. 185). C'est dans cette floraison d'irrationnalité qu'est née la thérapeutique postcoloniale. Pour Nkolo Foé, en postcolonie, les micro-objets s'inscrivent dans la politique des « récits alternatifs ». Ceux-ci, pour rappel, sont des savoirs hétérodoxes, indigènes, autochtones. Ces savoirs constituent des alternatives à la science positiviste. En lieu et place d'un traitement scientifique et systématisé, la thérapeutique postmoderne nous plonge dans les méandres de l'irrationnalité. On peut prendre des exemples précis.

La thérapeutique postmoderne et la COVID-19 : quelques exemples

Au lendemain de la découverte de la COVID-19, plusieurs thérapeutes africains se sont lancés dans la découverte d'un remède pouvant lutter contre ce virus. Madagascar par exemple a connu le Covid-Organics. Cette tisane avait été lancée au mois d'avril 2020 en pleine épidémie de la COVID-19. Le président d'alors, Andry Rajoelina, avait déclaré avoir découvert le remède anti COVID-19 à partir du principe actif des plantes traditionnelles, d'artemisia et de ravintsara. Le CVO+ a alors été présenté comme le nouveau remède contre la COVID-19. La directrice de la communication du président, Rinah Rakotomanga, affirmait au lendemain de la découverte de ce produit que « la majorité des gens qui ont utilisé cette solution, et qui n'ont pas de maladie chronique, se sont complètement rétablis, nous sommes fiers d'avoir ce remède contre la maladie. C'est dans notre culture, en tant que Malgaches, d'utiliser des décoctions comme celle-ci [...] tant que ça marche, nous n'avons besoin d'essais cliniques » (BBC Africa, 2020, p. 1). Or l'évolution de la pandémie de coronavirus à Madagascar en juillet 2020 a remis en question l'efficacité du Covid-Organics. Précisons que Rafatro Herintsoa, l'un des trois scientifiques autorisés par l'État malgache a déclaré que le Covid-Organics n'a pas reçu l'agrément de l'administration en charge du contrôle des médicaments Ce produit à base de plantes médicinales contre le coronavirus n'a pas fait l'objet d'essais cliniques.

Pour Nkolo Foé, il s'agit d'un puissant élan nationaliste et populaire qui accompagne ces « thérapies », fierté de tout un continent. Il précise que dans les milieux « décoloniaux » et « postcoloniaux », le temps est à la fête, et même à la bravade. La COVID-19 apparaît comme un puissant accélérateur de l'histoire. Dans ce propos teinté de nationalisme, il apparaît que l'Afrique, unie autour du Covid-Organics, est prête à s'engager dans un panafricanisme médical. Aujourd'hui, ces thérapeutes postmodernes sont prompts à prendre le peuple à témoin, affirme Nkolo. Au nom de la démocratie épistémologique et du cercle décolonial, le traitement de la COVID-19 sera tranché non de manière scientifique dans les laboratoires, mais démocratiquement dans la presse et les réseaux sociaux. Les croyances ont joué un rôle dans le traitement de la COVID-19 au nom des savoirs locaux. On a assisté à un attachement profond aux traditions les plus irrationnelles : ail bouilli dans l'eau au Maghreb, pouvoir magique des plantes et des écorces, tout était bon pour traiter la COVID-19 (Bouzabala, 2020). Dans cette dynamique, il a été rapporté que l'huile de sésame empêchait le coronavirus de pénétrer dans l'organisme (*ibid.*). À ce jour, aucune preuve scientifique ne valide les propriétés antivirales de l'huile de sésame vis-à-vis de l'agent infectieux Sars-Cov2. Partout dans le monde, notamment en Afrique, on a assisté à un attachement aux traditions locales pour se protéger contre la maladie à coronavirus (*ibid.*). À la recherche des recettes traditionnelles, plusieurs personnes ont cru au pouvoir miraculeux des plantes. Celles-ci auraient la prétention de renforcer l'immunité des personnes pour se protéger de la COVID-19 (*ibid.*). Précisons que l'adhésion des peuples à ces pratiques locales a poussé l'OMS à publier en ligne des conseils pour en finir avec toutes les idées fausses perçues comme moyens de guérison de la COVID-19 (*ibid.*).

Cependant aucune preuve n'a été apportée pour prouver que les prières, la consommation des écorces et des plantes protègent contre le nouveau coronavirus. (Bouzabala, 2020) note que ces thérapies, qui ont été des moyens préventifs et curatifs des maladies, n'ont aucune approbation scientifique et qu'aucune recherche scientifique n'a prouvé leur efficacité dans le traitement de la COVID-19. L'Organisation mondiale de la santé n'a pas manqué d'appeler les populations à se méfier des remèdes indigènes non testés qui prétendent soigner le coronavirus. S'il est vrai que l'Afrique a une longue histoire de médecine traditionnelle, les essais effectués dans des laboratoires agréés devraient nécessairement être réalisés pour jauger de leur efficacité. Les tergiversations autour de la recherche du médicament miracle contre la COVID-19 ont simplement révélé le retard scientifique de l'Afrique.

Anthropologie de la libération et la construction des laboratoires scientifiques

Pour Nkolo Foe, l'anthropologie de la libération pose l'idée selon laquelle la culture de chaque peuple contient des éléments de rationalité, de progrès et d'universalisme. Durant les luttes nationalistes, les peuples en mouvement ont su liquider les restes d'archaïsmes, nichés dans les replis des liens féodaux. Or, avec l'anthropologie postcoloniale, la vérité se confond avec le particularisme, le revêtement visible des traditions, la magie, la sorcellerie et les lambeaux de culture momifiés. Les savoirs indigènes posent quant à eux le problème de la fonction idéologique des structures mythiques dans les pays dominés. Fanon montre que dans ces pays,

[...] Le plan du secret, dans les pays sous-développés, est un plan collectif relevant exclusivement de la magie. En me circonvenant dans ce lacs inextricable où les actes se répètent avec une permanence cristalline, c'est la pérennité d'un monde mien, d'un monde nôtre qui se trouve ainsi affirmée. Les zombies, croyez-moi, sont plus terrifiants que les colons. Et le problème, dès lors, n'est plus de se mettre en règle avec le monde bardé de fer du colonialisme mais de réfléchir à trois fois avant d'uriner, de cracher ou de sortir dans la nuit.

Les forces surnaturelles, magiques, se révèlent être des forces étonnamment moïques. Les forces du colon sont infiniment raptissées, frappées d'extranéité. On n'a plus vraiment à lutter contre elles puisque aussi bien ce qui compte c'est l'effrayante adversité des structures mythiques. Tout se résout, on le voit, en affrontement permanent sur le plan phantasmatique (1982, p. 21).

S'inspirant de la réflexion de Nkolo Foé (2023) on peut s'interroger sur la tentation du « souci de soi » (Foucault, 2001, p. 45-46) pour l'universitaire africain·e. Ce repli apparaît comme une réaction à l'asymétrie technologique et scientifique actuelle : d'un côté, une domination occidentale totale sur les réseaux de savoir et, de l'autre, une précarité numérique africaine qui entrave la participation aux exigences de la recherche globale. Nkolo Foé pense que, pour bon nombre d'universitaires africain·e-s, dans cet état de désenchantement, il faut se créer son propre « espace d'espérance ». C'est la même critique qu'adresse Charles Romain Mbele aux partisan·e-s du post-

colonialisme (Mbele, 2015a). Pour lui, les savoirs endogènes sont adoués comme étant des épistémologies spontanées. À l'opposé des hiérarchies classiques du savoir, « les épistémologies du Sud » sont aussi valables que les épistémologies établies, comme celle qui viennent de l'Occident. Ces savoirs hétérodoxes – l'occultisme, la magie, la sorcellerie, l'astrologie – doivent être aussi enseignés à l'université s'ils veulent remplacer un savoir basé sur l'esprit scientifique et la raison critique. L'on entend aujourd'hui des voix qui appelle à « arrimer l'université camerounaise à la postmodernité » L'objectif de celles-ci est de refuser que l'université camerounaise rompe avec l'école occidentale. On évoque à ce sujet la spécificité des cultures locales. Le problème de l'université est désormais celui de la spécificité (Mbele, *ibid.*, p. 63)

Pour Nkolo Foé la théorisation concrète d'une telle éthique de l'opportunité peut se révéler dans les écrits des penseurs « postcolonialistes » et « afro-mondialistes » comme Fabien Eboussi Boulaga, Achille Mbembe, Jean-Godefroy Bidima et Souleymane Bachir Diagne qui défendent l'orientation pragmatiste de la pensée et les savoirs locaux en Afrique. Il se développe chez ces universitaires une doctrine ascétique de la survie stratégique qui exige une identité fluide, stratégique ou adaptative. L'objectif ici est de renouer avec les savoirs locaux. Un auteur comme Lévy-Bruhl est la figure emblématique d'un tel savoir. Ce penseur en accord avec la vision postcoloniale, affirme que les Occidentaux ont été dressés à regarder la réalité selon la rationalité. À ce sujet, la rationalité pourrait simplement se définir comme une mentalité : « elle est le produit d'une culture et pas une étape dans on ne sait trop quelle histoire de l'intelligence » (Foucault, 2001, p. 251). La rationalité se présente donc comme une mentalité dans la mesure où les modernes sont socialement conditionnés à penser et voir en fonction de leurs catégories. La rationalité est donc le fruit d'une construction. Pour s'en convaincre suivons Lévi-Strauss dans *La Pensée sauvage*. À partir de l'observation et de la description de faits bruts et encore inintelligibles se rapportant à un même phénomène social, l'anthropologue tentera de construire un modèle formel capable de mettre au jour les structures qui rendent intelligible la réalité étudiée (Huisman et Vergez, 1996, p. 373). Lévi Strauss reconnaît à la pensée magique d'être un système déjà bien élaboré, distinct de la science :

Au lieu, donc, d'opposer magie et science, il vaut mieux les mettre en parallèle, comme deux modes de connaissance, inégaux quant aux résultats théoriques et pratiques (car de ce point de vue, il est vrai que la science réussit mieux que la magie, bien que la magie préforme

la science en ce sens qu'elle aussi réussit quelquefois), mais non par le genre d'opérations mentales qu'elles supposent toutes deux, et qui diffèrent moins en nature qu'en fonction des types de phénomènes auxquels elles s'appliquent (1962, p. 26).

Au nom des résultats auxquels l'ethnoscience aboutit dans notre existence, elle apparaît comme une « science du concret ».

Pour transformer une herbe folle en plante cultivée, une bête sauvage en animal domestique [...]; pour faire d'une argile instable, prompte à s'effriter, à se pulvériser ou à se fendre, une poterie solide et étanche [...]; pour élaborer les techniques, souvent longues et complexes, permettant de cultiver sans terre ou bien sans eau, de changer des graines ou racines toxiques en aliments, ou bien encore d'utiliser cette toxicité pour la chasse, la guerre, le rituel, il a fallu, n'en doutons pas, une attitude d'esprit véritablement scientifique, une curiosité assidue et toujours en éveil, un appétit de connaître pour le plaisir de connaître, car une petite fraction seulement des observations et des expériences (dont il faut bien supposer qu'elles étaient inspirées, d'abord et surtout, par le goût du savoir) pouvaient donner des résultats pratiques, et immédiatement utilisables (Lévi-Strauss, 1962, p. 27-28).

C'est donc dire que la science du concret qui est une connaissance locale occupe ici une même légitimité que le savoir scientifique. C'est ce qui pousse Hubert de Luze à affirmer : « Les sciences se veulent universelles, ... mais l'universalisme scientifique est impossible. Les sciences ne peuvent prétendre qu'être locales et datées. Sinon elles sont de mauvaise foi. L'ethnométhodologie rêve de mettre fin à la suprématie millénaire de l'universalisme » (De Luze, 1997, p. 81). Un penseur comme Aimé Césaire rompt totalement avec cette approche au particularisme :

J'opte pour le plus large contre le plus étroit; pour le mouvement qui nous met au coude à coude avec les autres et contre celui qui nous laisse entre nous; pour celui qui rassemble les énergies contre celui qui les divise en chapelles, en sectes, en églises; pour celui qui libère l'énergie créatrice des masses contre celui qui la canalise et finalement le stérilise [...]. Je préviens une objection. Provincialisme? Non pas. Je ne m'enterre pas dans un particularisme étroit. Mais je ne veux

pas non plus me perdre dans un universalisme décharné. Il y a deux manières de se perdre : par ségrégation murée dans le particulier ou par dilution dans l' »universel (1956, p. 2).

Cette idée est partagée par Nkolo Foé. Contre le particularisme et les savoirs locaux, Nkolo Foé milite pour une science systématique et universelle. Pour l'illustrer, il s'appuie sur le texte Memphite. Dans cet extrait, Ptah se définit comme intellect, principe rationnel, universel au cœur du cosmos. Le document de philosophie memphite affronte pour la première fois la question cruciale de la source de nos connaissances : « les yeux voient, les oreilles entendent, le nez respire; ils informent le cœur, c'est le cœur qui donne toute connaissance; c'est la langue qui répète ce que le cœur a pensé » (Obenga, 1990, p. 70).

Selon le traité memphite, la connaissance initiée par les sens, construite par l'intellect est également à l'œuvre dans la langue. C'est cette rationalité que Nkolo Foé appelle de ces vœux dans la thérapeutique africaine. L'ethnoscience doit être élevée au rang de science. Le projet ethnoscientifique s'est toujours limité au maintien d'une science relativiste et acentrique. Pour Nkolo Foé, il faut remonter au centre comme siège de l'universel pour donner un contenu scientifique aux savoirs indigènes. Lorsque les praticien·ne·s travailleront avec les laboratoires, les savoirs locaux accéderont au stade de savoir élaboré. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre cette citation de Cheikh Anta Diop : « la tradition initiatique africaine dégrade les pensées quasi-scientifiques reçues à des époques très anciennes au lieu de les enrichir avec le temps » (Anta Diop, 1981, p. 405). Cet enrichissement passe inévitablement par la construction des laboratoires. Avec le concours du laboratoire, les recettes traditionnelles peuvent s'approfondir et accéder au statut scientifique. Avec l'approche expérimentale, la thérapeutique africaine pourra être systématisée et rationalisée.

Pour Paul Davies, « la magie de la science réside dans le fait que l'on peut comprendre au moins une partie de la nature – et peut-être, en principe, sa totalité – en utilisant la méthode de recherche scientifique » (Davies, 2005, p. 43). Ce débat entre savoir endogène et savoir scientifique est au cœur de *L'Aventure ambiguë*. Nous avons, d'une part, le maître Thierno, gardien de la tradition ancestrale et à sa suite le chef des Diallobé et, d'autre part, la Grande Royale qui opte pour la science. Cette dernière appelle le peuple Diallobé à « apprendre à mieux lier le bois au bois » (Kane, 1961, p. 42). La réponse de la Grande Royale est ici fondamentale. Elle illustre l'ouverture

des savoirs locaux à la culture occidentale et scientifique. Pour la Grande Royale, l'école nouvelle permettra au peuple de Diallobé d'apprendre toutes les façons de lier le bois au bois au risque d'oublier leur âme. Suivons la Grande Royale à ce sujet :

Je tire la conséquence de prémisses que je n'ai pas voulues, confessait-elle. Il y a cent ans, notre grand-père, en même temps que tous les habitants de ce pays, a été réveillé un matin par une clameur qui montait du fleuve. Il a pris son fusil et, suivi de toute l'élite, s'est précipité sur les nouveaux venus. Son cœur était intrépide et il attachait plus de prix à la liberté qu'à la vie. Notre grand-père, ainsi que son élite ont été défaits. Pourquoi? Comment? Les nouveaux venus seuls le savent. Il faut le leur demander; il faut aller apprendre chez eux l'art de vaincre sans avoir raison. Au surplus, le combat n'a pas cessé encore. L'école étrangère est la forme nouvelle de la guerre que nous font ceux qui sont venus, et il faut y envoyer notre élite, en attendant d'y pousser tout le pays (Kane, 1961, p. 47).

Ce choix ne se fait pas de gaité de cœur, mais le côté réaliste oblige la Grande Royale à faire un choix à de multiples conséquences : « Moi, Grande Royale, je n'aime pas l'école étrangère. Je la déteste. Mon avis est qu'il faut y envoyer nos enfants cependant » (Kane, 1961, p. 47). Elle ajoute :

L'école où je pousse nos enfants tuera en eux ce qu'aujourd'hui nous aimons et conservons avec soin, à juste titre. Peut-être notre souvenir lui-même mourra-t-il en eux. Quand ils nous reviendront de l'école, il en est qui ne nous reconnaîtront pas. Ce que je propose c'est que nous acceptions de mourir en nos enfants et que les étrangers qui nous ont défaits prennent en eux toute la place que nous aurons laissée libre (Kane, 1961, p. 47).

Elle souligne le fait que « Le pays des Diallobé n'était pas le seul qu'une grande clameur eût réveillé un matin. Tout le continent noir avait eu son matin de clameur » (*ibid.*). Pour elle, « On n'avait rien connu de semblable. Le fait s'accomplit avant même qu'on prît conscience de ce qui arrivait » (*ibid.*). Toutefois, le résultat fut le même partout, car

ceux qui avaient combattu et ceux qui s'étaient rendus, ceux qui avaient composé et ceux qui s'étaient obstinés se retrouvèrent le jour

venu, recensés, répartis, classés, étiquetés, conscrits, administrés. Car, ceux qui étaient venus ne savaient pas seulement combattre. Ils étaient étranges. S'ils savaient tuer avec efficacité, ils savaient aussi guérir avec le même art. Où ils avaient mis du désordre, ils suscitaient un ordre nouveau. Ils détruisaient et construisaient. On commença, dans le continent noir, à comprendre que leur puissance véritable résidait, non point dans les canons du premier matin, mais dans ce qui suivait ces canons (Kane, 1961, p. 47-48).

Tel est l'enjeu de l'école nouvelle. Ainsi si l'Afrique veut accéder à la puissance scientifique, elle doit rompre avec les ethnosciences. Le projet ethnoscientifique dont l'objectif est de se limiter à une science relativiste est contradictoire en soi. La reconnaissance des savoirs endogènes implique la démarche d'un examen critique et sa confrontation dans un laboratoire scientifique. C'est uniquement dans cette perspective que l'Afrique pourra elle aussi espérer apporter des réponses à la hauteur des grandes pandémies à l'instar de celle de la COVID-19. À ce sujet, Mbele (2015b) pense que l'effort pour maîtriser le concret par la réflexion et par la pensée critique et conceptuelle aboutit toujours à des solutions originales. Nous devons revendiquer le « droit à l'universalité » en fonction de la dialectique de nos besoins.

Conclusion

La reconnaissance des savoirs endogènes a instauré un socle philosophique favorable à la pluralité épistémologique. Selon Hountondji (2010), ces savoirs désignent les connaissances intégrées à l'héritage culturel d'une société. Bien que ces savoirs ancestraux couvrent des domaines variés (médecine traditionnelle, divination), leur application au traitement de la COVID-19 a illustré ce que Foucault appelle une « insurrection des savoirs assujettis ». Dans cette perspective, la lutte contre la pandémie s'est parfois affranchie des protocoles de laboratoire au nom de la « démocratie épistémologique » et de la pensée décoloniale. Ce mouvement s'appuie sur le constructivisme social, postulant que toute science est une production culturelle influencée par l'identité du chercheur ou de la chercheuse, récusant ainsi l'idée d'une science universelle. Toutefois, Nkolo Foé prend ses distances avec cette prolifération de solutions empiriques sans validation biologique. Il plaide pour

une rupture avec cette approche purement traditionnelle : pour lui, l'avenir des ethnosciences réside dans leur intégration au processus scientifique rigoureux. Seule l'épreuve du laboratoire peut, en dernière instance, garantir l'efficacité et la crédibilité des solutions locales face aux défis sanitaires mondiaux.

Références bibliographiques

- BBC Africa (14 août 2020). *Le Covid-Organics du président malgache ne parvient pas à stopper le Covid-19*. BBC News Africa. Consulté le [29 janvier 2026].
- Boghossian, P. (2006). *La peur du savoir : Sur le relativisme et le constructivisme de la connaissance*. Marseille, France : Agone.
- Bouzabala, A. (2020). Médecine traditionnelle et Covid-19 : Croyances et réalités. SciDev.Net / Afrique du Sud sahélienne <https://www.scidev.net>
- Césaire, A. (2007). *Lettre à Maurice Thorez* (24 octobre 1956). Paris, France. <http://www.ppm-martinique.net>
- Davies, P. (2005). Entrapercevoir l'esprit de Dieu. Dans *Science et quête de sens*. Paris, France : Presses de la Renaissance.
- Deprez, S. (2010). *Lévy-Bruhl et la rationalisation du monde*. Rennes, France : Presses universitaires de Rennes.
- Derrida, J. (1967a). *De la grammatologie*. Paris, France : Minuit.
- Derrida, J. (1967b). *L'écriture et la différence*. Paris, France : Seuil.
- Diop, C. A. (1981). *Civilisation ou barbarie*. Paris, France : Présence africaine.
- Fanon, F. (1982). *Les damnés de la terre*. Paris, France : Maspero.
- Feyerabend, P. (1979). *Contre la méthode*. Paris, France : Seuil.
- Foé, N. (2008). *Le postmodernisme et le nouvel esprit du capitalisme : Sur une philosophie globale d'Empire*. Dakar, Sénégal : CODESRIA.
- Foé, N. (2011). Les politiques de la philosophie en Afrique : émancipation, postcolonialismes, herméneutique et gouvernance. *Diogène*, 235-236(3-4), 45-65.
- Foé, N. (2023). « Paulin J. Hountondji et la boîte de Pandore des savoirs endogènes », *Diogène*, 3-4 n° 283-284.
- Foucault, M. (1997). *Il faut défendre la société : cours au Collège de France (1975-1976)*. Paris, France : Gallimard/Seuil.

- Foucault, M. (2001). *L'herméneutique du sujet*. Paris, France : Gallimard/Seuil.
- Goodman, N. (1985). *Faits, fictions et prédictions* (P. Jacob, Trad.). Paris, France : Minuit.
- Hebga, M. (1979). *Rationalité d'un discours africain sur les phénomènes para-normaux*. Paris, France : Seuil.
- Hountondji, P. (1994). Démarginaliser. Dans *Les savoirs endogènes : Pistes pour une recherche*. Dakar, Sénégal : CODESRIA.
- Huisman, D., & Vergez, A. (1996). *Histoire des philosophes : Illustrée par les textes*. Paris, France : Nathan.
- Kane, C. H. (1961). *L'Aventure ambiguë*. Paris, France : Julliard.
- Lévi-Strauss, C. (1962). *La Pensée sauvage*. Paris, France : Plon.
- Luze, H. de. (1997). *L'ethnométhodologie*. Paris, France : Économica.
- Mbele, C. R. (2015a). *Panafricanisme ou postcolonialisme ?* Yaoundé, Cameroun : L'Harmattan.
- Mbele C. R. (2015b). « l'Université africaine face à l'offensive des savoirs locaux », *La contribution des savoirs locaux à l'éthique, au politique et au droit*. Laval, Presse de l'Université de Laval, 2015.
- Obenga, T. (1990). *La Philosophie africaine de la période pharaonique. 2780-330 avant notre ère*, Paris, L'Harmattan.
- Onana Mebenga, M. (2020, 27 avril). *Lutte contre le Covid-19 : La thérapie de Mgr Kléda*. Cameroon Tribune.
- Virieux-Raymond, A. (1962). *La logique formelle*. Paris, France : Presses universitaires de France.
- Van Orman Quine, W. (1977). *Le mot et la chose*. Paris, France : Flammarion.

Le manuel scolaire à l'épreuve de la virtualisation des enseignements en temps de COVID-19 au Cameroun : mutation des usages et résilience des pratiques éditoriales

ALICE NGA MINKALA ET MARTIN GALLAND BEYALA

Dans les pratiques de dispensation des savoirs en milieu scolaire, le manuel scolaire se positionne comme un outil pédagogique fondamental. Jacques Ossété (1996, p. 6) en parle comme un « support matériel, dont on se sert pour fixer les idées (ou connaissances) à transmettre aux élèves ». Son image et les perceptions qui découlent de ses utilisateur·trice·s en font un auxiliaire pédagogique incontournable (Lebrun, 2006). Chez un très grand nombre de pédagogues, le manuel scolaire est perçu comme une valeur sûre, en tant que lieu où sont déposées des vérités incontestables (Vargas, 2016, p. 14). La littérature disponible sur le sujet conclut presque à la même constatation. Par exemple, pour Plane (1999, p. 72), « le manuel scolaire fait foi, avec la même infaillibilité que celle qu'on prête aux dictionnaires ». Bucheton (1999, p. 42), quant à elle, fait remarquer que « [...] pour les enseignants, [les manuels] sont des références fiables quant aux savoirs qui y sont présentés. Ils sont donc un outil précieux pour la préparation des leçons au plan des contenus enseignés et des pistes pédagogiques proposées ». Cette assertion est également partagée par Huot (1999, p. 33), qui apporte à son tour sa propre explication sur le sujet, à savoir que « la plupart des enseignants ont une sorte de foi naïve en la qualité des ouvrages qui leur sont présentés, sans doute parce que ce sont d'autres enseignants qui en sont les auteurs, et qu'il serait malséant de suspecter la compétence disciplinaire et pédagogique de collègues-auteurs ».

Des exemples pareils, on pourrait en citer davantage. Mais, à n'aborder

l'analyse que sous le prisme de l'enseignant·e, l'on pourrait être tenté de penser que le manuel scolaire n'est utile que pour ce dernier. Même s'il reste fondamentalement un instrument de travail essentiellement pour le maître et la maîtresse en tant que « source manifestée et dépositaire du savoir » (Bucheton, *ibid.*), le manuel scolaire constitue surtout un trait d'union entre l'enseignant·e et l'apprenant·e en tant que support matériel conçu et destiné à l'élève pour l'aider à acquérir justement des savoirs.

Pour Chris Stray (1993, p. 76), le manuel scolaire « se trouve au carrefour de la culture, de la pédagogie, de l'édition et de la société ». De par sa forme, Sylvianne Tinembart (2015) l'apparente en effet à tout autre livre; à la fois contenant, il est aussi un ensemble de contenus. De fait, ces derniers sont particuliers puisqu'ils se rattachent essentiellement au monde de l'éducation et de la formation. Ce qui est en jeu, c'est l'équilibre de l'écosystème scolaire, cet espace d'enseignement qui se doit de se conserver dans la dynamique des rapports entre facteurs (humains et matériels) de sa chaîne de production (Beyala, 2022). Les enseignant·e-s en tant qu'auteur·trice-s et utilisateur·trice-s, les apprenant·e-s en tant qu'utilisateur·trice-s, le manuel scolaire en tant que support et véhicule des savoirs conçus et transmissibles aux apprenant·e-s et l'éditeur·trice en tant que maître·sse d'œuvre et chef d'orchestre qui garantit la mise à disposition du public sous une forme matérielle lesdits savoirs (Zogo, 1995).

Au cours de l'histoire, plusieurs événements ont contribué à porter des mutations et des changements dans la dynamique des rapports entre les acteurs de la chaîne du livre, soit du point de vue des utilisateur·trice-s soit du point de vue des instances de sa constitution et de sa production matérielle. On peut citer entre autres l'amélioration dans l'appropriation des capacités didactiques, les fonctions plus en plus plurielles et spécifiques attribuées au manuel par les instances politiques de son émission, les apports des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans les systèmes de production, le développement de la production industrielle et de la distribution à grande échelle des produits culturels et les gains économiques massifs issus de cette production matérielle (Vargas, 2016). Si ces facteurs et bien d'autres ont pu toucher positivement autant les aspects de la superstructure intellectuelle que l'infrastructure économique (Estivals, 1983), il faut compter avec d'autres événements qui peuvent avoir une incidence plus ou moins immédiate et rétrograde sur l'équilibre de l'écosystème scolaire, à l'instar des catastrophes naturelles, des guerres, des pandémies.

Dans le cas spécifique du Cameroun, l'écosystème éducatif national a été

émoussé ces dernières années par plusieurs crises aux multiples enjeux, créant des incidences complexes sur son fonctionnement. Nous pouvons rappeler sans aucun ordre de priorité ni d'importance, l'émergence des crises armées dans une partie du septentrion et les revendications sociopolitiques aux soubresauts séparatistes et sécuritaires dans les régions administratives à prédominance culturelle et linguistique anglo-saxonne. Alors même que ces événements ont perturbé le fonctionnement de l'institution scolaire, avec des destructions partielles ou totales de certains édifices, le redéploiement des effectifs scolaires dans d'autres localités, la fermeture de certains établissements scolaires, au début de l'année 2020, une pandémie à portée planétaire a conquis et reconfiguré le tissu social international, contraignant les acteurs sociaux à muter vers de nouvelles pratiques.

En effet, ce qui n'était au départ qu'une simple affection respiratoire provoquée par un virus baptisé SARS-CoV-2 et détectée en Chine en décembre 2019, va très vite se généraliser et s'étendre dans le monde entier, c'est la pandémie à COVID-19. Cette dernière va se particulariser en se constituant en un fait social total au sens de Marcel Mauss (1925), fait social dont les bouleversements soudains vont provoquer des ruptures contextuelles inédites à l'échelle internationale, entraînant çà et là panique et psychose, impulsant de multiples réformes dans presque tous les aspects de la vie en société (Issaieva et al., 2020).

Afin de contrer les effets de la COVID-19, les acteurs et actrices politiques vont développer des stratégies de lutte matérialisées en mesures barrières. Dans l'optique de protéger sa population et réduire son exposition aux effets ravageurs de la pandémie, suite à la détection du tout premier cas en mars 2020, le Cameroun va mettre sur pied un plan de riposte sanitaire organisé autour d'une série de mesures (Plan de riposte gouvernemental du 18 mars 2020). Ces mesures tirent leur essence de celles édictées au niveau mondial dans le plan de riposte de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elles vont entrer en vigueur dès le 18 mars 2020 et seront ajustées selon les cas et implémentées à l'échelle nationale.

Toutes autant salutaires qu'elles puissent l'être, ces mesures vont cependant se révéler limitatives sur plusieurs plans. Leur effectivité va en effet orchestrer des incertitudes et des craintes sur l'ensemble des activités du tissu social. Partant de ce constat, cet article veut ainsi s'attarder sur le volet de l'éducation, pour interroger l'impact de la COVID-19 sur les mutations en vue d'une adaptabilité des pratiques dans l'écosystème éducatif national. Il apporte une réponse à cette double préoccupation : dans quelles mesures

l'action publique gouvernementale engagée pour assurer la continuité pédagogique a-t-elle permis de muter vers de nouvelles pratiques éditoriales? Ces nouvelles pratiques éditoriales sont-elles favorables à l'émergence d'une industrie locale du livre? Il s'agit plus précisément pour nous d'interpréter la réponse éducative adoptée au Cameroun et de voir comment celle-ci a influé sur la présentation du manuel scolaire au point de restructurer les mécanismes de négociation de sa chaîne de mise à disposition dans un environnement de virtualisation des pratiques d'enseignement. L'hypothèse générale étant justement que la virtualisation des enseignements a suscité des réformes dans le secteur de l'éducation, appelant à une mutation vers des usages peu courus par les acteur·trice·s de la chaîne de production du manuel scolaire au Cameroun.

La collecte des données a été faite par des entretiens semi directifs au téléphone, pendant la fermeture des classes et en présentiel quelques semaines après la réouverture des écoles pour le compte de l'année scolaire 2020-2021. Le matériau exploité a été recueilli auprès des acteur·trice·s de la chaîne éducative, en l'occurrence des enseignant·e·s (8 de l'éducation de base et 6 du secondaire), des responsables d'établissements (2 publics et 4 privés), des parent·e·s (8) des éditeurs – imprimeurs (7) et de deux groupes d'élèves (1 éducation de base et 1 secondaire) sans distinction de sous-système, dans la ville de Yaoundé et dans le quartier péri-urbain de Nkoabang.

À partir d'une analyse sur les enjeux d'acteurs autour des pratiques éducatives au Cameroun pendant la COVID-19, nous espérons démontrer que la transmutation de l'écosystème éducatif a obligé les acteurs de la chaîne à repenser les savoir-faire scolaires et éditoriaux à travers des applications numériques innovantes qu'il convient; malgré le contexte de précarité technologique, d'adopter dans le sens d'une reconfiguration du nouvel écosystème éducatif.

De l'urgence sanitaire à l'urgence totale

Des réformes institutionnelles aux modes de vie au sein des ménages, aucun secteur de la vie en société n'a été épargné par les effets traumatisants de la COVID-19. Cette section aborde la transmutation de cette pandémie en une crise qui affecte les pratiques et le vécu social et institutionnel du monde.

De l'indispensable adoption des réformes pour endiguer la pandémie

La détection du premier cas d'infection à la COVID-19 au Cameroun fait monter la panique sur l'opinion publique nationale. Les contaminations se multiplient et les premiers décès se font recenser. Sur le plan international, les images et les statistiques sur le ravage humain relayées à longueur de journée par les médias et les réseaux sociaux numériques ne rassurent personne. Des scientifiques à travers le monde redoutent l'éventualité d'une nouvelle vague après l'atteinte du premier pic épidémiologique. D'autres émettent l'hypothèse d'une mutation du virus, ce qui pourrait complexifier les protocoles de prise en charge. Matthieu Revest, spécialiste des maladies émergentes au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Rennes fait observer :

Dans les pandémies comme celle-ci, il n'y a jamais qu'une seule vague. On sait effectivement, notamment via les exemples de pandémies grippales ou de peste, qu'un microbe émergent, contagieux et pathogène, peut générer plusieurs vagues pandémiques faisant le tour du monde sur plusieurs années (2020, en ligne).

Au regard de cet accroissement des événements, où des équipes de scientifiques se « tuent » à la tâche, en attendant l'apparition d'une « fumée blanche » révélatrice d'une séquence de répit, l'urgence d'intégrer le respect des mesures barrières par les populations devenait salutaire. En effet, afin de freiner la formation de nouveaux foyers de contagion et préserver les capacités d'accueil des services hospitaliers, de nombreux pays décident des mesures de confinement. Le Cameroun, dans l'optique de protéger sa population et réduire son exposition aux effets ravageurs de la pandémie, va mettre sur pied un plan de riposte organisé autour d'une série de mesures. Dans l'urgence, le Cameroun sera cloisonné comme l'ensemble des pays du globe. Les frontières terrestres, aériennes et maritimes seront fermées et tous les vols en provenance de l'étranger suspendus, sauf pour des cargos aériens et navires transportant les produits de consommation courante ainsi que les biens et matériels essentiels. Les missions des membres du gouvernement et autres agents du secteur public et parapublic à l'étranger sont

suspendues. Les étrangers ne peuvent venir au Cameroun, car la délivrance des visas d'entrée aux aéroports est aussi suspendue.

Au niveau social, tout va dans le sens d'une désintégration. Les rassemblements ne sont plus encouragés surtout lorsqu'ils concernent un regroupement de plus de cinquante (50) personnes. Les déplacements urbains et interurbains ne seront envisagés qu'en cas d'extrême nécessité. Les débits de boissons, les restaurants et autres lieux de loisirs sont fermés à partir de 18 heures. Les contacts rapprochés, comme se serrer la main, se donner une accolade ou s'embrasser sont entre autres déconseillés voire prohibés. Dans le domaine de l'éducation, tous les établissements publics et privés de formation relevant des différents ordres d'enseignement restent fermés. Tous les événements à caractère sportif en milieu scolaire et universitaire sont reportés sine die. À côté des mesures spécifiques édictées par le gouvernement camerounais, les populations sont invitées à observer strictement les mesures d'hygiène recommandées par l'OMS. Ces mesures barrières initialement prises pour limiter la probabilité d'une contamination vont susciter de nombreuses frustrations.

Pour éviter l'asphyxie sociale, des réformes seront proposées. Celles-ci vont reconfigurer l'essentiel du tissu social. Par exemple, les flux des consommateurs dans les marchés et les centres commerciaux sont régulés. Les administrations publiques pour continuer de fonctionner, doivent privilégier les moyens de communication électronique et les outils numériques pour des réunions susceptibles de regrouper plus de dix (10) personnes. À ce niveau, rien n'est dit sur le système éducatif national en termes de réformes ou de réajustement, sinon sa discontinuité. C'est ainsi que pendant plusieurs mois, les écoles camerounaises, tous ordres confondus seront restées fermées et les enfants envoyés en congé avancé. Ce qui au départ n'était qu'une crise sanitaire, est très vite sortie de l'écosystème médical pour devenir un événement à portée mondiale. Comment les mesures de lutte anti-Covid ont-elles affecté le secteur de l'éducation?

Des réformes d'urgence aux réformes pédagogiques d'urgence : pour une continuité pédagogique

Les réponses étatiques et institutionnelles dans le plan de riposte sanitaire contre la COVID-19 vont entraîner de nombreuses conséquences avec des

effets dévastateurs sur le tissu social. Une illustration faite par Pierre Morelli (2021, en ligne) permet de décrire un tel contexte :

Mi-mars 2020, à court de masques, de blouses de protection, de gel hydro alcoolique et face à la saturation des hôpitaux, la seule alternative est de limiter de façon brutale et drastique les déplacements, les rencontres, les contacts physiques. Dans l'urgence, les autorités nous assignent à résidence. Nous voilà contraints à (re)penser à marche forcée une réorganisation sociale.

À l'instar de la dynamique globale, le Cameroun a acté la suspension des activités pédagogiques au sein de l'intégralité du système éducatif. Cette mesure s'est étendue des cycles préscolaires à l'enseignement supérieur, englobant tant les structures publiques que privées, ainsi que les établissements de formation professionnelle et les grandes écoles. Il faut aussi dire qu'au-delà des mesures de restriction spécifiques à la fermeture des écoles, d'autres mesures édictées par les autorités publiques compétentes, à l'instar de la distanciation sociale, l'impossibilité de rassemblement au-delà d'un certain seuil, la limitation des déplacements sociaux, etc. avaient tout aussi une incidence sur la capacité de fonctionnement des institutions scolaires. Même si la prudence gouvernementale et la nécessité de prendre des mesures drastiques étaient compréhensibles, 90 % de la population de la communauté éducative interviewée dans cette étude (responsables d'établissements scolaires, enseignant·e·s, élèves et parent·e·s) manifestaient de réelles inquiétudes quant à l'avenir de l'école surtout que le surgissement de cette pandémie dans l'espace public a rapidement relevé les limites et les insuffisances que le gouvernement avait à la prendre en charge efficacement. Les responsables d'écoles appelaient de tous leurs vœux le gouvernement à trouver une solution idoine :

Nous sommes responsables d'établissements scolaires. Au moment où la COVID-19 est déclenchée, nous sommes en moyenne à 60 % du taux de couverture des enseignements. Que vont devenir ces enfants? À quoi ressemblera leur avenir? Le Gouvernement doit trouver une solution et la hiérarchie nous a rassurés à ce sujet (entretien téléphonique avec le proviseur d'un lycée dans l'arrondissement de Yaoundé 4e, 25 mars 2020).

Si le malaise était général, c'est beaucoup plus du côté des établissements

d'enseignement publics qu'il fallait rassurer, sans oublier un grand nombre d'établissements privés dont les difficultés financières et la mauvaise tenue des équipements étaient perceptibles bien avant la pandémie. Néanmoins, certaines écoles privées et confessionnelles d'une certaine envergure et réputation avaient très tôt mis en place des moyens de communication avec les parent·e·s ou entre apprenant·e·s grâce au système de transfert d'informations, de cours et de notes par des groupes WhatsApp et des programmes d'enseignement à distance des années antérieures au surgissement de la COVID-19. Ils étaient moins alarmistes sur leur capacité à poursuivre leurs enseignements et avaient choisi de maintenir ce cap. C'est le cas du Secrétariat à l'éducation catholique :

Nous sommes une structure qui a plus d'un siècle de pratique scolaire au Cameroun. Nous sommes surtout avant-gardistes et toujours à la pointe de l'innovation. Nous n'avons pas attendu la Covid pour digitaliser nos pratiques. Nous le faisons bien avant et serons bien aise de pouvoir continuer dans cette lancée. Nous attendons juste de voir les orientations mises en place par le Gouvernement pour mieux nous ajuster (entretien téléphonique avec le Secrétaire à l'Éducation Catholique de l'archidiocèse de Yaoundé, 15 avril 2020).

La bonne disposition du système catholique et bien d'autres sur leurs capacités techniques n'éluident pas les difficultés des autres acteurs du système éducatif. Quelles que soient les disparités dans la capacité technique et le niveau de préparation des uns et des autres, il fallait assurer la continuité des enseignements et surtout l'encadrement des enfants en classes préparatoires aux examens officiels. Le spectre d'une année scolaire blanche pointait à l'horizon. Les jeunes apprenant·e·s eux-mêmes et elles-mêmes étaient désespéré·e·s. Partout dans le monde, les modes d'enseignement vont totalement changer (Meirieu, 2020). Aidés par le développement permanent des technologies numériques, ces modes d'enseignement vont permettre à de nombreux gouvernements de traverser une période inédite (Tsague *et al.*, 2022, en ligne). Face à ces bouleversements, le Cameroun, à la suite de nombreux autres pays à travers le monde, va repenser sa politique éducative à partir d'une intégration du numérique.

Les autorités du secteur de l'éducation et de l'encadrement de la jeunesse vont se concerter afin d'adopter des mesures adéquates pour assurer une continuation harmonieuse de la formation. L'option retenue par le gouver-

nement camerounais intègre des dispositifs éducatifs hybrides, entre l'enseignement à distance et l'enseignement en présentiel. Le choix de l'enseignement à distance se présente comme le principal pilier et se pratique davantage pendant la période de fermeture physique des écoles. En effet, l'effectivité de cette mesure était déjà perceptible dans le plan de riposte du gouvernement où les moyens de communication électronique et les outils numériques étaient l'option gouvernementale pour animer les réunions susceptibles de regrouper plus de dix (10) personnes. Par ailleurs, par le téléenseignement, les élèves sont appelés à suivre leurs cours sans sortir de leurs domiciles.

Qu'ils soient ou non touchés par la COVID-19, ils auront la possibilité de suivre leurs encadreurs par écran interposé. L'une des caractéristiques de ce type d'enseignement étant justement l'absence de salle et d'espace physique de rencontres et de cours en partage avec les apprenant·e·s (Keegan, 1986, en ligne). S'agissant du choix pour le dispositif d'apprentissage en présentiel, celui-ci sera l'option envisagée lors de la reprise des cours. En effet, au cours du quatrième trimestre de l'année 2020, certes l'épidémie était loin d'avoir disparu, mais les autorités avaient le contrôle des contaminations. On disposait de tests, ce qui permet de mesurer et de cartographier la pandémie dans le monde. Les protocoles de rentrée scolaire commencent donc à être disponibles et mis en place par les gouvernements. Au Cameroun, le modèle d'enseignement en salle se poursuit comme par le passé dans les campus scolaires avec un système de mi-temps pour les établissements à larges effectifs. Ce système recommande un fonctionnement en deux périodes pour les élèves d'une même salle de classe : 07h30 à 12h40 pour une première partie et de 13h à 17h30 pour la seconde (dispositions gouvernementales pour la réouverture des écoles).

Quoiqu'il en soit, l'option en faveur de la virtualisation des pratiques d'apprentissages en milieu scolaire sera diversement appréciée. L'instauration du système de téléenseignement n'a pas pu assurer une continuité optimale des enseignements dans toutes les composantes du secteur de l'éducation. Si dans l'ensemble, elle est la bienvenue, il faut compter néanmoins avec les limites et les réformes qui vont conditionner son implémentation. Dans l'urgence et sans formation pour la plupart, il était illusoire de croire à un enseignement numérique réel et actif (Tsague *et al.* 2022). L'apparition des disparités dans les pratiques des acteur·trice·s nous invite à évaluer l'impact réel de la COVID-19 sur les pratiques d'acteur·trice·s de la chaîne éducative au Cameroun. Mais, un tel axe n'est ni l'objet de cette com-

munication, ni notre orientation épistémologique. Néanmoins, en observant certaines hésitations managériales et contextuelles, cette crise a pu démontrer que de nombreuses contraintes existent et conditionnent le déploiement de la virtualisation de l'écosystème scolaire au Cameroun.

Le virtuel dans la réforme éducative : s'habituer aux in habitudes

Les mutations du système d'enseignement à distance ont imposé des difficultés à l'organisation du système éducatif camerounais. En effet, s'habituer au nouveau système s'est accompagné d'un changement au niveau des outils didactiques et pédagogiques. Mais, il convient de noter d'emblée que l'irruption de la COVID-19 aura été salubre pour le développement des technologies numériques. Les mesures sanitaires visant à limiter les contacts physiques entre personnes mènent rapidement à un usage accru des technologies numériques de l'information et de la communication (Issaieva *et al.*, 2020).

Selon certaines institutions, la pandémie tendrait à accélérer les transformations des usages médiatiques ou socio-numériques et de l'espace public en ligne. Une autre étude anonyme aboutit à la même conclusion, à savoir que l'édiction des mesures de lutte contre la COVID-19 aura favorisé de manière très significative une transmutation et une reconfiguration de l'espace de travail et d'enseignement du physique au virtuel grâce justement à l'implémentation du télétravail et du téléenseignement. Car, comme le fait remarquer Bernadette Plumelle (2021, en ligne),

avec la fermeture d'écoles dans 191 pays à la mi-avril 2020, mettant en congé forcé plus d'un 1,5 milliard d'élèves et 63 millions d'enseignants du primaire et du secondaire dans le monde, de très nombreuses écoles, universités et autres instituts de formation ont été obligés de basculer vers un enseignement à distance.

Mais de manière pratique, il fallait s'habituer aux in habitudes. En effet, ce type de modèle de transmission de connaissances scolaires recourt massivement aux technologies numériques. Ce basculement a créé et exacerbé les problèmes d'accès à l'éducation pour de très nombreuses personnes à tra-

vers le monde. Par ailleurs, les infrastructures numériques, les compétences et l'équipement des institutions et des élèves étant très divers, le problème posé par cette fracture numérique a orienté à l'usage d'autres médias pour l'apprentissage, comme les émissions de radio et de télévision. Au Cameroun, tout comme dans d'autres pays mieux équipés, des problèmes d'adaptation se sont posés. Quoiqu'il en soit, il fallait d'une part se faire violence et d'autre part subir des violences tant infrastructurelles que pragmatiques, afin de rendre opérationnel ce modèle d'enseignement inhabituel dans les pratiques courantes de transmission de connaissances scolaires au Cameroun.

Téléenseignement et contraintes sur le système éducatif camerounais

L'enseignement à distance que les autorités éducatives ont approuvé n'est pas un fait nouveau dans l'écosystème éducatif camerounais. Il s'y pratiquait dans certains milieux scolaires et académiques à titre expérimental ou accompli selon les cas. Depuis plusieurs années, le gouvernement avait initié des projets d'informatisation du système scolaire. Le Chef de l'État, le président Biya, avait tracé la voie en inaugurant le 30 novembre 2001 deux centres multimédias au lycée bilingue d'Essos et au lycée général Leclerc de Yaoundé.

Plusieurs autres lycées dans tout le territoire national auront bénéficié de la création d'un centre multimédia équipé pour la plupart des serveurs, des ordinateurs connectés à internet, des imprimantes réseau, des scanners et des logiciels éducatifs, etc. Les milieux de l'enseignement supérieur quant à eux avaient bénéficié depuis plusieurs décennies des campus numériques où de nombreux programmes et masters se faisaient déjà en ligne.

Même si cette initiative innovante allait être bien accueillie, puisqu'elle permettrait aux apprenant-e-s de continuer leur cycle de formation hors des salles de classe classiques, elle a résolument imposé un certain nombre de contraintes à cause justement de l'impréparation et de la résistance imposée par les défaillances techniques, mais aussi de l'absence d'une ressource humaine prête à l'emploi comme le fait remarquer le principal d'un institut privé dans l'arrondissement de Yaoundé IVème :

Nous sommes un établissement privé et la plupart de nos parents sont démunis. Par ailleurs, au moment où il faut fermer les écoles, plus de 70% de nos parents sont encore à solder la première tranche de leurs pensions. Sans cet argent, il est très difficile de fonctionner et comment allons-nous réaliser l'enseignement à distance, sans équipements techniques, sans ressources financières et surtout sans ressources humaines formées (entretien téléphonique réalisé avec un principal de collège dans l'Arrondissement de Nkol Afamba. 15 juillet 2020).

Quoiqu'il en soit, l'option gouvernementale était déjà prise. D'ailleurs, Kar-senti et Collin cités par Tsague et al. (2022, en ligne) déclarent : « au rang des potentialités offertes par l'enseignement à distance, l'examen de la littérature révèle la richesse de ce mode d'enseignement auprès des apprenants ». Il fallait donc s'y résoudre. Pour le faire, il fallait très tôt définir les caractéristiques de ce nouveau projet, à quoi ressemblerait une classe virtuelle? En effet, une classe virtuelle est un dispositif de formation à distance permettant à un groupe d'individus de se voir, de se parler via un outil de chat en ligne ou par audio, de partager et d'échanger des documents en format texte, audio ou vidéo. C'est une simulation en ligne d'une classe réelle où plusieurs apprenant·e·s et formateur·trice·s sont réun·e·s grâce à un système de visioconférence. Elle permet une formation synchrone, car les personnes en formation peuvent échanger et poser des questions aux formateur·trice·s et recevoir des réponses instantanées grâce à un outil de messagerie électronique distancié, les cours ayant lieu collectivement sur une plateforme en ligne. Mais, il faut bien convenir que la mise en œuvre d'un tel dispositif d'enseignement à distance ne saurait se faire sans obstacles. Le plus saillant pourrait résider dans les inégalités sociétales inhérentes à ce que l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE, 2011) a désigné par « fracture numérique ».

Cette fracture numérique allait constituer l'un des goulots d'étranglement les plus complexes dans l'implémentation de l'enseignement à distance. Car, il existait bien une forte disparité entre individus, foyers, entreprises et aires géographiques, en termes d'accès aux technologies et d'utilisation de l'internet pour une large variété d'activités. En effet, la fracture numérique

est appréhendée, dans un premier temps, comme un retard dans l'acquisition des infrastructures de télécommunication et l'accès aux

technologies, et dans un second temps, sous l'angle d'un faible taux de connectés avec un grand déphasage observé entre les couches sociales (favorisées et défavorisées), les villes et les campagnes, etc. Pour la mesurer, on prend en compte le nombre d'utilisateurs d'Internet ou de téléphones portables dans une communauté, le nombre de zones couvertes par le réseau internet ou téléphonique, etc. (Tsague *et al.*, 2022, paragr. 11).

Mais, compte tenu des aléas techniques dans le sens des ajustements pratiques pour des zones rurales suite aux défaillances de connectivité électrique et internet auxquelles il faut ajouter l'insuffisance des terminaux de réception, la jeunesse des apprenant·e·s, etc., c'est plutôt le modèle des cours audio-télévisés préenregistrés, dispensés en français et en anglais et diffusés selon une grille établie à la télévision nationale (CRTV) qui a été implémenté en lieu et place d'un modèle interactif.

Pour relever ce pari, les horaires de cours ont été établis en matinée tous les jours de 8 heures à 10 heures 30. La contribution des parent·e·s et autres tuteur·trice·s aura été largement sollicitée dans l'optique d'apprêter les enfants à se mettre devant le petit écran au moment convenu. Des informations collectées auprès de certain·e·s dirigeant·e·s d'établissements scolaires dans la ville de Yaoundé, outre les enseignements audio et télévisés, plusieurs autres structures à la suite du ministère des Enseignements secondaires (MINESEC) ont développé des plateformes en ligne sur lesquelles des cours étaient postés. Des groupes whatsapp et autres technologies de communication numérique ont été expérimentés. Néanmoins, une étude sur la réceptivité des cours mis en ligne par le MINESEC et ceux télédiffusés sur la CRTV au quartier Nkoabang dans la zone périurbaine de Yaoundé montre que 80 % d'enfants ne regardaient pas la télévision, $\frac{3}{4}$ n'ont pas suivi les cours en ligne. Plusieurs enfants ont été envoyés dans les villages et donc hors du circuit scolaire.

Il convient également de dire que l'incidence financière aura été, au-delà de l'appropriation des technologies, un enjeu majeur dans la mise en œuvre de cette politique. Selon plusieurs parent·e·s et apprenant·e·s, il fallait compter sur les coûts de connectivité internet qui ont engendré des charges supplémentaires.

Nous sommes un établissement rural où 90 % de nos parents sont démunis. Juste créer un groupe whatsapp pour eux est quasiment

impossible. Plus de la moitié ne disposent pas d'un téléphone android et ceux qui en ont ne sont pas assez numériques. Par exemple, nous avons un système d'envoi des cours et des notes après correction via les téléphones des parents. Beaucoup disent n'avoir rien reçu alors que c'est juste leur incapacité numérique qui est le problème (entretien réalisé le 20 juillet 2020 à Nkoabang avec un responsable de collège privé).

La précarité économique va aussi jouer un rôle limitatif dans ce processus de digitalisation. En effet, si les parents ne sont pas capables de couvrir les pensions scolaires, s'ils ont de la peine à s'acheter des téléphones android pour leurs propres usages, comment pourraient-ils en acheter à leurs enfants ? Outre l'incapacité de certains parent·e·s à utiliser les outils numériques et d'en acheter à leurs enfants, il fallait compter sur la disponibilité des plus conscients, ce qui n'était pas toujours assuré, car les parents pour la plupart sortaient avec leurs téléphones portables et ne pouvaient le(s) mettre à la disposition de leurs enfants qu'une fois de retour à la maison. Par ailleurs, cet outil d'apprentissage une fois mis à la portée des enfants pouvait devenir un objet de distraction, l'addiction des jeunes au téléphone portable étant devenue un véritable fléau social (Patesson, 2016, en ligne, open source). Pour certains de ces enfants, l'arrêt des cours en présentiel et le basculement en ligne auront désintégré leurs tissus relationnels puisqu'ils ne pouvaient plus rencontrer, encore moins jouer et partager leurs déjeuners avec des amis dans la cour de récréation.

Les défis de l'appropriation des nouveaux outils

La migration vers le nouveau système s'est également accompagnée d'importants changements techniques, surtout au niveau des outils didactiques et pédagogiques. En effet, quels que soient le modèle et l'outil choisis, il convient au préalable de créer un espace de partage à distance. Cet espace peut prendre la forme d'une classe virtuelle, d'un groupe de messagerie électronique interactif, d'une plateforme électronique en ligne, d'un studio de radio ou télévision d'enregistrement physique, etc.

La mise en place de l'un ou de l'autre de ses outils s'accompagne d'une logistique technique et technologique indispensable pour sa réalisation.

Selon certains responsables d'établissements rencontrés dans la ville de Yaoundé qui ont opté pour les classes virtuelles, il fallait disposer d'un logiciel de visioconférence, très adapté pour ce type d'exercice et des écrans interactifs. Ces appareils sont très pratiques pour des classes virtuelles et des enseignements à distance. Par exemple, l'écran interactif trouve bien sa place dans une salle de classe, vide ou partiellement occupée par les apprenant-e-s. Grâce à cet outil, lorsque les mesures ont été assouplies, certains responsables d'écoles qui en avaient les capacités ont pu organiser des classes en effectifs réduits pour prendre des cours en présentiel et les autres pouvant suivre les cours à distance. Cet écran permet en effet un partage de fichiers numériques (comme une leçon au format PDF) et de ressources pédagogiques.

Avant de lancer l'animation d'une classe virtuelle, il est nécessaire de bien la préparer afin de favoriser l'apprentissage des apprenant-e-s. Il est surtout essentiel de créer des rendez-vous réguliers. S'agissant des enseignements télévisés préenregistrés, une grille horaire a été établie et communiquée régulièrement afin de permettre aux élèves de s'y apprêter. De même pour les autres outils, des rendez-vous devaient être pris entre les enseignant-e-s et les apprenant-e-s. Plusieurs défis étaient à relever s'agissant de l'implication des apprenants. La plupart des élèves et enseignant-e-s ont montré des failles dans l'appropriation et l'utilisation des outils technologiques lors de l'animation des classes virtuelles. Il se posait, selon le cas, un problème de formation, de recyclage ou de renforcement des capacités. Dans certains cas, des tutoriels en ligne mis à la disposition des apprenant-e-s ont été nécessaires avant le début des cours. Dans l'ensemble, la nécessité d'être équipé d'un matériel adapté, notamment une caméra, un micro de qualité, une bonne connexion internet ainsi qu'un logiciel pédagogique permettant la mise en œuvre de la classe virtuelle sont quelques aspects techniques qui auront posé beaucoup plus de problèmes lorsqu'ils n'ont pas été pensés ou pris en compte en amont.

Outre les aspects techniques, on peut également relever des défis liés à la motivation des apprenant-e-s. Ceux-ci et celles-ci devaient faire preuve de plus d'autonomie et de discipline pour suivre avec attention les cours. N'ayant pas une interaction directe avec les apprenant-e-s dans la plupart des cas, puisque dans le cadre des enseignements télévisés préenregistrés, l'enseignant-e ne peut les voir, et dans le cadre des enseignements sur des plateformes interactives, certain-e-s apprenant-e-s pouvaient se soustraire de la consigne voire ne pas disposer de webcam branchée sur leurs ordinateurs,

il fallait également rendre des enseignements intéressants et agréables. Les parent·e·s devraient à leur niveau, dans la mesure du possible, veiller à ce que leurs enfants soient présents et concentrés sur les cours disponibles à distance; la difficulté à capter et à conserver l'attention des apprenant·e·s étant un défi majeur dans ce genre d'initiative.

Certain·e·s apprenant·e·s ont regretté le fait que des ressources, à l'instar des fichiers, ne soient pas sur la plateforme en ligne. Car, selon eux, il est préférable que ces éléments demeurent accessibles même après la fin du cours. Certain·e·s enseignant·e·s ont regretté le fait de ne pas disposer d'indicateurs clés pour mesurer l'efficacité des cours. Par exemple, il fallait suivre le taux de connexion à la plateforme, le nombre de documents téléchargés. Car, pour assurer le suivi après la classe virtuelle, il faut bien analyser ces différents indicateurs clés : taux de connexion, taux de complétion des activités, scores obtenus lors de la réalisation des différentes activités, etc. Enfin, la conception des supports de formation a été un grand enjeu.

Discussion : ce que la COVID-19 a fait du manuel scolaire selon les acteurs et actrices

Avec l'intégration grandissante des outils numériques à l'école et le développement de nouveaux dispositifs technologiques pour répondre aux caractéristiques et aux besoins des apprenant·e·s (OCDE, 2011), de nombreuses recherches et méta-analyses ont commencé à interroger leur efficacité sur différents aspects (socio-affectifs, motivationnels, cognitifs) des apprentissages scolaires, ainsi que sur les performances scolaires et les ajustements pratiques à opérer. Néanmoins, même si les résultats de telles études restent mitigés et ne permettent que de conclure partiellement de leur efficacité dans le cas de la COVID-19, il est établi que la virtualisation de l'écosystème éducatif répondant à l'urgence d'une effectivité de la continuité pédagogique en raison des contraintes imposées dans la lutte contre l'expansion de la COVID-19 a résulté d'une réforme dans le secteur de l'éducation (Tsague et al., 2022), induisant une mutation des usages dans la présentation et les pratiques éditoriales autour du manuel scolaire.

L'apparition des nouveaux rapports aux manuels scolaires

Comme précisé dans l'introduction, cette étude souhaite appréhender les mutations des pratiques d'acteurs dans le secteur de l'édition et du manuel scolaire imposées par les enjeux de l'intégration du numérique dans le système éducatif camerounais à partir de la survenue de la COVID-19. En effet, l'édiction des mesures barrières a eu plusieurs effets sur le système éducatif national. Nous rappelons ici le séquençage de la journée d'études en mi-temps, la réduction des effectifs par classes, la virtualisation du cadre d'enseignement, la distanciation sociale, le lavage des mains à l'eau courante et autres mesures allant dans le sens d'inciter la population estudiantine à prendre en mains sa protection. L'impossibilité de partage de livres entre apprenant·e·s et l'inaccessibilité des centres de documentation et de lecture sont devenues actives. Avec la priorisation de l'intelligence artificielle et l'usage des plateformes numériques dans les pratiques d'apprentissage, cette pluralisation des canaux de transmission des savoirs scolaires par l'accès à l'intelligence artificielle et au téléapprentissage a changé le rapport au livre et introduit de nouveaux modèles de présentation et d'utilisation du manuel scolaire.

Afin de cerner les ressentis et les pratiques déclarés par les enseignant·e·s en temps de pandémie, nous avons choisi de mener une étude par entretien semi-directif. Cette section permet ainsi de mieux comprendre l'impact du manuel scolaire selon les enseignant·e·s sur les pratiques scolaires et les défis que la COVID-19 aura imposés sur la présentation et le rapport au manuel scolaire. Pour la majorité des enseignant·e·s, le manuel scolaire joue un rôle central dans la pratique pédagogique. À ce titre, il est reconnu par Roger Seguin (1989) comme l'un des facteurs les plus efficaces pour améliorer la qualité de l'enseignement. Marcellin Vounda Etoa (2016), le présente comme la clé de voûte dans le processus d'universalisation de l'éducation dans le monde. Cet outil pédagogique fondamental est aussi un support physique de transmission des connaissances, et de par son contenu, il participe selon l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), « non seulement à l'instruction mais également à l'éducation par la transmission, de manière plus ou moins explicite, de modèles de comportement sociaux, de normes et de valeurs » (Unesco, 2014, en ligne). Loin d'être un simple outil pédagogique, le « livre scolaire » est également

comme le font remarquer Atfa Memaï et Abba Rouag (2017, en ligne), un *objet politico-social puissant*. Alain Choppin (1999 en ligne) le présente comme le véhicule « d'un système de valeurs, d'une idéologie, d'une culture; [qu'il] participe au processus de socialisation, voire d'endoctrinement des jeunes générations auxquelles il s'adresse ». Dans le même ordre d'idées, Raphaël Granvaud (2006) soutient que le manuel scolaire renferme un aspect cognitif et un aspect idéologique, et c'est ce qui lui donne un pouvoir considérable. En tant qu'auxiliaire pédagogique, le manuel scolaire est un support matériel, dont on se sert pour fixer les idées ou connaissances à transmettre aux élèves (Ossété, 1996).

Par conséquent, il est naturellement le support matériel de l'idéologie dominante. Il reproduit et perpétue ainsi la vision du monde du pouvoir dominant. Et comme le dit Robert Estivals (1983, p. 67), « l'idéologie dominante sous-tend l'organisation de la vie du livre. Quand un système idéologique donné se met en place, il produit, dans le domaine de l'écrit, des éléments (infrastructure économique et superstructure intellectuelle) qui assurent sa pérennité ». Finalement, le manuel scolaire, au-delà de ses multiples fonctions et facettes, en tant que support et véhicule des connaissances à transmettre aux élèves, est aussi de par son utilisation en classe, un instrument de disciplinarisation coercitive. Sa disparition temporaire des salles de classes ou sa mutation à de nouvelles formes de présentation très peu connues ou incompatibles avec le plateau technique des maisons d'édition n'ont pas facilité l'apparition de sa version numérique comme cela a pu être le cas dans certains pays développés. En revanche, les enseignements en ligne ou le dépôt des enseignements sur des plateformes en ligne auront développé le niveau de référencement des ouvrages.

La numérisation du manuel scolaire face au défi du tout numérique

Bien avant la COVID-19, la question de l'utilisation à des fins éducatives de l'informatique et, plus récemment, des systèmes numérisés d'information et de communication tendait à diviser les experts. Pour certains, la généralisation des pratiques de production, classement, conservation et communication numérisée des informations s'imposera nécessairement à l'école et y transformera les manières d'enseigner, d'apprendre et d'administrer les éta-

blissements. *A contrario*, d'autres considéraient que dans l'enseignement, la médiation humaine est prioritaire et que, loin de contribuer à sa disparition, le recours à des systèmes médiatisés rendrait cette médiation plus nécessaire que jamais (Peraya et al., 2013, en ligne). Les éditeurs de manuels scolaires sont de plus en plus nombreux à se tourner vers le numérique. Si le manuel électronique semble être un outil prometteur comme dans le tout numérique de l'écosystème scolaire imposé par la Covid, plusieurs défis restent à relever.

Pour les éditeurs camerounais, la grande promesse de l'apprentissage autonome à la maison ne s'est pas réalisée; elle n'a pas produit les effets escomptés. Pour ces acteurs, pour comprendre l'importance de la dynamique des apports entre le manuel scolaire et les apprenant-e-s, il faut d'abord comprendre la nature des fonctions de cet outil pédagogique. En effet, comme le fait remarquer Monique Lebrun, pour la plupart des enfants à travers le monde, les premiers livres avec lesquels ils entraient en contact sont les manuels scolaires. Ceux-ci remplissent selon Choppin (1999), plusieurs fonctions, notamment :

1. une fonction « référentielle » encore appelée « curriculaire » ou « programmatique ». Celle-ci prend effet, dès lors que des programmes d'enseignement existent. Dans cette perspective, le manuel n'est alors que la traduction fidèle du programme.
2. Une fonction instrumentale : met en œuvre des méthodes d'apprentissage, propose des exercices ou des activités qui, selon les contextes, visent à faciliter la mémorisation des connaissances, à favoriser l'acquisition de compétences disciplinaires ou transversales, l'appropriation de savoir-faire, de méthodes d'analyse ou de résolution, etc.
3. La fonction idéologique et culturelle est la plus ancienne de toutes. En effet, depuis le XIX^e siècle, avec la constitution des États-nations et le développement intellectuel et culturel y afférent ainsi que la mise en forme des principaux systèmes éducatifs, le manuel s'est affirmé comme l'un des vecteurs essentiels de la langue, de la culture et des valeurs des classes dirigeantes. Instrument privilégié de la construction identitaire, il est généralement ressenti, à l'instar de la monnaie ou du drapeau, comme un symbole de la souveraineté nationale. Cette fonction, qui tend à acculturer voire, dans certains cas, à endoctriner les jeunes générations, peut s'exercer de manière explicite, schématique et outrancière, de manière détournée, subreptice, implicite, mais non moins effi-

cace.

4. La fonction documentaire : elle est censée fournir, sans en orienter la lecture, un ensemble de documents textuels ou iconiques dont l'observation ou la confrontation sont susceptibles de développer l'esprit critique de l'élève. Loin d'être universelle, c'est une fonction apparue très récemment dans la littérature scolaire. Elle n'est mise en œuvre que dans les environnements pédagogiques qui privilégient l'initiative personnelle de l'enfant et visent à favoriser son autonomie.

Cependant, l'efficacité pédagogique reste à démontrer, comme le fait remarquer Carole Raby (2004, en ligne) : « Il y a plein de bonnes intentions, mais on n'a pas encore réussi à démontrer des apprentissages significatifs. Et dans les cas d'usage intensif, on a remarqué une baisse des interactions sociales ». Pour les enseignant·e·s, impliqué·e·s dans cette étude, 80 % pensent qu'actuellement, lorsqu'il est utilisé à l'extérieur de l'école, le manuel numérique sert essentiellement à la réalisation des devoirs. Malheureusement, « Il n'y a pas d'apprentissage autonome parce qu'il n'y a pas de tuteur. L'élève est laissé à lui-même en dehors des heures de cours, ce n'est pas très pratique », renchérit un enseignant.

À côté des questions techniques et de réception, la question de la gestion des droits est aussi assez complexe. Pour le Président de l'association des éditeurs camerounais,

on devrait être capable d'assembler le manuel scolaire mis à la disposition par un achat marchand, le matériel libre de droits et le matériel artisanal avec une gestion des droits de tout ça. Tout cela n'est pas possible pour le moment et la législation en vigueur est à la traîne, la COVID-19 ayant raccourci les usages par rapport aux pratiques anciennes.

Pour les imprimeurs camerounais, le manuel scolaire numérique organise la mort de leur branche économique. La COVID-19, en imposant une forme d'enseignement qui tend à numériser ses outils de dispensation, a contribué à faire perdre des parts de marché considérables dans un marché peu favorable aux intérêts des nationaux.

Le manuel scolaire en temps de COVID-19 : une survie dans une culture de peu de lecture

L'histoire de la lecture au Cameroun est parallèle à celle de l'évolution des manuels scolaires qui eux-mêmes sont le fait de la présence de l'école occidentale. En effet, vers 1844, des baptistes anglais arrivent à Douala et fondent rapidement des temples et des écoles où ils enseignent (Batibonak, 2021). Cet enseignement passe par la mise à disposition des livres pour la catéchèse et des manuels scolaires pour l'éducation classique. Les pasteurs Joseph Merrick de la Jamaican Baptist Missionary Society et Alfred Saker de la Baptist Missionary Society of London vont jouer un rôle central dans l'essor du livre, de l'imprimerie, du premier circuit de distribution des produits culturels et de la lecture au Cameroun (Beyala, 2022, p. 78).

Dans le processus de constitution du modèle bibliologique camerounais, le développement du livre est toujours rattaché aux défis de la lecture et les exercices de lecture eux-mêmes semblent dans la plupart des cas n'être réservés qu'à une frange de la population; celle scolarisée. On ne lit donc que parce qu'on est à l'école, pour faire ses devoirs et passer ses examens et on ne lit que ce qui est dans le programme scolaire (Nga Minkala, 2001, p. 204). Les études spécialisées disponibles ont démontré le lien consubstantiel entre l'apprentissage à la lecture et le manuel scolaire. Monique Lebrun (2006, p. 3), parlant du manuel scolaire, confirme cela en ces termes : « Après tout, ne sont-ils pas les premiers livres qu'on nous a jadis mis entre les mains? ». Les acteurs interviewés sont unanimes sur le rôle sacré du manuel scolaire et le lien congénital entre la lecture et le manuel scolaire.

Or, à partir de plusieurs autres considérations historiques, culturelles, économiques, voire conjoncturelles, le livre au Cameroun reste peu lu. Une des bouées de sauvetage reste la lecture en milieu scolaire. Toute chose que la COVID a perturbé. Pour les éditeurs, sans école, sans manuels scolaires et par effet domino, un ensemble de pratiques ont ainsi sombré dans l'incertitude et le chaos réduisant de plus en plus à sa portion congrue, le rêve d'émergence d'une industrie éditoriale locale. Par ailleurs, les statistiques faites par l'association des éditeurs camerounais montrent que la demande du manuel scolaire a chuté inexorablement pendant la période de la COVID-19.

Une rentrée scolaire 2020-2021 sans manuels scolaires

Au quatrième trimestre de l'année 2020, malgré la résistance, avec son effet va-et-vient et un taux de létalité élevé dans certaines parties du monde, la pandémie commence à flamber dans d'autres lieux, l'hécatombe annoncée en Afrique tarde à se produire. Le monde semble être dans un contexte plus sécurisant et mieux outillé. Les masques, les gels, les tests, la maîtrise progressive des mesures barrières et l'annonce imminente de vaccins aux performances extraordinaires (au-delà de 90 %) augurent d'une résolution prochaine de la pandémie. La plupart des membres de la communauté éducative camerounaise ne trouvent pas d'inconvénients à voir les écoles réouvertes. C'est dans ce contexte que des protocoles de rentrée vont être mis en place et suivis à l'école et à l'université par les apprenants, les enseignant·e·s et les personnels administratifs accompagnés souvent par les autorités sanitaires et sécuritaires.

Malheureusement, outre les difficultés financières qui se sont accrues pendant la réduction des activités à potentiel économique pouvant justifier l'incapacité de certains parents à assurer les charges liées à la rentrée scolaire, les manuels scolaires se font rares sur le marché. En effet, le marché du livre camerounais est foncièrement extraverti, car près de 90 % de livres sont imprimés à l'étranger (Vounda Etoa, 2016). Pour le président de l'association des éditeurs :

les difficultés liées à la Covid n'ont épargné personne ou que très peu. La fermeture des usines de production à l'étranger, le nombre important de décès parmi certains staffs, les difficultés de transport où la priorité était orientée vers des produits d'appui médical qu'aux besoins culturels, la revalorisation à la hausse du fret maritime et aérien entre autres, sont de nature à justifier cette incongruité.

Pourtant, la problématique de la production locale du manuel scolaire est depuis longtemps un des points saillants des débats autour de la chaîne du livre. Afin d'échapper à la grogne qui prend de plus en plus corps dans l'opinion, face au lobby des imprimeurs locaux, le gouvernement va prendre une mesure encourageant les éditeurs nationaux à imprimer 50 % de leur production dans les imprimeries locales. Cette mesure gouvernementale, loin d'être un point positif à créditer au lobby des imprimeurs, semble être plutôt un moyen de contourner les effets de la COVID-19 sur les secteurs de l'édu-

cation et du manuel scolaire. En effet, les attermoissements du gouvernement à prendre des mesures favorables laissent entrevoir la faible volonté politique de favoriser l'émergence d'une industrie locale du livre au cours de la période de la COVID-19, tout en maintenant le Cameroun sous une forme de colonialité éditoriale au profit des industries étrangères. Pourtant, les revenus de cette économie pourront permettre de booster les autres pans de l'édition, à l'instar de la littérature générale et scientifique.

Conclusion

L'analyse de l'action publique gouvernementale dans la lutte contre la COVID-19, notamment dans le secteur de l'éducation, a permis dans un premier temps, d'apprécier les mutations permettant d'éviter au Cameroun une asphyxie sociale. En adoptant une politique éducative qui intègre le numérique et les outils de l'intelligence artificielle, la menace de la discontinuité de l'année scolaire n'aura été que d'une durée éphémère. Dans un second temps, la virtualisation de l'écosystème scolaire aura permis le développement de nouvelles formes de rapports au manuel scolaire. Malgré le fait que ces nouvelles formes ne soient applicables que dans des contextes où l'ingénierie informatique aura fait de grands bonds, il est loisible de constater que la COVID-19 aura poussé les limites d'une réflexion qui tanguait dans les incapacités et les vicissitudes de la chaîne éducative. Dans un troisième temps, la Covid aura eu un effet mitigé sur le développement du secteur de l'édition et les hésitations du gouvernement à poser des actes dans le sens d'une amélioration du secteur du manuel scolaire poussent à penser à un ajustement structurel et culturel qui découragerait les initiatives locales dans le sens de l'émergence d'une industrie éditoriale du livre, accentuant la domination des puissances étrangères sur le marché camerounais du manuel scolaire. Quoiqu'il en soit, la COVID-19 au Cameroun aura posé les jalons d'une réflexion qui pourrait restructurer le paysage éditorial national pour intégrer les enjeux de la virtualisation de l'écosystème scolaire.

Références bibliographiques

- Batibonak, S. (2021). *Pentecôtismes camerounais et medial turn à l'orée du XXI^e siècle*. Monange.
- Beyala, M. G. (2022). Le livre face au défi de la démarginalisation des savoirs endogènes : Autopsie d'une circulation alambiquée du livre en Afrique noire francophone : enjeux et perspectives de l'édition numérique. Dans A. Kouago, R. Mamadi, & I. J. Laougue (Dir.), *Francophonie et diffusion des pratiques, savoirs et valeurs africains à l'ère du numérique : Actes du colloque international pluridisciplinaire (14-17 juillet, université Adam Barka d'Abéché)* (Vol. 1, pp. 71-82).
- Bucheton, D. (1999). Les manuels : Un lien entre l'école, la famille, l'élève et les savoirs. Dans S. Plane (Dir.), *Manuels et enseignement du français* (pp. 41-50). CRDP Basse-Normandie.
- Choppin, A. (1999). L'évolution des conceptions et des rôles du manuel scolaire. Dans S. Plane (Dir.), *Manuels et enseignement du français* (pp. 17-28). CRDP Basse-Normandie.
- Estivals, R. (1983). *Le livre dans le monde : Introduction à la bibliologie internationale*. Retz.
- Granvaud, R. (2006). Colonisation et décolonisation dans les manuels scolaires de collège en France. Dans *Relectures d'histoires coloniales*.
- Huot, H. (1999). Le statut du manuel dans l'enseignement actuel. Dans S. Plane (Dir.), *Manuels et enseignement du français* (pp. 29-39). CRDP Basse-Normandie.
- Ina. (s. d.). Information à la télé et coronavirus. *La Revue des médias*. <https://larevuedesmedias.ina.fr/etude-coronavirus-covid19-temps-antenne-information>
- Issaieva, E., Odacre, E., Lollia, M., & Muriel, J.-T. (2020). Enseigner et apprendre en situation de pandémie : Caractéristiques et effets sur les enseignants et les élèves. *Revue scientifique internationale en éducation*, 28(4). <https://id.erudit.org/iderudit/1080555ar>
- Keegan, D. (1986). *Foundations of distance education*. Croom Helm.
- Lebrun, M. (2006). *Le manuel scolaire : Un outil à multiples facettes*. Presses de l'Université du Québec.
- Meirieu, P. (2020). L'école d'après... avec la pédagogie d'avant? *Café pédagogique*.
- Memai, A., & Rouag, A. (2017). Le manuel scolaire : Au-delà de l'outil pédagogique.

- gique, l'objet politico-social. *Éducation et socialisation*.
<https://doi.org/10.4000/edso.2014>
- Morelli, P. (2021). Covid-19 : Une histoire à rebondissements en quatre saisons. HAL. <https://hal.univ-lorraine.fr/hal-03433648v1>
- Nga Minkala, A. (2001). Livre scolaire et dévaluation du franc CFA : Enjeux et opportunités. Le cas du Cameroun. *Langues et communication*, 1(1), 197-212.
- OCDE. (2011). *Connectés pour apprendre? Les élèves et les nouvelles technologies*. <https://www.oecd.org/fr>
- Ossété, J. (1996). *Le livre scolaire au Congo*. L'Harmattan.
- Patesson, R. (2016). Enquête sur l'addiction des jeunes aux smartphones. HAL. <https://univ-antilles.hal.science/hal-01375819v1>
- Peraya, D., Marquet, P., Hulsman, T., & Moeglin, P. (2013). Médiation, médiations. <https://doi.org/10.4000/dms.153>
- Plane, S. (1999). Le manuel, outil d'enseignement, outil d'apprentissages. Dans S. Plane (Dir.), *Manuels et enseignement du français* (pp. 65-81). CRDP Basse-Normandie.
- Plumelle, B. (2021). La fermeture d'écoles et leurs effets sur l'apprentissage des élèves (pp. 31-37). <https://doi.org/10.4000/ries.10794>
- Raby, C. (2004). Analyse du cheminement qui a mené des enseignants du primaire à développer une utilisation exemplaire des technologies de l'information et de la communication en classe. HAL. <https://theses.hal.science/edutice-00000750v1>
- Revest, M. (2020). Coronavirus : Repères et point sur les connaissances. <https://actu.univ-rennes.fr/actualites/coronavirus-reperes-et-point-sur-les-connaissances-avec-le-pr-matthieu-revest>
- Stray, C. (1993). Histoire de l'éducation : Vers une sociologie historique du manuel. Dans *Manuels scolaires, États et sociétés. XIXe-XXe siècles*.
- Tinembart de Bevaix, S. (2015). *Le manuel scolaire de français, entre production locale et fabrique de savoirs : Le cas des manuels et de leurs concepteurs dans le canton de Vaud au XIXe siècle* (Thèse de doctorat, Université de Genève).
- Tsague, N. B., Dounla, M. F., & Coulibaly, B. (2022). Expériences d'éducation à distance dans l'enseignement secondaire au Cameroun à l'ère de la Covid-19 : Regards et perspectives. <https://doi.org/10.4000/ced.3565>
- UNESCO. (2014). *Manuels scolaires et ressources didactiques : Cadre d'élabo-*

ration des politiques.

https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000221006_fre

Vargas, C. (2016). Les manuels scolaires : Imperfections nécessaires, imperfections inhérentes et imperfections contingentes. Dans M. Lebrun (Dir.), *Le manuel scolaire : Un outil à multiples facettes* (pp. 13-35).

Vounda Etoa, M. (2016). *Livre et manuel scolaires au Cameroun : La dérive mercantile*. Presses universitaires de Yaoundé.

Zogo, F. (1995). *L'édition et le livre au Cameroun : Production, distribution, consommation. Contribution à l'étude des systèmes éditoriaux dans les pays d'Afrique subsaharienne* (Thèse de doctorat, Université de Paris II Panthéon).

L'éducation en « live » : enseigner à l'ère de la COVID-19 au Cameroun

CLÉMENT HONORÉ ANGONI ANGONI

L'éducation est considérée comme la socialisation et l'accès des apprenant-es aux savoirs légalement admis et diffusés au sein d'un espace public précis : l'école. Chaque époque se caractérise de fait par une conception de l'éducation et de l'école, qui sont à la remorque d'une vision situationnelle du monde. Ces temps derniers, les manières de faire éducatives ont été bouleversement mondial provoqué par la pandémie de la COVID-19. Les conséquences restent visibles au Cameroun dans le secteur éducatif. Dès lors, l'on assiste à une montée vertigineuse du « live » renforcée durant cette ère de la COVID-19, tant dans le domaine éducatif que dans d'autres domaines de la vie sociale. Ainsi, le secteur éducatif a muté circonstanciellement de l'espace public physique vers un espace public virtuel reposant sur la possibilité d'interaction à distance. Ceci visait à satisfaire aux exigences de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) portant essentiellement sur la distanciation physique par crainte de contamination.

À la survenue de la pandémie de COVID-19 dans le monde et de ses restrictions, les structures éducatives se sont activées pour continuer à diffuser des enseignements aux apprenant-es en dehors des salles de classe. Les technologies de l'information et de la communication, appliquées à l'enseignement/éducation, sont entrées en jeu pour permettre aux enseignant-es de poursuivre leur mission en s'appuyant désormais sur la technologie. On retient les médias classiques comme la radio et la télévision à qui l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) reconnaît la fonction d'informer et d'éduquer. Les médias digitaux ne sont pas absents de même que les applications numériques diverses qui facilitent l'instantanéité voire l'immédiateté et donnent sens au « live » en situation d'éducation. De ce constat, découlent les interrogations suivantes : comment se sont comportés les enseignant-es et les apprenant-es à l'époque de la COVID-19 au Cameroun? Comment les enseignements tirés de la gestion de

la COVID-19 par le secteur de l'éducation peuvent permettre à ce secteur de s'ouvrir plus que jamais aux personnes en situation de vulnérabilité? Les réponses à ces questions exigent de mobiliser la théorie habermassienne de l'agir communicationnel. À partir d'une approche qualitative basée sur une revue documentaire et sur la sociologie visuelle, cet article s'organise autour de la clarification de l'éducation en « live », puis expose les attitudes des enseignant·es et des apprenant·es face à cette éducation et enfin s'intéresse aux perspectives que peut offrir ce type d'éducation en termes d'inclusion sociale.

L'éducation « en live », qu'est-ce que c'est?

L'éducation « en live » désigne la transmission des connaissances en situation réelle ou « directe » entre un enseignant·e et des apprenant·es n'étant pas tous situés aux mêmes endroits. Il s'agit donc d'un enseignement que l'on fait à distance, tout en prenant le soin de s'appuyer sur des supports technologiques adéquats. Cette manière d'enseigner, même si elle a été remobilisée à la circonstance de la COVID-19, n'est pas une nouveauté. Depuis plusieurs décennies l'on parle de formation ouverte à distance (FOAD), d'enseignement à distance, de e-learning, de téléenseignement ou encore d'enseignement numérique. Il s'agit donc d'une manière d'éduquer ou d'enseigner qui ne date pas d'aujourd'hui (Chaptal, 2005). Toutefois, il est utile de préciser que l'utilisation du numérique et plus précisément d'internet est au cœur de ce style d'enseignement. L'on peut aussi comprendre le téléenseignement comme toute pratique qui permet à l'enseignant·e et à l'apprenant·e de tenir leur relation d'enseignement malgré la distance qui les sépare. Il s'agit des formes d'enseignement où l'enseignant·e et l'enseigné·e sont spatialement, et parfois temporellement éloignés l'un de l'autre (Foaleng, 2020).

De fait, de manière quasi-spectaculaire, l'éducation « en ligne » va regagner en notoriété à l'occasion de la fermeture des établissements scolaires et universitaires dans l'intention de limiter les risques de contamination à la COVID-19 et surtout d'éviter l'interruption totale de la diffusion des enseignements. Dans le cadre de cette communication, nous allons analyser cette notion en nous attachant sur l'éducation formelle d'une part et sur l'éducation non formelle d'autre part.

Éducation formelle

L'éducation formelle désigne celle qui est basée sur les programmes précis, les curricula inspirés des manuels scolaires et de la politique éducative nationale. Cette politique éducative est définie par les instances gouvernementales en charge des questions éducatives au sein d'un pays. Il est question ici de montrer comment l'éducation formelle a été impliquée dans l'éducation en « live » en contexte de COVID-19 au Cameroun. Au cours de cette crise sanitaire, l'éducation des enfants n'a pas été facile. Les délestages constants justifiés par une fourniture d'électricité approximative et la connexion internet qui reste de piètre qualité à l'échelle nationale n'ont pas été de nature à faciliter l'accès à l'éducation.

En tant qu'année scolaire particulière, l'an 2020 laisse des stigmates inoubliables aux enseignant-es, aux élèves et à leurs parent-es. Il était impérieux pour ces acteurs de s'approprier et de s'adapter très rapidement à cette manière d'enseigner/d'éduquer : l'éducation « en live »; ses exigences techniques ou technologiques sont désormais au cœur de la transmission des connaissances. De même, par son caractère inédit, cette pandémie permet de (re)positionner les parent-es dans le suivi voire l'accompagnement de l'apprentissage de leurs enfants « en live ».

Après l'annonce temporelle d'arrêt des cours en présentiel au sein des structures éducatives le 18 mars 2020, l'éducation « en live » va progressivement (re)gagner le terrain dans l'univers social camerounais. Trois principaux supports peuvent être identifiés : la télévision, la radio et les groupes WhatsApp. Ceux-ci ont été particulièrement sollicités et mobilisés par les acteurs du macro ou microcosme éducatif afin de permettre la poursuite de l'enseignement en distanciel. La télévision nationale va jouer un rôle déterminant en diffusant les cours à distance sur toute l'étendue du territoire camerounais.

À la maison, l'élève pouvait alors suivre les cours de sa classe et préparer sereinement son examen. À cet effet, les parent-es portent une attention particulière sur le suivi de ces enseignements à la télévision : « J'attirais l'attention de ma fille pour suivre avec sérieux les cours dispensés à la CRTV ». De même, certains élèves trouvent que les cours à la CRTV leur ont donné une plus-value, d'où les déclarations suivantes : « Cela a permis que je renforce mes capacités en maths et en PCT », « les cours étaient bien

dispensés, les enseignant-es prenaient tout leur temps pour expliquer les savoirs aux élèves » (Bachir Bouba, 2021).



Planche 1. Illustrations annonçant les cours à la radio et à la télévision (source : CRTV)

Pendant la période de confinement, l'école a été obligée d'adopter les cours à distance. Les élèves et les enseignant-es restent chez eux, mais doivent collaborer pédagogiquement afin de ne pas rater l'année scolaire. Cependant, les initiatives n'étaient pas les mêmes dans les différents ordres d'enseignement (supérieur, secondaire, primaire). Pour le cas des enseignements secondaires qui nous intéressent, il faut dire que le soin a été donné à chaque établissement scolaire d'inventer des stratégies propres, au-delà de celles officielles. Ainsi, les Technologies de l'Information et de la Communication ont été mises à contribution pour faciliter les échanges entre les enseignant-es et les élèves.



Planche 2. Illustrations présentant un cours à la télévision et un cours à la radio (source : CRTV)

La télévision a été largement sollicitée pour proposer aux élèves des cours à distance. Des dispositifs nationaux qui proposent des émissions enregistrées pour la télévision ont été mis en place. Il s'agit d'un programme de

suivi des enseignements audiovisuels et numériques à domicile (IIPE, 2020). Ces initiatives sont parfois relayées par des émissions sur les chaînes de radio et de télévision pour atteindre un nombre plus important d'apprenant-es. Pratiquement tous les pays utilisent les canaux nationaux pour diffuser des émissions en direct (ou en différé), consistant à mettre en scène des enseignant-es, reconnu-es pour leur compétence, déroulant une leçon. Ces séquences, qui duraient en général 30 minutes, étaient diffusées selon des créneaux horaires bien définis.

Dans certains établissements, les enseignant-es ont pris l'initiative de créer des groupes WhatsApp pour maintenir un contact direct avec leurs élèves en véhiculant des contenus en rapport avec la progression de la classe. Toutefois, ces initiatives restent isolées et sont tributaires de la volonté et des compétences des enseignant-es dans l'utilisation des médias sociaux. Les enseignements sur les plateformes numériques se sont déroulés sous deux formes. La forme de messagerie instantanée lorsque les étudiants sont informés la veille de l'heure des échanges avec l'enseignant-e. Généralement, ce dernier commence la leçon par un enregistrement (voice) liminaire quelques minutes avant le début du cours. Les étudiants suivent ce voice puis réagissent par des questions sous forme de texte ou de note vocale. L'enseignant-e répond alors en synchrone ou en asynchrone aux questions pertinentes. Pour les « questions banales », il les reformule et donne des explications. L'utilisation des groupes WhatsApp était un choix délibéré de chaque enseignant-e (Mah, 2021). Hormis les groupes WhatsApp, le Ministère a mis en œuvre l'éducation à distance par l'appui de l'UNESCO. En effet, « en guise d'expérimentation de l'enseignement à distance, le MINESEC a mis à la disposition des candidat-es aux examens officiels, des leçons de remise à niveau : <https://minesecdistancelearning.cm> juste après les initiatives d'enseignement radio/TV » (Mafouen *et al.*, 2020, p. 5).

Ces cours avaient pour objectif d'accorder aux élèves la même égalité de chances d'accès et de réussite à l'école. À Mokolo dans le Mayo Tsanaga, dans la région de l'Extrême-Nord, les difficultés en fourniture d'énergie électrique y étaient légion et avaient des conséquences sur la connexion internet. Les élèves de cette localité, comme ceux des autres zones rurales dans la même situation, éprouvent des difficultés à suivre normalement les cours en ligne, aussi bien à la télévision nationale qu'à travers les plateformes numériques comme WhatsApp (Bachir Bouba, 2021).

Éducation non formelle

Le concept d'« éducation non formelle » se vulgarise dès les années 1990 qui désignent la période au cours de laquelle la déclaration mondiale sur l'Éducation pour tous (EPT) fut adoptée à la conférence de Jomtien en Thaïlande en mars 1990. Cette rencontre avait pour but d'universaliser l'enseignement fondamental et réduire l'illettrisme avant la fin des années 90. Cette assise va donc définir l'EPT comme :

L'ensemble des savoir-faire, savoir-être et savoir devenir, indispensable à l'épanouissement total de l'individu au sein de la collectivité. Elle regroupe l'ensemble des connaissances élémentaires que les membres de la communauté doivent maîtriser pour assurer leur développement personnel et celui de la communauté (UNESCO, 1990).

L'éducation non formelle est donc toute activité éducative organisée en dehors du système d'éducation formelle établie et destinée à servir des clients afin d'atteindre des objectifs d'instruction identifiables (Coombs *et al*, 1973). Cette définition met en évidence deux caractéristiques : la destination vers un public plus large et identifiable et la non-institutionnalisation marquée par un déroulement hors du système éducatif conventionnel. Cette éducation a été mise à contribution durant la pandémie de COVID-19 au Cameroun. Ici, il n'était pas question de diffuser des leçons ou d'enseigner une discipline ou matière donnée, mais de sensibiliser et d'éduquer de manière holistique la grande majorité des Camerounais-es sur les « mesures barrières » qui permettaient d'éviter la COVID-19.

La télévision, la radio, les réseaux sociaux (WhatsApp et Facebook) et les campagnes de proximité servant de réunion de sensibilisation ont été mobilisés pour mener à bien l'éducation « en live » sur les attitudes à adopter pour éviter la COVID-19. Par ailleurs, les médias étaient aussi mobilisés pour informer l'opinion publique nationale sur la situation de la pandémie à l'échelle du pays et sur les potentielles solutions proposées par des acteurs sociaux tant locaux qu'internationaux.



Image 1. Les titres du 20H30 au Journal de la CRTV en lien avec la COVID-19 (source : CRTV)

Les campagnes de sensibilisation physiques se tenaient dans les marchés, les carrefours et autres lieux publics pouvant regrouper un grand nombre d'individus. Ces moments d'éducation populaire permettaient d'instruire les populations camerounaises sur les attitudes à adopter pour éviter d'être contaminé par le virus. Ces attitudes ont été baptisées « gestes barrières ». Elles consistaient majoritairement à adopter les règles d'hygiène élémentaires, à observer la distance physique et sociale et à consulter un médecin.



Planche 3. Illustrations relatives-support aux campagnes de sensibilisation (source : CRTV)

En dehors de ces campagnes physiques, Facebook, prioritairement, a été une

plateforme d'éducation populaire. Ce réseau social a aidé les internautes à avoir des informations sur la COVID-19 tant au Cameroun qu'en dehors des frontières nationales. C'est à juste titre que l'on y a vu les partages d'informations relatives aux mesures gouvernementales, aux communiqués de presse des ministres et parfois à certaines caricatures.



Image 2. Un communiqué de presse du ministre de la Santé (source : CRTV)

Les attitudes des enseignant-es et des apprenant-es

Les enseignant-es et les apprenant-es ont dû développer des aptitudes et adopter des comportements particuliers durant cette période d'école à la maison. C'est fort de ce constat qu'il est intéressant de recourir à la théorie de l'agir communicationnel qui reste focalisée sur « le monde vécu ». En effet, les questions de pandémie et d'éducation sont des problèmes d'ordres pratiques. Il ne s'agit pas d'objets uniquement ontologiques. D'un point de vue habermassien, de telles préoccupations recommandent une attention communicationnelle engageant tous les acteurs concernés (enseignant-es, ministères, élèves et parent-es). Il devient dès lors impérieux d'analyser les comportements des acteurs principaux que sont les enseignant-es et les apprenant-es au cours de cette éducation « en live ».

Attitudes des enseignant-es

En 2020, près d'1,6 milliard d'élèves et de jeunes dans le monde ont été pénalisés par les fermetures d'écoles. Faute de préparation des systèmes éducatifs, les établissements et le personnel enseignant ont été contraints de s'adapter à de nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage pratiquement du jour au lendemain (UNESCO, 2020). Les établissements scolaires et le personnel enseignant ont dû trouver des moyens pour continuer à assurer un enseignement de qualité, souvent à distance ou par les canaux d'apprentissage de circonstance tout en veillant à l'intérêt et au bien-être de leurs élèves. La pandémie de COVID-19 a eu de très lourdes conséquences qui ont davantage aggravé les problèmes existants dans le secteur de l'éducation et, plus largement, dans la société. Ses effets sur les enseignant-es ont été systémiques, profonds et disproportionnés, du point de vue non seulement de l'éducation, mais aussi du bien-être mental et des moyens de subsistance (OIT, 2020).

Les enseignant-es ont développé leurs aptitudes en informatique pour ceux qui n'avaient pas l'habitude d'utiliser un ordinateur de manière hebdomadaire. Désormais, ils étaient obligés de saisir des cours, des leçons et des exercices à envoyer à leurs élèves par des groupes WhatsApp ou par personnes interposées. Pour assurer la continuité pédagogique, les enseignant-es étaient aussi contraints de se socialiser avec internet plus que par le passé, car il fallait que chacun puisse maîtriser la complexité des différents forfaits internet offerts par les différents opérateurs de téléphonie mobile. À certains moments, les enseignant-es pouvaient être troublés à cause des coupures intempestives d'électricité ou encore d'une connexion internet de mauvaise qualité ne favorisant pas souvent la continuité pédagogique.

Attitudes des apprenant-es

Les élèves des établissements primaires et secondaires n'étaient pas habitués à recevoir les enseignements à distance encore moins à domicile. Comme un peu partout dans les pays en voie de développement, « les écoliers, les collégiens et les lycéens n'avaient pas l'habitude d'exploiter, de façon formelle, ce nouveau mode d'apprentissage à distance. Ils se trouvent bombar-

dés de ressources numériques et ne savent à quel point se vouer, notamment quand les parent·es sont incapables de venir en aide à leurs enfants » (Driss, 2020 :110). Il reste utile de faire remarquer que plusieurs élèves du secondaire au Cameroun ne possèdent pas un smartphone. La grande majorité des élèves utilisaient les téléphones de leurs parent·es pour pouvoir rester pédagogiquement connectée. Les parent·es non plus n'étaient pas préparés à l'école à distance ou à la maison, faute souvent des compétences, du matériel et du temps nécessaire à l'enseignement à distance (Burgess et Sievertsen, 2020; OCDE, 2020). En dehors des compétences pédagogiques de certains parent·es à accompagner leurs enfants, ces « aînés sociaux » sont néanmoins restés très attentifs à l'usage que les enfants faisaient de leurs téléphones afin d'éviter les dérives devenues fréquentes en ligne.

Des apprenant·es ont été obligé·es de s'adapter à l'usage des technologies éducatives de circonstance (WhatsApp). Ils et elles étaient de fait appelé·es à ne pas poster des informations jugées inutiles dans les fora WhatsApp. Il fallait dès lors faire du téléphone un outil à haute valeur pédagogique. Pour y parvenir, il était nécessaire de faire observer certaines règles de discipline.

Par ailleurs, la grande majorité des jeunes ont été privés de la possibilité de faire entendre leur voix; ils n'ont pas été associés aux prises de décision concernant l'école et les nouvelles méthodes et comportements à adopter. Leurs plaintes sur les effets de la pandémie se font entendre dans le cadre de l'école lors des interactions entre camarades et des échanges avec le personnel enseignant.

L'éducation « en live » : espace propice de l'inclusion sociale

Au vu de ce que le Cameroun a expérimenté pendant la période de la pandémie, l'on peut penser que l'éducation « en live » peut servir de levier à l'inclusion sociale. Concomitamment, on a de plus en plus l'impression que cette pandémie peut servir de prétexte pour (re)penser l'éducation et les normes sociétales, en associant pleinement les jeunes au processus de développement (UNESCO, 2020). Toutefois, il faut des préalables importants pour décider de faire de l'éducation un vecteur de l'inclusion sociale. Pour y arriver, il est important de s'appuyer sur l'activité communicationnelle afin de pou-

voir conceptualiser le contexte de vie sociale pour qu'elle soit appropriée aux paradoxes du Moderne (Habermas, 1987a, T1, p. 14).

Éducation à la citoyenneté numérique

Certains élèves vivent avec un handicap, ce qui suppose de créer un dispositif spécifique pour les accompagner. Des pays comme le Burkina Faso, la Tanzanie et la Gambie l'ont intégré dans leur réponse. En Gambie, la directrice des services de l'éducation inclusive affirme : « En ma qualité de directrice en charge de l'éducation inclusive, j'ai œuvré à ce que les ressources pédagogiques soient accessibles aux élèves vivant avec un handicap. Par exemple, les leçons filmées sont sous-titrées (elles doivent l'être); elles sont dans des formats convertibles en braille ou peuvent être lues par l'ordinateur ou la tablette, voire le téléphone portable de l'apprenant ». Ce dispositif reste cependant très dépendant de la technologie numérique. Il s'avère donc nécessaire d'investir dans le développement des compétences en matière de citoyenneté numérique.

De ce fait, il est utile de former ou renforcer les capacités des acteurs du monde éducatif dans les domaines dans lesquels des besoins existent, comme la réalisation des présentations en ligne, la participation à des discussions et à des débats avec des élèves et des adultes, la gestion du discours de haine à l'école et en ligne. Il faut également inverser les rôles avec les adultes, qu'ils/elles soient parent-es ou enseignant-es en préparant des cours ou en faisant des exposés sur les sujets suscitant le plus grand intérêt, comme les médias sociaux et les nouvelles technologies (UNESCO, 2020). La pandémie s'est attaquée au droit à une éducation de qualité. La COVID-19 a freiné l'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) de l'agenda 2030 qui vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie d'ici 2030. La Coalition mondiale pour l'éducation de l'UNESCO, qui rassemble plus de 150 membres de la famille des Nations Unies, de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé, a lancé la campagne « Continuité Pédagogique » pour aider les États membres et, en particulier, les communautés défavorisées à assurer la continuité de l'enseignement pendant la pandémie en privilégiant la mise en œuvre de cet ODD 4 relatif à l'éducation (UNESCO, 2020).



Image 3. Dessin illustratif de l'éducation inclusive (source : www.eu-asso.fr)

La théorie de l'agir communicationnel permet aussi de faire la promotion d'une éducation émancipatoire. Ici, la participation d'une pluralité d'acteurs sur un sujet d'intérêt social pousse les individus à une interaction prolongée afin de trouver des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés : la nécessité de la continuité pédagogique à l'aide des ressources numériques en temps de pandémie (COVID-19). L'agir communicationnel offre aussi un cadre qui rend compte de l'histoire des interactions sociales et sur la formation de l'identité (Habermas, 1987a, T2, p. 427). C'est dire que l'éducation « en live » participe à la formation des citoyens numériques.

Accompagnement des élèves à besoins spécifiques

Les enseignant-es ont la lourde responsabilité de participer à la continuité pédagogique chez les élèves à besoin spécifiques, même en temps de crise. Les systèmes éducatifs doivent continuer à faire la promotion de l'inclusion en matière d'éducation. Avec la mobilisation des technologies de l'information et de la communication, il est possible de poursuivre la continuité pédagogique à travers l'éducation « en live » chez les élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques. Le suivi de ces élèves n'étant pas évident, une attention particulière devrait y être accordée afin que la « classe ordinaire » soit le lieu idéal pour la promotion de l'inclusion sociale de ces enfants

(Pit-ten Cate, 2014), même si cela peut être annexé à l'enseignement à distance. Quelques enseignant-es en Occident ont d'ailleurs une opinion relativement positive quant aux avantages de l'inclusion pour les élèves avec et sans besoin éducatif particulier ou spécifique. Cependant, ils minimisent leurs capacités à organiser l'inclusion dans leur classe et donc à répondre aux attentes de tous les élèves. Ce constat révèle une tension structurelle propre aux systèmes éducatifs contemporains.

Conclusion

En s'imposant d'abord comme théorie globale de la société, la théorie de l'agir communicationnel habermassienne répond à une série d'exigences et prétentions universalistes qui, pour s'avérer cohérentes et riches en potentialités interprétatives, se doivent de correspondre à un certain nombre de tendances générales, de phénomènes sociaux et de caractéristiques politiques ou économiques partagés par différentes sociétés (Robichaud A., 2015) comme ce fut le cas avec la rupture pédagogique au temps de la COVID-19. Dans le cadre de l'éducation « en live », les familles constituent un maillon indispensable. Le théâtre principal des apprentissages est déplacé à la maison et les parent-es d'élèves sont supposés jouer un rôle essentiel. De nombreuses familles ne peuvent assurer ce suivi dans de bonnes conditions. Les élèves n'ayant pas tous des conditions de vie favorables, l'enseignement à distance, tel qu'il a été organisé, a amplifié les inégalités scolaires. Les dispositifs proposés ont en réalité creusé de façon indirecte l'écart existant entre populations urbaines et populations rurales.

En outre, les contenus proposés par les services centraux de l'éducation à travers les canaux télévision et radio ont souvent déstabilisé les élèves, car certains n'y voient pas en la télévision ou la radio un moyen permettant d'apprendre. Les élèves déjà en difficulté dans le système routinier de l'école ne réussissent pas à suivre facilement les cours à distance, car ils n'ont pas la possibilité de poser les questions nécessaires à leur compréhension. Le manque d'interactivité les pénalise. En l'absence de traçabilité sur le suivi effectif des cours, et compte tenu du fait que seules les classes d'examen ont été ciblées, il apparaît que la continuité pédagogique mise en place n'a concerné qu'une minorité d'élèves. Elle est donc restée partielle. Les réponses camerounaises se présentent sous forme d'initiatives institution-

nelles, communautaires et parfois individuelles allant de matériels sur papier à des plateformes d'apprentissage à distance, en passant par des outils de communication télévisuels et radiophoniques. Mais, pour garantir efficacement la continuité pédagogique en période de crise, il faut intégrer définitivement les technologies d'apprentissage à distance dans le système éducatif et améliorer l'accès aux services socio-éducatifs de base au Cameroun (Béché, 2020).

Références bibliographiques

- Bachir Bouba. (2021). L'école à la maison en période de lutte contre la pandémie du Covid-19 à Mokolo dans l'Extrême-Nord du Cameroun. *International Journal of Humanities Social Sciences and Education*, 8(4).
<https://doi.org/10.20431/2349-0381.0804014>
- Burgess, S., & Sievertsen, H. H. (2020). *Schools, skills, and learning: The impact of COVID-19 on education*. VOX, CEPR Policy Portal.
<https://voxeu.org/article/impact-covid-19-education>
- Cazeneuve, J. (1972). *La société de l'ubiquité : Communication et diffusion*. Denoël/Gonthier.
- Chaptal, A. (2005). Le télé-enseignement : Une révolution de la forme scolaire ? *Éducation et Sociétés*, 15(1), 59-73.
- Coombs, P. H., Prosser, R., & Ahmed, M. (1973). *New paths to learning for rural children and youth: Curriculum alternatives in developing countries*. Paris: International Institute for Educational Planning (IIEP), UNESCO.
- Dounla, M. F. (2022). WhatsApp et continuité pédagogique à l'ère de la COVID-19 : L'exemple de l'Université internationale Jean-Paul II et de l'Institut universitaire royal de Baboutcha-Nintcheu (Cameroun). *Revue internationale des technologies en pédagogie universitaire / International Journal of Technologies in Higher Education*, 19(2), 61-73.
<https://doi.org/10.18162/ritpu-2022-v19n2-05>
- Driss, M. (2020). L'enseignement à distance au Maroc à l'heure du Covid-19. *Revue de l'EPI (Enseignement Public et Informatique)*, (225).
<https://www.epi.asso.fr/revue/articles/a2005f.htm>
- Foaleng, M. (2020). Téléenseignement au Cameroun : Une affaire à suivre. *Le Jour*, (3176), 8-9.

- Habermas, J. (1986). *Morale et communication : Conscience morale et activité communicationnelle*. Éditions du Cerf.
- Habermas, J. (1987). *Théorie de l'agir communicationnel* (Tomes 1 et 2). Fayard.
- Institut international de planification de l'éducation (IIPÉ). (2020). *L'enseignement à distance en contexte COVID-19 : Acquis et perspectives en Afrique subsaharienne* (Note 2, Programme régional d'appui au pilotage de la qualité de l'enseignement de base). UNESCO-IIPÉ.
- Mafouen Talle, A., & Kouakep Tchaptchié, Y. (2020). Impact de la Covid-19 sur l'éducation au Cameroun et la mise à contribution du numérique en anglais (Nord, Centre, Littoral, Ouest) et mathématiques (Adamaoua, Nord) : Le cas des groupes WhatsApp. *Revue Adjectif*, 2020(T4). <http://www.adjectif.net/spip/spip.php?article54>
- Mah, B. C. (2021). Covid-19 et vulgarisation du e-learning à l'université de Ngaoundéré. *International Multilingual Journal of Science and Technology (IMJST)*, 6(2).
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2020). *Lessons for education from COVID-19: Supporting learning and recovery*. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/0a530888-en>
- Organisation internationale du Travail (OIT). (2020). *Observatoire de l'OIT : Le COVID-19 et le monde du travail*. Cinquième édition – Estimations actualisées et analyses. Genève.
- Pit-ten Cate, I. M. (2014). Classroom practices that support inclusive education: Evidence and implications for teacher education. In S. Schwab, M. Seifert, & E. Gasteiger-Klicpera (Eds.), *Inclusive education: Evidence-based practices for all learners* (pp. 45-62). Frankfurt.
- Robichaud, A. (2015). *Jürgen Habermas et la théorie de l'agir communicationnel : La question de l'éducation* (Thèse de doctorat). Université de Montréal.
- UNESCO. (2020). *Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la voix des élèves : Conclusions et recommandations*. <https://www.unesco.org/fr/articles/les-repercussions-de-la-pandemie-de-covid-19-sur-la-voix-des-eleves-conclusions-et-recommandations>

The Impact of the COVID-19 Pandemic on the Functioning of Public Libraries in Cameroon: A Case Study

ROSELINE BAWACK ET LOUISE LUTÉINE NGO KOBHIO BALOCK

The COVID-19 pandemic caused unprecedented disruptions across all sectors of society, including public libraries. For many libraries, it generated fear and uncertainty. According to Harris (2021), libraries were largely unprepared for the crisis, facing a lack of pandemic response plans, limited awareness and training in the use of Information and Communication Technologies (ICTs) to address such emergencies, and significant shortages of resources, equipment, and infrastructure needed to deliver online services. In addition, the sudden shift in users' information-seeking behavior, combined with limited digital literacy skills among many library users, further exacerbated the challenges faced by libraries (Ameen, 2021; Rafiq, Batool, et al., 2021).

The COVID-19 pandemic has generated a substantial body of literature worldwide. Institutions and researchers have conducted retrospective studies to examine the attitudes and behaviours of librarians during the pandemic. Identifying, synthesizing, and critically examining the diverse experiences of library professionals is essential for theory building and for developing practices that can be adopted in similar contexts. Researchers in information science have adopted this approach in studies of library and information services. However, there remains a paucity of literature focusing on public libraries and the COVID-19 pandemic in Cameroon, and only a limited number of studies have addressed public libraries in Africa more broadly (Ashiq et al., 2022).

This study seeks to address this gap by gathering information and perspectives from librarians at three public libraries in Yaoundé on the management and organization of work during the lockdown period. Specifically, it aims to assess their capacity to respond to crises such as the COVID-19 pan-

demic. The study is organized into three main sections: the first presents a review of the literature, the second outlines the methodology and theoretical framework, and the third presents and discusses the findings.

Literature review

A substantial body of literature has emerged worldwide in response to the COVID-19 pandemic. While some studies have focused on specific institutions, others have examined particular social groups or communities. Three years after the peak of the pandemic, a growing number of studies now offer syntheses of earlier research on the subject. Many of the issues identified appear to be common across institutions operating within the same sectors, and several findings are applicable to various types of libraries.

Ashiq et al. (2022), through a systematic literature review, synthesized 23 studies on library services during the COVID-19 and post-COVID-19 periods. Their findings (Ashiq et al. 2022) indicate that one of the most significant transformations was the accelerated and immediate adoption of information and communication technologies (ICTs) by both librarians and users. As the authors note, “the worldwide pandemic has greatly affected library facilities, library users, and library staff.” Users’ information-seeking behaviour changed considerably, leading to greater awareness of the need to enhance their information literacy and a more frequent reliance on reliable information sources.

The same study highlights that during the initial phase of the pandemic, primary concerns centered on the health and well-being of users and staff, the development of new operational protocols, and the expansion of online access to information. These challenges prompted libraries to rethink and redesign their service offerings. The authors categorized libraries into three groups: those that rapidly transformed their services, those that proactively engaged users to promote available services, and those that transitioned primarily to online operations. Overall, public libraries were characterized by the suspension of physical services, which paved the way for the increased provision of online services.

Challenges

Libraries faced multiple challenges during the COVID-19 period. First, internal pressure on management compelled library professionals to innovate in order to continue serving users while safeguarding the health and well-being of staff and patrons. These challenges were both infrastructural and human in nature. Questions arose regarding how libraries could continue to fulfill their mission in contexts marked by inadequate infrastructure and how leadership could be maintained when established organizational structures struggled to plan and implement activities under unprecedented conditions. As a result, public libraries found themselves operating in environments where leadership models and business planning required critical reassessment.

Changes in users' information-seeking behaviour also necessitated adaptation among library professionals. Social media assumed a more prominent role in the dissemination of digital library content, further underscoring the need for libraries to strengthen their digital presence. Within this context, it became evident that public libraries must invest in modern infrastructure and improve accessibility to effectively support users who access resources remotely in an increasingly dynamic digital environment.

Empirical research by Chakraborty and Jana (2021) identified four major challenges faced by libraries during the COVID-19 crisis. The first concerned space planning and organization under health and safety constraints. The second related to the management of collections, particularly the balance between print and online resources. The third challenge involved ensuring equity of access to digital materials, especially in the face of inadequate funding to acquire online resources. Finally, the fourth challenge was the lack of sufficient ICT skills and the limited capacity of many librarians to deliver digital services.

On the users' side

Okpala (2021) conducted a survey at the onset of the pandemic to examine the effects of COVID-19 on library services in Nigeria and to identify users' needs. The findings revealed a strong and unanimous demand for online ser-

vices. Specifically, users emphasized the need for access to e-books, functional library websites, and digital platforms to enhance library visibility, all of which recorded a 100% response rate. In addition, respondents highlighted the need for improved internet connectivity at lower costs, more reliable energy supply, and the strategic use of social media, whose importance became particularly evident during the lockdown period.

Oyedele et al. proposed a framework comprising three main strategies to support African libraries in overcoming challenges during crises such as the COVID-19 pandemic. Their study underscores that effective responses must be grounded in strong collaboration between library management—namely decision-makers — and professional staff.

First, librarians must be prepared for what is often referred to as the “new normal” and be capable of leveraging the opportunities offered by digital technologies. In parallel, top management should increase budgetary allocations and develop operational guidelines adapted to this evolving context. Smith et al. (2023) further emphasize the importance of leadership training for librarians, as well as the need to master legal and regulatory issues related to service provision in digital environments. Staff training and skills development therefore emerge as critical priorities. Such training, according to the authors, should also encompass advocacy skills, as well as competencies in data analysis and interpretation.

Methodology and theoretical framework

This study does not seek to address all the issues identified in the literature review in detail. Rather, it aims to examine how public libraries responded internally to the COVID-19 pandemic in order to continue fulfilling their mission. A qualitative research approach was adopted, combining questionnaires and semi-structured interviews. Questionnaires were hand-delivered to the managers of each selected library. Interviews were conducted face to face and, where necessary, by telephone to clarify or expand on certain responses.

The questionnaire was administered in three public libraries selected on the basis of the diversity of their user populations: the Public Reading Center, the Médiathèque of the Institut Français du Cameroun, and the Goethe-Institut Library. The instrument was structured around several thematic sec-

tions, including administrative organization, number and qualifications of staff, media and collections, usual financial situation, financial and technical challenges generated by the pandemic, changes in library operations, and relationships with users during the lockdown period.

The theoretical framework adopted for this study is systems theory. The term *systemic* refers to the notion of assemblage or composition, that is, the organization of different components into a coherent whole in which elements are interdependent and hierarchically structured to serve a common purpose. In this perspective, a library is viewed as a system composed of several interrelated services that work together to achieve user satisfaction.

Within this system, multiple functions can be identified: the managerial function, which provides leadership; the production function, which includes the acquisition, processing, and dissemination of documents as well as service delivery and equipment; human resource management; financial management; control; and marketing. When the pandemic emerged, all these functions were mobilized to varying degrees, depending on available resources, institutional needs, and contextual constraints. While this study does not aim to analyze each function in detail, it seeks to understand how librarians attempted to implement solutions to the COVID-19 crisis by activating and interrelating these system components.

Public libraries are considered open systems, meaning they interact continuously with their external environment—particularly their users. As noted by Jean-Claude Lugan (2009), systems both influence and are influenced by their environments. This interaction was especially evident during the lockdown, when libraries and their socio-cultural environments engaged in new forms of exchange. However, the present study focuses primarily on the internal, or “back-office,” measures adopted to continue meeting users’ needs.

Guided by this framework, the study seeks to answer the following research questions:

- What needs did librarians identify during the COVID-19 lockdown?
- What challenges did they face?
- To what extent were libraries prepared, particularly in terms of financial and infrastructural capacity?
- What resources and support were provided by institutional hierarchies to enable libraries to respond to the health crisis?
- How did these libraries reorganize their operations to maintain commu-

nication with users and ensure access to information?

Library surveys

The sections presented below follow a logical structure, covering the general presentation of the libraries, their collections, personnel, financial resources, and public relations. Table I presents historical data relating to the establishment of the libraries and the length of service of the librarians in charge.

Table 1. Presentation of the Libraries Public Reading Center, The Goethe Institut Library, Media library of the Institut Francais of Cameroon)

Libraries	Public Reading Centre	The Goethe Institut Library	Media library of the Institut Français of Cameroon
Date of Creation	1997	2005	1968
Tenure of Manager	15 years	8 years	22 years

The Institut Français library is the oldest of the three. It benefits from strong visibility and public recognition, having played a prominent role in Yaoundé’s cultural landscape since its establishment. This visibility is largely attributable to the wide range of cultural activities organized by the institution and its strategic location at the intersection of one of the busiest avenues in Yaoundé, Cameroon.

The National Public Reading Center operates under the supervision of the Ministry of Arts and Culture (MINAC). Although it is also located in the city centre, the library is less visible from the main thoroughfare. The institution currently has approximately 200 registered users.

The Goethe-Institut Library operates within the German Cultural Center and is primarily frequented by German language specialists, historians, and students, reflecting the historical ties between Germany and Cameroon. Traditionally serving adults, university students, and secondary school pupils, the library expanded its services two years ago with the introduction of a children’s section.

The seniority and professional experience of the librarians in charge of

these institutions have proved to be valuable assets in responding to and proposing solutions to the challenges posed by the COVID-19 pandemic. While the primary mission of the Institut Français and Goethe-Institut libraries is to promote the culture and publishing output of their respective countries – France and Germany – interviews with library managers revealed a growing emphasis on Cameroonian cultural production and local publishing in their documentary policies. All three libraries maintain diverse collections covering a wide range of subject areas.

Collections: types of media

The National Public Reading Center holds exclusively print-based collections. This situation significantly limits the potential user base and reduces the attractiveness of the institution and its resources. Its documentary policy does not currently include plans for the acquisition of digital media. It should be noted, however, that the Ministry of Arts and Culture (MINAC) operates a mobile digital library managed by the Directorate of Books and Reading (*Direction du Livre et de la Lecture*). This service operates on a seasonal basis and periodically travels to regions without public reading libraries.

In contrast, both the Institut Français du Cameroun (IFC) Médiathèque and the Goethe-Institut Library provide access to both physical and digital collections. According to library managers, these institutions did not experience a pressing need to significantly expand their digital holdings during the period of closure, as their existing documentary policies had already prioritized digital resources prior to the pandemic. Table II presents an overview of the collections held by the three libraries.

Table 2. Library Collections (IFC Médiathèque, Goethe-Institut Library)

Libraries	IFC Library	Goethe-Institut
Paper Books		
E-books		12817
Cairn Info	18508	
Culturethèque	45000	
Collection and Digitized Reference Guide	1730	
Paper subscriptions	16	06
Electronic media	550	
Magazines for adults and teenage children	50	51
Digital Items	24000	

The National Public Reading Center is responsible for preserving documents deposited under the legal deposit system. This collection, which includes books and all locally published periodicals, is available for on-site consultation only and is not loaned out. The library does not maintain subscriptions to periodicals.

With regard to language distribution, the majority of adult materials in the Goethe-Institut Library are written in German. At the IFC Médiathèque, collections are predominantly in French, while the National Public Reading Center acquires materials in both French and English without distinction.

The staff

Table 3. Qualifications of staff working in the three libraries under study

Libraries	Number of Persons	University Education in Librarianship	Bachelor's Degree	Master's Degree
Public Reading Station	9	3	2	1
Goethe-Institut Library	3	1	2	1
IFC Media Library	6	4	0	4

All the institutions rely on a combination of professional librarians and staff trained on the job to perform various library-related tasks. Many staff members hold university degrees in disciplines other than librarianship, while professional librarians possess formal academic qualifications in library and information science. At the Goethe-Institut Library, the head librarian holds a master's degree in German studies and is currently pursuing a master's degree in librarianship through an e-learning program in Berlin.

The data presented in the table above indicate that the teams are generally well supervised and possess the competencies necessary to identify and implement context-appropriate solutions within their respective institutions. However, librarians acknowledged that when the pandemic was declared, they were not adequately prepared to confront such an unexpected and unprecedented situation. Library education and professional training programs worldwide had not anticipated a crisis of this magnitude, making it necessary to urgently develop adaptive strategies to respond to users' needs. Based on the experience gained during the pandemic, institutions are now more likely to integrate crisis preparedness into future training and planning, as highlighted in the literature review.

The strategies adopted to address staffing challenges varied according to institutional context. At the National Public Reading Center, the Ministry of Arts and Culture (MINAC) assigned additional staff in order to implement a rotational system aimed at reducing the risk of contamination. Librarians and support staff were required to submit a negative PCR test every two weeks. The increase in staffing levels also allowed for additional rest days,

minimizing prolonged contact among staff members and reducing exposure to high-risk situations.

In contrast, the Goethe-Institut and the Institut Français du Cameroun (IFC) did not recruit additional staff. During the lockdown, IFC librarians worked entirely remotely, while staff at the Goethe-Institut adopted a hybrid model combining on-site and remote work. All three institutions required either targeted training or specific operational guidelines to respond effectively to the new demands imposed by the pandemic. For instance, at the National Public Reading Center, capacity-building sessions were organized for staff assigned to the library. At the IFC Médiathèque, the IT department provided technical guidance on file transfers, format compatibility, and other digital challenges encountered by staff. Similarly, librarians at the Goethe-Institut participated in specialized online training to enable them to implement services adapted to users' evolving needs.

Pandemic impact on budgets

All three libraries normally operate with an annual operating budget. During the COVID-19 pandemic, these budgets were adjusted to accommodate new operational requirements. Full-time teleworking was implemented at the Institut Français du Cameroun (IFC) Library, while partial teleworking was adopted at the Goethe-Institut Library during the lockdown period from March 17, 2020, to the end of September 2020. This shift necessitated increased personal budget allocations to support librarians' internet connectivity.

In addition, all three libraries allocated supplementary funds for the purchase of protective equipment, including hand sanitizers, face masks, and materials required for the disinfection and "sterilization" of printed documents following each return. Librarians reported that the mandatory sanitization procedures led to delays in the circulation of materials, particularly affecting loan services.

Among the three institutions, the National Public Reading Center required more substantial additional funding, which was subsequently granted, as its regular operating budget is generally considered insufficient by library staff. However, for all the libraries studied, it was not possible to obtain precise budgetary figures related to these adjustments.

Relations with users: opening hours and means of communication

During the lockdown period, the National Public Reading Center did not consider it necessary to close its premises, mainly because of its relatively low user attendance and the availability of sufficiently large reading rooms. User numbers declined further during this period, rendering the space even less crowded. During peak periods, such as examination preparation, the library typically receives around ten users per day. By 2022, the library had approximately 200 registered users. Interviews with the library manager revealed that about 80% of users are students and job seekers. The library's central location, near several government departments, attracts individuals from other localities seeking employment opportunities, who frequently consult resources related to their professional fields and often require guidance in their research.

In contrast, the Institut Français du Cameroun (IFC) Médiathèque and the Goethe-Institut Library—both of which usually experience high levels of attendance—were closed from March 17 to the end of September 2020. According to library managers, and despite the absence of precise statistics, user attendance did not decline significantly after reopening, as many students were unable to find comparable documentary resources elsewhere. The IFC Médiathèque currently counts 496 active users, defined as individuals who have borrowed at least one document. The institution is also in the process of expanding its premises to accommodate collection growth and to broaden access across disciplines.

Opening hours were modified across all three libraries in order to reduce users' time on-site and to allow staff to carry out additional internal tasks required by the health context.

Table 4. Changes in Opening Hours Before and After the Pandemic (Post-lockdown, October 2020)

Libraries	Before Pandemic	Post-lockdown. October 2020
Public Reading Center	Monday-Friday 9h-17h	Monday-Friday 9 am-15pm
Goethe-Institut library	Monday-Friday 10 am-16 30 pm	October 2020 to July 2021 Monday-Friday 10 am – 4 30 pm Saturday 10 am-15 pm
Institut Français library	Tuesday-Wednesday 9 am-17 pm Friday-Saturday 13 -17 pm Thursday 13 -17 pm	Tuesday-Wednesday-Friday-Saturday 9 am-17 pm Thursday 13 -17 pm

As noted, the National Public Reading Center remained open throughout the lockdown, while the IFC Médiathèque and the Goethe-Institut Library were closed from March 17 to September 30, 2020. During this closure, the IFC Médiathèque maintained communication with users through a WhatsApp group created specifically for this purpose. Users were redirected to digital platforms, notably *Culturethèque*, the digital library of French Institutes and Alliances Françaises worldwide, and *Cairn Info*, a digital portal specializing in the humanities and social sciences. Similarly, users of the Goethe-Institut Library were directed to the institution's online library.

Despite these measures, library staff reported a strong sense of distance in their relationships with users, resulting from reduced or nonexistent physical contact during certain periods. This highlighted the limits of digital mediation in fully replacing in-person interactions.

Upon reopening, the IFC Médiathèque implemented strict access regulations: on-site reading was limited to two hours per user per day, and a maximum of 50 users were allowed in the reading areas at any given time. Librarians observed some reluctance among users to return to the library. Additionally, a significant number of borrowed items had not been returned, in some cases by expatriate users who may have returned to their countries of origin. At the Goethe-Institut Library, reopening was also gradual, and users were required to reserve access in advance.

An analysis of user inquiries during this period revealed similar concerns across institutions. At both the Goethe-Institut and IFC libraries, users primarily sought information regarding the operation of physical and digital services, procedures for returning borrowed materials, account creation and

access to digital platforms, effective use of digital resources, and updates on reopening schedules.

Conclusion

The COVID-19 pandemic compelled public libraries in Cameroon to confront a range of interconnected and emerging challenges. Among the most pressing issues were the urgent need to digitize collections, to reinvent library services, and to rethink continuing education and professional training for library staff. More than ever, online services proved to be essential to ensuring continuity of access to information.

This study highlights a notable convergence of challenges faced by libraries worldwide, regardless of library type or geographic context. The National Public Reading Center benefited from the availability of large physical spaces and relatively low user attendance, which allowed it to remain open during the lockdown. However, the absence of digital infrastructure limited its ability to maintain contact with users and to provide remote services. Library staff expressed a clear desire to strengthen online engagement and service delivery in the future.

In contrast, the Goethe-Institut and the Institut Français du Cameroun were able to deploy online services rapidly, drawing on pre-existing digital collections and infrastructures. Overall, the findings indicate that the three public libraries examined demonstrated a capacity to respond effectively to the crisis by rapidly mobilizing available resources and implementing emergency planning measures. The experience of the pandemic has also reinforced a user-centred approach to library services, placing users' needs at the core of institutional priorities.

References

- Ameen, K. (2021). COVID-19 pandemic and role of libraries. *Library Management*.
- Ashiq, M., Jabeen, F., & Mahmood, K. (2022). Transformation of libraries

- during COVID-19 pandemic: A systematic review. *The Journal of Academic Librarianship*, 48(4), 102534.
- Chakraborty, S., & Jana, S. (2021). Challenges and opportunities of academic libraries in India because of COVID-19. *Annals of Library and Information Studies*, 68(2), 110-118.
- Lugan, J. C. (2009). Le systémisme inspiré du paradigme entropique. *Que sais-je?*, 5(2738), 91-98.
- Okpala, E. U., & Okekeokosisi, J. O. C. (2021). The Impact of Social Media on the People of Delta State in the Period of Covid-19 Pandemic. *Advances in Education Sciences*, 3(1), 81-100.
- Rafiq, M., Batool, S. H., Ali, A. F., & Ullah, M. (2021). University libraries response to COVID-19 pandemic: A developing country perspective. *The Journal of Academic Librarianship*, 47(1), 102280.
- Robert, J. S. (2003). Developmental systems theory. In Hall, B. K., & Olson, W. M., *Keywords & Concepts in Evolutionary Developmental Biology*, Cambridge, Mass: Harvard University Press, 94-97.
- Smith, N., Gibson, A., Oyedele, D., Chiewphasa, B., & Ball, C. (2023). *Librarians for critical digital justice: a space to explore digital inequities in academic institutions*. CL Department of Information Studies, online webinar: <https://www.youtube.com/watch?v=d8h1AREn5t0>

MISES EN DISCOURS DE LA PANDÉMIE

La communication des entreprises en contexte de crise sanitaire : une réorientation du paradigme discursif chez MTN Cameroun, Biopharma S.A. et CCA Bank

ALAIN ASSOMO

Au Cameroun, la COVID-19, déclarée pandémie par l'Organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020 (www.who.int, consultée le 04 février 2021) a amené le gouvernement à adopter le 17 mars de la même année, 13 mesures pour faire face à son avancée. C'était au cours d'une réunion interministérielle présidée par le Premier ministre, chef du gouvernement, Joseph Dion Ngute. Pour lui : « Dès les premières heures de son apparition, le Gouvernement a mis en œuvre un plan de prévention et de riposte visant à endiguer la propagation de cette épidémie. À ce jour, 10 cas de personnes affectées par ce virus ont été détectés dans notre pays et sont pris en charge par les services spécialisés » (Dion Ngute, 2020). Parmi les mesures gouvernementales prises figurent : la fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes, la suspension de la délivrance des visas d'entrée au Cameroun, la fermeture de tous les établissements publics et privés de formation relevant des différents ordres d'enseignement, l'interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes, la fermeture des débits de boissons, des restaurants et des lieux de loisirs, l'invitation au respect strict par les populations des mesures d'hygiène recommandées par l'Organisation mondiale de la santé, à savoir se laver régulièrement les mains au savon, éviter les contacts rapprochés tels que se serrer les mains ou s'embrasser, se couvrir la bouche pour éternuer, etc. (*ibid.*).

Le Cameroun va entrer, dès le lendemain, à savoir le 18 mars 2020, dans un semi-confinement pour faire face à la pandémie. Le 1er juin, l'on assiste

à la réouverture des établissements scolaires, universitaires et des grandes écoles. C'est d'ailleurs ce qui justifie le cadre temporel de cet article, borné entre le 18 mars et le 1er juin 2020. Au cours de cette période, les cas de personnes contaminées et de décès croissent remarquablement. Dans un tel environnement, on peut se demander si les entreprises, dans leur communication publicitaire sur leurs marques ont fait évoluer les discours de leurs messages publicitaires en les inscrivant dans le contexte de cette crise sanitaire. Autrement dit, ont-elles modifié leurs discours habituels? L'objet de cette recherche est ainsi d'étudier l'inscription du discours publicitaire des entreprises commerciales dans le contexte COVID-19. Les organisations étudiées sont MTN Cameroon, à travers sa marque MOMO, Biopharma S.A. avec sa marque Bactol et le Crédit Communautaire d'Afrique (CCA Bank). Le choix de ces trois sociétés se justifie par le fait qu'elles sont toutes des entreprises commerciales évoluant dans un environnement concurrentiel. Par ailleurs, notre souci était de prendre également des organisations se déployant dans des domaines d'activité différents afin de mieux cerner la réalité. MTN Cameroun opère dans les télécommunications, Biopharma S.A. dans l'hygiène et la cosmétique alors que CCA Bank relève du secteur bancaire. L'importance de cette recherche se justifie par le fait qu'elle cherche à voir si une situation contextuelle peut bousculer les paradigmes communicationnels des entreprises commerciales.

Cette recherche s'adosse, par conséquent, à la fonction référentielle du message développée par Roman Jakobson, la finalité du message chez Hymes et le contexte communicationnel de John White Riley et Mathilda White Riley. Elle entend élucider la manière dont les entreprises commerciales camerounaises ont inscrit les messages publicitaires de leurs marques dans la conjoncture COVID-19, notamment entre le 18 mars et le 1er juin 2020. Dès lors, il s'agira de répondre à la question suivante : comment les entreprises commerciales camerounaises ont-elles inscrit les messages publicitaires sur leurs marques dans le contexte de la lutte contre la COVID-19, notamment en ce qui concerne les référents et les finalités du message? Autrement dit, MTN Cameroun, Biopharma S.A. et le Crédit Communautaire d'Afrique ont-ils conservé leurs paradigmes communicationnels ou les ont-ils fait évoluer du fait de cette pandémie? Nous formulons ainsi l'hypothèse que ces entreprises commerciales ont reconfiguré les paradigmes discursifs de leurs messages publicitaires du fait de cette crise sanitaire, mais qu'elles ont surtout ajouté un second référent et, donc, une seconde finalité communicationnelle. C'est sur ce fil d'Ariane que nous construirons notre propos.

Démarche méthodologique

Technique de collecte des données

Pour ce travail heuristique, nous avons recouru à la recherche documentaire comme technique de collecte des données. Il était ainsi question de procéder à la recherche de messages publicitaires dans les supports relevant de l'imprimé et de l'électronique. Les outils audiovisuels, notamment en radio et en télévision, sont caractérisés par leur fugacité. Nous avons donc fait le choix de collecter les affiches et les banderoles dans les rues de la ville de Yaoundé. Pour ce qui est des documents internet, il s'est agi de recueillir les messages contenus dans les bannières publicitaires de plusieurs sites web, en l'occurrence ceux des entreprises étudiées. Il faut, par ailleurs, signaler qu'un message publicitaire n'est pas une donnée homogène. Au niveau textuel, c'est un tout composite constitué de plusieurs éléments, dont le slogan, le pavé rédactionnel encore appelé *body copy*, puis les adresses et la dénomination de la marque. Viennent ensuite les éléments iconiques, notamment les photographies, graphiques, dessins, etc. qui concourent également à lui donner du sens. Seulement, dans ce travail, et pour souci de cohérence et d'homogénéité dans l'approche, seule la masse textuelle fera l'objet d'une analyse.

Analyse et interprétation

La notion de discours publicitaire, selon El Karkry Ibn Tofail (2012, p. 6), est différemment appréhendée selon les auteurs et autrices. Son acception dépend donc du contexte d'utilisation. Il faut, cependant, préciser qu'à chaque discours correspond forcément une finalité dont l'action est d'énoncer, de décrire, de raconter ou d'argumenter (Charaudeau, 1992, p. 635). Dans cet article, nous nous focalisons sur le discours publicitaire beaucoup plus connu en tant qu'une activité destinée à déclencher une réaction chez l'interlocuteur du message. L'analyse des messages publicitaires émis par les entreprises MTN Cameroun, Biopharma S.A. et CCA Bank, dans le cadre temporel retenu ici, consistera à partir du message afin d'indiquer les diffé-

rents référents, les outils d'analyse linguistique et la valeur de l'outil d'analyse mobilisé dans le texte. Nous dégagerons ensuite le sens ou l'objectif communicationnel du message à partir dudit outil et, enfin, la finalité du discours. L'interprétation subséquente donnera à voir comment les aspects du discours publicitaire des entreprises étudiées ont connu une reconfiguration du fait de la COVID-19.

Positionnement théorique

La présente recherche est adossée à la fonction référentielle développée par Roman Jakobson, à la notion de finalité du message chez Dell Hymes et à celle de contexte en communication dans la perspective de John White Riley et Mathilda White Riley.

La fonction référentielle de Jakobson

Dans le champ des sciences de l'information et de la communication, Jakobson est connu pour avoir développé un modèle axé sur les fonctions du langage dans un article publié en 1960 et traduit en français en 1963 (Jakobson, 1960/1963). Il y a développé plusieurs fonctions du message dont la référentielle qui nous intéresse ici. La fonction référentielle chez Jakobson permet de répondre à la question « de quoi s'agit-il ». Elle renvoie directement à l'objet réel qui représente la valeur essentielle du message. Elle est donc centrée sur le référent. La fonction référentielle oriente la communication vers ce dont l'émetteur parle, vers le sujet, vers des faits objectifs, à savoir les référents (personnes, objets, phénomènes, etc.) sans lesquels il n'y aurait pas de communication possible. Pour Roman Jakobson, la fonction référentielle du message est cognitive. Junior Kyangaluka Lumpempe (2012, p. 22) indique à ce propos que cette fonction du message « met d'abord l'accent sur le contexte référentiel. Il est important que le locuteur et le récepteur parlent de la même chose, d'un même sujet de conversation afin de bien se comprendre ». En publicité, le message référentiel porte sur la marque à promouvoir, laquelle est mise en scène. La fonction référentielle s'applique à cet article puisqu'il est question de voir si dans leurs messages publicitaires, les

entreprises sont restées exclusivement centrées sur la marque à mettre en valeur ou alors, si le contexte COVID-19 les a amenées à construire d'autres référents, toute chose pouvant ainsi montrer l'un des aspects de l'évolution, voire de la reconfiguration du discours des entreprises étudiées.

La notion de finalité du message chez Dell Hymes

C'est en 1967 que Dell Hymes expose son modèle linguistique de la communication dénommé « SPEAKING ». Il y développe les composantes de la situation de communication : cadre (setting), participants, finalités (ends), actes (acts), tonalité (key), instruments (instrumentalities), normes (norms), genre (genre) (Hymes, 1967). C'est précisément la notion de finalité qui nous intéresse dans ce travail. Elle est vue comme le but ou l'intention du message. Par finalité, Dominique Picard (1992, p. 75) indique que Hymes parle « d'objectifs-intentions du message ». La notion de finalité du message développée par Hymes trouve sa pertinence dans ce travail dans la mesure où les discours publicitaires des entreprises MTN Cameroun, Biopharma S.A. et Crédit Communautaire d'Afrique ont des visées et des intentions cachées ou clairement affichées. Celles-ci peuvent être de nature commerciale, c'est-à-dire vendre le produit qui fait l'objet de la publicité, ou sociale dans la mesure où les messages visent le changement de comportement dans l'optique de freiner la propagation du coronavirus.

Le contexte communicationnel de John White Riley et Mathilda White Riley

John White Riley et Mathilda White Riley introduisent dans leur modèle de la communication la notion de contexte qui est vue selon le duo comme l'environnement dans lequel a lieu la communication. Il s'agit de la situation ambiante au moment du déroulement de la communication. Pour Saholinirina Joëlle Rakotovololona (2008), le cadre théorique élaboré par Mathilda White Riley et John White Riley enrichit l'analyse en intégrant les concepts inédits de contexte social et d'affiliation groupale. Dans cet article, la notion de contexte en communication telle que conceptualisée par ces deux théo-

riciens s'applique du fait de la situation ambiante marquée par la COVID-19 et qui amène d'ailleurs à se demander comment elle a influencé les discours publicitaires des entreprises commerciales.

Présentation des messages de MTN Cameroun, Biopharma S.A. et CCA Bank

Nous présenterons ici quelques messages publicitaires de ces trois entreprises avant et pendant la crise sanitaire.

Les messages diffusés avant le déclenchement de la crise sanitaire

C'est le 6 décembre 2020 que le premier cas de coronavirus est détecté au Cameroun (www.minsante.cm, consulté le 17 mai 2021). Avant cette période, les entreprises étudiées ont mené des campagnes publicitaires dont les messages sont présentés ici.

Entreprise	Marque	Campagne publicitaire	Période	Support	Message texte
MTN Cameroun	MOMO	Campagne « Gagne une voiture par semaine »	15 octobre 2019-05 janvier 2020	Bannière sur le site www.mtn.cm Banderole de rue Affiches 4x3m	« Gagne une voiture par semaine+5000f toutes les 5 minutes. Tape *126# ou *157# »
Biopharma S.A	Bactol	Campagne sur Bactol	Juillet 2019	Affiche 4x3m Bannière sur le site www.laboratoires-biopharma.com	« Avec Bactol, dites Adieu aux microbes. Bactol, mon partenaire santé »
CCA	CCA	Campagne crédit scolaire 2018	Aout-décembre 2018	Affiches 4x3m Bannière sur le site www.cca-bank.com Banderole de rue	« CCA Bank. Parce ce que leur avenir n'attend pas. Votre crédit scolaire en 48h. disponible jusqu'au 31 décembre 2018. »

Tableau 1. Les messages publicitaires diffusés avant le déclenchement de la crise sanitaire (source : données collectées par l'auteur)

Les messages diffusés pendant la pandémie COVID-19

Au cours de la période allant du 18 mars au 1er juin 2020, les entreprises CCA Bank, MTN Cameroun et Biopharma S.A. et CCA Bank ont mené plusieurs campagnes de communication sur leurs marques. Voici une synthèse des messages qui ont circulé.

Entreprise	Marque	Campagne publicitaire	Période	Support	Message texte
MTN Cameroun	MOMO	« suspension des frais d'envoi »	1er-30 avril 2020	Bannière sur le site www.mtn.cm Banderole de rue Affiches 4x3m	« En sécurité à la maison avec MTN MOMO. Paye ta facture ENEO sans frais par MTN MOMO quel que soit le montant.# Stop COVID 19 # Ensemble on gère. Tape *126# Du 1er au 30 avril 2020»
Biopharma S.A	Bactol	Campagne sur Bactol	Mai 2020	Affiche 4x3m Bannière sur le site www.laboratoires-biopharma.com	Respectons la distanciation sociale. Mon partenaire de santé au quotidien. Bactol.
CCA	CCA	Campagne sur CCA Bank	Avril 2020	Affiches 4x3m Bannière sur le site www.cca-bank.com Banderole de rue	« Vos réalisations de demain dépendent de votre hygiène d'aujourd'hui. Covid 19. 1510 ».

Tableau 2. Les messages publicitaires diffusés pendant la crise sanitaire (source : données collectés par l'auteur)

La reconfiguration du paradigme discursif des entreprises commerciales à l'ère de la COVID-19

Une entreprise commerciale est celle dont l'objet est d'accomplir des actes de commerce. Lorsque l'activité de la société est purement commerciale, la société est commerciale quelle que soit la forme juridique qu'elle prend. La fonction commerciale comporte trois (03) utilités spécifiques : le marketing, la vente et l'image de marque. La troisième utilité inscrit la communication d'une entreprise dans ses deux principaux pans : la communication du *produit* et la communication *corporate* (Tsogbe-Simonet, 2013, p. 13). La communication du *produit* est celle qui consiste pour l'entreprise à centrer son discours sur la promotion de son offre (Bathelot, 2020). Cette section s'inté-

resse aux effets de la COVID-19 dans la construction des discours publicitaires de MTN Cameroun, de Biopharma S.A. et du Crédit Communautaire d'Afrique, notamment au niveau référentiel et au niveau de la finalité du message.

Avant la COVID-19, un discours axé sur un référent unique et une seule finalité communicationnelle

Dans le tableau suivant, il est présenté les discours publicitaires de MTN Cameroun, de Biopharma S.A. et du Crédit Communautaire d'Afrique sur leurs différentes marques avant la survenue de la COVID-19. Aussi bien au niveau du référent qu'au niveau de la nature de la finalité communicationnelle, on note une unicité.

Entreprise/Mess age	Référent	Outil d'analyse linguistique	Valeur de l'outil dans le texte	But communicationnel du message	Nature de la finalité discursive
MTN Cameroun « Gagne une voiture par semaine+5000f toutes les 5 minutes. Tape *126# ou *157# »	MOMO	L'impératif : « Gagne » Stratégie argumentative : « une voiture par semaine + 5000f toutes les 5 minutes. L'impératif : « Tape *126# ou *157# »	- Orientation - Conseil Présentation des gains Invite à l'action d'une opération MOMO	MTN Cameroun invite sa cible à consommer l'offre MOMO pour gagner un lot; Exposition de bienfaits de l'action dans le but de convaincre de souscrire à l'offre; MOMO Pousser la cible à faire une opération MOMO	Commerciale
Biopharma S.A « Avec Bactol, dites Adieu aux microbes. Bactol, mon partenaire santé. »	Bactol	Impératif : « Avec Bactol, dites Adieu aux microbes » Caractérisa-tion : « Partenaire santé »	Orientation vers la marque pour tuer les microbes; Discours mélioratif sur le produit	Pousser la cible à utiliser la marque Bactol; Mise en valeur du produit dont l'utilisation garantit la santé	Commerciale
Crédit communautaire d'Afrique (CCA) « CCA Bank. Parce ce que leur avenir n'attend pas. Votre crédit scolaire en 48h. Disponible jusqu'au 31 décembre 2018. »	CCA	Explication : « Parce que leur avenir n'attend pas » Injonction : « Votre crédit scolaire en 48 h. » Caractérisation : « Dis-ponible jusqu'au 31 décembre 2018. »	Donner les détails sur les raisons d'acquisition du crédit scolaire Conseil, orientation Indication de la période de disponibilité du produit	Convaincre la cible sur l'utilité du produit Amener la cible à acquiescer le produit Amener la cible à se saisir du cadre temporel de disponibilité du produit	Commerciale

Tableau 3. Discours publicitaires des entreprises avant la pandémie (source : données collectées par l'auteur)

Un référent unique et une finalité exclusivement commerciale dans le discours de MTN Cameroun avant la crise

MTN Cameroun utilise trois outils linguistiques pour promouvoir sa marque MOMO : l'impératif « Gagne »; la stratégie argumentative « une voiture par semaine + 5000 F toutes les 5 minutes » et l'impératif « Tape *126# ou *157# ». L'impératif permet notamment d'orienter, c'est-à-dire d'inviter la cible à gagner les lots mis en jeu. Il invite clairement à l'action, le but étant de l'amener à faire une opération MOMO. L'indication du code l'étaye si bien. L'objectif de MTN est, de ce fait, d'inciter à consommer l'offre MOMO avec l'espoir de gagner en fin de compte. La stratégie argumentative, quant à elle, vise à présenter les lots mis en jeu et qui pourraient être gagnés par la cible : une voiture et 5000 F toutes les cinq minutes. Il s'agit davantage de la séduire. Ainsi, que ce soit l'impératif ou la stratégie argumentative, MTN Cameroun a centré tout son discours publicitaire uniquement sur sa marque MOMO. La finalité communicationnelle est d'amener la cible à consommer ce produit. L'entièreté du discours publicitaire de cette entreprise s'articule sur un seul référent (la marque MOMO) et a, par conséquent, une finalité exclusivement commerciale.

Un seul référent et une finalité commerciale dans le discours de Biopharma S.A.

Biopharma S.A., pour sa publicité de Bactol, mobilise deux outils linguistiques. D'abord l'impératif : « Avec Bactol, dites adieu aux microbes ». Celui-ci est mobilisé pour orienter la cible vers la marque qui neutralise les microbes. L'objectif de la communication est conatif : pousser la cible à l'utilisation spécifique de la marque Bactol. Le deuxième outil est la caractérisation : « Bactol, mon partenaire santé » qui ressort un discours mélioratif sur la marque, le but communicationnel étant de mettre en valeur la marque en signifiant qu'elle garantit une bonne santé à ses utilisateurs et utilisatrices. Dans les deux cas, le discours est centré sur un seul référent, à savoir la marque Bactol. La finalité de ce discours publicitaire est d'amener les consommateurs et consommatrices à acquérir la marque Bactol. Elle est exclusivement commerciale.

Un référent et une finalité uniquement commerciale dans le discours de CCA Bank

L'analyse du discours publicitaire de la CCA Bank mobilise trois outils d'analyse linguistique. Il y a en premier l'explication « Parce que leur avenir n'attend pas » qui donne les raisons de l'acquisition du crédit scolaire mise à la disposition des client·e·s et qui a pour but de convaincre la cible sur l'utilité du produit. On note ensuite l'usage d'une injonction marketing avec un impératif implicite (prenez...) : « Votre crédit scolaire en 48 h ». Cet extrait a valeur de conseil, voire d'orientation, avec pour but d'amener la cible à contracter un crédit scolaire. Enfin, la caractérisation temporelle : « Disponible jusqu'au 31 décembre 2018 ». Elle permet dans ce message d'indiquer la période de disponibilité du produit. L'objectif étant d'amener la cible à saisir l'opportunité offerte par le cadre temporel. Ainsi, que ce soit avec l'explication, l'injonction ou avec la caractérisation, tout le discours publicitaire de la CCA Bank a eu un seul référent qui est la marque éponyme CCA Bank et sa finalité communicationnelle est uniquement de nature commerciale.

Pendant la crise sanitaire, un paradigme discursif reconfiguré

Le tableau ci-dessous présente les messages publicitaires de MTN Cameroun, de Biopharma S.A. et de CCA Bank pendant la crise sanitaire. Il s'agit ensuite de voir, sous le prisme du référent et de la finalité, comment ce contexte a influencé la construction des messages de ces sociétés commerciales.

Entreprise/Messa ge	Référent	Outil d'analyse linguistique	Valeur de l'outil dans le texte	But communicationnel du message	Nature de la finalité discursive
MTN Cameroun « En sécurité à la maison avec MTN MOMO. Paye ta facture ENEO sans frais par MTN MOMO quel que soit le montant.# Stop COVID 19 # Ensemble on gère. Tape *126# Du 1er au 30 avril 2020 »	MOMO	L'impératif : « paye » L'impératif : « Tape *126# » Caractérisation : « sans frais »	- Orientation - Invite à la souscription Invite à l'action d'une opération MOMO Discours valorisant, mélioratif	MTN Cameroun invite sa cible à faire usage de la téléphonie mobile pour payer les factures ENEO MTN Cameroun pousse sa cible à faire une opération MOMO Exposition de bienfaits de l'action dans le but de convaincre de souscrire à l'offre MOMO	Commerciale
	Covid-19	Caractérisation : « En sécurité à la maison » Le rejet : « Stop »	Expression d'un changement de comportement Expression d'une opposition	Freiner la propagation du virus en restant à la maison Freiner la propagation du virus	Sociale
Biopharma S.A « Respectons la distanciation sociale. Mon partenaire de santé au quotidien. Bactol »	Bactol	Caractérisation : « Mon Partenaire santé »	Discours mélioratif sur le produit	Mise en valeur du produit dont l'utilisation garantit la santé	Commerciale
	Covid-19	Impératif : « Respectons la distanciation sociale »	Orientation, invite à l'action	Amener la cible à adopter un comportement sain en respectant la distanciation sociale	Sociale
CCA Bank	CCA	Stratégie argumentative : « Vos réalisations de demain »	Présentation de l'effet	Amener la cible à voir qu'elle peut bâtir dans le futur	Commerciale
	Covid-19	Persuasion : « Votre hygiène d'aujourd'hui » Impératif : « 1510 »	Présentation de la cause; Orientation, conseil, invite	Amener la cible à préserver sa santé par une bonne hygiène pour bâtir dans le futur; Orienter la cible vers le numéro vert du Ministère de la Santé, ouvert pour lutter contre la pandémie	Sociale

Tableau 4. Discours publicitaires des entreprises pendant la pandémie (source : données collectées par l'auteur)

Les doubles référents et les doubles finalités dans les messages de MTN Cameroun

Pendant la période de la COVID-19, l'entreprise MTN a centré son discours sur deux référents (son produit MOMO et la COVID-19) dans sa campagne publicitaire. Le produit MOMO est énoncé avec l'impératif « Paye », « Tape *126# », « va » et « transfère » mobilisés pour orienter et inviter les consommateurs et consommatrices à utiliser ce service de transfert d'argent. De même, la caractérisation « Sans frais » est convoquée pour valoriser l'offre MOMO et convaincre les consommateurs et consommatrices à profiter de

cet avantage. L'objectif est donc explicitement commercial. Avec le référent 2, à savoir la COVID-19, MTN Cameroun va employer la caractérisation, l'opposition et l'énonciation. La caractérisation est utilisée pour sublimer le fait de rester à la maison grâce à MOMO qui permet des opérations à distance. L'objectif ici est d'amener le client à adopter un nouveau comportement, celui de la limitation des déplacements afin qu'il préserve sa santé. D'ailleurs, l'entreprise note que c'est « en toute sécurité » que le client MOMO resté à la maison va payer sa facture ENEO puisqu'il n'aura pas à faire un déplacement qui pourrait nuire à sa santé. L'opposition, quant à elle, est employée, notamment avec l'expression « Stop », pour marquer la volonté de l'entreprise d'endiguer la progression de la maladie. Cela doit passer l'adoption de certains gestes barrières comme le fait de payer ses factures en restant à la maison. Ici, la deuxième finalité du discours de MTN Cameroun est de nature sociale.

Le discours de Biopharma S.A. : un double référent et une finalité à la fois commerciale et sociale

Pour promouvoir Bactol, l'entreprise Biopharma S.A. conjugue caractérisation et impératif. La caractérisation vise ici à construire un discours mélioratif, érigeant le produit en véritable « partenaire santé au quotidien ». Cette sublimation souligne l'efficacité du désinfectant : son usage devient une garantie de bien-être pour le consommateur. Dans le contexte de crise sanitaire, l'entreprise met en exergue la valeur ajoutée de Bactol (le plus produit) pour stimuler l'acte d'achat. La finalité est donc essentiellement commerciale, cherchant à convertir l'argument de l'efficacité sanitaire en performance de vente. Concernant la COVID-19, Biopharma S.A. emploie l'impératif (« Respectons la distanciation sociale ») comme une invite à l'action. Ce choix discursif oriente le comportement de la cible vers des pratiques préventives, en phase avec les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du gouvernement camerounais. En encourageant ces mesures barrières, l'entreprise participe activement à l'effort de santé publique pour freiner la propagation du virus. Par cette démarche, Biopharma S.A. investit le champ de la responsabilité sociétale, poursuivant un objectif de nature sociale en favorisant l'adoption de comportements sains au sein des communautés.

Le discours de la CCA Bank : un double référent et une double finalité

À l'instar des autres entreprises, le Crédit Communautaire d'Afrique (CCA Bank) a déployé une stratégie discursive articulée autour de deux pôles : la marque et la crise sanitaire. Concernant le référent CCA Bank, l'argumentation se concentre sur la valorisation des réalisations futures. En incitant la cible à « bâtir » par le biais de ses services financiers, l'institution poursuit un objectif purement commercial. Pour le référent COVID-19, la banque établit un lien de causalité entre la survie et la réussite : le respect des règles d'hygiène devient la condition préalable à toute réalisation future. L'usage de l'impératif associé au numéro « 1510 » agit comme une invite à l'action sociale, visant à orienter le comportement du public vers les dispositifs de santé publique pour éradiquer la pandémie.

Cette convergence observée chez MTN Cameroun, Biopharma S.A. et CCA Bank entre le 18 mars et le 1er juin 2020 démontre que ces entreprises ont adopté un modèle de communication hybride. Leurs campagnes reposent sur un double référent (la marque et la COVID-19) et un double objectif (l'acquisition commerciale et la lutte sociale). Cette mutation marque une rupture avec les paradigmes habituels : alors qu'elles privilégiaient traditionnellement des messages monoréférentiels centrés sur la vente, ces entreprises ont intégré une dimension sociétale à leur discours marchand, redéfinissant ainsi leurs stratégies de communication en temps de crise.

Conclusion

Cette étude a montré que le paradigme discursif de MTN Cameroun, de Biopharma S.A. et de la CCA Bank a subi une mutation profonde dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19. Avant la pandémie, ces entreprises s'inscrivaient dans une logique de communication traditionnelle, caractérisée par un référent unique – la marque – et une finalité exclusivement commerciale visant l'acte d'achat. Cependant, l'ampleur de la crise et les directives de l'OMS ainsi que celles des autorités étatiques ont imposé une réinvention des stratégies. Face à la nécessité de participer à l'effort collectif de lutte contre le virus, tout en assurant leur visibilité, ces entreprises ont opéré une transition vers un modèle discursif hybride.

La COVID-19 s'est dès lors imposée comme un référent incontournable aux

côtés de la marque. Cette reconfiguration est manifeste dans les campagnes de MOMO, de Bactol et de la CCA Bank, où l'on a pu observer systématiquement un passage de l'unité à la dualité. Le référent n'est plus singulier mais double, associant l'identité commerciale à la problématique sanitaire. Parallèlement, les objectifs de communication se sont enrichis : aux ambitions mercantiles habituelles se sont ajoutées des visées sociales explicites. Ces dernières visaient à promouvoir des comportements préventifs pour freiner la propagation du coronavirus dans les communautés.

En définitive, la période comprise entre le 18 mars et le 1er juin 2020 marque une rupture avec les paradigmes habituels. L'abandon du schéma classique (un référent, un objectif) au profit d'un discours à double référent et à double finalité (commerciale et sociale) témoigne d'une réorientation stratégique majeure. Les résultats valident ainsi l'idée que les entreprises commerciales ont intégré les préoccupations de santé publique au cœur de leur identité de marque, transformant durablement la nature de la publicité au Cameroun dans un contexte de crise mondiale.

Références bibliographiques

- Bathelot, B. (2017). *Définitions marketing*.
<https://www.definitions-marketing.com> (consulté le 21 février 2020).
- Charaudeau, P. (1992). *Grammaire du sens et de l'expression*. Hachette.
- Dion Ngute, J. (2020, 17 mars). *Déclaration spéciale du Premier Ministre, Chef du Gouvernement*. Portail du Gouvernement – Services du Premier Ministre <https://www.spm.gov.cm> (consulté entre janvier et février 2021).
- El Karkry, M. (2012). *Étude sociolinguistique de l'affichage publicitaire dans la ville de Tanger* [Mémoire de master, Université Ibn Tofail – Kénitra].
- Hymes, D. (1967). Models of the interaction of language and social life. *Journal of Social Issues*, (23), 8-28.
- Jakobson, R. (1963). Linguistique et poétique. Dans *Essais de linguistique générale* (N. Ruwet, trad.). Éditions de Minuit. (Ouvrage original publié en 1960 sous le titre *Closing statements: Linguistics and Poetics*).
- Kyangeluka Lumpempe, J. (2012). *Les rites d'investiture d'un chef coutumier comme espace communicationnel chez les Lega du territoire de Shabunda en RDC* [Mémoire de licence, Université Pédagogique Nationale de Kinshasa].

- Picard, D. (1992). De la communication à l'interaction : l'évolution des modèles. *Communication & Langages*, (93), 69-83.
- Rakotovoloana, S. J. (2008). *Communication et mobilisation sociale pour un changement de comportement en eau, assainissement et hygiène* [Mémoire, Université d'Antananarivo].
- Soulages, J.-C. (2013). L'ordre du discours publicitaire. *Semen*, (36).
<http://journals.openedition.org/semen/9764> (consulté le 21 février 2021).
- Tsogbe-Simonet, A. (2013). *La communication des PME : entre pluralité des services et stratégie marketing complexe* [Mémoire de master, Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 / DUMAS].
- www.joelpro-educ.com, consulté le 21 février 2021
- www.laboratoires-biopharma.com, consulté régulièrement entre janvier et février 2021
- www.who.int, consultée le 04 février 2021

COVID-19 et résonances médiatiques dans la presse camerounaise. Éléments de construction d'une crise sanitaire

DOROTHÉE BÉATRICE NDOUMBÉ

La crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 a nourri de nombreux fantasmes parfois contradictoires. Certains estimaient qu'il s'agissait d'un virus créé en laboratoire et délibérément répandu dans le monde pour museler les contestations sociales, pour limiter l'accroissement de la population mondiale dont le nombre inquiète les organisations internationales, notamment en Afrique, et éviter le gaspillage des ressources énergétiques et naturelles. D'autres soutenaient l'idée que la surestimation du danger et les mesures de sécurité visant à confiner les oppositions citoyennes, mais aussi qu'une gestion volontairement catastrophique, avaient pour but de nuire aux projets politiques de certains gouvernements. Dès la première apparition de cette crise sanitaire mondiale, de nombreuses communications ont été faites aussi bien par les acteurs et actrices politiques que les professionnel·le·s de la santé. Par ailleurs, certains discours alarmistes avaient prédit la catastrophe pour l'Afrique. En effet, les médias européens et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avaient imaginé les rues jonchées de cadavres : « Et même si la population est plus jeune que dans les pays développés, il y aura nécessairement des millions de morts »¹ (Antonio Guterres, 2020). Cependant, l'Afrique se mettait en rang de bataille pour venir à bout de « cet ennemi commun » qui semblait avoir été fabriqué pour décimer sa population.

Toute publication est créée pour un but précis et toute information a une finalité. Charaudeau (2011) donne à l'information médiatique deux visées :

1. Lors d'une interview faite le 27 mars 2020 à France 24 et Radio France Internationale (RFI), le SG de l'ONU alertait la communauté internationale sur les risques de transfert et de propagation rapide de la pandémie en Afrique si rien n'était fait pour limiter les risques. Cette prise de parole avait suscité de nombre réactions en Afrique

une visée d'information dont l'enjeu est la crédibilité et une visée de captation avec comme enjeu la dramatisation. Il dit en effet que

La finalité du contrat de communication médiatique se trouve en tension entre deux visées qui correspondent chacune à une logique particulière : une visée de *faire savoir*, ou visée d'information à proprement parler, qui a à produire un objet de savoir, selon une logique civique : informer le citoyen; de *faire ressentir* ou visée de captation, qui tend à produire un objet de consommation marchande selon une logique commerciale; capter le plus grand nombre pour survivre à la concurrence (Charaudeau, 2011, p. 70).

Une communication médiatique a, *a priori*, un but précis lorsqu'elle est émise. Par conséquent, les produits des médias sont confrontés aux pressions et contraintes diverses d'autres champs qui peuvent avoir un impact sur leurs contenus. Tout produit médiatique est le résultat d'un compromis entre les buts des institutions et les demandes des publics, entre des objectifs différents, des émetteurs. Par conséquent, les journalistes sont confronté·es aux pressions et contraintes du champ médiatique auquel ils ou elles ne peuvent résister (Esquenazi, 2014. Comme le rappelle également Géraldine Muhlmann (2004a, p. 7-14), le souci d'objectivité qui organise l'écriture journalistique est le fruit des exigences du corps social telles que les comprennent les industries de la presse. Ainsi, le discours des médias est en réalité le résultat d'un processus associant des acteurs sociaux disparates qui interagissent dans le champ médiatique (Esquenazi, *ibid.*, p. 13). En outre, « L'un des obstacles majeurs au traitement politique des malaises sociaux pourrait bien résider dans le fait que ceux-ci tendent à avoir une existence visible seulement à partir du moment où les médias en parlent. C'est-à-dire lorsqu'ils sont reconnus comme tels par la presse » (Champagne, 1991, p. 64). Partant de ce constat et sur la base d'un décryptage minutieux, cet article fait une analyse descriptive et comparative de la couverture médiatique en vue d'explorer les conséquences de la médiatisation de la crise sanitaire COVID-19. L'analyse vise à savoir comment la presse a rendu compte de la découverte du premier cas de contagion au Coronavirus au Cameroun.

L'objectif de cette analyse est d'un côté de mettre en exergue les éléments qui ont suscité la forte attention de la presse quotidienne d'information lors du traitement journalistique de l'avènement de la COVID-19. De l'autre, l'article interroge les raisons des choix rédactionnels de la presse à cette

occasion. Il questionne quels différents aspects de la crise sanitaire sont les plus représentés et de quelle manière, afin de déterminer comment les entreprises de presse ont joué leur rôle à ce moment précis de la crise. D'une manière globale, ce texte questionne le champ journalistique en se demandant s'il peut opérer un travail de construction des événements sociaux en fonction des intérêts propres à chaque journal et de son alignement éditorial. L'analyse permettra ainsi de déterminer les représentations véhiculées par la presse à travers le traitement informationnel de la crise sanitaire.

Partant du principe de la responsabilité et du rôle des médias dans la société, mais aussi de la finalité du contrat médiatique, nous postulons que les médias peuvent, selon les circonstances, contribuer à la construction des idéaux ou alors propager une image déformée qui ne reflète pas la réalité des problèmes sociaux en mettant par exemple l'accent sur les situations alarmantes et négatives de la crise, tout en négligeant ceux qui peuvent être valorisés. Il s'agit d'analyser l'apparition de la COVID-19 au Cameroun et ses différentes résonances médiatiques à travers la presse d'information quotidienne afin d'explorer leur finalité.

Méthodologie

Les articles de presse retenus pour cette étude ont été choisis à partir de l'apparition de l'évènement analysé à la une des éditions ou simplement dans les pages intérieures du journal. Ceux-ci couvrent la période de la survenue de la pandémie au Cameroun, le mois de mars 2020 notamment. Les sources sont la presse imprimée : *Cameroun Tribune*, *La Nouvelle*, *La Nouvelle Expression*, *Le Jour* et *Mutations*. Nous avons procédé à une analyse thématique du discours en partant des rubriques recensées et à une analyse du contenu de presse. Les articles retenus pour cette étude ont été choisis en fonction de leur disponibilité dans l'espace médiatique.

Éléments de codage et d'analyse

L'analyse des articles va s'appesantir sur six éléments principaux :

- la titraille : comment se présente-t-elle et que laisse-t-elle entrevoir;
- le langage ou le terme utilisé pour qualifier la crise, pour en parler ou pour la mentionner;
- le genre journalistique : reportage, compte rendu, enquête, interview;
- les sources citées : sources médicales, politiques, etc.
- les situations de pic dans la médiatisation : elles correspondent à l'apparition du sujet à la fois en une du journal et dans les pages intérieures.

Limites de la méthode

La méthode que nous avons adoptée comporte deux principales limites :

- L'analyse de contenu a porté exclusivement sur les supports écrits et en ligne. Elle aurait pu, en effet, intégrer les supports audiovisuels;
- La période n'englobe pas la durée de la pandémie mais uniquement le moment de son apparition en Afrique et au Cameroun plus précisément. Toutefois, elle permet de saisir les choix médiatiques des journaux retenus.

Les stratégies de médiatisation de la pandémie par les quotidiens

Notre analyse de la presse sur l'annonce de la COVID-19 est à la fois quantitative (nombre d'articles publiés par publication) et qualitative. L'analyse qualitative, à proprement parler, s'intéresse à la typologie des genres rédactionnels (reportage, compte rendu, analyse, enquête), les périodes de pic, c'est-à-dire le moment où le sujet figure à la une et est traité dans les pages intérieures, la qualité de la titraille et l'existence ou non des contenus traitant de la théorie complotiste.

Les situations les plus médiatisées

Le quotidien *Cameroon Tribune* (CT) du mois de mars 2020 a publié 20 numéros, dont 18 sur la COVID-19 et 02 qui n'en parlent pas. Les deux numéros en question sont respectivement les éditions des 6 et 7 mars qui ont été consacrées à l'actualité parlementaire.

Le journal commence un traitement timide de l'information sur la COVID-19 puis lui donne une plus grande place et une attention plus soutenue à partir du 17 mars où la pandémie sera considérée comme un événement planétaire important. Il sera présent dans toutes les éditions à la fois en première page et en pages intérieures. Les éditions des 2, 3, 10, 11 et 13 mars sont celles qui ne parlent pas de la pandémie à leur une, mais lui consacrent au moins une page intérieure comme le présentent les tableaux ci-dessous.

Tableau 1. Présence de la COVID-19 dans CT (source : auteure)

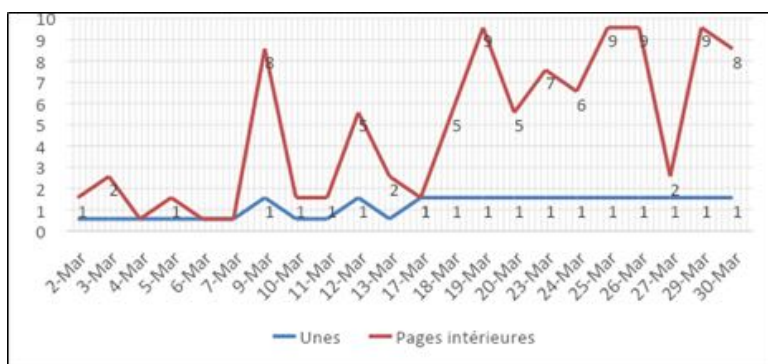
Nombre d'éditions	Éditions sur la COVID-19	Éditions sans COVID-19
20	18	2

Le tableau ci-dessus fait une présentation du nombre d'éditions du journal ayant traité de la COVID-19 en mars.

Tableau 2. Traitement quantitatif de la COVID-19 dans CT (source : auteure)

COVID-19 en une	Sans COVID-19 en une	Nombre d'éditions
12	6	18

En analysant l'apparition de la pandémie à la une des numéros retenus, nous observons que des 18 numéros ayant traité de cette crise sanitaire, 12 éditions l'annoncent en une et 6 la traitent sans toutefois en parler en une. L'analyse quantitative et chronologique révèle des pics dans le traitement de la COVID-19 dans *Cameroon Tribune*, notamment le 9 mars, puis du 18 au 30 mars comme indiqué dans le graphique ci-dessous.



Grappe 1. Analyse chronologique de l'apparition de la COVID-19 dans Cameroon Tribune (source : auteure)

Cette analyse quantitative des jours qui ont connu une forte médiatisation nous permet de considérer qu'il y a eu un bond le 9 mars au moment où la pandémie a fait l'objet de sujets à la une du journal et un traitement abondant sur 5 pages successives. Ce pic dans le traitement journalistique de la pandémie par Cameroon Tribune intervient après la confirmation de deux cas de contamination. Cette confirmation va susciter un branle-bas chez les différentes autorités dont les secteurs d'activités étaient fortement impactés par la pandémie à COVID-19.



Image 1. Titres de CT du 18 mars 2020

La une de CT du 18 mars intervient lorsque les mesures de confinement sont édictées par le gouvernement et à la suite de l'intervention du président de la République via un tweet dans lequel il insiste sur la nécessité de les respecter. La parole médiatisée du chef de l'État via les réseaux sociaux a sans doute eu un effet sur le traitement journalistique de l'information à ce moment. Elle participe à la construction des représentations que l'on peut se faire de la pandémie. Cette parole va fonctionner comme un accélérateur de la prise de conscience de la gravité du mal que constitue le virus. Les prochains pics apparaîtront le 12 mars lorsque le président de la République reçoit, en audience, l'ambassadeur des États-Unis, Peter Balerin, dont la visite avait pour but de « féliciter le Cameroun pour les mesures prises et de réitérer l'appui des États-Unis dans la lutte contre le Coronavirus et le VIH/Sida » (CT, 12 mars 2020).

Cette une sera renforcée par l'information sur les deux premiers contaminés à la COVID-19 en voie de guérison. Le journal présente en outre un gouvernement fort et dont les décisions ont un impact positif sur l'évolution de la pandémie au Cameroun (Cf. CT 19 mars en pied d'une : « Covid-19. Strong government measures to protect life ». Le traitement médiatique permet de

relever une volonté de l'organe de presse de présenter l'état de la question et la place que lui accordent les autorités.

Pour montrer que tout le pays est en ordre de bataille et d'accord pour les mesures édictées par le gouvernement, la une du 19 mars va présenter les mesures de confinement et l'adhésion des populations à celles-ci. Le journal met ainsi, en avant, l'adhésion des populations aux mesures gouvernementales, et par ricochet à la politique instituée par le président de la République (Cf. une du journal du jeudi 19 mars et celle de vendredi 20 mars 2020 ci-dessous).



Planche 1. Unes de CT des 19 et 20 mars 2020

Le traitement journalistique de *Cameroon Tribune* présente également l'état de la question dans les dix régions du Cameroun et les mesures prises par l'État pour maintenir le niveau d'alerte contre le virus. Cinq pages rédactionnelles sont consacrées au numéro du 20 mars.

La construction médiatique de la crise

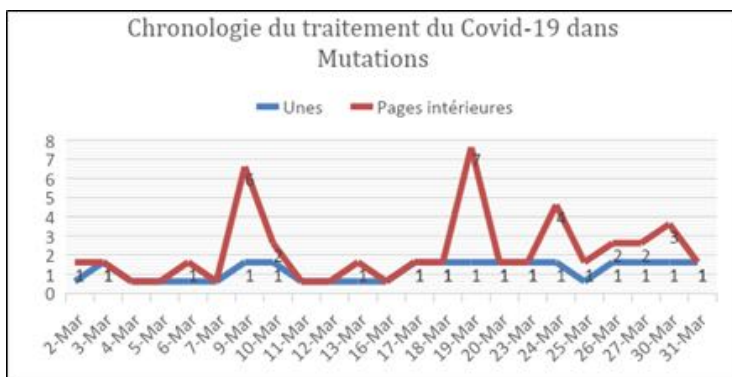
Le traitement médiatique de la crise sanitaire à COVID-19 par le quotidien *Mutations* fait observer un journal qui rend compte de la pandémie selon un point de vue présentant la crise comme une utopie pour le politique qui peine à accepter l'existence de la maladie : « Coronavirus. Députés et sénateurs immunisés? L'Assemblée nationale et le Sénat se réunissent dès ce jour

dans le cadre de la première session ordinaire de l'année, au mépris de la mesure du Premier ministre interdisant les regroupements de plus de 50 personnes » (une, vendredi 20 mars 2020). Dans sa une du lundi 30 mars, le journal fait voir certains membres du gouvernement comme des « irresponsables » : « Coronavirus Au Cameroun. Les stars du bêtisier ». Il revient dans ce numéro sur les actions controversées de quelques autorités en pleine pandémie de COVID-19.

Le journal *Mutations* fait un traitement journalistique de la pandémie pour la première fois le 2 mars 2020 lorsqu'il annonce que le Nigeria est contaminé. Mais la COVID-19 à cette date reste un mal utopique et presque irréel pour le Cameroun. Cette information sur le Nigeria participe de la construction de cette réalité. Cependant, le journal annonce les prochains jours les mesures prises par l'État pour protéger le pays contre la pandémie. Il présente ainsi le dispositif mis en place par les autorités compétentes « pour barrer la voie à ce nouveau virus dont l'Afrique a enregistré trois cas confirmés » comme l'indique la une de *Mutations* du 3 mars qui parle d'ailleurs d'une « revue de troupes » et d'« un plan de riposte ». Ce champ lexical de la guerre est une alerte pour les cibles du journal. Il permet de prendre la pleine mesure de la gravité de la crise afin d'avoir des réactions communes, solidaires et efficaces.

Le quotidien commence une couverture timide qui s'intensifie le 9 mars lorsque le premier contaminé est découvert au Cameroun. Un dossier de 6 pages et la une du journal vont mettre une emphase sur la crise bien qu'elle soit encore « une menace fantôme », il ajoute toutefois que la psychose se construit dans la population camerounaise : « La psychose prend corps après deux cas détectés au Cameroun ».

Le quotidien *Mutations* sera muet pendant six jours sur la pandémie et connaîtra sept jours de pics au mois de mars 2020. Ces derniers correspondent aux jours où le journal a fait un traitement de la COVID-19 à la fois à la une de ces éditions et sur au moins deux pages intérieures. Le 19 mars, le journal publiera sept pages sur le Coronavirus. Il s'agit du pic le plus élevé comme le démontre le graphique ci-dessous.



Graphe 2. Chronologie du traitement de la COVID-19 dans Mutations (source : auteure)



Planche 2. Unes du journal Mutations des 9 et 19 mars 2020

Le 19 mars 2020, le journal fait une édition spéciale sur le Coronavirus. Celle-ci revient sur les premières images et réactions après la décision du gouvernement camerounais de confiner totalement le pays. Cette une fait une analogie entre *Le dernier jour d'un condamné*, titre d'un roman de Victor Hugo, et « Le premier jour d'un confiné ». Le confiné qui est par analogie un prisonnier, car il est tenu de rester enfermé.

La COVID-19 objet de construction médiatique

Le traitement médiatique des crises sanitaires par les médias ne date pas de la COVID-19. Il est cependant à noter que les médias peuvent contribuer à mieux faire connaître la maladie et à saisir les mécanismes de riposte et de protection contre une telle pandémie. Le journal fait ainsi de la pandémie un objet médiatique dans la mesure où il la rend visible dans l'espace public. Il oriente et suggère sa compréhension par son traitement médiatique. En effet, le journal peut, par le traitement qu'il fait de la crise, la rendre visible ou tout simplement la faire oublier. Les choix des entreprises de presse dépendent dans ce cas de leurs intérêts et de leur secteur d'activité (Champagne, 1991). Quoiqu'il en soit, le traitement de la COVID-19 peut se lire à travers la visée informative et la visée de captation ou de dramatisation, selon les intérêts et les objectifs de chaque quotidien. La première visée est soutenue par un enjeu de crédibilité et se comprend dans le rapport à la vérité. La captation, pour sa part, active le ressenti des lecteurs et lectrices à partir d'une logique commerciale : le désir de pousser à l'achat.

De l'information à la sensibilisation

La titraille de *Cameroun Tribune* est la même tout au long du mois de mars 2020. Elle se compose d'un surtitre, le plus souvent intitulé « Coronavirus », d'un titre qui annonce le ton de l'article et d'un chapeau qui en présente le contexte. Les premiers jours, la titraille s'inscrit dans une visée informative et « de propagande » sur les actions de l'État du Cameroun. Elle présente le champ sémantique de l'existence de la pandémie dans le pays et traduit la prise de conscience de l'État camerounais sur la question et les mesures entreprises. *Cameroun Tribune* insiste ainsi sur l'information rassurante : « Coronavirus. Comment le Cameroun s'organise » (CT, une, lundi 2 mars 2020), « Coronavirus. La riposte est bien préparée » (CT, une, mardi 3 mars 2020), « Coronavirus. Mobilisations tous azimuts » (CT, page intérieure du journal 19 mars 2020), *Coronavirus*. En ordre de bataille » (CT, une, vendredi 6 mars 2020) », « Coronavirus. Dispositif rodé à l'aéroport de Douala » (CT, mardi 10 mars 2020), « Coronavirus. L'hôpital Laquintinie paré » (mercredi 11 mai 2020), « Lutte contre les épidémies. Soutien américain assuré »

(CT 12 mars 2020), « Coronavirus : les deux cas en voie de guérison » (CT, une du 12 mars 2020) », « Coronavirus. Tous en alerte » (CT, une du vendredi 20 mars 2020) », « Covid-19 prevention. Strict hygiene As Solution » (CT, une du 17 mars 2020), « Coronavirus. Les autorités font bloc » (CT, mardi 24 mars 2020). Le quotidien *Cameroon Tribune* construit ainsi la pandémie dans sa posture de rappel de l'existence de la pandémie et des mesures prises pour lui barrer la voie ainsi que celles à respecter pour ne pas contracter la maladie.

À côté de cette visée informative, on peut relever une visée d'éducation et de sensibilisation du quotidien *Cameroon Tribune*, ainsi qu'une visée de prévention contre cette pandémie à partir des titres à la une. C'est le cas notamment avec les titres suivants : « Coronavirus. Comment l'hygiène peut sauver » (CT, 17 mars 2020), « Combattre le virus. Le dispositif doit être renforcé » (CT, une, du mercredi 18 mars 2020), « Mesures de confinement. Les Camerounais adhèrent » (CT, une du jeudi 19 mars 2020), « Coronavirus. Autres nouveaux cas confirmés » (CT, une de jeudi 19 mars 2020), « Coronavirus. Ne jouons pas avec le feu » (CT, Une de lundi 23 mars 2020), « Lutte contre le coronavirus. Paul Biya poursuit la sensibilisation », « Mesures de restriction contre le Coronavirus. Le gouvernement hausse le ton » (CT, une du mercredi 25 mars 2020), « Lutte contre le Coronavirus. Place à la fermeté » (CT, une de jeudi 25 mars 2020), « Le Covid n'est pas une rumeur » (CT, une de vendredi 27 mars 2020), « Coronavirus. Le prix de l'inconscience » (CT, une, lundi 30 mars 2020).

L'analyse de la titraille fait apparaître une insistance sur la pandémie. Elle contient, pour chaque édition, au moins une fois, le terme « Coronavirus ». Il apparaît que la rédaction a l'intention de mettre l'accent sur la menace que représente la maladie. Elle appelle à la prudence et au respect des mesures barrières. Cette titraille présente également les efforts du gouvernement pour arrêter la progression de la pandémie. Elle établit un lien entre la pandémie et la guerre. La période de pandémie est considérée comme une période de crise au cours de laquelle les populations sont appelées à se mobiliser pour mener la bataille contre l'ennemi. La titraille a donc une visée d'alerte, de mise en garde et de diffusion. Elle contribue, de ce fait, à la construction de l'évènement COVID-19 dans la mesure où elle le rend présent d'une certaine façon dans la vie des lecteurs et lectrices. À la une du journal, la désignation de la pandémie est « coronavirus » et quelquefois « Covid-19 ». On peut en déduire que le journal veut rester fidèle à la dési-

gnation de la pandémie afin de fixer le nom et l'objet dans les mémoires et les esprits du lectorat.

De la narration du réel comme construction de la pandémie

La narration de la pandémie à COVID-19 par le quotidien *Mutations* présente une information de terrain qui fait vivre et voir la maladie telle qu'elle est prise en compte par les populations. En utilisant des figures de style, le quotidien met une emphase sur ce qui se passe sur le terrain à travers une rédaction imagée et engagée :

Cameroun. Un jour coupé du monde. Depuis hier 18 mars, 13 malades de coronavirus ont été identifiés, dont 11 cas à Yaoundé et 2 à Bafoussam. La veille, le gouvernement a annoncé une série de 13 mesures à l'effet de freiner la propagation de la pandémie. Un peu plus de 24h après l'annonce du Premier ministre, Dion Ngute, *Mutations* tente d'évaluer l'état de mise en œuvre de ces restrictions et leur respect par la population dans les églises, les marchés, les transports, les écoles, les aéroports, les hôpitaux, les hôtels, etc. (*Mutations*, jeudi 19 mars 2020).

Le journal va multiplier des comptes rendus et des reportages pour faire voir la réalité de la situation de la COVID-19 au Cameroun et dans le monde. Dans le même dossier, le journal présente la situation d'autres villes du Cameroun. Ces reportages dans la vie des populations rendent présent le danger de la pandémie. Même si l'impact n'est pas tout à fait connu, cette narration du réel de la maladie informe et sensibilise en même temps qu'elle peut créer la psychose chez le lectorat : « Bafoussam. Des fugitifs du coronavirus activement recherchés. Des autorités médicales sont à leurs trousses afin de les mettre en quarantaine » (*Mutations*, vendredi 24 mars 2020).

Le champ lexical de la guerre est également utilisé pour rendre compte de l'effort que fait le gouvernement pour prendre en charge la pandémie : « Riposte au coronavirus. La Cemac en ordre de bataille. Un fonds de 2 milliards Fcfa sera mobilisé pour mettre en œuvre les quatre axes et actions prioritaires contre cette épidémie. » (*Mutations*, une, vendredi 13 mars 2020).

Cette narration imagée du réel par le champ lexical de la bataille peut être comprise comme la volonté du journal d'insister sur les efforts et la détermination de l'État à venir à bout de la pandémie. Pourtant, le même journal va relever des incongruités dans l'action gouvernementale en matière de respect des consignes édictées.

La diversité des genres rédactionnels comme construction de l'événement COVID-19

Les genres rédactionnels peuvent être considérés comme des éléments de construction des événements. En effet, en fonction du genre utilisé (d'information ou d'opinion), les journalistes ou les organes de presse peuvent donner une résonance différente à l'information.

Résonance informative et construction de la crise

La place relativement modeste occupée par les commentaires dans le quotidien *Cameroun Tribune* est sans doute une preuve de l'adoption par le journal d'une posture informative dès la survenue de la COVID-19. Les articles ont essentiellement été d'ordre informatif une fois que le virus est apparu au Cameroun et en Afrique. Pendant l'élection législative de 2020 qui animait les débats, CT n'a traité la COVID-19 en une seule page intérieure sans en rendre compte en première page de cette édition. Cette posture rédactionnelle peut être analysée comme étant le souci d'informer le public. Le but est certes d'informer, mais également de présenter un Ministère de la Santé publique alerte et engagé pour éviter le pire². La visée d'information est également convoquée à travers les reportages sur la ruée vers la chloroquine³,

2. *Cameroon Tribune* a pour ligne éditoriale de rendre compte de l'action gouvernementale.

3. Il avait été annoncé dans les réseaux sociaux que le coronavirus pouvait être soigné par la chloroquine. La ruée vers les pharmacies pour s'en procurer était la conséquence de ces informations diffusées. *Cameroon Tribune* se donne donc une mission d'éducation face à ces fausses informations qui sont diffusées.

ou encore sur l'exigence du port du masque dans les transports en commun : « Transports publics. Le port de masque est obligatoire » (Le Jour, 8 avril 2020).



Planche 3. Extraits de CT du 02 mars 2020 sur la mobilisation du Cameroun contre la pandémie

La construction de l'événement se fait également par une déconstruction de ce qui est dit dans les réseaux sociaux en vue de donner une information de qualité aux lecteurs et aux lectrices. En présentant comment s'organise le Cameroun, le quotidien indique quelques données qui rassurent et peuvent en même temps inquiéter : « Déjà 3000 morts, 85000 malades, près de 60 pays contaminés. Depuis le 28 février, 1 cas confirmé au Nigéria » (CT, 2 mars 2020). Certains reportages et comptes rendus présentent également la situation du moment comme alarmante.

Les articles publiés sont majoritairement des reportages et des comptes rendus. Ils sont faits sur les différents sites, soit de propagation du virus, de la prise en charge des malades, soit sur les lieux stratégiques de prise de décision. En effet, en plus d'être un problème de santé, la COVID-19 rentre également dans la catégorie d'événements politiques. C'est pourquoi, le « sens politique » imprimé par la presse quotidienne est bien identifiable à travers non seulement la couverture médiatique (comptes-rendus, reportages, enquêtes et interviews), mais aussi à travers la diffusion systématique des messages du président de la République, des prises de paroles du chef du gouvernement et des ministres concerné-e-s par cette situation d'urgence sanitaire. Le traitement médiatique de la COVID-19 par la presse en fait un événement politique d'ampleur internationale qui justifie que la presse en ligne internationale en parle de manière insistante.

L'approche pédagogique est privilégiée par la parole donnée aux expert-e-s lors des interviews et le souci d'éclairer l'opinion, mais aussi grâce à des mises au point et précisions au moment où les fausses informations foi-

sonnent dans les réseaux sociaux : « Coronavirus et réseaux sociaux. La folle ruée vers la chloroquine » (CT, jeudi 5 mars 2020).

Résonance de captation et de dramatisation

Charaudeau définit le mécanisme de construction du sens de discours comme étant le résultat d'un double processus de transformation et de transaction. Il ressort du rapport dialectique entre ces deux processus que « le monde à commenter » n'est jamais transmis tel quel à l'instance de la réception. Il passe par le travail de construction de sens du sujet énonciateur qui le constitue en « monde commenté » à l'adresse d'un autre dont il postule à la fois l'identité et la différence (Charaudeau, 2011, p. 78). L'événement n'est donc jamais transmis au récepteur tel qu'il s'est déroulé dans son état brut. Il subit une transformation qui est fonction des diverses contraintes de la rédaction et de celles de l'entreprise médiatique. Ainsi, sa signification dépend de l'émetteur et du regard du sujet récepteur qui devra décrypter le message.

L'apparition de la COVID-19 dans la ville de Wuhan en Chine en 2019 a fait naître un discours construit autour d'une théorie complotiste indiquant que le virus a été créé pour décimer le continent africain de sa population. Pour certains adeptes de cette théorie complotiste au Cameroun, la France et la Chine en veulent à l'Afrique : « Coronavirus : La France et la Chine tombent le masque... » (*La Nouvelle*, 31 mars 2020). Par ailleurs, d'autres complotistes occidentaux vont estimer que cet arrêt de la COVID-19 en Chine vise tout simplement à provoquer une vente des titres des sociétés occidentales sur les places boursières chinoises » (*La Nouvelle*, 31 mars 2020). Cette approche complotiste indique également que la pandémie est « une conspiration de plus contre la vie sur terre... L'épidémie Coronavirus cache et annonce une pandémie mondiale de maladies chroniques encore plus mortifères » (*La Nouvelle Expression*, 30 mars 2020).

La COVID-19 a fait son apparition au Cameroun en apportant une certaine terminologie et des croyances qui seront diffusées dans l'espace public. Ainsi, dans les quotidiens *Cameroon Tribune*, *Le Jour*, *Mutations*, la maladie à Coronavirus est désignée selon plusieurs termes qui font partie de la construction de l'événement à part entière. La COVID-19 est qualifiée de « redoutable virus », de « « menace » qui sévit toujours » (CT, mardi 3 mars

2020), « Covid-19. La bombe de Kondengui. Des cas suspects de l'épidémie du coronavirus dans le plus grand pénitencier du Cameroun sèment la panique » (*Le Jour*, 14 avril 2020). Par ailleurs, la COVID-19 est accompagnée de qualificatifs qui peuvent soit amener à en avoir peur, soit rassurer quant à une possible guérison et une maîtrise du virus. Les messages diffusés laissent entrevoir le pire : « L'OMS invite tous les pays encore épargnés à se préparer à l'arrivée de la COVID-19 en avertissant que se croire à l'abri de la maladie serait une « erreur fatale » » dit le ministre de la Santé publique du Cameroun (CT, lundi 2 mars 2020).

La maladie est désignée par CT comme « un tueur international » qui provoque une « vague de panique » et la « peur ». Il s'agit à la fois, d'une « épidémie de coronavirus » et « d'une pandémie de coronavirus » contre laquelle les méthodes de lutte sont mal connues et renseignées. L'impact du virus en fait un ennemi contre lequel la société doit se mobiliser pour le vaincre. Le journal construit un corpus langagier autour d'un environnement qui fait penser à la guerre, au combat : « Coronavirus. Le Cameroun en ordre de bataille » (CT, lundi 9 mars 2020). Le caractère politique de ce type d'événement n'est plus à mettre en doute. En effet, la lutte contre la pandémie est systématiquement mise en relation avec les actions des politiques et des événements antérieurs comme le VIH/Sida (Cf. CT du jeudi 12 mars 2020).

Le vocabulaire du journal le place dans une visée à la fois préventive, informative et dramatique, et dans une ambiance de guerre contre un virus omniprésent : « Coronavirus. Dispositif rodé à l'aéroport de Douala. Le protocole de sécurité mis en place par les autorités sanitaires permet de scanner tous les voyageurs », « normes de protocoles de sécurité », « Menace du Coronavirus », « Masa 2020. Dispositif colossal mis en branle pour la réussite d'une grande rencontre » (CT, mardi 10 mars 2020). D'autres expressions participent de la construction de la pandémie en insistant sur le lexique de la peur : « L'inquiétude grimpe » (CT mardi 17 mars 2020), « Combattre le virus. Le dispositif doit être renforcé » (CT du mercredi 18 mars 2020), « Coronavirus. Mobilisation tous azimuts. Le spectre de la propagation de la maladie dans le pays hante tous les esprits. D'où les mesures musclées prises par le gouvernement » (CT jeudi 19 mars 2020), « Coronavirus. Tous en alerte. Déjà une quarantaine de cas » (CT de vendredi 20 mars 2020).

La visée de captation et de dramatisation est encore plus perceptible lorsque le discours de la presse quotidienne indexe des pays amis du Cameroun comme l'a fait le journal *La Nouvelle* dans la publication de mardi 6 avril 2020 : « Covid-19. Comment la France prépare l'implosion de l'Afrique ». Le

texte précise que dans certains groupes en Europe, la Covid-19 était perçue comme une crise pouvant causer des mouvements d'humeur qui pourraient aboutir à une guerre civile : « Il part du principe que les villes seront l'épicentre des crises et que très rapidement, la question du ravitaillement des quartiers se posera pour l'eau, la nourriture et l'électricité. Des phénomènes de panique urbaine pourraient apparaître. Elles sont le terreau sur lequel se construisent les manipulations des émotions populaires » (*La Nouvelle*, 6 avril 2020).

La nature des sources du discours médiatique

La nature des sources médiatiques est importante pour déterminer la visée du discours énoncé par les médias. En effet, une différence fondamentale est à faire entre le discours d'un-e journaliste dit-e « scientifique », une revue scientifique et un-e journaliste généraliste qui, du fait d'une situation d'urgence, est tenu de rendre compte d'un événement scientifique comme la crise sanitaire à COVID-19. Quelle que soit leur spécialité, les journalistes doivent s'appuyer sur diverses sources crédibles pour rendre compte de la crise. Cette obligation s'appuie sur le fait que la visée d'information des médias a un enjeu primordial qui est celui de sa crédibilité. Cette visée informative consiste à faire connaître aux citoyen-ne-s ce qui s'est passé ou ce qui est en train de se passer dans « le monde de la vie sociale » (Charaudeau, 2011, p 71). Pour mettre en œuvre cette visée, les médias utilisent deux types d'activités langagières : « la description-narration » qui consiste à rapporter les faits du monde et « l'explication » dont le but est d'éclairer le destinataire de l'information sur les causes et les conséquences de ces faits. Dans les deux cas, il se pose un problème de rapport à la vérité.

Dans un discours d'information, [cependant], il ne s'agit pas de la vérité en soi, mais de celle qui est liée à la façon de rapporter les faits : il ne s'agit pas tant des conditions d'émergence de la vérité que des conditions de véracité. Il ne s'agit pas pour l'instance médiatique d'authentifier les faits, de les décrire de façon vraisemblable, d'en suggérer les causes et de justifier les explications qu'elle fournit. (Charaudeau, *ibid.*).

Il s'agit surtout pour la presse de rendre compte, avec le plus de précision et de vérité possible, de la situation qui fait l'objet de l'actualité. Plusieurs techniques peuvent être mises en œuvre par les journalistes pour y parvenir.

La qualité des intervenant·e·s et des sources est un élément important de crédibilité et de construction du sens, car le discours médiatique participe de la construction du sens que l'on donne à un événement. En effet, les choix des sources, des lieux de reportages et comptes rendus sont rarement anodins, pour les journalistes et sans conséquence pour le lectorat.

Le discours de la science peut être repris et reformulé par un·e ministre, une institution politique ou un journal. *Cameroon Tribune* étant un média à destination de classes diverses et dont les destinataires appartiennent à des mondes sociaux différents, il peut reprendre les propos de certain·e·s acteurs et actrices afin d'étayer ses analyses. Dans le traitement médiatique de la crise sanitaire à Coronavirus, les journalistes font appel aux voix externes pour expliquer la pandémie qui est nouvelle et méconnue du public. Il s'agit d'une construction plurielle de la crise qui fait appel à diverses sources dont les résonances peuvent être perçues différemment. *Cameroon Tribune* étant en plus un quotidien destiné à des lecteurs et lectrices appartenant à des mondes sociaux éclatés et diversifiés, il explique la crise par des expert·e·s, dont il reprend certains propos :

« Paul Biya, sur ses plateformes digitales officielles (Facebook et Twitter), indique notamment que “le monde fait face à une crise sanitaire grave et sans précédent”. Sans détours, le chef de l'État souligne que cette épidémie “va impacter nos comportements quotidiens et notre économie”. Pour ce faire, les compatriotes sont invités à “respecter scrupuleusement les prescriptions du gouvernement et de l'Organisation mondiale de la Santé” » (CT, jeudi 18 mars 2020).

La source citée peut aussi avoir une qualité à la fois politique et scientifique comme c'est le cas du directeur de l'hôpital : « Selon le directeur de l'Hôpital central de Yaoundé, où les malades sont en isolement depuis le 6 mars dernier, leur état de santé s'améliore nettement » (CT, mardi 12 mars 2020), « Et pour la maîtrise de ces cas de COVID-19, une équipe de professionnels aguerris a été mobilisée. Nous avons l'habitude de gérer de pareils cas. Rappelez-vous de l'époque d'Ébola. L'Hôpital central avait également été sollicité à cet effet et notre personnel avait déjà été formé pour faire face à ce type de problème. Ils ont à nouveau été formés afin qu'ils soient à la page. Ce qui fait qu'aujourd'hui, nous avons une équipe qualifiée », poursuit le directeur de l'Hôpital central » (CT, mardi 12 mars 2020). En citant le directeur de cet hôpital, le journal légitimise ses propos et crédibilise les informations dont les sources sont connues et institutionnelles.

Le journal donne la parole à plusieurs expert·e·s dont les propos sont

repris dans l'article sous forme d'extrait ou dans le cadre d'une interview intégralement retranscrite. Le but pour la presse quotidienne est de mettre de la distance entre ces propos et ceux de l'expert·e, mais aussi, de mettre de la distance tout en faisant de la différence entre les dires du ou de la journaliste et ceux des expert·e·s qui parlent d'un sujet avec autorité. On assiste ainsi à une véritable mise en scène du caractère pluriel du texte qui est inscrit dans la matérialité du journal tout au long de la rédaction du récit. L'écriture commune de l'actualité apparaît également quand il s'agit de rendre compte de la crise sur la base des dires d'une institution internationale comme l'OMS. Les journalistes s'appuient dans ce cas sur des voix autorisées, des expertises avérées pour rendre compte de l'actualité. Dans un univers où toutes les prises de parole peuvent être partagées et considérées comme vraies, la presse quotidienne peut se positionner comme le lieu où la parole est vérifiée et crédible. Elle peut être utilisée comme preuve ou justificatif. C'est dans ce sens que les extraits des acteurs et actrices de la communauté nationale et internationale sont repris par les journaux sélectionnés pour justifier, démontrer et expliquer des situations concrètes. D'ailleurs les journaux prennent pour sources les discours des organisations internationales et nationales pour soutenir leurs dires, pour expliquer les faits et pour rendre compte de l'actualité. Le ministre de la Santé publique sera cité dans un désir de rassurer les populations après la confirmation du premier cas de contamination au COVID-19 dans le pays : « S'agissant de la dame, elle a été en contact étroit avec le premier cas. Nos équipes ont retracé le parcours des deux personnes touchées et nous avons pu identifier 149 personnes du côté du citoyen français et 30 contacts du côté de la dame. Nos équipes sont à pied d'œuvre depuis hier [vendredi, Ndlr] pour suivre ces personnes », va-t-il indiquer » (CT, 20 mars 2020).

La pandémie à COVID-19 impliquait aussi bien le monde de la santé, le monde politique et le monde scientifique. Les autorités sanitaires se situent dans l'intersection de ces mondes différents où les paroles des un·e·s et des autres n'ont bien évidemment pas le même poids (Moirand, 2007). La presse aura donc à cœur de clarifier, d'expliquer et de justifier les discours afin que des confusions ne soient pas faites par le lectorat : « Durant le weekend, 20 cas ont été testés positifs. L'annonce a été faite par le ministre de la Santé publique » (CT, 23 mars 2020), « "L'épidémie va grimper dans les jours à venir et il faut qu'on la regarde avec réalisme et que ce n'est pas une vue de l'esprit", a souligné Dr Georges Alain Etoundi Mballa, directeur de la maladie et coor-

donnateur du Centre des opérations d'urgence de santé publique » (CT, 23 mars 2020).

Plusieurs interviews sont faites afin de permettre aux spécialistes de s'exprimer sur la question et de donner l'information vraie et crédible :

L'OMS indique d'autres signes chez certains patients. Il s'agit de douleurs articulaires, de congestion nasale, d'écoulement nasal, des maux de gorge ou de diarrhée. Ces symptômes sont généralement bénins et apparaissent de manière progressive. Certaines personnes, bien qu'infectées, ne présentent aucun symptôme et se sentent bien. La plupart (environ 80 %) des personnes guérissent sans avoir besoin de traitement particulier », indique l'OMS (CT, 20 mars 2020).

L'analyse montre que le rédacteur ou la rédactrice fait porter des affirmations par une autorité relevant de la communauté langagière nationale ou internationale afin de crédibiliser son texte. La qualité de la source permet au journaliste de donner du sens à ses écrits. C'est une voix autorisée et crédible qui de ce fait crédibilise le texte du quotidien.

Conclusion

Le traitement médiatique de la crise à Coronavirus laisse entrevoir des résonances diverses en fonction des quotidiens, de leur identité et des différentes visées qui motivent leurs approches. On note que les médias se mettent en ordre de bataille avec le gouvernement et rendent compte des actions gouvernementales ce qui donne une résonance médiatique dont le but est de présenter les efforts de l'État face à une pandémie annoncée comme pouvant décimer toute l'Afrique. D'un autre côté, les quotidiens privés ont une approche plus informationnelle de la pandémie et une tendance à diffuser une information brute, sans « habillage » qui peut avoir des résonances médiatiques tendant à la dramatisation. En tout état de cause, la COVID-19 a été médiatisée par la presse quotidienne sur la base des faits observés, des données reçues des organisations nationales et internationales et en donnant la parole aux différentes communautés pouvant crédibiliser les informations diffusées.

Références bibliographiques

- Champagne, P. (1991). La construction médiatique des « malaises sociaux ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 90, 64-76.
<https://doi.org/10.3406/arss.1991.2997>
- Champagne, P. (1999). *La médiatisation des risques et l'espace public*. Actes de la 13e séance du Programme Risques collectifs et situations de crise. Paris : CNRS.
- Charaudeau, P. (2011). *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*. Bruxelles : De Boeck.
- Lazar, J. (2001). Les médias dans la construction de la réalité. L'apport de la théorie de la cultivation. *Communication*, 20(2), 66-84.
- Jamet, C., & Jannet, A.-M. (1999). *La mise en scène de l'information*. Paris/ Montréal : L'Harmattan.
- Esquenazi, J.-P. (2014). *L'écriture de l'actualité*. Paris : Presses universitaires de France.
- Champagne, P. (1991). Le traitement médiatique des malaises sociaux. *Les cahiers du journalisme*, 2, 8-14.
- Charaudeau, P. (1997). *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*. Paris : Nathan-INA.
- Moirand, S. (2007). *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*. Paris : Presses universitaires de France.
- Muhlmann, G. (2004). *Du journalisme en démocratie*. Paris : Payot

Sources

Antonio Guterres : avec le coronavirus, « on risque des millions de

- morts en Afrique » – L'Entretien – France 24, 27 mars 2020
- *Cameroon Tribune*, une du 2 mars 2020
- *Cameroon Tribune*, 2 mars 2020
- *Cameroon Tribune*, 3 mars 2020
- *Cameroon Tribune*, 10 mars 2020
- *Cameroon Tribune*, 12 mars 2020
- *Cameroon Tribune*, 17 mars 2020

- *Cameroon Tribune*, une du 18 mars 2020
- *Cameroon Tribune*, une du 19 mars 2020
- *Cameroon Tribune*, 20 mars 2020
- *Cameroon Tribune*, une du 23 mars 2020
- *Cameroon Tribune*, 23 mars 2020
- *Cameroon Tribune*, une du 27 mars 2020
- *Cameroon Tribune*, une du 25 mars 2020
- *Le Jour*, 8 avril 2020
- *Le Jour*, 14 avril 2020
- *La Nouvelle*, 6 avril 2020
- *La Nouvelle*, 31 mars 2020
- *La Nouvelle Expression*, 30 mars 2020
- *Mutations*, 3 mars 2020
- *Mutations*, 13 mars 2020
- *Mutations*, 18 mars 2020
- *Mutations*, 19 mars 2020
- *Mutations*, 24 mars 2020
- *Mutations*, 29 mars 2020
- *Mutations*, 30 mars 2020

COVID-19 entre blâme et éloge : une relecture épидictique des discours autour de la pandémie

YANICK HYPOLITTE ZAMBO

« Drôle d'époque! Comme dans les mauvais films hollywoodiens, le monde s'est arrêté face à la peur de l'épidémie » (Spinozi, 2020, p. 609). C'est un truisme de dire que le monde entier a traversé une crise sanitaire sans précédent du fait de la COVID-19 (*Coronavirus Disease 2019*), virus appartenant à la grande famille des *Coronaviridae*. Il tire son nom de la couronne formée par sa structure. De son épіcentre chinois, cette maladie infectieuse déclenchée en décembre 2019 à Wuhan dans la province de Hubei a tendu ses tentacules non seulement dans tout le pays mais également dans le monde entier à telle enseigne qu'aucune sphère géographique de la planète ne semble épargnée. Nonobstant cette mouvance, force est de relever l'incertitude au sujet de la responsabilité de l'apparition du virus ou son origine. Pour certains, ce virus serait issu d'un animal. Pour d'autres, il proviendrait d'un laboratoire scientifique ou d'un État (Fassassi, 2020, p. 4). Ce dernier axiome dénote la position américaine. En substance, dans son allocution prononcée le jeudi 19 mars 2020 à la Maison Blanche, le président Donald Trump a, une fois de plus, réitéré sa rhétorique arrogante antichinoise en pointant un doigt accusateur sur la Chine concernant l'existence de la COVID-19. Il corrigea ainsi son discours (imprimé) à la main en parlant d'un « virus chinois » au lieu du « coronavirus » (AFP, 2020). Certains religieux estiment que l'avènement de la COVID-19 est la manifestation de la colère et la fureur de Dieu comme il l'a fait à Sodome et Gomorrhe (Genèse 18:20-21).

Au-delà de la multiplicité de ces hypothèses, les arguments sont plus axés sur la nature zoonotique avec en ligne de mire le pangolin. Cette supposition ne vient pas sans fondement. Elle est plutôt motivée par le rôle des animaux concernant la transmission de certains syndromes respiratoires. Il en est précisément du MERS-Cov/SARS-Cov transmis respectivement par le dromadaire et la civette (Cui, Li et Shi, 2019; Azhar *et al.*, 2014). Par ailleurs, le degré d'exposition varie en fonction de la capacité à maîtriser la

maladie. Lorsque cette dernière s'est répandue à travers le monde au premier trimestre 2020, l'Afrique était présentée comme un continent qui serait manifestement décimé. L'argument évoqué étant la vétusté et l'indigence caractérisées des équipements médicaux ambiants et l'Afrique figurant parmi les régions les plus vulnérables aux maladies infectieuses et parasitaires (Jeugue Doungue, 2015, p. 2). Cette prédiction apocalyptique s'arc-boute sur l'idée de la fragilité et de la vulnérabilité des pays de grande tradition médicale moderne. Pour le dire simplement, ces pays qui présentent une expertise professionnelle réelle avec des infrastructures sanitaires de pointe et les systèmes de sécurité les plus aboutis au monde ont montré leurs limites dans la lutte contre cette pandémie.

C'est dans ce contexte inouï et morbide que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), par une allocution de son directeur général, lui attribua l'épithète de « pandémie » le 11 mars 2020. Révélée au monde de façon rude, grossière et incongrue, la maladie à coronavirus entraîne plusieurs décès et génère l'anxiété. Vu sous cet angle, la pandémie du coronavirus constitue un « événement » planétaire. L'événement est appréhendé ici comme « ce qui survient [...] sans avoir été prévu et qui peut modifier les conditions d'existence de personnes ou de collectivités » (Danvers, 2006, p. 14). Il relève de la surprise, du dérangement, de la déconcertation, de l'étonnement (Danvers, 2006). Dans le dessein d'endiguer la propagation du virus et de réduire le taux de létalité y afférent, les pouvoirs publics ont pris certaines mesures, en l'occurrence l'application scrupuleuse des règles d'hygiène élémentaires et le confinement.

Cette proposition de contribution porte sur la rhétorique à l'œuvre dans le contexte de la COVID-19 au regard du télescopage des discours autour de cette pandémie. De façon substantielle, une question fondamentale mérite d'être posée d'ores et déjà : quelle est la nature du discours proféré au sujet de la pandémie de COVID-19? Comme hypothèse, cette rhétorique est marquée par un discours épictique au regard du contraste ambiant. Sans extrapoler, cette tendance serait de nature à l'assimiler à l'image du dieu Janus. Autrement dit, il est de toute notoriété que le coronavirus est rédhibitoire à la santé publique eu égard à la facilité concernant sa propagation, à la gravité de l'infection et compte tenu de l'inexistence d'une réponse médicale globale. C'est ce qui justifie certainement le foisonnement des protocoles thérapeutiques et des pratiques telles que l'automédication à base de produits manufacturés ou la pharmacopée traditionnelle dans certaines régions. Au-delà de cette considération, les défenseur·e·s de l'environne-

ment estiment que la pandémie est un « moyen » de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de sauvegarde de certaines espèces menacées d'extinction. Sans ambages, le confinement a suscité des indicateurs positifs pour le climat parmi lesquels la baisse des émissions du dioxyde de carbone en Chine, en Italie, aux États-Unis entre autres. En tout état de cause, la COVID-19 fait suffoquer indubitablement la santé publique, les activités économiques et sociopolitiques et constitue un goulot d'étranglement pour les systèmes de santé du monde.

Pour passer au crible cette problématique, le dévolu est jeté sur le rapport entre la pandémie de coronavirus et l'environnement en général et la question climatique en particulier. Ainsi, on mobilisera également la technique de recherche documentaire au regard de l'abondance de la littérature en la matière que l'on combinera à une approche empirique.

COVID-19, une menace réelle et sérieuse pour la santé publique

Comme mentionné plus haut, l'hypothèse formulée dans le cadre de cet article est que la rhétorique à l'œuvre dans le contexte de la COVID-19 est marquée par un discours épидictique. Encore appelé discours démonstratif, il fait partie des trois genres rhétoriques au même titre que les discours judiciaire et délibératif (Eggs, 1994; Van Elslande, 2003). Ce registre se caractérise par l'éloge ou le blâme. Concernant le coronavirus, c'est cette dernière polarité (négative) qui est mise en évidence de manière générale. Cette tendance réprobatrice du genre délibératif ou épидictique s'arc-boute sur la satire. C'est certainement ce qui corrobore le foisonnement des pamphlets au sujet de la pandémie. On assiste ainsi à l'emploi des procédés anaphoriques et hyperboliques recoupant l'établissement du bilan conformément aux contaminations, décès, guérisons entre autres. Ceci étant, et sans risque de se tromper, la COVID-19 est à l'origine de la crise sanitaire actuelle (FAO, 2020) et plusieurs arguments sont mobilisés pour étayer cette propension. Cependant, compte tenu du fait que la santé est un bien commun et une valeur supérieure (Dozon et Fassin, 2001, p. 53), des mesures ont été mises sur pied pour freiner la propagation du virus.

Les arguments de la tendance crisogène de la COVID-19

À n'en point douter, la pandémie de la COVID-19 constitue une véritable menace pour la santé publique. Manifestement, cette impasse semble plus importante et préoccupante que les « scandales sanitaires » connus jusqu'ici (Champagne et Marchetti, 1994, p. 42). Imposant une nouvelle façon de vivre, le coronavirus met le monde entier au pas (R. Nemedeu, 2020). La menace que représente cette maladie est concomitamment objective et subjective. Sur le plan objectif, la menace est certaine eu égard aux données empiriques et factuelles établies. Du point de vue subjectif, la COVID-19 a engendré des traumatismes et de l'anxiété au sein de la population, un choc psychologique sans précédent. À ces éléments phénoménologiques, traduction de la gravité de la situation, s'ajoute le fait que, bien que des vaccins homologués soient désormais disponibles, la lutte contre la pandémie reste un défi mondial.

Un taux élevé de létalité, de mortalité et de propagation du virus

Avant toute chose, il appert de déterminer « la charge sémantique » (Sikondo, cité par Kamto et Tcheuwa, 2010, p. 26) de certains termes. Le taux de létalité désigne ici le nombre de morts par rapport à la population infectée tandis que le taux de mortalité renvoie au nombre de morts conformément à l'ensemble de la population (Diemer, 2020). Une fois cette clarification terminologique opérée, il est de toute notoriété que la pandémie de COVID-19 détruit considérablement l'espèce humaine (Kitio, 2020; FMI, 2020).

Le 19 janvier 2020, les autorités chinoises ont annoncé les deux premiers décès dans la ville de Wuhan. À ce moment, aucun cas n'avait été signalé ou repéré dans d'autres villes chinoises (A. Diemer, 2020). Toutefois, le bilan macabre fut traumatisant et atterrant à partir du mois de mars, soit 79 968 patient·es en République Populaire de Chine et 7 169 hors de la Chine testés positifs (Baud *et al.*, 2020; Mizumoto et Chowell, 2020; Wang *et al.*, 2020) pour un nombre de morts de l'ordre de 38 000 (Diemer, 2020). En date du 7 septembre 2020, 27 219 847 personnes ont été testées positives à la COVID-19 dans le monde, selon les données compilées par la Johns Hopkins University. À ce jour, les États-Unis d'Amérique détiennent le record chagri-

nant et sinistre en termes de victimes et le premier cas y a été repéré le 21 janvier 2020 (Brinai, 2025).

Grosso modo, les taux de létalité et de mortalité traduisent à suffisance la facilité et la rapidité recoupant la transmission et la propagation du virus. En l'espèce, « le nouveau coronavirus est un virus respiratoire qui se propage principalement par contact avec une personne infectée par le biais de gouttelettes respiratoires produites lorsqu'une personne tousse ou éternue, par exemple, ou par des gouttelettes de salive ou des sécrétions nasales » (OMS, 2020). La résurgence du nombre de cas en Occident est inquiétante et crée de la panique. Ainsi, cette reprise déconcertante de la pandémie vient revigorer sa dangerosité, de surcroît dans un contexte de confusion thérapeutique.

Une thérapie et une prophylaxie balbutiantes d'antan

La lutte contre le serpent de mer de coronavirus a été complexe, difficile et moult incommodités émaillaient sa phagocytose. Par le passé, précisément début 2020, il n'y avait pas de thérapies spécifiques approuvées pour le traitement de la COVID-19 (Vellas *et al.*, 2020, p. 689) encore moins un vaccin homologué à cet effet. Cette toile de fond traduit deux réalités notamment en Afrique : la revalorisation de la chloroquine et l'engouement pour la médecine traditionnelle.

À l'aune de l'imbroglio d'antan marqué par l'inexistence d'un traitement antiviral confirmé (Zumba *et al.*, 2016, p. 327), l'adage « old drug, new trick » trouvait toute sa pertinence. Celui-ci est de nature à suggérer un potentiel thérapeutique important des médicaments existants (Liu *et al.*, 2020). C'est ainsi que la chloroquine a été incontournable pour le traitement du coronavirus, un produit ayant une activité à large spectre contre les infections bactériennes, fongiques et virales (Dowall *et al.*, 2015, p. 3484; Singh et Vijayan, 2020, p. 599). Eu égard à l'enthousiasme autour de la chloroquine, « le marché des médicaments est en plein essor » (Gagné, 2006, p. 59). Néanmoins, l'accès à ces médicaments est problématique particulièrement dans les pays en développement du fait de leurs prix élevés. Ceci est logiquement dû à la faiblesse de la production locale, soit 3% de la production mondiale (Barbière, 2018). Cette précarité justifie la dépendance des importations occidentales. En Côte d'Ivoire par exemple, « 96 % des produits pharmaceutiques sont importés, ce qui entraîne des problèmes de traçabilité, de qualité mais

aussi de prix » (Ouattara, cité par Barbière, 2018, page). On comprend assurément la ruée vers les produits falsifiés ou contrefaits car moins coûteux. Ce chambardement thérapeutique balise la pratique de l'automédication caractérisée par sa dangerosité au regard de l'ambivalence du médicament. Ce dernier, malgré sa vocation de garantir la santé, constitue un « poison » (Daburon Garcia, 2001).

Certaines personnes déclarées guéries présenteraient des symptômes étranges : douleurs thoraciques, musculaires ou articulaires, diarrhées. Généralement, les patient·es seraient testé·es à nouveau positifs (Deluzarche, 2020). Cette impasse cause des ravages psychologiques, les individus atteints par la maladie étant stigmatisés. Vu sous cet angle, la COVID-19 deviendrait une maladie chronique. Dans l'optique d'assurer le droit à la santé, certaines régions comme l'Afrique mettent en évidence la médecine traditionnelle.

La médecine traditionnelle est plébiscitée par les populations africaines compte tenu de la facilité recoupant son accès, de la modestie de son coût et sa flexibilité aux réalités locales. Elle vient donc en complément de la médecine moderne ou conventionnelle. À cet effet, certains pays reconnaissent l'exercice de la médecine traditionnelle. Il en est par exemple du Burkina Faso où cet exercice est assuré par les tradipraticien·ne·s de santé (article 141, alinéa 2 de la loi n° 23/94/ADP portant Code de la Santé publique au Burkina Faso). En un mot comme en mille, le traitement asymptomatique de la COVID-19 est consécutif à l'inexistence d'un vaccin, autre déclinaison de la propension crisogène du virus.

Depuis le début de la pandémie, la recherche d'un vaccin efficace contre le coronavirus a mobilisé d'importants efforts scientifiques à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, plusieurs vaccins homologués ont été déployés avec succès, apportant une avancée majeure dans la prévention de la maladie. Toutefois, dans certains contextes, notamment en Afrique, des controverses persistaient. Par exemple, le projet d'utiliser le vaccin BCG, initialement destiné à la tuberculose, comme mesure préventive contre la COVID-19 avait suscité un vif débat sur les réseaux sociaux. Cette indignation était également observée parmi ses diasporas à travers le monde. Les Africain·e·s seraient envisagé·e·s comme des cobayes. Cette polémique a suscité un lexique conséquent et prolifique : « mépris et déconsidération », « raciste », « sérophobe ». On assisterait là à un mouvement ou phénomène antivaccinal (Vié le Sage, 2016, p. 233). Quoi qu'il en soit, l'effet létal et la rapidité de contagion du corona-

virus ont entraîné la mise sur pied de mesures draconiennes rédhibitoires légitimement à la liberté d'aller et venir (Fassassi, 2020).

Les mesures mises sur pied pour la maîtrise de la pandémie

La large propagation géographique de la COVID-19 ne pouvait laisser la société internationale indifférente. C'est pour cette raison que des mesures ont été envisagées. Elles sont préventives et curatives.

Les règles liées à la prévention de la pandémie

La prévention constitue ainsi la pierre angulaire de la santé publique moderne et c'est ce qui justifie la pertinence de l'aphorisme : « prévenir vaut mieux que guérir ». Comme l'indiquent J.-P. Dozon et D. Fassin (2001, p. 23), « l'enjeu de son efficacité est de diminuer, voire de supprimer, les facteurs de risque statistiquement ou épidémiologiquement établis ». Les mesures susceptibles de suffoquer la propagation de cette maladie grave foisonnent. Celles-ci sont matérialisées à travers un vocabulaire rythmé par les mots et expressions : quarantaine, confinement, distanciation sociale (se tenir au moins à un mètre des autres personnes), port de masques (encore appelés cache-nez) entre autres. Cette cadence est enchâssée sur la restriction de la mobilité des personnes (il s'agit des voyages intérieurs et internationaux). C'est ce qui fait dire à certains que la COVID-19 marquerait la fin du « village planétaire » (Elbaz, 2012; Tremblay, 2007). Dans le domaine de l'éducation, l'adoption du télé-enseignement a constitué un palliatif à la fermeture des établissements scolaires et universitaires, suite au confinement.

Outre cette exigence, il est prescrit de respecter méticuleusement des règles d'hygiène élémentaires. Parmi celles-ci, laver systématiquement les mains avec des gels hydroalcooliques ou à l'eau et au savon; s'abstenir de se toucher les yeux, le nez et la bouche; utiliser un mouchoir pour tousser ou éternuer, à défaut le pli du coude (OMS, 2020). Dans le dessein de garantir la disponibilité des masques et solutions hydroalcooliques ou d'accroître leur offre, les pouvoirs publics encouragent fortement l'investissement de l'industrie locale dans le respect scrupuleux des normes gouvernementales

et de l'OMS. À ces mesures s'ajoutent celles relatives au traitement de la maladie.

Les mesures inhérentes au traitement de la maladie

Bien que la maîtrise totale et durable de la pandémie de Coronavirus reste un défi mondial, des avancées notables ont été réalisées grâce à la mise en œuvre de protocoles de traitement et de prévention. Plusieurs stratégies thérapeutiques validées et campagnes de vaccination efficaces ont permis de réduire significativement la morbidité et la mortalité liées au virus. Par ailleurs, au niveau local, certains pays comme le Cameroun ont renforcé leurs infrastructures sanitaires en créant des centres spécialisés dédiés à la prise en charge des patient-es COVID-19. De même, des initiatives telles que le protocole de soins développé par Monseigneur Samuel Kleda à Douala témoignent de l'engagement de divers acteurs dans la lutte contre la maladie.

Par ailleurs, les mesures prises par les États face à la propagation de la pandémie ne font pas l'unanimité. Elles sont « saluées, critiquées ou purement et simplement défiées » (Ndiaye Mbaye, 2020, p. 7). À titre illustratif, le responsable de l'Église Life Tabernacle Church en Louisiane, le Pasteur Tony Spell, est passé outre les règles de confinement en continuant de célébrer des messes. Il fut donc arrêté le 31 mars 2020.

En somme, il est de toute notoriété que la COVID-19 constitue une menace réelle et sérieuse pour la santé publique. Cette ambiance timorée et morbide traduit systématiquement la polarité négative du discours épidictique ambiant. Qui plus est, les trois catégories d'actions préventives telles que décrites par D. Omrane et P. Mignot (2018) ne sont pas pleinement assurées. Sans exacerber, on remarque une garantie mitigée des préventions secondaires et tertiaires. En substance, la prévention secondaire renvoie à toutes les actions de nature à réduire la morbidité, mieux les conséquences d'une maladie existante. La prévention tertiaire quant à elle représente les mesures visant à réduire l'invalidité inhérente aux maladies chroniques. En revanche, la prévention primaire a trait à toutes les actions dont l'objectif est de réduire considérablement l'occurrence d'une maladie. Celle-ci n'est malheureusement pas garantie à l'heure actuelle au regard de l'inexistence d'un vaccin.

Dans nombre de pays notamment africains, les considérations au sujet du coronavirus présentent un certain paradoxe depuis quelques temps. Au sein de la population, le déconfinement (total) donnerait l'impression de la fin de

la maladie. La mise sur pied des protocoles thérapeutiques en rapport à la pharmacopée traditionnelle, par les tradipraticiens et le Clergé vient envenimer la situation. Cet imbroglio entraîne conséquemment le non-respect des mesures barrières prescrites par les gouvernements. L'OMS appelle ainsi tous les pays à augmenter leur niveau de préparation, d'alerte et de réponse pour identifier, gérer et soigner les nouveaux cas (WHO, 2020). La vigilance reste donc de mise. Au regard de ce qui précède, la pandémie de COVID-19 menace la santé publique. Cependant, force est de noter qu'elle est « célébrée » par les environnementalistes.

COVID-19, une pandémie « célébrée » par les fervents défenseurs de l'environnement

Dans cette partie, il est question de mettre en exergue la polarité positive du discours épictétique au sujet du coronavirus. Ce dernier fait l'objet d'éloges surtout au sein des environnementalistes. Avant toute chose, il n'est pas superflu de signaler que la notion d'environnement sera appréhendée ici comme l'ensemble des éléments du milieu naturel, les ressources humaines et le patrimoine culturel. À l'issue de cette définition stipulative, il est important de préciser que l'origine historique de l'éloge remonte à l'Antiquité. Ce repère ou référent se justifie par la célébration et la valorisation des vertus de la Cité par les orateurs grecs et cette apologie se présentait sous la forme de panégyrique. En rapport à la pandémie de COVID-19, l'éloge repose sur une valeur pratique, c'est-à-dire celle qui profère l'opportunité de la COVID-19 en rapport aux questions environnementales. L'éloge serait ainsi étroitement lié à l'exercice de la publicité (Bonhomme, 2018). La considération laudative de la COVID-19 peut être doublement analysée suivant une trajectoire environnementaliste. Primo, cette maladie ô combien grave serait susceptible de concourir d'une manière ou d'une autre à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Secundo, la lutte contre la pandémie participerait à la sauvegarde de certaines espèces menacées d'extinction.

COVID-19 comme « moyen » de réduction relative des émissions de gaz à effet de serre

Selon les scientifiques, notamment du Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre est la cause du changement climatique qui éraille l'humanité. On fera fi ici des débats sur la nature de ce phénomène (astronomique/anthropique). Qu'il soit le fait de la nature ou des activités humaines, le réchauffement climatique est rédhibitoire à la jouissance effective des droits de l'Homme et n'épargne aucune partie du globe terrestre. Ce fléau ne saurait laisser la communauté internationale indifférente; c'est justement pour cette raison que des mesures sont mises sur pied pour le maîtriser. Celles-ci, concernant non seulement l'atténuation, mais également l'adaptation, se révèlent inefficaces eu égard à la récurrence du phénomène et l'ampleur des dégâts y relatifs. De ce fait, l'avènement de la COVID-19 avec le cortège de mesures prises pour la combattre sont salutaires malgré la temporalité de leurs effets positifs sur le climat.

La déclinaison laudative de la COVID-19 sur le climat

Lorsque la COVID-19 a été détectée en Chine et même à la suite de sa déclaration de pandémie par l'OMS, aucun référent laudatif n'avait été envisagé. Tous les débats étaient orientés vers sa propension crisogène. Toutefois, la définition des mesures draconiennes pour y faire face aura assaini l'environnement en général et le climat en particulier. Pour le démontrer, on s'appuiera sur les secteurs du transport, de l'industrie pétrolière ou charbonnière.

Depuis la révolution industrielle, les émissions de gaz à effet de serre augmentent considérablement. Ceci peut se justifier par le fait que cette ère est marquée par la course effrénée au développement, traduction de la relation déséquilibrée entre l'homme et la nature. Paradoxalement, cette mouvance se situe aux antipodes de l'idéologie de développement durable prônant une prise en compte concomitante des volets économique, écologique et social. Le facteur commun étant la solidarité intra et intergénérationnelle.

Le secteur du transport (ou de l'automobile) est l'un des plus émetteurs de gaz à effet de serre. De nombreux rapports indiquent que le domaine

du transport aérien représente environ 5% des émissions mondiales de GES responsables du réchauffement climatique; et l'impact de l'aviation sur le système climatique pourrait devenir de plus en plus important si des mesures efficaces ne sont pas prises (Gautier et Mazounie, 2015). Le secteur maritime quant à lui représente 3 % des émissions mondiales et celles-ci seraient susceptibles de croître de « 50 % à 250 % d'ici à 2050 pour atteindre 6 % à 14 % des émissions mondiales » (C. Gautier et A. Mazounie, 2015, p. 27) si rien n'est fait. L'avènement du coronavirus a imposé l'adoption de nouveaux modes de vie. Il en est par exemple de la réduction imparable de l'usage des voitures et le recours accru au vélo. En avril 2020, le confinement a entraîné une décroissance de 17 % des émissions journalières mondiales – soit 17 millions de tonnes par jour (Canadell et *al.*, 2020). Les évaluations d'Airparif indiquent que le confinement a favorisé l'amélioration de la qualité de l'air pour le dioxyde d'azote de -20 % à -35 % selon les semaines (AIR-PARIF, 2020, p. 1). Ces données statistiques seraient susceptibles d'inciter à l'atteinte de l'objectif fixé par l'accord de Paris sur le climat, celui de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète en dessous de 2 °C et de 1,5 °C. Malgré les effets positifs des mesures de confinement sur le climat, force est de relever que la réduction des émissions de gaz à effet de serre ne s'inscrit pas dans la durée.

Une réduction essentiellement temporelle des émissions de gaz à effet de serre

La réduction des émissions de gaz à effet de serre suite à la pandémie de la COVID-19 est à court terme et ambiguë, les effets étant conjoncturels. Aussi, le risque d'un rebondissement des émissions de ces gaz plane, compte tenu des mesures de relance économique çà et là. Dans ce sens, le confinement n'aurait été qu'une « parenthèse verte » recoupant les « petits gestes pour le climat » (Polverini, 2020, page). En d'autres termes,

Si l'on peut se réjouir de cette situation, il ne faut pas surestimer ses effets sur le long terme : pour qu'une influence notable se fasse ressentir sur le réchauffement climatique, il faudrait que les émissions de gaz à effet de serre continuent à diminuer de 7,6 % chaque année, jusqu'en 2030. Autant dire qu'il est illusoire de compter là-

dessus, d'autant que les industries commencent progressivement à se remettre en marche (Polverini, 2020, en ligne).

Cela veut dire que les gouvernements devraient penser des initiatives moins polluantes et prôner une économie décarbonée. La COVID-19 est une catastrophe sanitaire, c'est un poncif. Il serait absurde de se lover et se cantonner sur ses effets positifs consécutifs à la réduction des émissions de gaz à effet de serre pour lutter efficacement contre le changement climatique. Ainsi, des efforts considérables sont nécessaires tant sur le plan de l'atténuation que de l'adaptation. L'optimisme des écologistes, suite à l'avènement du coronavirus ne se limite à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ils estiment que l'occasion est venue pour garantir la sauvegarde de certaines espèces menacées d'extinction avec la montée en puissance du braconnage.

COVID-19, une aubaine pour la sauvegarde de certaines espèces menacées d'extinction

Cette sous-partie prend en compte l'hypothèse de la nature zoonotique de COVID-19 avec pour agent vecteur le pangolin, mammifère nocturne, myrmécophage ou insectivore. La lutte contre cette pandémie constituerait l'espoir d'une meilleure sauvegarde de ce mammifère (Liu, W. Chen and Chen, 2019). À titre de rappel, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) signée à Washington le 3 mars 1973 constitue la base légale de cette protection. Dans le point liminaire du préambule de ce texte, les États contractants « reconnaissent que la faune et la flore sauvages constituent de par leur beauté et leur variété un élément irremplaçable des systèmes naturels, qui doit être protégé par les générations présentes et futures ». À cet effet, la convention met en évidence la coopération internationale. Le pangolin faisant l'objet de notre analyse ici est une espèce inscrite à l'Annexe I de la CITES depuis la 17e session de la Conférence des Parties à la CITES (CoP17, Johannesburg, 2016). Cette Annexe regroupe toutes les espèces menacées d'extinction susceptibles d'être affectées par le commerce. Leur commerce doit être conforme à une réglementation spécifiquement rigoureuse afin de ne pas compromettre leur survie, et ne doit être autorisé qu'exceptionnellement (Article 2, alinéa 1 de la CITES). Une journée mondiale leur est dédiée :

le 17 février de chaque année. Toutefois, en dépit de cette disposition et leur rôle écosystémique, le commerce de ce mammifère a atteint des proportions lucratives inestimables, espèce appréciée pour sa viande et ses écailles.

Le pangolin, un mammifère prisé pour sa viande

Malgré les lourdes sanctions consécutives au commerce illégal des pangolins, ceux-ci deviennent les mammifères les plus braconnés au monde détrônant les espèces emblématiques et médiatisées : éléphants, rhinocéros (Garric, 2016). C'est ce qui justifie leur inscription sur la liste rouge des espèces menacées d'extinction de l'Union internationale pour la conservation de la nature.

Le premier argument justifiant la ruée vers le pangolin est sa chair considérée comme « un mets raffiné » (Schneider, 2018, en ligne), consommée en Afrique et en Asie du Sud-Est, fraîche ou boucanée. La viande du pangolin est riche en protéines, ces nutriments qui satisfont les besoins nutritionnels. Qu'elles soient d'origine animale ou végétales, les protéines « jouent un rôle structural (au niveau musculaire ou encore cutané) mais sont également impliquées dans de très nombreux processus tels que la réponse immunitaire (anticorps), le transport de l'oxygène dans l'organisme (hémoglobine), ou encore la digestion (enzymes digestives) » (ANSES, 2025, en ligne). Ainsi, une carence en protéines serait rédhibitoire au bon fonctionnement de l'organisme. La couverture du besoin protéique est donc importante.

Le pangolin, une espèce courtisée pour ses écailles

En plus de la viande, le commerce illégal du pangolin porte aussi sur ses écailles. Faites de kératine, celles-ci lui permettent de se protéger contre les prédateurs. Mais face à l'homme, mieux le braconnier ou trafiquant, cette défense ou armure s'avère inéluctablement inopérante surtout eu égard à la nature recluse de ce mammifère. En Chine par exemple, les écailles de pangolins sont utilisées dans la médecine traditionnelle. Vu sous cet angle, ce produit aurait un capital thérapeutique notoire en rapport à l'acné, au cancer ou à l'impuissance sexuelle. D'ailleurs, entre 1994 et 2012, 53052 pangolins d'Asie ont été décimés pour leurs écailles. En Afrique, les statistiques sont plus alarmantes, avec 91899 pangolins exterminés entre 1999 et 2017 (Chal-

lender et Waterman, 2017, p. 37 et 52). Généralement, les pays d'origine et de transit sont désormais le Nigeria, le Cameroun, la RDC et l'Ouganda (Schneider, 2018).

Considérée comme le plus grand consommateur mondial des produits issus de la faune sauvage (Singh Khadka, 2020), la Chine a récemment mis sur pied certaines mesures pour garantir la pérennité des pangolins. En substance, « la liste 2020 des médicaments traditionnels approuvés par le pays n'inclut désormais plus les écailles de pangolin, figurant dans la liste depuis des décennies » (Maron, 2020, en ligne). Dans le même sillage, le Gabon a rendu public l'arrêté n° 0024/PR/MEFMEPCODDPAT portant interdiction de la chasse, la capture, la détention, la commercialisation, le transport et la consommation des pangolins et des chauves-souris. Objectivement, ces mesures semblent être la face cachée de l'iceberg car le 31 mars dernier, plus de six tonnes d'écailles de pangolins ont été saisies par les douaniers à Port Kelang en Malaisie à destination de la Chine. Enfouies sous les noix de cajou, lesdites écailles étaient estimées à 16 millions d'euros, soit plus de 2 600 euros le kg : un marché juteux et florissant (Verdier, 2020).

Conclusion

Au demeurant, il était question de déterminer la rhétorique à l'œuvre dans le contexte de la COVID-19. Comme remarque, les tonalités au sujet de cette pandémie sont discordantes : il n'y a pas un chœur discursif. Pour le dire simplement, l'épidictique est la cheville ouvrière de l'édifice rhétorique en matière de coronavirus (L. Nicolas, 2015). Ce registre recoupe deux polarités : le blâme et l'éloge. La réprobation est inhérente à sa propension crisogène. Autrement dit, la pandémie de COVID-19 constitue assurément une menace réelle et sérieuse pour la santé publique et vient s'ajouter à d'autres pathologies affectant considérablement les individus. Ceci se justifie par les taux élevés de létalité, de mortalité et de propagation du virus. Au-delà de la précarité de la santé publique, la maladie a véritablement impacté le secteur économique.

A *contrario*, les écologistes estiment que la pandémie profite à l'environnement. Cette considération laudative dénote la polarité positive de l'épidictique. Pour eux, la COVID-19 regorge des effets positifs sur le climat à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment dans les sec-

teurs du transport et de l'industrie pétrolière. De fil en aiguille, l'avènement de la maladie en rapport à sa supposée nature zoonotique serait une aubaine pour la sauvegarde des pangolins. Cependant, penser que la COVID-19 est avantageux pour le climat est utopique et paradoxal. Il s'agit véritablement d'un trompe-l'œil, car ces effets positifs sont temporaires ou ponctuels. Il serait nécessaire d'être circonspect avec les plans de relance tous azimuts susceptibles d'accroître les émissions de gaz à effet de serre.

Références bibliographiques

- AFP. (2020). Coronavirus. Critiquée par Donald Trump, la Chine l'accuse de « fuir ses responsabilités ». *Ouest-France*. <https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/coronavirus-critiquee-par-donald-trump-la-chine-l-accuse-de-fuir-ses-responsabilites-6786687>
- AIRPARIF. (2020). *Évaluation de l'impact de la qualité de l'air en Île-de-France des trois premières semaines de confinement : Bilan actualisé du 17 mars au 6 avril 2020* (5 p.).
- ANSES. (2025). Protéines : rôle, sources et apports recommandés. <https://www.anses.fr/fr/content/proteines-role-sources-et-apports-recommandes>
- Azhar, E., El-Kafrawy, S. A., Farraj, S. A., Hassan, A. M., Al-Saeed, M. S., Hashem, A. M., & Madani, T. A. (2014). Evidence for camel-to-human transmission of MERS coronavirus. *The New England Journal of Medicine*, 370, 2499-2505.
- Barbière, C. (2018). L'Afrique face au défi de l'accès aux médicaments. *Euractiv*. <https://www.euroactiv.fr/section/aide-au-developpement/news/lafrique-face-au-defi-de-lacces-aux-medicaments>
- Baud, D., Qi, X., Nielsen-Saines, K., Musso, D., Pomar, L., & Favre, G. (2020). Real estimates of mortality following COVID-19 infection. *The Lancet Infectious Diseases*.
- Bonhomme, M. (2018). Modalités et stratégies rhétoriques de l'éloge dans le discours publicitaire. *Exercices de rhétorique*, 1-17.
- Brinai, E. (2025). Covid-19 : cinq ans après, découvrez quels pays ont payé le plus lourd tribut. *La Croix*, <https://www.la-croix.com/sante/>

- covid-19-cinq-ans-apres-decouvrez-quels-pays-ont-payé-le-plus-lourd-tribut-20250111
- Canadell, P., et al. (2020). Covid et baisse des émissions de CO₂ : Une nouvelle étude fait le point secteur par secteur. *The Conversation*.
<https://theconversation.com/covid-et-baisse-des-emissions-de-co-une-nouvelle-etude-fait-le-point-secteur-par-secteur-138971>
- Challender, D., & Waterman, C. (2017). *L'application des décisions CITES 17.239 b) et 17.240 relatives aux pangolins (Manis spp.)*. UICN.
- Champagne, P., & Marchetti, D. (1994). L'information médicale sous contrainte : À propos du « scandale du sang contaminé ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, (101-102), 40-62.
- Chauveau, S. (2008). La demande de sécurité : L'épreuve des crises sanitaires depuis les années 1980. *L'Atelier du Centre de recherche historique*.
<http://journals.openedition.org/arch/993>
- Cui, J., Li, F., & Shi, Z.-L. (2019). Origin and evolution of pathogenic coronaviruses. *Nature Reviews Microbiology*, 17, 181-192.
- Daburon Garcia, C. (2001). *Le médicament*. LEH Édition.
- Danvers, F. (2006). Regards croisés sur l'événement. *Pensée plurielle*, (13), 13-20.
- Deluzarche, C. (2020). Coronavirus : Le mystère des patients qui ne guérissent jamais. *Futura Santé*.
<https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-coronavirus-mystere-patients-ne-guerissent-jamais-79332>
- De Perthuis, C. (2020a). Avec la Covid-19, une décrue historique des émissions mondiales de CO₂ est amorcée. *GoodPlanet Info*.
<https://www.goodplanet.info/2020/03/22/avec-le-covid-19-une-decrue-historique-des-emissions-mondiales-de-co2-est-amorcee>
- De Perthuis, C. (2020b). Coronavirus et climat : La convergence des luttes? *Alternatives économiques*, (400).
- Dowall, S. et al. (2015). Chloroquine inhibited Ebola virus replication in vitro but failed to protect against infection and disease in the in vivo guinea pig model. *Journal of General Virology*, 96, 3484-3492.
- Dozon, J.-P., & Fassin, D. (2001). *Critique de la santé publique : Une approche anthropologique*. Balland.
- Eggs, E. (1994). *Grammaire du discours argumentatif : Le topique, le générique, le figuré*. Kimé.

- Elbaz, G. (2012). Un village planétaire, dit-on? *Études caribéennes*.
<http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/6153>
- Diemer, A. (2020). Modéliser le Covid-19 : Défis et perspectives. *Revue francophone du développement durable*, (15), 1-72.
- Dorma, A., & Bromberg, M. (1985). Communication persuasive et logiques persuasives. *Psychologie française*, 30(1), 41-50.
- FAO. (2020). *Effets de la Covid-19 sur les systèmes alimentaires halieutiques et aquacoles*. FAO.
- Fassassi, Q. (2020). Réflexions sur la qualification juridique de la Covid-19 en droit des contrats. *Bulletin ERSUMA de la pratique professionnelle*, (31), 4-5.
- FMI. (2020). *Perspectives de l'économie mondiale* (avril 2020).
<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>
- Gagné, M. (2006). Réflexions sur l'ensemble normatif dans lequel s'organise la régulation des médicaments. *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, 37, 59-140.
- Garric, A. (2016). Les pangolins, mammifères les plus braconnés au monde, désormais protégés. *Le Monde*.
https://www.lemonde.fr/planete/article/2016/09/29/les-pangolins-mammiferes-les-plus-braconnes-au-monde-desormais-protoges_5993453_3244.html
- Gautier, C., & Mazounie, A. (2015). *COP21 : Comprendre la conférence de Paris sur le climat*. Réseau Action Climat France.
- Jeugue Doungue, M. (2015). Ebola sous le prisme du droit international. *Bulletin de l'APDHAC*, 41(1), 2-3.
- Kamto, M., & Tcheuwa, J.-C. (2010). *Manuel méthodologique et exercices corrigés de droit international public*. Presses de l'UCAC.
- Kitio, E. (2020). Le coronavirus s'invite dans les procédures devant la CCJA. *Bulletin ERSUMA de la pratique professionnelle*, (31), 12-13.
- Liu, P., Che, W., & Chen, J.-P. (2019). Viral metagenomics revealed Sendai virus and coronavirus infection of Malayan pangolin (*Manis javanica*). *Viruses*, 11, 1-15.
- Liu, X., et al. (2020). Efficacy of chloroquine versus lopinavir/ritonavir in mild/general COVID-19 infection. *Trials*, 21, 1-9.
- Maron, D. F. (2020). La Chine met en place de nouvelles mesures pour pro-

- téger les pangolins. *National Geographic*.
<https://www.nationalgeographic.fr/animaux/2020/06/la-chine-met-en-place-de-nouvelles-mesures-pour-protger-les-pangolins>
- Mizumoto, K., & Chowell, G. (2020). Estimating the risk of 2019 novel coronavirus death during the course of the outbreak in China. *medRxiv*.
- Ndiaye Mbaye, M. (2020). Tenir les réunions : Le dilemme des organes de gouvernance OHADA pendant la crise sanitaire. *Bulletin ERSUMA de la pratique professionnelle*, (31), 7-11.
- Nemedieu, R. (2020). La Covid-19 et le droit. *Le Jour*.
<https://www.lequotidienlejour.info/pr-robert-nemedieu-covid-19-et-le-droit>
- Nicolas, L. (2015). L'épidictique : Assise et pivot de l'édifice rhétorique. *RIFL*, 33-47.
- Omrane, D., & Mignot, P. (2018). Prévention des cancers du sein : Ce que la controverse fait à l'action publique. *Les enjeux de l'information et de la communication*, (3), 41-55.
- OMS. (2020). *Questions sur les coronavirus*.
<https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/question-and-answers-hub/q-a-detail/q-a-coronaviruses>
- Polverini, L. (2020). Le coronavirus montre les limites de l'action individuelle pour le climat. *Slate*.
<http://www.slate.fr/story/190899/coronavirus-limites-action-individuelle-pour-climat-versus-industries>
- Prestini, M. (2006). La notion d'événement dans les différents champs disciplinaires. *Pensée plurielle*, (13), 21-29.
- Schneider, F. (2018). Qu'est-ce que le pangolin, petit animal en voie d'extinction. *La Croix*.
<https://www.la-croix.com/Sciences-et-ethique/Environnement/INFOGRAPHIE-SOS-pangolin-mammifere-braconne-monde-2018-02-18-1200914705>
- Singh Khadka, N. (2020). Le coronavirus, une bénédiction pour les animaux sauvages ? *BBC Afrique*.
<https://www.bbc.com/afrique/monde-51329901>
- Singh, R., & Vijayan, V. (2020). Chloroquine: A potential drug in the COVID-19 scenario. *Transactions of the Indian National Academy of Engineering*, 5, 399-410.
- Spinozi, P. (2020). Confinés. *La Semaine juridique – Édition générale*, (13).
- Tremblay, G. (2007). De Marshall McLuhan à Harold Innis ou du village glo-

- bal à l'empire mondial. *tic&société*, 1(1).
<http://journals.openedition.org/ticetsociete/222>
- Van Elslande, J.-P. (2003). La mise en scène du discours.
<https://www.unige.ch/lettres/framo/enseignements/methodes/srhetorique/rdintegr.html>
- Vellas, C., et al. (2020). COVID-19, virology and geroscience: A perspective. *The Journal of Nutrition, Health & Aging*, 24, 685–691.
- Verdier, M. (2020). Un très juteux trafic du pangolin. *La Croix*.
<https://www.la-croix.com/Monde/Le-tres-juteux-traffic-pangolin-2020-04-19-1201090110>
- Vié Le Sage, F., et al. (2016). Le mouvement antivaccinal : Analyse d'un phénomène de société. *Médecine et Enfance*, (8), 233–238.
- Wang, D., et al. (2020). Clinical characteristics of 138 hospitalized patients with 2019 novel coronavirus-infected pneumonia in Wuhan, China. *JAMA*, 1–9.
- WHO. (2020). *Critical preparedness, readiness and response actions for COVID-19: Interim guidance*.
- Zilberberg, C. (2008). Pour saluer l'événement. *Actes sémiotiques*, (111).
<https://www.unilim.fr/actes-semiotiques/1601>
- Zumba, A., et al. (2016). Coronaviruses: Drug discovery and therapeutic options. *Nature Reviews Drug Discovery*, 15, 327–347.

Photographie dans la presse quotidienne nationale et mise en récit de la pandémie de COVID-19 au Cameroun : analyse du cas spécifique de *Cameroon Tribune*

JOSÉPHINE NICOLE ABOMO ESSOMBA

Le 11 mars 2020, au cours d'une conférence de presse à Genève, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, qualifie l'épidémie due au coronavirus de pandémie. Alors que de nombreux pays sont secoués par la vitesse exponentielle des contaminations, elle atteint naturellement le Cameroun au mois de mars. Les deux premiers cas de contamination au coronavirus sont officiellement annoncés le 7 mars 2020 au cours d'une conférence de presse gouvernementale, de même qu'est annoncée la stratégie gouvernementale dont l'objectif est de limiter sa propagation sur le sol camerounais. Surgie de manière imprévisible, la pandémie de COVID-19 est un bouleversement de l'ordre des choses (Arquembourg, 2006) et, par sa capacité de désordre, elle va distribuer un avant et un après. *Cameroon Tribune*, quotidien national bilingue, va s'inscrire dans la logique de mise en récit de cette crise sanitaire au rythme de l'évolution des contaminations, avec leur lot de décès et de mises en quarantaine. Dans ses pages, les photographies, avec leurs légendes, vont s'associer aux articles pour montrer et dire cette pandémie. Les éléments saillants de cette actualité sanitaire sont alors le processus de l'action (« quoi? »), les acteurs qui y sont impliqués (« qui? »), le contexte spatio-temporel dans lequel l'action se déroule ou s'est déroulée (« où? » et « quand? ») (Charaudeau, 2011). Pierres angulaires des récits produits, les acteurs sont considérés comme des personnages médiatiques au sens de Devresse (2011, p. 74), c'est-à-dire « tout protagoniste du récit tel qu'il est médiatiquement construit, caractérisé et

mis en jeu; qu'il soit politique, professionnel, expert, témoin, simple citoyen ou autre porte-parole ». Ainsi, pour raconter la pandémie de COVID-19, le quotidien gouvernemental va faire le choix de mettre en récit de nombreux acteurs : les membres du gouvernement, les parlementaires, les membres du corps diplomatique, les acteurs des différents niveaux d'enseignement, les acteurs de la société civile, les citoyens ordinaires, etc. Parmi ceux qui ont été montrés dans les photographies, certains sont identifiés par leurs caractérisations, à savoir les noms et la qualité, les actions menées et les espaces ayant servi de cadre à ces actions alors que d'autres vont rester dans l'anonymat.

La question qui émerge de cette asymétrie d'identification et sur laquelle s'adosse le présent article est la suivante : de quelle manière les photographies ont-elles participé à la mise en récit des caractérisations des acteurs choisis par *Cameroon Tribune* pour raconter la pandémie de COVID-19? En posant que ces acteurs sont mis en récit dans des articles accompagnés d'au moins une photographie, l'hypothèse posée est la suivante : la photographie prend part à la mise en récit des caractérisations des acteurs choisis par *Cameroon Tribune* pour raconter la pandémie de COVID-19 dans une complémentarité entre son contenu, sa légende et l'article, avec un apport variable de ladite légende. Les noms et la qualité des acteurs, les actions menées et les espaces investis y sont dits dans les éléments que sont la titraille, le chapeau et le corps de l'article. Ils sont montrés à travers le contenu photographique grâce à des outils tels que la posture des acteurs, le motif vêtement, les indicateurs spatiaux et temporels, le texte incorporé dans l'image, etc. Ainsi, la complémentarité relève de la mise en commun de deux dispositions : ce que disent la légende et l'article sur les acteurs et ce que le contenu photographique montre de ces derniers. Ce qui permet l'identification des acteurs montrés, de leurs actions et des espaces occupés.

En tenant compte des considérations de Charaudeau (2011), les photographies, leurs légendes et les articles dans lesquels elles sont intégrées participent à la construction médiatique de la pandémie de COVID-19, à partir des opérateurs tels que le potentiel d'« actualité », de « socialité » et d'« imprévisibilité ». Les récits de presse obtenus sont alors saisis comme des objets journalistiques construits dans le cadre d'un projet éditorial, en l'occurrence *Cameroon Tribune*. Ces considérations justifient le choix porté sur la narratologie comme support théorique de cette étude. Définie comme « la théorie du récit » (Adam, 1999), la narratologie va également appliquer l'analyse narrative aux récits présents dans les médias. L'hypothèse posée par Lits (2011,

p. 26) est que « le pôle médiatique est au cœur du système social et que ce pôle est essentiellement construit selon une logique narrative, dans sa production comme dans sa réception ». Ce qui nous mène de la narratologie classique à la narratologie médiatique, avec la notion de récit médiatique comme dispositif central. Une notion définie comme « un ensemble composite, formé par la mise en commun de diverses productions médiatiques, dans des logiques de composition différenciées pour chaque utilisateur » (Lits, 1997, p. 7). Ainsi, le corpus de récits médiatiques mobilisés a été soumis à une analyse narratologique. Concrètement, il est question de vingt-quatre photographies qui accompagnent autant d'articles de presse. Ces articles rapportent trois événements majeurs de la pandémie de COVID-19 dans les pages de *Cameroon Tribune* entre mars et juin 2020.

Cadre méthodologique

Roselyne Ringoot inscrit l'événement au cœur des pratiques journalistiques et de la dimension éditoriale. Ainsi, « le journal contribue à le « construire » en attribuant une valeur particulière à certaines informations retenues selon sa périodicité » (Ringoot, 2014, p. 59). Il est alors question de l'événement « construit » en récit médiatique dans les pages de la presse quotidienne nationale. Dans cette section, sont mis en relief les éléments de l'analyse narratologique appliquée aux matériaux collectés à partir d'une recherche documentaire dans les éditions du quotidien gouvernemental publiées entre mars et juin 2020.

La méthode de l'analyse

L'analyse narratologique adoptée va s'intéresser aux éléments constitutifs des récits proposés par *Cameroon Tribune* sur la pandémie de COVID-19. Une mise en récit qui « implique de “faire entrer” une série d'acteurs, d'actions, d'objets, de circonstances, dans une narration structurée capable de restituer dans toute sa richesse la constellation des actions, des faits, des acteurs et des prises de position » (Voirol, 2010, p. 51). Baroni (2017) estime qu'un récit qui représente l'action avec *clarté* et *complétude* permet au lec-

teur de trouver des réponses aux questions relatives aux points suivants : le cadre qui concerne le moment et le lieu du déroulement de l'action; l'agent qui renvoie à celui *qui agit*, le rôle du personnage dans l'histoire, ses relations avec les autres personnages; l'opération qui se rapporte à ce *que fait* l'agent, son *intention*, le *but* visé par son action, les *mobiles* et les *motifs* de cette action; les accessoires qui sont les *moyens* mis en œuvre, les *accessoires requis* ou *compatibles* avec la réalisation de l'action. Charaudeau (2011) va poser que la narrativisation des faits doit assurer la description des éléments suivants : le processus de l'action (« quoi? »), les acteurs qui y sont impliqués (« qui? »), le contexte spatio-temporel dans lequel l'action se déroule ou s'est déroulée (« où? » et « quand? »). Pour Lits (2008, p. 113), « raconter, c'est [...] donner à voir des personnages, qu'ils soient réels ou fictionnels » car, ce sont eux qui portent les actions et suscitent l'intérêt du lecteur. En cela, ils sont les éléments les plus importants dans la mise en récit des événements et donnent du sens aux actions. Reuter (2009) va mesurer leur importance aux effets de leur absence. Et Lits (2008, p. 138) d'ajouter qu'« il ne lui suffit pas d'être, il doit agir et s'exprimer, entrer dans un rôle et communiquer avec les autres ». Dès lors, les caractérisations des personnages retenues dans cette étude sont le nom et la qualité, les actions menées et les espaces dans lesquels se déroulent ces actions. Tout au long de notre analyse, nous adopterons le terme acteurs en lieu et place de personnages.

En prenant en compte les acteurs de la pandémie de COVID-19 mis en récit dans les pages de *Cameroon Tribune*, il s'agira d'étudier les caractérisations montrées par le contenu photographique en relation avec la légende et l'article. Ce qui met en visibilité les trois pôles : le contenu photographique, la légende et l'article.

Le contenu photographique

Dans la mise en récit de l'événement avec la photographie, il est question de voir ce qu'elle montre. Pour cela, elle doit être visible, c'est-à-dire accessible, facilement repérable et aussi attractive que possible. Cette visibilité s'actualise dans la combinaison des éléments de mise en page des images et de leurs composantes plastiques à l'instar du cadre, du cadrage, de la taille, de la couleur et de la netteté (Joly, 1993 et 1994). Ainsi, les acteurs, leurs actions et les espaces, visibilisés, sont susceptibles d'être reconnus. Afin d'assurer leur identification, les outils du contenu photographique sont mis à contri-

bution, en relation avec ce que disent la légende et l'article. Ces outils ont une capacité identificatoire variable. Ceux dont la fréquence d'apparition est la plus élevée dans les images du corpus de cet article sont : la posture des acteurs, leur grande exposition médiatique c'est-à-dire une présence régulière dans les médias, le rapport avec la photographie illustrant leur réaction dans le journal, les textes incorporés dans les images. Ces textes ne sont pas toujours présents, car ils ne sont pas une donnée fondamentale de la qualité d'une photographie de presse. Toutefois, dans certaines situations, ils peuvent devenir centraux par ce qu'ils expriment.

La légende de la photographie

La légende est le texte qui est le plus proche de la photographie dans une page de journal. Elle a pour but de restreindre les interprétations et lectures possibles de la photographie de presse (Lavoie, 2008). À cet effet, elle assume plusieurs fonctions. En reprenant Whiting J.R. dans un ouvrage publié en 1946, Lavoie (2008) évoque quatre fonctions : fournir des informations relatives à l'image; orienter le regard du lecteur vers les éléments les plus significatifs de l'image; favoriser les interactions parmi les images d'une série; mettre en valeur l'information visuelle et la lier à l'ensemble des composantes du reportage (autres textes et images). Ainsi, la légende n'offre pas seulement une voie d'accès au contenu de la photographie, elle guide le lecteur dans l'interprétation de ce contenu, mettant certains éléments en valeur et évitant d'autres.

L'article accueillant la photographie et sa légende

Produit de base du journaliste (Martin-Lagardette, 2000), l'article est considéré comme la troisième unité rédactionnelle du journal, après la page et la rubrique. Il est le lieu de développement des événements qui sont rapportés et expliqués selon les techniques professionnelles de l'écriture journalistique et dont « le principal souci est de rendre compréhensible, rapidement et par le plus grand nombre, le sens d'une information, en faisant ressortir l'essentiel immédiatement » (Nta à Bitang, 2021, p. 117). Cette écriture va dire l'acteur, expliquer l'action, donner les noms du lieu investi par ce dernier et déterminer la temporalité de cette action. Ces caractérisations, qui défi-

nissent l'acteur comme un être de papier (Lits, 2008), sont dites afin qu'on puisse lui attribuer une identité. Il va également s'affirmer par des paroles rapportées dans le corps de l'article ou sous la forme de réaction, d'interview, de déclaration, etc. Les trois niveaux de lecture de l'article sont la titraille, le chapeau et le corps de l'article (Jamet et Jannet, 1999). La titraille est composée d'un ensemble d'éléments : le titre de la rubrique, le surtitre, le titre, le sous-titre ou accroche et les intertitres. Placé entre le titre et le début de l'article, le chapeau est considéré comme une introduction au texte résumant l'essentiel de l'information. Le corps de l'article détaille les éléments qui informent le lecteur sur l'actualité en question, dans une relation collaborative avec la photographie qui l'accompagne.

Le corpus d'analyse : les événements de la pandémie de COVID-19 survenus entre mars et juin 2020

Le 07 mars 2020, au cours d'une conférence de presse à Yaoundé, capitale du Cameroun, deux cas de contamination sont annoncés officiellement, ainsi que la présentation de la stratégie de lutte contre la propagation de la pandémie à la presse nationale et internationale. Une situation qui va imposer l'application des « mesures barrières » édictées par l'OMS. Trois événements survenus entre cette conférence de presse et le 1er juin 2020 ont été retenus. Considérée comme une étape capitale (Joly, 1993), leur description est faite dans cette section.

Les raisons du choix de *Cameroon Tribune*

Cameroon Tribune (CT) est le quotidien national bilingue d'informations générales à capitaux publics. Publié pour la première fois le 1er juillet 1974, sa ligne éditoriale est de soutenir l'action gouvernementale dans l'optique d'améliorer le bien-être des populations. C'est dans ce cadre que son implication dans la production et la diffusion de l'information relative à la pandémie de COVID-19 a été importante. En effet, alors que le Cameroun était encore épargné, les faits relatifs à cette épidémie, devenue pandémie le 11 mars 2020, étaient traités dans ses pages dans la rubrique circonstancielle « Spécial ». À la fin du mois de mars 2020, est créée la rubrique « Spécial.

Riposte contre le Covid-19 ». Dès lors, cette rubrique devenue permanente, est un espace quotidien dans lequel sont traités les différents événements relatifs à la stratégie de lutte contre la pandémie, les actions des acteurs institutionnels, des hommes politiques, des administrations, de la société civile, des organisations internationales, des chancelleries étrangères, etc.

Événement 1 : conférence de presse conjointe des ministres de la Communication (Mincom), de la Santé publique (Minsanté) et de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales (Minepia)

En mars 2020, alors que les contaminations au nouveau coronavirus se multiplient dans le monde entier et que les morts sont comptés par milliers et les mises en quarantaine de plusieurs personnes, deux cas de coronavirus sont annoncés sur le territoire camerounais. Il s'agit d'un Français d'origine camerounaise de 58 ans et d'une Camerounaise de 30 ans. Des cas qui sont confirmés le 07 mars 2020 au cours de la conférence de presse à Yaoundé regroupant les ministres René Emmanuel Sadi (Mincom), Malachie Manaouda (Minsanté) et Dr. Taïga (Minepia). Le plan de riposte gouvernemental contre la pandémie de COVID-19 est présenté à la même occasion.

Événement 2 : premier jour d'application des mesures gouvernementales de lutte contre la propagation de la pandémie de COVID-19 au Cameroun

Alors que dix cas de contaminations de coronavirus sont enregistrés au Cameroun, le dispositif de riposte pour limiter la propagation du virus va être renforcé. Le 17 mars 2020, le Premier ministre, chef du gouvernement Joseph Dion Ngute annonce treize mesures applicables sur tout le territoire national dès le 18 mars 2020. Parmi celles-ci, on peut citer : la fermeture des établissements scolaires et universitaires, des centres de formation professionnelle, des frontières nationales, la régulation des flux de consommateurs dans les marchés et les centres commerciaux, la suspension des surcharges dans les transports publics, l'observance stricte des règles d'hygiène recommandées par l'OMS, la réquisition des hôtels et autres lieux d'hébergement. L'événement 2 concerne alors le premier jour de la mise en œuvre de ces mesures.

Événement 3 : premier jour de reprise des cours après plus de deux mois d'interruption à cause de la pandémie de COVID-19

Dans une déclaration du 29 mai 2020, le Premier ministre Joseph Dion Ngute annonce la reprise des cours dans tous les ordres d'enseignement, ainsi que dans les grandes écoles et les centres de formation professionnelle pour le 1er juin 2020, sur l'ensemble du territoire national. Une reprise qui concerne prioritairement les élèves des classes d'examen de l'enseignement primaire et secondaire alors que les autres ordres d'enseignement obéissent à un timing cadré. Ce troisième événement concerne le premier jour de la reprise des cours dans un contexte de lutte contre la pandémie de COVID-19. À cette reprise s'est greffée la visite des autorités dans les établissements à l'effet de s'assurer de son effectivité.

Les formules de mise en récit des trois événements dans les pages intérieures de *Cameroon Tribune*

Les photographies retenues sont celles qui ont été publiées dans les pages intérieures de *Cameroon Tribune*. Certains événements y sont mis en récit dans un seul article avec une image alors que d'autres sont narrés à travers plusieurs articles avec autant de photographies. Le tableau ci-après présente les formules de mise en récit des trois événements retenus.

Tableau 1. Formule de mise en récit de l'événement 1
Source : archives de *Cameroon Tribune*

Événement 1	Conférence de presse conjointe Mincom, Minsanté et Minepia
Édition de CT	CT no 12049 du lundi 09 mars 2020
Nombre d'articles	2 articles (pp. 16-17)
Nombre de photos	2

Tableau 2. Formule de mise en récit de l'événement 2
Source : archives de Cameroon Tribune

Événement 2	Premier jour de mise en œuvre des mesures gouvernementales de lutte contre la propagation de la pandémie de COVID-19 au Cameroun
Édition de CT	CT no 12057 du jeudi 19 mars 2020
Nombre d'articles	12 articles (pp. 3-9)
Nombre de photos	12

Tableau 3. Formule de mise en récit de l'événement 3
Source : archives de Cameroon Tribune

Événement 3	Premier jour de reprise des cours après plus de deux mois d'interruption à cause de la pandémie de COVID-19
Édition de CT	CT No 12105 du mardi 02 juin 2020
Nombre d'articles	10 articles (pp. 3-9)
Nombre de photos	10

Les acteurs, les actions et les espaces montrés et identifiés

Cette articulation analyse les caractérisations des acteurs mis en récit, à savoir le nom et la qualité, les actions et les espaces occupés. Elle met en lumière les relations entre ce qui est montré dans les photographies et ce qui est dit par les légendes et les articles.

Les acteurs montrés et identifiés

Pour les trois événements du corpus, 111 acteurs ont été cités dans les récits des pages intérieures de *Cameroon Tribune*. Certains ont été nommés, devenant alors visibles. D'autres par contre, sont restés dans l'anonymat. Parmi les acteurs nommés, quelques-uns ont été montrés dans les photographies. Ces trois catégories d'acteurs sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4. Acteurs cités dans les articles, acteurs nommés et acteurs montrés dans les photographies

Événements	Acteurs cités dans les articles	Acteurs nommés dans les articles	Acteurs montrés dans les photos et identifiés par leurs nom et qualité
Événement 1	7	3	3
Événement 2	49	24	4
Événement 3	55	29	6
Total	111	56	13

Cinquante-six acteurs ont été nommés dans les articles. Parmi ceux qui sont montrés dans les photographies, treize seulement sont identifiés par leurs nom et qualité grâce aux outils du contenu photographique, à la légende et à l'article. La synthèse des modalités de cette identification est présentée dans les tableaux ci-après :

Tableau 5. Modalités d'identification des acteurs de l'événement 1 (conférence de presse conjointe Mincom, Minsanté et Minépiä)

Acteurs identifiés dans les photos	La manière dont ils sont identifiés
René Emmanuel Sadi, Mincom	Sa posture dans la photo et sa grande exposition médiatique.
Malachie Manaouda, Minsanté	Le texte incorporé dans la photo et sa grande exposition médiatique.
Dr. Taïga, Minepia	Le texte incorporé dans la photo et sa grande exposition médiatique.

Tableau 6. Modalités d'identification des acteurs de l'événement 2 (1er jour d'application des mesures gouvernementales de lutte contre la pandémie de COVID-19)

Acteurs identifiés dans les photos	La manière dont ils sont identifiés
Luc Magloire Mbarga Atangana, ministre du Commerce (Mincommerce)	La relation entre sa posture et le corps de l'article; sa grande exposition médiatique.
Kidaldi Taguiéké Boukar, gouverneur de la Région de l'Adamaoua	La relation entre sa posture et le chapeau de l'article; sa grande exposition médiatique.
Antoine Bisaga, préfet du département de l'Océan	La légende précise sa position dans la photo.
Bernard Okalia Bilai, gouverneur de la Région du Sud-Ouest	La légende décrit l'action montrée.

Tableau 7. Modalités d'identification des acteurs de l'événement 3 (1er jour de reprise des cours après plus de deux mois d'interruption à cause de la pandémie à COVID-19)

Acteurs identifiés dans les photos	La manière dont ils sont identifiés
Jacques Fame Ndong, ministre de l'Enseignement supérieur (Minesup)	Sa relation avec la photo de sa réaction et sa grande exposition médiatique.
Adolphe Minkoa She, recteur de l'Université de Yaoundé II (UYII)	La relation entre sa posture et le corps de l'article; sa grande exposition médiatique.
Nalova Lyonga, ministre des Enseignements secondaires (Minesec)	Sa relation avec la photo de sa réaction et sa grande exposition médiatique.
Asheri Kilo, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation de base (Minedub)	Sa posture dans la photo et sa grande exposition médiatique.
Jacqueline Ze Minkande, doyenne de la Faculté de médecine et de sciences biomédicales (FMSB)	Sa relation avec la photo de sa réaction.
Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, Gouverneur de la Région du Littoral	La relation entre sa posture et la légende de la photo.

Les actions montrées en relation avec les actions rapportées dans les articles

Les actions des acteurs des trois événements ont été rapportées dans les articles et montrées dans les photographies. Dans les tableaux qui suivent, nous mettons en relation ces actions avec celles qui sont montrées dans chacun des trois événements du corpus.

Tableau 8. Les actions rapportées dans les articles et les actions montrées dans les photographies, événement 1 (conférence de presse conjointe Mincom, Minsanté et Minépi)

Action rapportée dans les textes	Action montrée dans les photos
Conférence de presse du Mincom, Minsanté et Minépi à Yaoundé	Les trois ministres en conférence de presse

Tableau 9. Les actions rapportées dans les articles et les actions montrées dans les photographies, événement 2 (1er jour d'application des mesures gouvernementales de lutte contre la pandémie de COVID-19)

Action rapportée dans les textes	Action montrée dans les photos
Mobilisation générale contre la pandémie de COVID-19	Une femme debout dans un rang reçoit dans une main un produit désinfectant.
Fermeture des établissements scolaires	Le complexe scolaire de Melen de Yaoundé fermé. Sur son portail, on peut lire cette inscription : « Écoles fermées jusqu'à nouvel ordre ».
Confinement des passagers, en provenance d'Europe, à l'aéroport international de Douala	Des personnages en train de monter dans des cars de transport.
Application des mesures gouvernementales dans les administrations	Une femme anonyme colle sur un mur du ministère des Travaux publics, des affiches appelant à la désinfection des mains.
Réquision des hôtels à Yaoundé pour les passagers en provenance d'Europe	L'entrée d'un hôtel anonyme gardée par cinq policiers assis. D'autres personnes sont visibles.
Le Mincommerce Luc Magloire Mbarga Atangana en réunion avec les maires des communes d'arrondissement de Yaoundé.	Luc Magloire Mbarga Atangana assis dans une salle avec plusieurs personnes de part et d'autre d'une longue table ovale.
Application de la mesure relative à l'interdiction de la surcharge dans les transports publics	Un taxi avec deux passagers assis à l'avant.
Application des mesures gouvernementales dans l'Adamaoua	Le gouverneur Kidaldi Taguiéké Boukar, au milieu d'un groupe de personnages, tous debout à l'extérieur, dans un lieu anonyme.
Application des mesures gouvernementales à Garoua	Un bâtiment avec sur son portail cette inscription : « Programme national de lutte contre la tuberculose ». Trois affiches d'information sur l'infection au coronavirus sont collées sur ce portail.
Réunion sur l'application des mesures gouvernementales à Kribi	Une réunion présidée par le préfet Antoine Bisaga.
Réunion sur l'application des mesures gouvernementales au Sud-Ouest	Une réunion présidée par le gouverneur Okalia Bilai.
Application des mesures gouvernementales dans l'Extrême-Nord	Une rue de Maroua peu fréquentée.

Tableau 10. Les actions rapportées dans les articles et les actions montrées dans les photographies, événement 3 (1er jour de reprise des cours après plus de deux mois d'interruption à cause de la pandémie à COVID-19)

Action rapportée dans les textes	Action montrée dans les photos
Reprise des cours au Cameroun dans le respect des mesures barrières.	Les élèves du secondaire, debout, dans une salle de classe. Port de masque et distanciation physique.
Reprise des cours dans l'enseignement supérieur et visite du Minesup dans les campus du Mfoundi et de la Mefou-et-Afamba.	Le Minesup Jacques Fame Ndongo et le recteur de l'UYII, Adolphe Minkoa She, dans un amphithéâtre rempli d'étudiants. Port de masque et distanciation physique.
Reprise des cours dans l'enseignement secondaire et visite du Minesec dans les établissements scolaires du Mfoundi.	Nalova Lyonga, accompagnée de nombreuses personnes, est dans une classe du secondaire. Les élèves sont assis. Port de masque et distanciation physique.
Reprise des cours dans l'enseignement primaire et visite du secrétaire d'État Asheri Kilo, à l'École publique anglophone d'Etoug-Ebe.	Asheri Kilo s'adresse aux élèves assis dans une classe de l'École publique anglophone d'Etoug-Ebe. Port de masque et distanciation physique.
Reprise des cours à la FMSB.	Dans un amphithéâtre, Jacqueline Ze Minkande s'adresse aux étudiants assis. Port de masque et distanciation physique.
Reprise des cours dans l'Adamaoua et visite des autorités dans les établissements scolaires.	Les autorités et des élèves dans une classe du primaire. Port de masque et distanciation physique.
Reprise des cours à Buea et visite des autorités dans les établissements scolaires.	Les autorités et les élèves dans une classe du Government High School de Buea. Port de masque et distanciation physique.
Reprise des cours à l'Ouest et visite des autorités dans les établissements scolaires.	Les autorités et les élèves dans une classe du primaire. Port de masque et distanciation physique.
Reprise des cours dans le Littoral et visite du gouverneur dans les établissements scolaires de Douala.	Samuel Dieudonné Ivaha Diboua dans une classe du primaire. Port de masque et distanciation physique.
Reprise des cours au Sud et visite des autorités dans les établissements scolaires.	Les autorités dans une classe du primaire. Port de masque et distanciation physique.

Les espaces montrés et identifiés

Plusieurs espaces ont servi de cadre au déploiement des actions rapportées

dans les articles. Certains ont été nommés alors que d'autres sont restés dans l'anonymat. Il s'agit des lieux génériques tels que les hôpitaux, les établissements scolaires, les ministères, etc. Pour ceux qui ont été nommés, certains ont été montrés dans les photographies et identifiés dans la relation entre ces images, leurs légendes et les éléments des articles. Le tableau suivant visibilise la place de ces trois groupes d'espaces.

Ainsi, parmi les 76 espaces nommés dans les articles, seulement onze ont été identifiés dans les photographies. Une identification qui s'est faite à travers certaines modalités : le texte incorporé dans la photographie, la légende en relation avec l'article, les éléments de l'article, la posture de l'acteur principal, etc. Les tableaux ci-après précisent la modalité correspondant à chaque espace identifié dans la mise en image des événements 2 et 3. Le premier n'ayant pas d'espace identifié.Tableau 12. Les modalités d'identification des espaces montrés, événement 2 (1er jour d'application des mesures gouvernementales de lutte contre la pandémie de COVID-19)

Tableau 11. Espaces cités dans les articles, espaces nommés et espaces identifiés dans les photographies

Événements	Espaces cités dans les articles	Espaces nommés dans les articles	Espaces identifiés dans les photographies
Événement 1	0	0	0
Événement 2	50	37	7
Événement 3	50	39	4
Total	100	76	11

**Tableau 12. Les modalités d'identification des espaces montrés, événement 2
(1er jour d'application des mesures gouvernementales de lutte contre la
pandémie de COVID-19)**

Espaces identifiés dans les photos	La manière dont ils sont identifiés
Complexe scolaire de Melen de Yaoundé	Le texte incorporé dans la photo : le nom de l'école inscrit sur la barrière.
Un lieu à proximité de l'aéroport international de Douala	La légende et le chapeau de l'article.
Un lieu situé au ministère des Travaux publics à l'Immeuble de l'Émergence	Le texte incorporé dans la photo : une affiche collée au mur portant la mention du ministère.
Salle de réunion du ministère du Commerce à Yaoundé	La posture de Luc Magloire Mbarga Atangana comme celui qui préside la réunion et le chapeau de l'article situent le lieu à Yaoundé.
Le siège du Comité national de lutte contre la tuberculose de Garoua	Le texte incorporé dans la photo : le nom du lieu est inscrit sur le portail.
La salle de réunion des Services du gouverneur du Sud-Ouest	La légende parle de réunion de crise présidée par Okalia Bilai et le corps de l'article annonce également cette réunion.
Une rue de Maroua	La ville est indiquée dans la légende.

**Tableau 13. Les modalités d'identification des espaces montrés, événement 3
(1er jour de reprise des cours après plus de deux mois d'interruption à cause
de la pandémie à COVID-19)**

Espaces identifiés dans les photos	La manière dont ils sont identifiés
Amphithéâtre 1000 de l'Université de Yaoundé II (UYII)	L'identification de Jacques Fame Ndong et d'Adolphe Minkoa She. De plus, le nom du lieu est donné dans le corps de l'article.
Une salle de classe de l'École publique anglophone d'Etoug-Ebe	Identification d'Asheri Kilo et l'indication de l'école est donnée dans le chapeau.
Un amphithéâtre de la FMSB	Identification de Jacqueline Ze Minkande.
Salle de réunion du ministère du Commerce à Yaoundé	La posture de Luc Magloire Mbarga Atangana comme président de la réunion et le chapeau de l'article situent le lieu à Yaoundé.
Une salle de classe du G.H.S Buea Town	Le texte incorporé dans la photo : « G.H.S. » est inscrit sur un siège de la salle de classe.

La photographie et les acteurs de la COVID-19 dans les pages de *Cameroon Tribune* : une identification contrastée des caractérisations, dans la complémentarité entre la photographie, sa légende et l'article

En tant qu'outil s'associant à la mise en récit des acteurs de la COVID-19 dans les pages de *Cameroon Tribune*, la photographie s'intègre dans ce dispositif de lisibilité (Charaudeau, 2011) qu'est la presse écrite. L'article, unité rédactionnelle retenue, est composé de trois niveaux de lecture auxquels s'ajoutent les photographies et leurs légendes. Des images dont l'ancrage à cette actualité détermine leur *News Value*. Traduite par Lavoie (2007) en termes de « valeur d'actualité », il s'agit d'une caractéristique qui se fonde en grande partie sur la relation entre la photographie et les textes, laquelle se tisse à deux niveaux : le premier étant la relation entre la photographie et sa légende et le second niveau représenté par l'ensemble constitué de la photographie, de sa légende, de la titraille, du chapeau et du corps de l'article. Dans le cas de la pandémie de COVID-19, le contenu photographique représente les éléments de cette actualité dont le sens sera stabilisé dans la relation avec les textes. Ces éléments interviennent à des degrés variables selon que l'on veut identifier les nom et qualité des acteurs montrés, les actions qu'ils mettent en œuvre ou encore les espaces dans lesquels ces actions ont eu lieu. Une identification qui se veut contrastée à cause du nombre peu élevé des acteurs concernés, de même que les espaces. À l'inverse, les actions montrées sont dans leur quasi-totalité, mises en relation avec les actions décrites dans les textes. Le nom et la qualité des acteurs identifiés dans un va-et-vient interprétatif entre la photographie, sa légende et l'article

Les acteurs sont présentés avec des attributs qui vont leur assurer une individualité. Avec le nom, ils vont accéder à la vie. Comme le dit Mekana (2021, p. 106), « le fait de nommer un personnage dans un récit est une façon de lui donner une identité, de le faire sortir de l'anonymat et de le rendre visible ». Les traits physiques des acteurs se rapportent à leur apparence et les traits psychologiques concernent les sentiments, les réflexions, les émotions, etc. Dans l'ensemble des cinquante-six acteurs sortis de l'anonymat dans les articles, certains ont été montrés dans les photographies et identifiés par leurs nom et qualité. D'autres font partie des groupes d'anonymes :

les passagers du vol Air France arrivé à l'aéroport international de Douala, les maires de Yaoundé, les passagers d'un taxi, les étudiants dans les amphithéâtres, les élèves des enseignements secondaire et primaire, les personnages qui accompagnent le Minesup, le Minesec, les gouverneurs et le préfet de l'Océan. Un seul personnage féminin anonyme est montré dans son individualité. Ainsi, dans les vingt-quatre photographies analysées, treize acteurs ont été par leurs noms et qualité. Cette identification s'est faite à travers des va-et-vient interprétatifs entre le contenu photographique, la légende, la titraillie (ou le titre), le chapeau et le corps de l'article. Pour le cas précis des légendes, elles ont donné peu d'informations à travers ces questions d'information élémentaires : qui, où et quand (Nevet, 2015). En ce qui concerne la question « qui » pour identifier le sujet de l'action montrée, une seule légende a apporté une réponse en indiquant le nom et la qualité de l'acteur. Il s'agit de la mise en récit de la réunion convoquée par le gouverneur pour l'application des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 dans le Sud-Ouest : « The South West Crisis meeting chaired by governor Okalia Bilai » (CT no 12057 du 19 mars 2020, p. 9).

L'identification va s'opérer à travers les caractérisations données par les textes et les photographies des acteurs montrés : c'est la mise en commun du contenu photographique et des outils textuels. La posture des acteurs dans les photographies a été très sollicitée. Elle englobe à la fois leur attitude physique et vestimentaire. Une autre qualité des acteurs va être convoquée : leur rapport à l'actualité. Elle est révélatrice de leur présence dans les médias. Ce qui a ainsi facilité l'identification des ministres et des gouverneurs. Mais, avec le port du masque, il a fallu un autre élément : le rapport entre l'image de réaction et la présentation de l'acteur dans la photographie. C'est ainsi que l'identification des acteurs a été activée par des combinaisons telles que : légende/rapport à l'actualité; posture dans la photographie/corps de l'article/rapport à l'actualité; posture dans la photographie/chapeau/rapport à l'actualité; posture dans la photographie /relation avec la réaction/rapport à l'actualité.

Les actions montrées en relation avec les actions dites dans la complémentarité entre la photographie, sa légende et l'article

Les actions montrées sont reliées aux actions dites dans une complémentarité entre le contenu photographique, la légende et les éléments de l'article. Le chapeau, qui résume le contenu de l'article, vient en appui aux légendes en donnant des informations telles que les nom et qualité des acteurs, l'action concernée, la date et le lieu de cette action.

Les actions montrées reliées aux actions dites dans une complémentarité qui naît dans le contenu photographique et s'achève dans le corps de l'article

La complémentarité se construit à partir de l'action montrée et des textes incorporés, pour se poursuivre par la légende, la titraille et le chapeau, afin de s'achever dans le corps de l'article. Ce mouvement contribue à favoriser l'interprétation. Pour le récit sur la fermeture des établissements scolaires par exemple, l'action montrée est l'extérieur d'un établissement scolaire désert. Deux textes sont présents dans l'image : le nom de l'école inscrit sur la clôture (complexe scolaire de Melen) et l'annonce sur le portail (« Écoles fermées jusqu'à nouvel ordre »). Cette annonce est complétée par la légende qui explique la raison de cette fermeture : « C'est silence radio pour combattre la propagation du coronavirus » (CT no 12057 du 19 mars 2020, p. 4). Ces textes contextualisent l'action montrée qui se précise davantage dans la titraille. Sa date est stabilisée dans le chapeau : « fermeture effective depuis hier », c'est-à-dire le lundi 18 mars 2020. Un autre exemple est la reprise des cours à l'Ouest. L'action montrée est une classe de l'école primaire avec des élèves portant le masque et distants les uns des autres et un groupe de personnages dans lequel on reconnaît un maire par le port de son écharpe tricolore. La légende annonce la reprise effective de l'école : « L'école a effectivement repris » (CT no 12105 du 02 juin 2020, p.8). La titraille indique le lieu de la reprise (à l'Ouest) tandis que le chapeau précise la date de la reprise (hier).

Les actions montrées reliées aux actions dites dans une complémentarité fondée sur un apport décisif des légendes

Certaines actions montrées sont reliées aux actions dites par le biais des légendes. En effet, pour certaines photographies, les légendes décrivent de façon précise l'action montrée et font échos à la titraillie et au chapeau qui fixe ladite action par l'indication de la date de sa survenue. C'est le cas de la mise en récit de la conférence de presse de confirmation des deux cas de contamination au coronavirus au Cameroun. Pour l'une des deux photographies utilisées à cet effet, la légende décrit son contenu en mentionnant la qualité des acteurs représentés (le Mincom, le Minsanté et le Minepia), l'action menée, leurs interlocuteurs et le contenu de leur communication : « Members of Government brief the press on the Coronavirus situation in Cameroon » (CT no 12049 du 09 mars 2020, p. 17). Un autre cas à relever est la photographie utilisée pour l'application des « mesures barrières » dans la région du Sud-Ouest. La légende décrit l'action montrée, une réunion présidée par le gouverneur de ladite région : « The South West Crisis meeting chaired by governor Okalia Bilai » (CT no 12057 du 19 mars 2020, p. 9). Sans pour autant décrire l'action montrée, d'autres légendes vont donner des indications sur les acteurs montrés, le lieu et la date. Ces indications singularisent leur relation avec l'action montrée. Pour la mise en application du dispositif de confinement des passagers arrivés à l'aéroport international de Douala, la photographie utilisée est accompagnée de la légende suivante : « Peu après l'arrivée des passagers du vol Air France ce 17 mars 2020 à Douala » (CT no 12057 du 19 mars 2020, p.4). L'action est mentionnée, de même que les acteurs, la date et le lieu. Les textes incorporés donnent également des indications qui confirment celles données par la légende. C'est le cas de la mise en récit des mesures barrières dans les administrations et les entreprises publiques camerounaises. La légende donne l'indication sur le lieu : les administrations. Celle-ci est précisée par le message que le personnage anonyme fixe sur le mur : il s'agit du ministère des Travaux publics. Avec ces légendes, l'action montrée est mise en relation avec l'action dite. Les explications supplémentaires sont fournies par la titraillie et le chapeau qui, en plus, fixe le moment de l'action en précisant la date de sa survenue.

Les actions montrées reliées aux actions dites dans une complémentarité fondée sur un apport décisif du contenu photographique

Pour certaines photographies (cinq photographies sur les vingt-quatre analysées), leurs légendes n'ont pas de rapport spécifique avec l'action montrée et peuvent de ce fait être remplacées sans une incidence significative sur la relation entre l'action montrée et l'action dite. Une situation spécifique au troisième événement qui met en récit la reprise des classes après plus de deux mois d'interruption. Par la mise en récit du respect des mesures barrières telles que le port du masque et la distanciation physique, les actions montrées relatives à cet événement sont déjà inscrites dans un temps précis, celui de la lutte contre la pandémie du coronavirus. Ce qui traduit leur relation à l'actualité, à savoir la reprise des cours dans un contexte de mesures barrières contre la COVID-19. Par cette mise en contexte, le contenu photographique s'affranchit alors de l'apport de sa légende dans certaines situations. Pour cet événement mis en récit avec dix articles ayant chacun une photographie, les légendes basiques annoncent la reprise des cours : « Tout a démarré en toute sécurité sanitaire », « La reprise est effective », « Une reprise au rythme des mesures barrières contre le Covid-19 », « L'école a effectivement repris », « The doors of classrooms remain open welcome learners ». Des légendes qui n'ont pas de photographies fixes et qui sont explicitées par l'action montrée.

L'identification des espaces montrés : entre un apport important des textes incorporés dans les photos et un apport faible des légendes

Dans la communauté des vingt-quatre photographies analysées, onze espaces investis par les acteurs ont été identifiés. Ce qui représente moins de la moitié des lieux occupés par ces événements. Une identification qui s'est faite avec un apport amplifié des textes incorporés. Quelques combinaisons photo/textes ont été mises à contribution. À partir des textes inscrits sur un objet donné dans la photographie, quatre lieux montrés ont été identifiés : le complexe scolaire de Melen, un mur du ministère des Tra-

vaux publics, le siège du Comité national de lutte contre la tuberculose et la salle de classe du Government High School Buea Town (G.H.S.). Une seule légende a permis d'identifier un lieu, une rue de Maroua qui a contribué à la mise en récit de l'application des mesures barrières contre la COVID-19 dans la région de l'Extrême-Nord. Quelques acteurs identifiés ont facilité la reconnaissance des lieux qu'ils occupent : la présence du Pr. Jacqueline Ze Minkande qui permet d'identifier un amphithéâtre de la Faculté de médecine et de sciences biomédicales, l'identification d'Asheri Kilo qui permet de reconnaître une salle de classe de l'École publique anglophone d'Etoug-Ebe. Quelques combinaisons photo/texte ont été également mises à contribution : légende/chapeau; légende/corps de l'article; acteur identifié/chapeau; acteur identifié/corps de l'article.

La photographie et la mise en récit des acteurs de la COVID-19 dans les pages de *Cameroon Tribune* : un apport variable de la légende

Texte qui jouit de la plus grande proximité avec la photographie, la légende précise, oriente et encadre son sens en fonction des orientations éditoriales du journal. Son but est alors de « restreindre le spectre des interprétations et lectures possibles de l'image de presse » (Lavoie, 2008, en ligne). Ce qui fait de sa présence dans la presse quotidienne une nécessité qui inscrit le document iconographique dans un territoire interprétatif cadré. Aussi, la photographie et sa légende vont jouer un rôle décisif dans la construction du message photographique (Barthes, 1961). Une assertion assumée également par Keim en ces termes : « la communication transmise par un cliché sans légende demeure vague et imprécise; l'information ou le message sera reçu avec difficulté et les erreurs d'interprétation considérables » (1963, p. 43). Quelques-unes de ses fonctions sont déclinées par Martin-Lagardette (2000). Ainsi, la légende peut être informative en apportant ce que ne donne pas directement la photographie. Dans certaines situations, elle va se substituer au texte. Il sera alors question de la « photo-légende », c'est-à-dire une photographie de presse accompagnée seulement de la légende qui résume l'information et apporte d'autres éléments utiles pouvant densifier cette information. La légende peut, en d'autres occasions, faire plus qu'informer et

fournir une interprétation à la photographie. Enfin, elle pourra être incitative, à l'exemple des titres chapeaux des articles.

Dans les pages de *Cameroon Tribune*, la légende va contribuer de façon variable à l'implication de la photographie dans la mise en récit des acteurs de la COVID-19. Pour les treize personnages montrés, identifiés par leurs nom et qualité, six légendes ont été impliquées. En ce qui concerne les vingt-trois actions montrées, une dizaine de légendes ont contribué de façon précise à leur mise en relation avec les actions rapportées par les éléments des articles textes. Enfin, en ce qui concerne les onze espaces identifiés dans les actions montrées, l'apport des légendes est plus faible, et ne concerne que trois images.

Les légendes et l'identification des noms et qualité des acteurs montrés : un apport faible

Un seul acteur a été identifié grâce à la légende. En effet, le nom et la qualité du gouverneur de la Région du Sud-Ouest ont été donnés par la légende descriptive de la photographie de l'application des mesures gouvernementales dans ladite région : « The South West Crisis meeting chaired by governor Okalia Bilai » (CT no 12057 du 19 mars 2020, p. 9). Un autre acteur a été identifié de façon particulière par la légende : la désignation de sa position sur la photographie. On peut ainsi lire : « Le préfet de l'Océan (à droite) et son état-major pour appliquer les prescriptions du gouvernement » (CT no 12057 du 19 mars 2020, p. 8). Son nom est plutôt donné dans le corps de l'article. C'est une légende qui précise l'information absente sur la photographie (Martin-Lagardette, 2000). Enfin, pour quatre autres acteurs identifiés, leurs qualités sont fournies par les légendes tandis que leurs noms sont inscrits dans le corps de l'article.

Les légendes dans la mise en relation des actions montrées aux actions rapportées dans les articles : un apport moyen

Dans la mise en relation des actions montrées avec les actions rapportées par les articles, trois catégories de légendes ont été identifiées : celles qui sont contextualisées par le contenu photographique, celles qui contextualisent plutôt ce contenu et celles qui se trouvent dans une relation ambiguë avec la photographie. Les deux premières étant complémentaires avec leurs photographies, mais avec un apport plus ou moins important de l'une ou de l'autre dans la cohérence entre l'action montrée et l'action rapportée par l'article.

Dans la première catégorie, les légendes disent ou annoncent l'action montrée. C'est la traduction en mots de ce qui est montrée, la verbalisation du message visuel livré par la photographie (Joly, 1993). Certaines peuvent aller au-delà de cette description pour ouvrir la voie à l'interprétation de ce qui est montré. Il peut arriver que cette description, ou interprétation, concerne le fait rapporté par l'article, sans une connexion franche avec le contenu photographique. Ce qui donne lieu à des légendes interchangeables. C'est le cas de la moitié des légendes de l'événement 3 dont l'action majeure est la reprise des cours dans le contexte du respect des « mesures barrières » contre la pandémie de COVID-19. Une action mise en scène dans les établissements de Yaoundé, Ngaoundéré, Buéa, Douala, Bafoussam Ebolowa. La seconde action qui se greffe à celle-ci est la visite des autorités dans les établissements universitaires, secondaires et primaires pour s'assurer de l'effectivité de cette reprise. Cinq légendes des dix photographies de cet événement peuvent s'ajuster à n'importe quelle photographie de reprise de cours dans l'un ou l'autre ordre d'enseignement au Cameroun : « La reprise est effective », « La reprise au rythme des mesures barrières contre la Covid-19 », « L'école a effectivement repris ». Elles peuvent alors être une légende d'une photographie de reprise des cours à Douala ou ailleurs, dans le primaire, le secondaire ou le supérieur. Ces situations mettent en lumière des légendes qui sont contextualisées par les acteurs, les actions et les espaces montrés par la photographie, mais également par les textes qui y sont inscrits.

La deuxième catégorie des légendes rassemble celles qui vont au-delà de la description ou de l'interprétation de l'action montrée. Elles donnent

des réponses à l'une au moins des questions : « Qui? », « Où? », « Quand? », « Pourquoi? » et si possible « Comment? ». ce qui leur donne la compétence d'ancrer le contenu photographique dans un territoire interprétatif cadré : elles situent le contexte de ce qui est montré en lui donnant du sens. Moins de la moitié des vingt-quatre légendes qui accompagnent les vingt-quatre photographies analysées rentrent dans cette catégorie : une légende sur deux pour l'événement 1, six légendes sur douze pour l'événement 2 et quatre légendes sur dix pour l'événement 3. Les indications données portent sur les acteurs qui mettent en œuvre les actions montrées, les lieux et les dates de ces actions. Cette légende de la photographie sur l'application du dispositif de confinement des passagers en provenance d'Europe est un cas unique de contextualisation de l'action montrée par les acteurs, la date et le lieu : « Peu après l'arrivée des passagers du vol Air France de ce 17 mars 2020 à Douala » (CT no 12057 du 19 mars 2020, p. 4).

Enfin, dans la dernière catégorie des légendes, trois cas ont été identifiés : la photographie qui s'émancipe de sa légende, la légende qui se comprend grâce à l'apport des autres textes et la légende qui n'a aucune relation avec sa photographie. Cette catégorie s'avère moins importante dans l'ensemble du corpus.

Les légendes et l'identification des espaces montrés : un apport faible

Parmi les espaces investis par les acteurs des trois événements, onze ont été identifiés. L'apport de la légende se limite à trois, traduisant une faible implication de ce texte. Pour la mise en récit de l'application des mesures gouvernementales de lutte contre la pandémie de COVID-19 dans l'Extrême-Nord, la légende de la photographie indique clairement le lieu montré : « Les rues pratiquement désertes à Maroua » (CT no 12057 du 19 mars 2020, p.9). Pour les deux autres cas, la légende s'associe au chapeau ou au corps de l'article pour prendre part à l'identification des espaces montrés.

Conclusion

Cet article a analysé, selon la méthode narratologique, les modalités de la participation de la photographie dans la mise en récit des acteurs mobilisés par *Cameroon Tribune* dans la narration de la pandémie. Le corpus constitué a rassemblé trois événements qui ont marqué l'évolution de cette pandémie au Cameroun : la conférence de presse d'annonce des deux premiers cas de contamination au coronavirus, le premier jour de l'application des mesures gouvernementales de lutte contre la propagation de la pandémie et le premier jour de la reprise des classes après une interruption de plus de deux semaines due à cette pandémie. Des événements qui ont été rapportés dans des récits de reconstitution associant les photographies, leurs légendes et les articles dont les éléments constitutifs sont la titraille (ou simplement le titre), le chapeau et le corps de l'article. Les photographies, par les outils de leur contenu, ont montré les acteurs et leurs caractérisations (le nom et la qualité), les actions et les espaces ayant servi de cadre à ces actions. Ainsi, la manière dont ces éléments ont été identifiés a permis de conclure que la participation de la photographie à la mise en récit des acteurs choisis par *Cameroon Tribune* pour raconter la pandémie de COVID-19 s'est faite dans une complémentarité entre son contenu, sa légende et l'article, avec un apport variable de la légende. Une variabilité qui se manifeste dans la faible implication des légendes dans l'identification des acteurs et des espaces occupés et une implication moyenne dans la cohérence entre les actions montrées et les actions rapportées dans les articles. Une variabilité qui suscite un questionnement quant à la place de la légende dans l'activité journalistique d'information par la photographie de presse et son apport à la construction du personnage (acteur) médiatique.

Références bibliographiques

- Adam, J.-M. (1999). *Le récit*. Presses Universitaires de France.
- Arquembourg, J. (2006). De l'événement international à l'événement global : émergence et manifestations d'une sensibilité mondiale. *Hermès*, 46, 13-21.

- Baroni, R. (2017). Le rôle des personnages dans les rouages de l'intrigue. *Letras de Hoje*, 52(2), 156-166.
- Barthes, R. (1961). Le message photographique. *Communications*, 1, 127-138.
- Barthes, R. (1964). Rhétorique de l'image. *Communications*, 4, 40-51.
- Charaudeau, P. (2011). *Les médias et l'information : L'impossible transparence du discours* (2e éd.). De Boeck.
- Devresse, J. (2011). Le personnage au carrefour du médiatique et du social : Une analyse des débuts de l'« affaire Calice » à la RTBF. *Quaderni*, 74, 73-86.
- Jamet, C., & Jannet, A.-M. (1999). *La mise en scène de l'information*. L'Harmattan.
- Joly, M. (1993). *Introduction à l'analyse de l'image*. Nathan.
- Joly, M. (1994). *L'image et les signes*. Nathan.
- Lavoie, V. (2007). Le mérite photojournalistique : Une incertitude critériologique. *Études photographiques*, 20, 120-133.
- Lavoie, V. (2008). Le fardeau des mots, le choc des photos : L'écriture photojournalistique ou la préséance de l'image sur le texte. *Protée*, 36(3), 89-97.
- Lits, M. (1997). Le récit médiatique : Approches narratologique et ethnologiques. *Recherches en communication*, 7, 5-8.
- Lits, M. (2008). *Du récit au récit médiatique*. De Boeck.
- Lits, M. (2011). Pour une analyse narratologique de l'information télévisée. *Quaderni*, 74, 25-36.
- Martin-Lagardette, J.-L. (2000). *Le guide de l'écriture journalistique : Concevoir, rédiger, présenter l'information*. La Découverte & Syros.
- Mekana, P. (2021). *Quand Saint Jean raconte ses personnages*. Publications Clarétianæ.
- Nevert, L. (2015). Les images de presse de la crise des caricatures de Mahomet dans les quotidiens Libération et Le Devoir en février 2006. *Recherches sociographiques*, 56(1), 113-138.
- Nta A. Bitang. (2021). *Discours journalistique et construction des identités dans la presse camerounaise*. Éditions du Patrimoine.
- Reuter, Y. (1988). L'importance du personnage. *Pratiques : linguistique, littéraire, didactique*, 60, 3-22.
- Reuter, Y. (2009). *L'analyse du récit*. Armand Colin.
- Ringoot, R. (2014). *Analyser le discours de presse*. Armand Colin.
- Voirol, O. (2010-2011). L'information comme exploration et comme oblitération. *Quaderni*, 74, 47-59.

Une affiche sur la COVID-19 en *fulfulde* : enjeux orthographiques et communication pour le développement

MOHAMADOU OUSMANOU

Dans l'optique de sensibiliser les populations sur le danger que constitue la COVID-19, les responsables du secteur de la santé publique ont produit un certain nombre de messages. Le choix d'une langue de grande extension, notamment le *fulfulde*, peut être motivé par une volonté de toucher le maximum de personnes. Cependant, comme nous le montrerons, il ne suffit pas de produire un message en usant de n'importe quel système d'écriture à notre disposition pour prétendre réaliser une communication efficace. En effet, il faut se poser la question de savoir sur quels critères les concepteur-trice-s des messages se sont fondé-e-s pour produire de tels messages. Il est évident que lorsque l'on choisit de communiquer par écrit, c'est que l'on a supposé que les conditions suivantes sont réunies : (1) les destinataires du message sont capables de lire ce qui est écrit; ensuite, la lecture elle-même n'étant qu'une étape, (2) la finalité ultime est que les personnes concernées soient en mesure d'interpréter ce message; et par-delà ces deux facteurs, (3) que cela induise une modification de leur comportement. Toutefois, nous nous limiterons, dans le cadre de la présente étude, aux deux premiers éléments qui nous permettront de montrer le rôle et les enjeux liés à l'écrit dans la perspective d'une communication pour le développement. Quant au troisième élément, il relève de la mesure des effets ou de l'impact d'une stratégie de communication qui pourrait se faire ultérieurement.

On se posera alors deux principales questions : pourquoi faut-il prendre au sérieux la question de la graphie? Et faut-il se préoccuper seulement du texte sur ces affiches en langues camerounaises qui se multiplient dans nos rues?

Enjeux liés à la communication écrite et systèmes d'écriture du *fulfulde*

La communication humaine se fonde principalement sur une double activité de production-reconnaissance : « L'activité de langage renvoie à une activité de production et de reconnaissance de formes¹, or, ces formes ne peuvent être étudiées indépendamment des textes, et les textes ne peuvent être indépendants des langues » (Culioli, 1990, p. 14). Dans le cas de l'affichage, il faut identifier un énonciateur-scripteur ou une énonciatrice-scriptrice qui produit un message (textes et images) à l'attention d'un coénonciateur-lecteur ou coénonciatrice-lectrice de l'affiche qui est appelé-e à reconnaître ce qui est inscrit sur l'affiche. Ce qui implique que cette personne possède les clés, c'est-à-dire des éléments nécessaires à la lecture et à la compréhension du message. Les textes dont nous parlons ici sont écrits et matérialisés au moyen d'un système de notation graphique sur un support papier. À la lecture du texte, ce coénonciateur-lecteur ou cette coénonciatrice-lectrice est censé-e non seulement identifier la langue qui y est graphiquement représentée, et qu'il ou elle suppose conforme à la langue qu'il ou elle parle, mais aussi reconnaître ces formes linguistiques; et conséquemment, adopter une attitude qui serait la conséquence des opérations précédentes.

L'on s'intéresse donc au domaine de la communication sur la santé. Dans ce cas spécifique, il s'agit de la communication écrite en *fulfulde*. Deux faits sont importants : le choix de la langue (le *fulfulde*) et le choix du moyen de communication (l'écriture).

Communiquer en *fulfulde* sur les questions de santé

À partir des travaux parus dans Tourneux et Métangmo-Tatou (2010), l'on sait que les langues africaines sont très peu considérées lorsqu'il s'agit de réfléchir sur la communication. Si l'intérêt de recourir à ces langues ces dernières années est manifeste, il faut reconnaître que ces usages sont en général des

1. C'est l'auteur qui souligne.

traductions improvisées et insuffisamment contrôlées des textes en français ou en anglais.

Orthographe et communication pour le développement

En choisissant l'affiche comme support de communication, l'on présume que le ou la destinataire du message qui y est apposé est en mesure de lire et comprendre. La communication écrite se fonde sur un système de signes graphiques (alphabet) servant à transcrire les sons d'une langue, et un ensemble de règles normées qui régissent l'écriture de la langue (orthographe). Si l'alphabet permet de représenter les sons de la langue, l'orthographe établit les règles de combinaison de ces unités linguistiques afin de faciliter l'interaction entre l'écriture et la lecture. Dès lors, chaque langue possédant son système de sons, il devient impératif d'avoir un alphabet, puis des normes orthographiques adaptées à ce système. L'orthographe devient ainsi un pilier de la communication écrite, exigeant à la fois clarté et compréhension, crédibilité et professionnalisme, rigueur et respect, de la part des concepteur-trice-s des messages.

S'interroger sur le fait de choisir de communiquer par écrit dans une langue africaine conduit à considérer un certain nombre de facteurs explicatifs pouvant éclairer les enjeux liés à de telles démarches. Dans le cas du *fulfulde*, appliqué à la situation linguistique au Nord-Cameroun, nous en avons identifié trois.

La véhicularité de la langue comme atout

Le *fulfulde*, variante dialectale du peul parlé au Cameroun, fait l'objet d'usages divers et dans des contextes de communication les plus variés. Comme langue de communication transethnique, il est fréquemment utilisé lorsqu'il s'agit de s'adresser à un public large, au-delà des communautés linguistiques individuelles. D'après le rapport de LASCOLAF (Mbala Zé et Wamba, 2010, p. 13), il est parlé par près de 5 millions de locuteurs et locutrices. Cela explique sans doute son choix pour la situation de communication qui fait l'objet de notre étude. Il s'agit donc d'une affiche qui porte un message en *fulfulde* sur la manière de se prémunir de la COVID-19. Une

affiche collée sur un panneau publicitaire extérieur de dimension 4 x 3 mètres, placée devant l'entrée du campus universitaire de Ngaoundéré, courant 2020. Le panneau est rigide et monté sur des poteaux métalliques unifaciaux. Il s'agit d'une communication institutionnelle préventive sur la Covid. Son contenu porte essentiellement sur les gestes barrières et les numéros d'urgence. On peut lire en bas du panneau, les noms des organisations participant à cette action.

Lire une affiche dans une langue que l'on pratique peut sans doute susciter l'intérêt de la population cible, car l'idée et le prestige accordé à l'écrit conduit quelquefois à des représentations négatives vis-à-vis des langues locales dont les usages sont perçus comme relevant majoritairement de l'oral. Non pas que ces langues ne connaissent pas l'écrit, mais surtout que les pratiques de l'écrit restent souvent limitées à certaines catégories socioprofessionnelles. Le fait de pouvoir identifier graphiquement à partir d'un message écrit telle langue est susceptible d'inverser une telle représentation.

Diki-Kidiri évoque deux principes importants à examiner en matière d'orthographe : l'adéquation de l'orthographe à la langue et l'adéquation de l'orthographe à la société. Dans le premier cas, l'on considère le système orthographique du point de vue de sa fonction représentationnelle : « L'écriture doit pouvoir permettre une bonne lecture, c'est-à-dire une restitution correcte de la parole » (Diki-Kidiri, 1983, p. 171). Quant à la seconde adéquation, elle met en avant la contextualisation du message, son ancrage socioculturel (Tourneux, 2006; O. Mohamadou, 2020). Dans le cas de la communication sur la santé, des travaux antérieurs ont montré comment le peu de considération accordée aux savoirs, aux pratiques et aux croyances de la population cible sont à l'origine de malentendus, voire des effets contraires à ce qui est escompté (Tourneux et Métangmo-Tatou, 2010; O. Mohamadou, 2010).

Produire des textes pour développer les langues

Le développement d'une langue dans nos sociétés contemporaines passe par un certain nombre de réalisations qui participent à la fois à la visibilisation et à la pérennisation des traces. Dans un premier temps, il faut effectuer un travail de documentation de la langue, notamment par la constitution de corpus, c'est-à-dire un assemblage de pratiques et de productions linguistiques et langagières. Pour ce faire, l'écrit est important pour fixer les choses. Ce

matériau, collecté et traité suivant des normes scientifiques, permettra de réaliser des études sur la langue, aussi bien pour des recherches strictement linguistiques que pour les autres disciplines établies et émergentes, comme le traitement automatique des langues. Par ailleurs, l'on aura encore besoin de corpus dans le cadre de l'enseignement de la langue. L'écrit joue donc un rôle prépondérant pour le développement et la pérennisation des langues.

Deux systèmes d'écriture en usage pour le *fulfulde*

Le peul recourt à deux systèmes d'écriture : l'alphabet arabe et l'alphabet latin. Le premier, connu sous le nom d'*ajami*, est plus ancien. Basés sur la convention dite maghrébine (*maghribi*), les textes peuls de l'aire orientale (Nord du Nigeria et Nord-Cameroun) relèvent du style du Bornou (*binndi bornankeeki*), inspiré de la calligraphie koufi (A. Mohamadou, 2017). La pratique de l'*ajami* concerne aussi bien les textes religieux que les textes littéraires. Les usages sont en général accompagnés de mécanismes d'adaptation, le peul possédant des sons spécifiques qui ne trouvent pas de correspondances dans le système de notation graphématique de l'arabe. Il s'agit surtout de consonnes implosives et des prénasales. Les techniques d'adaptation consistent à l'ajout de diacritiques. Le second système d'écriture du peul est celui qui nous intéresse prioritairement dans la présente étude dans la mesure où il est fondé sur les caractères latins qui sont aussi celui utilisé sur l'affiche à analyser.

Le corpus et la méthode d'analyse

Les données de l'étude sont fournies par l'affiche (cf. image 1). Elles contiennent du texte, des images, des couleurs, ainsi que des éléments de mise en page de l'affiche (*layout*). En ce qui concerne les textes, il s'agit précisément de dix énoncés pour lesquels nous proposons une transcription multilinéaire dont les couches sont : la reproduction de la graphie issue de l'affiche, la transcription en graphie normée et la traduction en français. La description linguistique emprunte ses outils à la théorie des opérations prédicatives et énonciatives. S'agissant de l'analyse des autres ressources

sémiotiques, elle s'appuie sur les travaux de Jewitt, Bezemer et O'Halloran (2016) sur l'approche multimodale.



Image 1. Affiche placée à l'entrée du campus de l'Université de Ngaoundéré Source : auteur, 2020

Des défis d'une communication par écrit sur la Covid

L'affiche qui fait l'objet de la présente étude s'inscrit dans la mouvance d'une stratégie de communication de proximité voulue par les institutions en charge de la santé publique au Cameroun. Cette stratégie repose notamment sur l'usage des langues locales pour atteindre un public large. Seulement, le produit diffusé est loin d'être satisfaisant. Le *fulfulde* fait partie des langues africaines dotées d'un système d'écriture et d'une littérature notable. Notre étude du message de cette affiche s'articule sur trois points : les particularités liées à la représentation graphique des caractères de l'alphabet peul, l'incidence sur le plan graphique des modifications morphophonologiques

inhérentes à la langue, ainsi que la relation texte-image dans la construction d'une cohérence discursive.

Caractères spéciaux, gémiation et quantité vocalique

Dans un premier temps, nous avons repéré une première catégorie d'erreurs relatives à la notation graphique des sons, notamment les caractères spéciaux de l'alphabet peul issu de la Conférence de Bamako de 1966. Nous ajoutons à cette catégorie la représentation des deux caractéristiques qui constituent des traits distinctifs en phonologie du peul : la gémiation et la quantité vocalique. Nous partirons du premier texte qui fait office d'accroche au message porté sur l'affiche.

E1

*noy	ngadan mi	hami	faddo	e	mi	fadda	ko	tari	am	fou
noy	ngadanmi	haa mi	faddoo	e	mi	fadda	ko	taari	am	fiu

comment faire-inacc. préd.je pour que me protège et je protège ce que entoure moi tous
que dois-je faire afin de me protéger et de protéger tous ceux/toutes celles qui sont autour de moi?

On observe dès l'abord un mélange de graphie, celle du *fulfulde* comme le montre le premier terme *noy*, mais aussi le /d/ à la place du /ɗ/, les deux consonnes ne se confondant pas du tout en phonologie du peul. La gémiation est bien représentée dans *fadd-* (protéger), mais la voyelle longue dans *taari*, graphié *tari*, n'est pas notée; ce qui génère une confusion, car les deux termes signifient respectivement « est entouré » et « alignement dans un champ ».

E2

*do'dje	ko	disle	ha	nder	leppol	ko	der	sou'oundou	mone
dojje	koo	islee	haa	nder	leppol	koo	nder	sobundu	mon

toussez ou éternuez à l'intérieur de étoffe ou dans coude votre
toussez ou éternuez dans un mouchoir ou dans votre coude.

E3

*loten	labbinen	nokkoudje	haoutata	en	ha	koude
looten	laɓbinen	nukkuuje	hawtata	en	haa	kuude

nettoyons et rendons propres les espaces qui rassemblent au travail.

La graphie utilisée ici s'appuie également sur celle du français. Le premier terme de l'énoncé (E2) *dojje* (toussez) subit deux distorsions : la substitution de l'implosive peule /d/ par l'occlusive labio-dentale /d/ du fait de leur proximité du point de vue de leur mode d'articulation (occlusion); l'insertion d'une apostrophe après la première syllabe à la place qui est superflue, car ce signe typographique est utilisé en graphie peule pour noter le stop glottal. Cette notation erronée trouverait probablement son origine dans une mauvaise appréhension de la syllabe canonique en peul. Se fondant sur la syllabe française, les scribeur-trices ont vraisemblablement procédé ainsi : *do-dje>. Or, la structure de la syllabe de cette racine verbale est CVCC-, la gémination consonantique faisant partie du système phonologique de la langue. Par conséquent, on devrait avoir *dojj-* ; la forme verbe à l'impératif devant être *dojje* (toussez).

E4

*tchounden kine be houndouko be leppol wakkati wourtago
cudden kine bee hunnduko bee leppol wakkati wurtaago
 couvrons-nous le nez et la boucha avec du tissu au moment de sortir

On le voit dans (E2) et (E3), notamment la transcription du son [u] par le graphème <ou> dans *koude au lieu de *kuude* (les travaux) et *houndouko au lieu de *hunnduko* (la bouche); mais aussi la notation de la semi-voyelle /w/ par <aou>, comme dans *haoutata à la place *hawtata*. L'affriquée palatale [tʃ] qui est notée en *fulfulde* par le graphème <c> est incorrectement représentée par <tch> dans *tchounden, à la place de *cudden* (couvrons).

La difficulté apparaît au scribeur-trice lorsqu'il ou elle ne trouve pas un caractère dans le système d'écriture du français pour transcrire un son propre au *fulfulde*. C'est cette situation qui a justifié l'adoption de l'alphabet du peul, en plus d'autres langues africaines, lors de la Conférence organisée par l'UNESCO à Bamako en 1966. À cet effet, les caractères retenus pour le peul sont au nombre de quatre : b, d, y, ŋ. Il faut ajouter à cela, l'usage de la lettre c pour noter le son [tʃ] et l'apostrophe pour noter le stop glottal, surtout en position médiane. De même, la nasale palatale [ɲ] est représentée par digramme ny. Afin de montrer les écarts et les incohérences de ces écrits, nous nous proposons de confronter ces écrits au système orthographique standard du *fulfulde*.

b		d	
Graphie erronée	Graphie normée	Graphie erronée	Graphie normée
labbinen	<i>labbinen</i>	ngadanmi	<i>ngadanmi</i>
kebi	<i>kebi</i>	koude	<i>kuude</i>
baditen	<i>baditen</i>	kediraawo	<i>keeddidiraawo</i>
labdam	<i>labdam</i>	djoude	<i>juude</i>
		di	<i>dii</i>
y		ny	
eone	<i>yéwnee</i>	ngew	<i>nyawu</i>
c			
tchouden	<i>cudden</i>		

Tableau 1. Les caractères spéciaux du fulfulde

En phonologie du *fulfulde*, le redoublement consonantique et la quantité vocalique participent de la fonction distinctive des unités lexématiques. Il suffit d'une omission et d'une interversion pour aboutir à des énoncés absurdes ou à des contresens. Ce type d'erreurs a généralement une origine phonétique (prononciation incorrecte) ou phonogrammique (prononciation correcte mais transcription erronée), en presumant que les scripteur·trice·s ne connaissent pas la graphie normée de la langue. Il faut noter que ces deux aspects particuliers sont liés à la configuration phonématique du peul : la gémination et la longueur vocalique.

Écrire *tari* à la place de *taari* est une illustration des confusions que peut produire une transcription qui ne prend pas en considération le rôle de la longueur vocalique en *fulfulde*. En effet, l'opposition voyelle brève/voyelle longue distingue les deux lexèmes sur le plan sémantique : *tari*, pluriel de *tarol*, désigne « l'alignement sur le sol (de tiges de sorgho ou de riz que l'on a coupées) » (Tourneux et al., 2017, p. 630). Quant à *taari*, il est issu de la racine verbale *taar-* dont sont dérivés les infinitifs *taargo* (mettre autour, entourer) et *taaraago* (faire le tour). La distinction est aussi d'ordre grammaticale puisque *tari* est un nom tandis que *taari* est un verbe.

E5
 *lote djoude nde one kebi fou be ndiyam labdam e be saboul
 lootee juude nde on kebi fuu bee ndiyam laabdam e bee saabul(u)
 lavez-[vous] les mains à chaque fois que vous en avez la possibilité avec de l'eau propre et du savon.

Dans (E3) et (E5), on identifie des erreurs dans la notation des voyelles

longues. Cette erreur porte aussi bien sur l'écriture des formes verbales, des noms que des marqueurs grammaticaux. Nous l'avons notamment dans les formes verbales *looten* (lavons) et *lootee* (lavez), issue de la racine *loot-* qui renvoie à la notion de /laver/; le nom pluriel *nukkuje* (endroits, places), *juude* (les mains) et *saabul* (le savon); et les marqueurs grammaticaux, le locatif *haa*, l'indéfini de la totalisation *fuu* et la préposition à valeur instrumentale *bee*.

À l'évidence, la transcription des sons d'une langue comme le *fulfulde*, même pour les usagers et usagers familiers de l'alphabet latin, n'est pas sans difficultés. Certes, le système d'écriture présente le grand avantage d'être dépourvu de diacritiques (A. Mohamadou, 2025), mais il nécessite que l'on soit préalablement capable de (re)connaître la phonologie de la langue et le système de représentation graphique des sons de cette langue, ainsi que les règles qui régissent l'organisation morphologique des unités linguistiques.

Des modifications morphophonologiques

Pour écrire, l'on a besoin de savoir comment la chaîne parlée est organisée. Aussi les problèmes d'écriture ne se limitent-ils guère au choix de la notation graphique d'un son. En effet, pour écrire, il est aussi important de savoir découper la chaîne parlée en unités fonctionnelles. Il faut alors tenir compte de la dimension morphophonologique de la question, c'est-à-dire la structuration phonématique des énoncés (Essono, 2006, p. 251). Les erreurs de segmentation sont à l'origine du segment **noy ngadanimi hami faddo* au lieu de : *noy ngadanmi < haa mi > faddo*. Le personnel *mi* qui apparaît dans le premier cas suffixé au constituant verbal dérivé *ngadan* qui s'analyse comme suit : la racine verbale /*wad-* faire/ par le biais de l'alternance de la consonne initiale passe à /*ngad-* faire/, on lui adjoint la désinence de l'inaccompli prédictif actif *-an*. Et pour construire la modalité interrogative, la pratique consiste en la soudure du personnel avec le constituant verbal. L'usage du trait d'union, qui est conditionné par l'autonomie des unités, apparaît dans le cadre de certaines analyses visant à mettre en évidence la structuration morphologique des unités linguistiques. Sur ces choix d'écriture avec ou sans trait d'union, soudé ou séparé, A. Mohamadou relève que « C'est un phénomène prosodique et rythmique obéissant à des règles complexes et qui mérite d'être étudié séparément. Il entraîne la modification

du morphème marquant le radical verbal et l'allongement de ces personnels » (2014, p. 16). En ce qui concerne le deuxième cas, le rapport entre le marqueur locatif *haa* et le personnel *mi* n'est pas de même nature. En effet, *haa* marque ici la visée et il a la valeur de « afin que, dans le but de ». Quant au personnel *mi*, il est le sujet dans la relation prédicative *mi faddoo* (« je me protège ») qui est introduite par *haa*. Ce qui aboutit à : *haa mi faddoo* (« pour que je me protège »).

Dans (E5), l'on observe également les implosives /d/ et /b/ respectivement dans le nom *kuude* (travaux) et la forme verbale *labbinen* (rendons propre); ce dernier ayant la particularité d'être géméné. En fait, la base du lexème est *laab-* (être clair, propre); celui-ci subit une modification morphophonologique qui introduit la géméné en /bb/ et l'abrégement de la voyelle /a/.

Le fonctionnement de la morphologie verbale du *fulfulde* est tel que la combinaison des éléments affixaux entraîne quelquefois des modifications prosodiques qui doivent être en prise en compte sur le plan de la représentation graphématique : « Le verbe est dans ses différentes occurrences en peut formé d'un terme lexical, l'unité de base, marquée par un ou plusieurs affixes dont au moins un morphème indiquant l'état dans lequel se trouve la réalisation du procès auquel renvoie l'unité de base » (A. Mohamadou, 2014, p. 25).

E6

*leppi	wostago	latta	leppi	woudinedi
leppi	wostaago	latta	leppi	gudineteedi
étouffe	essuyer	être	étouffes	jétables
utilisez les mouchoirs jétables pour vous essuyer.				

Dans (E6), la longueur de la voyelle est également impliquée dans *wostaago* qui signifie dans ce contexte « nettoyer »². La formation du qualificatif qui en réalité correspond à la forme du participe à l'inaccompli passif obéit à une règle d'alternance qui fait passer le radical *wudin-* du singulier à *gudin-* au pluriel, auquel l'on adjoint la désinence aspectuelle (-*etee*), suivie du classificateur (-*di*).

2. Le verbe a un autre sens en usage dans le Diamaré : « se déplacer légèrement, se pousser, s'écarter » (Noye, 1989, p. 389).

E7

*taata meme houndouko kine guite ko yesso to on lotay djoude
 taata meemee hunnduko kine gite koo yeeso to on lootay juude
 ne touchez pas votre bouche, votre nez, vos yeux ou même votre visage si vous ne vous êtes pas lavé les mains.

E8

*taata kofnindire be djoude e taata woubotire
 taata kofnindiree bee juude e taata wubbootiree
 ne vous serrez pas la main et ne vous enlancez pas

E9

*taata baditen kedirawo en daitindira bakin meta gotel
 taata baditen keeddiddiraawo en daayootira baakin meeta gootel
 ne nous approchons pas du voisin nous devons nous éloigner de l'un de l'autre sur un mètre

Les trois énoncés ci-dessus sont construits à la modalité injonctive, consistant pour l'énonciateur-scripteur « à exercer une contrainte sur le coénonciateur pour qu'il déclenche une action » (Groussier et Rivière, 1996, p. 105). Ces énoncés commencent tous par le marqueur modal de défense *taata* dont la graphie correcte contraste avec la suite des énoncés. Quant aux prédicats verbaux, ils marquent tous les trois des procès de type processus, c'est-à-dire des changements d'état qui, à la base, renvoient à des notions bornées ou non permanentes : /*meem*- toucher/, /*hoof*- saluer/ et /*bad*- être proche, se rapprocher/. Les occurrences de ces verbes dans les énoncés (7) et (8) sont à l'impératif actif de la deuxième du pluriel dont la marque est en peul -*ee*. Ainsi, au lieu de « **taata meme* » et « **taata kofnindire* », on aura plutôt *taata meemee* et *taata kofnindiree*. En (9), il se produit un basculement vers la première personne du pluriel inclusive, ce qui explique la désinence -*en* dans *taata baditen* (ne nous rapprochons pas). En (E8), nous avons une conditionnelle dont le prédicat verbal est à l'accompli actif négatif : *to on lootay*. Un autre élément provenant des règles orthographiques du français apparaît dans « **yesso* » à la place de *yeeso*, le phonème /s/ ne s'écrivant jamais <ss> en peul. Enfin, la voyelle allongée /uu/ dans *juude*, forme plurielle de *junngo* (écriture simplifiée de *juɲngo*), résulte d'une modification de la syllabe du lexème de base *juɲ*- (CVC) dont la nasale /ŋ/ chute au profit de l'allongement en /uu/ pour donner *juu*- (CVV). À cette nouvelle base, l'on adjoint le suffixe de classe -*de* pour obtenir *juude* (les mains).

E10

*to on hatti batte ngew corona eone lambaaji tokkindirdi di
 to on kattake batte nyawu korona yêwnee lammaaji tokkindirdi dii
 si vous vous apercevez des signes du corona, appelez les numéros suivants.

Dans (E10), *hattaago* (s'apercevoir de quelque chose) est un infinitif de la voix moyenne. Sa forme à l'accompli général est marquée par le suffixe *-ake*. De même, le sujet *on* (vous) étant pluriel, l'on est contraint d'opérer une alternance de la consonne initiale de /h/ en /k/. Cela donne *on kattake*, et non **on hatti*. En outre, dans les pratiques scripturales, les marqueurs *ɕi* et *ɕii* se distinguent par la longueur de la voyelle finale, ces termes assumant tantôt le rôle fonctionnel de classificateur, de relatif ou de démonstratif. C'est dans ce dernier rôle qu'il est orthographié avec un /ii/ long.

Comme on peut le voir, l'écriture du *fulfulde* repose sur un système de règles complexes qui ne peuvent pas être représentées de façon adéquate en recourant au système du français ou de l'anglais. Il est par conséquent important que l'on veille à l'adéquation d'un tel système si l'on veut utiliser la langue à des fins communicationnelles dans l'intérêt de la population locutrice.

De la cohérence discursive

L'affiche étant un dispositif qui fait usage de plusieurs ressources sémiotiques (textes, images, couleurs, mise en page), il est capital d'examiner la cohérence de l'ensemble du message. Notre objectif étant d'examiner la cohérence discursive, notamment de vérifier la chaîne sémiotique, nous limiterons nos observations à deux principaux points : une analyse représentationnelle des images et une analyse de la relation texte-image.

Sur le plan visuel, le panneau peut être décomposé en trois parties en suivant l'organisation des informations du haut vers le bas : le premier tiers supérieur comporte le thème (la Covid), suivi de l'accroche; la partie médiane qui concentre l'essentiel du message est une succession de carrés colorés disposés en colonnes. Le tiers inférieur du tableau indique une liste de numéros par région et les logos des organisations qui participent à l'annonce.

Le milieu de l'affiche est la partie qui porte les éléments saillants du message. Les carrés rappellent les vignettes de bande dessinée, cadre circonscrivant à la fois une image et du texte. Leurs frontières sont nettement soulignées par la variation des couleurs. Si du fait de l'habitude, l'on est amené à lire cette affiche de la gauche vers la droite, le sens de la lecture

demeure assez libre, aucun indice n'oriente nécessairement le coénonciateur-lecteur ou la coénonciatrice-lectrice vers tel ou tel choix.

Ces images sont en réalité des dessins, constituant huit vignettes. L'interprétation de ces dessins, fonctionnant à la manière des pictogrammes, n'échappe guère à la corrélation avec des considérations sociologiques et culturelles de la population cible. Nous les regroupons en trois catégories : les dessins ayant une clarté interprétative modérée, les dessins présentant un risque d'ambiguïté notable et ceux qui laissent les destinataires quelque peu indécis relativement à leur interprétation.

Dans la première catégorie, nous avons les vignettes 1, 3 et 6. Le premier dessin représente une poignée de main qui ne laisse voir que les deux mains l'une dans l'autre. Le dessin est barré par une bande épaisse et rouge. Le deuxième cercle, posé comme en incrustation sur la bordure supérieure droite du premier dessin, représente deux personnages qui s'embrassent. Si l'on s'en tient à leur parure, il s'agirait d'un personnage féminin et d'un personnage masculin. Une croix rouge et épaisse est apposée sur la bordure droite de l'image. L'ensemble est sur un fond rouge. Sur la vignette 3, on voit, à l'intérieur du rond sur fond blanc, un robinet d'où coule de l'eau et des mains dont le positionnement suggère qu'il s'agirait d'une personne qui se lave les mains. Les petits ronds environnent les mains, sans que l'on ne sache exactement s'il s'agit des bulles formées lorsque l'on frotte du savon au contact de l'eau, ou si c'est simplement des gouttelettes d'eau provenant du robinet. La vignette 7 quant à elle représente un bac à ordures et une main qui laisse échapper quelque chose à l'intérieur. Nous considérons pour cette catégorie de dessins, que le coénonciateur-lecteur ou la coénonciatrice-lectrice de l'affiche, moyennant une aptitude visuelle commune, est en mesure de les interpréter convenablement.

Dans la seconde catégorie, nous avons la vignette 4. Elle représente un personnage ayant une apparence féminine, du fait de sa coiffure qui porte une écharpe au cou et un masque facial qui ne laisse apparaître que la moitié supérieure de son visage. Le visage fermé n'induit pas nécessairement l'état de santé du personnage représenté. Qu'est-ce qui nous empêche d'interpréter ce dessin comme une illustration d'une personne malade? Cette possibilité d'une interprétation erronée est encore plus accrue sur la vignette 6. Celle-ci représente une main qui tient ce qui ressemble à un pulvérisateur, avec la main visiblement appuyée sur l'actionneur qui projette un liquide. S'agit-il d'un insecticide ou d'un produit chimique contre un danger? Cela ne semble pas du tout clair. Toujours dans le même genre, l'on a la vignette 8.

On y voit le portrait d'un personnage en plan rapproché taille. Celui-ci lève les deux bras vers le haut, les mains ouvertes et la bouche ouverte, il semble écarquiller les yeux. Ces indices conduisent à comprendre que le personnage représenté sur le dessin est dans une situation de panique sinon pourquoi lèverait-il les mains en l'air? Et pourquoi cette mine inquiète?

La troisième catégorie concerne les dessins devant lesquelles les destinataires sont susceptibles d'avoir de la peine à décider du sens qu'on doit lui donner. Sur la deuxième vignette, on aperçoit, dans le premier cercle, un personnage se couvrant le nez par un morceau de tissu, deux traits imitant les postillons laissent penser à une personne qui éternue. Le second cercle apposé sur le premier représente plutôt un personnage avec le visage enfoncé dans le creux de son bras levé. Enfin, la cinquième vignette montre deux personnages debout et placés de part et d'autre du cercle blanc. Cette fois, le dessin est accompagné d'un texte (1m) et deux flèches orientées de part et d'autre du texte. Il convient de remarquer que ces dessins, à l'image des pictogrammes, ne constituent pas « un moyen d'information suffisant » (Tourneux, 2010, paragr. 47).

Sur le plan chromatique, les couleurs utilisées sont assez variées. Il est question de chercher à savoir si leur choix et leur organisation obéissent à un fonctionnement découlant de la cohérence avec le message de l'affiche. Il faut d'abord rappeler que les énoncés en *fulfulde* ressortissent tous à la modalité de 4e ordre, car il s'agit pour l'énonciateur, qui est en l'occurrence le concepteur-rédacteur de l'affiche, d'exercer sur l'autre (lecteur·trice de l'affiche) « une contrainte pour qu'il déclenche une action » (Groussier et Rivière, 1996, p. 105). Cette modalité de contrainte que supporte l'emploi de l'injonction recouvre deux formes : les interdictions et les prescriptions. Cela est tout fait compréhensible dans la mesure où l'on a affaire à un discours qui vise une double action de prévention et de précaution. En mettant en relation les textes, les images et les couleurs, on peut s'interroger sur le choix, l'organisation et la mise en page de ces couleurs. Les usages des couleurs dans le domaine sanitaire sont structurés et documentés. Les indicateurs de risque et d'alerte en usage par l'Organisation mondiale de la santé sont : vert = risque faible; jaune = risque modéré; orange = risque élevé; rouge = risque très élevé (Remacle et Henrich Bernardoni, 2021).

En nous appuyant sur ce modèle, l'on remarque que la vignette (1) est supposée communiquer une information sur un niveau de risque modéré, tandis que la vignette (4) porterait sur une information d'un niveau de risque très élevé. De même, le lavage des mains se situe à un niveau de risque

faible. Quant aux vignettes (2), (6) et (7), leur couleur bleue ne correspond à aucune catégorie répertoriée. Pourtant, les informations qui y sont contenues peuvent revêtir une information capitale, comme dans le cas (7) où le contact du visage avec les mains relève d'un niveau de risque suffisamment sérieux. Ce que l'on peut dire est que cette répartition des couleurs ne correspond pas à la catégorisation connue. Nous pensons donc que ces choix chromatiques relèvent moins d'une intention de communiquer des informations que d'un procédé d'esthétisation. La figure suivante résume nos remarques sur les couleurs.

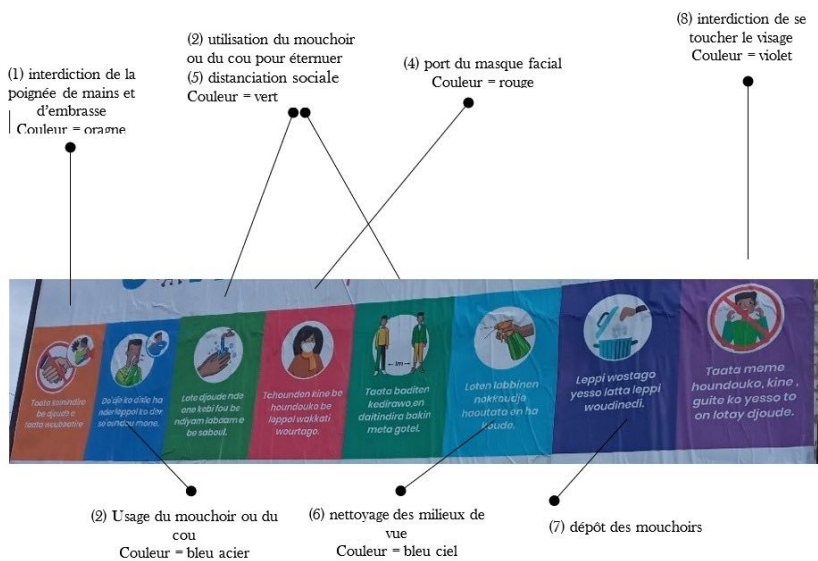


Figure 1. Répartition des couleurs sur l'affiche

La variation des couleurs d'un carré à un autre, du point de vue organisationnel, ne semble pas obéir à un code couleur particulier qui en constituerait des clés d'interprétation. Il n'est donc pas exclu de penser qu'elle relève tout simplement d'une forme esthétisation visant à attirer l'attention du public. Nous savons que l'affiche, comme moyen de communication, du fait du temps d'observation réduit que lui accordent les passants, mise beaucoup sur son impact visuel.

Conclusion

Dans cette étude, nous avons voulu montrer que l'utilisation d'une langue africaine pour diffuser des messages écrits est « une activité » exigeante autant pour une langue comme le *fulfulde* que pour toutes autres langues humaines. L'idée de la facilité que constituerait cette stratégie communicationnelle est tout simplement trompeuse. De même, l'intérêt que les diffuseur·euse·s de messages commerciaux et institutionnels manifestent pour ces choix linguistiques contraste avec le peu de précaution et l'improvisation dont ils ou elles font preuve vis-à-vis de la manière d'écrire ces messages. Pourtant, au-delà des risques de malentendus que peuvent comporter des erreurs graphiques, il y a aussi des enjeux liés à la crédibilité et au professionnalisme des producteur·trice·s du message. Il est évident qu'une mauvaise connaissance de la langue utilisée apparaîtrait immédiatement et peut être perçue comme un manque de sérieux qui discrédite toute l'opération de communication. Des solutions existent dans le champ de la linguistique du développement qui propose des stratégies mettant en avant une bonne connaissance et un usage adapté des langues et cultures locales.

Références bibliographiques

- Culioli, A. (1990). *Pour une linguistique de l'énonciation : Tome 1. Opérations et représentations*. Ophrys.
- Diki-Kidiri, M. (1983). Réflexions sur la graphématique. *Cahiers d'études africaines*, 23, 169-174. <https://doi.org/10.3406/cea.1983.2262>
- Essono, J.-M. (2006). *Phonétique, phonologie, morphophonologie*. CAMUP.
- Groussier, M.-L., & Rivière, C. (1996). *Les mots de la linguistique : Lexique de linguistique énonciative*. Ophrys.
- Jewitt, C., Bezemer, J., & O'Halloran, K. (2016). *Introducing multimodality*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315638027>
- Mbala Zé, B., & Wamba, R. S. (2010). *Les langues de scolarisation dans l'enseignement fondamental en Afrique subsaharienne francophone – LASCOLAF: Rapport de l'enquête Cameroun*. OIF.
- Mohamadou, A. (2014). *Le verbe en peul*. Karthala.
- Mohamadou, A. (2017). L'usage de la graphie arabe en peul. Dans U. Baum-

- gardt (Dir.), *Littératures en langues africaines : Production et diffusion* (pp. 95-108). Karthala.
- Mohamadou, A. (2025). *Clés pour lire et écrire le fulfulde*. Binndi.
- Mohamadou, O. (2010). Les films produits par l'Alliance biblique sur le VIH et le sida. Dans H. Tourneux & L. Métangmo-Tatou (Dir.), *Parler du sida au Nord-Cameroun* (pp. 173-187). Karthala.
- Mohamadou, O. (2020). La communication médiatique et publicitaire en fulfulde : stratégies intonatives et structure discursive des messages diffusés. Dans M. Adam (Dir.), *Linguistique du développement : Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent* (*Revue Mosaïques*, hors-série no 6, pp. 89-104). Éditions des archives contemporaines.
<https://doi.org/10.17184/eac.2560>
- Noye, D. (1989). *Dictionnaire foulfouldé-français*. Geuthner.
- Remacle, A., & Henrich Bernardoni, N. (2021). Communiquer et enseigner avec un masque : Réflexions scientifiques et cliniques. *UPLF Info*, 2, 19-27.
- Tourneux, H. (2006). *La communication technique en langues africaines*. Karthala.
- Tourneux, H. (2010). Évaluation de la communication en matière de risques liés à l'utilisation des pesticides au Nord-Cameroun. Dans N. Vernazza-Licht, M.-É. Gruénais, & D. Bley (Dir.), *Sociétés, environnements, santé*. IRD Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.3607>
- Tourneux, H., & Métangmo-Tatou, L. (2010). *Parler du sida au Nord-Cameroun*. Karthala.
- Tourneux, H., & Daïrou, Y. (avec la collaboration de B. Abdoulaye). (2017). *Dictionnaire peul encyclopédique de la nature (faune / flore), de l'agriculture, de l'élevage et des usages en pharmacopée* (Diamaré, Cameroun). CERDOTOLA.

La sécuritisation de la COVID-19 au Cameroun : construction d'une menace existentielle

PRISCYLLE MANUELA MEPOUI ABANDA

Le 11 janvier 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclarait l'existence d'une nouvelle pandémie dont les conséquences mortelles atteignaient des proportions inquiétantes. Au Cameroun, le coronavirus a fait son apparition dans un contexte sécuritaire où l'État se concentre à contenir les infiltrations de Boko Haram à l'Extrême-Nord du pays, ainsi qu'à la résolution de la crise qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. C'est dans cette atmosphère que la pandémie à coronavirus a fait son apparition avec la confirmation d'un premier cas déclaré le 6 mars 2020. Face à l'échelle de contamination rapide et la montée fulgurante des cas de décès en Europe, la psychose s'est emparée des Camerounais de la diaspora qui ont effectué des retours massifs principalement dans les deux grandes métropoles que sont Yaoundé et Douala. Entre mars et juillet 2020, le Cameroun a enregistré environ 15 000 cas de COVID-19, ce qui témoigne de la propagation rapide du virus au cours des premiers mois de la pandémie (OMS, 2020). La tendance à la hausse des risques de contamination prenait des proportions alarmantes. Au sein de la population, la psychose régnait de plus en plus et les médias posaient en faveur d'une aggravation de la situation si rien n'était fait à temps. Au vu de cette situation, l'État a construit la COVID-19 comme enjeu principal de sécurité, l'inscrivant au rang des priorités dans l'agenda politique. De ce fait, le coronavirus est devenu le sujet par excellence qui occupait toutes les arènes de la sphère politique se positionnant comme une menace existentielle, car mettant en péril la survie des populations.

Comprendre davantage les menaces à la sécurité de l'État nécessite de discuter des controverses théoriques qui l'entourent. Le débat scientifique à l'œuvre repose sur des visions théoriques qui opposent deux grands courants qui ont souvent dominé l'étude des Relations Internationales, à savoir le réalisme et le constructivisme. La notion de sécurité y apparaît cependant relative, car elle dépend de la vision que chaque auteur lui donne en fonction

des écoles de pensée. Pendant plusieurs années, la vision réaliste a dominé le monde. À cet effet, la notion de sécurité était « rattachée à une question de protection et de défense et donc considérée comme l'objet de référence des études de la défense et de la stratégie » (Iannelli, 2020, p. 9). Avec la vision réaliste, les menaces sont conçues comme étant essentiellement militaires exposant de ce fait l'État en « sujet de la sécurité, celui-ci évoluant sous la menace constante des autres États » (*ibid.*, p. 12). Les réalistes voient cependant le système international comme un système immuable, fixe, inchangeable qui est travaillé par l'anarchie. Autrement dit, la scène internationale est un système qui a une nature dominée et travaillée par l'anarchie, ainsi que par le conflit. À cet effet, le réalisme voit globalement les menaces d'un point de vue militaire. À ce titre, l'État est le seul acteur capable d'assurer la défense de son territoire et donc de sa sécurité. En d'autres termes, les menaces auxquelles les États font face sont de nature purement militaire. L'usage de la force militaire de l'État pour assurer la défense de son territoire prédomine cette vision réaliste du monde et des menaces qui a notamment été portée par Hans Morgenthau (1948) et Clausewitz (1832).

À partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, les études de sécurité ont connu une évolution constante avec l'émergence de nouvelles formes de criminalité. L'on est ainsi passé des études traditionnelles de sécurité aux études critiques, qui se distingue de la vision réaliste pour expliquer les changements que subit le système international. L'élargissement du concept de sécurité a permis de reconnaître qu'il existe d'autres formes de menaces à l'État hormis les menaces militaires, ainsi que « la distinction d'autres objets de référence que l'État » (Iannelli, 2020, p. 12). L'approche des études critiques de sécurité qui établit un élargissement de ce concept conçoit la sécurité comme une construction sociale car, « les menaces quotidiennes qui pèsent sur la vie et le bien-être de la plupart des peuples et des nations [...] ne proviennent guère des forces armées des États voisins, mais de la récession économique, de l'oppression politique, de la rareté des ressources, de la rivalité ethnique, de la destruction de la nature, du terrorisme, du crime et des maladies » (Booth, cité par Battistella, 2009, p. 532). Ainsi, la place des menaces militaires au sein de l'État est remise en cause avec cette nouvelle conception de la sécurité qui voit les menaces non plus uniquement sous l'aspect militaire, mais également sur l'aspect environnemental, sociétal, économique, politique... La théorie constructiviste est à l'origine de cette nouvelle vision du concept de sécurité qui étend les menaces à d'autres aspects en dehors du militaire. L'apport du constructivisme porté

par Alexander Wendt est d'insister sur la notion de culture qui amène des changements dans le système international. À titre illustratif, lorsqu'on se situe dans une culture de nature hobbesienne, la scène internationale est différemment perçue. De même, lorsqu'il s'agit d'une culture de type rousseauiste, elle l'est également. Ainsi, avec le constructivisme, tout dépend des perceptions et de la manière dont les États se représentent les menaces. Le système international n'est pas forcément immuable (comme chez les réalistes), mais il est plutôt dynamique, changeant.

Fort de ce constat, le problème que soulève cette contribution repose sur la construction de la COVID-19 comme principal enjeu de sécurité au Cameroun entre 2020 et 2021. À ce titre, il est important de savoir comment le Cameroun a procédé à la construction de la pandémie à COVID-19 comme une menace existentielle. Autrement dit, comment le coronavirus a-t-il été classé dans l'agenda politique comme la principale menace sécuritaire au Cameroun? Dans ce sens, cette contribution postule que la construction de la COVID-19 est une initiative étatique qui met en exergue le discours sécuritaire comme instrument de fabrication d'une menace débouchant sur l'inclusion des pratiques de sécurité pour résoudre le problème. La présente analyse a pour ancrage théorique la sécuritisation qui a été conçue comme une théorie moderne des relations internationales et donc des études de sécurité. La sécuritisation a été conceptualisée par les auteurs de l'école de Copenhague, notamment Barry Buzan, Ole Wæver et Jaap de Wilde. Elle énonce que l'érection d'une menace en enjeu existentiel par des agents politiques passe par des énonciations discursives qui produisent des effets performatifs et débouchent sur une dépolitisation. La sécuritisation souligne que « les politiques sont des actes qui créent un sens par des discours, de lois, des images ou des actions du quotidien qui produisent des logiques de sécurité acceptées par une audience » (Le Gouriellec, 2018, p. 90). Dans cette perspective, elle est constituée par « l'établissement d'une menace existentielle suffisamment saillante pour avoir des effets politiques substantiels » (Buzan *et al.*, 1998, p. 25). Il apparaît de ce fait que la théorie met en avant le discours comme principal instrument de construction d'une menace à la sécurité. Ainsi, à travers les pratiques discursives, « l'on assiste à une forme d'instrumentalisation par la désignation d'une menace que le discours doit faire reconnaître comme telle » (Le Gouriellec, 2018, p. 4). Les actes de langage construisent une réalité autour de la menace et produisent des effets performatifs dès lors qu'ils sont énoncés. Dans ce cadre, la performativité occupe une place prépondérante. Barry Buzan, Ole Wæver et Jaap de Wilde

« sont considérés comme les concepteurs de la théorie de la sécuritisation à l'issue de laquelle ils ont commis un ouvrage intitulé *Security: A New Framework for Analysis* publié chez Boulder, Lynne Rienner, en 1998. Elle ne décrit pas simplement une situation ou un évènement, mais elle réalise une action dès lors qu'un acte de langage est prononcé. Dans cette mesure, il n'est plus simplement question de parler de sécurité mais de s'interroger sur ce que les agents politiques font lorsqu'ils parlent de sécurité. La performativité des actes de langage produit ainsi des effets sur l'audience et construit une réalité autour de la menace désignée comme existentielle. À travers le discours, les agents politiques déclarent qu'un évènement est une menace pour la survie de l'État ou des populations. En effet, « l'acte de langage présente une question comme une menace sécuritaire existentielle à l'identité collective/nationale, à la société ou à l'État » (Bourbeau, 2013, p. 17). Ainsi, la première approche de cette contribution repose sur l'analyse discursive des actes de langage qui présentent la COVID-19 comme une menace existentielle et la seconde se concentre sur la mise en exergue des pratiques de sécurité pour lutter contre la menace.

Politisation et processus de construction de la COVID-19 comme menace existentielle

La crise engendrée par la COVID-19 a été construite comme problème de sécurité dès lors que les autorités politiques camerounaises l'ont inscrite sur la scène politique comme menace existentielle. De ce fait, « par le simple fait d'avoir été politisée, puis sécurisée, la menace acquiert un caractère existentiel et doit être contrée par la mise en place de mesures concrètes » (Stritzel, 2007, p. 353). À partir de ce moment, la crise sanitaire a été érigée au premier rang dans l'agenda politique comme principale menace à la sécurité de l'État et des populations. À partir de ce moment, le processus de sécurisation de la menace a été mis en marche. Les auteurs de l'École de Copenhague ont conceptualisé la théorie de la sécurisation comme un processus qui construit discursivement les menaces à la sécurité. Dans cette logique, cette construction se fait dans une double dimension discursive et médiatique.

Construction discursive et performativité des actes de langage

Dans la perspective de l'énonciation des discours, la légitimité de l'agent politique est déterminante. Pour produire un acte de langage de sécurité efficace, « l'agent sécuritisateur doit posséder un pouvoir et une reconnaissance sociale particulière pour énoncer une sécuritisation qui soit prise en compte » (Bourbeau, 2013, p. 23). Cet argument met ainsi en relief le pouvoir social de l'agent sécuritisateur qui pour le cas d'espèce est institutionnel. De ce fait, « les positions sociales peuvent avantager certains agents dans la formulation et la prise en considération par les autres agents d'actes de langage » (*ibid.*).

Dans la matérialisation des faits, la construction de la COVID-19 au Cameroun s'est opérée à partir des actes de langage qui ambitionnent de façonner cognitivement le comportement de l'audience afin de légitimer l'emploi des mesures urgentes pour résoudre le problème. Celle-ci devient dès lors « un enjeu politique, en particulier entre ceux qui préconisent une sécurité renforcée et ceux qui dénoncent une dérive sécuritaire » (Berthelet, 2014, p. 110-160) en présentant la menace comme primordiale pour l'État. Dans ce sens, les discours occupent dès lors une place déterminante dans le processus de construction du coronavirus comme menace existentielle car, ils sont la porte d'entrée qui permet d'élaborer le processus de sécurisation de la menace. Au Cameroun, la COVID-19 a fait l'objet d'un processus de sécuritisation, ceci à partir des actes de langage produits par le Chef de l'État S.E Paul Biya en tant qu'agent politique majeur doté d'une légitimité reconnue. À côté de lui, se positionnent les acteurs secondaires jouissant d'un rôle prépondérant dans le processus discursif de construction du coronavirus en menace principale pour le Cameroun. Ces acteurs sont incarnés par le Premier ministre et le ministre de la Santé, qui, en appuie à la politique gouvernementale voulue par le président de la République, ont usé d'une rhétorique particulière pour traduire la gravité de la maladie. Ces actes de langage ont permis de façonner les idées et les représentations que l'audience se faisait sur la pandémie afin de modifier son comportement et ses habitudes.

Au-delà de toute autre considération, l'émergence et la propagation de la COVID-19 autour de mars 2020 au Cameroun se sont faites graduellement. Cette année-là, la crise sanitaire était devenue le sujet de préoccupation primordial pour les autorités camerounaises. La pandémie a commencé à

s'imposer comme une véritable menace sanitaire dès lors que les autorités camerounaises ont constaté la montée fulgurante de l'échelle de contamination, ainsi que le nombre de pertes en vies humaines. À partir de ce moment, l'éradication de la pandémie s'est imposée comme un véritable défi pour l'État. Au vu de cela, les autorités camerounaises ont accordé une attention particulière à cette pandémie d'un autre genre qui causait des dégâts et pertes en vies humaines non négligeables.

Le contexte sécuritaire international marqué par la lutte mondiale contre la COVID-19 a permis de renforcer et de faciliter les actes de langage de Paul Biya dans le territoire camerounais. De ce fait, les discours prononcés sur la menace ont véritablement façonné les représentations dans l'imagerie collective des populations camerounaises, qui ont finalement perçu le virus comme un réel danger pour leur survie. Dès lors, la menace est représentée à travers les discours comme étant existentielle. Afin de mieux comprendre et expliquer le rôle des agents politiques dans le processus de sécuritisation de la COVID-19 au Cameroun, il a été procédé à l'analyse de l'ensemble des discours prononcés par le président de la République, Paul Biya. Ce corpus représente près d'une dizaine de discours sur le sujet en 2020. Pour chaque discours, il est question de comprendre comment la COVID-19 est perçue et représentée. Il est surtout question de voir en quels termes le virus est désigné. À la suite de cela, l'on a repéré les actes de langage qui présentent la situation comme alarmiste, ainsi que ceux qui déclarent que la COVID-19 est une menace à la sécurité de l'État. De ce fait, la construction discursive de la menace s'est faite graduellement et les discours qui présentent la question comme enjeu de sécurité principal sont analysés chronologiquement. Cette étude se concentre sur l'analyse des discours les plus marquants et à les faire ressortir ici. Sans toutefois minorer les autres discours prononcés sur la question, la démarche adoptée consiste à se concentrer sur ceux qui ont produit le plus d'effets.

Ainsi, dans un discours inhabituel du 19 mai 2020, le président de la République du Cameroun se prononce pour la première fois sur le coronavirus. Il présente la situation comme étant alarmante en employant une rhétorique particulière qui a pour but de créer un sentiment d'insécurité afin de faire comprendre au public que la COVID-19 est une menace existentielle. À travers ces actes de langage, il présente le coronavirus comme « une grave maladie », « une grave crise sanitaire », « un danger sournois », « une pandémie », « une crise majeure » (Biya, 2020). En faisant l'analyse de ce discours, il est également question de répertorier le nombre d'occurrences de

la COVID-19. Il apparaît que Paul Biya a prononcé le mot « COVID-19 » à 11 reprises. De ce fait, ces nombreuses occurrences contribuent à représenter le virus dans l'imaginaire collectif comme une réelle menace existentielle. Dans un discours traditionnel du 31 décembre 2021, il parle de « l'irruption, sur notre planète, de la pandémie du corona virus » (Biya, 2021). La COVID-19 est présentée comme un « virus pernicieux » et que l'État s'emploie grandement pour mettre en place une stratégie nationale de riposte afin « de briser la chaîne de contamination de ce virus et retrouver une vie normale ». Parlant du coronavirus, il existe dans son discours des actes de langage directs notamment « nous ne devons pas pour autant dormir sur nos lauriers » (Biya, 2021). Le coronavirus est perçu et représenté comme une maladie qui trouble la vie normale des Camerounais en causant des dégâts énormes. En l'espace de deux ans (mars 2020 – avril 2022)¹ le virus a été responsable de près de 120 000 cas de contamination et d'environ 1927 cas de décès (Coronavirus Statistics, 2020). Au vu de la situation, la persistance des discours du Chef de l'État sur la question présente une situation d'extrême gravité en construisant l'image d'une pandémie mortelle dont l'échelle de contamination est exponentielle.

La construction médiatique de la COVID-19 au Cameroun

D'un point de vue général, « la théorie de la sécuritisation reconnaît trois grandes catégories principales d'agents sécurisateurs : l'agent politique, l'agent bureaucratique et l'agent médiatique » (Vigneau, 2020, p. 192). Du fait de leur rôle central de « diffusion de l'information, les médias font l'objet d'une attention particulière bien que partagée : considérés par les uns comme d'influents agents sécurisateurs possédant la capacité de façonner la discussion publique » (*ibid.*, p. 194). Les médias sont, dans ce sillage, confiés au rôle « d'agents intermédiaires c'est-à-dire relais entre l'agent sécuriti-

1. Le chef de l'État se prononçait officiellement pour la première fois sur la question de la COVID-19 à la veille du 20 mai, fête de l'unité nationale du Cameroun. Ce discours taxé d'inhabituel (il ne s'exprime jamais à la veille du 20 mai) avait pour but d'informer les Camerounais de l'annulation de la fête du 20 mai et des activités y afférentes à cause du coronavirus.

sateur et le public » (*ibid.*, p. 195). Globalement, le terme média désigne « tout moyen de communication, naturel ou technique, qui autorise la transmission d'un message. Mais son usage courant renvoie de façon plus restrictive, aux médias de masse, c'est-à-dire aux moyens de diffusion collective permettant d'atteindre des publics vastes et hétérogènes » (Balle, 2006, p. 5). De ce fait, « la médiatisation a transformé le fonctionnement des sociétés contemporaines. L'avènement de la presse écrite, de la radio, de la télévision et du réseau Internet a en effet conduit à une véritable explosion de l'information. La transmission des messages à distance et leur réception quasi instantanée par un public qui peut difficilement les esquiver ont profondément modifié les rapports de pouvoir. Les médias constituent ainsi un instrument majeur (mais complexe) de domination, utilisé par les acteurs politiques et économiques pour tenter d'imposer à l'opinion publique des « définitions de la situation » par le(s) biais de l'information (Gerstlé & Piar, 2016, p. 9). Le rôle des médias dans la sécuritisation est primordial. L'analyse de la construction de la COVID-19 au Cameroun découle d'une double courroie de transmission, qui s'articule autour des productions discursives et des représentations médiatiques véhiculant de plus en plus de vidéos et d'images montrant le caractère exceptionnel de la menace. Le processus de sécuritisation initié par les élites politiques à travers un répertoire discursif sécurisant s'appuie sur les médias pour relayer la gravité de la situation afin de participer au renforcement cognitif des idées et perceptions que le public se fait de la menace la présentant comme existentielle. Par conséquent, les médias jouent un rôle déterminant dans la chaîne de construction de la COVID-19. L'analyse du rôle des pouvoirs médiatiques dans le processus de construction du coronavirus s'appuie sur les médias classiques d'une part et sur les médias sociaux d'autre part.

Au sens commun, les médias classiques/traditionnels désignent tout moyen interpersonnel de diffusion et de transmission de l'information pouvant toucher un large public. Au Cameroun, depuis la libéralisation de la liberté d'expression à travers la loi du 19 décembre 1990 sur la liberté de communication sociale, l'on a assisté à un foisonnement du champ médiatique avec l'apparition d'une multitude de chaînes de télévision et radiodiffusion, ainsi que de la presse écrite marquant « la pluralité médiatique » (Tjade, 2001). Le contexte sécuritaire marqué par la lutte contre le coronavirus est un sujet qui a été largement couvert par les médias classiques. S'il a été observé un vaste déploiement de la télévision et de la radio, la presse écrite n'était pas en reste dans le traitement et la diffusion de l'information liées

à la question. Cette construction médiatique a davantage trouvé un terrain propice au Cameroun, car les médias internationaux avaient déjà suffisamment relayé les informations sur le coronavirus, ce qui a créé une psychose généralisée. Au Cameroun, les médias se sont appuyés sur cet aspect pour mieux renforcer les représentations autour de la pandémie. Dans cette analyse, il est intéressant de recenser les médias classiques qui connaissent une forte audience au Cameroun afin de voir comment ils mettent en avant les informations sur le virus. Le discours des médias classiques sur le coronavirus rejoint le péril sécuritaire initié par l'acteur sécuritisateur. Dans cette analyse, il est question de s'intéresser à la priorité accordée au coronavirus par les médias classiques. De ce fait, l'étude s'appesantit sur les médias publics et privés. L'accent est davantage accordé aux médias publics, car ils sont une vitrine de l'État. L'émergence du coronavirus au Cameroun a donné l'occasion aux médias audiovisuels, ainsi qu'à la presse publique de renforcer les représentations sur la pandémie. La construction médiatique s'opère ici à partir du moment où le coronavirus est devenu le sujet d'actualité par excellence qui a été traité et relayé par les médias classiques. La CRTV télévision, sa branche radiophonique, ainsi que *Cameroon Tribune* sont les médias publics qui ont servi d'objet d'analyse afin de recueillir des données factuelles contribuant à la construction médiatique de la COVID-19 comme menace existentielle.

À l'analyse de ce matériau, il en ressort que l'importance accordée au traitement de l'information sur le coronavirus a été déterminante car, la relation entre le politique et le public est sous-tendue par l'action intermédiaire des médias². La construction médiatique s'est opérée dès lors qu'à la télévision, l'on a assisté à la création de contenus spécifiques réservés au traitement et au relayage de l'information relative au coronavirus. Ainsi, la création des rubriques télévisuelles dédiées uniquement au coronavirus s'avère être un facteur de renforcement de la construction de la pandémie comme étant existentielle. La CRTV télévision a procédé à la création d'un programme spécifique, notamment « Le Covid-19 en 60 secondes » (CRTV, 2020), qui met en avant des informations sur la situation de l'évolution du virus. La télévision a expliqué que l'avènement de la pandémie a été à l'origine d'un remaniement des programmes en incluant de nouveaux espaces spécifiquement

2. Il s'agit de la loi n° 90/052 du 19 décembre 1990 sur la liberté de communication sociale, modifiée le 4 janvier 1996.

accordés à la transmission et à la diffusion de l'information sur le virus. Au traditionnel journal télévisé de 20 heures, la situation sur l'évolution des cas de contamination, ainsi que sur la gestion étatique de la pandémie ont sans cesse été mis en avant. À côté de cela, des émissions spéciales ont fait l'objet d'un envahissement de la sphère télévisuelle, à l'instar de « Covid-19, la vaccination comme elle va » (CRTV, 2021). Le réaménagement des programmes télévisés permet de comprendre toute l'attention particulière accordée au coronavirus, car il contribue à créer la psychose et à façonner les représentations de l'imagerie collective sur l'existence d'une maladie grave et mortelle.

À la radio, l'on a observé la création des programmes radiophoniques spécifiques au contexte donnant l'espace aux autorités gouvernementales de se prononcer sur la question. Ainsi, le 31 mars 2020 sur le poste national, une édition spéciale intitulée « coronavirus, 13 mesures en 14 jours : quelle évaluation ? » a été créée mettant en avant le ministre Joseph Le comme invité pour discuter de cette question. Ceci a eu pour effet le renforcement des représentations initiées par le Chef de l'État sur la gravité de la maladie et l'urgence de son évitement à travers l'observation des mesures barrières. Dans la presse publique, l'actualité relative au coronavirus a été débordante. *Cameroon Tribune* s'est rapidement saisi du problème et l'avait traité comme une actualité principale en la mettant au centre de toutes ses parutions. Il a été observé une floraison de publications d'informations sur la question de la COVID-19. Les formes d'expression employées par *Cameroon Tribune* pour traiter des thématiques ayant trait au coronavirus s'inscrivent dans une continuité avec l'orientation du discours employé par le président de la République. L'orientation de l'expression langagière de ce quotidien présente la pandémie sous les traits d'un ennemi de l'État. Dans l'exploitation des parutions publiées sur le site officiel du journal, le coronavirus est systématiquement dépeint comme une pandémie qui est à l'origine d'une grave crise sanitaire (*Cameroon Tribune*, 2020).

Les médias numériques, en plus de leur rôle de support et de relais, ont joué une partition importante dans le renforcement de la construction d'une représentation de la COVID-19 comme menace existentielle pour le Cameroun. Contrairement aux médias classiques, les médias numériques, les réseaux sociaux en l'occurrence favorisent une interaction. Le caractère interactif de l'espace numérique révèle l'adhésion de l'audience qui se traduit par l'adoption d'attitudes s'inscrivant dans le même sillage que les actes de langage du Chef de l'État. L'orientation des productions des internautes au

Cameroun étaye à suffisance cette idée. Qu'il s'agisse du partage des informations sur le virus, de la sensibilisation, ou du relais des données virales, il a été donné de constater que les populations ont adhéré au discours mobilisé par l'élite politique. L'adhésion de l'audience au discours sécuritisateur n'est pas fortuite. Elle a été alimentée, toujours dans les médias numériques et les réseaux sociaux spécifiquement, par des instruments mobilisés par l'acteur sécuritisateur pour agir sur la population. En tant que nouveau milieu préférentiel de communication à l'ère de l'information, les réseaux sociaux concentrent une masse d'individus devenue plus importante que ceux consultant les médias classiques. Dans ce sens, ils constituent un espace de prolongement de l'information, mais posent également le problème du traitement de celle-ci.

La rupture de la politique normale et la déconstruction de la COVID-19 comme menace existentielle

La construction politico-médiatique de la COVID-19 au Cameroun a eu des effets qui ont produit le changement radical du cours de la vie politique normale à travers l'intrusion des pratiques de sécurité pour lutter contre la pandémie. Pour l'école de Copenhague, la présentation d'une menace à la sécurité comme étant existentielle débouche sur l'emploi des mesures d'exception. Ainsi, la particularité de la menace présentée comme étant existentielle réside dans le fait que les acteurs sécurisants font recours à l'usage des mécanismes spéciaux pour éradiquer le problème. Dans ce cadre, le processus de sécuritisation du coronavirus comme menace existentielle se situe entre dépolitisation et (re)politisation.

L'emploi des pratiques sécuritaires d'urgence dans la lutte contre le coronavirus au Cameroun

La stratégie gouvernementale de riposte contre la COVID-19 a été mise en œuvre suivant les instructions du Chef de l'État. Dans ce cadre, le processus de construction discursive initié par le Président de la République débouche

sur une politique d'exception qui fait ressortir la dépolitisation. À ce propos, « la sécuritisation entérine le passage du domaine de la politique ordinaire au domaine de l'urgence et de l'exception » (Balzacq, 2018, p. 6). Concrètement, « la sécuritisation est d'abord une dépolitisation » (Balzacq, 2018, p. 7). La dépolitisation s'entend ici comme la rupture de la politique ordinaire pour imposer des mesures urgentes et taillées sur mesure afin de combattre efficacement la menace. De façon mécanique, la sécuritisation conduit à l'instauration d'une politique d'exception voire d'urgence. Consubstantiellement au discours sécuritaire, la gestion de la menace COVID-19 au Cameroun s'est effectuée par l'emploi des mesures exceptionnelles. Ainsi, l'implémentation d'une stratégie urgente de riposte face à l'expansion de la pandémie a modifié graduellement la routine dans tous les secteurs au Cameroun. La primeur accordée au traitement de la menace a permis de recourir à l'adoption et à l'application des mesures fermes, urgentes, coercitives imposées par l'État au nom de la sécurité.

Dans le secteur économique, l'accroissement exponentiel des fonds alloués à la gestion du coronavirus est un indicateur de sortie de la politique normale. À cet effet, l'urgence de la gestion de la pandémie a conduit le Chef de l'État à créer un fonds spécial de solidarité nationale en avril 2020 d'une enveloppe initiale d'un milliard de Fcfa (*Cameroon Tribune*, 2021). Également, le Cameroun a atteint un fort volume d'endettement dans une période relativement courte. À titre d'exemple, l'État s'est endetté à hauteur de 88 millions d'euros auprès de la BAD dans le cadre du Programme d'Appui Budgétaire en Réponse à la COVID-19 (PABRC). Dans la même lancée, en 2020 pour contenir les conséquences déficitaires occasionnées par la pandémie, le FMI a approuvé un financement de 226 millions de dollars (FMI, 2020).

Dans le secteur sanitaire, le ministre de la Santé publique a procédé à la création d'un numéro vert, le 1510, pour « inciter les populations à alerter en cas de situation douteuse » (MINSANTE, 2020, n.p). Aussi, l'État a créé par décret du Premier ministre des centres spéciaux de prise en charge des patients atteints du coronavirus dans les villes telles que Yaoundé, Douala, Garoua, Bafoussam et Limbé en spécifiant que des centres supplémentaires seront créés dans d'autres villes en cas de besoin (SPM³, 2020).

S'agissant du domaine sécuritaire, les mesures urgentes qui ont été implémentées par l'État reposent sur deux volets spécifiques qui ont trait aux

3. Services du Premier ministre.

dimensions internes et externes de la sécurité. De ce fait, la sécurité interne a trait à une recomposition de la vie sociale sous forme de restrictions qui portaient sur des aspects divers mettant au centre la distanciation physique. Par conséquent, la fermeture de tous les établissements publics et privés de formation (de la maternelle au supérieur), des grandes écoles ainsi que des centres de formation professionnelle a été instaurée. Dans un souci de limitation de la propagation de la pandémie, des restrictions supplémentaires ont été mises en place à l'instar de : l'interdiction des rassemblements de plus de cinquante (50) personnes sur toute l'étendue du territoire national (SPM, 2020), le report des compétitions scolaires et universitaires, notamment les jeux universitaires et les jeux FENASSCO (SPM, 2020), la fermeture systématique des débits de boissons, restaurants et autres lieux de loisirs à 18h (SPM, 2020), l'instauration d'un système de régulation des flux de consommateurs dans les marchés et les centres commerciaux, la restriction sur les déplacements urbains et interurbains, la restriction de la surcharge dans les transports en commun, l'instauration des moyens de communication électroniques et les outils numériques dans les administrations publiques pour les réunions nécessitant plus de dix personnes, l'obligation pour les populations de respecter les mesures d'hygiène et les mesures barrières recommandées par l'OMS notamment le lavage systématique des mains.

Sur le plan extérieur, les restrictions sur la mobilité agissaient également comme des mesures de sécurité. Il s'agissait notamment de la fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes impliquant la suspension des vols en provenance de l'étranger, ainsi que la non-délivrance des visas d'entrée au Cameroun dans les différents aéroports. La suspension des missions à l'étranger des membres du Gouvernement, des agents du secteur public et parapublic (SPM, 2020). À l'observation des faits, l'ensemble des mesures d'urgences déployées pour la gestion de la pandémie confortent l'idée d'une sécuritisation effective du coronavirus au Cameroun. Au vu de l'apparente régression de la menace (taux de létalité déclaré par le MIN-SANTÉ 2 %), on a assisté à une désécuritisation progressive de la COVID-19.

La désécuritisation de la COVID-19 au Cameroun

À l'inverse, la désécuritisation intervient dès lors que les acteurs sécuriti-

sants souhaitent « retirer un enjeu hissé par un processus discursif de sécuritisation au sein d'une sphère de l'exceptionnalité et le ramener au sein de l'espace public, démocratique » (Mouton, 2019, p. 52). Ole Wæver analyse le concept comme un processus qui, à sa préférence, « permet de réintégrer l'objet de sécurité dans le champ routinier de la "politique normale" » (Wæver, 1998, p. 29). D'après Floyd, « la désécuritisation conduit toujours à une politisation » (Floyd, 2010, p. 57). La conceptualisation d'une idée de désécuritisation des menaces à la sécurité a été mise en exergue par Ole Wæver pour qui une priorité majeure des « études de sécurité devrait être les processus de sécuritisation et désécuritisation : quand, pourquoi et comment les élites qualifient les problèmes et les développements de problèmes de "sécurité" » (Lipschutz, 2002, p. 72). Ce retour progressif à la normale a fortement contribué à la désécuritisation de la menace. Les médias favorisent et renforcent en même temps la construction et la déconstruction d'une menace à la sécurité. Ici, la désécuritisation est marquée par une perte progressive d'intérêt des médias au profit d'autres thèmes jugés plus urgents. Le public, quant à lui, tend à se résigner. Par conséquent, l'on assiste à « un intérêt médiatique résiduel et à un désengagement relatif de l'intérêt du public » (Mouton, 2019, p. 61). La désécuritisation de la menace COVID-19 repose sur des éléments factuels qui ont trait à l'allègement progressif des mesures de sécurité imposées par le gouvernement camerounais et la prégnance de la crise insécuritaire qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. À cet effet, l'on a observé une levée progressive des restrictions sur la mobilité, de la diminution de la présence médiatique sur la pandémie dans le traitement de l'information.

À partir de 2022, dans le volet économique, il n'existait plus de section spéciale dans le budget de l'État dédiée à la gestion de la pandémie. Dans la sphère sociale, les mesures relatives à la distanciation physique et au port obligatoire du masque se sont progressivement estompées. L'allègement des conditions de sortie et d'entrée du territoire matérialise la désécuritisation du coronavirus au Cameroun. Les tests PCR n'ont plus systématiquement été exigibles à la sortie du territoire (MINSANTE, 2022). Bien plus, l'on a assisté à une sorte de désécuritisation provenant de l'audience. Concrètement, face au constat de la létalité résiduelle du virus et contrairement aux prédictions qui annonçaient une extermination des Africains par celui-ci, au sein de la population camerounaise, il s'est progressivement installé un désintérêt à observer les mesures barrières. Malgré les annonces successives des différents variants du virus, la population camerounaise a davantage été réticente

tant aux tests qu'aux vaccins contre le virus. Déconstruisant de fait la représentation autour du virus comme indubitablement mortel. La crise insécuritaire sur fond d'irrédentisme et de séparatisme qui a lieu dans les régions dites anglophones est un facteur essentiel, qui a contribué à la désinscription progressive du coronavirus comme principale menace sécuritaire au Cameroun. Au-delà de cette déconsidération progressive, le contexte sécuritaire international est de plus en plus confronté à un ensemble complexe de conflits armés et de tensions géopolitiques qui redéfinissent ainsi l'échiquier de la sécurité internationale. Ainsi, l'on assiste à une sorte de macro-désécuritisation dont les effets, dans les cadres nationaux, impliquent la déconstruction de la COVID-19 au Cameroun. Autrement dit, les conséquences de la recrudescence des conflits armés internationaux observés de nos jours déplacent les priorités dans l'agenda politique national. Au rang de ces conséquences, l'inflation fait figure de facteur explicatif principal de la désécuritisation de la COVID-19 dans le monde et principalement au Cameroun.

Conclusion

La construction de la menace COVID-19 au Cameroun a essentiellement porté sur des déterminants discursifs et pratiques. Analyser le processus de sécuritisation de la COVID-19 dans l'espace camerounais a permis de parvenir à plusieurs conclusions. De prime abord, l'adhésion de l'audience et le déploiement des mesures exceptionnelles ont matérialisé la performativité des discours construits par le Chef de l'État. Par conséquent, le processus reflète une construction réussie de la pandémie en menace sécuritaire existentielle. Couplé à la désécuritisation, le processus de sécuritisation renforce le postulat fondamental de la théorie constructiviste selon laquelle la réalité comme les menaces sont construites et non données par nature. Au demeurant, la sécuritisation comme théorie des études critiques de sécurité se positionne de plus en plus comme le cadre théorique d'analyse pertinent des phénomènes insécuritaires sur la scène internationale.

Références bibliographiques

- APANNEWS. (2020). Le Cameroun met en place un numéro vert contre le coronavirus.
<https://apanews.net/fr/news/le-cameroun-met-en-place-un-numero-vert-contre-le-coronavirus>
- BAD. (Juillet 2020). Programme d'appui budgétaire en réponse à la Covid-19, PABRC.
<https://projectsportal.afdb.org/dataportal/VProject/show/P-CM-K00-010?lang=fr>
- Balle, F. (2006). *Médias et sociétés*. LGDJ.
- Balzacq, S. (2018). Théories de la sécuritisation. *Études internationales*, 49(1).
- Bourbeau, P. (2013). Politisation et sécuritisation des migrations internationales : Une relation à définir. *Critique internationale*, 61(4).
- Berthelet, P. (2014). *Chaos international et sécurité globale. La sécurité en débats*. Publibook.
- Buzan, B., Wæver, O., & de Wilde, J. (1998). *Security: A new framework for analysis*. Lynne Rienner.
- Cameroon Tribune. (2020). Lutte contre le Covid-19. La touche du Président.
<https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/50085/fr.html/lutte-contre-le-covid-19-la-touche-du-president>
- Cameroon Tribune. (Avril 2020). Paul Biya crée un fonds de solidarité.
<https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/31507/fr.html/lutte-contre-le-covid-19-paul-biya-cree-un-fonds-de>
- Coronavirus-statistiques. (2020). Nombre de cas au Cameroun.
<https://www.coronavirus-statistiques.com/stats-pays/coronavirus-nombre-de-cas-au-cameroun/>
- CRTV. (2020). Coronavirus. <https://www.crtv.cm/coronavirus/>
- CRTV. (2020). Covid-19. <https://www.crtv.cm/2021/04/covid-19-2/>
- Floyd, R. (2010). *Security and the environment: Securitisation theory and US environmental security policy*. Cambridge University Press.
- FMI. (Mai 2020). Le conseil d'administration du FMI approuve un décaissement de 226 millions de dollars en faveur du Cameroun pour aider le pays

- à faire face aux répercussions de la pandémie de COVID-19.
<https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/05/04/pr20205-cameroon-imf-exec-board-approves-us-226m-disbursement-address-impact-covid19-pandemic>
- Gerstlé, J. & Piar, C. (2016). *La communication politique*. Armand Colin.
- Iannelli, L. (2020). *La sécuritisation de l'immigration. Le processus de sécuritisation aux niveaux européen et italien* (doctoral dissertation, Université catholique de Louvain).
- Le Gouriellec, S. (2018). Sécuritisation et construction d'un complexe de sécurité régional dans la corne de l'Afrique. *Études internationales*, 49(1).
- Lipschutz, R. D. (2002). *On security*. New York, NY: Columbia University Press.
- MINSANTE. (2022). Allègement des mesures sanitaires pour les voyageurs.
<https://www.ccousp.cm/wp-content/uploads/2022/10/Allègement-des-mesures-sanitaires-pour-les-voyageurs.pdf>
- MINSANTE. (2020). Stop au coronavirus.
https://web.facebook.com/MINSANTE.PageOfficielle/?_rdc=1&_rd
- Mouton, G. (2019). Sécuritisation/Désécuritisation/Securitisation/Desecuritisation. In A. Macleod & P. Bonditti (Dirs.), *Relations internationales. Théories et concepts* (4e éd., pp. 320-350). Athena Éditions.
- OMS. (2020). Covid-19.
[https://www.afro.who.int/sites/default/files/202101/COVID19 INFOS OMS JUILLET 2020.pdf](https://www.afro.who.int/sites/default/files/202101/COVID19%20INFOS%20OMS%20JUILLET%202020.pdf)
- Piar, C. (s.d.). Médias. Encyclopédie Universalis.
<https://www.universalis.fr/encyclopedie/medias>
- PRC. (2020). Discours du Chef de l'État à la nation à la veille de la fête du 20 mai 2020.
<https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/4271-message-du-chef-de-l-etat-a-la-nation-a-la-veille-de-la-fete-du-20-mai-2020>
- PRC. (2020). Message du Chef de l'État à la nation à l'occasion de la fin d'année 2020 et du nouvel an 2021.
<https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/4834-message-du-chef-de-l-etat-a-la-nation-a-l-occasion-de-la-fin-d-annee-2020-et-du-nouvel-an-2021>
- SPM. (20 avril 2020). Arrêté portant création et fonctionnement des Centres

- spéciaux de prise en charge des patients COVID-19.
https://www.spm.gov.cm/site/sites/default/files/arrete_ndeg_041_cab_pm_0.pdf
- SPM. (Mars 2020). Le Cameroun met en place une stratégie gouvernementale de riposte face à la pandémie de coronavirus.
<https://www.spm.gov.cm/site/?q=fr/content/strategie-gouvernementale-de-riposte-face-la-pandemie-de-coronaviruss-covid-19>
- Stritzel, H. (2007). Towards a theory of securitization: Copenhagen and beyond. *European Journal of International Relations*, 13(3), 357-383.
- Tjade, M. (2001). *Démonopolisation, libéralisation et liberté de communication au Cameroun*. L'Harmattan.
- Vigneau, E. (2020). Immigration, médias et sécuritisation au Canada : Une étude de *La Presse* et du *National Post*. *Canadian Journal of Political Science*, 53(4), 902-919.

ACTEURS ET GOUVERNANCE DE LA COVID-19

De la « communication centralisée » de l'État vers une « communication de proximité » sur la COVID-19 : une réflexion à partir de la région de l'Extrême-Nord (Cameroun)

ADRIEN BITOND

Suite à l'apparition de la maladie à coronavirus sur le territoire camerounais en mars 2020, le gouvernement, en droite ligne avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a indiqué une série de mesures barrières à respecter pour lutter contre la propagation de la maladie. Face à cette crise sanitaire d'envergure mondiale, la préservation de la santé des populations est devenue une préoccupation collective (Romeyer et Fox, 2021). Pour y parvenir, l'activité de communication s'est intensifiée avec une prise de parole permanente des membres du gouvernement sur divers médias traditionnels (télévision, radio, presse écrite) et les réseaux sociaux numériques (RSN) pour, entre autres, informer sur les chiffres de la COVID-19 au Cameroun, mais également dresser régulièrement un état des lieux. Selon Berthelot-Guiet et Ollivier-Yaniv (2001, p. 158), « la communication gouvernementale permet à l'État de proposer, à défaut d'imposer, certains changements de mentalités et de comportements que le récepteur-citoyen ou la réceptrice-citoyenne doit intégrer et adopter ».

Le 08 avril 2021, un an après le déclenchement de la crise, le ministre camerounais de la Santé publique, sur son compte X (anciennement Twitter), dresse un bilan provisoire faisant état de 61731 cas confirmés et près de 919 décès. Pour rappel, depuis la fin 2020, est apparue une souche évoluée du coronavirus dénommée SARS-COV-2, réputée plus dangereuse et plus contagieuse (*Cameroon Tribune*, 2020). Pourtant, malgré cette situation de « menace persistante » et les campagnes de communication observées, les

mesures barrières peinent à être respectées au Cameroun (Ndipho Tatou, 2021). À Maroua, capitale de la région de l'Extrême-Nord, on était encore dans le déni de la maladie (Bitond, 2021), lorsqu'il n'est pas mentionné l'argument d'un complot européen contre l'Afrique.

Face à la crise de la COVID-19 et aux comportements « contraires » observés au sein de la population, cet article interroge la pertinence des dispositifs de communication mis à contribution dans la lutte contre la pandémie. Concrètement, quels enseignements se dégagent de la communication gouvernementale autour de la COVID-19 au regard du déni encore d'actualité? Pour y répondre, nous avançons l'idée selon laquelle la communication gouvernementale est depuis le début de la crise restée « hyper-centralisée ». En convoquant les travaux sur la différence culturelle (Wieviorka et Ohana, 2001; Saskia Sassen, 2001), ce travail montre que le schéma de la communication adopté par l'État du Cameroun reste un « modèle générique et globalisé » qui ne permet pas de prendre en compte les spécificités sociales et culturelles (Mawoune, 2021; Caune, 1995) des populations-récepteurs.

La démarche méthodologique s'inscrit dans une approche compréhensive. Elle s'appuie d'une part sur une analyse documentaire (analyse des discours audiovisuels, écoute des messages radio et analyse de la presse écrite) pour rendre compte à la fois des discours et des acteurs qui se sont illustrés par des prises de parole officielles durant cette période. Par ailleurs, nous avons mené une quinzaine d'entretiens semi-dirigés (Bonneville, Grosjean et Lagacé, 2007) auprès des populations de la ville de Maroua d'une part et d'autre part auprès des populations des zones rurales en périphérie du centre urbain.

Cette recherche montre que face à la crise de COVID-19, le gouvernement camerounais a mobilisé divers canaux médiatiques pour intensifier la sensibilisation sur la nécessité du respect des mesures barrières prônées par l'OMS. Cependant, elle rend compte des limites de cette action communicationnelle qui n'est restée que trop « verticale » et prescriptive, ce qui a laissé certaines couches de la population en marge du combat mené contre la COVID-19.

La communication gouvernementale autour de la COVID-19 ou la mise en scène d'une « communication d'injonction »

Le coronavirus a bousculé l'agenda des gouvernements. Mais encore, il a imposé à ces derniers de tenir des communications en permanence sur la situation de crise sanitaire. Au Cameroun, le plus haut sommet de l'État s'est saisi de la situation pour interpeller les citoyen-ne-s sur les mesures à observer dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Alors que bien souvent « la distance du chef de l'État du Cameroun vis-à-vis des journalistes et de la presse intrigue une part significative des médias nationaux » (Mbarga, 2019, p. 80), le président de la République s'est adressé à ses compatriotes via ses plateformes numériques (Facebook et X, anciennement Twitter) au sujet de l'épidémie Coronavirus, un message relayé dans les médias traditionnels à l'instar du quotidien gouvernemental *Cameroon Tribune*.

Selon le journal officiel, « cette sortie renseigne sur la gravité de la situation dans le monde, et appelle à un changement de comportement dans la vie quotidienne. [...] En effet, les Camerounais, souvent chaleureux et affectueux dans leurs liens quotidiens, doivent désormais éviter des contacts étroits » (*Cameroon Tribune*, 2020, p. 6).

Dans la même perspective visant à interpeller les populations, le Premier ministre, Chef du gouvernement a pris la parole pour informer quant aux dispositions prises par le gouvernement en vue de lutter contre la propagation du coronavirus. Ainsi, dans un discours retransmis à la CRTV, la chaîne de télévision publique, Joseph Dion Ngute affirme : « le Cameroun, au même titre que de nombreux États dans le monde, n'est pas épargné par cette pandémie. Dès les premières heures de son apparition, le Gouvernement a mis en œuvre un plan de prévention et de riposte visant à endiguer la propagation de cette endémie ». Repris par les journaux, ledit plan de prévention rappelle une série de mesures instruites par le Chef de l'État.

D'autres membres du gouvernement se sont également exprimés dans l'espace public dans la perspective de soutenir la position des pouvoirs publics dont l'objectif est d'encourager les populations à adopter les mesures barrières à l'instar de l'observation stricte des mesures d'hygiène recommandées par l'Organisation mondiale de la santé, à savoir se laver régulièrement les mains au savon, éviter des contacts rapprochés tels que se serrer les

maines ou s'embrasser, etc. Dans cette perspective, les sorties du ministre de la santé sont à relever. Sur son compte X (anciennement Twitter), le 26 février 2021, Manaouda Malachie indique : « Au regard de la situation qui devient de plus en plus préoccupante, je voudrais recommander à tous de redoubler de vigilance, en adoptant les comportements qui nous ont permis aux mois de mai/juin 2020, d'infléchir la courbe de transmission du Covid-19. Portons nos masques!!!! ».

S'il est vrai qu'avec « le développement du numérique, l'État en Afrique se voit parallèlement poussé à développer sa communication sous des formes qui lui étaient jusqu'ici inhabituelles, la nécessité est d'autant plus perceptible face à la pression venant d'une population devenue à son tour productrice d'information » (Cabedoche, 2020, p. 7-8). Ainsi, les pouvoirs publics ont mobilisé divers canaux de communication, y compris les réseaux sociaux numériques, pour fournir des informations sur l'évolution de la situation de crise liée à la COVID-19. Pourtant, si du point de vue quantitatif on a pu observer un flux abondant de discours sur le coronavirus émis par le plus haut sommet de l'État, on note cependant que dans certaines villes à l'instar de Maroua, ville cosmopolitique et universitaire à dominante musulmane (Lasseur, 2005), chef-lieu de la Région de l'Extrême-Nord, au-delà des dispositions prônées par le gouvernement, salutations et proximité restent de mise (Bitond, 2021).

Certains travaux tentent d'apporter des explications à la résistance observée dans l'espace social face à la communication gouvernementale. Aussi, selon Bitomol et Moncher Nsangou (2021, p. 186), « la communication de prévention, telle que mise en œuvre pour impliquer les populations dans le respect des mesures de lutte contre le nouveau coronavirus au Cameroun, est présenté comme un discours prescriptif, vertical et injonctif qui a produit des représentations nouvelles de la maladie, ainsi que des réticences avec le dispositif institutionnel de riposte à la Covid-19 ». Cette lecture de la communication des pouvoirs publics semble se vérifier si l'on s'en tient à la réalité observée et vécue à Maroua. Dès les premiers jours qui ont suivi l'annonce faite par le Premier ministre portant sur la stratégie gouvernementale de riposte contre la pandémie à coronavirus, on a pu observer installés, dans certains endroits dans les rues de Maroua, des dispositifs permettant de se laver les mains au savon. Pour être plus précis, il convient d'indiquer que ces dispositifs sont installés pour la plupart devant des commerces (bars, restaurants, boutiques, etc.). Cette mise en place est loin d'être anodine. Comme le montre Bitond (2021), quelques aspects méritent d'être pris en considération

pour une meilleure compréhension de la réalité. D'abord, les individus propriétaires de commerces occupent les trottoirs pour mener leurs activités. Ils ont, chacun en ce qui le concerne, disposé à l'entrée de leur lieu de commerce, d'un seau d'eau et du savon pour le lavage des mains; une condition préalable pour accéder à l'espace marchand. Ce comportement quasi généralisé et qui va en droite ligne avec les prescriptions de l'État n'est cependant pas anodin. Cette promptitude laisse penser que les acteurs sont soucieux et soutiennent le combat mené par le gouvernement. Elle s'apparente ainsi à une manifestation de l'appropriation de l'action publique par les populations. Pourtant, en s'inscrivant dans une approche compréhensive telle que pensée par Claude Javeau (1989), il est possible de restituer, avec plus ou moins de bonheur, le sens que les acteurs donnent à leurs actions. En effet, elle permet de « savoir ce qu'Autrui fait, pour quelle raison il le fait, pourquoi il le fait à tel moment particulier et dans ces circonstances particulières » (Shütz, 1987, p. 75). Au sujet du dispositif (seau d'eau et savon) pour le lavage des mains installé à l'entrée du restaurant qu'elle gère au quartier Domayo, Alima, une jeune dame d'une trentaine d'années soutient : « On dit que c'est quelque chose qui a été imposé par la commune. Si on ne pose pas le seau d'eau comme ça, le boss va être sanctionné. Et si le patron est sanctionné, moi je vais perdre mon travail. Quand j'arrive le matin, c'est d'abord ce que je fais : mettre de l'eau et du savon dehors ».

Mohamadou, propriétaire d'une boutique dans le centre urbain mentionne : « on a entendu dire que la commune va passer pour le contrôle. On sait qu'il vaut mieux éviter d'avoir les problèmes avec eux. C'est pour cette raison, vous voyez, que les gens ont préféré mettre de l'eau et du savon avant même le passage de la communauté. On a anticipé (rires) ».

Ainsi, la crainte d'être sanctionné par les pouvoirs publics semble être ce qui motive les individus à adopter certaines des mesures prescrites par le gouvernement, en l'occurrence le lavage des mains dans les lieux publics. Au-delà, ces propos des individus interviewés permettent de relever un aspect qui nous semble structurant dans notre analyse : « on a entendu dire... » ou encore « on dit que c'est quelque... » constituent de notre point de vue des marqueurs de l'imprécision, ou encore de la rumeur, ce que Duasengue Ndundu Ekambo (1985) nomme « Radio-trottoir ». Cette dernière, selon l'auteur, participe de la compréhension du champ sociopolitique en ce qu'elle constitue une alternative de communication en Afrique contemporaine.

Si le lavage des mains semble connaître un apparent succès, le port du

cache-nez peine à susciter autant « d'enthousiasme ». Au contraire, certains individus expriment le malaise qu'ils ont à respecter les consignes gouvernementales. C'est le cas par exemple de Mathieu, un conducteur de moto-taxi dans la ville de Maroua. Il affirme : « la police est déjà dehors pour déranger avec cette histoire de porter le cache-nez pourtant on dit que la maladie n'est pas ici ». Pour comprendre le propos de cet individu, il convient de rappeler que depuis le 13 avril 2020, les autorités en charge de la lutte contre l'épidémie de coronavirus ont décidé de généraliser le port du cache-nez dans tous les espaces publics. Ainsi, la présence, un mois plus tard, des agents de la police dans la plupart des carrefours de la ville s'inscrit dans la logique de « surveiller et punir » les transgresseur·euse·s. Le port du masque facial chez Mathieu s'inscrit moins dans l'ordre de l'appropriation ou plutôt de l'acceptation des mesures barrières édictées par l'action gouvernementale que dans l'univers de la coercition. La contrainte ici se révèle être au cœur des transformations sociales (Elias, 2003).

Tout comme le port du cache-nez, la distanciation sociale imposée par la crise reste encore très peu observée au cours des interactions dans les espaces ouverts au public (Bitond, 2021). Cette réalité qui, de notre point de vue, s'apparente à une contradiction fonde avec intérêt le questionnement sur la validité des dispositifs de communication mobilisés par les autorités dans le cadre de la crise sanitaire causée par le coronavirus. La communication est une composante essentielle en matière de santé publique, rappellent Bitomol et Moncher Nsangou (2021). Ainsi, dans le cadre de la crise de COVID-19 telle que vécue au Cameroun et plus précisément à Maroua, au regard des développements précédents, il est pertinent de poser la question de savoir si l'État a parlé avec ses populations ou a-t-il simplement parlé à ses populations?

Parler avec ses populations, un impératif dans la gestion de la crise de COVID-19

En Afrique, « on parle avec quelqu'un. On ne parle pas à quelqu'un. Communiquer sur une question d'intérêt général, c'est donc communiquer avec lui sur la question, et non communiquer sur la question à son intention » (Mahy, 2012, p. 46). En d'autres termes, le projet de communication sur la sécurité sanitaire des populations pose le problème de la participation de ces der-

niers dans le processus. En effet, soutenir l'idée de la nécessité de communiquer avec les citoyen-ne-s sur des questions d'intérêt général, c'est créer un espace de communication (physique ou virtuel) favorable aux échanges et interactions. L'espace pour les géographes par exemple apparaît comme non seulement un cadre naturel, mais aussi un lieu de production sociale, où se déploie toute la complexité des actes sociaux (Brunet, 1992). Les sciences de l'information et de la communication questionnent également l'espace. D'ailleurs, au-delà de l'intérêt qu'elles accordent à l'espace, elles y trouvent leur essor, voire leur condition d'existence. Ce point de vue se confirme dans les propos de certains auteurs, dont Bernard Lamizet. Il souligne en guise d'introduction à son ouvrage que :

Les sciences de l'information et de la communication se pensent dans l'espace; la rencontre de l'autre, moment fondateur de l'expérience de la communication est, en même temps, le moment fondateur de l'espace pour le sujet : c'est parce qu'il rencontre l'autre à l'horizon de son regard qu'il se sait dans un espace de sociabilité (Lamizet, 2002, p. 9).

L'espace apparaît donc comme le socle des processus de communication dans le champ social. Les propos tenus par certains individus rencontrés lors de nos enquêtes de terrain semblent conforter l'idée selon laquelle l'expérience de communication s'enracine dans la rencontre avec l'autre.

Lorsque des individus se trouvent en des circonstances qui n'exigent pas que des paroles soient échangées, ils s'engagent néanmoins, qu'ils le veuillent ou non, dans une certaine forme de communication. C'est que dans toute situation, une signification est assignée à des éléments qui ne sont pas nécessairement associés à des échanges verbaux : « il faut entendre par là l'apparence physique et des actes personnels tels que l'habillement, le maintien, les mouvements et les attitudes, l'intensité de la voix, les gestes comme le salut ou les signes de la main, l'ornementation du visage et l'expression émotionnelle en général » (Goffman, 1981, p. 267).

De ce qui précède, il est possible d'admettre que, en favorisant l'émergence de véritables espaces de communication, on prend en compte, au-delà des énoncés, tout comportement qui émet du sens. Ainsi, l'adhésion, la réticence ou encore le rejet des individus face aux propositions formulées par les pouvoirs publics peut, dans un cadre de communication, être dans une certaine mesure « perçu ». L'absence d'un tel cadre d'échange dans le processus

de lutte contre le coronavirus dans la ville de Maroua constitue un frein à l'atteinte des objectifs visés par le gouvernement. Habiba, habitante de Gwodola, un petit village en périphérie de Maroua, affirme :

On parle de changement. On voudrait que les gens d'un village qui mangent ensemble, travaillent ensemble, vivent en communauté changent tout d'un coup leurs manières de faire et on ne prend même pas la peine de se rapprocher pour mieux expliquer ce qu'il faut faire et pourquoi il faut le faire. Dans mon petit village où je vis avec mes parents, même le chef qui représente les autorités n'en savait pas grand-chose, du coup c'était difficile de mettre en pratique les mesures barrières.

À la suite de cette interviewée, Etienne, un habitant de Kongola, petit village situé à environ 10 km du centre urbain précise :

Le fait que ce sont les gens du gouvernement qui parlaient à la télévision, on s'est dit que la maladie était pour les gens du Sud. Je n'ai pas vu des gens pour venir parler avec nous de cette nouvelle maladie. C'est vrai que quelqu'un a sillonné le quartier avec un mégaphone pour dire qu'on doit porter le cache-nez et qu'on doit éviter de se saluer en se serrant la main et même de sortir. Mais au village, on ne comprenait pas pourquoi on ne doit plus se saluer. Quand une autorité venait pour contrôler, on se couvrait le visage avec des morceaux de pagne, une fois partie, on les enlevait.

De ce qui précède, on observe que la stratégie de communication mise en place par le gouvernement ne favorise pas une communication de proximité avec les populations qui vivent dans les localités. Par ailleurs, ce propos invite à prendre en compte un aspect qui nous paraît assez révélateur : la distance. En effet, le terme « les gens du gouvernement » peut être saisi dans ce contexte de plusieurs façons. En premier, il renvoie à ces personnes qui occupent une fonction au sommet de l'État et qui, la plupart des cas, ont pour lieu de résidence professionnelle ou non, la capitale Yaoundé. Cette première interprétation permet ainsi de saisir le sens donné à ce terme. Les « gens du gouvernement » ne vivent pas à Maroua avec nous, encore moins dans les villages situés en périphérie. Autrement dit, ils sont éloignés de nous. Dès lors, l'interprétation selon laquelle les « gens du gouvernement » parlaient d'un sujet qui concerne les populations – partageant le

même espace de vie qu'eux – paraît compréhensible. Une telle lecture invite, dans le processus de communication en temps de crise, à penser « rigoureusement » le schéma de la communication, précisément la figure de l'émetteur. Comme nous l'avons montré *supra*, la communication gouvernementale autour de la stratégie de lutte contre la COVID-19 est restée très prescriptive et injonctive, prenant « parfois la forme d'une décision de justice consistant à mettre à la disposition du public des informations sous forme de normes sur les mesures de prévention » (Bitomol et Moncher Nsangou, 2021, p. 190). Bien qu'ayant mobilisé les canaux traditionnels et/ou numériques de communication, on observe que les populations réceptrices n'ont été que très peu prises en compte. En Europe par exemple,

La question de la participation des citoyens à la gestion de crise s'est peu à peu immiscée dans l'agenda politique, notamment récemment avec la gestion de la pandémie de Covid-19. En témoignage une annonce du Parlement francophone bruxellois le 3 juin 2021 invitant les Bruxellois et Bruxelloises à participer à sa prochaine commission délibérative participation citoyenne pour débattre ensemble de « la manière dont les citoyennes et citoyens bruxellois envisagent leur rôle dans la prévention, la communication, la gestion d'une crise et son évaluation » (Fallon et Thiry, 2021, p. 11).

Ainsi, ces auteurs nous renseignent sur la volonté des pouvoirs publics à favoriser la participation citoyenne à l'action gouvernementale en contexte de crise. Si le monde entier a été surpris par la crise sanitaire causée par le coronavirus, imposant dans divers pays à l'instar de la France une prise de décisions « très verticales », il n'en demeure pas moins que des efforts pour associer les citoyen-ne-s ont été observés par exemple à Grenoble.

Pendant la crise sanitaire, les décisions ont été très verticales semblant parfois déconnectées des difficultés de terrain. Pour ajuster ses actions, la cellule de coordination « Covid-19 » de Grenoble, composée d'élus et d'agents a mis sur pied une convention citoyenne. De novembre 2020 à avril 2021 une vingtaine d'habitants, différents d'une séance à l'autre, à partir d'un panel de 260 personnes, se sont réunis un matin par mois (lagazettedescommunes.com, 31.08.2022).

Ainsi, la communication de proximité (Libaert, 2001) se révèle un enjeu majeur dans la gestion de la crise de COVID-19. Même si cette dernière a

constitué un défi majeur à relever, certains acteurs dans la stratégie de lutte contre le coronavirus ont fait le choix du risque. À en croire le directeur de la mission « démocratie locale », Diego Fernández Varas, « impliquer les citoyens dans la gestion de la crise était un pari un peu fou ! Le concept de crise étant quelque peu antinomique avec la participation ». Pourtant, « la convention citoyenne a aussi aidé à rendre certaines mesures encore plus efficaces » (lagazettedescommunes.com, 31.08.2022).

Au Cameroun, la présence de l'État est fortement perceptible. À l'opposé de l'expérience de Grenoble en France où la localité a bénéficié d'une contribution des populations dans la lutte contre la pandémie, à Maroua, l'appareil de l'État à travers ses divers leviers a plutôt consisté à surveiller et punir. Cette présence de l'autorité publique est donc, en quelque sorte, un rappel sur la place de l'État dans l'organisation de la vie sociale. Pourtant, face à l'épreuve de la globalisation, l'État, comme le souligne Saskia Sassen (2001, p. 323-334), « n'est plus le siège unique de la souveraineté et de la normativité qui l'accompagne ». En effet, d'autres acteurs, depuis les Organisations non gouvernementales et les populations minoritaires jusqu'aux organisations supranationales, apparaissent de plus en plus comme des sujets qui participent activement à la vie des institutions étatiques. On peut également évoquer cette « nouvelle » configuration des rapports entre l'État organe central et la périphérie constituée par les divers découpages territoriaux. Étudiant la communication urbaine, Alain Mons montre bien que « désormais, un transfert de pouvoir a lieu de l'État vers les collectivités territoriales » (Mons, 1992, p. 65).

Conclusion

Cette recherche a tenté de questionner la pertinence des dispositifs de communication mis à contribution dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 au Cameroun. Des travaux menés, certains montrent que, malgré les efforts mobilisés par le gouvernement dans l'optique de préserver les populations en limitant les risques de propagation de la maladie, les comportements prônés par les pouvoirs publics n'ont pas toujours été respectés, ce malgré la communication permanente via divers canaux (traditionnels et numériques). À partir des observations et des entretiens faits à Maroua, nous avons voulu montrer que les pratiques communicationnelles mises en action par les pou-

voirs publics avaient un caractère globalisant. Ce travail parvient aux résultats selon lesquels le gouvernement dans sa stratégie de lutte contre la pandémie de COVID-19 a plus parlé à ses citoyen-ne-s. Cette logique qui met en permanence en relief certains attributs du pouvoir (injonction, surveillance, punitions, autorités, etc.) n'a pas permis d'atteindre les objectifs visés, c'est-à-dire obtenir une adhésion « réelle » des populations à adopter les mesures barrières édictées par le gouvernement. En revanche, l'idée de mener une communication de proximité qui prend en compte les citoyens-récepteurs ou les citoyennes-réceptrices en favorisant la participation de ces derniers semble pertinente et fructueuse. En définitive, le point de vue que nous défendons est celui d'une « décentralisation de la communication » par les pouvoirs publics : « Telles qu'existent les communes, les départements et les régions, il semble légitime de mettre en place une stratégie d'information et de communication pour les citoyens, membres de ces collectivités territoriales » (Leyval-Granger, 1999, p. 41). Si la stratégie globale mise en place par le pouvoir central peut permettre de définir les grandes lignes, ainsi que les objectifs à atteindre, il serait judicieux de promouvoir une véritable participation locale en s'appuyant notamment sur les élus locaux d'une part, mais aussi sur toutes les formes d'organisations qui favoriseraient la participation des citoyen-ne-s, à l'instar des associations communautaires. Ces dernières qui se mobilisent dans les foyers sont pour ainsi dire des espaces publics de proximité qui participent au niveau local à la formation de l'esprit démocratique des citoyen-ne-s (Bitond, 2009). Car,

Comment concevoir que les citoyens ordinaires puissent revendiquer [ou participer à] la gestion collective des affaires de la cité au niveau national [...] s'ils ne s'exercent pas dans la gestion des choses plus « simples », où il est plus aisé de voir le bout de ses actes et de cerner les responsabilités individuelles et collectives? (Bertho et Sintomer, cité par Bitond, 2009, p. 96).

Références bibliographiques

Berthelot-Guiet, K., & Ollivier-Yaniv, C. (2001). « Tu t'es vu quand t'écoutes l'État? » Réceptions des campagnes de communication gouvernementales :

- Appropriation et détournement linguistique des messages. *Réseaux*, 108(4), 155–178. <https://www.cairn.info/revue-2001-4-page-155.htm>
- Bitomol, M. B., & Moncher Nsangou, M. (2021). Le Cameroun au défi de la participation communautaire dans la riposte à la Covid-19. In P. Ongolo Zogo, A.-C. Zoung-Kanyi Bissek, M. M. Nsangou, S. Batibonak, C. Bonono-Momnougui, & B. A. Bitouga (Eds.), *Stratégies gouvernementales, endogénéisation de la prévention et mobilités posturales* (pp. 183–198). Éditions Monanges.
- Bitond, A. (2009). *Formation et structuration d'un micro espace public villageois en milieu urbain : Analyse des stratégies actantielles dans les foyers socioculturels* (Mémoire de master 2, Université de Douala).
- Bitond, A. (2021). Perceptions locales des mesures gouvernementales autour de la Covid-19 et logiques comportementales : L'exemple de Maroua au Cameroun. In P. Ongolo Zogo, A.-C. Zoung-Kanyi Bissek, M. M. Nsangou, S. Batibonak, C. Bonono-Momnougui, & B. A. Bitouga (Eds.), *Covid-19 au Cameroun : Savoirs, imaginaires collectifs et complexifications des habitus en post-pandémie* (pp. 81–94). Éditions Monange.
- Bonneville, L., Grosjean, S., & Lagacé, M. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*. Chenelière Éducation.
- Brunet, R. (1992). *Les mots de la géographie*. Reclus.
- Cattiaux, S. (2022, août 31). Comment, à Grenoble, une convention citoyenne a aidé à gérer la crise sanitaire. *La Gazette des communes*. <https://www.lagazettedescommunes.com/821510/comment-a-grenoble-une-convention-citoyenne-a-aide-a-gerer-la-crise-sanitaire/>
- Elias, N. (2003). *La civilisation des mœurs*. Pocket.
- Fallon, C., & Thiry, A. (2021). Associer les citoyens à la gestion de crise? *La Revue Nouvelle*, 8, 11–18. <https://doi.org/10.3917/rn.218.0011>
- Lamizet, B. (2002). *Le sens de la ville*. L'Harmattan.
- Mawoune, W. (2021). Discours et représentations sociales de la Covid-19 à l'Extrême-Nord Cameroun : Facteur de propagation du virus? In P. Ongolo Zogo, A.-C. Zoung-Kanyi Bissek, M. M. Nsangou, S. Batibonak, C. Bonono-Momnougui, & B. A. Bitouga (Eds.), *Covid-19 au Cameroun : Savoirs, imaginaires collectifs et complexifications des habitus en post-pandémie* (pp. 31–44). Éditions Monange.
- Ndipho Tatou, C. K., Zoung-Kanyi Bissek, A. C., & Teh Monteh, C. S. (2021). Facteurs de réticences aux mesures de prévention et représentation de la Covid-19 dans la région du Centre-Cameroun. In P. Ongolo Zogo, A.-C.

Zoung-Kanyi Bissek, M. M. Nsangou, S. Batibonak, C. Bonono-Momnougui, & B. A. Bitouga (Eds.), *Covid-19 au Cameroun : Savoirs, imaginaires collectifs et complexifications des habitus en post-pandémie* (pp. 95-108). Éditions Monange.

Romeyer, H., & Fox, S. (2021). Crises sanitaires : Enjeux sociétaux et organisationnels. *Communiquer*, 32. <https://doi.org/10.4000/communiquer.8423>

Gestion communicationnelle de la crise de la COVID-19 au Cameroun et enjeux de dominance dans l'action publique économique

LYDIANE TSAYEM ET MARIE CHRISTELLE KOA OTTO

Introduction

Le 16 novembre 2019, une province de la Chine centrale, Hubei, fait face à un virus, le coronavirus SARS-CoV-2. Lorsque la ville est mise en quarantaine en janvier 2020, la maladie infectieuse a déjà traversé les frontières, conférant à l'épidémie une dimension mondiale. Au-delà des 6,9 millions de morts recensés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les États font désormais face à une crise sanitaire majeure dont les effets interrogent jusqu'aux formes de *gouvernementalité* politique (Foucault, 1954-1988), aussi bien passées que présentes.

Les premières initiatives dans le monde sont centrées sur l'urgence sanitaire, la communication et la sensibilisation pour l'adoption des mesures de contention, ou encore l'appel aux solidarités nationales. Peu à peu cependant, les mesures mêmes adoptées contre la crise sanitaire déclenchent une crise économique dont la nature et les contours ne sont visibles qu'*a posteriori*. Au plan international, le ralentissement simultané des échanges mondiaux fait entrevoir, selon la Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), une importante récession¹. À l'échelle régionale, la

1. Propos de Kristalina Georgieva tenus le 23 mars 2020 au cours d'une téléconférence des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G20, <https://www.melchior.fr/synthese/1-impact-de-la-crise-du-coronavirus-sur-l-economie-mondiale>, consulté le 10 mars 2023 à 8h24.

dépendance des économies d'Afrique centrale à certains secteurs économiques ou activités d'exportation a contribué à renforcer les effets économiques et sociaux de la crise Covid-19. C'est dans ce contexte que le ministre du Commerce au Cameroun révèle le 25 juin 2020, au cours d'un conseil de cabinet, que le volume global des échanges commerciaux a reculé de 16 % au cours du premier semestre². Ce qui apparaît désormais comme une crise économique se laisse voir à travers les effets qu'elle génère d'une part, et d'autre part, par la médiation à laquelle elle donne lieu.

Relativement aux premiers, ils sont amplement scrutés et rendus visibles par les médias. Ainsi, le journal *Le Monde Afrique* évoque « la détresse des producteurs face au Covid-19 »³. Le magazine *Actu Cameroun*, lui, décrit le manque à gagner de commerçants spécialisés dans la revente de produits importés de Chine, dont l'activité est paralysée depuis le confinement⁴. L'accroissement de l'insécurité alimentaire du fait de la perturbation de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, la flambée des prix des denrées alimentaires et la spéculation sur le marché comme conséquences directes de la crise, ou encore la difficile implémentation des mesures de contention de l'épidémie dans les marchés⁵, constituent autant de thématiques traitées.

L'activité de médiation, quant à elle, rend davantage compte d'un malaise entre les opérateurs économiques et l'État à travers l'action mise sur pied par le gouvernement. Ainsi, le Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM⁶) produit, entre avril et juin 2020, deux rapports, qui décrivent une perception négative à court terme des effets de la Covid-19 par les dirigeants

2. <https://www.mincommerce.gov.cm/fr/face-aux-effets-du-coronavirus-le-min-commerce-preconise-de-renforcer-les-echanges-regionaux>, consulté le 10 mars 2023 à 7h33.

3. Journal *Le Monde*, in <https://information.tv5monde.com/afrique/coronavirus-leconomie-camerounaise-durement-touchee-par-la-pandemie-37284>, consulté le 10 mars 2023 à 7h11.

4. <https://actucameroun.com/2020/03/12/commerce-le-coronavirus-fait-des-victimes-a-douala/>, consulté le 10 mars 2023 à 9h01.

5. <https://www.voaafrique.com/a/risque-très-élevé-d-une-crise-alimentaire-au-cameroun-à-cause-du-covid-19/5467699.html>; <https://cameroonbusiness today.cm/articles/1973/fr/produits-de-grande-consommation-quand-la-speculation-sinvite-a-la-table>; <https://fr.sputniknews.africa/20200528/covid-19-au-cameroun-les-marches-cimetieres-des-mesures-barrieres-1043855424.html>, pages consultées le 10 mars 2023 à 9h26.

6. Depuis sa fusion le 5 avril 2023 avec un autre groupement patronal, Entreprises du Cameroun (ECAM), le GICAM porte désormais le nom de Groupement des Entreprises du Cameroun (GECAM).

interrogés. Par la suite, il révèle que 69 % d'entre eux sont insatisfaits quant aux mesures prises par le gouvernement. Ainsi, en dépit des annonces faites par ce dernier depuis le début de la crise, les entreprises de taille moyenne, et plus spécifiquement certains secteurs d'activité (hébergement, informatique, restauration, télécommunications...) affirment attendre davantage de mesures relatives à la fiscalité (76,8 %), dans les domaines douanier et social.

C'est le double caractère conjoncturel et perturbateur des effets économiques induits par la crise Covid au Cameroun d'une part, et d'autre part, les tensions dont rend compte la perception des entrepreneurs relativement à l'action de l'État, qui ont servi de base à cette recherche. Ces traits dessinent en filigrane la dimension gestionnaire des crises, dans un contexte où l'événement à l'origine du dysfonctionnement génère des incertitudes structurelles ainsi que des interactions, à l'origine elles-mêmes de nouvelles tensions. L'enchaînement en contexte camerounais de la crise sanitaire, et ensuite de la crise économique, constitue un ensemble d'événements ouverts qui rendent visible par la suite une crise larvée, dont il n'est pas aisé de saisir les contours (Mayer, 1992). De fait, bien que considérant l'approche événementielle de la crise comme explicative des dysfonctionnements observés, nous privilégions l'approche processuelle qui considère celle-ci comme un « processus de déstabilisation de l'organisation dans lequel vont s'engager brutalement plusieurs acteurs et plusieurs enjeux souvent éloignés du champ d'attention et de transactions habituel de l'organisation » (Roux-Dufort, 1999, p. 90). Cette recherche se donne ainsi pour objectif de décrire, de comprendre et d'analyser la gestion communicationnelle par l'État camerounais de la crise de la Covid-19 dans le champ économique. Ce faisant, elle interroge les médiations auxquelles cette crise a donné lieu. Enfin, elle tente de comprendre les tensions et stratégies discursives qu'elle a générées. Les questions sont dès lors les suivantes : comment se structure la communication de crise de l'État camerounais à l'endroit des opérateurs économiques durant la crise Covid-19? Quelles sont les formes de cette communication? Que révèle cette stratégie des rapports et interactions entre acteurs de l'écosystème économique camerounais?

L'hypothèse centrale de ce travail est que la communication de crise de l'État camerounais à l'endroit des opérateurs économiques s'est structurée autour de trois phases, qui n'ont pas permis de rendre lisible l'action de celui-ci. Par ailleurs, elle s'est caractérisée par des cadres et des formes de communication top-down, qui visent à légitimer l'accès de l'État aux ressources politiques, symboliques et financières générées par le contexte de

crise. Enfin, nous postulons que la polarisation à laquelle cette communication a donné lieu rend compte d'un transfert socio-culturel (Delanoë et Moro 2016). Ainsi, dans la négociation de l'accès aux ressources sur lesquelles l'État agit en situation monopolistique (Bayart, 1999; Dufour, 2010; Bourdieu, 2010), les acteurs institutionnels transposent dans la crise présente des représentations tributaires des grands affrontements idéologiques qui traversent la sphère économique camerounaise.

Divers travaux ont fait état de la gestion de la crise Covid -19 au Cameroun (Noubiap, 2020; Tsanga, 2020; Mboua *et al.*, 2021; Ndibnu-Messina et Kouankem, 2021; Kuete *et al.*, 2021). Ils abordent diversement la problématique avec des perspectives issues de la psychologie, de la santé et plus particulièrement des pratiques médicales, de l'éducation, de la gestion, etc. Dans le champ économique, les recherches existantes se sont intéressées à l'impact économique de la Covid-19 (Abe 2021; Kemajou Njatang 2021), aux solutions fiscales implémentées (Kouam 2021), ou aux incidences économiques et sur l'emploi de la crise (Biwole, 2021; Eka, 2021). Dans le champ des SIC enfin, les travaux se sont structurés autour du rôle des dispositifs médiatiques ou publicitaires en période de crise (Djofack et Bien A Ngon, 2020; Anaba A. D., et Anaba V. A., 2022). L'adaptabilité des stratégies mises en œuvre par les acteurs économiques face à la crise ou à ses épiphénomènes (Eva'ah, 2020; Amang A Ngon, 2023), la pertinence des choix de communication en matière de communication publique (Biboum et Essono, 2020; Mbassi et Nkene Ndeme, 2023), ou encore le traitement médiatique de l'action gouvernementale (Ndoumbe, 2022). Cette recherche se différencie cependant des précédentes, dans la mesure où, plutôt que de s'intéresser à la crise et ses corollaires en tant qu'évènement, nous pensons que la crise s'origine, se construit et se transforme au gré de processus latents dans l'organisation. Ainsi, plutôt qu'une approche linéaire des crises qui ne sauraient rendre compte de la transformation d'une crise mondiale en problème local ainsi que des tensions que celle-ci a générées, nous privilégions une approche processuelle et systémique (Roux-Dufort, 1999; Forgues, 1996; Pündrich *et al.*, 2009).

Méthodologie

Nous nous sommes appuyées pour ce faire, dans un premier temps, sur

un corpus constitué de 15 documents publiés (communiqués, rapports de conseils de cabinets, déclarations spéciales, allocutions) par les institutions étatiques ou leurs représentants à destination des acteurs économiques dans le cadre de la crise. Nous y avons associé l'observation des sites web, et des pages sur les réseaux sociaux numériques (Facebook, Twitter) d'institutions telles que le ministère des petites et moyennes Entreprises, de l'Économie sociale et de l'Artisanat (MINPMEESA), du ministère du Commerce (MINCOM), du ministère des Finances (MINFI), du Secrétariat du Premier ministre (SGPM), ou encore du ministère de la Santé (MINSANTE) alors en charge de la mise en œuvre des stratégies visant à endiguer la crise sanitaire. Cette observation s'est faite dans la période délimitée du 1er janvier 2020 au 1er janvier 2021. Nous nous sommes également appuyées sur dix entretiens semi-directifs, dont 5 adressés à des institutionnels en charge de l'accompagnement d'entrepreneurs, et 5 réalisés avec des chefs d'entreprise de la ville de Yaoundé.

Ces documents et contenus, ainsi que l'observation des plateformes digitales de communication de ces institutions, nous ont ainsi permis de saisir les objectifs, les stratégies et les destinataires de la communication de l'État. L'ensemble du corpus ainsi constitué a été soumis d'une part à l'analyse de contenu manuelle afin de faire ressortir les associations opérées par les émetteurs, d'une part. D'autre part, nous avons effectué une analyse thématique afin de mettre en perspective les différentes phases, stratégies et thématiques de la crise, visibles dans les discours organisationnels (Oger et Ollivier-Yanniv, 2006).

Résultats

Les résultats de cette recherche mettent en évidence l'articulation de trois phases qui structurent l'étude. Ainsi, dans sa première phase, la communication de crise de l'État est centrée sur la crise sanitaire, et moins sur les effets économiques de celle-ci. Malgré l'extériorité de la crise, les membres du gouvernement tentent avec plus ou moins de succès, d'occuper l'espace communicationnel, en informant les citoyen-ne-s sur les actions des institutions dont ils ont la charge. Néanmoins, l'agenda de la crise dominé par les institutions internationales, les actions par à-coups et *a posteriori* de l'État, et enfin la(les) mise(s) en scène de l'action gouvernementale, génèrent dans

la deuxième phase, de nombreuses autres crises internes. L'État tente alors, à travers une communication parfois adossée à une communication politique, de contrôler les prises de parole et ce faisant, de restaurer la légitimité politique et institutionnelle de la figure du Chef de l'État, comme principal ordonnateur de l'action publique. Dans la troisième phase enfin, si cette tentative de contrôle donne lieu à l'énonciation d'un ensemble de mesures assignées au but de réorganiser l'activité économique, soit en y dupliquant les mesures barrières (restrictions, fermetures...), soit en aménageant des dispositifs d'aide (allègement fiscal, médiations avec les groupements patronaux et entrepreneurs...), deux facteurs vont éroder l'efficacité de celles-ci. Il s'agit, d'une part, de la transformation observée de la crise sanitaire en ressource symbolique, à travers la communication qu'en fait l'État à destination de ses différents partenaires financiers. Ce qui génère, d'autre part, des tensions antérieures à la crise, et qui sont liées au contrôle desdites ressources par les acteurs économiques, à travers la revendication de diverses compétences (politiques et juridico-légales pour l'État, et d'expertise pour la sphère entrepreneuriale).

Phase 1. De la communication sur le risque aux risques de la communication : construction locale de l'*ennemi invisible*

Dans cette partie, il apparaît que la temporalité, les acteurs ainsi que les thématiques retenues font de la première phase une communication sur le risque sanitaire. Ici, l'agenda de la crise au Cameroun, qui est corollaire de celui de la crise mondiale, pousse l'État camerounais à davantage communiquer sur la stratégie de riposte sanitaire, et moins sur les effets économiques de celle-ci. Cette communication sera d'ailleurs portée par le ministre de la santé. Le recensement des cas, l'activité de médiation préparatoire qui est déployée et, enfin, la nature même des supports de cette communication dessinent la trame d'une communication politique.

La première phase de la gestion communicationnelle de la crise par l'État camerounais s'étend du 31 janvier, date à laquelle l'OMS reconnaît à la crise Covid-19 son caractère d'urgence sanitaire, à la mi-mars 2020. Cette période va être caractérisée par deux traits distinctifs, à savoir dans un premier

temps une communication *a posteriori*, axée sur la prévalence de l'urgence sanitaire, et enfin formelle; et dans un second temps, une communication plus dynamique, moins rigide par ses cadres et sa forme, incarnée par la personne du ministre de la Santé.

Une communication *a posteriori*, corollaire de l'agenda de crise international

Le premier cas d'une personne infectée par le virus est détecté le 17 novembre 2019 dans la ville de Wuhan⁷. Alors que la question de la transmissibilité interhumaine de l'épidémie structure les premières prises de parole d'institutions et d'experts dans le domaine de la santé, le 23 janvier, Wuhan est placée sous confinement.

Il faut attendre le 30 janvier pour que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prenne enfin la parole, reconnaissant que la maladie constitue une urgence de santé publique. Corollaire de cette annonce, la réaction du Cameroun est communiquée aux médias au cours d'un point de presse du ministre de la Santé Manaouda Malachie. L'idée alors est de présenter les résultats d'une étude conjointement conduite par la Direction de la lutte contre la maladie, les épidémies et les pandémies d'une part, et d'autre part, de présenter quelques axes stratégiques de préparation de la riposte à une éventuelle crise : coordination multisectorielle et internationale; surveillance pour la détection précoce des cas; capacité du laboratoire; mesures de prévention et contrôle des infections en milieu hospitalier et dans la communauté; prise en charge des cas; communication des risques et engagement communautaire; logistique...?⁸ Quelques jours après cette intervention, c'est au tour de l'ambassadeur de Chine de s'exprimer au cours d'une conférence de presse tenue le 3 février 2020, dont la teneur était relative aux mesures de contention de l'épidémie déployées par l'État chinois sur son territoire. Il sera par la suite reçu par le ministre des Relations extérieures (MINREX) : les mesures de contention faisaient l'objet de leurs échanges⁹.

7. *South China Morning Post*, 13 mars 2020.

8. *Cameroon Tribune* du 3 février 2020, le Cameroun paré, article rédigé par Marie Christine Ngono.

9. Cf. *Cameroon Tribune* du 17 février et 3 mars 2020, Chinese Ambassador call for International Solidarity.

Parallèlement à ces cadres discursifs formels, le ministre de la santé inaugure un exercice où la prise de parole, moins contrainte, vise à la fois à informer les citoyen-ne-s tout en laissant voir une forme de transparence inédite dans l'environnement politico-administratif camerounais (Wandji *et al.*, 2020). Ainsi, sur son compte Twitter personnel, Manaouda Malachie n'hésite pas à endosser ses prises de parole dans les deux langues officielles, tout en exprimant ses points de vue par l'emploi de pronoms personnels tels que « Je », « J' », « Nous », « Notre »; à se mettre en situation, exprimant la dynamique des médiations opérées sur le terrain avec certains corps professionnels ou administratifs (« Je consulte ce jour les différents ordres professionnels », « J'ai réuni hier une quinzaine de cliniciens », « L'occasion me sera donnée de présenter notre plan de riposte »¹⁰, « En réunion cet après-midi avec la grande famille de la santé »¹¹); félicitant des figures héroïques, ou sensibilisant et informant les citoyen-ne-s au sujet des mesures préventives, des gestes barrières et des mesures administratives de contention de l'épidémie.

Une partie considérable de sa communication s'attèle également à effectuer la recension des cas de contamination enregistrés sur le territoire camerounais. On peut le voir à travers quelques tweets affichés ci-dessous.

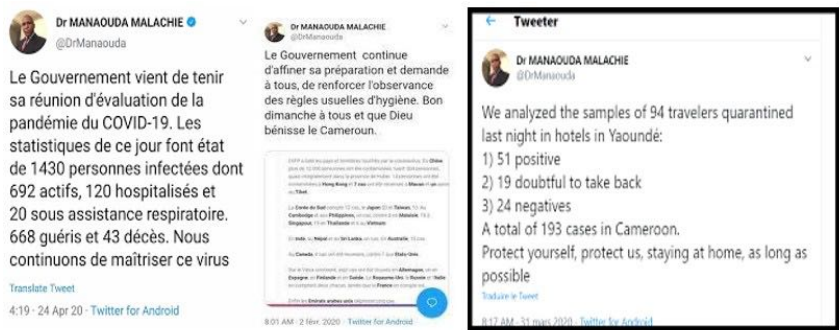


Planche 1. Tweets du ministre de la Santé, 2020 (source : les auteures)

C'est notamment à travers un communiqué de presse signé le 6 mars 2020 qu'il annonce la confirmation d'un premier cas de coronavirus sur le ter-

10. Tweets du 17 mars du ministre de la Santé.
 11. Tweets du 18 mars 2020 du ministre de la Santé.

ritoire camerounais. Information qui, également confirmée sur le compte Twitter du ministre, deviendra virale sur les réseaux sociaux numériques¹². À la suite de celle-ci, le ministre de la Santé tient le 7 mars 2020 un point de presse conjoint avec les ministres de la Communication, de l'élevage, des Pêches et des Industries Animales, au cours duquel il est fait état de deux cas désormais de patients affectés par le coronavirus sur le territoire camerounais. Par sa forme et par ses cadres, bien qu'elle n'en garde en apparence ni la lourdeur ni les cadres usuels, la communication du ministre de la Santé constitue ici une communication sur le risque, entendue ici au sens de Sellnow qui en définit la pertinence ainsi : « Communication usually becomes the method for explaining or justifying the pre-existing policy and can be expected to reiterate previous arguments and positions » (Sellnow *et al.*, 2009). Elle est à la fois communication stratégique visant à anticiper les effets sanitaires de la crise, communication sur la crise elle-même dans ses possibles formes, et enfin communication sur l'action et la dynamique de l'exécutif incarné ici par le ministre de la Santé.

Tenter de conjurer les incertitudes d'un ennemi invisible sur le plan local

Ce dernier trait de la gestion communicationnelle de l'État dans sa première phase contraste avec la nature même de la crise. Ainsi, l'hésitation de l'OMS en termes de réactivité face à la progression de la pandémie dans la province de Wuhan a donné lieu à de nombreuses interrogations quant à l'efficacité des systèmes de prévention et de gestion des crises sanitaires par les institutions sanitaires internationales, et en particulier l'OMS (De Pooter, 2020; Dabis, 2021; Compte-rendu et point de situation d'Anne Bruant Bisson, conseillère pour les affaires sociales en Chine, janvier-juillet 2020). La difficulté à identifier, puis à évaluer la transmissibilité du virus, l'hésitation de l'OMS, la préservation de bonnes relations avec la Chine¹³, sont autant de

12. Reportage diffusé à l'édition du 20h30 sur la CRTV, journal télévisé sur la chaîne nationale.

13. Dans un article paru dans *Le Monde* le 27 avril 2020 et qui fait suite à une série d'enquêtes sur les failles dans la gestion de la crise sanitaire par les structures sanitaires mondiales, Paul Benkimoun, Frédéric Lemaître et Marie Bourreau affirment que l'OMS aurait ignoré les alertes dont certaines venaient de Taiwan. Ils évoquent ainsi un mutisme auquel seule l'annonce du confinement de la ville de Wuhan par la Chine elle-même, serait venu mettre fin.

crises dans la crise, qui rendent compte du retard dans la réactivité de l'OMS (Kernen et Mathys, 2020; Ozer *et al.*, 2020). L'intrication des enjeux mondiaux, diplomatiques, de gouvernance économique mondiale (Borell, 2020), et dans une certaine mesure, politiques de cette crise, en ont fait un objet complexe, marqué par son extériorité, ce qui érode la légitimité de l'État camerounais comme l'observait Machikou (2020).

Si l'activisme digital du ministre de la santé avait pour but de conjurer par des procédés argumentatifs le désordre social ainsi engendré, la littérature produite sur le sujet montre une dissociation entre la figure héroïque qu'il incarne, et le pessimisme général des citoyen-ne-s quant à la capacité de l'État à transformer véritablement ses structures fonctionnelles et organisationnelles face à l'imminence de la crise. Pour Mbassi (2021), cette remise en cause s'est traduite en l'occurrence par l'usage de l'humour en ligne, en réaction entre autres à la proximité cybernétique du ministre de la Santé, qui est alors perçu comme un superhéros des réseaux sociaux, dont les pouvoirs n'ont aucune emprise sur la lourdeur et l'inertie de la machine administrative.

Enfin, ce paradoxe entre une crise s'originant à l'extérieur et la tentative du ministre de la Santé de gommer, par des actions de communication, les troubles que cette crise pourrait générer en interne, a contribué dans la seconde phase à rendre plus visibles, ou tout du moins à faire ressortir les tensions de l'exécutif que nous qualifions dans ce travail de « bruit communicationnel ».

Phase 2. Uniformiser, hiérarchiser, et ordonnancer la parole publique : entre procédés de lissage et discours apologétiques.

La phase 2 correspond à la période qui s'étend au 17 mars jusqu'au début du mois de mai. C'est la période au cours de laquelle la communication de crise de l'État se déploie réellement par rapport à l'objet de la crise. Toutefois, cette stratégie est diluée en interne et en externe par des épiphénomènes qui finissent par structurer les prises de parole de l'État, davantage que le projet initial qui était de rassurer les citoyen-ne-s, en particulier les acteurs de la sphère économique.

Cette dilution se traduit, sur le plan interne, par une dissonance dans la stratégie gouvernementale de gestion de la crise, et sur le plan externe, par une crise politique manifeste dans les discours à travers les procédés de lissage des tensions en cours. Ces multiples crises dans la crise constituent un ensemble de « bruits communicationnels » qui, à leur tour, rendent illisible l'action de l'État dans le champ économique. Malgré les tentatives opérées ensuite par celui-ci pour unifier, lisser et rendre visible la stratégie économique proposée, cette phase est marquée par l'incertitude ainsi que la multiplicité de solutions par à-coups, qui au final vont diluer l'efficacité de la communication de crise.

Des « hautes instructions du Président de la République » comme modalité de communication politique en temps de crise

Le 17 mars 2020, le Premier ministre (PM), à l'issue d'une concertation interministérielle convoquée sur instruction du Président de la République, annonce un ensemble de mesures de contention de l'épidémie sur le territoire camerounais. Cette communication est lue à l'édition du 17h sur le poste national, puis présentée par le PM lui-même au cours d'une « déclaration spéciale » au cours de deux éditions (en langue anglaise et française) sur la CRTV. Le ministre s'exprime dans les deux langues selon chacune des éditions du journal, debout devant un pupitre, avec en fond de décor la photographie du président de la République au-dessus de son épaule gauche.



Image 1. Déclaration du PM le 17 mars 2020 sur la CRTV (source : site web du Premier ministre, www.spm.gov.cm)

Treize mesures sont ainsi exposées, dont quelques-unes ont un impact sur divers secteurs d'activités économiques : la restriction et/ou la suppression des déplacements intra-urbains et aux frontières entraînant une interruption des activités commerciales aériennes, maritimes, terrestres et d'enseignement entre autres (mesures 1, 2 et 8), la régulation des flux de fréquentation des consommateurs par certains secteurs d'activité, notamment les transports intra-urbains, les lieux de débit de boisson, les supermarchés, les restaurants, les lieux de loisir (mesures 6, 7, 10); la fermeture totale ou la restriction d'activités de certaines organisations publiques ou privées, ou d'évènements (mesures 3, 5, 6); enfin, l'état d'urgence appliqué entre autres aux hôtels et autres lieux d'hébergement, qui « pourront être réquisitionnés en tant que de besoin, à la diligence des autorités compétentes ».

Cette prise de parole inaugure une suite d'autres actes de communication, la formule des « Hautes instructions du Chef de l'État » semblent en constituer l'ossature. Ainsi, lors de son discours, les référents à l'action du président de la République abondent : « Sur très hautes instructions du Chef de l'État »; « Son Excellence Paul Biya »; « Le Président de la République a instruit ». Parallèlement, des rencontres interministérielles sont désormais déployées chaque semaine, et un rapport, un communiqué et/ou un point de presse sont produits/présentés à l'issue de ces rencontres.



Image 2. Extrait d'un communiqué à l'issue d'une réunion hebdomadaire du comité interministériel (source : site web de la primature www.spm.gov.cm)

Ainsi que le montre la capture d'écran ci-dessus, les communiqués empruntent des caractéristiques spécifiques qui engendrent à leur tour une généricité propre au contexte de crise : propos introductif marquant la réunion du sceau de la communication de crise en attestant de la présence du PM; date et nature de la réunion (réunion hebdomadaire du Comité inter-ministériel); rappel des attributions dudit communiqué; points à l'ordre du jour... Il faut également relever que ces communiqués sont ensuite publiés sur le site web du Premier ministre. À cela, s'ajoutent les « déclarations spéciales ».

Ces éléments de communication, à leur tour, s'apparentent à des rituels, au sens d'« actes essentiellement répétitifs qui ponctuent certains moments de l'activité privée ou publique » (Abélès 1989, p. 127), et dont la fonction en contexte de crise est tout autant de renforcer la légitimité de l'État ou des figures politiques en contexte de désordre (Braibant, 1979; Moulene, 2017), que de générer une inflation de la dimension souverainiste du Chef de l'État (Ngono, 2020).

Deux jours plus tard, le président de la République (PR) publie sur la page Facebook du Président Paul Biya, le message suivant :

Chers compatriotes, le monde fait face à une crise sanitaire grave et sans précédent. Elle va impacter nos comportements quotidiens et notre économie. Je vous invite à respecter scrupuleusement les prescriptions du Gouvernement et de l'OMS. Ensemble nous devons barrer la voie à la propagation du coronavirus. Je compte sur votre civisme, votre courage et sur votre sens des responsabilités.

La publication sera également repostée sur les pages Facebook des différents ministères, dont celui de la Communication, dans les deux versions.

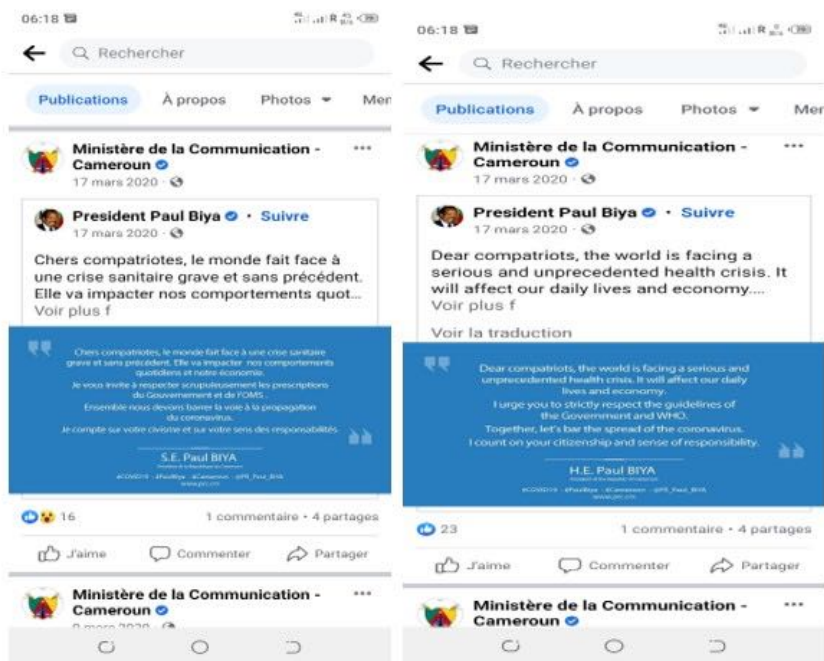


Planche 2. Captures d'écran de la publication du PR sur la page Facebook du MINCOM

Il ne prendra véritablement la parole qu'à la veille de la célébration du 20 mai, célébration nationale de l'unité au Cameroun. Exceptionnellement, il s'adresse alors aux citoyen-ne-s pour leur enjoindre de « ne pas céder à la panique », notamment liée aux informations propagées sur les réseaux sociaux (RS).

Outre l'apaisement des querelles politiques en contexte de crise et le rappel de la situation sanitaire exceptionnelle, le président de la République du Cameroun évoque également pour la première fois les conséquences économiques de la crise. Il dépeint ainsi le tableau sombre, évoquant des « défis liés à la forte baisse des places boursières, à la chute des cours des matières premières et à un fort ralentissement imprévu de nos échanges commerciaux. La pandémie du Coronavirus a donc un impact négatif sur l'économie mondiale ainsi que sur la nôtre »¹⁴. Face à cette situation, le dispositif qu'il

14. Message du Chef de l'État à la nation à la veille de la fête du 20 mai 2020, in

prévoit s'articule autour de deux points, à savoir d'une part la préservation des emplois, et d'autre part, la capacité anticipatrice du gouvernement qu'il invite à être « ingénieux et inventif » afin d'assurer les « équilibres économiques ». Si ce discours est supposé légitimer et participer d'une communication de crise en informant et sensibilisant les citoyen·ne·s, son agenda suscite particulièrement des interrogations qui sont relayées par la presse internationale, pour qui elle survient tardivement. Elle s'interroge notamment sur le silence et le quasi mutisme du PR durant les cinq premiers mois de la crise. *Le Courrier international* pour sa part soulignait le fait que ses homologues africains avaient déjà pris la parole publiquement sur le sujet : « Mystère. En pleine crise de la Covid-19, où est passé le président camerounais ? »¹⁵. On peut également mentionner l'article de *Le Journal de Montréal* du 4 avril 2020, qui observe : « Au Cameroun, où le coronavirus progresse vite, le silence du président pose question ». Interrogations auxquelles fait écho le titre de *Le Monde*, qui au lendemain de son discours adopte une perspective également assez critique : « Au Cameroun, Paul Biya pour la première fois à la télévision depuis le début de la pandémie de coronavirus »¹⁶. Ces différentes postures révèlent la complexité de la crise qui, outre ses dimensions sanitaires et économiques, se fonde sur un ancrage idéologique et politique.

De l'ancrage idéologique et politique d'une crise à l'origine sanitaire

Comme décrit plus haut, les prises de parole du gouvernement camerounais dans la seconde phase visaient, en apparence, à éroder la part d'incertitude liée aux changements induits par la crise, notamment dans le champ économique. Mais dans les faits, la stratégie de gestion de la crise sur le plan communicationnel tente en réalité de « conjurer le désordre discursif » (Oger &

<https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/4271-message-du-chef-de-l-etat-a-la-nation-a-la-veille-de-la-fete-du-20-mai-2020>, consulté le 23 juin à 9h23.

15. *Courrier*, publié le 1er avril 2020, consulté sur <https://www.courrierinternational.com/article/mystere-en-pleine-crise-du-covid-19-ou-est-passe-le-president-camerounais>; consulté le 26 juin à 19h47.

16. *Le Monde*, publié le 20 mai 2020 à 10h25, consulté sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/20/au-cameroun-paul-biya-pour-la-premiere-fois-a-la-tellevision-depuis-le-debut-de-la-pandemie-de-coronavirus_6040228_3212.html le 26 juin à 10h37.

Ollivier-Yaniv 2006, p. 63) provoqué par les prises de parole diverses, et dans certains cas crisogènes, produites au cours des trois derniers mois depuis la survenue de la crise. Les tensions ici semblent être de deux ordres.

D'une part, ainsi que souligné plus haut, le débat thématisé par la presse internationale autour des silences du président en temps de crise a été intériorisé sur le plan local par les acteurs politiques, et plus particulièrement l'opposition camerounaise. La crise sanitaire devient ainsi désormais le théâtre où se jouent les revendications idéologiques qu'incarne l'État et l'opposition, sur fond de guerre de légitimité (Faniel et Sägerser 2020). Alors que Wandji et Kingne (2020) dépeignent une figure héroïque et un éthos identitaire laissant voir que le ministre de la Santé par sa communication de crise sur la plateforme Twitter est « intelligent », « coopératif », « communicateur » et « stratège », Elong (2024) montre que les procédés discursifs en temps de crise sont chargés d'un ancrage idéologique et politique, tout en mettant l'emphasis sur les appels au patriotisme et au civisme des populations. La crise semble être alors instrumentalisée à des fins politiques, à la fois pour valoriser l'image des acteurs politiques : en l'occurrence, les actes de communication de crise ici véhiculent des discours apologétiques à l'égard du PR (Ngono, 2020; Elong, 2024). Ainsi, alors que le président de la République invite entre autres les hommes et femmes politiques dans son discours du 19 mai 2020 « à s'investir pleinement dans ce combat contre le Covid-19 »¹⁷, il ajoute que cela doit s'effectuer exclusivement « dans le cadre fixé par le Gouvernement et dans le respect des lois et règlements de la République »¹⁸. L'évocation de « fausses informations véhiculées par les réseaux sociaux » semble indexer le communiqué du 27 mars de l'opposant Maurice Kamto¹⁹, lui enjoignant de prendre ses responsabilités en prenant la parole publiquement dans le cadre de la crise Covid, et qui faisait écho aux préoccupations des internautes sur la toile.

D'autre part, il apparaît que cette phase tend à gommer les dissensions observées au cours de la première phase de la communication de crise de l'État. En effet, alors que le « nous » employé par le ministre de la Santé

17. Paul Biya, discours du 19 mai 2020.

18. *Ibid.*

19. Président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun, dont la candidature à l'élection présidentielle en 2018 s'est soldée par une crise politique, dont l'activisme des militants sur les réseaux sociaux en est le principal ferment.

dans ses tweets tendait à uniformiser l'action gouvernementale, le Premier ministre accuse une « cacophonie observée dans la communication » du gouvernement dans une correspondance datée du 9 avril 2020. Le secrétaire général, Séraphin Magloire Fouda, observe notamment que

l'attention du Premier ministre, chef du gouvernement, a été appelée à plusieurs reprises par la démultiplication d'initiatives personnelles et solitaires de la part des membres du gouvernement dans la conduite des affaires publiques, au mépris des principes cardinaux de collaboration, de solidarité et de respect des procédures qui régissent l'organisation du travail gouvernemental [...] les membres du gouvernement doivent faire preuve de retenue et de prudence dans leurs communications écrites ou à l'occasion de leurs interventions orales sur les problématiques relevant de la politique du gouvernement en général, et de la riposte contre le Covid-19 en particulier²⁰.

La presse, dans ce sens, est apparue divisée, entre titres favorables à cette intervention jugée salutaire, et dénonciation des lacunes dans l'action gouvernementale : « Travail gouvernemental : le rappel à l'ordre du PM »²¹ ; « Communication de crise. Le gouvernement n'y arrive pas »²² ; « Cacophonie gouvernementale : le Pm recadre les ministres chauve-souris »²³.

Le ministre de la Santé, à son tour, semble avoir intériorisé le nouvel axe communicationnel (image 3).

20. Correspondance du Secrétariat général des services du PM datée du 9 avril 2020.

21. Article du journal *Cameroon Tribune*, publié le 13 avril 2020 sur *Cameroon Tribune* [en ligne], in <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/31745/en.html/travail-gouvernemental-le-rappel-l-ordre>, consulté le 23 mai 2024 à 22h40.

22. Article du journal *Mutations* online, publié le 23 avril 2020.

23. Article du journal *La Nouvelle* [en ligne], publié en avril 2020. À ce sujet, il faut rappeler que le titre fait référence à la sortie de la ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation Madeleine Tchuenté qui, dans un entretien accordé à Naja TV, affirmait que les chauves-souris étaient la cause de la transmissibilité du virus, tout en préconisant la production de chloroquine à échelle industrielle pour soigner le coronavirus.



Image 3. Capture d'écran des tweets du ministre de la Santé

Deux autres mesures majeures viendront par la suite renforcer l'action de l'État en matière de gestion de crise dans le champ économique. Il s'agit, en premier, du communiqué datant du 31 mars 2020 signé par le SG des services du Premier ministre, annonçant la création d'un fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus, doté d'un milliard de F CFA, « pour le financement des opérations relevant de la stratégie de riposte contre la propagation de la pandémie du coronavirus au Cameroun ». Par ailleurs, après avoir renouvelé les premières mesures au terme de la première quinzaine pour une nouvelle durée de 15 jours, le PM rend publiques, au cours d'une déclaration le 30 avril, dix-neuf mesures additionnelles dont le but est de « soulager les secteurs durement impactés par cette crise sanitaire ». Outre la levée de l'interdiction d'ouverture des débits de boisson, restaurants et lieux de loisirs au-delà de dix-huit heures, le gouvernement apporte également un ensemble de solutions fiscales et réglementaires à des secteurs économiques affectés par les mesures antérieures. On peut évoquer, notamment, la levée des mesures restrictives quant au nombre de passagers dans les transports publics; l'exonération totale ou partielle de diverses taxes et impôts sur une durée circonscrite (impôt libérateur, taxe de stationnement, taxe à l'essieu, taxe de séjour dans les secteurs de la res-

tauration et de l'hôtellerie, taxe foncière); l'octroi de différés de paiement et de moratoires et de report de déclarations fiscales. Ces diverses mesures visent à alléger, outre les secteurs ci-dessus cités, les charges des petites et moyennes entreprises (PME), avec des effets indirects sur les ménages.

Parallèlement, l'État semble multiplier les concertations avec les acteurs économiques. Ainsi, le 6 mars 2020, le ministre de la Santé tient au siège du Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM) à Douala une réunion dont le but est de rassurer les opérateurs économiques sur les dispositions sanitaires prises afin de contenir l'épidémie. Le MINPMEESA, en charge de la mise en œuvre de l'action publique au Cameroun en matière d'incitation, d'accompagnement et d'appui aux PME, annonce parallèlement « des concertations multi-acteurs, regroupant les représentants du secteur public et du secteur privé [qui] ont été conduites sous la houlette du Premier ministre Chef du Gouvernement », afin de « jeter les bases d'un soutien durable de l'État à l'économie nationale »²⁴.

Tout en rendant compte d'une activité de médiation en cours avec les acteurs de la sphère économique, ces dernières mesures préfigurent la dynamique qui sera portée par la troisième phase de la crise au Cameroun dans le champ économique.

Phase 3. De la crise comme ressource symbolique, politique et financière. Enjeux, tensions et compromis

La troisième phase de la communication de crise s'origine dans la deuxième phase, et s'étend jusqu'aux premiers signes de reprise économique. C'est aussi la phase au cours de laquelle les mesures économiques conséquentes des plans de riposte de l'État commencent à être perçues par les différents acteurs. Elle ouvre ainsi un camp de négociation, qui recompose des rapports conflictuels préexistants. Cette troisième phase est à son tour subdivisée en deux temporalités.

Dans la première temporalité, les acteurs financiers, tant sur le plan mon-

24. Site web MINPMEESA, article publié le 11 octobre 2020 sur <http://www.minpmeesa.cm/site/fonds-de-relance-economique-au-profit-du-secteur-productif/>, consulté le 26 juin 2023 à 15h16.

dial qu'à échelle régionale, multiplient les cadres de concertation. Les prises de parole ici thématisent alors l'« impact économique de la crise », les « mesures et recommandations aux États affectés » au plan régional et local, et enfin, l'« allocation des ressources » dans le but de soutenir les économies touchées.

Dans la seconde, la captation de ces ressources par l'État camerounais génère des tensions autour de sa gouvernance. Deux ethos historiques s'affrontent et recomposent alors les tensions préexistantes entre l'État et la société civile : d'une part, un ethos bureaucratique, dont la capacité à définir les conditions d'accès de la sphère publique aux différentes ressources disponibles devient un enjeu de légitimité politique; et d'autre part, un ethos managérial, qui, sur fond de revendications sociales, promeut des figures de survivance alternatives.

Thématisation de la crise à l'international et extériorité de la ressource

Il apparaît ici que tout autant que la nature même du virus, les effets économiques des mesures de contention de l'épidémie dans les pays qui les ont implémentées, demeurent incertains.

À titre d'exemple, 11 mars 2020, le ministre du commerce présidait une réunion à laquelle étaient conviés les acteurs économiques, afin de discuter des approvisionnements du marché local en contexte de crise. Au terme de cette rencontre, le ministre du Commerce se voulait rassurant, en garantissant la continuité sur le long terme des approvisionnements, en dépit de la suspension des importations chinoises. Moins affirmative est la réaction à la sortie de ladite réunion, du Directeur général des Douanes, Fongod Edwin. Tout en reconnaissant que la crise n'a pas encore un impact observable, celui-ci prévient que ses impacts pourraient être importants sur le long terme²⁵. Affirmation également battue en brèche le 22 avril par Solomon Konen, DG Afrique centrale de la Banque africaine de développement (BAD), qui affirme lors d'une interview que, bien qu'étant le plus touché par la Covid, le Cameroun devrait être le pays le moins impacté économiquement

25. *Investir au Cameroun* [en ligne], interview de Fongod Edwin, in <https://www.investiraucameroun.com/economie/1303-14194-fongod-edwin-dg-des-douanes-c-est-a-partir-du-2e-trimestre-que-nous-saurons-si-le-covid-19-a-impacte-le-marche>; consulté le 28 mars 2024 à 4h25.

d'Afrique centrale²⁶. Des études prospectives des effets de la crise accompagnent également ces perspectives.

Le 26 mars, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), à travers son secrétariat permanent du Programme des réformes économiques et financières (PREF-CEMAC), livre une analyse des impacts économiques et financiers de la crise dans les pays de la région. Celle-ci annonce alors une chute de la croissance de l'économie camerounaise de 0,2 à 3 %²⁷. Au Cameroun, une étude est menée du 27 avril au 10 mai 2020 sur l'évaluation des effets socioéconomiques du coronavirus au Cameroun par l'Institut national de la statistique (INS).

Des rapports sont publiés sur les sites web des institutions concernées, que la presse scrute minutieusement pour l'exploiter. Parallèlement, des institutionnels prennent la parole dans le cadre d'interviews accordées aux médias. Les discours produits, eux, portent la marque de la prophétie, en ce sens qu'ils annoncent une discontinuité d'avec l'économie d'avant du fait des changements induits par la crise Covid sur les économies; qu'ils rationalisent des domaines et savoirs théoriques issus du néolibéralisme, en proposant des solutions de régulation (financière, fiscale, comptable) permettant d'ajuster le marché en contexte exceptionnel de crise (Penet, 2021); qu'ils proposent, à court terme, l'octroi d'aides financières aux États touchés afin de financer des plans de relance économique; et enfin, en proposant des actions de sauvetage dans les extraits suivants « Coronavirus : la Cobac prescrit la prudence aux banques de la Cemar en cas de restructuration des crédits des entreprises », ou invitant les États à se préparer à de lourds chocs à venir « La Beac pourrait perdre 7 milliards de F de bénéfice en 2020 à cause de la Covid-19 »²⁸.

Relativement à cette structure, l'une des solutions préconisées par les institutions financières internationales et régionales aura été le financement des stratégies de relance économiques des pays touchés par la crise. Ainsi,

26. *Investir au Cameroun* [en ligne], Interview de Soloman Konen, in <https://www.investiraucameroun.com/finance/1704-14373-solomane-kone-dg-afrique-centrale-de-la-bad-la-pandemie-de-covid-19-sera-tres-negative-pour-la-zone-cemac>, consulté le 28 mars 2024 à 4h45.

27. *Investir au Cameroun* [en ligne], <https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/2603-14259-en-2020-la-croissance-economique-au-cameroun-devrait-chuter-de-0-2-a-3-selon-l-ampleur-du-coronavirus-cemac>, consulté le 28 mars 2024 à 4h52.

28. Extraits corpus.

dès le 24 février, la CEMAC annonçait qu'elle préparerait un plan de riposte commun. Le 27 mars, l'organisation annonce la mise sur pied de dispositifs de financement des États dans leurs plans de riposte. À partir du mois de mars, outre les prescriptions de mesures financières, économiques et fiscales afin de parer l'économie mondiale aux chocs de la crise (BEAC²⁹, COBAC³⁰, CEMAC...), la Banque Mondiale (le 3 mars) et le FMI (le 28 avril) annoncent des aides destinées au Cameroun dans sa stratégie de riposte. Cette externalité de l'aide n'est pas sans rappeler que celle-ci constitue une ressource, au sens où leur capitalisation par le politique constitue un enjeu, la redistribution par la négociation entre acteurs publics et privés en étant la conséquence (Bayart, 1996; Hibou, 1998; Mbembe, 1999)

Figures gestionnaires et ethos de la gouvernance au Cameroun : guerre politique/guerre symbolique

À la suite de la création le 31 mars du Fonds de solidarité nationale, un second décret vient fixer le 22 juillet la répartition de la dotation du fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales entre les différents départements ministériels³¹. Outre le financement des opérations des stratégies visant à amenuiser l'impact sanitaire de la crise, celui-ci met un accent sur le financement de la recherche et de l'innovation dans la production des produits pharmaceutiques de première nécessité d'une part, et l'allègement des prix des intrants agricoles viviers et pastoraux susceptibles d'impacter la production locale.

Corollaire de ce texte, le ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie sociale et de l'Artisanat (MINPMEESA) signe une décision fixant les conditions et modalités d'octroi des appuis aux PME. 1,5 milliard de F CFA sont ainsi octroyés au titre d'appui direct aux « PME à fort potentiel sinistrées », et 500 millions sont consacrés « aux artisans et acteurs des sociétés coopératives fabriquant des masques artisanaux et des gels hydro-alcooliques »³². Un « guide d'accompagnement des PME, artisans et organisa-

29. Banque des États d'Afrique Centrale (BEAC).

30. Commission bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC).

31. Décret n° 2020/3221/PM.

32. *Investir au Cameroun* [En ligne], le Cameroun fixe les conditions d'accès aux fonds

tions de l'économie sociale » est rendu disponible à cet effet³³ en version anglaise et française, afin de définir les modalités d'accès des PME intéressées aux différentes ressources disponibles. Ces dernières étaient également invitées à télécharger un formulaire de souscription dès le 5 octobre, qu'elles devraient joindre à un dossier à déposer en physique dans les délégations départementales et régionales. Lesdits dossiers pourraient alors être retournés vers les services centraux du MINPMEESA où une taskforce créée à cet effet devrait examiner les dossiers et produire la liste des entreprises retenues.

Parallèlement, le gouvernement organise sa communication autour d'un ensemble d'activités qui s'apparentent à une communication financière. En interne, elle prend la forme, outre des points de presse hebdomadaires du Premier ministre, de diverses actions permettant de répondre par à-coups à des besoins informationnels dans le camp économique. On peut évoquer le communiqué publié le 20 juillet 2020 par le ministre des finances, en réaction à un article du Magazine Jeune Afrique qui affirmait que « plus de 400 contrôles fiscaux ont été déclenchés sur les deux premiers mois de l'année 2020 au Cameroun ». Démenti qui sera relayé sur les réseaux sociaux, et publié par certains médias en ligne, dont Investir au Cameroun³⁴. D'autres informations, plus fonctionnelles, relèvent du service d'information au public (communiqué du 18 mars de la Camair-Co informant le public de la suspension de ses activités de représentation à Paris), de la modification d'agendas ministériels (renvoi d'événements à l'instar de la 7e édition du salon international de l'artisanat du Cameroun du fait de la crise Covid), ou rendant publics des actes législatifs et/décisionnels (Circulaire du 13 mai du ministère des Finances suspendant les contrôles fiscaux au titre du 2e trimestre 2020). Enfin, il faut relever une publicisation accrue de documents et correspondances internes, à l'instar de celle du ministre de la Santé datant du 7 avril au ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation.

de 2 milliards de F CFA de soutien aux PME impactées par le coronavirus, in <https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/1809-15225-le-cameroun-fixe-les-conditions-d-acces-aux-fonds-de-2-milliards-de-fcfa-de-soutien-aux-pme-impactees-par-le-coronavirus>, consulté le 27 juin 2024 à 1h54.

33. <https://www.minpmeesa.cm/site/inhoud/uploads/2020/10/Guide-daccompanement-des-PME....pdf>

34. <https://www.investiraucameroun.com/finance/2207-14881-louis-paul-motaze-aucun-contrôle-fiscal-n-a-été-enclenché-en-début-de-l'exercice-2020>, consulté le 5 mars 2023 à 2h54.

En externe, l'on observe également l'intensification des actions de l'État dans les cadres diplomatiques et de partenariat économique. Elle est structurée autour de points sur l'activité budgétaire et des emprunts ou aides internationaux : « Gestion du Covid-19 : les coupes budgétaires dépassent les besoins de la réponse gouvernementale »; « Lutte contre le Covid-19 : le Cameroun a déjà dépensé 8,9 milliards de F CFA »; « Cameroun : 270 000 emplois perdus en 2020 à cause de la Covid-19 »³⁵. L'État y associe une scénarisation des activités diplomatiques, qui indique une volonté de clarté dans la diffusion de l'information économique. Celle-ci est notamment publiée sur la page du président Paul Biya, et relayée ensuite sur celle du ministère de la Communication.



Planche 3. Captures d'écran de la page Facebook du Président Paul Biya en mai et juillet 2020

Ces actes de communication s'insèrent dans une stratégie de communication financière, au sens où l'État entend publiciser « toute activité d'information financière et de promotion de l'image financière » de l'organisation (De Bruin, 1993, p. 16). Par ces différents actes, l'État tente alors de rendre transparente sa stratégie de gestion de crise à l'endroit des citoyen-ne-s. Face à cet afflux de discours d'expertise produits par l'État et les partenaires au développement, la sphère civile tient également à rendre visible sa dynamique analytique.

À l'issue d'un conseil d'administration extraordinaire qui s'est tenu le 19 mars 2020, le Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM) s'engage à formuler un ensemble de solutions à son tour. Tout en saluant les mesures du gouvernement du 17 mars, il exprime également de « vives préoccupations et inquiétudes face aux répercussions déjà perceptibles du Coronavirus sur certaines entreprises »³⁶. Cet ensemble de propositions est formulé le 31 mars 2020, sous la forme de 18 mesures dont l'objectif est de permettre aux entreprises de mieux faire face à la crise du coronavirus.

Dans une enquête publiée en avril 2020, le GICAM, principal mouvement patronal camerounais, annonçait, entre autres conséquences, une perte du chiffre d'affaires annuel d'un montant de 3 139 milliards pour les entreprises du secteur moderne, pouvant induire une baisse de la capacité contributive des entreprises aux recettes de l'État. Une seconde enquête vient poursuivre cette dynamique, en analysant les effets de la crise sur la période allant de mai à juin 2020. Le compte-rendu/synthèse de ces enquêtes est publié sur le site web de l'organisation patronale, et présenté lors de conférences de presse. En interne, ils publient à destination de leurs adhérents des manuels de gestion de la crise, à l'instar du « Guide des employeurs face au Covid-19 », et en externe, ils formulent des propositions au gouvernement afin de limiter l'impact de la crise sur les activités des entreprises.

L'organisation Entreprises du Cameroun (ECAM), pour sa part, fait part de ses propositions au gouvernement pour limiter l'impact du Covid-19 dès le 2 avril. Au cours d'une entrevue donnée le 27 avril, son président, Protais Ayangma, dépeint des effets économiques désastreux, auxquels n'échappe-

36. Journal *Investir au Cameroun* [en ligne], « Coronavirus : le patronat camerounais réclame des « mesures politiques inédites » de soutien aux entreprises et ménages », in <https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/2303-14240-coronavirus-le-patronat-camerounais-reclame-des-mesures-politiques-inedites-de-soutien-aux-entreprises-et-menages>, consulté le 27 mai 2023.

raient que quelques entreprises qui font preuve d'« agilité », qui mettent « en œuvre une gestion de crise par un plan de continuité de leurs activités et mieux par l'innovation et la réorientation de leur business model en réponse à la pandémie ». Il évoque notamment les pertes subies par les chefs d'entreprise qu'il représente, qui seraient « de l'ordre de 60, voire 80 % »³⁷. Évoquant enfin le besoin de financiarisation des PME, il ajoute que, bien que le ministère de l'Économie s'y essaie à travers divers leviers, cette gestion demeure « très opaque ».

On peut également évoquer au même titre l'étude menée par l'Interprofession avicole du Cameroun (IPAVIC) pendant 30 jours dans les bassins des régions de l'Ouest et du Nord-Ouest afin d'évaluer l'ampleur des pertes dans son secteur; ou encore le préavis de grève adressé par les syndicats nationaux des transports routiers du Cameroun le 30 mars dans une correspondance au PM. Cette dynamique contestataire, alors même que l'intensification de la communication de l'État camerounais vise à réduire les incertitudes de la crise, atteste d'une modalité animant les rapports entre l'État et la sphère économique privée, antérieure à l'apparition de la crise.

La crise de la Covid-19 a été de fait le cadre d'un double paradoxe, marquant la centralité de l'action de l'État dans un contexte d'urgence, tout en révélant ses limites quant à sa capacité à prendre en charge intégralement une crise protéiforme (Institut Montaigne, 2020). Dans une étude, Kleinfeld indique ainsi que moins que la nature gestionnaire et idéologique de l'État ou de son potentiel économique en contexte de crise, les rapports entre l'État et les citoyen·ne·s puisent dans des registres antérieurs, tout en mettant à l'épreuve la légitimité du premier : « The success of governmental social control depends more on voluntary compliance than on government enforcement » (Kleinfeld, 2020, en ligne).

Conclusion

Dans cette recherche, nous nous sommes attelées à mettre en évidence

37. ECOMATIN, « Relance COVID-19 : 2 milliards pour les PME qui le souhaitent », in, <https://ecomatin.net/relance-post-covid-19-2-milliards-pour-les-pme-qui-le-souhaitent/>, consulté le 12 m2024, 17h34.

les mécanismes de gestion communicationnelle de la crise Covid-19 dans le champ économique camerounais. Pour ce faire, nous nous sommes appuyées sur le triptyque de Roux-Dufort (1999). Dans un premier temps, ce cadre théorique nous a permis de décrire la réaction post-crise de l'État camerounais. Il en ressort qu'outre une prévalence de la stratégie sanitaire, celui-ci a privilégié des cadres de communication rigides, qui ont contribué à générer de nouvelles incertitudes auprès des acteurs économiques de la sphère privée. Par ailleurs, dans sa seconde phase, la communication de crise de l'État est marquée par des « bruits communicationnels » multiples, qui en interne rendent compte d'une communication gouvernementale par à-coups et davantage orientée vers une communication politique; en externe, elle révèle des dissensions dont le fondement est politique. Enfin, dans sa troisième phase, les prises de parole et l'activité de médiation qui en ressort révèlent que moins que la communication de crise de l'État, c'est bien sa légitimité qui est questionnée, singulièrement dans un contexte où la ressource financière issue de l'aide internationale constitue un enjeu majeur.

Références bibliographiques

- Amang A Ngon, (2023). Changements communicationnels induits par la crise de la Covid-19 : une exploration de la communication des entreprises camerounaises. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(5-2), 297-310.
<https://doi.org/10.5281/zenodo.8401053>
- Bonnet, V., & Canu, R. (Dir.). (2017). Les discours de la crise économique. *Mots. Les langages du politique*, (115).
<http://journals.openedition.org/mots/22885>
- Delanoë, D., & Moro, M. R. (2016). Les rapports sociaux dans le transfert culturel. *L'Autre*, 17(2), 203-211. <https://doi.org/10.3917/lautr.050.0203>
- Elong, D. (2024). Discours de crise et de célébration de Paul Biya : Analyse stylométrique des sentiments et de l'idéologie politique. *Revue Hybride (RALSH)*, 2(3).
https://revuehybrides.org/wp-content/uploads/2023/05/1_DISCOURS-DE-CRISE-ET-DE-CELEBRATION-DE-PAUL-BIYA.pdf
- Forgues, B. (1996). Nouvelles approches de la gestion de crise. *Revue Fran-*

- çaise de Gestion, (108), 72-78.
https://www.persee.fr/doc/rfg_0338-4551_1996_num_108_1_6892
 Institut Montaigne. (2020, juin). *L'action publique face à la crise du Covid-19* (Note).<https://www.institutmontaigne.org>
 Kleinfled, R. (2020, 31 mars). *Do Authoritarian or Democratic Countries Handle Pandemics Better?* Carnegie Endowment for International Peace.
<https://carnegieendowment.org/2020/03/31/do-authoritarian-or-democratic-countries-handle-pandemics-better-pub-81404>
 Mayer, P. (1997). Comprendre les organisations en crise. *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 102, 59-83. <https://hal.science/hal-01152002v1>
 Mbassi, A. R. (2021). La réception sociale du COVID-19 au Cameroun sous le prisme de l'humour en ligne. *Réseaux*, (228), 203-232.
<https://doi.org/10.3917/res.228.0203>
 Ngono, S. (2020). Communication de l'État en situation de crise. Le cas des discours officiels lors des prises et libérations d'otages de Boko Haram au Cameroun. Dans S. Ngono (Dir.), *La communication de l'État en Afrique : Discours, ressorts et positionnements* (pp. 223-243). L'Harmattan.
 Penet, P. (2021). La rationalité prophétique : Retour d'expérience sur la crise financière de 2008. Dans C. Senik (Dir.), *Sociétés en danger : Menaces et peurs, perceptions et réactions* (pp. 52-70). La Découverte.
<https://doi.org/10.3917/dec.senik.2021.01.0052>
 Pündrich, A., Brunel, O., & Barin-Cruz, L. (2009). Les dimensions des crises : Analyse de deux études de cas sous les approches processuelle et événementielle. *Revue internationale d'intelligence économique*, 1(2), 213-235.
<https://www.cairn.info/revue-internationale-d-intelligence-economique-1-2009-2-page-213.htm>
 Robinet-Borgomano, A. (2020, 27 avril). *Les États face au coronavirus – L'Espagne : une guerre sans bombe*. Institut Montaigne.
<https://www.institutmontaigne.org/blog/les-États-face-au-coronavirus-lespagne-une-guerre-sans-bombe>
 Roux-Dufort, C. (1999). Le naufrage du Car-Ferry « Herald of free enterprise ». Une crise à double visage. *Annales des Mines*, (juin), 90-100.
<http://www.anales.org/gc/1999/gc06-99/10-90-100.pdf>
 Sellnow, T., Ulmer, R., Seeger, M., & Littlefield, R. (2009). *Best practices for Risk Communication: A Message-Centered Approach*. Springer.
 Wandji, H., & Kingne Ngneguie, M. L. (2020). L'Ethos de Manaouda Malachie dans ses tweets en période de COVID-19. *Revue Akoféna*, (Spécial 3),

221-236.

<https://www.revue-akofena.com/wp-content/uploads/2021/09/17-T03-38-pp.-221-236.pdf>

Leaders religieux et gestion de la COVID-19 au Cameroun : analyse des stratégies de communication

RICHARD BERTRAND ETABA ONANA ET ALAIN ASSOMO

La date du 17 mars 2020 demeure gravée dans la mémoire collective des Camerounais, en particulier des chrétien·ne·s et des musulman·e·s. Elle correspond au moment où, face à la pandémie de la COVID-19, le gouvernement a instauré des mesures barrières destinées à enrayer la propagation du virus. Parmi celles-ci figuraient notamment l'interdiction des rassemblements et l'obligation du respect de la distanciation sociale. Ces décisions ont profondément affecté les institutions religieuses, entraînant la fermeture des églises, temples et mosquées, ainsi que la suspension des activités culturelles telles que les prières et célébrations communautaires, les rassemblements spirituels et les pèlerinages.

Dans ce contexte inédit, les fidèles ont été appelés à rester confinés et à vivre leur foi autrement. Confiner un fidèle revient à le soustraire à son cadre habituel de pratique religieuse – l'église ou la mosquée. Dès lors, se pose la question suivante : comment vivre sa foi sans se rendre au lieu de culte et sans contact direct avec son leader spirituel? À partir des communiqués émanant des autorités religieuses, souvent appuyés sur des références bibliques et coraniques, cette étude se propose de montrer, en s'appuyant sur la théorie systémique de la communication de Paul Watzlawick *et al.* (1972), que les leaders religieux ont déployé des stratégies de communication de crise visant à assurer la continuité du fonctionnement de leurs institutions, à apaiser les fidèles et à préserver leur foi.

Portant sur la période allant du 17 mars au 30 avril 2020, cette étude ne prend pas en compte les réactions des fidèles. Elle se concentre sur le rôle des leaders religieux dans la gestion de cette crise brutale ayant conduit à la fermeture des lieux de culte. L'analyse repose sur les communiqués publiés dès les débuts de la crise, considérant que, dans le champ religieux, la parole du leader revêt une autorité particulière – assimilée, dans la tradition musulmane, à la *tawrat* – et appelle à l'obéissance. Ont été retenues les stratégies

communicationnelles des confessions religieuses reconnues au Cameroun : musulman·e·s, catholiques, protestant·e·s, adventistes et témoins de Jéhovah. L'article s'organise autour de quatre axes principaux : un premier temps est consacré au cadre théorique et méthodologique; le second revient sur la COVID-19 en tant que crise affectant les institutions religieuses; le troisième analyse les stratégies de gestion et de communication de crise déployées par les leaders religieux; enfin, le dernier examine les canaux de communication mobilisés pour atteindre les fidèles et entretenir la flamme spirituelle.

Cadre théorique et méthodologique

Le fonctionnement d'une association religieuse repose fondamentalement sur la présence de ses fidèles. Églises et mosquées existent à travers un système d'interactions entre leurs membres et peuvent, à ce titre, être envisagées comme des systèmes. Selon Bertalanffy (1973, p. XV), les systèmes sont omniprésents et ne peuvent être compris par l'étude isolée de leurs éléments : « il faut encore résoudre les problèmes décisifs que posent l'organisation et l'ordre qui les unissent ». Un système est ainsi « un ensemble d'unités en interrelations mutuelles » (*ibid.*). En l'absence d'interrelations, il ne saurait y avoir de système.

La crise de la COVID-19 constitue un facteur perturbateur majeur du système religieux. Le fidèle ne peut plus se rendre au lieu de culte, pratiquer pleinement sa foi ni interagir physiquement avec les autres membres de la communauté. Cette rupture affecte également le fonctionnement matériel des institutions religieuses, notamment la collecte des dîmes et offrandes. Face à cette désorganisation, les leaders religieux ont eu recours à la communication de crise afin de maintenir la cohésion du système.

Cette recherche s'inscrit dans l'approche systémique de la communication, en lien avec la psychologie sociale clinique de l'École de Palo Alto. Dans cette perspective, la communication est envisagée comme participation à un système d'interactions. Pour Watzlawick, Helmick Beavin et Jackson (1972, p. 49), toute communication engage une relation et induit un comportement. Un système de communication est donc un ensemble d'interactions où chaque message prend sens par rapport aux autres. L'analyse s'appuie particulièrement sur deux axiomes fondamentaux : « On ne peut pas ne pas com-

muniquer » et « Toute communication présente deux aspects : le contenu et la relation ».

L'étude repose sur l'analyse de communiqués publiés entre le 17 mars et le 30 avril 2020 par différentes confessions religieuses, notamment ceux de l'Église presbytérienne camerounaise¹, de l'Église catholique², des adventistes du septième jour³, des associations islamiques du Cameroun⁴ et des Témoins de Jéhovah⁵.

La COVID-19, une crise dans les institutions religieuses

Selon Dianoux et Siadou-Marti (2020, p. 11), « la crise est conçue comme un événement soudain et imprévisible dont les conséquences peuvent être fatales à l'entreprise et qui exige de sa part adaptabilité et réactivité pour répondre aux attentes des parties prenantes ». Avant le 17 mars 2020, malgré les dégâts causés par la pandémie de coronavirus dans le monde et relayés par les médias dès décembre 2019, les services religieux fonctionnaient normalement. Tout a basculé brusquement le soir du 17 mars 2020, avec l'annonce des mesures barrières édictées par le gouvernement, applicables dès le 18 mars 2020, parmi lesquelles : la fermeture des frontières et la suspension des visas d'entrée au Cameroun, la fermeture des établissements scolaires et universitaires, l'interdiction des rassemblements de plus de cinquante personnes, le report des compétitions scolaires et universitaires, la fermeture des restaurants, débits de boisson et lieux de loisirs dès 18 heures,

1. Le communiqué de l'Eglise presbytérienne camerounaise (EPC) signé du Secrétaire général, le pasteur Bessala Mbesse, le 18 mars 2020, portant suspension de tous les rassemblements et respect des mesures barrières.

2. La lettre cosignée par Monseigneur Dieudonné Watio, évêque de Bafoussam et Monseigneur Emmanuel Dassi Youfang, évêque auxiliaire de Bafoussam, le 18 mars 2020, portant sur les orientations diocésaines dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Coronavirus; la note pastorale signée par l'archevêque Jean Mbarga.

3. La communication spéciale des adventistes du 7ème Jour au Cameroun signée le 18 mars 2020 par le pasteur adventiste Yenge Yenge Isaac du Secrétariat exécutif; la 2e communication spéciale des adventistes du 7ème Jour au Cameroun signée le 23 mars 2020 par le pasteur adventiste Assembe Minyono Valère, président de l'Union.

4. Le communiqué sur le COVID-19 des associations islamiques du Cameroun, réunies au sein du « Comité de Crise et d'Éveil » le 23 mars 2020.

5. Le communiqué des Témoins de Jéhovah publié sur leur site.

l'interdiction des déplacements interurbains sauf nécessité, la limitation des surcharges dans les transports publics, la suspension des missions à l'étranger pour les agents publics et parapublics, ainsi que l'obligation du lavage régulier des mains, du respect de la distanciation sociale et du port du masque.

Si l'on admet avec Hubault, cité par Filliettaz (2008), qu'un événement est « ce qui arrive en excès dans la situation, ce qui déborde... tout à la fois hors norme et partie intégrante de la situation : l'événement est toujours singulier, imprévisible, discriminant (son émergence change la situation) et immanent à la situation », il ne fait aucun doute que la COVID-19 constitue un tel événement pour les institutions religieuses. Dès le 18 mars 2020, de nombreux communiqués annonçant l'annulation des célébrations religieuses ont été diffusés, plongeant les fidèles dans un climat de peur. Etaba Onana et Yambene Bomono (2021, p. 17) qualifient cette pandémie d'« ennemi redoutable » ayant « semé la confusion au sein des populations dans les quatre coins de la planète ».

La pandémie apparaît donc comme une crise, car elle perturbe profondément le fonctionnement du système religieux. Face aux mesures gouvernementales et aux communiqués des leaders religieux, le système des institutions religieuses est fragilisé, et les risques deviennent considérables. Thierry Libaert (2015) note que toute crise se manifeste de manière brutale et imprévisible, créant des effets inattendus et bouleversant les habitudes de fonctionnement. Selon l'importance des enjeux, elle peut générer doutes, rumeurs, conflits et, dans le pire des cas, l'apocalypse d'une organisation. Etaba Onana et Yambene Bomono (2020) émettent les hypothèses suivantes : « la perte du contact entre les bergers et leurs brebis », « la perte de la foi » et « l'éventuelle crise économique dans les églises », puisque la plupart dépendent des dîmes et offrandes de leurs fidèles. Pour Fokam (2020 : 66), cette crise représente un châtement divin, où « les fidèles sont [...] doublement châtiés : d'abord par la pandémie elle-même, ensuite par l'impossibilité de célébrer la liturgie comme à l'accoutumée ». Face à cette situation, les leaders religieux ont mobilisé des moyens communicationnels pour gérer cette crise et limiter ses impacts.

Les stratégies de gestion et de communication de crise

Face à une crise, la communication s'impose, visant à limiter les éventuels dégâts. La relation entre les leaders religieux et leurs fidèles est fortement impactée par les mesures gouvernementales, nécessaires pour freiner la pandémie mais préjudiciables au fonctionnement du système des institutions religieuses. Selon Georgette Gogoua et Le Monnier de Gouville,

la communication habituelle ne suffit pas, il faut une nouvelle forme de communication utilisant des vecteurs qui peuvent être identiques, dont l'objectif est d'apaiser la situation en vue de rétablir l'ordre. Cette démarche devient incontournable pour éviter les dérives que causerait l'absence de communication de crise, dont le risque serait que la communication se retrouve elle-même en crise. Sans communication de crise, la crise de la communication s'ajoute : une crise supplémentaire! (2011, p. 85)

Le rôle principal des leaders religieux a été d'éviter l'émergence de crises secondaires, notamment celle de la communication, laquelle aurait inévitablement entraîné une crise économique et, pour corollaire, la perte de la foi des fidèles. Pour ce faire, la seule issue consistait à recourir à la communication de crise.

Reposant sur stratégie institutionnelle, la communication de crise, selon Thierry Libaert, concerne [...] la plupart des aspects de la communication d'entreprise. Elle s'appliquera à la communication institutionnelle au travers de l'atteinte de l'image globale, à la communication produit en raison de la défiance envers certaines marques, à la communication financière puisque le cours de l'action sera impacté, à la communication interne, parfois à la communication environnementale, souvent à la communication d'influence et au *lobbying*. La communication de crise doit s'appréhender comme une discipline non autonome et transverse (2015, p. 14-15)

L'église et la mosquée étant des entités en interaction constante avec leurs fidèles et leur environnement, elles sont directement affectées par toute rupture de communication. Or, selon Watzlawick, Helmick Beavin et Jackson,

si l'on admet que dans une interaction, tout comportement a la valeur d'un message, c'est-à-dire qu'il est une communication, il suit qu'on ne peut pas ne pas communiquer, qu'on le veuille ou non. Activité ou inactivité, parole ou silence, tout a valeur de message. De tels comportements influencent les autres, et les autres, en retour, ne peuvent ne pas réagir à ces communications, et de ce fait eux-mêmes communiquer (1972, p. 46).

Cet axiome s'applique parfaitement à notre étude : le silence des leaders religieux face aux directives gouvernementales aurait très probablement induit des comportements inattendus de la part des fidèles. Conscients de ce principe, les leaders ont publié des communiqués dès l'annonce des mesures barrières afin de communiquer et d'éviter une crise de la communication qui aurait pu inciter leurs adeptes à ne pas respecter ces mesures. Comme le rappelle Watzlawick *et al.*, le silence est en soi une communication : comment les fidèles auraient-elles réagi si leurs leaders étaient restés silencieux?

Pour gérer cette crise brutale, les leaders religieux ont anticipé les conséquences et ont mis en œuvre la stratégie préconisée par Régis Revéret et Jean-Nicolas Moreau (1997), qui repose sur trois axes : la constitution d'une cellule de crise avec désignation d'un porte-parole, l'identification de la crise et l'anticipation des effets de l'information.

La constitution des comités de crise

La première action des leaders religieux a consisté à mettre en place des comités de crise et à désigner leur porte-parole. Dans la communication spéciale des Adventistes du 7^e Jour au Cameroun, signée le 18 mars 2020 par le pasteur Yenge Yenge Isaac du Secrétariat exécutif, on peut lire dès l'entame : « Face à l'évolution de la pandémie du coronavirus, les responsables de l'Église Adventiste au Cameroun réunis en comité de crise ce mercredi 18 mars 2020 à 13h ». Ce communiqué ne précise pas si le comité a été réuni en présentiel ou à distance. La deuxième communication spéciale des Adventistes du 7^e Jour, signée le 23 mars 2020 par le pasteur Assembe Minyono Valère, président de l'Union, précise cette fois le mode de réunion :

Après concertation d'urgence suite aux réalités du terrain dans les

opérations de lutte contre la pandémie du coronavirus, les responsables de l'Église Adventiste au Cameroun réunis en conférence téléphonique ce lundi 23 mars 2020 à 10h ont décidé de renforcer les mesures de prévention (de l'État et de l'Église Adventiste mondiale) valables jusqu'à nouvel ordre.

Le communiqué indique ainsi que la réunion s'est tenue par conférence téléphonique et que les leaders désignés comme porte-paroles étaient respectivement le Secrétaire exécutif et le Président de l'Union. Le même comité de crise a été constitué par les associations islamiques. Dans le communiqué sur la COVID-19 du « Comité de Crise et d'Éveil » du 23 mars 2023, signé par Dr Alassa Fouapon, il est indiqué : « À la suite des mesures prises par le Gouvernement, instruites par le Président de la République, Chef de l'État en vue de lutter contre la pandémie du coronavirus au Cameroun, les associations islamiques du Cameroun, réunies au sein du collectif, se sont concertées en urgence ». Il en est de même pour les catholiques, où un numéro vert a été communiqué aux fidèles par le gouvernement en cas de besoin lié à la pandémie.

À la suite de la mise en place des comités de crise, les porte-paroles choisis étaient des responsables de premier rang ayant signé les communiqués. Comme le recommandent Régis Revéret et Jean-Nicolas Moreau (1997), en situation de crise, trop de communicants peuvent diluer l'information et saturer les capacités de communication. Ces leaders ont été choisis pour leur influence particulière au sein de la communauté : la parole d'un leader de premier rang a un impact que n'aurait pas un responsable de rang inférieur. D'après l'étude de Kantar, citée par Dianoux et Siadou-Martin (2020, p. 11), une absence prolongée de communication peut nuire à la relation avec les fidèles, qui risquent de perdre leur foi. Ces cellules de crise ont ainsi permis la mise en place d'un plan de communication visant à guider et à optimiser leurs actions.

La phase de l'identification de la crise

La phase d'identification consiste à expliquer les raisons de ce brusque changement de situation et le bien-fondé du respect des mesures barrières. L'examen des communiqués montre que l'accent est mis sur l'évolution de

la pandémie et la position du gouvernement. Dans la lettre cosignée le 18 mars 2020 par Monseigneur Dieudonné Watio, évêque de Bafoussam, et Monseigneur Emmanuel Dassi Youfang, évêque auxiliaire de Bafoussam, concernant la suspension des célébrations liturgiques communautaires et l'appel à la prière, l'objet est clairement indiqué : « Orientations diocésaines dans le cadre de la lutte contre la pandémie du coronavirus ». Les auteurs consacrent deux pages à expliquer aux chrétien-ne-s les origines de la pandémie, ses répercussions dans le monde et la situation du Cameroun :

Parmi la trentaine de pays africains déjà atteints, figure notre cher et beau pays le Cameroun. L'augmentation des cas ces derniers jours et les risques réels de propagation de ce virus dans le pays ont poussé le gouvernement à prendre d'importantes mesures qui entrent en vigueur ce mercredi 18 mars 2020 jusqu'à la victoire finale sur la pandémie. Nous vous invitons à respecter toutes ces mesures afin de participer ainsi à la lutte contre cet ennemi de l'humanité.

Pour les Témoins de Jéhovah, les origines et la nature de la pandémie sont présentées ainsi :

Le siège mondial des Témoins de Jéhovah suit de près l'évolution de l'épidémie de coronavirus (COVID-19) qui s'est déclarée récemment. Les prophéties bibliques avaient annoncé que les épidémies seraient une caractéristique des derniers jours (Luc 21:11). Quand une épidémie se déclare, il est sage de prendre des mesures préventives pour se protéger et protéger son entourage (Proverbes 22:3).

La pandémie y est perçue comme l'accomplissement des prophéties bibliques, et le respect des mesures barrières est présenté comme indispensable. De même, le communiqué de l'Église presbytérienne camerounaise (EPC), signé par le Secrétaire général, le pasteur Bessala Mbesse, le 18 mars 2020, sur la suspension des rassemblements et le respect des mesures barrières, fournit également des explications sur l'origine et la nature de la crise.

L'examen des communiqués montre qu'une des stratégies de gestion de crise a été de démontrer que la pandémie de coronavirus était bien présente au Cameroun et ne concernait pas uniquement les pays occidentaux. Les discours tels que « c'est la frappe de Dieu aux Occidentaux » ou « l'Afrique n'est pas concernée, c'est la maladie des Blancs » devaient être déconstruits. Quand un homme de Dieu confirme l'existence de la pandémie, le comporte-

ment des fidèles doit idéalement se conformer à la réalité et dépasser leurs représentations initiales. Expliquer l'origine de la crise et ses conséquences apparaît ainsi comme une stratégie efficace pour anticiper les effets des décisions gouvernementales.

L'anticipation sur les effets de l'information

Selon Revéret et Moreau (1997, p. 64), « Informer, c'est faire passer un message, faire accepter une idée, rendre évident un fait. C'est persuader ses interlocuteurs, ne serait-ce que de la validité et de l'intérêt de l'information qu'on leur donne ». Face aux mesures gouvernementales, le système religieux ne peut plus fonctionner normalement, car un élément nouveau y a été introduit. Les leaders religieux en ont pleinement conscience. La lettre cosignée le 18 mars 2020 par Monseigneur Dieudonné Watio, évêque de Bafoussam, et Monseigneur Emmanuel Dassi Youfang, évêque auxiliaire, précise : « Évidemment, certaines de ces mesures sont de nature à nous déstabiliser dans nos habitudes tant sur le plan social que dans notre vie de foi ».

La stratégie adoptée vise à réguler le système religieux, à préserver son homéostasie, entendue comme « les mécanismes de rétroaction négative qui servent à atténuer les répercussions du changement » (Toch et Hastorf, cités par Watzlawick, Helmick Beavin et Jackson, 1972, p. 144). Un système demeure stable grâce à ces mécanismes, et l'atténuation de la crise passe par la rétroaction négative. Pour surmonter la peur – que Etaba Onana et Yambene Bomono (2021) identifient comme l'ennemi de la foi – et inciter les fidèles à adopter les mesures barrières, les leaders religieux ont eu recours à ce que Dianoux et Siadou-Martin (2020) appellent la « communication persuasive ».

Pour les Témoins de Jéhovah, le respect des mesures préventives est indispensable. Les fidèles doivent les appliquer pour se protéger et protéger leur entourage. Le communiqué associe chaque conseil à des versets bibliques :

- Ne pas céder à la panique : il est sage de rester informé et de prendre des mesures raisonnables, tout en réagissant de manière équilibrée, en se fondant sur les faits et sans se laisser gagner par la peur (Proverbes 14:15; Isaïe 30:15).
- Suivre les recommandations des autorités : il est important de respecter

les directives locales en matière de santé publique (Romains 13:1).

- Observer les règles d'hygiène : se laver régulièrement les mains, nettoyer les surfaces, éviter les poignées de main. L'OMS fournit également des recommandations accessibles au grand public.
- Faire preuve d'amour : rester chez soi en cas de maladie pour ne pas contaminer les autres est un signe d'amour et de considération pour les frères et sœurs et les non-Témoins (Matthieu 22:39).
- Respecter les changements temporaires des réunions et de la prédication : suivre les réunions en streaming, participer à la prédication par téléphone, SMS, e-mails ou lettres lorsque les rassemblements sont annulés.

Selon Pras (2009), « la gestion de crise se fera en privilégiant la proximité avec le client, en le rassurant, en ayant une réactivité forte, avec des informations intégrées et en communiquant sur des valeurs sûres ». Les Témoins de Jéhovah cherchent ainsi à maintenir le lien avec leurs fidèles et à anticiper la peur. L'emploi de versets bibliques comme arguments d'autorité renforce la persuasion. Par exemple, Isaïe 30:15 conseille le calme et la confiance, indiquant que le salut et la force dépendent de la sérénité face à la crise.

Pour les leaders de l'EPC, la communication persuasive repose sur l'expression « Bon courage », qui invite les fidèles à surmonter la peur et à prendre conscience de la gravité de la situation, tout en les encourageant à accepter la suspension temporaire des rassemblements. Chez les catholiques, l'anticipation est contenue dans la lettre cosignée le 18 mars 2020 par Monseigneur Watio et Monseigneur Dassi Youfang. Sur cinq pages, près de trois sont consacrées aux explications et au rappel des mesures barrières, ainsi qu'à leur justification :

Nous tenons à rappeler à tous que l'observance de ces dispositions constitue actuellement l'un des plus grands actes de charité que nous puissions accomplir envers toute la communauté chrétienne que nous formons, et l'un des plus grands actes de foi en la vie que nous recevons de Dieu et que nous devons préserver autant qu'humainement possible.

Pour ces leaders, le respect des mesures est une épreuve de foi permettant de préserver la vie donnée par Dieu. Dans la rhétorique classique, cette partie de la *dispositio* correspond à la diégésis, l'exposé narratif des faits concer-

nant la cause. Bien que présenté comme objectif, le discours est orienté pour réduire la peur des fidèles et les amener à accepter les mesures barrières. Le logos y prédomine sur l'ethos et le pathos, rendant le message clair, crédible et persuasif.

Au niveau des initiatives internationales, Fokam (2021, p. 80-81) note que le Pape François a créé un fonds d'urgence pour lutter contre la COVID-19 dans les pays les plus pauvres et que l'Église catholique a accompagné les populations sur les plans spirituel et sanitaire. Au Cameroun, la Conférence épiscopale nationale a invité les fidèles à une neuvaine de prière le 24 avril 2020.

Pour les Adventistes du 7^e Jour, les communiqués relayent le message du président Ted Wilson : prier, rester en paix avec Dieu, respecter les principes de santé et d'hygiène et devenir des agents d'espoir pour limiter la panique. Les premières mesures recommandent le fonctionnement des églises en petits groupes, le dépôt des dîmes et offrandes, et la coordination des activités hebdomadaires. Cinq jours plus tard, le communiqué du 23 mars 2020 signé par le président de l'Union appelle à un confinement strict, en s'appuyant sur Esaïe 26:20 : « Va, mon peuple, entre dans ta chambre, et ferme la porte derrière toi ; cache-toi pour quelques instants, jusqu'à ce que la colère soit passée ». Ce message autoritaire vise à faire respecter les mesures gouvernementales et à maintenir le service religieux. Les versets bibliques, tels que Psaumes 125:1-3, renforcent la confiance des fidèles en Dieu et les incitent à garder la foi.

Les musulman·e·s ont adopté une technique similaire. Dans le communiqué du 23 mars 2020 du « Comité de Crise et d'Éveil », signé par Alassa Foua-pon, Allah est invoqué dès l'introduction : « Et ne vous tuez pas vous-mêmes. Allah est miséricordieux envers vous (S. 4 V. 29) », et le hadith rappelle que « celui qui reste chez lui en temps de contagion, espérant la récompense, reçoit une récompense équivalente à celle d'un martyr ». Ce rappel religieux justifie le respect des mesures et le confinement à domicile. Les fidèles sont invités à observer le jeûne et à prier chez eux, adoptant ainsi de nouveaux comportements pour limiter la propagation du virus : « tous les fidèles sont invités à observer ce jeûne et prier dans leurs maisons ». Ces stratégies anticipatives permettent aux leaders religieux d'orienter le comportement de leurs fidèles, de limiter la peur et de préparer la communauté à vivre différemment sa foi tout en respectant les directives gouvernementales.

Les différents canaux de communication utilisés pour atteindre leurs cibles et maintenir la flamme allumée

Jusqu'au 17 mars 2020, les fidèles avaient pour habitude de se rendre à la mosquée ou à l'église pour obtenir les informations nécessaires à leur vie quotidienne. C'est sans doute à travers les médias qu'ils ont appris la suspension des célébrations et la fermeture des lieux de culte. Selon le Conseil pontifical pour les communications sociales,

les médias offrent [...] d'importants bénéfices et avantages à la religion, par exemple la transmission des informations sur les événements, les idées et les personnalités religieuses; ils sont les vecteurs d'évangélisation et de catéchèse ; ils fournissent quotidiennement inspiration, encouragement et associations de prière aux personnes contraintes de rester chez elles ou dans les instituts (cité par Sofack, 2021, p. 148).

Face à cette crise, Sofack (2021, p. 149) souligne :

communiquer grâce aux médias, c'est vivre avec son temps, surtout en période de crise sanitaire aiguë qui impose le confinement. Sur cette base, nous postulons que le coronavirus opère un changement de paradigme dans le vécu communautaire de la foi, et cette situation inédite conduit à l'accélération du réinvestissement des médias en lieux, instruments et moyens de maintien de la flamme et de l'ardeur spirituelle.

Les médias, que l'Église préfère appeler « moyens de communication sociale », sont définis comme « des moyens aptes à atteindre et à influencer non seulement les individus, mais encore les masses et jusqu'à toute l'humanité entière » (Concile Vatican II, 1963). Pendant le confinement, ils sont devenus le principal canal pour atteindre les fidèles et maintenir le contact. Les supports de communication sont multiples : télévision, affichage, presse, radio, cinéma, réseaux sociaux, sites internet, etc.

Les leaders de l'Église adventiste se sont appuyés sur leur radio pour diffuser leurs communiqués et rester en contact avec leurs fidèles. Ces messages ont également été affichés dans les églises et relayés via les réseaux sociaux tels que Facebook et WhatsApp. De leur côté, les responsables de l'EPC ont

eu recours à la radio, à la presse, à la télévision, aux affichages et aux réseaux sociaux pour maintenir le lien avec les fidèles. Les mêmes canaux ont été mobilisés par d'autres associations religieuses.

Comme le souligne Paul VI (1971), cité par Sofack (2021, p. 154), « les médias sont comme l'instrument de la Parole de Dieu et du message évangélique au milieu de la masse souvent chaotique et contradictoire des paroles humaines et des idéologies actuelles ». Dans le contexte de la pandémie, une des stratégies de gestion de crise consiste donc à poursuivre l'évangélisation pour les chrétien-ne-s et l'islamisation pour les musulman-e-s, en mobilisant les médias. Les leaders religieux l'ont bien compris et ont utilisé tous les moyens disponibles pour diffuser leurs communiqués et atteindre efficacement leurs fidèles.

Conclusion

Nous nous étions donné pour objectif de montrer que, face à la pandémie de coronavirus, survenue brutalement et perturbant le fonctionnement des églises et des mosquées, les leaders religieux ont mobilisé la communication de crise comme moyen d'établir et de maintenir le lien avec leurs fidèles. L'analyse des communiqués publiés au lendemain des décisions gouvernementales a révélé que la stratégie adoptée reposait sur plusieurs volets : la constitution de cellules de crise, l'explication et la justification du respect des mesures barrières, ainsi que le maintien de l'homéostasie du système religieux.

Grâce aux mécanismes de rétroaction négative, qui ont permis l'instauration de nouvelles directives pour assurer la pérennité des services culturels et surmonter la peur, les leaders religieux ont cherché à prévenir l'émergence d'une crise supplémentaire. La théorie systémique de l'École de Palo Alto a montré que le silence des leaders aurait pu être préjudiciable au système religieux, puisque l'objectif était de rassurer les fidèles et de préserver leur foi. C'est sans doute pour cette raison que ces communiqués étaient souvent assortis de versets bibliques ou coraniques et signés par les responsables de premier rang de chaque institution religieuse.

L'effet attendu de cette stratégie a-t-il été pleinement atteint ? Cette question reste ouverte et pourra faire l'objet de futures recherches. Néanmoins,

la réactivité des leaders religieux a été rapide et a certainement contribué à calmer les esprits et à maintenir le lien avec leurs communautés.

Références bibliographiques

Bertalanffy, L. V. (1973). *Théorie générale des systèmes. Physique, biologie, psychologie, sociologie, philosophie*. Paris : Dunod.

Conseil pontifical pour les communications sociales. (2002). *Éthique dans les communications sociales*. Vatican.

Concile Vatican II. (1963). *Décret sur les moyens de communication sociale (Inter Mirifica)*. Rome.

Davis, R. C. (1958). The domain of homeostasis. *Psychological Review*, 65, 8-13.

Dianoux, C., & Siadou-Martin, B. (2020). Éclairages sur la communication des entreprises lors de la crise de la COVID-19 : que dire et comment le dire ? *Projectics / Proyética / Projectique*, 27(3), 9-20.

<https://www.cairn.info/revue-projectique-2020-3-page-9.htm>

Etaba Onana, R. B., & Yambene Bomono, H. (2021). Coronavirus entre distanciation sociale et interdiction des rassemblements : Une analyse sociolinguistique du discours d'annulation des offices religieux. In N. Sofack (Dir.), *Religions et Covid-19 en Afrique* (p. 16-49). Bafoussam : Les Éditions de la Catho.

Filliettaz, L. (2008). Compétences professionnelles et compétences langagières en situation de risque : La régulation langagière d'un « événement » en milieu industriel. *Langage et Société*, 125(3), 11-34.

<http://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2008-3-page-11.htm>

Fokam, M. (2021). L'émergence de la Covid-19 : un châtement divin? In N. Sofack (Dir.), *Religions et Covid-19 en Afrique* (p. 50-86). Bafoussam : Les Éditions de la Catho.

Georgette Gogoua, O., & Le Monnier de Gouville, S. (2011). Université : Crise et communication. *Spécificités*, 4(1), 85-92.

Libaert, T. (2015). *La communication de crise*. Paris : Dunod.

Paul VI. (1971). Allocution à la commission pontificale des communications sociales. Rome.

Pras, B. (2009). Marketing et crise. *Revue française de gestion*, 3, 43-50.

- Revéret, R., & Moreau, J.-N. (1997). *Les médias et la communication de crise*. Paris : Économica.
- Sofack, N. (2021). Église catholique et médias : Enjeu et problématique en contexte de Covid-19. In N. Sofack (Dir.), *Religions et Covid-19 en Afrique* (pp. 146-186). Bafoussam : Les Éditions de la Catho.
- Watzlawick, P., Helmick Beavin, J., & Jackson, D. D. (1972). *Une logique de la communication*. Paris : Éditions du Seuil.

Discordance des discours entre les parties prenantes dans la réponse à la COVID-19 comme facteurs de résistance des populations camerounaises aux vaccins anti-COVID-19

COLETTE DJADEU NGUEMEDYAM ET MARIE CHRISTELLE KOA OTTO

Le 12 avril 2021, un peu plus d'un an après que les premiers cas de COVID-19 ont été enregistrés au Cameroun, le ministère de la Santé publique annonce le début des vaccinations (MINSANTE, 2022), les Camerounais-es sont encouragé-e-s à se faire vacciner pour se protéger de la maladie. Au 14 janvier 2022, le taux de personnes vaccinés reste très bas, soit 2,5 % de la population complètement vaccinés (OWID, 2022). Pour certains observateurs, « les Camerounais fuient le vaccin contre la COVID-19 comme la peste » (Kouagheu, 2021, en ligne). Cette réalité n'est pourtant pas une particularité du Cameroun. Dans d'autres pays de l'Afrique subsaharienne, le taux de vaccination est tout aussi bas. C'est le cas par exemple à Madagascar (3 %), au Nigéria (2,6 %) et en République Démocratique du Congo (0,2 %) (OWID, 2022). Si pour certains, la réticence au vaccin anti-COVID-19 en Afrique est le fait des doutes sur son efficacité, d'autres mettent en cause les messages de désinformation véhiculés par les théories « complotistes » (Banque mondiale, 2021).

Le modèle de persuasion dit « Elaboration Likelihood Model » (ELM) postule que chaque variable du processus persuasif (que ce soit la source, le message, le récepteur ou le contexte) peut influencer sur des attitudes en agissant sur l'un des mécanismes fondamentaux de la persuasion. Les caractéristiques d'une source, telles que sa compétence ou son attractivité, peuvent avoir un effet sur la persuasion. Les messages qui proviennent des sources

peu fiables sont plus questionnés que ceux des sources plus fiables (Petty & Briñol, 2007).

Ce texte vise alors à répondre à la question suivante : dans quelle mesure la dissonance discursive qui existe entre les organisations et certains leaders contribuent à alimenter les résistances aux vaccins anti-COVID-19 en Afrique en général et au Cameroun en particulier? Au regard du modèle « Elaboration Likelihood Model », nous postulons que l'existence d'une pluralité de sources perçues comme crédibles, qui s'opposent par leurs arguments sur la question de la vaccination contre la COVID-19, réduit leur capacité de persuasion des populations africaines. Pour vérifier cette hypothèse, nous avons exploré et analysé d'une part les discours institutionnels et des médias internationaux en ligne sur les solutions médicinales africaines contre la COVID-19. D'autre part, nous avons effectué une enquête via Google formulaire auprès de 130 personnes résidant au Cameroun, choisis de manière aléatoire, dans l'optique d'identifier les différents facteurs de leurs réticences éventuelles aux vaccins anti-COVID-19.

Les solutions médicinales locales africaines entre concurrence et complémentarité au vaccin anti-COVID-19

Le 8 juillet 2021 au Cameroun, quatre « médicaments traditionnels améliorés (MTA) » sont autorisés par le ministre de la Santé comme « adjuvants » à la lutte contre la COVID-19 car n'ayant « pas fait l'objet des essais cliniques conventionnels » (Longmene 2021, en ligne). Il s'agit de l'Adsak Covid/Elixir Covid, produits par l'archevêque de la ville de Douala, Mgr Samuel Kleda, du Corocur poudre d'Euloge Yagnigni, du Palubek's de Christine Bekono et de Soudicov Plus de l'imam Modibo.

Cette homologation est contestée par certains scientifiques, à l'instar d'Aimé Bonny, cardiologue et enseignant à l'Université de Douala, considèrent que « Ces médicaments n'ont rien prouvé objectivement. Leurs dossiers d'autorisation de mise sur le marché sont vides en termes de preuves quantifiables statistiquement » (Longmene, 2021, en ligne). Pourtant, selon Salihou Sadou, le directeur de la Pharmacie, du médicament et des laboratoires, le contenu de chaque ingrédient de ces produits a été analysé en

laboratoire. « Ce sont des plantes bien connues. On connaît leurs propriétés. Certaines ont des propriétés antivirales et antibactériennes » (Longmene, 2021, en ligne). Ce dernier reconnaît tout de même que les médicaments en question n'ont pas subi de phases précliniques et cliniques.

En avril 2020, le président malgache Andry Rajoelina lance officiellement la commercialisation du « médicament » Covid-Organics à base d'une plante médicinale *Artemisia* (Agence Anadolu, 2020). Il est surtout utilisé à titre préventif pour le renforcement du système immunitaire, même si, selon Andry Rajoelina, « des observations cliniques sur des patients ayant contracté le nouveau coronavirus ont déjà été concluantes » (*Le Temps*, 2021, en ligne). Ce « Covid-Organics » a été validé par le comité scientifique du Sénégal (*Le Temps*, 2021).

Au Zimbabwe, en avril 2020 (Quartz, 2021), le gouvernement zimbabwéen autorise les herboristes traditionnels à « se substituer aux directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) » (*Courrier International*, 2021, en ligne) « sur une maladie respiratoire dont on ne savait pas grand-chose à l'époque » (*Courrier International*, 2021).

En avril 2020, l'autorité ougandaise des médicaments approuve le Covidex, médicament à base de plantes, pour traiter la maladie COVID-19, causée par le coronavirus. Il est autorisé non pas comme une cure de COVID-19, mais comme un traitement d'appui dans la gestion des infections virales (*Vox Africa*, 2021).

Au Togo, une collaboration s'est développée entre les scientifiques de l'Université de Lomé et les tradi-praticien-ne-s dans le cadre de la recherche de solutions anti-COVID-19. Les scientifiques procèdent à des tests en laboratoire, des solutions médicinales sont proposées par les tradi-praticien-ne-s (BBC, 2021). Pour le professeur Kouami Kokou, Directeur national de la recherche scientifique cité par BBC : « pour le moment nous ne prétendons pas trouver un médicament pour soigner ou prévenir la COVID-19, mais un médicament amélioré qui pourra booster l'immunité des patients et aider les malades à guérir » (BBC, 2021).

En Guinée, l'Institut de recherche et de développement des plantes médicinales et alimentaires de Guinée regroupe scientifiques et tradi-praticien-ne-s pour mettre au point des médicaments à base de plantes. L'institut a lancé des essais cliniques des médicaments pour traiter la COVID-19.

Au Burundi, suivant ses nouvelles orientations qui portent sur le soutien de la recherche africaine sur la médecine naturelle (*Jeune Afrique*, 2021), l'OMS

propose son appui à la médecine traditionnelle dans le cadre des solutions locales à la lutte contre la COVID-19 (OMS, 2021).

En Tanzanie, en mai 2021, le président Magufuli, en plus d'exhorter les Tanzanien-ne-s à utiliser des remèdes naturels, parmi lesquels figure l'inhalation de vapeur, met en doute l'efficacité des kits de test fabriqués en Chine, qui, selon lui, avaient donné des résultats positifs sur des échantillons prélevés sur une chèvre ainsi que sur une papaye (AA, 2021).

Dans une perspective de reconnaissance pour ces différentes « solutions africaines, l'OMS se présente comme partenaire et soutien des acteurs de la médecine traditionnelle africaine dans le cadre de la riposte à la COVID (OMS, 2021, en ligne), même si ces médicaments traditionnels souvent présentés comme « adjuvants au traitement de la Covid-19 » (Longmene, 2021, en ligne) dans les pays de leur fabrication. Ils ne sont pas cependant valorisés à l'échelle internationale. Aussi, certains laboratoires de recherche mènent des études pour percer le mystère des plantes africaines utilisées comme médicaments. C'est le cas du professeur Monique Simmonds, du Centre de recherche des Kew Gardens de Londres qui explore les vertus de la plante *Artémisia* contre la COVID (Jeune Afrique, 2021).

Dans une autre perspective qui se veut d'affrontement, plusieurs médias opposent la médecine traditionnelle africaine à la médecine moderne dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Les solutions africaines sont souvent présentées comme une menace pour les multinationales pharmaceutiques internationales (Courrier International, 2021) productrices de vaccins anti-COVID-19 (Yahoo News, 2021).

Les freins à la vaccination anti-COVID-19 au Cameroun

Le Centre d'étude stratégique de l'Afrique a mis en exergue les principaux mythes sur la COVID-19 qui existent au sein des populations africaines et qui constituent des freins à l'adhésion aux solutions proposées par l'OMS (Africa Center, 2021). Il s'agit de :

- la COVID n'existe pas;
- la COVID a été concoctée par mon gouvernement pour se maintenir au pouvoir;
- les vaccins sont dangereux;

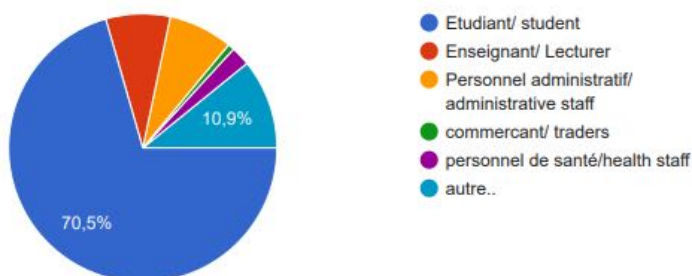
- la COVID ne constitue pas une menace sérieuse pour les Africains;
- la COVID n'affecte pas les jeunes;
- la Chine, la Russie et les États-Unis se font concurrence en essayant d'éliminer les Africains et de réduire notre population pour leurs propres intérêts;
- les remèdes traditionnels me guériront. Je n'ai pas besoin de vaccins.

Cette étude vise à évaluer le rôle des discours contradictoires entre les différentes parties prenantes, dans la construction d'un de ces préjugés, à savoir « les vaccins sont dangereux ».

L'enquête menée sur un échantillon de 129 personnes de la population camerounaise nous a permis de vérifier l'existence de ces mythes et de mettre en lumière d'autres facteurs liés aux processus de persuasion qui peuvent expliquer la réticence au vaccin. Notre échantillon est réparti selon le graphique 1.

Vous êtes / You are

129 réponses

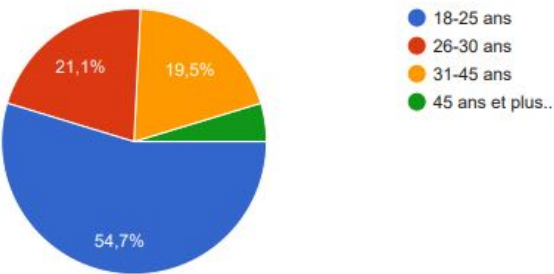


Graphique 1. Répartition socioprofessionnelle

Notre échantillon est majoritaire actif, constitué à 70 % d'étudiant-e.s.

vous avez entre / your age is between

128 réponses

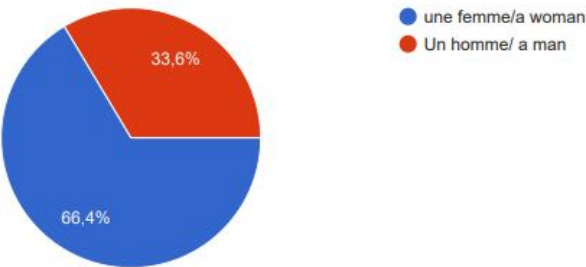


Graphique 2. Répartition par tranche d'âge

Notre échantillon est essentiellement jeune avec 54,7 % de personnes âgées entre 18 et 25 ans, 21 % entre 26 et 30 ans et 19,5 % entre 31 et 45 ans.

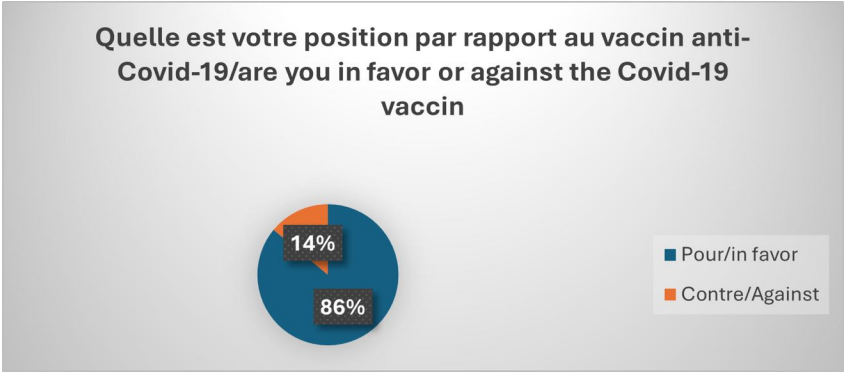
vous etes/ you are

128 réponses



Graphique 3. Répartition par sexe

66 % de nos répondant-e-s sont des femmes contre 33,6 % d'hommes.

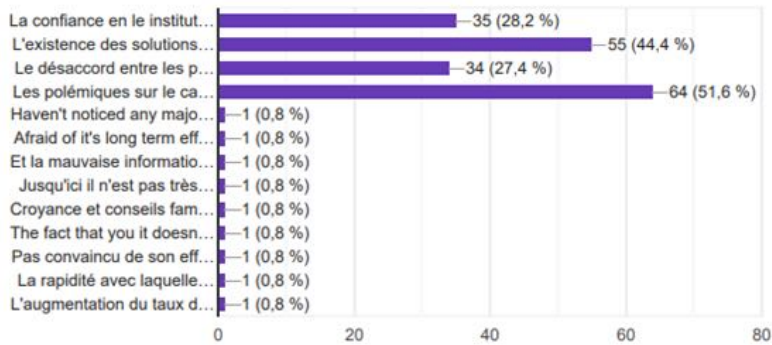


Graphique 4. Adhésion ou non à la vaccination anti-COVID-19

86 % de nos répondant-e-s déclarent être contre la vaccination anti-COVID-19

Qu'est ce qui justifie votre position?/why are you in favor or against it?
(vous pouvez cocher plus d'une réponse.you can tick more than one answer)

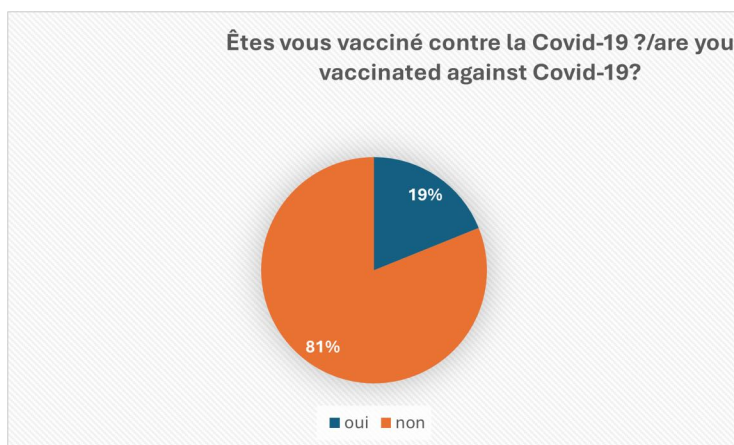
124 réponses



Graphique 5. Argument pour justifier l'adhésion ou la non-adhésion au vaccin contre la COVID-19

Les principales raisons avancées pour justifier leurs positions pour ou contre du vaccin sont les suivantes; la confiance en les institutions émettrices (28,2 %), l'existence de solutions médicales locales (44,4 %), le désaccord

entre les différentes parties prenantes (27,4 %) et la polémique sur le caractère dangereux du vaccin (51,6 %).

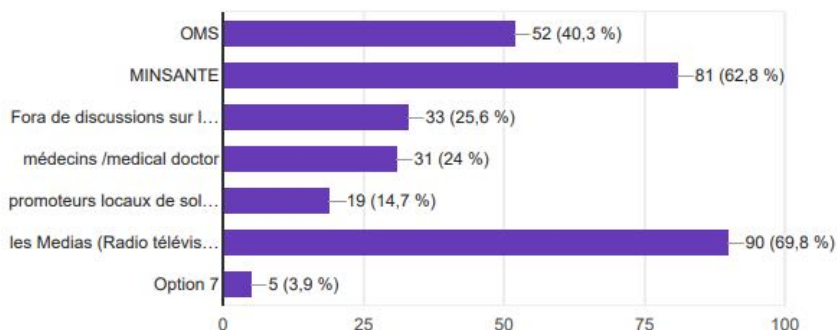


Graphique 6. Statut vaccinal du-de la répondant-e

81, 1 % de nos répondant-e-s ne sont pas vacciné-e-s.

Quelles sont vos sources d'informations sur la COVID-19- where do you follow informations about Covid?

129 réponses



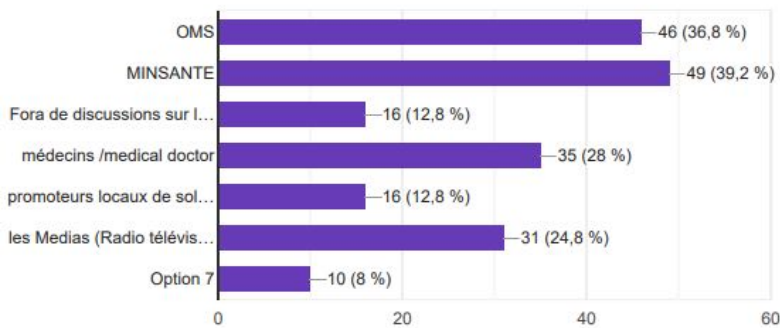
Graphique 7. Sources d'information des répondant-e-s sur la COVID-19

Comme principales sources d'informations sur la COVID-19, les répondant-e-s se réfèrent à l'OMS (4, 3 %), au Minsanté (62 %), aux médias tra-

ditionnels (69,8 %), aux forums de discussions sur les réseaux sociaux (25,6 %), aux médecins (24 %) et aux promoteurs locaux de solution médicinales (14,7 %).

Lesquelles de ces sources d'information vous semblent-t-elles les plus dignes de confiance/ In which of those references do you trust the most

125 réponses



Graphique 8. Classement des sources par les répondant-e-s en fonction de leur crédibilité

Les sources les plus crédibles pour nos répondant-e-s sont par ordre d'importance : le ministère de la Santé (39,2 %), l'OMS (36,8 %), les médecins (35 %), les médias traditionnels (24,8 %), les promoteurs locaux de solutions médicinales (12,8 %) et les fora de discussions sur les réseaux sociaux (12,8 %).

Les principaux résultats de cette enquête sont les suivants :

- Certains de nos répondant-e-s se sont fait vacciner par contrainte, sans en être persuadés. En effet, sur les 18,9 % qui disent être vaccinés (graphique 5), seulement 14 % déclare être favorable au vaccin (graphique 3). Cette différence pourrait s'expliquer par le fait de l'obligation vaccinale contre la COVID-19 à l'entrée des stades de football au début de la compétition de la Coupe d'Afrique des Nations de Football (CAN) qui s'est tenue au Cameroun de janvier à février 2022; sachant que nos répondant-e-s sont pour la plupart des étudiants 70 % (graphique 1) dont l'âge varie entre 18 et 25 ans 54,7 % (graphique 2) souvent passionnés de football.

- L'existence des solutions médicinales locales (44 %), le désaccord entre les parties prenantes impliquées dans la recherche sur la COVID-19 (27,4 %) et les polémiques sur le caractère dangereux du vaccin (51,6 %) constituent les principales raisons de l'opposition de nos répondant·e·s aux vaccins. A contrario, la confiance aux institutions qui promeuvent le vaccin apparaît comme la principale raison d'adhésion pour ceux de nos répondant·e·s qui y sont favorables (Graphique 4). Aussi, certains répondant·e·s (28 %) s'opposent au vaccin bien qu'ils affirment leur confiance dans les institutions promotrices. En effet, 14 % des répondant·e·s déclarent être favorables au vaccin (graphique 3), pourtant 28 % expriment leurs confiances aux institutions qui les promeuvent (Graphique 4). Ceci pourrait s'expliquer par des doutes causés par la multitude de sources d'informations auxquels ils ont accès et qui présentent des avis différents sur la question du vaccin contre la COVID-19 (Graphique 6).
- Les sources d'informations sur la COVID-19 de nos répondant·e·s sont variées, allant des institutions promotrices du vaccin (OMS 36,8 % et MINSANTE 39,2 %) aux médias de masse (69,8 %) et foras de discussions en ligne (25,6 %) dans lesquels circulent les différentes controverses sur les vaccins; sans oublier les leaders d'opinion tels que les médecins (28 %), qui pour certains ne sont pas favorables au vaccin anti-COVID-19, et les promoteurs de solutions médicinales locales (12, 8 %), pour qui le vaccin n'aurait aucun intérêt quand ils disposent des solutions efficaces (graphique 6). Les répondant·e·s qui sont les plus dignes de confiance (graphique 7) ne sont pas toujours cohérent·e·s sur leur position vis-à-vis du vaccin anti-COVID-19.

Mise en cause des différentes variables du processus de persuasion

Au regard des résultats présentés ci-dessus, il apparaît quatre principales variables à l'adhésion ou non de nos répondant·e·s au vaccin anti-COVID-19 :

- les polémiques sur son caractère potentiellement dangereux; le désaccord entre les parties prenantes impliquées dans la recherche de solutions à la COVID-19;
- l'existence des solutions médicinales locales;
- le relai de ces différents éléments par des sources perçues comme crédibles contribue à potentialiser leur effet sur les attitudes affirmées de ces répondant·e·s vis-à-vis du vaccin anti-COVID-19.

Ces variables semblent confirmer le postulat du modèle de persuasion dit « Elaboration Likelihood Model » (ELM). En effet, chacune des variables du processus de persuasion, à savoir la source, les messages, le récepteur et le contexte semblent influencer l'adhésion des populations camerounaises au vaccin contre la COVID-19.

Les sources

Nous avons affaire ici à une pluralité de sources tout aussi fiables les unes que les autres, mais qui, par leurs contradictions sur le même sujet, influencent négativement le processus persuasif.

Les messages

Comme pour la source, il y a plusieurs messages qui s'affrontent sur le même sujet. Alors que certaines sources encouragent l'opinion publique à se faire vacciner contre la COVID-19, d'autres questionnent les dangers auxquels s'exposeraient les personnes vaccinées. De quoi alimenter la suspicion et freiner le processus persuasif en faveur du vaccin.

Le récepteur

95 % de nos répondant·e·s ont moins de 45 ans. Les risques qu'ils développent la forme grave de la COVID-19 sont donc réduits comparés à ceux des personnes plus âgées (Paitraud, 2021). Selon la théorie du Health Belief Model de Becker et Rosenstock, citée par Godin (1991), la perception qu'ils ont de leur vulnérabilité à la maladie tout comme celle de la menace de la maladie est très faible.

Le contexte

Tou-te-s nos répondant-e-s résident au Cameroun. En plus de l'absence de confinement, les mesures barrières telles que prescrites par l'OMS et le ministère de la Santé sont dans la réalité de la vie quotidienne très peu respectées (Ndjock et Djadeu , 2021). Malgré cela, le taux de contamination est de 0,14 % au 7 février 2022 (Our World Data, 2021), un taux très bas, comparé à ceux de certains pays où le *pass vaccinal* est obligatoire, à l'instar de la France (4,19 % de taux de contamination) et des USA (7,60 % de taux de contamination).

En outre, les solutions médicinales locales, à l'instar de Elixir Covid, Corocur, Palubek's, Soudicov qui ont été approuvées par le ministère de la Santé comme adjuvants à la lutte contre la COVID-19, ont la très bonne réputation d'être des médicaments efficaces.

En outre, il existe une suspicion de complot contre l'Afrique relayée dans différents forums de discussion. Cette suspension est engendrée par les discours des médias qui présentent les solutions médicinales locales africaines comme une menace pour les vaccins contre la COVID-19 promus par l'OMS.

Chacune de ces variables présentées dans cette étude contribue à limiter l'adhésion des Camerounais-es et des Africain-e-s en général, à la vaccination contre la COVID-19. La discordance discursive des différentes parties prenantes en est un facteur majeur, mais pas le seul mis en cause. Le contexte et le profil du récepteur jouent également un rôle important dans le processus de persuasion et d'adhésion des cibles.

Conclusion

Dans un contexte de controverse sur la vaccination contre la COVID-19, nous avons mené une réflexion sur la dissonance discursive entre les émetteurs ou principaux producteurs de contenu en la matière comme facteurs de réticence des populations africaines et camerounaises en particulier à la vaccination anti-COVID-19.

Nous avons analysé le contenu des médias disponibles en ligne sur les solutions africaines à la COVID-19 d'une part et des résultats d'une enquête d'opinion effectuée auprès des Camerounais-es sur leur perception de la

vaccination en question; et nous avons interrogé les différentes variables contribuant à freiner leur adhésion à la vaccination à partir du modèle de persuasion dit « Elaboration Likelihood Model » (ELM).

Ces analyses démontrent que l'existence d'une pluralité de sources perçues comme crédibles, qui s'opposent par leurs arguments sur la question de la vaccination contre la COVID-19, contribue à réduire leur capacité à persuader les populations camerounaises. Les autres variables telles que les messages contradictoires, la perception qu'ont les récepteurs de leur vulnérabilité à la COVID-19 et le contexte marqué, entre autres, par des solutions médicinales locales réputées efficaces, ainsi que la suspicion d'un complot des industries pharmaceutiques internationales contre l'Afrique, favorisent davantage la réticence vis-à-vis du vaccin contre la COVID-19. Ceci confirme le postulat du modèle de persuasion dit « Elaboration Likelihood Model » (ELM). Dans une perspective plus opérationnelle, on pourrait alors réfléchir à l'implémentation de ce modèle dans les campagnes de marketing social au Cameroun, de manière à accroître leur efficacité pour l'intérêt général.

Références bibliographiques

- Africa Center. (n.d.). *Dissiper les mythes du vaccin contre la COVID-19 en Afrique*.
<https://africacenter.org/fr/spotlight/dissiper-les-mythes-du-vaccin-contre-la-covid-en-afrique>
- Agence Anadolu. (2020). *Madagascar : COVID-19 – Lancement officiel de la vente du médicament Covid-Organics*.
<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/madagascar-covid-19-lancement-officiel-de-la-vente-du-m%C3%A9dicament-covid-organics-/1812234>
- Agence Anadolu. (2021). *La Tanzanie mise sur son remède à base de plantes pour lutter contre le coronavirus*.
<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/la-tanzanie-mise-sur-son-rem%C3%A8de-%C3%A0-base-de-plantes-pour-lutter-contre-le-coronavirus/2141219>
- Banque mondiale. (2021). *Comprendre les freins à la vaccination contre la*

COVID-19 en Afrique subsaharienne.
<https://blogs.worldbank.org/fr/africacan/comprendre-les-freins-la-vaccination-contre-la-covid-19-en-afrique-subsaharienne>

BBC Afrique. (2020). [Article en ligne].
<https://www.bbc.com/afrique/region-53174122>

Courrier international. (2021). *Défiance en Afrique : Les remèdes traditionnels font de l'ombre aux vaccins contre le COVID-19.*
<https://www.courrierinternational.com/article/defiance-en-afrique-les-remedes-traditionnels-font-de-lombre-aux-vaccins-contre-le-covid-19>

Godin, G. (1991). L'éducation pour la santé : Les fondements psychosociaux de la définition des messages éducatifs. *Sciences sociales et santé*, 9(1), 67-94. <https://doi.org/10.3406/sosan.1991.1185>

Jeune Afrique. (2020). *Coronavirus : L'OMS encourage la recherche africaine sur les médecines naturelles.*
<https://www.jeuneafrique.com/1047108/societe/coronavirus-loms-encourage-la-recherche-africaine-sur-les-medecines-naturelles>

Jeune Afrique. (2020). *Artemisia, baobab... Ces plantes africaines qui pourraient aider à lutter contre le coronavirus.*
<https://www.jeuneafrique.com/1058109/societe/artemisia-baobab-ces-plantes-africaines-qui-pourraient-aider-a-lutter-contre-le-coronavirus>

Kouagheu, J. (2021, 3 novembre). Les Camerounais fuient le vaccin contre le COVID-19 comme la peste. *Le Monde Afrique.*
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/03/les-camerounais-fuient-le-vaccin-contre-le-covid-19-comme-la-peste_6100834_3212.html

Le Temps. (2020). *Remède contre le COVID-19 : Et si la solution venait d'Afrique?*
<https://blogs.letemps.ch/tidiane-diouwara/2020/05/08/remede-contre-le-covid-19-et-si-la-solution-venait-dafrique>

Longmene, K. B. (2021). Cameroun : Les médicaments naturels anti-COVID-19 autorisés font débat. *SciDev.Net.*
<https://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/features/cameroun-les-medicaments-naturels-anti-covid-19-autorises-font-debat>

Ministère de la Santé publique du Cameroun. (2022). *COVID-19 : La vaccina-*

tion commencée.

[https://www.minsante.cm/site/?q=fr/content/
covid-19-la-vaccination-commenc%C3%A9](https://www.minsante.cm/site/?q=fr/content/covid-19-la-vaccination-commenc%C3%A9)

Ndjock, N., & Djadeu, C. (2021, 26–28 mai). *La sensibilisation officielle sur la pandémie du COVID-19 à l'épreuve des pratiques quotidiennes des étudiants dans le campus de l'Université de Yaoundé I*. Communication présentée au colloque international « COVID-19 et Renaissance Africaine ».

Organisation mondiale de la Santé. (2021a). *L'OMS soutient une médecine traditionnelle reposant sur des éléments scientifiques probants*.

[https://www.afro.who.int/fr/news/
loms-soutient-une-medecine-traditionnelle-reposant-sur-des-elements
-scientifiques-probants](https://www.afro.who.int/fr/news/loms-soutient-une-medecine-traditionnelle-reposant-sur-des-elements-scientifiques-probants)

Organisation mondiale de la Santé. (2021b). *Lutte contre la COVID-19 au Burundi : La médecine traditionnelle, une alternative crédible*.

[https://www.afro.who.int/fr/news/
lutte-contre-covid-19-au-burundi-la-medecine-traditionnelle-une-alter
native-credibile-et](https://www.afro.who.int/fr/news/lutte-contre-covid-19-au-burundi-la-medecine-traditionnelle-une-alternative-credibile-et)

Our World in Data. (2022a). *COVID-19 vaccinations – Nigeria*.

<https://ourworldindata.org/covid-vaccinations?country=NGA>

Our World in Data. (2022b). *COVID-19 vaccinations – République démocratique du Congo*.

<https://ourworldindata.org/covid-vaccinations?country=COD>

Our World in Data. (2022c). *COVID-19 vaccinations – World*.

https://ourworldindata.org/covid-vaccinations?country=OWID_WRL

Our World in Data. (2022d). *Coronavirus data explorer*.

<https://ourworldindata.org/explorers/coronavirus-data-explorer>

Paitraud, D. (2021). *Risque de COVID-19 sévère et de décès : Les résultats d'une vaste étude de cohorte française*. VIDAL.

[https://www.vidal.fr/actualites/
26615-risque-de-covid-19-severe-et-de-deces-les-resultats-d-une-vaste
-etude-de-cohorte-francaise.html](https://www.vidal.fr/actualites/26615-risque-de-covid-19-severe-et-de-deces-les-resultats-d-une-vaste-etude-de-cohorte-francaise.html)

Petty, R. E., & Briñol, P. (2007). Mécanismes psychologiques de la persuasion. *Diogenes*, 217, 58–78. <https://doi.org/10.3917/dio.217.0058>

Quartz Africa. (2021). *In Zimbabwe, COVID-19 vaccine competes with herbal remedies*.

[https://qz.com/africa/1978170/
in-zimbabwe-covid-19-vaccine-competes-with-herbal-remedies](https://qz.com/africa/1978170/in-zimbabwe-covid-19-vaccine-competes-with-herbal-remedies)

Vox Afrique. (2021). *L'Ouganda valide un traitement contre la COVID-19 à*

base de plantes médicinales.

<https://www.voaafrique.com/a/>

*l-ouganda-valide-un-traitement-contre-la-maladie-covid-19- %C3 %A0-
base-de-plantes-m %C3 %A9dicinales-/5950860.html*

Yahoo News. (2021). *Défiance en Afrique : Les remèdes traditionnels font de
l'ombre aux vaccins contre le COVID-19.*

<https://fr.news.yahoo.com/>

*d %C3 %A9fiance-afrique-rem %C3 %A8des-traditionnels-font-10554735
3.html*

Le Cameroun à l'épreuve de la COVID-19 : analyse sociologique des rationalités de ripostes locales des acteurs

GEORGES MBANG NSANGOU, ROBERT MARIE MBA ET YVES BERTRAND
DJOUDA FEUDJIO

Depuis son apparition en Chine en décembre 2019 dans la ville de Wuhan, la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus a déjà fait plusieurs victimes dans le monde. S'exprimant sur la situation épidémiologique de cette pandémie, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tédros Adhanom Ghebreyesus déclarait le 18 mars 2020, lors d'une allocution liminaire (OMS, 18 mars 2020), que jusqu'à ce jour, 233 cas de COVID-19 avaient été enregistrés en Afrique subsaharienne et que 4 personnes seulement en étaient décédées contre 8 000 décès et plus de 200 000 personnes infectées dans le reste du monde. Si l'on se réfère uniquement à ces données épidémiologiques, il apparaît que l'Afrique est la région la moins touchée par cette pandémie malgré la réputation de fragilité du système de santé publique de la majorité de ses pays, contrairement à ceux des pays dits « développés ». Toutefois, appelant à la vigilance, le directeur général de l'OMS déclarait que « le meilleur conseil à donner à l'Afrique est de se préparer au pire et de se préparer dès aujourd'hui » (OMS, 18 mars 2020).

Face à cette déclaration de l'OMS considérée comme une mise en garde aux pays africains, majoritairement sous-équipés sur le plan médical, force est de constater que l'hécatombe prédite par l'instance sanitaire mondiale n'a pas été effective, car jusqu'au moment de la rédaction de ce papier, les données épidémiologiques révèlent que ce continent reste le moins touché par cette pandémie, contrairement à d'autres régions du monde. Dans la même logique, Laurence Caramel (2021) rapporte qu'« un an après l'apparition du premier cas de SARS-CoV-2 en Égypte, le 14 février 2020, le continent s'apprête à franchir le cap des 100 000 décès. Le chiffre, au regard des bilans de l'Europe ou des Amériques, est minime. Avec 1,3 milliard d'habitant-es,

soit 15 % de la population mondiale, le continent n'enregistre que 4 % des victimes de l'épidémie de Covid-19 ». Dès lors, comment comprendre cette capacité de résilience des systèmes de santé des pays africains en général et du Cameroun en particulier face à la COVID-19? Découle-t-elle de l'ingéniosité des populations locales dans le domaine de la pharmacopée dite « traditionnelle »? Si oui, n'est-il pas temps pour les décideurs politiques et les instances d'homologations scientifiques internationales de reconnaître une fois pour toutes la compétence de la pharmacopée dite « traditionnelle » au moment où le monde est en hibernation sous l'effet de cet ennemi invisible?

La COVID-19 dans le monde

La pandémie de COVID-19 a remis en cause l'establishment politico-diplomatique et économique-culturel mondial. En effet, malgré le niveau de développement atteint dans certains pays considérés comme modèles, la gestion de la crise sanitaire engendrée par la COVID-19 a mis en évidence la fragilité des systèmes de santé, indépendamment du niveau de développement des pays affectés. Cette fragilité s'est observée par exemple dans les difficultés d'approvisionnement en masques et en matériels de protection pour les personnels soignants aussi bien en France, en Italie, aux États-Unis qu'en Afrique. Par ailleurs, la propagation rapide de ce virus au sein de la population et l'augmentation quotidienne du taux de morbidité partout dans le monde ont été révélateurs d'un autre problème criard en milieu hospitalier : l'insuffisance des structures d'accueil et de prise en charge des patient-es. Selon un rapport de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS), « le nombre de patients souffrant d'affections respiratoires a augmenté et la quantité disponible de lits et de ressources spécialisées dans les hôpitaux, par exemple de lits d'USI (Unité de Soins Intensifs) et de ventilateurs, a diminué » (2021). Ceci prouve que les infrastructures hospitalières, notamment les unités d'accueil de soins intensifs, ont enregistré un grand nombre de patient-es covidées au-delà de leur capacité d'accueil habituelle. C'est dire qu'en peu de temps, la COVID-19 a relégué au second plan toutes les autres épidémies (deux grippes aviaires, grippe H1N1, SARS coronavirus, MERS coronavirus, Ebola, variole, Chikungunya ou encore Zika). Contrairement à ces crises, la COVID-19 a la particularité, non seulement de paralyser l'économie mondiale, mais aussi d'obliger des centaines de milliers de personnes

à rester confinées dans leurs domiciles. Les données épidémiologiques sur l'évolution de cette pandémie révèlent que le nombre de cas positifs ne cesse de croître dans le monde. Dans son allocution du 11 mars 2020, le directeur général de l'OMS a révélé que le monde compte désormais plus de 118 000 cas dans 114 pays et 4 291 décès (OMS, 11 mars 2020).

Le continent africain où l'OMS prédisait une hécatombe, a enregistré son premier cas déclaré le 14 février 2020 suite à l'identification d'un cas positif en Égypte. Depuis lors, la courbe de contamination n'a cessé de progresser. À la date du 29 juin 2020, le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies en abrégé CDC (Centers for Disease Control and Prevention) recensait en Afrique 383 747 cas et 9 691 décès contre 183 421 guérisons. De manière détaillée, ces chiffres sont répartis selon le tableau 1.

Tableau 1. Données épidémiologiques de la COVID-19 en Afrique selon la CDC, juin 2020

Sous-régions	Nombre de cas de COVID-19	Nombre de décès	Nombre de guérisons
Afrique Centrale	33 164	725	16 288
Afrique de l'Est	36 168	1 059	16 996
Afrique du Nord	96 789	4 107	38 344
Afrique Australe	143 590	2 524	71 306
Afrique de l'Ouest	74 036	1 276	40 487

Ces données épidémiologiques révèlent que cette pandémie n'épargne pas le continent africain, même si certaines régions sont plus affectées que d'autres. Toutefois, il faut rester prudent, car ces données ne représentent que la partie émergée de l'iceberg, basée sur les chiffres officiels en circulation.

La COVID-19 au Cameroun

Le premier cas de COVID-19 a été déclaré au Cameroun le 06 mars 2020, d'après le communiqué de presse n° 45 signé en 2020 par le ministre de la

Santé publique. Bien qu'il soit difficile de connaître avec exactitude l'ampleur des transmissions à cause de l'accès limité aux services de tests, il faut toutefois noter que depuis la découverte de ce premier cas, la courbe épidémiologique n'a cessé de croître. Le tableau ci-dessous récapitule l'essentiel de la situation épidémiologique du nouveau coronavirus, quatre mois après son apparition au Cameroun.

**Tableau 2. Cas cumulés du 06 mars au 06 juillet 2020,
MINSANTE, SITREP, n° 38**

Régions	Cas COVID-19	Décès	Guéris	Létalité en %
Adamaoua	139	3	39	2.2
Centre	7 885	103	6 743	1.3
Est	935	23	532	2.5
Extrême-Nord	118	6	74	5.1
Littoral	3 436	88	2 972	2.6
Nord	128	11	98	8.6
Nord-Ouest	328	31	197	9.5
Ouest	868	54	444	6.2
Sud	501	13	285	2.6
Sud-Ouest	578	27	141	4.7
Total	14 916	359	11 525	2.4

Au regard de ce tableau qui recense le nombre de cas de COVID-19 au Cameroun par région entre le 06 mars et le 06 juillet 2020, il ressort que les régions du Centre et du Littoral enregistrent le plus grand nombre de cas. Ceci peut s'expliquer par le fait que ces régions hébergent les deux plus grandes villes (Yaoundé et Douala) à forte densité humaine. En effet, sur 23 799 022 habitant-es que comptait le Cameroun en 2018 selon les données fournies par PopulationData.net, Douala et Yaoundé sont considérées comme les villes les plus peuplées, avec respectivement 2 768 436 habitant-es et 2 765 568 habitant-es.

Toutefois, comparativement aux grandes métropoles européennes comme Paris, qui a enregistré 138 771 cas (2021: 1) de COVID-19 en une semaine (entre le 15 et le 21 février 2021), il convient de reconnaître que le virus a circulé moins au Cameroun que dans ces pays dits « développés ». Ceci s'est encore vérifié au mois de mars 2021 où, selon le Centre de coordination

des opérations d'urgence de santé publique en abrégé CCOUSP¹, entre le 04 et le 17 mars 2021, le Cameroun a enregistré 47 669 cas confirmés de COVID-19 avec 721 décès et un taux de létalité de 1,5%. Au regard de ces données statistiques, comment comprendre et expliquer l'étonnante résilience du continent africain en général et du Cameroun en particulier face à cette pandémie?

Méthodologie

Le choix porté sur la démarche descriptive et interprétative se justifie par le fait qu'elle représente « la seule façon d'obtenir une description interprétative détaillée et holiste du phénomène dans son contexte naturel » (Corbière & Larivière, 2014, p. 7). Selon la perspective des participant·es, la démarche descriptive et interprétative accorde une importance à la découverte, à l'exploration et à la quête de la signification des phénomènes. Le choix porté sur la ville de Douala comme site de cette étude se justifie par le fait qu'elle représente le pôle économique du Cameroun, avec son principal port qui dessert plusieurs pays limitrophes. De par cette position stratégique sur le plan économique, Douala est l'une des villes les plus peuplées du Cameroun avec 3 175 664 habitant·es (MINSANTE/Cameroun, 2016, p. 36). Par ailleurs, entre le 1er et le 04 mai 2020, le pays affichait 2 265 cas confirmés de COVID-19, dont 771 cas dans la région du littoral, dont Douala est le chef-lieu.

La sélection des participant·es à cette étude s'est faite à partir d'un tirage aléatoire auprès des individus résidant dans la ville de Douala. Au final, l'échantillon a été obtenu par l'effet « boule-de-neige ». Les entretiens individuels et les observations *in situ* ont favorisé la collecte des données primaires. Le choix de cette technique s'est justifié par le souci de comprendre les logiques d'actions des individus dans leur quête d'évitement de la COVID-19, car tout entretien, selon Ramos, (2015) a pour objectif la reconstruction du sens des comportements sociaux par la recherche de prédispo-

1. Le CCOUSP a été créé par arrêté No 051/PM du 12 mai 2020 portant mise en place du Centre de Coordination des Opérations d'Urgences de Santé Publique. Ce centre a pour rôle de coordonner les informations et les ressources pour appuyer les activités de riposte aux situations d'urgence en santé publique

sition ou d'inférence. Quant à l'observation, son choix repose sur le fait que cette technique permet, à travers l'exploration systématique, de recenser un maximum d'aspects du phénomène étudié.

Le cadre théorique a été bâti autour de l'ethnométhodologie, encore appelée approche conversationnelle. Cette approche met l'accent sur les récits des acteurs dans la quotidienneté de la réalité sociale. Contrairement à l'holisme durkheimien qui explique la partie par le tout, l'ethnométhodologie, à travers l'analyse des activités humaines, « cherche à étudier les phénomènes sociaux incorporés dans nos discours et nos actions » (Coulon, 1987, p. 116). Il s'agit d'un courant de pensée qui place l'acteur social au centre de la « racontabilité » en ce sens où « les acteurs sociaux ne sont pas agis inconsciemment, ils comprennent le sens de leurs actions » (Delas & Milly, 1997, p. 301). Selon Garfinkel, figure de proue de ce modèle, les acteurs sociaux ne sont pas des marionnettes sociales, « des idiots culturels » ou des « messieurs Jourdain » (Garfinkel, 1967, p. 12) dans la mesure où ils ont chacun d'entre eux a des expériences et des vécus quotidiens différents. Ils peuvent donc poser un regard critique sur ce qu'ils font, mais aussi produire des « ethnométhodes », c'est-à-dire des manières de faire ordinaires pour répondre aux contraintes de la vie quotidienne.

Dans le cadre de cette étude, cette théorie a permis de comprendre le sens que les individus donnent à leurs actions quotidiennes dans leur quête de protection face à la pandémie de COVID-19. Afin de mieux comprendre le sens de ces différentes pratiques quotidiennes des populations de la ville de Douala en contexte de la pandémie de COVID-19, il est impératif de les mettre au centre de la « racontabilité ».

Résultats et interprétations

Les acquis en matière de gestion des catastrophes et urgences de santé publique au Cameroun

Selon Burnett (1988), le processus de gestion des catastrophes ou crises sanitaires obéit à trois phases : la pré-crise, la phase d'urgence et la post-crise ou phase de reconstruction. D'après Atangana-Abé (2021, p. 125), la phase

de pré-crise est marquée, de façon générale, par l'adoption d'instruments nationaux de prévention des catastrophes inspirés des conventions internationales. Au Cameroun, poursuit-il, le ministère de l'Administration territoriale en est le principal acteur. Dans l'une de ses publications scientifiques, Tchingankong Yanou (2014) rappelle que ce choix date de 1961 avec la création, au sein de la direction des affaires politiques de ce ministère, du Service de la protection civile chargé de la gestion des sinistres. Érigé plus tard en 1995 en Direction de la Protection Civile (DPC), ce service fonctionne en synergie avec d'autres organisations telles que la Croix-Rouge camerounaise, le ministère de la Santé publique, le Corps national des sapeurs-pompiers, le service d'assistance médicale d'urgence, l'Institut des recherches géologiques et minières. Hormis ce dispositif, l'armature institutionnelle de la gestion des catastrophes au Cameroun s'est étoffée au fil des ans. Le but étant de rendre plus efficaces les interventions gouvernementales. Dans cette optique, l'État a créé d'autres structures, dont le Conseil national de la protection civile (CNPC) en 1996, l'Organisation des plans d'urgence et des secours en cas de catastrophe ou de risque majeur (ORSEC) en 1998, le Programme national de prévention et de gestion des catastrophes (PNPGC) en 1998 et l'Observatoire national des risques (ONR) en 2003.

Le conseil national de la protection civile

Le Conseil national de la protection civile (CNPC) est un organisme consultatif qui assiste le président de la République en matière de protection civile. Selon le Décret No 96/054 du 12 mars 1996 fixant la composition et les attributions de ce conseil (MINATD, 1996), il doit veiller entre autres à :

- une évaluation nationale détaillée des risques de catastrophes naturelles et technologiques, d'accidents graves et de calamités;
- la mise à jour permanente d'un inventaire de fournitures, de matériels, de moyens et de personnels pouvant être mobilisés en cas de situation d'urgence;
- aux études générales sur les mesures de protection civile en temps de paix comme en temps de guerre.

Hormis ces attributs, le conseil national de la protection civile est aussi

chargé de l'élaboration d'un plan national d'intervention et d'organisation en temps de crise sanitaire ou de catastrophe.

L'Organisation des plans d'urgence et des secours en cas de catastrophe ou de risque majeur (ORSEC)

La mise sur pied de cet organe a été rendue possible à la suite de l'incendie de Nsam, provoqué par un accident ferroviaire. En effet, tirant les leçons de cette catastrophe, un plan d'organisation des secours par l'ORSEC a vu le jour par Décret n° 98/031 du 09 mars 1998 portant organisation des plans d'urgence et des secours en cas de catastrophe ou de risque majeur (MINATD, 1998). L'ORSEC est un guide constitué d'un ensemble des mesures d'interventions rapides qui doivent être prises pour faire face à des catastrophes ou à des risques majeurs survenant sur l'étendue du territoire camerounais. Autrement dit, c'est un « dispositif d'organisation territorialisée de la gestion des sinistres. Ils placent les autorités administratives en situation de mobilisation de l'ensemble des ressources nécessaires pour la maîtrise des phénomènes inopinés » (Tchingankong, 2014, p. 11). Au regard de ce dispositif, le déclenchement des plans d'urgence et des secours en cas de catastrophe ou de risque majeur se fait par le préfet à l'échelle du département, par le gouverneur à l'échelle de la région et par le secrétaire général de la présidence de la République au palier national. Dans le cadre de la riposte à la pandémie de COVID-19, il a été donné de constater qu'en plus de l'existence de l'ORSEC, une task force COVID-19, présidée par le ministre d'État, secrétaire général de la présidence de la République, a été créée.

Le Programme national de prévention et de gestion des catastrophes (PNPGC)

Il a été mis en place au Cameroun en 1998 avec la collaboration du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à la suite de la Conférence mondiale sur la prévention et la gestion des catastrophes tenue à Yokohama, au Japon, en mai 1994. Le PNPGC a pour objectif le renforcement des capacités managériales, matérielles et logistiques du gouvernement, en matière de planification, de prévention et de gestion des catastrophes. Sur le terrain, les activités de ce programme ne sont pas beaucoup visibles.

L'Observatoire national des risques (ONR)

L'observatoire national des risques a été créé et régi par l'arrêté n° 037/PM du 19 mars 2003 portant création, organisation et fonctionnement d'un observatoire national des risques au Cameroun. D'après cet arrêté (paragraphe 2), l'ONR est un « cadre de concertation et de collaboration entre les différentes administrations concernées, les organismes publics ou privés, nationaux et internationaux impliqués dans la gestion préventive des risques ». Parmi ses missions, l'ONR est chargé d'effectuer la collecte, la gestion et la diffusion des informations sur les risques naturels et technologiques.

De ce qui précède, il apparaît que le Cameroun dispose d'une pléthore d'institutions en phase de pré-crise, dont l'objectif vise à prévenir et à mieux gérer la survenue d'une catastrophe sur son territoire. Bien que louable, il convient de préciser que la multiplicité des textes et des acteurs dans la gestion des catastrophes augmente les coûts d'intervention et empêche la concentration de l'expertise au même endroit. Par ailleurs, l'on constate que le ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation, particulièrement la direction de la protection civile (DPC), est omniprésente dans la gestion des catastrophes et crises sanitaires. Si cela traduit l'implication de l'État pour la préservation des vies des citoyen·nes, il est regrettable que ce ministère soit politiquement marqué par le parti au pouvoir (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais). Cette situation entraîne la méfiance d'une partie de la population pour les décisions prises par les responsables de ce département ministériel dans le cadre de la gestion des crises sanitaires comme la pandémie de COVID-19. Il faut également noter que ces institutions brillent par leur instabilité du fait qu'elles changent au gré de la survenance des catastrophes. Cela s'est observé avec l'avènement de la pandémie de COVID-19 qui a favorisé la mise en place de nouveaux organes de riposte et de gestion de cette crise sanitaire planétaire.

Les dynamiques de ripostes locales

La riposte incarnée par le pouvoir légal rationnel

À l'observation de la société camerounaise, on peut identifier deux catégo-

ries d'acteurs sur le champ de la lutte contre la COVID-19: d'un côté, les acteurs dotés d'une légitimité formelle incarnée par le pouvoir légal rationnel et de l'autre côté, les acteurs qui jouissent d'une légitimité traditionnelle ou charismatique résultant du pouvoir ancestral ou de leurs talents intrinsèques. Au lendemain de la découverte des premiers cas de COVID-19 au Cameroun le 06 mars 2020, les actions coordonnées des acteurs ont considérablement contribué à ralentir la circulation du virus sur le triangle national. Ces actions entrent dans le cadre de la riposte.

La notion de riposte renvoie à la capacité de réaction face à une situation donnée. Elle peut être menée de manière collective ou individuelle. Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 au Cameroun, le gouvernement a opté pour une stratégie de riposte dualiste alliant à la fois les mesures préventives et celles relatives à la promotion de la santé. Le Ministère de la Santé Publique, avec l'appui de l'OMS et de tous ses autres partenaires, a très tôt pris des initiatives pour renforcer la surveillance des cas de COVID-19 dans les Points d'Entrées (PoE) du pays dès février 2020. Il s'agissait de la production et la dissémination des fiches et dépliants de sensibilisation des voyageurs et la mise à disposition des équipements technologiques de surveillance dans les principaux aéroports internationaux du Cameroun dont l'Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen et l'Aéroport International de Douala. Ces mesures ont été renforcées au lendemain de la découverte du premier cas de COVID-19 au Cameroun. En effet, dès le 17 mars 2020, une stratégie gouvernementale de riposte face à la pandémie du coronavirus comportant 13 points a été mise sur pied. Parmi les mesures issues de cette stratégie, la plus emblématique a été la décision de fermer les frontières terrestres, aériennes et maritimes à partir du mercredi 18 mars 2020 jusqu'à nouvel ordre. Cette mesure a permis de contrôler et de réduire la circulation du virus grâce à la suspension de tous les vols passagers en provenance de l'étranger. Dans un entretien accordé au magazine *Marianne* le 12 avril 2020, Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, magnifie l'efficacité de cette mesure en ces termes :

Je crois que l'efficacité technique des pays du continent est évidente. Les mesures de restrictions pour contenir l'épidémie ont été prises très tôt et de façon très rapide. Dès lors que le virus a commencé à se répandre sur le globe, la première mesure de beaucoup de pays africains a été de fermer les frontières.

Hormis cette mesure, le gouvernement avait également prescrit la fermeture des établissements publics et privés de formation relevant des différents ordres d'enseignement, de la maternelle au supérieur, y compris les centres de formation professionnelle et les grandes écoles. Dans la même foulée, les débits de boissons, les restaurants et les lieux de loisirs avaient également reçu l'ordre de fermer systématiquement à partir de 18h. En outre, les transporteurs interurbains et autres conducteurs d'engins avaient été invités à limiter la surcharge. Pour ce faire, les rassemblements ont été réduits à 50 personnes au plus.

D'autres mesures ont été prises par le gouvernement dans le cadre de la promotion de la santé en vue de contenir et de limiter la circulation du virus sur le territoire national. Lorsqu'on parle de promotion de la santé, il s'agit d'un processus qui confère aux populations les moyens d'assurer un plus grand contrôle de leur propre santé et de l'améliorer (OMS, 1986, p. 15). Dans le contexte actuel marqué par la propagation exponentielle de la COVID-19, le gouvernement, qui est garant de la santé publique des citoyen·nes, a prescrit aux populations les gestes barrières comme : se désinfecter les mains avec une solution hydroalcoolique et se laver les mains avec de l'eau propre coulante et du savon. À ces mesures, se sont ajoutées d'autres, dont l'homologation d'un protocole thérapeutique, l'obligation du port du masque par toute personne se trouvant dans un espace ouvert au public, l'ouverture d'un fonds de solidarité pour la riposte nationale à la COVID-19. Dans la même foulée, le gouvernement a lancé l'industrie de fabrication de la chloroquine en juillet 2020 pour pallier au problème de carence et de surenchère constatés sur le marché.

Si ces mesures de prévention et de contrôle de la maladie ont été saluées, il faut toutefois noter qu'elles ont suscité un autre problème : les inégalités entre les citoyen·nes en ce qui concerne les moyens de subsistance au quotidien et l'accès aux services de base tels que les produits de première nécessité, l'eau et l'assainissement. En effet, dans une société où la quasi-totalité des activités relève du secteur informel, l'accès à ces services oblige les citoyen·nes à quitter leur maison chaque jour en quête d'une pitance. Il faut par ailleurs noter qu'au Cameroun, plus de 27% des ménages n'ont pas accès à l'eau potable, d'après le rapport de la cinquième enquête à indicateurs multiples menée en 2015 par l'Institut National de la Statistique (INS). En évoquant les conséquences de cette situation, Mba (2011, p. 246) fait savoir que « chaque jour, on impute au manque d'eau potable le décès de 4900 enfants en Afrique. [...] seuls 58 % des Africains au sud du Sahara ont accès

à l'eau potable. Dans les grandes villes africaines, moins de 10 % des habitant-es bénéficient d'installations sanitaires raccordées à l'égout et seulement 10 à 30 % des ordures ménagères sont collectées ». Cette situation n'est pas propice à l'application des mesures d'hygiènes, pourtant primordiales dans la lutte contre la COVID-19. En outre, dans une société où la majorité de la population vit avec moins d'un dollar par jour, la limitation des surcharges dans les transports a créé un effet pervers : la flambée des prix. C'est ce qui ressort du témoignage de Jean-Pierre : « Avant-hier, j'ai payé 8000 Fcfa dans le bus classique pour partir de Yaoundé pour Douala. Avant cette mesure, on payait 3000 Fcfa. C'est trop pour nous le petit peuple » (entretien réalisé le 28 mars 2020 avec Jean-Pierre).

Au regard de ces difficultés, les populations ont développé une attitude de « déviance » et de « défiance » contre ces mesures prescrites par les pouvoirs publics. En effet, il a été donné plusieurs fois de constater que les attroupements de plus de 50 personnes dans les espaces publics comme les marchés, où la distance d'un mètre et demi est recommandée pourtant par l'OMS, sont monnaie courante. Aussi, l'on observe les surcharges dans les transports en commun au mépris de la prescription gouvernementale et du risque que cela représente.



Planche 1. Les formes de déviance constatées dans l'espace public au Cameroun vis-à-vis des mesures gouvernementales de lutte contre la COVID-19. Source : photos prises par les auteurs dans la ville de Douala le 16/05/2020

Si ces actes sont justifiés par l'instinct de survie, ils peuvent s'apparenter aux « déviances ». Toutefois, il faut reconnaître que les populations sont conscientes du danger encouru au quotidien. À cet effet, elles ont développé

des savoir-faire endogènes visant à combattre au quotidien le virus. Ces savoirs constituent ce que nous appelons ici, les stratégies de riposte du peuple d'en bas face à la COVID-19.

La riposte incarnée par les acteurs de la médecine traditionnelle

La crise sanitaire provoquée par la COVID-19 a permis de mettre en évidence la richesse et la diversité des savoirs endogènes, en termes d'adaptation au contexte et de réinvention des stratégies de riposte contre ce mal « importé ». Elle a permis à la capacité d'innovation locale de s'affirmer en proposant des thérapies appropriées contre cette pathologie. Dans ce sens, une kyrielle de thérapies ancestrales a resurgi au gré de l'évolution de la pandémie, car au Cameroun, 80 % de personnes se réfèrent d'abord ou prioritairement aux tradipraticien·nes avant toute autre consultation médicale (Batibonak & Batibonak, 2017, p. 19). Ces thérapies peuvent être classées en deux groupes : les thérapies faites à domicile et celles proposées par les tradithérapeutes.

Au moment où la course aux vaccins contre la COVID-19 semble être l'apanage des pays riches du fait de son coût élevé, il s'observe dans le continent africain une floraison des recettes faites maison pour combattre la COVID-19. Dans ce sillage, chacun, en fonction de la « représentation sociale » qu'il se fait de cette maladie, a sa petite idée sur la recette thérapeutique à mobiliser. Dans la société camerounaise, la plupart des recettes reposent sur les plantes, bains de vapeur, potions à boire, macération, huiles essentielles. Hormis ces pratiques thérapeutiques, il existait également des mixtures ail, citron, gingembre bouillis, sans oublier les décoctions de l'« ékuk » et du « mfol », arbres des forêts du Centre, du Sud et de l'Est. Rapportant son expérience, Marie Loucie, cadre d'administration dans un établissement public de Douala raconte :

Pour me protéger contre le corona, je buvais chaque soir de l'eau chaude mélangée avec du miel et du citron. Parfois aussi, je buvais simplement de l'eau chaude avec le djindja. Bref chaque jour, je m'arrangeais toujours à boire une boisson chaude car on dit que ce virus ne résiste pas à la chaleur (entretien mené le 12 janvier 2021 avec Marie Loucie).

De ce témoignage, il ressort que pour se prémunir contre la COVID-19, les

populations locales ont inventé des recettes adaptées non seulement à leur bourse, mais également en fonction de leurs « représentations sociales » de cette maladie. D'autres par contre se sont référées aux tradithérapeutes dont la thérapie s'est aussi avérée efficace contre ce virus. Face à cette réalité, il convient de reconnaître que la maladie ne doit pas être a priori perçue comme l'expression d'une histoire collective ou le « signe d'un désordre social » (Augé, 1984, p. 35). Elle est d'abord une expérience personnelle avant d'être collective et qui « implique les principaux membres de son entourage socio-familial » (Djouda Feudjio, 2010, en ligne).

Selon l'OMS, la « Médecine traditionnelle » est un terme global utilisé à la fois en relation avec les systèmes, de MTR tels que la médecine traditionnelle chinoise, l'ayurvéda indien et l'unani arabe et avec diverses formes de médecine indigène. Les thérapies de MTR englobent les thérapies médicamenteuses qui impliquent l'usage de médicaments à base de plantes, parties d'animaux et/ou minéraux et les thérapies non médicamenteuses qui sont administrées principalement sans usage de médicaments, comme dans le cas de l'acupuncture, des thérapies manuelles et des thérapies spirituelles. En effet, la pharmacopée africaine ou médecine africaine propose une gamme variée de traitements à base de plantes pour lutter contre la COVID-19. Parmi elle, le Covid-Organics expérimenté dans la grande île de Madagascar, la Fagaricine au Gabon et l'élixir Covid de Mgr Samuel Kleda au Cameroun.



Planche 2. La gamme variée de thérapies proposées par la pharmacopée africaine face à la COVID-19, 2020. Source : fr.africanews.com (site consulté le 14/05/2020 à 18h23)

Si l'efficacité scientifique de ces remèdes à base de plantes n'est pas prouvée, il faut toutefois noter que la pharmacopée traditionnelle a joué un rôle important dans la lutte contre la COVID-19 en Afrique en général et au

Cameroun en particulier. En effet, lorsque le président malgache, Andry Rajoelina avait présenté, lors d'une conférence de presse tenue le lundi 22 avril 2020, un traitement contre la COVID-19 à base de plantes médicinales connu sous le nom de « Covid-Organics » ou « Artemesia », l'Afrique toute entière avait éprouvé une réelle fierté de montrer aux yeux du monde sa capacité et sa « capabilité » à se prendre en charge sans toujours attendre une assistance étrangère. Au cours de cette conférence, le président malgache a instruit la distribution de ce remède sous la forme d'une tisane dans les pharmacies. Par ailleurs, il a rendu obligatoire la consommation de ce produit pour les élèves qui devaient reprendre le chemin de l'école le mercredi 22 avril 2020. Si plusieurs pays africains ont manifesté leur adhésion à ce médicament potentiel, il faut toutefois reconnaître qu'il a subi les critiques de plusieurs organisations scientifiques et sanitaires, à l'instar de l'OMS qui avait estimé que le développement du Covid-Organics n'avait pas été subordonné aux exigences scientifiques en la matière.

Au Cameroun, Mgr Samuel Kleda, archevêque de Douala et phytothérapeute cumulant près de 30 ans d'expérience dans l'utilisation de plantes médicinales pour le traitement de diverses maladies, a annoncé le 25 avril 2020 la mise sur pied d'un produit phyto-thérapeutique contre la COVID-19. S'exprimant au sujet de sa trouvaille, il a précisé que ses recettes à base de plantes avaient permis aux personnes atteintes de coronavirus de se sentir mieux. Ce remède qui a fait la fierté du Cameroun a aussi suscité un véritable espoir au sein de la population en quête d'une thérapie contre la COVID-19. C'est le cas d'Irénée Ngomo, résidente à Douala et chrétienne catholique qui témoigne : « il y a trois semaines de cela, j'ai eu des symptômes de la maladie du coronavirus avec la toux sèche, le rhume et la gorge en feu. Par la suite, j'ai eu des problèmes de respiration » (*Cameroon Tribune* du 28 avril 2020, p. 9). Cette dame qui n'a pas toutefois été testée au coronavirus estime s'être mieux sentie après avoir pris le traitement proposé par l'archevêque. Tout comme cette patiente, Pierre Ekassi, cadre de banque à Douala, s'est référé à ce médicament. Il se veut plus formel lorsqu'il affirme :

J'ai été testé au Covid-19 à Douala, après avoir approché quelqu'un qui est rentré d'Italie il y a un mois et dont on dit qu'il est mort du coronavirus récemment. J'avais des signes de la maladie telle qu'on nous apprend à la télévision. Alors que j'attendais mes résultats, je suis allé voir Mgr Samuel Kleda et son équipe qui m'ont proposé gratuitement un médicament. Je me sens mieux depuis deux

semaines (propos recueillis par Jean François Chanon publiés dans *Cameroon Tribune* du 28 avril 2020).

De ces témoignages, il ressort que la pharmacopée traditionnelle joue un rôle capital dans la lutte contre la COVID-19, car par son « savoir-faire », elle a pu réussir là où la médecine conventionnelle éprouve des difficultés à proposer une thérapie capable de vaincre définitivement ce virus. Fort de ce constat, le gouvernement camerounais a initié des rencontres avec les acteurs exerçant dans ce secteur d'activités afin de procéder à un examen minutieux des solutions thérapeutiques contre ce mal et voir dans quelle mesure les soutenir. Lors d'une réunion tenue le 15 juillet 2020 à l'Institut de recherches médicales et d'études des plantes médicinales (Impm) entre cinq membres du gouvernement (Minresi, Minesup, Minsanté, Minedub, Minmindt) et les acteurs de la médecine traditionnelle, l'on va retenir que le traitement endogène, encouragé par le président de la République lors de son discours du 19 mai 2020, est une arme efficace pour éradiquer la pandémie de COVID-19. Toutefois, Jacques Fame Ndongo, le ministre de l'enseignement supérieur, précise qu'il faut passer à la phase purement scientifique, notamment à travers des essais cliniques et une validation scientifique. Au cours de cette réunion, Mgr Samuel Kleda va déclarer avoir déjà soigné près de 800 patient·es de la COVID-19 grâce à son médicament. Tout comme lui, Victor Lipot, va révéler qu'il a déjà pris en charge près de 780 malades. Malgré toutes ces prouesses, la médecine traditionnelle est encore à la remorque au Cameroun. Bien que faisant partie des trois sous-secteurs du système de santé camerounais, son statut reste encore ambigu parce que « le clair-obscur définitionnel qui l'encadre laisse la porte ouverte à son assimilation à la sorcellerie et à la magie condamnées par l'Article 251 du code pénal Camerounais » (Mbonji, 2009, p. 50).

Conclusion

Il était question d'identifier et d'analyser les facteurs explicatifs de l'étonnante résilience de l'Afrique en général et du Cameroun en particulier face à la pandémie de COVID-19 alors que l'OMS y prédisait l'hécatombe. Les analyses précédentes révèlent que les populations ont développé une attitude de déviance vis-à-vis des mesures gouvernementales dans le cadre de

la lutte contre cette pandémie. On constate toutefois qu'elles ont développé des stratégies de riposte locale visant à s'y prémunir. Ces stratégies puisées en grande partie dans la pharmacopée traditionnelle justifient l'étonnante résilience du Cameroun face à cette pandémie. Dans ce sens, la crise sanitaire engendrée par la maladie à coronavirus a révélé la richesse et la puissance des savoirs patrimoniaux (Bikoi Binam, 2020) dans leur capacité de lutte contre les pandémies. Ce faisant, elle a révélé aux yeux du monde la capacité de l'Afrique à se prendre en charge et la nécessité d'un déconfinement structurel des savoirs et une sortie de l'embrigadement de la pensée unilatérale qui fait de la médecine traditionnelle une médecine tropicalisée. Toutefois, il faut reconnaître que la victoire contre cette pandémie ne peut se faire que dans le cadre d'une mutualisation des forces qui lie les acteurs de la médecine conventionnelle et ceux de la médecine traditionnelle. Par ailleurs, la nécessité d'un toilettage du secteur de la pharmacopée traditionnelle s'impose pour le débarrasser des « charlatans » qui n'y ont pas leur place.

Références bibliographiques

- Atangana-Abé, J. (2021). La gestion de la pandémie de COVID-19 au Cameroun : bilan et perspectives. *Revue Organisations & territoires*, 30(3), 121-139.
- Augé, M. (1984). Ordre biologique, ordre social : la maladie comme forme élémentaire de l'événement. In M. Augé & C. Herzlich (Éds.), *Le sens du mal : anthropologie, histoire, sociologie de la maladie* (pp. 35-91). Éditions des Archives contemporaines.
- Batibonak, S., & Batibonak, P. (2017). Introduction : prolégomènes à un plaidoyer pour des thérapeutes marginalisés. In S. Batibonak & P. Batibonak (Éds.), « Nouveaux » thérapeutes au Cameroun (pp. 14-30). EDI-CAD.
- Binam Bikoi, C. (2020). *La COVID-19 et l'Afrique : les médecines et les savoirs patrimoniaux dans le choc de l'histoire... manifeste pour une Afrique structurellement déconfinée*. CERDOTOLA.
- Burnett, J. J. (1988). A strategic approach to managing crises. *Public Relations Review*, 24(4), 475-488.
- Canadian Institute for Health Information. (2021, May 13). COVID-19's impact

- on hospital services.
- <https://www.cihi.ca/en/covid-19-resources/impact-of-covid-19-on-canadas-health-care-systems/hospital-services>
- Caramel, L. (2021, February 14). En Afrique, l'ampleur de l'épidémie de COVID-19 reste une grande inconnue. *Le Monde*.
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/02/14/en-afrique-l-ampleur-de-l-epidemie-de-covid-19-reste-une-grande-inconnue_6069904_3212.html
- Corbière, M., & Larivière, N. (Éds.). (2014). *Méthodes qualitatives, quantitatives et mixtes dans la recherche en sciences humaines, sociales et de la santé*. Presses de l'Université du Québec.
- Coulon, A. (1987). *L'ethnométhodologie*. Presses Universitaires de France.
- Delas, J.-P., & Milly, B. (1997). *Histoire des pensées sociologiques*. Dalloz.
- Djouda Feudjio, Y. B. (2010). Réseaux relationnels et processus de soutien aux malades de la tuberculose au Cameroun. *REDES. Revista hispana para el análisis de redes sociales*, 18(6). <http://revista-redes.rediris.es>
- Edjenguélé, M. (2009). *Santé, maladies et médecine africaine : plaidoyer pour l'autre tradithérapie*. Presses Universitaires de Yaoundé.
- Garfinkel, H. (1967). *Studies in ethnomethodology*. Prentice Hall.
- Mba, R.-M. (2011). Le développement et État de droit en Afrique : le clair-obscur du raisonnement par l'empire. In *Repenser le développement à partir de l'Afrique* (pp. 237-257).
- Ministère de la Santé Publique (Cameroun). (2020). SITREP COVID-19, n° 38.
- Organisation mondiale de la santé. (1986). *Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé*.
- Organisation mondiale de la santé. (2020, March 11). Allocution liminaire du Directeur général de l'OMS lors du point de presse sur la COVID-19.
<https://www.who.int/fr/director-general/speeches/detail/who-director-general-s-opening-remarks-at-the-media-briefing-on-covid-19-11-march-2020>
- Organisation mondiale de la santé. (2020, March 18). Allocution liminaire du Directeur général de l'OMS lors du point de presse sur la COVID-19.
<https://www.who.int/fr/director-general/speeches/detail/who-director-general-s-opening-remarks-at-the-media-briefing-on-covid-19-18-march-2020>
- Ramos, E. (2015). L'entretien : les conditions d'une parole audible et personnelle. In *L'entretien compréhensif en sociologie : usages, pratiques, analyses* (pp. 45-70).

Santé publique France. (2021, February 25). COVID-19 : *point épidémiologique hebdomadaire*.

Tchingankong Yanou, M. (2014). La gestion par le haut des catastrophes au Cameroun : une expression de l'apprentissage étatique des politiques publiques. *Polis/Revue camerounaise de science politique*, 18-19(1-2), 101-127.

PopulationData.net. (s. d.). Cameroun.

<https://www.populationdata.net/pays/cameroun>

Perceptions sociales des centres de prélèvement et de dépistage COVID-19 à Abidjan

GASTON KONE TIÈGBE

La pandémie de COVID-19 a engendré une hypermédiation en partie entretenue par les réseaux socionumériques. Elle est marquée par la prégnance de fausses informations (Diakhaté *et al.*, 2021). En Afrique particulièrement, la diffusion exponentielle de l'information charrie rumeurs infondées, mythes et faits exagérés. Cette tendance est à l'origine des formes inédites de stigmatisation, par la dénonciation des étrangers « Blancs » et des Africains de la diaspora, et de l'engouement pour des remèdes « traditionnels ». Il importe d'ajouter que la lutte contre la pandémie s'avère plus difficile en Afrique et les campagnes de vaccination se heurtent à plusieurs écueils.

En Côte d'Ivoire, à l'instar des autres pays du monde, dès l'annonce des premiers cas, plusieurs actions furent entreprises par le Gouvernement ivoirien. Il s'agit notamment de : la mise en place d'un comité de crise, la sensibilisation et la diffusion de mesures préventives, l'élaboration d'un plan d'urgence de riposte, la détection systématique des cas suspects des voyageurs en provenance des pays touchés par la pandémie, la quarantaine ou le confinement et la prise en charge des cas confirmés (ministère du Budget et du Portefeuille de l'État, 2020).

Des actions de sensibilisation et de diffusion des mesures préventives furent aussi lancées. À ce titre, le gouvernement a procédé à la mise en place d'un plan de riposte, afin de réduire au maximum les rassemblements des populations, basé sur treize mesures à observer sur l'ensemble du territoire. Les mesures prises étaient les suivantes : la fermeture de tous les maquis et restaurants, bars, boîtes de nuit, cinémas et lieux de spectacle; l'instauration d'un couvre-feu; la régulation des transports interurbains, intercommunaux, et l'interdiction des déplacements non autorisés entre Abidjan et l'intérieur du pays; le confinement progressif des populations par aire géographique, en fonction de l'évolution de la pandémie; la création de couloirs

humanitaires pour venir en aide aux personnes ou aux communautés ayant un besoin urgent d'assistance (ministère de la Santé et l'Hygiène publique, 2020).

En tant qu'infection virale, la maladie à coronavirus (COVID-19) est hautement transmissible et pathogène. La prise en charge des patients doit se concentrer sur la prévention de la transmission à autrui et la surveillance de l'état clinique avec une hospitalisation rapide si nécessaire. Dans cette perspective, le Conseil national de sécurité (CNS) de Côte d'Ivoire, présidé par le Président de la République a décidé de la construction de quarante-et-cinq (45) centres de prélèvement et de dépistage, et de l'isolement du Grand Abidjan (comprenant les 10 communes d'Abidjan et 4 sous-préfectures). Pour réussir cette opération de prélèvement et de dépistage des populations, des sites ont été choisis, en dehors des centres de santé, plus proches des logements pour éviter de longs déplacements. Toutes ces mesures sont prises, sans une véritable prise en compte des croyances et des perceptions que les populations se font de la COVID-19. D'où l'intérêt de cette étude qui explore les perceptions sociales et les attitudes des populations d'Abidjan face au centre de prélèvement et de dépistage de la COVID-19.

En effet, la gestion unilatérale de cette crise sanitaire par les institutions de santé et gouvernementales et le manque de communication sociale ont créé des sentiments de méfiance chez les populations. Aussi, la gravité de la situation est-elle présentée par des éditions télévisées où l'on se limite à faire le décompte macabre et rappeler les mesures barrières. Cet ensemble de facteurs a fait le lit de la désinformation à travers les réseaux sociaux, développant des théories du complot. L'étude de cette thématique a fait l'objet de recherches dont nous décrivons un aperçu. Les manipulations de l'information se font à partir d'information satirique (Baym, 2005), information parodique (Berkowitz et Schwartz, 2016), information fabriquée (Subramanian, 2017), manipulation d'images fixes ou animées (Zubiaga et Ji, 2014), publicité mensongère (Nelson & Park, 2015), et propagande (Chen, Wu, Srinivasan, et Zhang, 2013). Elles se sont développées essentiellement via les plateformes telles que Facebook, Twitter, YouTube et WhatsApp (Huyghe et Sénéquier, cité par Diakhaté *et al.*, 2022). L'usage de ces informations a fortement désorienté les populations qui en abusaient et a favorisé le développement de perceptions sociales défavorables à toutes les actions menées pour endiguer cette crise.

D'autres études ont montré que le niveau de connaissance de la maladie varie selon le niveau d'exposition à l'information, l'attitude à l'égard des

mesures de prévention de la COVID-19 et la perception des risques liés à la COVID-19 (Azlan *et al.*, 2020) et d'autre part qu'il existe une corrélation entre les connaissances et les pratiques (Sengeh *et al.*, 2020). Desalegn *et al.* ont montré une corrélation positive modérée entre les connaissances et l'attitude, alors que les corrélations entre la connaissance et la pratique et l'attitude et la pratique étaient faibles (Desalegn *et al.* 2021). Selon Azlan *et al.* (2020), les connaissances, attitudes et pratiques que les gens ont à l'égard de la maladie jouent un rôle intégral dans la détermination d'une société à accepter les mesures de changement de comportement des autorités sanitaires (Azlan *et al.* 2020). De même, la connaissance du processus d'infection et de ses précautions peut être liée à la détermination des citoyens à suivre les directives gouvernementales concernant les mesures de quarantaine (Zegarra-Valdivia *et al.*, 2020).

La dissonance à la base de cette étude se trouve être la désapprobation des populations de certaines communes d'Abidjan à l'idée de la construction d'un centre de prélèvement et de dépistage dans leur quartier (résidentiel). Ce qui est remarquable, c'est la violence avec laquelle le centre en construction dans la commune de Yopougon a été détruit. Même si les communes de Koumassi et d'Abobo ont connu des manifestations isolées et très vite circonscrites, celles de Yopougon méritent que l'on s'y attarde et se questionne. Quelles sont les idéologies qui ont sous-tendu les réactions des populations de cette commune à l'égard de cet équipement? Les réactions des populations ont-elles un ancrage politique? Ne sont-elles pas liées au caractère infodémique de la pandémie? En d'autres termes, les moyens d'information utilisés par ces populations ne sont-ils pas à la base de cette perception négative du centre de prélèvement et de dépistage? Ne sommes-nous pas en face d'une crise de confiance entre les populations et les gouvernants?

Naturellement, la création d'un centre de prélèvement et de dépistage dans une cité résidentielle, en période de crise sanitaire, peut susciter de la crainte, mais devrait rassurer les populations à l'idée de connaître leur statut sanitaire. De ce qui précède, cette étude développe deux postulats :

- les perceptions sociales des populations à l'égard du centre de prélèvement et de dépistage COVID-19 ont un ancrage politique;
- leurs perceptions à l'égard de cet équipement sont liées aux croyances sociocognitives défavorables développées et entretenues par les réseaux socionumériques.

En ce sens, les perceptions sociales sont définies comme un univers ou un ensemble d'opinions, d'informations et de croyances organisées et structurées collectivement produites et partagées par des individus, membres d'un groupe dont l'homogénéité en dépend sur un objet donné. Elles sont des systèmes de communication permettant aux individus d'un groupe de comprendre et d'interpréter leur environnement en vue de justifier ou légitimer certaines conduites (Bonardi et Roussiau, 1999; Moliner *et al.*, 2002). Elles sont véhiculées à travers les discours, portées par les mots, dans les messages et les images (Jodelet, 1989). Somme toute, la perception sociale, selon Bourdieu (1981), consiste en la connaissance de la distribution des positions dans un espace social, distribution qui se réalise en fonction du volume du capital agissant dans cet espace. Suivant la nature et le volume de capital agissant, les agents sociaux s'identifient et se différencient des autres, s'apprécient et se classent sur l'échelle sociale. Le capital agissant sert ainsi de catégorie de perception, mieux de critère d'humanité. La catégorie ou le critère de perception légitime, c'est-à-dire reconnu en tant que tel, est celui qui légitime les couches sociales dominantes et leur permet d'assurer leur domination. Cette étude se veut être un retour d'expérience pour mieux comprendre les événements qui ont émaillé cette période dans la commune de Yopougon. Les objectifs de cette étude sont, par conséquent, de :

- décrire la chronologie des actions qui ont abouti à la destruction du centre de prélèvement et de dépistage de la commune de Yopougon;
- déterminer les perceptions sociales qui ont sous-tendu la destruction des centres de prélèvement et de dépistage de la commune.

Il convient à ce stade de la réflexion de décrire la méthodologie explorée.

Méthodologie

Cette étude s'inscrit dans une approche qualitative et se fonde sur les incidents qui ont conduit à la destruction violente du centre de prélèvement et de dépistage de la COVID-19 de la commune de Yopougon à Abidjan.

Terrain d'étude

La commune de Yopougon a servi de cadre d'étude pour cette recherche. Elle a été le lieu où les manifestations de destruction de centre de prélèvement et de dépistage ont été les plus violentes. Cette commune évoque des périodes chaudes de l'histoire récente de la Côte d'Ivoire, mais aussi et à la fois fastes. De l'avènement du multipartisme aux crises que le pays a connues, cette commune a été l'épicentre de la résistance à Abidjan. De la tentative de coup d'État du 19 septembre 2002 à la partition du pays qui l'a suivie, Yopougon est devenue le haut lieu du nationalisme « patriotique » des soutiens les plus actifs du président Laurent Gbagbo. Pourtant, si elle peut apparaître aujourd'hui comme une actrice intransigeante de la crise ivoirienne, il fut un temps encore assez proche où Yopougon représentait tout autre chose dans l'imaginaire collectif ivoirien, où son seul nom évoquait la fête, la convivialité, et surtout une certaine forme d'innovation culturelle urbaine, souvent associée à la débauche, au sexe, à l'alcoolisme et à la drogue. Commune la plus peuplée du pays, selon le dernier recensement, Yopougon compte 1 571 065 habitant-es (RGPH, 2021). Peuplée de fonctionnaires à revenus moyens, de jeunes gens désœuvrés dont le passe-temps favori reste les jeux du hasard ou la vente d'articles à la criée sur les artères principales, Yopougon est une commune où la débrouillardise est érigée en mode de vie.

Collecte des données

Le recueil des données dans ce type d'étude est particulier. Il s'agit de la reconstitution des faits, c'est donc un recueil des faits par entretien. L'entretien d'explication est une technique d'aide à la verbalisation. Son utilisation se situe a posteriori, une fois réalisée l'activité qui fait l'objet de l'analyse (Promé-Visinoni, 2014). Selon que l'entretien est individuel ou collectif, les résultats obtenus sont différents. Nous avons opté pour un entretien collectif, ce qui a eu pour avantage de construire un récit cohérent des faits, après deux tentatives. D'autres acteurs ou témoins, n'ayant pas été considérés initialement comme impliqués dans l'événement, ont pu être identifiés au fur et à mesure de la progression dans l'analyse et ont donc été interrogés à leur tour. Aussi, les entretiens se sont-ils tenus sur le lieu de survenue de l'évè-

nement (Hollnigel, 1998). Cette disposition est déterminante pour instaurer des conditions propices à l'expression et permet à l'acteur de se replacer plus facilement dans les conditions de réminiscence de l'événement. Pour ce faire, le récit des faits a débuté sur ce qu'ils ont fait, quelques heures, avant les incidents pour mieux construire la trame des faits.

Échantillon

Nous avons opté, dans le cadre de cette étude, pour l'échantillon raisonné. Le choix de cette méthode se justifie par le fait d'être en présence de deux groupes : ceux qui ont manifesté, les acteurs et les témoins, représentant ceux qui n'ont pas participé aux actions de destruction. Une méthode d'échantillonnage raisonnée est une méthode de sélection d'un échantillon par laquelle la représentativité de l'échantillon est assurée par une démarche raisonnée. Ici, dix (10) individus ont été choisis, cinq (5) acteurs ayant participé directement à l'évènement et cinq (5) ayant été témoins des faits. Ces individus habitent dans le quartier qui a été le théâtre des violences, ils se connaissent car partageant les mêmes espaces.

À titre pratique et pour des questions éthiques, l'objectif de la recherche a été explicité aux répondant-es, de même que l'utilisation des résultats. Un consentement tacite a été obtenu. Les participant-es étaient, par conséquent, libres de participer ou non à cette étude, ou de s'en retirer à tout moment, et ce, sans conséquence. Ils étaient libres également de choisir de ne pas répondre à une question. Les participant-es ont été informé-es de ce que signifiait leur participation à l'étude et leur consentement a été obtenu au moment du recrutement. Pour conserver la confidentialité des résultats, l'information nominative des participant-es a été remplacée par un code lors de la transcription et de l'analyse des données. Dans le souci d'établir un cadre cohérent d'analyse, le travail de synthèse des résultats a été construit comme une mise en relation des objectifs de l'étude avec lesdites informations pertinentes.

Analyse et traitement des résultats

L'analyse de tout discours sur la COVID-19 apparaît comme une exigence pour comprendre l'implicite et l'explicite d'un discours écrit ou oral. Elle vise à décrypter le contenu discursif des deux groupes sur la destruction du centre de prélèvement et de dépistage et de déceler les stratégies et l'idéologie qui ont sous-tendu cet événement. Ce travail se fonde sur une analyse relationnelle et stratégique. Il s'agit de relever des informations contenues dans ces discours sur la COVID-19 afin de les rendre accessibles à un plus grand nombre. Notre approche repose sur l'analyse de contenu du récit des acteurs et des témoins.

Toutes ces démarches ont été soutenues par une recherche documentaire qui a consisté à exploiter des ressources documentaires regroupant de la documentation officielle, des monographies et des articles sur la COVID-19.

Résultats

Les résultats de cette étude montrent que, malgré des campagnes de sensibilisation, la majeure partie de nos enquêté-es ne croient pas en l'existence de la pandémie. Les mesures de prévention étaient alors bien souvent contournées en l'absence de contrôle. Pour un bon nombre de nos répondant-es, le fait de voir des cas avérés est plus convaincant que les messages de sensibilisation. Ces états d'esprit sont fortement enclins à de théories complotistes.

Caractéristiques sociodémographiques des enquêté-es

Elles sont contenues dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1. Caractéristiques sociodémographiques des acteurs /témoins
Légende : PDCI : Parti Démocratique de Côte d'Ivoire; FPI : Front Populaire Ivoirien; RHDP : Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix

Caractéristiques	Acteurs	Témoins
Diplômés du supérieur	5	5
Aires linguistiques/régionales	Ouest, Centre-Ouest	Nord, Centre
Tranche d'âge	30 – 40	30 – 40
Activités professionnelles	Sans emplois	Sans emplois
Obédiences politiques	PDCI= 01, FPI= 04	RHDP= 03, Aucun= 02

À la lecture de ce tableau 1, les enquêté-es partagent des caractéristiques à savoir :

- sont tous jeunes (tranche d'âge comprise entre 30 et 40 ans),
- diplômés de l'enseignement supérieur,
- sans emplois.

Ils sont issus d'aires linguistiques et d'obédiences politiques différentes. Les acteurs de la destruction du centre sont issus de l'Ouest et du Centre-Ouest du pays et sont membres ou sympathisants du Front populaire Ivoirien (FPI) et du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), partis politiques d'opposition. Tandis que les témoins de cet évènement sont du Nord et du Centre du pays. Ils sont en majorité membres ou sympathisants du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), parti au pouvoir.

Présentation et analyse des données

L'analyse du récit des faits a été menée en trois phases. Ce sont ces différentes phases qui font l'essentiel de ce sous-point.

Phase préparatoire à l'incident

Phase préparatoire	Acteurs	Témoins
	Matinée du dimanche 06 avril 2020 - Convocation à une réunion de crise dans un maquis du quartier; - Présentation de la gravité de la situation (vidéos, messages, appels); - Mise en place des stratégies d'intervention et désignation de responsables; - Fin de la réunion, rendez-vous à 16 heures chez M. X, doyen du quartier; Dans l'après-midi, chez M. X - Rassemblement des responsables d'équipe au domicile du doyen; - Répétition des tâches et du plan d'attaque; - Présentation de l'équipement (cailloux, bâtons, barres de fer, briquets, boîtes d'allumettes, cagoules, sifflets...); - Information sur le système de sécurité du site (nombre de vigiles, équipements, etc.); - Plan d'attaque; - Confirmation du soutien des habitants du quartier... - Envoi des premières équipes qui devraient occuper les façades du site, pour lancer les hostilités (au coup de sifflet « ON VEUT PAS »).	Respect des mesures

Tableau 2. Récit de la phase préparatoire de l'incident

Le tableau 2 présente les étapes et l'organisation qui ont été à la base des événements qui ont émaillé la journée du 6 avril 2020. Cet incident a été planifié et organisé par des individus qui y ont participé avec des rôles et des missions bien déterminés.

À l'analyse, les acteurs de ces incidents se connaissent et se font confiance. Le fait de tenir des réunions tout en bravant les interdictions liées aux mesures barrières montre qu'au-delà de la crainte et de la peur que le centre de prélèvement et de dépistage puisse susciter, le dessein de cette action était de s'opposer aux autorités et de s'affirmer comme les « maîtres des lieux ». En réalité, cette organisation avant justifie le soutien de personnes autres que celles sur la scène des manifestations. Est-il besoin de rappeler que ce quartier a été pendant la crise post-électorale de 2011, un haut lieu de résistance? Ce qui a naturellement forgé une grande capacité de résistance et d'organisation des populations. En sus, le fait que tout le monde ne soit

associé à la planification et à l'exécution justifie pleinement une organisation de longue date, pas donc circonstancielle.

Une autre analyse de cette situation nous oriente vers l'usage des réseaux socionumériques dans l'adhésion des acteurs. En effet, M. X a présenté des images, des vidéos et fait des appels pour alerter les autres sur le danger imminent avec la création de ce centre. Cela démontre le rôle et la place des réseaux socionumériques dans la mobilisation des populations à accepter la situation et/ ou à s'y opposer. Dans le cadre de cette étude, ils ont été mobilisés par la propagande.

Phase 2 : L'incident

	Acteurs	Témoins
	De 18 heures à 20 heures - Déploiement des autres équipes (entrée du site, et sur les façades; - Jet de pierres et forcing des façades (déborder le dispositif de sécurité et policier venu en renfort); - Alerter et associer les passants et travailleurs de la dangerosité du projet; - Aux environs de 20 heures, l'équipe encagoulée a pénétré le site, enfumé par les jets de lacrymogène; - Mise en feu des cartons non déballés, saccage du matériel, destruction du chapiteau; - Intrusion généralisée et retrait des forces de l'ordre; - Félicitations, les poings levés (clin d'œil, salutations, embrassades, ...)	Au balcon de l'appartement ou aux alentours du site de l'incident

Tableau 3. Récit de l'incident

Le tableau 3 met en évidence la coordination de l'attaque du centre de prélèvement et de dépistage. Cette attaque a duré deux (02) heures. Elle a été très violente et bien coordonnée de sorte à déborder les forces de police comises à la sécurisation de l'espace. Une fois ces dernières débordées, elles se sont repliées. C'est en ce moment que les acteurs ont saccagé et brûlé tout ce qui pouvait l'être. Le forfait commis, ils se sont congratulés pour la réussite de l'attaque. Effrayés par la violence des attaques, les témoins sont restés à l'écart des manifestations.

Phase 3 : Après l'incident

	Acteurs	Témoins
Phase 3 : Après Incident	- Bilan à 22 heures : quelques blessés et des arrestations; - Prise en charge des blessés par M. X et conduits dans une clinique; - Assurance est donnée qu'ils seront libérés après quelques minutes au téléphone; - Information de la visite sur site du préfet d'Abidjan (mise en place d'une organisation pour discuter et négocier la libération des « camarades »); - Mettre la pression au préfet et au gouvernement par un refus catégorique pour réussir les négociations; - Mobiliser les riverains pour une action d'éclat, en leur donnant des éléments de langage : « ON NOUS A DIT QUE CE CENTRE RECEVRA LES MALADES DE COVID-19 »	Visite du site et écouter le message du Préfet.

Tableau 4. L'après incident

À la lecture, les manifestants sont organisés et ont su intégrer les instances de décision, au point d'avoir l'assurance de la libération de leurs camarades arrêtés et informés de la visite du préfet de la ville d'Abidjan. À la vérité, l'usage du vocable « camarade » pour désigner les acteurs arrêtés par les forces de police dénote de la familiarité entre les membres de cette organisation. Plus encore, c'est une appellation dans certains syndicats ou partis politiques de gauche. On peut donc supposer qu'ils pourraient être membres d'un parti politique et que ces manifestations sont une preuve qu'ils sont dans une perspective d'affirmation. C'est aussi, pour eux, l'occasion de profiter d'un moment de faiblesse du régime au pouvoir qui, pris dans ce tourbillon de la pandémie, est obligé de reconsidérer ses rapports avec les autres.

Quant aux témoins, traumatisés par la violence de la veille, ils ont visité les lieux et ont accordé beaucoup d'intérêt aux propos du préfet afin de comprendre ce qui s'est passé la veille. Pour cerner l'implicite et comprendre les perceptions sociales de cette situation, nous proposons un modèle de causalité des incidents afin de mieux analyser et comprendre les raisons profondes de cet incident. Il s'est agi pour nous d'établir des liens entre les informations collectées, et, de les structurer de façon à faire ressortir un lien causal entre les séquences évènementielles.

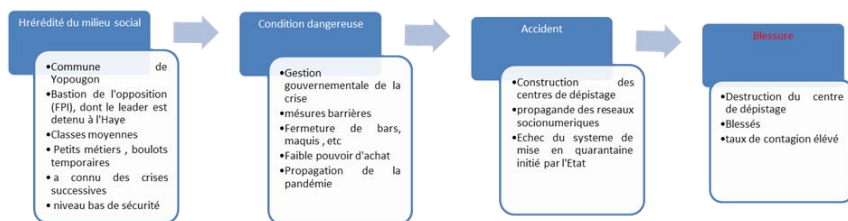


Figure 1. Adaptation du modèle de causalité des incidents de Heinrich (1980)

Ce graphe doit être lu de la droite vers la gauche (et contrairement aux sens fléchés) pour mieux percevoir les constructions sociocognitives qui ont sous-tendu les réactions violentes des populations de la commune de Yopougon. À sa lecture, nous comprenons les différentes séquences événementielles de l'incident de Yopougon. Le conflit trouve son origine dans un projet étatique de construction d'un centre de prélèvement et de dépistage de la COVID-19 mené sans information préalable des populations concernées. Cet événement s'inscrit dans un contexte de méfiance déjà alimenté par l'échec d'un précédent projet de mise en quarantaine systématique des voyageurs et voyageuses en provenance de pays touchés, dont les responsabilités n'avaient pas été clairement établies. Cette accumulation d'incompréhensions a favorisé la défiance envers les autorités et nourri la propagation d'informations alternatives sur les réseaux socionumériques, où les populations se sont informées via des chaînes cryptées et des plateformes comme Twitter, Facebook ou WhatsApp. La situation a dégénéré avec la destruction du centre, causant des blessés et des arrestations parmi les manifestant·es, le non-respect des mesures restrictives et une hausse du taux de contagion dans la commune. Les causes immédiates tiennent à une gestion étatique jugée défailante de la crise, aux contraintes liées aux mesures barrières, à l'arrêt des activités entraînant une baisse marquée des revenus et du pouvoir d'achat, à l'extension du foyer épidémique et à l'absence d'initiatives communales, le maire étant un membre influent du parti au pouvoir. À ces facteurs conjoncturels s'ajoutent des causes profondes liées à l'héritage social et aux représentations historiques de la commune : bastion de l'opposition ivoirienne dont le principal leader était alors jugé à La Haye, espace marqué par de graves crises sociopolitiques récentes et haut lieu de contestation nationale, territoire majoritairement peuplé de classes moyennes précaires vivant de petits métiers et d'emplois temporaires, confronté à une insécurité

persistante et à un faible investissement de l'État dans le développement des infrastructures économiques, sociales, sécuritaires et culturelles.

Partant des théories d'Heinrich (1980) et de Hollnigel (1998), nous considérons qu'une séquence événementielle s'apparente à une ligne de dominos qui s'effondrent l'une après l'autre. Leur analyse consiste donc à reconstituer la séquence de l'évènement dans une logique d'explication thématique des causes. Pour ce faire, il faut choisir le facteur clé et l'éliminer de la situation conflictuelle pour empêcher le début de la nouvelle réaction en chaîne. C'est assurément cet ensemble de circonstances qui est à la base de la construction sociale de cette commune et partant des perceptions sociales de ses populations à l'égard du centre de prélèvement et de dépistage. Aussi, cette description implicitement implique-t-elle les remédiations à la situation de cette commune.

Discussion de résultats

Cette étude sur les perceptions sociales des centres de prélèvement et de dépistage a suscité un intérêt particulier auprès des enquêtés, qu'ils soient acteurs ou témoins. Chacun d'entre eux a exprimé des mots ou expressions de son ressenti de l'expérience vécue par le récit des faits. L'analyse des résultats a permis de dessiner un modèle de causalité qui permet de comprendre la réaction violente des populations à l'égard des centres de prélèvement et de dépistage. Nos postulats de départ stipulaient que les perceptions sociales défavorables face à cet équipement sanitaire étaient liées à un ancrage politique et à l'usage des réseaux socionumériques qui distillaient de la désinformation. Aussi, convient-il à ce stade du travail de vérifier ces hypothèses.

Perceptions sociales à l'égard des centres de prélèvement et de dépistage à fortes connotations politiques à Yopougon

L'observance des mesures prises pour limiter la propagation de la maladie

dépend de nombreux facteurs individuels et collectifs d'ordre culturel, socio-économique, institutionnel et environnemental, comme l'affirme Mathonnat (2020). Mais, cela dépend aussi de la perception que chacun a des risques encourus et de la gravité des conséquences protéiformes que la pandémie peut engendrer. Des facteurs, comme le manque d'information et la méconnaissance ont pour corollaire la négligence des populations vis-à-vis de certaines mesures barrières de la COVID-19 et constituent des freins au comportement citoyen attendu. Ainsi, les connaissances, les attitudes et les pratiques des individus à l'égard de la maladie démontrent de la détermination de la société à accepter le changement de comportement souhaité. Sur ce versant, il est intéressant de rappeler que la ville est perçue à travers des systèmes de valeurs, des attitudes, des comportements qu'elle sécrète. Bien sûr que parlant de cette réalité, nous partageons le point de vue de Georges Balandier (1956) cité par Steck (2008) qui indique que la ville développe une culture urbaine. Elle engendre effectivement un système de valeurs, de normes, et de relations sociales possédant une spécificité historique et une logique propre d'organisation et de transformation. Il s'agit d'un milieu artificiel créé grâce à la prédominance d'une activité déterminée et à caractère sociologiquement hétérogène.

Par ailleurs, du fait de la densité démographique, de la diversification des activités et de l'inégale répartition des moyens d'existence, la ville engendre diverses catégories sociales que l'on peut appréhender à partir de leur mode de vie. Elle devient alors un lieu de mobilité sociale et par conséquent de compétition entre les individus et groupes sociaux qui se disputent les meilleures opportunités. Ce qui ne va pas sans entraîner de heurts, de tensions et de conflits entre diverses catégories sociales.

La destruction du centre de prélèvement et de dépistage par les populations renvoie à une certaine défiance, voire à une certaine suspicion à l'égard des gouvernants. Durant les discussions, les jeunes ont plusieurs fois estimé que les représentants politiques sont bien souvent amenés à mentir ou à faire des promesses qu'ils ne peuvent tenir. Cette crise de confiance est à la base de perceptions sociales défavorables à toutes les actions conduites par ces autorités. En effet, les perceptions sociales sont un univers ou un ensemble d'opinions, d'informations et de croyances organisées et structurées collectivement produites et partagées par des individus, membres d'un groupe dont l'homogénéité en dépend sur un objet donné. Elles sont des systèmes de communication permettant aux individus d'un groupe de comprendre et d'interpréter leur environnement en vue de justifier ou légitimer

certaines conduites (Bonardi et Roussiau, 2001; Moliner et al., 2002). Elles sont véhiculées à travers les discours, portées par les mots, dans les messages et les images (Jodelet, 1989). Ainsi demeurent-elles fondamentales à la communication entre Ivoirien-ne-s se révélant à travers les stéréotypes ethniques, politiques favorables comme défavorables, ancrés par un passé récent. La commune de Yopougon est connue pour être un bastion favorable à l'ex Chef d'État Laurent Gbagbo et d'avoir résisté lors de la crise politico-militaire de 2011. De ce fait, les actions et décisions étatiques prises par le pouvoir en place pour la commune de Yopougon sont épiées. Dans la mémoire collective ivoirienne, cette commune serait même « un pays dans un pays » (Steck, 2020). Le gouvernement n'aurait pas bonne presse à Yopougon. Des rumeurs sur les réseaux sociaux ont même laissé penser que cette décision d'implanter ce centre à Yopougon viserait à exterminer les populations de cette cité. Ces intoxications sont alimentées par le manque de démenti formel des grands leaders sur les allégations soutenant que « des Chefs d'État africains aient accepté le vaccin BCG en Afrique moyennant de l'argent », débats relayés sur [afrique-sur7.ci](https://www.afrique-sur7.ci), le 3 avril 2020. C'est dans ce climat de manque de confiance, dans ce brouillard que se trouvaient les riverains de la commune de Yopougon.

En définitive, l'hypothèse de départ, selon laquelle les perceptions sociales défavorables à l'égard du centre de prélèvement et de dépistage COVID-19, est vérifiée. Si l'on s'en tient au contexte général qui a vu l'émergence de la violence et du passif historique de la commune. Cependant, l'ancrage reste discutable, tenant de l'instinct de survie des populations.

Perceptions sociales défavorables des centres de prélèvement et de dépistage liées au caractère infodémique de la situation sanitaire d'Abidjan

Les perceptions sociales des populations face aux centres de prélèvement et de dépistage sont analysées sous l'angle du traitement de l'information. Le domaine de l'information et des médias a eu un impact considérable sur les cognitions des populations sur la pandémie. En effet, les différents supports d'information que sont la télévision, la radio, la presse, l'internet et autres ont été à la fois source d'information et de désinformation (Zarocostas, 2020).

Information, car ces supports ont servi de relais aux mesures et décisions prises par les autorités sanitaires pour endiguer la pandémie. Quant à la désinformation, elle est inhérente au caractère de la situation épidémique et le contexte de la société de l'information. Ici, les informations sont diffusées et amplifiées en streaming. Les réseaux socionumériques, quant à eux, proposent une facilité de production et de diffusion de contenus qui rend quasi impossible la détection des fausses informations (Diakhaté *et al.*, 2021). Ainsi, saisissant le contexte de la pandémie, l'OMS (2020) a invité les États et la société civile à lutter contre l'inaction en élaborant des plans d'action pour gérer l'infodémie par la diffusion d'informations exactes sous des fondements scientifiques et factuels. Mais aussi, les autorités doivent prendre des mesures pour prévenir et combattre la propagation de fausses informations.

De nombreuses publications ont mis à nu des remèdes traditionnels, dont l'efficacité n'a jamais été prouvée. En Côte d'Ivoire, des messages diffusés à grande échelle vantaient les vertus de l'arbre de « neem » contre le coronavirus au point que de nombreux arbres ont été sauvagement élagués par la population (Faivre le Cadre, 2021). Il est aisé de comprendre que l'impact de l'information sur le jugement des populations, et partant sur leurs perceptions de la situation épidémique. Dans cette situation, tous les repères logiques sont déconnectés et les individus recherchent un réconfort psychologique en testant toutes les panacées proposées par des personnes qui abusent quelquefois de leur détresse et/ou de leur naïveté. Au sujet des centres de prélèvement et de dépistage, la réaction des populations ne s'est pas fait attendre. Leur perception de cet équipement a été erronée par la trop grande confiance accordée aux réseaux socionumériques qui développaient des théories complotistes. Ainsi, cet équipement était perçu comme le lieu où l'on regrouperait les malades pour leur prodiguer les soins, et ce, en dehors des structures de santé dédiées à cet effet.

Les perceptions sociales sont des interprétations de la réalité fondées sur des informations issues des sens et des émotions (Dubé *et al.*, 2020). Le modèle des croyances relatives à la santé suppose qu'un individu est susceptible de faire des gestes pour prévenir une maladie ou une condition désagréable s'il possède des connaissances minimales en matière de santé et s'il considère la santé comme une dimension importante dans sa vie (Godin, 1991, 2012). De plus, certaines variables (démographiques, socio-psychologiques) influencent les perceptions de l'individu, et certains événements incitant à l'action peuvent éveiller chez lui la perception d'une menace

pour sa santé (Godin, 2012). Aussi la perception d'une menace s'exerçant sur la santé est-elle définie par deux croyances spécifiques : l'individu peut d'une part se considérer comme potentiellement vulnérable à une maladie ou à une condition défavorable pertinente et, d'autre part, il peut percevoir l'apparition éventuelle d'un état désagréable comme dangereux et pouvant avoir des conséquences graves sur certains aspects de sa vie (Godin 1991, 2012; Dubé et al. 2020). C'est pourquoi il convient de considérer que la perception du risque désigne toutes les représentations mentales et les façons dont les humains appréhendent, comprennent et évaluent un risque, et ce, à partir de leur propre perspective et de leurs propres expériences. La perception d'un même risque peut grandement varier d'un individu à un autre ou entre les groupes d'individus. De plus, les perceptions évolueront dans le temps. Or, celles-ci influencent significativement le comportement des individus (Ortwin 2005; Boholm, 2015). Il est donc important de les comprendre et de les prendre en compte pour favoriser l'implication des parties prenantes.

Il résulte, en ce qui concerne l'hypothèse selon laquelle les perceptions sociales défavorables à l'égard du centre de prélèvement et de dépistage seraient entretenues par le caractère infodémique de la pandémie, qu'elle est vérifiée. Car les populations ont reconnu que leurs réactions sont consécutives aux informations au sujet de la situation épidémique au point où les messages gouvernementaux et leurs réseaux d'information ne faisaient plus autorité.

Conclusion

Notre étude a pour objectif d'appréhender les perceptions sociales défavorables à l'égard des centres de prélèvement et de dépistage de la COVID-19 par les populations d'Abidjan. Elle s'est focalisée sur les événements de la commune de Yopougon. Elle a consisté à relater les faits par une reconstitution de la scène afin de mieux appréhender les logiques qui ont présidé à la formation des perceptions sociales défavorables à cet équipement sanitaire, dont l'utilité n'est plus à démontrer. Elle a mis en relief un lien de causalité avec la sphère politique et le caractère infodémique de la crise sanitaire. Les perceptions sociales du centre de prélèvement et de dépistage ont influencé les conduites et le développement d'attitudes face à cette pandémie dans ce

milieu. Cela a pu favoriser la transmission et la propagation de cette maladie dans la société. Les données de cette étude peuvent être un atout de développement de stratégies pour la sensibilisation du public en milieu urbain, en particulier, et de la population en général, sur le respect des recommandations lors de la survenue des crises. Elles permettent également aux gouvernants de légiférer sur la diffusion de l'information à travers les réseaux socionumériques et de développer des approches plus inclusives dans la gestion de tous types de crises.

Références bibliographiques

- Azlan, A. A., Hamzah, M. R., Sern, T. J., Ayub, S. H., & Mohamad, E. (2020). Public knowledge, attitudes and practices towards COVID-19: A cross-sectional study in Malaysia. *PLOS ONE*, 15(5), e0233668.
- Balandier, G. (1956). Sociologie des Brazzavilles noires. *Politique étrangère*, (3), 378–379.
- Baym, G. (2005). The Daily Show: Discursive integration and the reinvention of political journalism. *Political Communication*, 22, 259–276.
- Berkowitz, D., & Schwartz, D. A. (2016). Miley, CNN and The Onion. *Journalism Practice*, 10(1), 1–17. <https://doi.org/10.1080/17512786.2015.1006933>
- Boholm, Å. (2015). *Anthropology and risk*. Routledge.
- Bonardi, C., & Roussiau, N. (1999). *Les représentations sociales: Les topos*. Dunod.
- Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Les Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. (1981). La représentation politique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 38, 69–73.
- Diakhaté, D., Mbengue, M., & Samba, M. (2021). L'analyse des réseaux sociaux (ARS), une démarche de détection des théories conspirationnistes dans les réseaux socio-numériques : Le cas des tweets dans la lutte contre la COVID-19 en Afrique. *Revue africaine de communication*.
- Desalegn, H., & Fisseha, H. (2021). Perception of students and examiners about objective structured clinical examination in a teaching hospital in Ethiopia. *Advances in Medical Education and Practice*, 12, 1439–1448.
- Dubé, E., Hamel, D., Rochette, L., Dionne, M., Tessier, M., & Gauthier, A. (2020). COVID-19: *Pandémie, croyances et perceptions*. Institut national de santé publique du Québec.

- Faivre Le Cadre, A. S. (2021, February 3). Comment les fake-news compliquent la lutte contre la COVID-19. *Jeune Afrique*.
<https://www.jeuneafrique.com/1115198/societe/comment-les-fake-news-compliquent-la-lutte-contre-le-covid-19/>
- Godin, G. (1991). L'éducation pour la santé : Les fondements psycho-sociaux de la définition des messages éducatifs. *Sciences sociales et santé*, 9(1), 67-94.
- Godin, G. (2012). *Les comportements dans le domaine de la santé : Comprendre pour mieux intervenir*. Presses de l'Université de Montréal.
- Godin, G., & Kok, G. (1996). The theory of planned behavior: A review of its applications to health-related behaviors. *American Journal of Health Promotion*, 11(2), 87-98.
- Heinrich, H. W., Peterson, D., & Roos, N. (1980). *Industrial accident prevention* (5th ed.). McGraw-Hill.
- Hollnagel, E. (1998a). *Cognitive reliability and error analysis method*. Elsevier.
- Hollnagel, E. (1998b, June 8-10). Human reliability for maintenance activities. In *Second International Workshop on Human Reliability Models*, Seattle, WA, United States.
- Institut national de la santé et de la recherche médicale. (2021). *Information en santé : Dossier coronavirus (COVID-19)*.
<https://www.inserm.fr/information-en-sante/dossiers-information/coronavirus-sars-cov-et-mers-covid-19>
- Jodelet, D. (1989). Représentations sociales : Un domaine en expansion. In D. Jodelet (Ed.), *Les représentations sociales* (pp. 47-78). Presses universitaires de France.
- Lagrange, F. (2021). Covid-19, réseaux sociaux et culture pop dans la péninsule Arabique. *Arabian Humanities*, 14. <https://doi.org/10.4000/cy.6300>
- Lo Monaco, G., & Lheureux, F. (2007). Représentations sociales : Théorie du noyau central et méthodes d'étude. *Revue électronique de psychologie sociale*, 1, 55-64.
- Mathonnat, C. (2020). De l'incestuel et du meurtre en clinique du handicap mental. *Cliniques méditerranéennes*, 102, 207-218.
<https://doi.org/10.3917/cm.102.0207>
- Moliner, P., Rateau, P., & Cohen-Scali, V. (2002). *Les représentations : Pratique des études de terrain*. Presses universitaires de Rennes.
- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique. (2020, March 16). *Communiqué : Conseil national de sécurité (CNS)*. <http://info-covid19.gouv.ci/welcome/mesure/conseil-national-de-securite-cns367>

- Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État. (2020, March 30). Côte d'Ivoire : COVID-19, plan de riposte contre les infections respiratoires aiguës à coronavirus. <https://www.tralac.org/documents/resources/covid-19/countries/3806-cote-d-ivoire-covid-19-response-plan-30-march-2020-french/file.html>
- Organisation mondiale de la Santé. (2020). *Communication sur les risques et participation communautaire (RCCE) : Préparation et riposte face au nouveau coronavirus 2019 (2019-nCoV)*. OMS.
- Ortwin Renn. (2005). *Risk governance: Towards an integrative approach*. International Risk Governance Council.
- Steck, J. F. (2008). Yopougon, Yop City, Poy... périphérie et modèle urbain ivoirien. *Autrepart*, 47, 227-244.
- Subramanian, K. R. (2017). Influence of social media in interpersonal communication. *International Journal of Scientific Progress and Research*, 38(2).
- Wasserman, S., & Faust, K. (1994). *Social network analysis: Methods and applications*. Cambridge University Press.
- Zarocostas, J. (2020). How to fight an infodemic. *The Lancet*, 395(10225), 676. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30461-X](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30461-X)
- Zegarra-Valdivia, J., Chino Vilca, B. N., & Ames-Guerrero, R. J. (2020). Knowledge, perception and attitudes in regard to COVID-19 pandemic in Peruvian population. <https://doi.org/10.31234/osf.io/kr9ya>
- Zubiaga, A., & Ji, H. (2014). Tweet, but verify: Epistemic study of information verification on Twitter. *Social Network Analysis and Mining*, 4, 163. <https://doi.org/10.1007/s13278-014-0163-y>

Postface

ARMAND LEKA ESSOMBA, CHEF DE DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE -
UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

Revenir aujourd'hui sur la pandémie de COVID-19, c'est d'abord prendre acte d'un paradoxe : un événement qui, hier encore, saturait les espaces médiatiques, politiques et scientifiques, semble désormais s'être déplacé vers une zone de moindre visibilité. Pourtant, cette relative décrue de l'attention ne signifie nullement que la pandémie ait cessé d'agir dans le social. Elle invite au contraire à penser plus rigoureusement les conditions dans lesquelles un fait historique devient un événement public, puis la manière dont cet événement se transforme, avec le temps, en objet de mémoire, de savoir et de réflexion critique.

À cet égard, le présent ouvrage arrive à un moment juste : ni dans l'urgence immédiate de la crise, ni dans l'oubli, mais dans ce temps intermédiaire où l'analyse devient véritablement possible. C'est là, sans doute, l'une de ses premières qualités. Il ne cède ni à la tentation du commentaire à chaud, ni à celle d'une clôture prématurée. Il prend acte du fait qu'un événement d'une telle ampleur ne se laisse pas saisir dans l'instant. Il faut du temps pour en mesurer les effets, pour en distinguer les traces durables, pour en reconstruire les médiations et pour en restituer l'épaisseur sociale.

L'un des apports majeurs de ce collectif tient précisément à ce refus de réduire la COVID-19 à son seul versant biomédical. Les textes réunis ici montrent avec force que la pandémie aura également été un phénomène de publicisation, de médiatisation, de cadrage institutionnel, de conflictualité interprétative et de recomposition des rapports entre savoirs, pouvoirs et sociétés. En cela, l'ouvrage prend au sérieux l'idée qu'un événement n'existe jamais seulement par son irruption, mais aussi par les opérations discursives, symboliques, politiques et sociales qui lui donnent forme, intelligibilité et efficacité dans l'espace public.

Cette manière d'aborder la pandémie me paraît particulièrement féconde dans le contexte africain. Elle rappelle utilement que les crises dites globales n'effacent jamais les histoires locales, les configurations institutionnelles propres, les inégalités d'accès aux ressources, ni les formes spécifiques de production du sens. Elles se déposent dans des sociétés situées, traversées

par leurs propres vulnérabilités, mais aussi par leurs capacités d'invention, de résistance, de réinterprétation et de médiation. L'intérêt de ce volume est justement de prendre appui sur des terrains africains – avec une attention marquée au Cameroun – pour montrer que la COVID-19 n'a pas été simplement reçue, mais aussi racontée, négociée, appropriée et disputée.

Ce livre a également le mérite de replacer la question du savoir au cœur de l'analyse. Derrière la pandémie, ce sont aussi les conditions de production, de circulation, de validation et d'appropriation des connaissances qui se trouvent interrogées. Aucune société ne peut durablement comprendre ses propres crises si elle demeure dépendante d'une économie des idées dans laquelle elle n'occuperait qu'une position empirique subalterne. Penser les événements à partir de nos terrains, de nos institutions et de nos cadres d'intelligibilité n'est pas un geste de repli; c'est une exigence de conscience historique, de responsabilité scientifique et d'autonomie intellectuelle.

À cet égard, les contributions ici rassemblées montrent que la pandémie a constitué une épreuve pour les infrastructures du savoir, les médiations documentaires, les institutions éducatives, mais aussi pour la capacité des sciences humaines et sociales à éclairer les transformations en cours. Elles rappellent que la recherche ne saurait se limiter à enregistrer les faits; elle doit aussi en reconstruire les trajectoires, en déplier les significations, en identifier les tensions et en restituer la profondeur sociale. Ce travail d'intelligibilité est d'autant plus nécessaire que les crises contemporaines se déploient désormais dans des environnements info-communicationnels saturés, où la vitesse des circulations, la concurrence des récits et la fragmentation des régimes de vérité compliquent toute lecture immédiate du réel.

Sous ce rapport, l'ouvrage apporte aussi une contribution précieuse à la réflexion sur les espaces numériques contemporains. La pandémie a mis en lumière, avec une intensité particulière, les formes nouvelles de vulnérabilité qui accompagnent l'hyperconnexion : emballement informationnel, diffusion virale des rumeurs, spectacularisation des drames, exposition continue aux affects collectifs, polarisation des prises de parole. En ce sens, la COVID-19 n'a pas seulement constitué une crise sanitaire; elle a également révélé certaines pathologies du monde numérique, désormais inséparables de nos manières de percevoir, de débattre et de vivre les événements. C'est pourquoi la réflexion sur la crise ne peut plus être dissociée d'une interrogation éthique sur les usages du numérique et sur les formes contemporaines de socialisation qu'il produit.

Un autre mérite du livre est de ne pas séparer artificiellement les dimensions discursives de la question politique et sociale. Les contributions consacrées aux médiations de proximité, aux controverses vaccinales, aux discours religieux, à la communication gouvernementale, aux perceptions sociales et aux savoirs endogènes montrent bien que la gestion d'une crise engage toujours des rapports de confiance, de légitimité, de reconnaissance et parfois de défiance. Elle met en jeu des communautés d'interprétation, des hiérarchies d'expertise, des mémoires sociales, des expériences locales du risque et des formes inégales d'accès à la parole publique. En cela, ce collectif contribue aussi à penser les conditions fragiles du lien social dans des sociétés soumises à la fois à la pression des crises et à l'intensification des discours qui les accompagnent.

Ce livre me paraît donc important pour au moins trois raisons. D'abord, parce qu'il participe à une mémoire critique de la pandémie en Afrique, contre les formes d'amnésie rapide que produit souvent la succession accélérée des urgences. Ensuite, parce qu'il montre qu'un événement ne se comprend qu'au prix d'un travail de reprise, de mise en relation et d'élaboration conceptuelle. Enfin, parce qu'il rappelle que les sciences humaines et sociales ont un rôle décisif à jouer dans l'interprétation de nos crises contemporaines : non pour les simplifier, mais pour en restituer la densité historique, la pluralité des acteurs et la complexité des significations.

Les sciences humaines et sociales sont avant tout des sciences historiques dont la fécondité des hypothèses tient en grande partie à leur capacité à se soustraire aux urgences dictées par l'émotion impliquée dans l'urgence de l'action ponctuelle. En retrait des urgences cliniques et de leurs injonctions parfois « hystériques », l'on entrevoit probablement avec plus de lucidité aujourd'hui, les conséquences culturelles et sociales induites par ce moment traumatique de la vie des nations contemporaines. On comprend mieux avec du recul ce stress intense sur le corps social associé à un usage social et politique particulier des peurs collectives. On perçoit davantage la dimension biopolitique du contrôle de la respiration par le recours mécanique au préservatif nasal, la phobie du corps à corps et la tentation de restreindre les médiations physiques au profit des médiations numériques, notamment dans des sociétés africaines durablement structurées par la culture de l'effusion et de la contrainte de la promiscuité physique.

La COVID-19 confirme la vieille hypothèse des sciences historiques : le passé est certes passé, mais il n'est pas toujours dépassé. En refermant cet imposant volume de réflexion autour de la COVID-19 en Afrique, on com-

prend que cette pandémie ne relève pas seulement du passé. Elle demeure un analyseur puissant des sociétés africaines contemporaines : de leurs vulnérabilités, de leurs ressources, de leurs tensions, de leurs imaginaires, mais aussi de leur capacité à produire du sens face à l'épreuve. C'est pourquoi cet ouvrage mérite d'être lu bien au-delà du seul moment pandémique. Il nous aide à penser les crises à venir, les mondes numériques dans lesquels elles se déploient, et la nécessité toujours recommencée d'une science socialement ancrée, intellectuellement autonome et historiquement consciente.

Résumés – Abstracts

1. Quand le terrain devient impossible : les dilemmes méthodologiques en temps de pandémie — *Thomas Hervé* *MBOA NKOUDOU*

Résumé

Ce chapitre propose une réflexion méthodologique sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les recherches qualitatives fondées sur le travail de terrain. À partir d'une expérience vécue dans le cadre d'un projet de recherche portant sur les stratégies de résilience de femmes engagées dans des makerspaces d'Afrique subsaharienne, il montre comment l'impossibilité d'accéder physiquement au terrain a transformé un problème d'organisation de la recherche en une interrogation plus profonde sur les conditions de production des connaissances. Le texte retrace spécifiquement la manière dont le dispositif initial, fondé sur la combinaison d'entretiens semi-dirigés et d'observations de terrain, a été interrompu par les restrictions sanitaires liées à la pandémie. Il examine ensuite les possibilités offertes par les méthodes de recherche en ligne, tout en mettant en évidence les enjeux méthodologiques, pratiques, techniques et éthiques qu'elles soulèvent, notamment en matière de recrutement, de représentativité, de qualité des interactions, de fracture numérique et de protection des données. Il défend l'idée que le passage au numérique ne constitue pas une simple substitution technique du terrain, mais une transformation du dispositif d'enquête susceptible de modifier la nature même des connaissances produites. À travers cette réflexion, il est question de montrer que, dans certaines recherches qualitatives, le terrain ne peut être réduit à un lieu de collecte de données, mais qu'il constitue une condition essentielle de production du savoir.

Mots-clés : pandémie de COVID-19, méthodes de recherche en ligne, réflexivité méthodologique, makerspaces

Abstract

This chapter offers a methodological reflection on the effects of the COVID-19 pandemic on qualitative research grounded in fieldwork. Drawing on a personal experience within a research project examining the resilience

strategies of women involved in makerspaces across Sub-Saharan Africa, it demonstrates how the impossibility of physically accessing the field transformed what initially appeared to be a logistical challenge into a deeper inquiry into the conditions under which knowledge is produced. The chapter specifically traces how the original research design, based on a combination of semi-structured interviews and field observations, was disrupted by the public health restrictions associated with the pandemic. It then explores the opportunities afforded by online research methods while highlighting the methodological, practical, technical, and ethical challenges they raise, particularly regarding participant recruitment, representativeness, interaction quality, the digital divide, and data protection. The chapter argues that the shift to digital methods should not be understood as a mere technical substitute for fieldwork, but rather as a transformation of the research apparatus itself, one that may alter the very nature of the knowledge produced. Through this reflection, it seeks to show that, in certain forms of qualitative research, the field cannot be reduced to a site of data collection; rather, it constitutes an essential condition for knowledge production.

Keywords: COVID-19 pandemic, online research methods, methodological reflexivity, makerspaces

2. Bruit, silence et médiation documentaire. Une relecture critique à l'ère post-pandémique — *Esther OLEMBE*

Résumé

La pandémie de COVID-19 a révélé une crise profonde des régimes de savoir et des infrastructures documentaires contemporaines. Cet article propose une relecture critique des notions de bruit et de silence dans le contexte pandémique. Loin d'être de simples anomalies techniques, ces phénomènes apparaissent comme des instruments stratégiques mobilisés dans la lutte pour le contrôle des récits sociaux. À partir d'une approche postmoderniste, nous analysons comment la multiplication des sources, l'instabilité cognitive et la fragmentation documentaire rendent nécessaire une refonte des modèles classiques de médiation de l'information. L'exemple de la plateforme COVID-19 des Archives nationales du Cameroun illustre les potentiali-

tés d'une médiation critique, inclusive et réflexive, adaptée aux défis de l'ère post-pandémique.

Mots-clés : Covid-19, chaos informationnel, bruit, silence, médiation documentaire, postmodernisme, Afrique, Cameroun

Abstract

The COVID-19 pandemic exposed a profound crisis in contemporary knowledge regimes and documentary infrastructures. This article offers a critical reappraisal of the notions of noise and silence within the pandemic context. Far from being mere technical anomalies, these phenomena emerge as strategic instruments mobilized in the struggle for control over social narratives. Drawing on a postmodernist approach, we examine how the proliferation of information sources, cognitive instability, and documentary fragmentation have made it necessary to rethink traditional models of information mediation. The example of the COVID-19 platform developed by the National Archives of Cameroon illustrates the potential of a critical, inclusive, and reflexive form of mediation capable of addressing the challenges of the post-pandemic era.

Keywords: COVID-19, information chaos, noise, silence, documentary mediation, postmodernism, Cameroon

3. Essai d'archéologie de crise à partir de l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards » — Gilbert Willy TIO BABENA

Résumé

La pandémie de COVID-19 a révélé l'interdépendance et la forte complexité des crises sanitaires, politiques et informationnelles. Au Cameroun, l'affaire dite des « 25 ambulances à 7 milliards », liée à la gestion des fonds de riposte, s'est imposée comme une configuration polémique exemplaire, caractérisée par l'intensification des circulations numériques, la concurrence des régimes de vérité et la stratification des récits publics. Partant du constat que les crises 3.0 présentent une complexité difficile à saisir sans réaménagement de l'outillage théorique existant, l'étude propose l'archéologie de crise comme nouveau cadre d'intelligibilité avant de soumettre cette affaire à l'analyse. Inscrite à l'intersection des sciences du langage, de l'information et de la communication, cette approche articule fouille, archivage et mise en réseau d'artéfacts multimodaux issus de l'espace public

numérique. L'analyse met en évidence une crise enchâssée, structurée par une mémoire discursive crisogène combinant sédimentations discursives de scandales antérieurs et conflictualités politiques post-électorales. Elle montre comment les stratégies d'acteurs, appuyées sur les logiques d'hypercommunication et les biais cognitifs de la réception numérique, configurent des régimes narratifs concurrentiels en l'absence de matérialité probatoire du détournement allégué. Ainsi, l'archéologie de crise se présente comme une heuristique critique des crises produites, configurées et transformées par les potentialités numériques. Elle révèle les opérations de manipulation mobilisées dans l'affaire des « 25 ambulances à 7 milliards » et rend compte des stratégies d'accusation et de justification dans des environnements médiatiques dominés par la viralité informationnelle.

Mots-clés : archéologie de crise, artefacts multimodaux, crises 3.0, communication de crise, manipulation informationnelle, mémoire discursive, espace public numérique

Abstract

The COVID-19 pandemic revealed the interdependence and profound complexity of health, political, and informational crises. In Cameroon, the so-called “25 ambulances for 7 billion CFA francs” affair, linked to the management of COVID-19 response funds, emerged as an exemplary contentious configuration characterized by intensified digital circulation, competing regimes of truth, and the stratification of public narratives. Building on the observation that 3.0 crises exhibit a level of complexity that is difficult to apprehend without reconfiguring existing theoretical tools, this study proposes crisis archaeology as a new analytical framework through which to examine the case. Situated at the intersection of language sciences and information and communication studies, this approach combines the excavation, archiving, and networking of multimodal artefacts drawn from the digital public sphere. The analysis highlights an embedded crisis structured by a crisis-generating discursive memory that combines the discursive sedimentation of previous scandals with post-electoral political tensions. It demonstrates how actors' strategies, supported by the logics of hypercommunication and the cognitive biases associated with digital reception, configure competing narrative regimes in the absence of probative material evidence of the alleged embezzlement. Crisis archaeology thus emerges as a critical heuristic for understanding crises that are produced, configured, and transformed by digital affordances. It sheds light on the manipulation processes mobilized in the “25 ambulances for 7 billion CFA francs” affair and

accounts for the dynamics of accusation and justification within media environments shaped by informational virality.

Keywords: crisis archaeology, multimodal artefacts, 3.0 crises, crisis communication, information manipulation, discursive memory, digital public sphere

4. L'Afrique après la COVID-19 : Nkolo Foé et la construction des laboratoires scientifiques — *Hervé Toussaint ONDOUA*

Résumé

La pandémie de COVID-19 a favorisé l'émergence et la visibilité de formes de savoirs longtemps marginalisées dans les espaces de production légitime des connaissances. Ce phénomène rejoint ce que Nkolo Foé qualifie d'« insurrection des savoirs assujettis », notion empruntée à Michel Foucault pour désigner des savoirs historiques occultés ou disqualifiés par les régimes dominants de production scientifique. Selon Foucault, ces savoirs renvoient à des connaissances locales, pratiques ou populaires, souvent considérées comme insuffisamment élaborées au regard des critères de scientificité institués. Dans le contexte africain de la pandémie, des initiatives telles que le Covid-Organics à Madagascar ou le breuvage anti-Covid proposé par Mgr Samuel Kléda au Cameroun ont été présentées comme des alternatives thérapeutiques endogènes face à la crise sanitaire. Pour certains auteurs, ces expériences traduisent un mouvement de réaffirmation des savoirs africains et une volonté de contestation des hiérarchies épistémiques héritées de la colonisation. Elles s'inscrivent ainsi dans des dynamiques décoloniales et postcoloniales valorisant l'autonomie scientifique et médicale du continent. Toutefois, la médiatisation de ces thérapies a également mis en lumière les tensions entre légitimité populaire et validation scientifique. Au nom d'une démocratisation de la production des savoirs, les débats sur l'efficacité de ces traitements se sont souvent déplacés des laboratoires vers les médias et les réseaux sociaux. Cette situation soulève une interrogation fondamentale : comment articuler la reconnaissance des savoirs endogènes avec les exigences de validation scientifique? Dès lors, l'Afrique post-Covid ne devrait-elle pas investir davantage dans le développement d'infrastructures

de recherche et de laboratoires capables d'évaluer, de systématiser et de valoriser scientifiquement ces connaissances locales?

Mots-clés : savoirs endogènes, COVID-19, décolonialité, validation scientifique, laboratoire, démocratie épistémologique, Afrique

Abstract

The COVID-19 pandemic contributed to the emergence and increased visibility of forms of knowledge that had long been marginalized within dominant systems of knowledge production. This phenomenon echoes what Nkolo Foé describes as the “insurrection of subjugated knowledges,” a concept borrowed from Michel Foucault to refer to historical forms of knowledge that have been obscured or disqualified by dominant scientific regimes. According to Foucault, such knowledges include local, practical, and popular forms of understanding that are often regarded as insufficiently developed according to established standards of scientificity. In the African context of the pandemic, initiatives such as Covid-Organics in Madagascar and the anti-Covid herbal remedy proposed by Archbishop Samuel Kléda in Cameroon were presented as endogenous therapeutic alternatives to the health crisis. For some scholars, these experiences reflect a broader movement aimed at reaffirming African knowledge systems and challenging epistemic hierarchies inherited from colonial history. They can therefore be understood within decolonial and postcolonial dynamics that promote scientific and medical autonomy for the African continent. However, the public circulation of these therapies also highlighted tensions between popular legitimacy and scientific validation. In the name of epistemic democracy, debates concerning their effectiveness often shifted from laboratories to the media and social networks. This situation raises a fundamental question: how can the recognition of indigenous knowledge be reconciled with the requirements of scientific validation? In this regard, should post-Covid Africa invest more substantially in research infrastructures and scientific laboratories capable of evaluating, systematising, and validating local forms of knowledge?

Keywords: indigenous knowledge, COVID-19, decoloniality, scientific validation, laboratory, epistemic democracy, Africa

5. Le manuel scolaire à l'épreuve de la virtualisation des enseignements en temps de COVID-19 au Cameroun : mutation des usages et résilience des pratiques éditoriales — *Alice NGA MINKALA & Martin Galland BEYALA*

Résumé

Les pratiques des acteurs de la chaîne de médiation entre l'éditeur et le destinataire du manuel scolaire ont connu de profondes mutations avec l'irruption de la pandémie de COVID-19 au Cameroun. L'application des mesures barrières a notamment entraîné le réaménagement des horaires scolaires en mi-temps, la virtualisation des situations d'apprentissage, la suspension du partage des manuels entre apprenants et la fermeture temporaire des centres de documentation et de lecture. Ces transformations ont conduit les pouvoirs publics à promouvoir l'usage des technologies numériques, des plateformes éducatives et, plus récemment, de l'intelligence artificielle dans les pratiques d'enseignement et d'apprentissage. Cette diversification des canaux de transmission des savoirs a modifié le rapport au livre scolaire et favorisé l'émergence de nouveaux modes de production, de diffusion et d'utilisation du manuel. À partir de 35 entretiens réalisés à Yaoundé auprès d'enseignants, d'apprenants et d'éditeurs scolaires, cet article montre que l'édition du manuel scolaire se situe à l'intersection de plusieurs dynamiques : la résistance à une numérisation intégrale du système éducatif, la recherche de résilience économique et institutionnelle du secteur éditorial, ainsi que l'adaptation aux nouvelles pratiques éducatives. La reconfiguration de l'écosystème éducatif conduit ainsi les éditeurs à repenser leurs modèles de production et de valorisation, tout en intégrant progressivement les ressources numériques, les ressources éducatives libres et les outils fondés sur l'intelligence artificielle. Ces innovations contribuent à adapter les usages du manuel scolaire aux exigences du nouvel environnement éducatif.

Mots-clés : manuel scolaire, écosystème éditorial, intelligence artificielle, numérisation, enseignement à distance, ressources éducatives libres, Cameroun

Abstract

The COVID-19 pandemic brought significant changes to the practices of

actors involved in the mediation chain between textbook publishers and users in Cameroon. The implementation of health measures led to the reorganisation of school schedules into shift systems, the virtualisation of learning activities, the suspension of textbook sharing among students, and the temporary closure of school libraries and documentation centres. These transformations encouraged public authorities to promote the use of digital technologies, educational platforms, and, more recently, artificial intelligence in teaching and learning practices. This diversification of knowledge transmission channels has altered the relationship between learners and textbooks, fostering new modes of textbook production, distribution, and use. Based on 35 interviews conducted in Yaoundé with teachers, students, and textbook publishers, this article demonstrates that textbook publishing currently operates at the intersection of several dynamics: resistance to the complete digitalisation of the educational system, the search for economic and institutional resilience within the publishing sector, and adaptation to emerging educational practices. The reconfiguration of the educational ecosystem is therefore prompting publishers to rethink their production and value-creation models while progressively integrating digital resources, open educational resources, and artificial intelligence-based tools. These innovations contribute to adapting textbook use to the requirements of a rapidly evolving educational environment.

Keywords: textbook, publishing ecosystem, artificial intelligence, digitalisation, distance learning, open educational resources, Cameroon

6. L'éducation en « live » : enseigner à l'ère de la COVID-19 au Cameroun — *Clément Honoré ANGONI* ANGONI

Résumé

Depuis plusieurs décennies, l'éducation est envisagée comme un processus de socialisation et de transmission des savoirs légitimés au sein d'un espace institutionnel spécifique : l'école. Chaque époque développe ainsi sa propre conception de l'éducation et de l'institution scolaire, en fonction des transformations sociales, culturelles et technologiques qui la caractérisent. La pandémie de COVID-19 a profondément bouleversé les pratiques éduca-

tives à l'échelle mondiale, avec des répercussions particulièrement visibles dans le système éducatif camerounais. Face aux restrictions sanitaires et à la fermeture temporaire des établissements scolaires, les acteurs de l'éducation ont été contraints de recourir à de nouvelles modalités d'enseignement fondées sur les technologies de l'information et de la communication. Cette situation a favorisé le développement des dispositifs d'enseignement en direct (« live »), permettant d'assurer une continuité pédagogique au-delà des salles de classe traditionnelles. Les médias classiques, tels que la radio et la télévision, ainsi que les plateformes et applications numériques, ont ainsi joué un rôle central dans la diffusion des enseignements. À partir d'une démarche qualitative fondée sur une revue documentaire et la sociologie visuelle, cette étude analyse les usages du « live » dans le contexte éducatif camerounais et interroge sa contribution à la construction d'une éducation plus inclusive. Elle montre que ces dispositifs numériques, en dépit des inégalités d'accès qu'ils révèlent, constituent des leviers importants pour élargir les possibilités d'apprentissage et repenser les modalités de transmission des savoirs.

Mots-clés : enseignement à distance, COVID-19, inclusion éducative, continuité pédagogique, apprentissage en ligne, Cameroun

Abstract

For several decades, education has been understood as a process of socialisation and transmission of legitimate knowledge within a specific institutional setting: the school. Each historical period develops its own conception of education and schooling, shaped by the social, cultural, and technological transformations that characterise it. The COVID-19 pandemic profoundly disrupted educational practices worldwide, with particularly visible effects on the Cameroonian educational system. Faced with health restrictions and the temporary closure of schools, educational stakeholders were compelled to adopt new teaching modalities based on information and communication technologies (ICTs). This situation accelerated the development of live and online teaching practices, making it possible to ensure pedagogical continuity beyond the traditional classroom environment. Traditional media such as radio and television, as well as digital platforms and applications, played a central role in the delivery of educational content. Drawing on a qualitative approach based on documentary review and visual sociology, this study examines the use of live teaching practices in the Cameroonian educational context and explores their contribution to the promotion of a more inclusive education system. The findings suggest that, despite revealing persistent

inequalities in access to digital resources, these technological tools constitute important mechanisms for expanding learning opportunities and rethinking knowledge transmission in contemporary educational settings.

Keywords: distance learning, COVID-19, educational inclusion, pedagogical continuity, online learning, Cameroon

7. The Impact of the COVID-19 Pandemic on the Functioning of Public Libraries in Cameroon: A Case Study — *Roseline BAWACK & Louise Lutéine NGO KOBHIO BALOCK*

Abstract

This study examines the strategies implemented by public libraries in Yaoundé to address the challenges they faced during the COVID-19 pandemic, particularly during periods of lockdown. The libraries selected for this research — the Public Reading Centre under the supervision of the Ministry of Arts and Culture, the library of the Goethe-Institut, and the media library of the Institut Français du Cameroun — are representative of the diversity of public reading institutions in Cameroon. The findings show that libraries already equipped with digital information and communication infrastructures, such as the Goethe-Institut Library and the Institut Français du Cameroun Media Library, were able to rapidly shift to the provision of online services. In contrast, the Public Reading Centre maintained physical contact with its users through specific arrangements, as its collections remain predominantly print-based. The study highlights the absence of a documentary policy integrating both physical and digital resources, a gap that has become increasingly evident in the context of the pandemic. Furthermore, the management of the COVID-19 crisis prompted librarians to rethink user training, service delivery, and, above all, the acquisition of practical skills related to change management. These competencies now appear essential in both initial and continuing professional training for librarians. The study also emphasizes the importance of strengthening collaboration among libraries through network-based partnerships, as the sharing of experiences and best practices could contribute significantly to the resilience and development of library services.

Keywords: public libraries, COVID-19 pandemic, library management, crisis management, digital services, Cameroon

Résumé

Cette étude analyse les stratégies mises en œuvre par les bibliothèques de lecture publique de Yaoundé pour faire face aux défis engendrés par la pandémie de COVID-19, en particulier durant les périodes de confinement. Les institutions retenues pour cette recherche – le Centre de lecture publique placé sous la tutelle du ministère des Arts et de la Culture, la bibliothèque du Goethe-Institut et la médiathèque de l'Institut français du Cameroun – sont représentatives de la diversité des structures de lecture publique au Cameroun. Les résultats montrent que les bibliothèques disposant déjà d'infrastructures numériques d'information et de communication, telles que la bibliothèque du Goethe-Institut et la médiathèque de l'Institut français du Cameroun, ont pu opérer rapidement une transition vers l'offre de services en ligne. À l'inverse, le Centre de lecture publique a maintenu le contact avec ses usagers grâce à des dispositifs spécifiques, dans la mesure où ses collections demeurent essentiellement constituées de ressources imprimées. L'étude met en évidence l'absence d'une politique documentaire intégrant à la fois les supports physiques et numériques, une lacune que la pandémie a rendue particulièrement visible. Par ailleurs, la gestion de la crise sanitaire a conduit les bibliothécaires à repenser la formation des usagers, l'offre de services et, surtout, l'acquisition de compétences pratiques en matière de gestion du changement. Ces compétences apparaissent désormais essentielles tant dans la formation initiale que dans la formation continue des professionnels des bibliothèques. Enfin, l'étude souligne l'importance de renforcer la coopération entre les bibliothèques à travers des réseaux de partenariat, afin de favoriser le partage d'expériences et de bonnes pratiques susceptibles d'accroître la résilience et le développement des services documentaires.

Mots-clés : bibliothèques publiques, pandémie de COVID-19, gestion des bibliothèques, gestion de crise, services numériques, Cameroun

8. La communication des entreprises en contexte de crise sanitaire : une réorientation du paradigme discursif chez MTN Cameroun, Biopharma S.A. et CCA Bank — *Alain ASSOMO*

Résumé

Comment les entreprises commerciales camerounaises ont-elles inscrit les messages publicitaires relatifs à leurs marques dans le contexte de la lutte contre la COVID-19, notamment en ce qui concerne les référents mobilisés et les finalités poursuivies? Plus précisément, MTN Cameroun, Biopharma S.A. et le Crédit Communautaire d'Afrique ont-ils conservé leurs paradigmes communicationnels ou les ont-ils fait évoluer sous l'effet de la pandémie? Telle est la question centrale de cette étude, qui analyse la manière dont ces entreprises ont construit leurs discours publicitaires de marque dans le contexte de la COVID-19, entre le 18 mars et le 1er juin 2020. Pour y répondre, une recherche documentaire a permis de constituer un corpus de messages publicitaires portant sur les marques MoMo, Bactol et Crédit Communautaire d'Afrique, diffusés avant et pendant la crise sanitaire. L'analyse discursive de ce corpus montre qu'avant la pandémie, les messages étaient centrés sur un référent unique, la marque, et poursuivaient une finalité essentiellement commerciale. En revanche, durant la pandémie, les discours publicitaires ont évolué vers une double référentialité — la marque et la Covid-19 — ainsi qu'une double finalité : promouvoir le produit tout en participant à la lutte contre la pandémie. Les messages publicitaires ont ainsi revêtu simultanément une dimension commerciale et une dimension sociale. Ces résultats montrent que la crise sanitaire a conduit ces organisations à réorienter leurs paradigmes discursifs publicitaires en intégrant les préoccupations liées à la COVID-19, tant au niveau des référents mobilisés que des finalités attribuées aux messages. Elles se sont ainsi éloignées d'un paradigme fondé sur un référent unique centré sur la marque et sur une finalité exclusivement commerciale.

Mots-clés : entreprises commerciales, paradigme discursif, discours publicitaire, marque, COVID-19

Abstract

How did Cameroonian commercial companies adapt their brand advertising messages in the context of the fight against COVID-19, particularly

regarding the referents mobilized and the purposes pursued? More specifically, did MTN Cameroon, Biopharma S.A., and Crédit Communautaire d'Afrique maintain their traditional communication paradigms, or did they modify them in response to the pandemic? This study examines how these companies constructed their brand advertising discourse during the COVID-19 crisis, between March 18 and June 1, 2020. To address this question, a documentary research approach was used to compile a corpus of advertising messages related to the brands MoMo, Bactol, and Crédit Communautaire d'Afrique, both before and during the health crisis. Discourse analysis reveals that, prior to the pandemic, advertising messages were centred on a single referent — the brand — and pursued an exclusively commercial objective. During the pandemic, however, advertising discourse evolved towards a dual referential framework involving both the brand and COVID-19, as well as a dual purpose: promoting the product while contributing to the fight against the pandemic. Consequently, advertising messages simultaneously fulfilled commercial and social functions. The findings indicate that the health crisis prompted these organisations to reorient their advertising discourse by incorporating COVID-19-related concerns into both the referents employed and the objectives assigned to advertising messages. In doing so, they moved away from a paradigm based on a single brand-centred referent and an exclusively commercial purpose.

Keywords: commercial enterprises, discursive paradigm, advertising discourse, brand, Covid-19

9. COVID-19 et résonances médiatiques dans la presse camerounaise. Éléments de construction d'une crise sanitaire — *Dorothée Béatrice NDOUMBÉ*

Résumé

La pandémie de COVID-19, apparue au début de l'année 2020, a rapidement atteint le continent africain, contraignant les États à mobiliser divers moyens pour protéger leurs populations contre un virus dont l'origine demeure encore sujette à débat. Alors que l'Europe et les États-Unis, pourtant dotés de systèmes de santé et de plateaux techniques réputés performants, enregistraient un nombre élevé de décès, notamment parmi les

personnes âgées et les groupes vulnérables, de nombreux médias africains ont développé un discours mettant en avant les capacités de résilience du continent. Cette situation a favorisé l'émergence de multiples discours portant sur les chances de l'Afrique face à la pandémie, les hypothèses complotistes relatives à une prétendue volonté de décimer les populations africaines, ainsi que les ressources mobilisées par les États africains pour faire face à la crise sanitaire. Dans cette perspective, cette étude s'interroge sur le traitement journalistique des premiers épisodes de la pandémie au Cameroun afin d'analyser le rôle informationnel des médias et leur responsabilité dans la construction et la diffusion des discours relatifs à la COVID-19 dès les premières phases de cette crise mondiale.

Mots-clés : COVID-19, Cameroun, traitement journalistique, discours médiatiques, théories du complot, communication de crise

Abstract

The COVID-19 pandemic, which emerged at the beginning of 2020, quickly reached the African continent, prompting governments to mobilise various resources to protect their populations against a virus whose origin remains a matter of debate. While Europe and the United States, despite their highly developed healthcare systems and advanced medical infrastructures, recorded significant numbers of deaths, particularly among elderly and vulnerable populations, many African media outlets promoted narratives highlighting the continent's resilience and capacity to confront the crisis. This context fostered the emergence of diverse discourses concerning Africa's prospects in dealing with the pandemic, conspiracy theories suggesting attempts to decimate African populations, and the resources available to African countries to combat the health crisis. Against this backdrop, this study examines the journalistic treatment of the early stages of the pandemic in Cameroon in order to analyse the informational role of the media and their responsibility in the construction and dissemination of Covid-19-related narratives during the initial phases of this global crisis.

Keywords: COVID-19, Cameroon, journalistic coverage, media discourse, conspiracy theories, crisis communication

10. COVID-19 entre blâme et éloge : une relecture épидictique des discours autour de la pandémie — Yanick Hypolitte ZAMBO

Résumé

Depuis la fin de l'année 2019, le monde est confronté à une crise sanitaire majeure provoquée par la COVID-19. Apparue en Chine, cette maladie s'est rapidement propagée à l'échelle mondiale, affectant de nombreux secteurs d'activité et constituant une menace sérieuse pour la santé publique. Au début de la pandémie, l'absence de vaccin et de traitement spécifique a renforcé les incertitudes entourant la lutte contre le coronavirus et mis en évidence la complexité de sa gestion. Parallèlement, certains observateurs, notamment dans les milieux environnementalistes, ont souligné les effets indirects de la pandémie sur la réduction temporaire des émissions de gaz à effet de serre et sur l'atténuation de certaines pressions exercées sur les écosystèmes. Cette dualité des représentations fait apparaître la COVID-19 comme un phénomène ambivalent, comparable à la figure du dieu Janus, associant une face négative et une face positive. Dans cette perspective, le discours produit autour de la pandémie présente des caractéristiques relevant du registre épидictique, dans la mesure où il oscille entre dénonciation des menaces et valorisation de certains effets jugés bénéfiques. Pour analyser cette rhétorique, l'étude mobilise une approche à la fois pragmatique et sociologique. La méthodologie repose sur la réalisation d'entretiens ainsi que sur une recherche documentaire fondée sur l'exploitation de la littérature scientifique consacrée à la COVID-19.

Mots-clés : COVID-19, pandémie, discours épидictique, santé publique, environnement, Janus

Abstract

Since the end of 2019, the world has been facing a major health crisis caused by COVID-19. First identified in China, the disease rapidly spread across the globe, affecting numerous sectors of activity and posing a serious threat to public health. During the early stages of the pandemic, the absence of vaccines and specific treatments heightened uncertainty and underscored the complexity of managing the coronavirus outbreak. At the same time, some observers, particularly within environmental circles, pointed to the indirect effects of the pandemic, including the temporary reduction of greenhouse gas emissions and the alleviation of certain pressures on ecosystems. This

dual perception portrays COVID-19 as an ambivalent phenomenon, comparable to the figure of the Roman god Janus, embodying both negative and positive dimensions. From this perspective, the discourse surrounding the pandemic displays epideictic characteristics, as it alternates between the condemnation of threats and the celebration of perceived benefits. To examine this rhetoric, the study adopts both pragmatic and sociological approaches. The methodology combines semi-structured interviews with documentary research based on the growing body of scientific literature devoted to COVID-19.

Keywords: Covid-19, pandemic, epideictic discourse, public health, environment, Janus

II. Photographie dans la presse quotidienne nationale et mise en récit de la pandémie de COVID-19 au Cameroun : analyse du cas spécifique de *Cameroon Tribune* — Joséphine Nicole ABOMO ESSOMBA

Résumé

Dans la presse quotidienne, la photographie constitue un outil qui participe à la mise en récit des événements saisis dans le flux de l'actualité, à l'exemple de ceux qui ont rythmé l'évolution de la pandémie de COVID-19 au Cameroun et ailleurs. Par son contenu, sa légende et parfois les textes qu'elle intègre, elle a occupé une place importante aux côtés des articles publiés dans les pages de *Cameroon Tribune* pour raconter cette pandémie. En nous focalisant sur les acteurs impliqués, la présente étude analyse la manière dont la photographie a contribué à la mise en récit des caractérisations des personnes retenues par ce quotidien. Ces caractérisations renvoient aux noms et qualités des acteurs, aux actions qu'ils ont menées ainsi qu'aux espaces dans lesquels celles-ci se sont déployées. Cette mise en récit s'inscrit dans la relation entre la photographie, sa légende et l'article de presse, dont les principaux éléments constitutifs sont la titraille, le chapeau et le corps du texte. Adoptant une posture constructiviste, nous avons retenu trois événements ayant marqué la stratégie gouvernementale de lutte contre la pandémie de COVID-19 au Cameroun : la conférence de presse annonçant les deux premiers cas de contamination au coronavirus, le premier jour

d'application des mesures gouvernementales de lutte contre la propagation de la pandémie et le premier jour de reprise des cours après une interruption de plus de deux mois due à cette crise sanitaire. L'analyse narratologique de ces événements révèle que la contribution de la photographie et de sa légende à la mise en récit s'est opérée dans une relation de complémentarité avec l'article de presse, avec un degré d'implication variable de la légende.

Mots-clés : photographie, mise en récit, acteurs, Cameroon Tribune, COVID-19

Abstract

In the daily press, photography constitutes an important tool for narrating events captured in the continuous flow of news, such as those that marked the evolution of the COVID-19 pandemic in Cameroon and elsewhere. Through its visual content, caption and, at times, embedded textual elements, photography occupied a significant place alongside newspaper articles published in Cameroon Tribune in recounting the pandemic. Focusing on the actors involved, this study analyses how photographs contributed to the narrative construction of the representations of the individuals selected by the newspaper. These representations concern the actors' identities and roles, the actions they carried out, and the spaces in which these actions took place. This narrative construction emerged from the relationship between the photograph, its caption and the newspaper article, whose main components include the headline, lead and body text. Adopting a constructivist perspective, we selected three events that marked the Cameroonian government's strategy to combat the COVID-19 pandemic: the press conference announcing the first two confirmed coronavirus cases in Cameroon, the first day of implementation of governmental measures to curb the spread of the pandemic, and the first day of school reopening after an interruption of more than two months caused by the health crisis. A narratological analysis of these events reveals that photographs and their captions contributed to the narrative process in a complementary relationship with the newspaper article, although the degree of involvement of captions varied across cases.

Keywords: photography, storytelling, actors, Cameroon Tribune, COVID-19

12. Une affiche sur la COVID-19 en *fulfulde* : enjeux orthographiques et communication pour le développement — MOHAMADOU OUSMANOU

Résumé

L'intérêt croissant de l'usage des langues camerounaises dans la communication de masse atteste d'une prise de conscience du rôle joué par ces langues et du potentiel dont elles regorgent. Les entreprises commerciales, tout comme les institutions officielles, recourent à ces langues dans l'optique d'une communication de proximité. L'avènement de la COVID-19 fut une nouvelle occasion pour ces organisations de multiplier ce type de messages. Or, ceux-ci posent un problème linguistique majeur. De leur conception à leur rédaction, ces productions sont loin d'être pensées dans le sens de l'efficacité communicationnelle. L'étude vise à montrer, à partir d'une affiche sur la COVID, comment les choix linguistiques, notamment orthographiques et énonciatifs, conduisent souvent à des stratégies de communication peu pertinentes, même quelquefois contreproductives.

Mots-clés : affiche, covid, graphie, communication, développement

Abstract

The growing interest in the use of Cameroonian languages in mass communication reflects a growing awareness of the role these languages play and the vast potential they hold. Commercial enterprises, just like official institutions, use these languages with a view to fostering closer communication. The onset of COVID-19 presented a new opportunity for these organisations to increase the frequency of such messages. However, these pose a major linguistic problem. From their conception to their drafting, these communications are far from being designed with communicative effectiveness in mind. The study aims to demonstrate, using a COVID poster as an example, how linguistic choices, particularly those relating to spelling and phrasing, often lead to communication strategies that are ineffective, and sometimes even counterproductive.

Keywords: poster, COVID, spelling, communication, development

13. La sécuritisation de la COVID-19 au Cameroun : construction d'une menace existentielle — *Priscylle Manuela MEPOUI ABANDA*

Résumé

La question de la sécurité des États africains ne date pas d'aujourd'hui. La mondialisation, qui favorise l'ouverture au monde à travers l'intensification des échanges, des circulations et des flux économiques, a également contribué à l'émergence de nouvelles formes de menaces, telles que le terrorisme transnational, la criminalité organisée, les migrations irrégulières, les conflits sociopolitiques internes ou encore les maladies infectieuses. Dans ce contexte, les États africains sont confrontés à une diversification croissante des risques susceptibles d'affecter leur stabilité et leur sécurité. La crise sanitaire provoquée par la COVID-19 s'est imposée comme l'une des préoccupations majeures de ces dernières années. Le Cameroun, en tant qu'État d'Afrique centrale particulièrement exposé à cette pandémie, a progressivement construit la COVID-19 comme une menace existentielle pour sa sécurité nationale. Le virus a ainsi été érigé en enjeu prioritaire de l'action publique, occupant une place centrale dans l'agenda politique national. Dès lors, la question qui guide cette contribution est la suivante : comment le Cameroun a-t-il construit le coronavirus comme une menace existentielle ? S'appuyant sur une démarche méthodologique fondée sur l'observation et la recherche documentaire, cet article mobilise la théorie de la sécuritisation comme cadre d'analyse. Il montre que les autorités camerounaises ont représenté la COVID-19 comme une menace majeure à la sécurité nationale à travers la production d'un discours sécuritaire spécifique et la mise en œuvre de mesures exceptionnelles destinées à encadrer la gestion de la crise sanitaire.

Mots-clés : COVID-19, sécuritisation, sécurité, discours sécuritaire, Cameroun, gestion de crise

Abstract

The issue of security in African states is not a recent one. Globalisation, while promoting openness through increased trade, mobility, and economic flows, has also facilitated the emergence of new forms of threats, including transnational terrorism, organised crime, irregular migration, internal socio-political conflicts, and infectious diseases. As a result, African states are increasingly confronted with a growing diversification of security risks that

challenge their stability and governance. The COVID-19 health crisis has emerged as one of the major concerns of recent years. Cameroon, as a Central African state significantly affected by the pandemic, progressively constructed COVID-19 as an existential threat to its national security. The virus was elevated to the status of a major public issue, occupying a central place on the country's political agenda. Consequently, this article seeks to answer the following question: how did Cameroon construct the coronavirus as an existential threat? Drawing on observation and documentary research, this study employs securitisation theory as its analytical framework. It argues that the Cameroonian authorities represented COVID-19 as a major threat to national security through the development of a specific security discourse and the implementation of exceptional measures aimed at managing the health crisis.

Keywords: COVID-19, securitisation, security, security discourse, Cameroon, crisis management

14. De la « communication centralisée » de l'État vers une « communication de proximité » sur la COVID-19 : une réflexion à partir de la région de l'Extrême-Nord (Cameroun) — *Adrien BITOND*

Résumé

Afin de sensibiliser les populations au respect des mesures barrières recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) face à la pandémie de COVID-19, les pouvoirs publics camerounais ont mobilisé divers canaux de communication. L'objectif de cette campagne était d'encourager l'adoption de comportements préventifs susceptibles de limiter la propagation du virus. Toutefois, malgré l'intensification des messages diffusés par les médias traditionnels et numériques, certaines populations de la ville de Maroua, tant au centre urbain qu'en périphérie, sont demeurées insuffisamment informées ou exposées aux rumeurs. Cette recherche montre que la communication gouvernementale est restée principalement injonctive et descendante, limitant ainsi l'adhésion effective des populations aux mesures sanitaires. Cette situation a favorisé l'émergence de comportements caractérisés davantage par une conformité de façade que par une réelle appro-

priation des consignes de prévention. L'étude plaide dès lors pour une communication de proximité fondée sur la participation des populations, s'appuyant sur les élus locaux et les espaces de sociabilité tels que les associations communautaires afin de renforcer l'efficacité des actions de sensibilisation.

Mots-clés : communication gouvernementale, communication de proximité, participation communautaire, COVID-19, prévention sanitaire, Maroua, rumeurs, adhésion sociale

Abstract

To raise public awareness of the barrier measures recommended by the World Health Organization (WHO) in response to the COVID-19 pandemic, the Cameroonian government mobilised various communication channels. The main objective of this campaign was to encourage the adoption of preventive behaviours aimed at limiting the spread of the virus. However, despite the multiplication of messages disseminated through traditional and digital media, some populations in Maroua, both in the urban centre and surrounding areas, remained insufficiently informed or exposed to rumours. This study shows that government communication remained largely top-down and prescriptive, thereby limiting effective public adherence to health measures. As a result, compliance often reflected apparent conformity rather than genuine appropriation of preventive practices. The study therefore advocates for a community-based communication approach that promotes citizen participation through local elected representatives and social spaces such as community associations, with a view to improving the effectiveness of public health awareness campaigns.

Keywords: government communication, community-based communication, community participation, Covid-19, health prevention, Maroua, rumours, public adherence

15. Gestion communicationnelle de la crise de la COVID-19 au Cameroun et enjeux de dominance dans l'action publique économique — *Lydiane TSAYEM & Marie Christelle KOA OTTO*

Résumé

Depuis son apparition en 2019, la pandémie de COVID-19 a engendré une crise multidimensionnelle aux conséquences économiques majeures, y compris au Cameroun. Cette recherche analyse les stratégies de communication de crise déployées par l'État et les acteurs économiques dans ce contexte. Elle s'appuie sur un corpus de documents institutionnels, dix entretiens semi-directifs réalisés auprès de responsables publics et de dirigeants de petites et moyennes entreprises (PME) à Yaoundé, ainsi que sur l'observation de dispositifs numériques et l'analyse d'articles de la presse économique camerounaise. À partir d'une analyse de contenu fondée sur le modèle de Roux-Dufort, l'étude met en évidence les différentes temporalités de la crise, les enjeux communicationnels qui les sous-tendent et les mécanismes de médiation mobilisés par les acteurs. Les résultats révèlent la présence d'éléments crisogènes, manifestes ou latents, qui ont influencé la communication de crise de l'État dans le champ économique.

Mots-clés : communication de crise, COVID-19, discours institutionnels, médiation, petites et moyennes entreprises, économie, Cameroun

Abstract

Since its emergence in 2019, the COVID-19 pandemic has generated a multidimensional crisis with major economic consequences, including in Cameroon. This study examines the crisis communication strategies implemented by the State and economic actors in response to this situation. It draws on a corpus of institutional documents, ten semi-structured interviews conducted with public officials and small and medium-sized enterprise (SME) managers in Yaoundé, as well as observations of digital communication platforms and an analysis of articles published in the Cameroonian economic press. Using a content analysis approach based on Roux-Dufort's crisis management model, the study highlights the different temporalities of the crisis, the communication issues underlying them, and the mediation mechanisms mobilized by the actors involved. The findings reveal the presence of both manifest and latent crisis-generating factors that influenced the State's crisis communication within the economic sphere.

Keywords: crisis communication, COVID-19, institutional discourse, mediation, small and medium-sized enterprises, economy, Cameroon

16. Leaders religieux et gestion de la COVID-19 au Cameroun : analyse des stratégies de communication — Richard Bertrand ETABA ONANA & Alain ASSOMO

Résumé

La propagation rapide de la pandémie de COVID-19 à travers le monde en 2020 a profondément affecté l'ensemble des secteurs d'activité. Au Cameroun, cette crise sanitaire a conduit les pouvoirs publics à adopter diverses mesures barrières, notamment la distanciation physique et l'interdiction des rassemblements. Les institutions religieuses ont été particulièrement touchées par ces restrictions, qui ont entraîné la fermeture des églises, temples et mosquées ainsi que la suspension des activités culturelles collectives, telles que les offices, les rassemblements spirituels et les pèlerinages. Face à cette situation inédite, les fidèles ont été contraints de réinventer leurs pratiques religieuses dans un contexte de confinement et de limitation des interactions sociales. Dans une perspective événementielle, cette étude analyse le rôle joué par les responsables des communautés religieuses dans la gestion de la pandémie. À partir d'une analyse de contenu des discours produits par les leaders religieux au cours de la première phase de la crise sanitaire, en mars 2020, elle montre que ces acteurs ont mobilisé des stratégies de communication de crise afin de maintenir le lien avec leurs fidèles et d'assurer la continuité de l'accompagnement spirituel à travers les médias.

Mots-clés : COVID-19, leaders religieux, institutions religieuses, communication de crise, discours religieux, gestion de crise, Cameroun

Abstract

The rapid spread of the COVID-19 pandemic across the world in 2020 profoundly affected all sectors of activity. In Cameroon, this health crisis led public authorities to implement various preventive measures, including physical distancing and restrictions on public gatherings. Religious institutions were particularly affected by these measures, which resulted in the closure of churches, temples, and mosques, as well as the suspension of collective religious activities such as worship services, spiritual gatherings, and pilgrimages. Faced with this unprecedented situation, believers were compelled to adapt their religious practices in a context marked by confinement and limited social interactions. From an event-based perspective, this study examines the role played by religious leaders in managing the COVID-19 crisis. Drawing on a content analysis of religious leaders' discourses pro-

duced during the first phase of the pandemic in March 2020, the study shows that these actors relied on crisis communication strategies to maintain contact with their congregations and ensure the continuity of spiritual support through the media.

Keywords: Covid-19, religious leaders, religious institutions, crisis communication, religious discourse, crisis management, Cameroon

17. Discordance des discours entre les parties prenantes dans la réponse à la COVID-19 comme facteurs de résistance des populations camerounaises aux vaccins anti-COVID-19 — Colette DJADEU NGUEMEDYAM & Marie Christelle KOA OTTO

Résumé

Malgré les campagnes de sensibilisation et de mobilisation sociale menées par le Ministère de la Santé publique du Cameroun depuis avril 2021 afin de promouvoir la vaccination contre la COVID-19, le taux de couverture vaccinale demeure faible. En janvier 2022, seules 2,5 % des personnes ciblées avaient été vaccinées, témoignant d'une forte réticence à l'égard des vaccins anti-Covid-19. S'inscrivant dans le cadre théorique de l'Elaboration Likelihood Model (ELM), selon lequel les variables du processus persuasif — la source, le message, le récepteur et le contexte — influencent la formation et l'évolution des attitudes, cette étude interroge les causes de cette réticence. Elle cherche plus précisément à déterminer dans quelle mesure la dissonance discursive entre les organisations sanitaires et certains leaders d'opinion contribue à alimenter les résistances à la vaccination en Afrique, et particulièrement au Cameroun. La démarche méthodologique combine une analyse des discours institutionnels relatifs à la vaccination et des contenus diffusés par les médias internationaux en ligne concernant les solutions thérapeutiques africaines contre la COVID-19. Elle s'appuie également sur une enquête réalisée auprès de 130 personnes résidant au Cameroun, sélectionnées de manière aléatoire, afin d'identifier les principaux facteurs expliquant leurs réticences éventuelles à la vaccination. L'étude met ainsi en lumière le rôle des discours concurrents et des sources d'information dans la construction des attitudes à l'égard des vaccins anti-Covid-19.

Mots-clés : vaccination, COVID-19, hésitation vaccinale, Elaboration Likelihood Model, dissonance discursive, sources d'information, Cameroun

Abstract

Despite the awareness-raising and social mobilisation campaigns implemented by Cameroon's Ministry of Public Health since April 2021 to promote COVID-19 vaccination, vaccine uptake has remained low. By January 2022, only 2.5% of the target population had been vaccinated, reflecting a significant level of reluctance towards COVID-19 vaccines. Drawing on the Elaboration Likelihood Model (ELM), which posits that the key variables of the persuasion process — namely the source, the message, the receiver, and the context — can influence attitudes through different persuasion mechanisms, this study investigates the causes of vaccine hesitancy. More specifically, it examines the extent to which discursive dissonance between health organisations and certain opinion leaders contributes to resistance to COVID-19 vaccination in Africa, particularly in Cameroon. The methodological approach combines an analysis of institutional discourses on vaccination with an examination of messages disseminated by international online media regarding African therapeutic responses to COVID-19. In addition, a survey was conducted among 130 randomly selected residents of Cameroon in order to identify the main factors underlying their reluctance towards vaccination. The study highlights the influence of competing discourses and information sources on attitudes towards COVID-19 vaccines.

Keywords: vaccination, COVID-19, vaccine hesitancy, Elaboration Likelihood Model, discursive dissonance, information sources, Cameroon

18. Le Cameroun à l'épreuve de la COVID-19 : analyse sociologique des rationalités de ripostes locales des acteurs — *Georges MBANG NSANGO, Robert Marie MBA & Yves Bertrand DJOUDA FEUDJIO*

Résumé

Cette étude vise à analyser les facteurs susceptibles d'expliquer la relative résilience du Cameroun face à la pandémie de COVID-19, alors que plusieurs projections internationales annonçaient des conséquences sanitaires particulièrement graves pour les pays africains. Elle repose sur l'hypothèse selon

laquelle cette résilience pourrait être liée, entre autres, au recours à une diversité de remèdes issus de la pharmacopée africaine dans les stratégies locales de prévention et de prise en charge de la maladie. Les données ont été collectées dans la ville de Douala à l'aide de méthodes qualitatives. Mobilisant l'ethnométhodologie comme cadre d'analyse, l'étude met en évidence l'importance des pratiques locales de santé dans les réponses sociales à la pandémie. Les résultats montrent que, jusqu'au 17 mars 2021, le Cameroun présentait des indicateurs épidémiologiques relativement moins élevés que ceux observés dans plusieurs pays occidentaux fortement touchés par la crise sanitaire. Cette situation invite à interroger le rôle des dynamiques locales de riposte, notamment celles fondées sur les savoirs endogènes et les ressources thérapeutiques issues de la pharmacopée africaine.

Mots-clés : COVID-19, résilience, pharmacopée africaine, savoirs endogènes, dynamiques locales de riposte, Cameroun

Abstract

This study aims to analyse the factors that may explain Cameroon's relative resilience in the face of the COVID-19 pandemic, despite international projections that predicted particularly severe health consequences for African countries. It is based on the hypothesis that this resilience may be partly associated with the widespread use of remedies derived from African traditional pharmacopeia within local prevention and treatment strategies. Data were collected in the city of Douala using qualitative research methods. Drawing on ethnomethodology as an analytical framework, the study highlights the importance of local health practices in shaping social responses to the pandemic. The findings indicate that, as of 17 March 2021, Cameroon recorded comparatively lower epidemiological indicators than several Western countries that were heavily affected by the health crisis. These results invite further reflection on the role of local response dynamics, particularly those based on indigenous knowledge systems and therapeutic resources derived from African traditional pharmacopeia.

Keywords: Covid-19, resilience, African traditional pharmacopeia, indigenous knowledge, local response dynamics, Cameroon

19. Perceptions sociales des centres de prélèvement et de dépistage COVID-19 à Abidjan — *Gaston KONE TIÈGBE*

Résumé

La gestion de la pandémie de COVID-19 en Côte d'Ivoire a suscité d'importantes tensions sociales, notamment autour du projet de construction de centres de dépistage dans certains quartiers populaires d'Abidjan. Les mesures sanitaires adoptées par les autorités, combinées à la circulation massive d'informations et de désinformations sur les réseaux sociaux, ont contribué à alimenter un climat de méfiance à l'égard de l'action publique. Cette défiance s'est manifestée avec une intensité particulière dans la commune de Yopougon, où des mouvements de protestation ont été observés. Cette étude interroge les fondements idéologiques et sociaux de ces réactions. Elle repose sur une enquête qualitative menée auprès de dix personnes ayant participé aux manifestations ou en ayant été témoins. Les données recueillies par entretien ont fait l'objet d'une analyse thématique. Les résultats montrent que les perceptions négatives associées aux centres de dépistage s'expliquent à la fois par la politisation de la crise sanitaire et par le caractère infodémique de la pandémie. Ces représentations ont favorisé l'émergence de comportements de défiance vis-à-vis des autorités publiques et des dispositifs sanitaires mis en place pour lutter contre la propagation du virus.

Mots-clés : COVID-19, perceptions sociales, infodémie, centres de dépistage, défiance institutionnelle, conflit social, Yopougon, Côte d'Ivoire

Abstract

The management of the COVID-19 pandemic in Côte d'Ivoire generated significant social tensions, particularly regarding the government's plan to establish screening centres in working-class districts of Abidjan. Health measures implemented by public authorities, combined with the widespread circulation of information and misinformation on social media, contributed to a climate of distrust towards public action. This distrust was especially visible in the municipality of Yopougon, where violent protests occurred. This study examines the social and ideological factors underlying these reactions. It is based on a qualitative survey conducted with ten individuals who either participated in or witnessed the protests. Data collected through interviews were analysed using a thematic approach. The findings indicate that negative perceptions of screening centres were rooted both in the poli-

ticisation of the health crisis and in the infodemic environment surrounding the pandemic. These representations fostered attitudes and behaviours of distrust towards public authorities and the health measures implemented to contain the spread of the virus.

Keywords: COVID-19, social perceptions, infodemic, screening centres, institutional distrust, social conflict, Yopougon, Ivory Coast

Notices biographiques

Adrien BITOND est Maître de conférences à l'Université de Maroua. Enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la communication, il s'intéresse particulièrement aux questions de communication sociale et médiatique, d'opinion publique, de communication numérique et de participation citoyenne dans les sociétés africaines. Ses travaux de recherche portent principalement sur les dynamiques des espaces publics et les pratiques communicationnelles en contexte africain.

Alain ASSOMO est titulaire d'un doctorat/Ph.D. en Sciences de l'information et de la communication. Il est maître de conférences en service à l'ESSTIC (Université de Yaoundé II). Spécialiste de la communication de crise, il est l'auteur de plusieurs publications scientifiques dans ce domaine. Il occupe actuellement les fonctions de secrétaire général et de chef du Département de Publicité à l'ESSTIC. Depuis 2019, il coordonne également le Master en Communication des entreprises et marketing au sein de cette prestigieuse école. Par ailleurs, il intervient comme consultant en communication et en marketing auprès de plusieurs organisations nationales et internationales.

Alice NGA MINKALA, première femme à diriger l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC) de l'Université de Yaoundé II, est maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication. Journaliste et editrice, elle a été formée au Canada et en France. Elle a consacré plus d'une décennie à la promotion des pratiques éditoriales aux échelles africaine et internationale avant d'occuper les fonctions de directrice adjointe chargée des études. Ses recherches portent sur l'image de la femme dans la publicité, la communication institutionnelle et la médiation des savoirs. Elles mettent en lumière les mécanismes de diffusion et de légitimation des savoirs ainsi que les impacts socioculturels des médias et de l'édition en Afrique.

Clément Honoré ANGONI ANGONI est ingénieur social et enseignant associé dans plusieurs instituts privés d'enseignement supérieur au Cameroun. Titulaire d'un Master en Développement et management des projets en Afrique de l'Université Catholique d'Afrique Centrale et d'un Master en Sociologie urbaine de l'Université de Yaoundé I, il développe une approche de recherche-crédation mobilisant l'image et le dessin pour analyser les dyna-

miques urbaines. Ses travaux portent sur les sciences de l'éducation, la communication pour le développement et les représentations sociales du risque d'inondation. Il participe régulièrement à des rencontres scientifiques nationales et internationales. Il mène actuellement une recherche doctorale en sociologie à l'Université de Yaoundé I sur la gestion citoyenne des inondations à Douala.

Colette DJADEU NGUEMEDYAM est maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication. Ses travaux de recherche s'inscrivent dans les domaines de la communication et du marketing social, de la communication et du marketing humanitaire, de la communication pour le développement ainsi que de la communication événementielle. Elle est membre du Laboratoire de recherche en sciences et techniques de l'information et de la communication (LRSTIC) de l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC), du Yaoundé Mediations and Information Studies (YMIS), de la Chaire UNESCO « Gestion globale responsable » de la Haute École spécialisée bernoise, ainsi que membre associée du Laboratoire des sciences de la communication, des arts et de la culture (LASCAC) de l'Université Félix Houphouët-Boigny. Elle est enseignante permanente au département de publicité de l'ESSTIC de l'Université de Yaoundé II et, par ailleurs, promotrice de l'association Social Intellect Patrol (SIP), dont l'objectif est de vulgariser le marketing social comme outil de transformation sociale et de changement de comportement.

Dorothée Béatrice NDOUMBÉ est maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication (SIC). Ancienne journaliste, elle a obtenu son doctorat (Ph.D.) à Aix-Marseille Université. Enseignante en journalisme et en communication à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC) de l'Université de Yaoundé II, elle est également coordonnatrice adjointe du master recherche en sciences de l'information et de la communication. Elle est membre du comité de rédaction de la revue *Hermès*, chercheuse associée au Laboratoire multifonctionnel d'intelligence artificielle responsable de l'Université de Yaoundé II et membre du Laboratoire Genre et Développement de cette même université.

Esther OLEMBE est docteure en sciences de l'information et de la communication et directrice des Archives nationales du Cameroun. Ancienne cheffe du département de l'Information documentaire à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC) de l'Université de Yaoundé II-Soa (2014-2024), elle a contribué au déve-

loppement des formations en archivistique et en sciences de l'information au Cameroun. Membre élue de la Commission des programmes du Conseil international des archives, ses recherches portent sur la gouvernance des données et des archives, les politiques de gestion documentaire, la souveraineté informationnelle, l'archivage électronique et la transformation numérique des administrations publiques. Elles s'intéressent également aux enjeux internationaux liés aux études de provenance, à la restitution des biens culturels et à la diplomatie patrimoniale, à l'interface de l'archivistique, des sciences politiques et des relations internationales.

Gaston KONE TIÈGBE est maître-assistant en sciences de l'information et de la communication à l'Institut national supérieur des arts et de l'action culturelle. Il a consacré sa thèse à l'analyse des représentations sociales et des attitudes des populations à l'égard des bibliothèques publiques. Il préside le Groupe d'études et de recherches sur les sciences de l'information documentaire, qu'il a fondé en 2025. Dans ce chapitre, il analyse les perceptions sociales des centres de dépistage et de prélèvement de la Covid-19. Il a précédemment contribué à un ouvrage consacré à l'analyse des *Impacts psychosocioéconomiques de la pandémie de Covid-19 et du confinement en Afrique subsaharienne* (2022).

Georges MBANG NSANGOU est doctorant en sociologie à l'Université de Yaoundé I. Membre de l'Association pour l'anthropologie du changement social et du développement (APAD), du Centre d'études et de recherche sur les sociétés contemporaines (CERESC) et du Centre pour le développement des bonnes pratiques en santé (CDBPS), ses centres d'intérêt portent sur la sociologie de la santé et la sociologie du développement, avec un intérêt particulier pour les questions relatives à l'autonomisation socio-économique des femmes rurales.

Gilbert Willy TIO BABENA est enseignant-chercheur à l'Université de Maroua. Professeur invité à l'Université Sorbonne Paris Nord, boursier de l'Africa Oxford Initiative et chercheur invité à l'Université d'Oxford (Kellogg College), il s'intéresse, entre autres, à l'analyse pragmatique du discours, à la justice cognitive, à la science ouverte et aux initiatives visant à décoloniser les savoirs et les pratiques de publication en Afrique francophone. Il est directeur de collection aux Éditions science et bien commun et anime le podcast *La brocante des savoirs*.

Hervé Toussaint ONDOUA est maître de conférences à l'École normale supérieure de Bertoua. Titulaire d'un Ph.D. en philosophie du langage, il consacre ses recherches aux problématiques de la postmodernité, du post-

structuralisme et du postcolonialisme. Il est l'auteur de plusieurs publications scientifiques portant sur ces différents champs de réflexion. Ses travaux l'ont également conduit à intervenir sur la scène académique internationale à travers diverses conférences consacrées à ces thématiques. À l'issue d'un séjour en qualité de chercheur invité à l'Université de Haute-Alsace, il a repris ses activités d'enseignement et de recherche à l'École normale supérieure de Bertoua, au Cameroun.

Joséphine Nicole ABOMO ESSOMBA, spécialiste du champ médiatique camerounais, conjugue une solide expertise académique à une expérience confirmée de plus de deux décennies en tant que photographe de presse. Titulaire d'un doctorat/Ph.D. en sciences de l'information et de la communication, ses travaux de recherche, centrés sur la construction des événements par la photographie d'information, explorent les dynamiques entre l'image, l'actualité et les perceptions sociales. Actuellement chargée de cours à l'Université de Yaoundé II, elle enseigne à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC) le photojournalisme, la photographie publicitaire et l'écriture journalistique. Ses domaines d'expertise couvrent la communication par l'image, les pratiques et l'éthique de l'iconographie de presse, ainsi que les mutations contemporaines du journalisme visuel.

Louise Lutéine NGO KOBHIO BALOCK (1962–2025) était une figure majeure des sciences de l'information documentaire au Cameroun. Cheffe du département d'Information documentaire à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC) de l'Université de Yaoundé II, elle a profondément marqué la formation des archivistes, des bibliothécaires et des documentalistes en Afrique centrale. Par son engagement dans l'enseignement, la recherche et l'encadrement académique, elle a contribué au développement et au rayonnement des sciences de l'information documentaire dans la sous-région.

Lydiane TSAYEM est enseignante-chercheuse à l'ESSTIC. Ses recherches sont ancrées dans le champ des Sciences de l'information et de la communication et portent sur la communication publique, les discours économiques et, plus spécifiquement, les politiques d'entrepreneuriat en contexte post-ajustement.

Marie Christelle KOA OTTO, Ph.D. en sciences de l'information et de la communication, est chargée de cours à l'Université de Yaoundé II et en service à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC), au département d'édition et des arts graphiques.

Ses recherches portent sur les questions de communication, de communication publique, de communication politique et de genre. Membre du Laboratoire de recherche en sciences et techniques de l'information et de la communication (LRSTIC) de l'ESSTIC, du Yaoundé Mediations and Information Studies (YMIS) ainsi que du Laboratoire de recherche Genre et Développement (LRGD) de l'Université de Yaoundé II, elle est également présidente de l'Association Image et Leadership Féminin en Afrique (ILFA).

Martin Galland BEYALA est enseignant-chercheur camerounais en sciences et techniques de l'information et de la communication et expert en politiques publiques du livre et en gouvernance éditoriale. Il exerce à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC) de l'Université de Yaoundé II. Ses travaux portent sur l'économie politique de l'édition en Afrique, l'endogénéisation des écosystèmes de production des manuels scolaires et la souveraineté culturelle dans la circulation des savoirs. Il développe une réflexion originale sur l'éditocolonialité et la décolonialité éditoriale. Ses recherches interrogent et mettent en valeur l'apport des techniques éditoriales à la production, à la circulation et à la légitimation des savoirs africains, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives sur la souveraineté cognitive et culturelle du continent.

MOHAMADOU OUSMANOU est enseignant-chercheur en linguistique à l'Université de Maroua au Cameroun. Ses travaux portent principalement sur l'analyse multimodale de la communication (discours, intonation, gestualité) et la didactique des langues (français et *fulfulde*). Il est membre de l'équipe de recherche Langues, dynamiques et usages (LADYRUS) de l'Université de Ngaoundéré au Cameroun, et de l'équipe Pluralité des langues et des identités : didactique, acquisition, médiation (PLIDAM) de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

Priscylle Manuela MEPOUI ABANDA est docteure en science politique, spécialité relations internationales. Elle a soutenu, en décembre 2023, une thèse de doctorat intitulée *La sécuritisation de la menace Boko Haram au Cameroun*. Ses travaux de recherche portent sur les enjeux de sécurité internationale, la lutte contre le terrorisme, la gouvernance sécuritaire et les dynamiques politiques en Afrique. Elle s'intéresse particulièrement aux processus de construction des menaces sécuritaires ainsi qu'à leurs implications pour les politiques publiques. À travers ses recherches, elle contribue à la réflexion sur les défis contemporains liés à la paix, à la sécurité, à la stabilité et à la coopération internationale.

Richard Bertrand ETABA ONANA est enseignant-chercheur à l'École

Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ESSTIC) de l'Université de Yaoundé II. Il est directeur adjoint du Laboratoire de recherche en sciences et techniques de l'information et de la communication (LRESTIC) de l'Université de Yaoundé II, ainsi que chef du Bureau de la recherche de cette institution. La sociolinguistique constitue son principal domaine de recherche. Auteur d'une vingtaine de publications scientifiques, dont plusieurs contribuent à l'essor d'une sociolinguistique des espaces numériques africains, il s'intéresse également aux problématiques de la communication et du traitement automatique des langues appliqués à la prise en charge médicale.

Robert Marie MBA est enseignant-chercheur de rang magistral au département de sociologie de l'Université de Yaoundé I. Membre de plusieurs sociétés savantes, notamment du Comité suisse de sociologie de la santé depuis 2004 et du Centre pour le développement des bonnes pratiques en santé (CDBPSH) depuis 2010, il intervient également comme consultant auprès de plusieurs organisations non gouvernementales, telles que HKI, KfW et la Croix-Rouge. Fort de plus de vingt années d'enseignement et de recherche, ses domaines d'expertise portent sur la santé publique, la sociologie de la santé, la sociologie du développement ainsi que les méthodes de recherche en sciences sociales.

Roseline BAWACK is a Knowledge Management Expert and Information Management Strategist holding a PhD in Library and Information Science from the University of Yaoundé II, Cameroon. Her research focuses primarily on the role of academic libraries in developing countries, particularly in the context of digital transformation. She is a strong advocate of Open Access, Open Data, and Open Science, emphasizing the importance of equitable access to and sharing of research. Her scholarly contributions include studies on the adoption of the Open Access movement in academic libraries, digital transformation in academic libraries, and the application of knowledge management practices within academic institutions. Her current research explores the use of artificial intelligence (AI) and analytics in library operations, with particular attention to the technical and social implications of their adoption. Dr. Bawack's work has been widely published in leading journals, including *Aslib Journal of Information Management* (Emerald), *Library Philosophy and Practice*, and *The International Information & Library Review*.

Thomas Hervé MBOA NKOUDOU est professeur adjoint au Département de communication de l'Université d'Ottawa et chercheur spécialisé dans

l'intelligence artificielle responsable, la communication organisationnelle, la science ouverte et la gouvernance des données. Ses travaux portent principalement sur les épistémologies des Suds, la justice cognitive et les dynamiques de décolonisation des technologies numériques. Il a contribué à plusieurs initiatives internationales consacrées au développement responsable de l'intelligence artificielle, ainsi qu'à la promotion de la science ouverte et de la circulation libre des savoirs.

Yanick Hypolitte ZAMBO, docteur en droit public, est chargé de cours à la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Yaoundé II, au sein du département de droit public comparé.

Yves Bertrand DJOUDA FEUDJIO est professeur titulaire au Département de sociologie de l'Université de Yaoundé I (Cameroun). Il est directeur exécutif du Centre Research Action Consulting (Re-Act) et consultant international en évaluation des projets de développement ainsi qu'en changement social et comportemental (*Social and Behaviour Change* – SBC). Auteur de nombreuses publications scientifiques, ses travaux portent principalement sur les questions de santé et de développement.

Collection Linguistique et communication

La collection « **Linguistique et communication** » (**LICOM**) des Éditions science et bien commun se consacre à la publication d'ouvrages scientifiques qui explorent la communication, les langues et les discours dans leurs multiples dimensions théoriques, méthodologiques et sociales. Elle accueille des travaux originaux – monographies, ouvrages collectifs et thèses remaniées – qui interrogent les pratiques langagières, les processus de construction du sens et les dynamiques de communication dans des contextes variés.

Ouverte aux approches pluridisciplinaires, cette collection se veut un espace de dialogue où les auteurs et autrices des Suds et des Nords explorent avec rigueur et liberté les écritures et épistémologies alternatives. LICOM vise ainsi à offrir un espace de diffusion des recherches qui éclairent les usages du langage, les médiations discursives et les enjeux contemporains de la communication, notamment dans les espaces médiatiques, institutionnels et numériques.

Déjà parus dans la collection :

- *Perspectives africaines sur la pandémie de COVID-19. Retour sur la construction médiatique et discursive d'un événement* (2026)
- *Gaza, les mots pour (ne pas) le dire* (2026)
- *Pour une linguistique du développement. Essai d'épistémologie sur l'émergence d'un nouveau paradigme en sciences du langage* (2019)

Pour proposer un manuscrit :

<https://www.editionsscienceetbiencommun.org/proposer-un-livre/>.

À propos des Éditions science et bien commun

Les Éditions science et bien commun sont une branche de l'Association science et bien commun (ASBC), un organisme sans but lucratif enregistré au Québec depuis juillet 2011.

L'Association science et bien commun

L'Association science et bien commun se donne comme mission d'appuyer et de diffuser des travaux de recherche transuniversitaire favorisant l'essor d'une science pluriverselle, ouverte, juste, plurilingue, non sexiste, non raciste, socialement responsable, au service du bien commun.

Pour plus d'information, écrire à info@scienceetbiencommun.org

Les Éditions science et bien commun

Un projet éditorial novateur dont les principales valeurs sont les suivantes :

- la publication numérique en libre accès, en plus des autres formats
- la pluridisciplinarité, dans la mesure du possible
- le plurilinguisme qui encourage à publier en plusieurs langues, notamment dans des langues nationales africaines ou en créole, en plus du français
- l'internationalisation, qui conduit à vouloir rassembler des auteurs et autrices de différents pays ou à écrire en ayant à l'esprit un public issu de différents pays, de différentes cultures
- mais surtout la justice cognitive :
 - chaque livre collectif, même s'il s'agit des actes d'un colloque, devrait aspirer à la parité entre femmes et hommes, entre juniors et seniors, entre auteurs et autrices issues du Nord et issues du Sud

(des Suds); en tout cas, tous les livres devront éviter un déséquilibre flagrant entre ces points de vue;

- chaque livre, même rédigé par une seule personne, devrait s'efforcer d'inclure des références à la fois aux pays du Nord et aux pays des Suds, dans ses thèmes ou dans sa bibliographie;
- chaque livre devrait viser l'accessibilité et la « lisibilité », réduisant au maximum le jargon, même s'il est à vocation scientifique et évalué par les pairs.

Le catalogue

Le catalogue des Éditions science et bien commun (Ésbc) est composé de livres qui respectent les valeurs et principes des Ésbc énoncés ci-dessus.

- Des ouvrages scientifiques (livres collectifs de toutes sortes ou monographies) qui peuvent être des manuscrits inédits originaux, issus de thèses, de mémoires, de colloques, de séminaires ou de projets de recherche, des rééditions numériques ou des manuels universitaires. Les manuscrits inédits seront évalués par les pairs de manière ouverte, sauf si les auteurs ne le souhaitent pas (voir le point de l'évaluation ci-dessus).
- Des ouvrages de science citoyenne ou participative, de vulgarisation scientifique ou qui présentent des savoirs locaux et patrimoniaux, dont le but est de rendre des savoirs accessibles au plus grand nombre.
- Des essais portant sur les sciences et les politiques scientifiques (en études sociales des sciences ou en éthique des sciences, par exemple).
- Des anthologies de textes déjà publiés, mais non accessibles sur le web, dans une langue autre que le français ou qui ne sont pas en libre accès, mais d'un intérêt scientifique, intellectuel ou patrimonial démontré.
- Des manuels scolaires ou des livres éducatifs pour enfants.

Pour l'accès libre et universel, par le biais du numérique, à des livres scientifiques publiés par des autrices et auteurs de pays des Suds et du Nord

Pour plus d'information : écrire à info@editionsscienceetbiencommun.org